

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 49

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 49

1950

I. No. 747

TABLE OF CONTENTS

I

Treaty registered on 15 March 1950

	<i>Page</i>
No. 747. Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, France, Australia, etc.:	
Treaty of Peace with Italy. Signed at Paris, on 10 February 1947	3

(For maps annexed to Treaty, see Volume 50)

*Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies*

VOLUME 49

1950

I. N° 747

TABLE DES MATIERES

I

Traité enregistré le 15 mars 1950

	<i>Page</i>
N° 747. Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume- Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats- Unis d'Amérique, France, Australie, etc. :	
Traité de paix avec l'Italie. Signé à Paris, le 10 février 1947	3

(Voir cartes annexées au Traité, volume 50)

I

Treaty registered on 15 March 1950

No. 747



Traité enregistré le 15 mars 1950

N° 747

No. 747

**UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN
IRELAND, UNITED STATES OF AMERICA,
FRANCE, AUSTRALIA, etc.**

**Treaty of Peace with Italy. Signed at Paris, on 10 February
1947**

*Official texts: French, English, Russian and Italian. (French, English and Russian
texts are authentic.)*

Registered by the Union of Soviet Socialist Republics and France on 15 March 1950.

**UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES,
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
DU NORD, ETATS-UNIS D'AMERIQUE, FRANCE,
AUSTRALIE, etc.**

Traité de paix avec l'Italie. Signé à Paris, le 10 février 1947

*Textes officiels français, anglais, russe et italien. (Les textes français, anglais et russe
font foi.)*

*Enregistré par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la France le 15 mars
1950.*

N° 747. TRAITE¹ DE PAIX AVEC L'ITALIE. SIGNE A PARIS, LE
10 FEVRIER 1947

Les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Australie, la Belgique, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, le Brésil, le Canada, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union Sud-Africaine, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, désignés ci-après sous le nom de "Puissances Alliées et Associées", d'une part,

¹ Entré en vigueur le 15 septembre 1947 par le dépôt auprès du Gouvernement de la République française des instruments de ratification par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique et la France, conformément aux dispositions de l'article 90.

Liste des Etats qui ont déposé des instruments de ratification ou d'accession auprès du Gouvernement de la République française et dates du dépôt de ces instruments:

Etats-Unis d'Amérique	15 septembre 1947	Ratification
France	15 septembre 1947	Ratification
Royaume-Uni	15 septembre 1947	Ratification
U.R.S.S.	15 septembre 1947	Ratification
Yougoslavie*	15 septembre 1947	Ratification
Italie	15 septembre 1947	Ratification
Inde**	15 septembre 1947	Ratification
Canada	15 septembre 1947	Ratification
Tchécoslovaquie	14 octobre 1947	Ratification
Albanie	20 octobre 1947	Accession
Grèce	28 octobre 1947	Ratification
Union Sud-Africaine	4 novembre 1947	Ratification
Ethiopie	6 novembre 1947	Ratification
Chine	24 novembre 1947	Ratification
Nouvelle-Zélande	24 décembre 1947	Ratification
Pologne	4 février 1948	Ratification
Mexique	10 avril 1948	Accession
Australie	9 juillet 1948	Ratification
Belgique	4 septembre 1948	Ratification
Brésil	4 janvier 1949	Ratification
Pays-Bas	7 février 1949	Ratification

* La Yougoslavie a déposé ses instruments de ratification le 4 septembre 1947.

** Le Gouvernement du Pakistan a fait savoir au Gouvernement français qu'il considérait la ratification déposée par le Gouvernement indien comme engageant son pays.

et l'Italie d'autre part;

Considérant que l'Italie, sous le régime fasciste, est devenue l'une des parties contractantes du pacte tripartite avec l'Allemagne et le Japon, qu'elle a entrepris une guerre d'agression et, de ce fait, a provoqué un état de guerre avec toutes les Puissances Alliées et Associées et avec d'autres Nations Unies, et qu'elle porte sa part de responsabilité dans la guerre;

Considérant que, par suite des victoires des forces alliées et avec l'aide des éléments démocratiques du peuple italien, le régime fasciste a été renversé en Italie le 25 juillet 1943, et que l'Italie, après avoir capitulé sans conditions, a signé les clauses d'armistice des 3 et 29 septembre de la même année;

Considérant que, après ledit armistice, des forces armées italiennes, celles du Gouvernement aussi bien que celles de la Résistance, ont pris une part active à la guerre contre l'Allemagne, que l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne le 13 octobre 1943 et qu'elle est ainsi devenue cobelligérante dans la guerre contre l'Allemagne;

Considérant que les Puissances Alliées et Associées et l'Italie sont désireuses de conclure un traité de paix qui règle, en conformité avec les principes de justice, les questions demeurant en suspens à la suite des événements ci-dessus rappelés et qui forme la base de relations amicales entre elles, permettant ainsi aux Puissances Alliées et Associées d'appuyer les demandes que l'Italie présentera pour devenir membre de l'Organisation des Nations Unies et pour adhérer à toute convention conclue sous les auspices des Nations Unies;

Pour ces motifs, ont décidé de proclamer la cessation de l'état de guerre et de conclure à cet effet le présent Traité de Paix et ont, à ces fins, désigné les Plénipotentiaires soussignés, lesquels, après présentation de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

PARTIE I

CLAUSES TERRITORIALES

SECTION I—FRONTIÈRES

Article 1

Les frontières de l'Italie demeureront telles qu'elles étaient au 1^{er} janvier 1938, sous réserve des modifications indiquées aux articles 2, 3, 4, 11 et 22. Le tracé de ces frontières est indiqué sur les cartes¹ jointes au présent Traité (annexe I). En cas de divergences entre le texte de la description des frontières et les cartes, c'est le texte qui fera foi.

Article 2

La frontière entre l'Italie et la France, telle qu'elle était au 1^{er} janvier 1938, sera modifiée comme suit:

1. *Col du Petit-Saint-Bernard*

La nouvelle frontière suivra la ligne de partage des eaux en quittant la frontière actuelle à 2 kilomètres environ au nord-ouest de l'Hospice, coupant la route à 1 kilomètre environ au nord-est de l'Hospice et rejoignant la frontière actuelle à 2 kilomètres environ au sud-est de l'Hospice.

2. *Plateau du Mont Cenis*

La nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 3 kilomètres environ au nord-ouest du sommet de Rochemelon, coupera la route à 4 kilomètres environ au sud-est de l'Hospice et rejoindra la frontière actuelle à 4 kilomètres environ au nord-est du Mont d'Ambin.

3. *Mont Thabor-Chaberton*

(a) Dans la région du Mont Thabor, la nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 5 kilomètres environ à l'est du Mont Thabor et se dirigera vers le sud-est pour rejoindre la frontière actuelle à 3 kilomètres environ à l'ouest de la Pointe de Charra.

(b) Dans la région du Chaberton, la nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à 3 kilomètres environ au nord-nord-ouest du Chaberton qu'elle contournera à l'est, et coupera la route à 1 kilomètre environ de la

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 50.

frontière actuelle qu'elle rejoindra à 2 kilomètres environ au sud-est de la localité de Montgenèvre.

4. *Vallées supérieures de la Tinée, de la Vésubie et de la Roya*

La nouvelle frontière quittera la frontière actuelle à Colla Longa, suivra la ligne de partage des eaux par le Mont Clapier, le Col de Tende et le Mont Marguareis, d'où elle descendra vers le sud par le Mont Saccarello, le Mont Vacchi, le Mont Pietravecchia, le Mont Lega et atteindra un point situé approximativement à 100 mètres de la frontière actuelle près de Colla Pegairolle à 5 kilomètres environ au nord-est du Breil; de là, en direction du sud-ouest, elle rejoindra la frontière actuelle à 100 mètres environ au sud-ouest du Mont Mergo.

La description détaillée des sections de la frontière auxquelles s'appliquent les modifications indiquées dans les paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus, figure à l'annexe II du présent traité, les cartes auxquelles se réfère cette description se trouvant à l'annexe I.

Article 3

La frontière entre l'Italie et la Yougoslavie sera déterminée comme il suit:

La nouvelle frontière suit une ligne partant du point de jonction des frontières de l'Autriche, de l'Italie et de la Yougoslavie, telles qu'elles étaient au 1^{er} janvier 1938, et suivant vers le sud la frontière de 1938 entre la Yougoslavie et l'Italie jusqu'au point de jonction de cette frontière et de la limite administrative séparant les provinces italiennes du Frioul (Udine) et de Gorizia;

de ce point, la ligne se confond avec ladite limite administrative, jusqu'en un point situé approximativement à 0,5 Km au nord du village de Mernico dans la vallée de l'Iudrio.

laissant en ce point la limite administrative séparant les provinces italiennes du Frioul et de Gorizia, la ligne s'étend à l'est jusqu'en un point situé approximativement à 0,5 Km à l'ouest du village de Vercoglia di Cosbana et de là se dirige vers le sud, entre les vallées du Quarnizzo et de la Cosbana, jusqu'en un point situé approximativement à 1 Km au sud-ouest du village de Fleana, après s'être incurvée de manière à couper la rivière de Recca en un point situé approximativement à 1,5 Km à l'est de l'Iudrio, laissant à l'est la route de Cosbana via Nebola à Castel Dobra;

de là, la ligne continue vers le sud-est, passant immédiatement au sud de la route entre les cotes 111 et 172, puis au sud de celle de Vipulzano à Uclanzi par les cotes 57 et 122, coupant cette dernière route à 100 m. environ à l'est de la cote 122 pour s'infléchir vers le nord en direction d'un point situé à 350 m. au sud-est de la cote 266;

passant à 0,5 Km environ au nord du village de San Floriano, la ligne s'étend alors vers l'est jusqu'au Mont Sahotino (cote 610), laissant au nord le village de Poggio San Valentino;

du Mont Sabotino, la ligne, se dirigeant vers le sud, traverse l'Isonzo (Soca) à la hauteur de la ville de Salcano, qu'elle laisse en territoire yougoslave; elle longe alors immédiatement à l'ouest la ligne de chemin de fer de Canale d'Isonzo à Montespino jusqu'en un point situé à environ 750 m. au sud de la route de Gorizia à Aisovizza;

se détachant alors du chemin de fer, elle s'infléchit en direction du sud-ouest, laissant en territoire yougoslave la ville de San Pietro et en territoire italien l'Hospice et la route qui le borde, traverse à 700 mètres environ de la station de Gorizia S. Marco la ligne de raccordement entre le chemin de fer précité et celui de Sagrado à Cormons, longe le cimetière de Gorizia, laissé en territoire italien, passe entre la grand'route N° 55 de Gorizia à Trieste, laissée en territoire italien, et le carrefour situé à la cote 54, laissant en territoire yougoslave les villes de Vertoiba et de Merna et atteint un point situé approximativement à la cote 49;

de là, la ligne continue en direction du sud à travers le Carso à 1 Km environ à l'est de la grand'route N° 55, laissant à l'est le village d'Opacchiasella et à l'ouest le village d'Iamiano;

d'un point situé approximativement à 1 Km à l'est d'Iamiano, la ligne suit la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste jusqu'en un point situé approximativement à 2 Km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 Km au nord-ouest de la cote 208, et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

Article 4

La frontière entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste sera fixée comme il suit:

La nouvelle frontière part d'un point situé sur la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste à environ 2 Km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 Km au nord-ouest de la cote 208, et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste, et se dirige vers le sud-ouest jusqu'en un point adjacent à la grand'route N° 14 et situé approximativement à 1 Km au nord-ouest de la jonction des grand'routes N° 55 et 14 qui vont de Gorizia et de Monfalcone, respectivement, à Trieste;

de là, la ligne se dirige vers le sud jusqu'en un point situé sur le golfe de Panzano, à égale distance de Punta Sdobba, à l'embouchure de l'Isonzo (Soca), et de Castello Vecchio à Duino, à 3,3 Km environ au sud du point où elle quitte la côte, point situé approximativement à 2 Km au nord-ouest de la ville de Duino;

de là, la ligne rejoint la haute mer en passant à égale distance de la côte italienne et de la côte du Territoire Libre de Trieste.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

Article 5

1. La démarcation finale des nouvelles frontières fixés par les articles 2, 3, 4 et 22 du présent Traité sera déterminée sur place par des Commissions de délimitation composées de représentants des deux Gouvernements intéressés.

2. Ces Commissions commenceront leurs travaux immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Traité; elles les termineront le plus tôt possible et, en tout cas, dans un délai de six mois.

3. Toutes les questions sur lesquelles l'accord n'aura pas été réalisé par ces Commissions seront soumises aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, qui, agissant suivant la procédure prévue à l'article 86, en assureront le règlement final par telle méthode de leur choix, y compris, s'il y a lieu, la nomination d'un troisième Commissaire impartial.

4. Les dépenses des Commissions de délimitation seront supportées par moitié par chacun des deux Gouvernements intéressés.

5. En vue de la détermination finale sur place des frontières établies aux articles 3, 4 et 22, les Commissaires seront autorisés à s'écarter de

0,5 Km de la ligne établie par le présent Traité, afin d'adapter la frontière aux conditions géographiques et économiques locales, sous réserve de ne placer sous une souveraineté autre que celle résultant des délimitations stipulées dans le présent Traité aucun village ni aucune ville de plus de 500 habitants, aucune route ou voie ferrée importante, ni aucun centre important d'approvisionnement en eau ou de fourniture d'énergie électrique.

SECTION II—FRANCE (Clauses Spéciales)

Article 6

L'Italie cède à la France en pleine souveraineté le territoire précédemment italien situé du côté français de la frontière franco-italienne, telle qu'elle est définie à l'article 2.

Article 7

Le Gouvernement italien remettra au Gouvernement français toutes les archives historiques et administratives antérieures à 1860 qui se rapportent au territoire cédé à la France par le Traité du 24 mars 1860¹ et par la Convention du 23 août 1860².

Article 8

1. Le Gouvernement italien coopérera avec le Gouvernement français à l'établissement éventuel d'une liaison par voie ferrée entre Briançon et Modane par Bardonnèche.

2. Le Gouvernement italien autorisera en franchise, sans visite de douane, sans vérification de passeports ou aucune autre formalité, le trafic par chemin de fer des voyageurs et des marchandises empruntant, en territoire italien, le raccordement ainsi établi, pour se rendre dans un sens ou dans l'autre d'un point situé en France à un autre point situé en France; il prendra toute mesure nécessaire pour assurer le passage, dans les mêmes conditions de franchise et sans retard injustifié, des trains français utilisant ledit raccordement.

3. Les arrangements nécessaires seront conclus en temps utile entre les deux Gouvernements.

Article 9

1. *Plateau du Mont Cenis*

En vue d'assurer à l'Italie des facilités identiques à celles dont elle disposait pour l'énergie hydro-électrique et l'eau fournies par le lac du

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVI, partie II, page 539.

² De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVII, partie II, page 22.

Mont Cenis avant la cession de cette région à la France, l'Italie recevra de la France par voie d'accord bilatéral les garanties techniques indiquées dans l'annexe III.

2. *Région de Tende-La Brigue*

Afin que l'Italie n'ait à subir aucune diminution des fournitures d'énergie électrique qu'elle recevait de sources existant dans la région de Tende-La Brigue avant la cession de cette région à la France, l'Italie recevra de la France par voie d'accord bilatéral les garanties techniques indiquées à l'annexe III.

SECTION III—AUTRICHE (Clauses Spéciales)

Article 10

1. L'Italie conclura avec l'Autriche des accords pour assurer la liberté de circulation des voyageurs et des marchandises entre le nord et l'est du Tyrol ou confirmera les accords existant à ce sujet.

2. Les Puissances Alliées et Associées ont pris note des dispositions (dont le texte est contenu dans l'annexe IV), sur lesquelles les Gouvernements autrichien et italien se sont mis d'accord le 5 septembre 1946.

SECTION IV—RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE (Clauses Spéciales)

Article 11

1. L'Italie cède à la Yougoslavie, en pleine souveraineté, le territoire situé entre les nouvelles frontières de la Yougoslavie telles qu'elles sont définies aux articles 3 et 22 et la frontière italo-yougoslave telle qu'elle existait au 1^{er} janvier 1938 ainsi que la commune de Zara et toutes les îles et les îlots adjacents compris dans les zones suivantes:

(a) Région limitée:

au nord par le parallèle 42°50'N.

au sud par le parallèle 42°42'N.

à l'est par le méridien 17°10'E.

à l'ouest par le méridien 16°25'E.

(b) Région limitée:

au nord par une ligne traversant Porto del Quieto en restant à égale distance de la côte du Territoire Libre de Trieste et de celle de la Yougoslavie et, de là, gagnant le point 45°15'N.—13°24'E.

au sud par le parallèle 44°23'N.

à l'ouest par une ligne joignant les points suivants:

1) 45°15'N.—13°24'E.

2) 44°51'N.—13°37'E.

3) 44°23'N.—14°18'30"E.

à l'est par la côte occidentale de l'Istrie, les îles et le territoire continental de la Yougoslavie.

La carte de ces régions figure à l'annexe I.

2. L'Italie cède à la Yougoslavie en pleine souveraineté l'île de Pelagosa et les îlots adjacents.

L'île de Pelagosa restera démilitarisée.

A Pelagosa et dans les eaux avoisinantes, les pêcheurs italiens jouiront des mêmes droits que ceux qui y étaient reconnus aux pêcheurs yougoslaves avant le 6 avril 1941.

Article 12

1. L'Italie restituera à la Yougoslavie tous les objets de caractère artistique, historique, scientifique, pédagogique ou religieux (y compris tous actes, manuscrits, documents et matériel bibliographique) ainsi que les archives administratives (dossiers, registres, plans et documents de toute espèce) qui ont été emportés, entre le 4 novembre 1918 et le 2 mars 1924, à la faveur de l'occupation italienne, hors des territoires rattachés à la Yougoslavie aux termes des traités signés à Rapallo le 12 novembre 1920¹ et à Rome le 27 janvier 1924². L'Italie restituera également les objets de même nature provenant desdits territoires et qui ont été enlevés par la Mission italienne d'armistice siégeant à Vienne après la première guerre mondiale.

2. L'Italie remettra à la Yougoslavie tous les objets visés au paragraphe 1 du présent article et qui sont juridiquement des biens publics, enlevés

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume XVIII, page 387.

² Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume XXIV, page 31.

depuis le 4 Novembre 1918 du territoire rattaché à la Yougoslavie aux termes du présent traité, ainsi que les objets intéressant ledit territoire remis à l'Italie par l'Autriche et la Hongrie en exécution des traités de paix signés à Saint-Germain le 10 septembre 1919 et à Trianon le 4 juin 1920 et de la Convention entre l'Autriche et l'Italie signée à Vienne le 4 mai 1920¹.

3. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à l'Italie de restituer à la Yougoslavie les objets définis aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Italie s'engage à remettre à la Yougoslavie des objets de même nature ou d'une importance sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Italie.

Article 13

L'alimentation en eau de la commune de Gorizia et de ses environs sera réglée conformément aux dispositions de l'annexe V.

SECTION V—GRÈCE (Clauses Spéciales)

Article 14

1. L'Italie cède à la Grèce en pleine souveraineté les îles du Dodécanèse ci-après énumérées, savoir: Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) et Castellorizo, ainsi que les îlots adjacents.

2. Ces îles seront et resteront démilitarisées.

3. Les formalités et les conditions techniques du transfert de ces îles à la Grèce seront fixées par un accord entre les Gouvernements du Royaume-Uni et de la Grèce et des arrangements seront pris pour que le retrait des troupes étrangères soit terminé au plus tard quatre-vingt-dix jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

PARTIE II

CLAUSES POLITIQUES

SECTION I—CLAUSES GÉNÉRALES

Article 15

L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer à toutes les personnes relevant de sa juridiction, sans distinction de race, de sexe,

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XIX, page 682.

de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

Article 16

L'Italie ne persécutera ni n'inquiétera les ressortissants italiens, notamment les membres des forces armées, pour le seul fait d'avoir, au cours de la période comprise entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, exprimé leur sympathie envers la cause des Puissances Alliées et Associées ou d'avoir mené une action en faveur de cette cause.

Article 17

L'Italie qui, conformément à l'article 30 de la Convention d'Armistice, a pris des mesures pour dissoudre les organisations fascistes en Italie, s'engage à ne pas tolérer la reconstitution sur son territoire d'organisations de cette nature, ayant un caractère politique, militaire ou paramilitaire, et dont le but est de priver le peuple de ses droits démocratiques.

Article 18

L'Italie s'engage à reconnaître la pleine valeur des Traités de Paix avec la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Finlande, ainsi que des autres accords ou arrangements qui ont été conclus ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées en ce qui concerne l'Autriche, l'Allemagne et le Japon, en vue du rétablissement de la paix.

SECTION II—NATIONALITÉ

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Article 19

1. Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés, à la date du 10 juin 1940, dans un territoire cédé par l'Italie à un autre Etat aux termes du présent Traité, et leurs enfants nés après cette date, deviendront, sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, ressortissants de l'Etat auquel le territoire est cédé et jouiront de la pleine capacité civile et politique, conformément à la législation que l'Etat successeur promulguera à cet effet dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent

Traité. L'acquisition de la nationalité de l'Etat intéressé entraînera la perte de la nationalité italienne.

2. Le Gouvernement de l'Etat auquel le territoire est cédé, prendra, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, les mesures législatives appropriées pour donner à toutes les personnes mentionnées au paragraphe 1 qui sont âgées de plus de dix-huit ans (ou aux personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est l'italien, le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité. Toute personne ayant ainsi opté conservera la nationalité italienne et ne sera pas considérée comme ayant acquis la nationalité de l'Etat auquel le territoire est cédé. L'option du mari n'entraînera pas celle de la femme. L'option du père ou, si le père est décédé, l'option de la mère entraînera automatiquement celle de tous les enfants non mariés âgés de moins de dix-huit ans.

3. L'Etat auquel le territoire est cédé pourra exiger des personnes qui exerceront leur droit d'option qu'elles transfèrent leur résidence en Italie dans le délai d'un an à compter de la date où l'option aura été exercée.

4. L'Etat auquel le territoire est cédé assurera, conformément à ses lois fondamentales, à toutes personnes se trouvant sur ce territoire, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression de la pensée, la liberté de presse et de publication, la liberté du culte, la liberté d'opinion et de réunion.

Article 20

1. Dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les citoyens italiens âgés de plus de dix-huit ans (ou les personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) dont la langue usuelle est une des langues yougoslaves (serbe, croate ou slovène) et dont le domicile se trouve en territoire italien, pourront obtenir la nationalité yougoslave, si les autorités yougoslaves acceptent la demande qu'ils devront présenter au représentant diplomatique ou consulaire de Yougoslavie en Italie.

2. Dans ce cas, le Gouvernement yougoslave transmettra au Gouvernement italien, par la voie diplomatique, les listes des personnes qui auront ainsi acquis la nationalité yougoslave. Les personnes mentionnées dans ces

listes perdront la nationalité italienne à dater de cette communication officielle.

3. Le Gouvernement italien pourra exiger de ces personnes qu'elles transfèrent leur résidence en Yougoslavie dans le délai d'un an à compter de la date de ladite communication officielle.

4. Les règles relatives à l'effet des options sur les femmes et sur les enfants, stipulées au paragraphe 2 de l'article 19, s'appliqueront aux personnes visées au présent article.

5. Les dispositions de l'annexe XIV paragraphe 10 du présent Traité, visant le transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité italienne, sont également applicables au transfert des biens des personnes qui optent pour la nationalité yougoslave dans les conditions prévues par le présent article.

SECTION III—TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE

Article 21

1. En vertu du présent article se trouve constitué le Territoire Libre de Trieste, dont l'étendue est limitée par la mer Adriatique et les frontières définies aux articles 4 et 22 du présent Traité. Le Territoire Libre de Trieste est reconnu par les Puissances Alliées et Associées et par l'Italie qui conviennent que son intégrité et son indépendance seront assurées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

2. La souveraineté de l'Italie sur la zone constituant le Territoire Libre de Trieste, tel qu'il est défini au paragraphe 1 du présent article, prendra fin dès l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. Dès que la souveraineté de l'Italie sur la zone en question aura pris fin, le Territoire Libre de Trieste sera administré, conformément aux dispositions d'un Instrument relatif au régime provisoire, établi par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et approuvé par le Conseil de Sécurité. Cet Instrument demeurera en vigueur jusqu'à la date que le Conseil de Sécurité fixera pour l'entrée en vigueur du Statut Permanent qui devra avoir été approuvé par lui. A partir de cette date, le Territoire Libre sera régi par les dispositions de ce Statut Permanent. Les textes du Statut Permanent et de l'Instrument relatif au régime provisoire figurent aux annexes VI et VII.

4. Le Territoire Libre de Trieste ne sera pas considéré comme territoire cédé, au sens de l'article 19 et de l'annexe XIV du présent Traité.

5. L'Italie et la Yougoslavie s'engagent à donner au Territoire Libre de Trieste les garanties indiquées à l'annexe IX.

Article 22

La frontière entre la Yougoslavie et le Territoire Libre de Trieste sera fixée comme il suit:

1. La nouvelle frontière part d'un point situé sur la limite administrative séparant les provinces de Gorizia et de Trieste, à environ 2 Km au nord-est du village de San Giovanni et à environ 0,5 Km au nord-ouest de la cote 208 et qui constitue le point commun aux frontières de la Yougoslavie, de l'Italie et du Territoire Libre de Trieste; elle suit cette limite administrative jusqu'au mont Lanaro (cote 546) et de là, en direction du sud-est, jusqu'au mont Cocusso (cote 672), par la cote 461, Meducia (cote 475), Monte dei Pini (cote 476) et la cote 407 coupant la grand'route No 58 de Trieste à Sesana, à 3,3 Km environ au sud-ouest de cette ville en laissant à l'est les villages de Vogliano et d'Orle et approximativement à 0,4 Km à l'ouest, le village de Zolla.

2. Du mont Cocusso, la ligne continue en direction du sud-est, en laissant le village de Grozzana à l'ouest, atteint le mont Goli (cote 621) et de là, prenant la direction sud-ouest, coupe la route de Trieste à Cosina à la cote 455 et le chemin de fer à la cote 485, passe par les cotes 416 et 326, laissant en Yougoslavie les villages de Beca et de Castel, coupe la route d'Osposo à Gabrovizza d'Istria à 100 mètres environ au sud-est d'Osposo; de là, la ligne franchit la rivière Risana et coupe la route de Villa Decani à Risano en un point situé à 350 mètres environ à l'ouest de Risano, laissant en Yougoslavie le village de Rosario et la route de Risano à San Sergio; de là la ligne rejoint le croisement de routes situé à 1 Km environ au nord-est de la cote 362, en passant par les cotes 285 et 354.

3. De là la ligne rejoint un point situé approximativement à 0,5 Km à l'est du village de Cernova, franchissant la rivière Dragogna à 1 Km environ au nord de ce village, laissant à l'ouest les villages de Bucciai et de Truscolo et à l'est le village de Tersecco, et de là se dirige vers le sud-ouest, au sud-est de la route qui relie les villages de Cernova et de

Chervoi, quittant cette route à 0,8 Km à l'est du village de Cucciani, et de là, dans la direction générale sud-sud-ouest, passant environ à 0,4 Km à l'est du mont Braico et approximativement à 0,4 Km l'ouest du village de Sterna Filaria, laissant à l'est la route qui relie ce village à Piemonte, passant à 0,4 Km environ à l'ouest de la ville de Piemonte et à 0,5 Km environ à l'est de la ville de Castagna et atteignant la rivière Quieto en un point situé approximativement à 1,6 Km au sud-ouest de la ville de Castagna.

4. De là la ligne suit le chenal principal rectifié du Quieto jusqu'à l'embouchure de cette rivière et, à travers Porto del Quieto, atteint la haute mer en restant à égale distance de la côte du Territoire Libre de Trieste et de celle de la Yougoslavie.

La carte à laquelle se réfère cette description figure à l'annexe I.

SECTION IV—COLONIES ITALIENNES

Article 23

1. L'Italie renonce à tous droits et titres sur les possessions territoriales italiennes en Afrique, c'est-à-dire la Libye, l'Erythrée et la Somalie italienne.

2. Lesdites possessions demeureront sous leur administration actuelle jusqu'à ce que leur sort définitif soit réglé.

3. Le sort définitif de ces possessions sera déterminé d'un commun accord par les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni, et de l'Union Soviétique, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité et selon les termes de la déclaration commune faite par ces Gouvernements le 10 février 1947 et dont le texte est reproduit dans l'annexe XI.

SECTION V—INTÉRÊTS SPÉCIAUX DE LA CHINE

Article 24

L'Italie renonce en faveur de la Chine à tous les privilèges et avantages résultant des dispositions du protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901¹, ensemble tous annexes, notes et documents complémentaires et elle accepte l'abrogation, en ce qui la concerne, desdits protocole, annexes,

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 94.

notes et documents. L'Italie renonce également à toute demande d'indemnité de ce fait.

Article 25

L'Italie accepte l'annulation du contrat obtenu du Gouvernement chinois, en vertu duquel la concession italienne de Tientsin a été accordée, et accepte de remettre au Gouvernement chinois tous biens et archives appartenant à la municipalité de ladite concession.

Article 26

L'Italie renonce en faveur de la Chine aux droits qui lui ont été accordés relativement aux concessions internationales de Changhai et d'Amoy et accepte de remettre au Gouvernement chinois l'administration et le contrôle desdites concessions.

SECTION VI—ALBANIE

Article 27

L'Italie reconnaît et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat albanais.

Article 28

L'Italie reconnaît que l'île de Saseno fait partie du territoire de l'Albanie et renonce à toutes revendications sur cette île.

Article 29

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Albanie à tous biens, (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, concessions, intérêts et avantages de tout ordre en Albanie, appartenant à l'Etat italien ou à des institutions semi-publiques italiennes. L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière acquis en Albanie, en conséquence de l'agression du 7 avril 1939 ou en vertu de traités et accords conclus avant cette date.

Les clauses économiques du présent Traité dont peuvent se prévaloir les Puissances Alliées et Associées, s'appliqueront aux autres biens italiens et aux autres relations économiques entre l'Albanie et l'Italie.

Article 30

Les ressortissants italiens en Albanie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois l'Italie

reconnaît la validité de toutes mesures qui seraient prises par l'Albanie pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 31

L'Italie reconnaît que tous les accords et arrangements intervenus entre l'Italie et les autorités qu'elle avait installées en Albanie entre le 7 avril 1939 et le 3 septembre 1943 sont nuls et non avenue.

Article 32

L'Italie reconnaît la validité de toutes mesures que l'Albanie pourra juger nécessaire de prendre pour confirmer les dispositions ci-dessus ou les mettre à exécution.

SECTION VII—ETHIOPIE

Article 33

L'Italie reconnaît et s'engage à respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Etat éthiopien.

Article 34

L'Italie renonce formellement en faveur de l'Ethiopie à tous biens (à l'exception des immeubles normalement occupés par les missions diplomatiques ou consulaires), à tous droits, intérêts et avantages de tout ordre acquis à un moment quelconque en Ethiopie par l'Etat italien, de même qu'à tous les biens semi-publics tels que les définit le premier paragraphe de l'annexe XIV du présent Traité.

L'Italie renonce également à revendiquer tous intérêts spéciaux ou toute influence particulière en Ethiopie.

Article 35

L'Italie reconnaît la validité de toutes les mesures que le Gouvernement éthiopien a prises ou pourra prendre dans l'avenir en vue d'annuler des mesures prises par l'Italie à l'égard de l'Ethiopie, après le 3 octobre 1935, ainsi que leurs effets.

Article 36

Les ressortissants italiens en Ethiopie jouiront du même statut juridique que les ressortissants des autres pays étrangers; toutefois, l'Italie

reconnaît la validité de toutes les mesures qui seraient prises par le Gouvernement éthiopien pour l'annulation ou la modification des concessions ou des droits particuliers accordés à des ressortissants italiens, à condition que ces mesures interviennent dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 37

Dans un délai de dix-huit mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, l'Italie restituera toutes oeuvres d'art, tous objets religieux, archives et objets de valeur historique, appartenant à l'Ethiopie ou à ses ressortissants, et transportés d'Ethiopie en Italie depuis le 3 octobre 1935.

Article 38

La date à partir de laquelle les dispositions du présent Traité deviendront applicables en ce qui concerne toutes mesures et faits de toute nature engageant la responsabilité de l'Italie ou de ressortissants italiens à l'égard de l'Ethiopie, est fixée au 3 octobre 1935.

SECTION VIII—ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 39

L'Italie s'engage à accepter tous les arrangements qui ont été conclus ou qui pourront être conclus pour la liquidation de la Société des Nations, de la Cour Permanente de Justice Internationale ainsi que de la Commission financière internationale en Grèce.

Article 40

L'Italie renonce à tous droits, à tous titres et à toutes réclamations résultant du régime du Mandat ou des engagements de tout ordre résultant de ce régime, ainsi qu'à tous droits spéciaux de l'Etat italien concernant l'un quelconque des territoires sous mandat.

Article 41

L'Italie accepte les dispositions de l'Acte final du 31 août 1945 et de l'accord franco-britannique du même jour sur le statut de Tanger ainsi que toutes les dispositions que les Puissances signataires pourront adopter en vue de donner effet à ces instruments.

Article 42

L'Italie s'engage à accepter tous arrangements qui pourront être con-

clus par les Puissances Alliées et Associées intéressées pour modifier les traités relatifs au bassin du Congo en vue de les mettre en harmonie avec la Charte des Nations Unies et reconnaîtra la validité de ces arrangements.

Article 43

L'Italie renonce à tous les droits et intérêts qu'elle peut avoir en vertu de l'article 16 du Traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923¹.

SECTION IX—TRAITÉS BILATÉRAUX

Article 44

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées notifiera à l'Italie, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les traités bilatéraux qu'elle a conclus avec l'Italie antérieurement à la guerre et dont elle désire le maintien ou la remise en vigueur. Toutes dispositions des traités dont il s'agit qui ne seraient pas en conformité avec le présent Traité seront toutefois supprimées.

2. Tous les traités de cette nature qui auront fait l'objet de cette notification seront enregistrés² au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

3. Tous les traités de cette nature qui n'auront pas fait l'objet d'une telle notification seront tenus pour abrogés.

PARTIE III

CRIMINELS DE GUERRE

Article 45

1. L'Italie prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'arrestation et la livraison en vue de leur jugement:

(a) des personnes accusées d'avoir commis, ordonné des crimes de guerre et des crimes contre la paix ou l'humanité, ou d'en avoir été complices;

(b) des ressortissants de toute Puissance Alliée ou Associée accusés d'avoir enfreint les lois de leur pays en commettant des actes de trahison ou en collaborant avec l'ennemi pendant la guerre.

2. A la demande du Gouvernement de l'une des Nations Unies intéressées, l'Italie devra assurer en outre la comparution, comme témoins, des

¹ Société des Nations, *Recueil des Traités*, volume XXVIII, page 11.

² Voir la note enregistrée par la Tchécoslovaquie, Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 26, page 103.

personnes relevant de sa juridiction dont la déposition est nécessaire pour le jugement des personnes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. Tout désaccord concernant l'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sera soumis par tout Gouvernement intéressé aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni, et de l'Union Soviétique à Rome, qui se mettront d'accord sur le point soulevé.

PARTIE IV

CLAUSES MILITAIRES, NAVALES ET AERIENNES

SECTION I—DURÉE D'APPLICATION

Article 46

Chacune des clauses militaires, navales et aériennes du présent Traité demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été modifiée, entièrement ou partiellement, par accord entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, ou, après que l'Italie sera devenue membre de l'Organisation des Nations Unies, par accord entre le Conseil de Sécurité et l'Italie.

SECTION II—LIMITATION GÉNÉRALES

Article 47

1. (a) Le système des fortifications et des installations militaires permanentes italiennes le long de la frontière franco-italienne, ainsi que leurs armements, seront détruits ou enlevés.

(b) Ce système devra être entendu comme comprenant seulement les ouvrages d'artillerie et d'infanterie, qu'ils soient réunis en groupes ou qu'ils soient isolés, les casemates et blockhaus de n'importe quel type, les installations protégées pour le personnel, le matériel et les approvisionnements ainsi que les munitions, les observatoires et les téléferiques militaires, quels que soient leur importance et leur état d'entretien ou leur degré d'avancement, que ces constructions soient en métal, en maçonnerie ou en béton, ou qu'elles soient creusées dans le roc.

2. La destruction ou l'enlèvement prévus au paragraphe 1 ci-dessus s'effectueront dans la limite d'une distance de 20 kilomètres, à partir d'un point quelconque de la frontière telle qu'elle est définie par le présent

Traité; ils devront être achevés dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. La reconstruction de ces fortifications et installations est interdite.

4. (a) A l'est de la frontière franco-italienne, la construction des ouvrages suivants est interdite: fortifications permanentes où peuvent être installées des armes capables de tirer en territoire français ou dans les eaux territoriales françaises; installations militaires permanentes pouvant être utilisées pour conduire ou diriger le tir en territoire français ou dans les eaux territoriales françaises; moyens permanents de ravitaillement et de stockage édifiés uniquement pour l'usage des fortifications et installations ci-dessus.

(b) Cette interdiction ne vise pas les autres types de fortifications non permanentes ou les casernements et installations de surface qui sont uniquement destinés à répondre à des nécessités d'ordre intérieur et de défense locale des frontières.

5. Dans une zone côtière de 15 kilomètres de profondeur s'étendant de la frontière franco-italienne jusqu'au méridien 9°30' est, l'Italie ne sera autorisée, ni à établir de nouvelles bases ou installations navales permanentes, ni à développer les bases ou installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations navales existantes non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations ne soit pas accrue.

Article 48

1. (a) Toutes fortifications et installations permanentes italiennes existant le long de la frontière italo-yougoslave, y compris leurs armements, seront détruites ou enlevées.

(b) Ces fortifications et installations devront être entendues comme comprenant seulement les ouvrages d'artillerie et d'infanterie, qu'ils soient réunis en groupes ou qu'ils soient isolés, les casemates et blockhaus de n'importe quel type, les installations protégées pour le personnel, le matériel et les approvisionnements ainsi que les munitions, les observatoires et les téléferiques militaires, quels que soient leur importance et leur état d'entretien ou leur degré d'avancement, que ces constructions soient en métal, en maçonnerie ou en béton, ou qu'elles soient creusées dans le roc.

2. La destruction ou l'enlèvement prévus au paragraphe 1 ci-dessus s'effectueront dans la limite d'une distance de 20 kilomètres à partir d'un point quelconque de la frontière telle qu'elle est définie par le présent Traité; ils devront être achevés dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. La reconstruction de ces fortifications et installations est interdite.

4. (a) La construction des ouvrages suivants est interdite à l'ouest de la frontière italo-yougoslave: fortifications permanentes où peuvent être installées des armes capables de tirer en territoire yougoslave ou dans les eaux territoriales yougoslaves, installations militaires permanentes pouvant être utilisées pour conduire ou diriger le tir en territoire yougoslave ou dans les eaux territoriales yougoslaves; moyens permanents de ravitaillement et de stockage édifiés uniquement pour l'usage des fortifications et installations ci-dessus.

(b) Cette interdiction ne vise pas les autres types de fortifications non permanentes ou les casernements et installations de surface qui sont uniquement destinés à répondre à des nécessités d'ordre intérieur et de défense locale des frontières.

5. Dans une zone côtière de 15 kilomètres de profondeur s'étendant de la frontière entre l'Italie et la Yougoslavie et entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste jusqu'au parallèle 44°50' nord et dans les îles situées le long de cette zone côtière, l'Italie ne sera autorisée, ni à établir de nouvelles bases ou installations navales permanentes, ni à développer les bases ou installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations navales et des bases existantes non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations et de ces bases ne soit pas accrue.

6. Dans la presqu'île d'Apulie, à l'est du méridien 17°45' est, l'Italie ne sera autorisée ni à construire aucune installation permanente militaire, navale ou d'aviation militaire, ni à développer les installations existantes. Cette disposition ne fait pas obstacle aux modifications peu importantes des installations existantes, non plus qu'à leur entretien, pourvu que la capacité de l'ensemble de ces installations ne soit pas accrue. Toutefois, la construction de casernements pour les forces de sécurité qu'il serait

nécessaire d'employer à des missions d'ordre intérieur et à la défense locale des frontières sera autorisée.

Article 49

1. Pantell'aria, les îles Pélage (Lampéduse, Lampione et Linosa), ainsi que Pianosa (dans l'Adriatique) seront et demeureront démilitarisées.

2. Leur démilitarisation devra être achevée dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 50

1. En Sardaigne, tous les emplacements permanents d'artillerie de défense des côtes ainsi que leurs armements et toutes les installations navales situées à moins de 30 kilomètres des eaux territoriales françaises seront, soit transférés en Italie continentale, soit démolis dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. En Sicile et en Sardaigne, toutes les installations permanentes ainsi que le matériel destinés à l'entretien et au stockage des torpilles, des mines marines et des bombes seront, soit démolis, soit transférés en Italie continentale dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

3. Aucune amélioration, reconstruction ou extension des installations existantes ou des fortifications permanentes de Sicile et de Sardaigne ne sera autorisée; toutefois, sauf dans les zones de la Sardaigne septentrionale définies au paragraphe 1 ci-dessus, il pourra être procédé à l'entretien normal de ces installations ou fortifications permanentes et des armes qui y sont déjà installées.

4. En Sicile et en Sardaigne, il sera interdit à l'Italie de construire aucune installation ou fortification navale, militaire ou d'aviation militaire, à l'exception des casernements des forces de sécurité qu'il serait nécessaire d'employer à des missions d'ordre intérieur.

Article 51

L'Italie ne possédera, ne fabriquera ou n'expérimentera 1° aucune arme atomique, 2° aucun projectile auto-moteur ou dirigé, ni aucun dispositif employé pour le lancement de ces projectiles (autre que torpilles ou dispositifs de lancement de torpilles faisant partie de l'armement normal

des navires autorisés par le présent Traité), 3° aucun canon d'une portée supérieure à 30 kilomètres, 4° aucune mine marine ou torpille fonctionnant par mécanisme à influence, 5° aucune torpille humaine.

Article 52

L'acquisition, à l'intérieur ou hors de l'Italie, de matériel de guerre d'origine allemande ou japonaise, ou construit sur des plans allemands ou japonais, ainsi que la fabrication de ce matériel, seront interdites à l'Italie.

Article 53

L'Italie ne devra pas fabriquer ou posséder, à titre public ou privé, de matériel de guerre en excédent ou d'un type différent de celui qui est nécessaire aux forces armées autorisées par les sections III, IV et V ci-dessous.

Article 54

Le nombre total des chars lourds et moyens des forces armées italiennes ne pourra être supérieur à 200.

Article 55

En aucun cas, un officier ou sous-officier de l'ancienne milice fasciste ou de l'ancienne armée républicaine fasciste ne pourra être admis à servir avec un grade d'officier ou de sous-officier dans l'armée, la marine ou l'aviation italienne, ainsi que dans les carabinieri, à l'exception de ceux qui auront été réhabilités par l'organisme compétent, conformément à la loi italienne.

SECTION III—LIMITATIONS À IMPOSER À LA

MARINE ITALIENNE

Article 56

1. La flotte italienne actuelle sera réduite aux unités énumérées à l'annexe XII A.

2. Des unités supplémentaires, ne figurant pas à l'annexe XII et utilisées dans le but exclusif de draguer les mines, pourront être maintenues jusqu'à la fin de la période de dragage qui sera fixée par la Commission Centrale Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes.

3. Dans un délai de deux mois après la fin de ladite période, ceux

de ces bâtiments qui auront été prêtés à la marine italienne par d'autres Puissances, seront rendus à ces Puissances, et toutes les autres unités supplémentaires seront désarmées et transformées en vue d'un usage civil.

Article 57

1. L'Italie prendra les mesures suivantes à l'égard des unités de la marine italienne spécifiées à l'annexe XII B :

(a) Lesdites unités devront être mises à la disposition des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique.

(b) Les bâtiments de guerre qui doivent être livrés en application de l'alinéa (a) ci-dessus seront entièrement équipés et prêts au matériel pour toute opération, avec tout ce qui est nécessaire à l'emploi des armes, le stock de bord des pièces de rechange au complet, et avec toute la documentation technique nécessaire.

(c) La livraison des bâtiments de guerre spécifiés ci-dessus sera effectuée dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, sauf dans le cas des navires qui ne peuvent être remis en état en trois mois et pour lesquels le délai de livraison pourra être prorogé par les Quatre Gouvernements.

(d) Les stocks de réserve de pièces de rechange et les stocks de réserve de matériel pour l'emploi des armes correspondant aux navires spécifiés ci-dessus devront, autant que possible, être fournis en même temps que les navires.

Le complément des stocks de réserve de pièces de rechange et des stocks de réserve de matériel pour l'emploi des armes sera fourni en quantités et à des dates qui seront fixées par les Quatre Gouvernements et de toute façon dans un délai maximum d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Les modalités des transferts et livraisons mentionnés ci-dessus seront fixées par une Commission des Quatre Puissances qui sera instituée par un protocole séparé.

3. Au cas où un ou plusieurs des bâtiments mentionnés à l'annexe XII B et devant faire l'objet d'un transfert viendraient à être perdus ou à subir un dommage ne pouvant être réparé avant la date prévue pour le transfert, quelle que soit la cause de la perte ou du dommage, l'Italie

s'engage à remplacer ce bâtiment ou ces bâtiments par un tonnage équivalent prélevé sur les bâtiments figurant à l'annexe XII A. Dans ce cas le bâtiment ou les bâtiments de remplacement seront choisis par les Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome.

Article 58

1. L'Italie appliquera les mesures suivantes concernant les sous-marins et les bâtiments de guerre hors d'état de servir. Les délais spécifiés doivent s'entendre comme partant de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

(a) Les bâtiments de guerre de surface à flot qui ne figurent pas dans l'annexe XII, y compris les bâtiments de guerre en construction à flot, seront détruits ou mis à la ferraille dans un délai de neuf mois;

(b) Les bâtiments de guerre en construction sur cale seront détruits ou mis à la ferraille dans un délai de neuf mois;

(c) Les sous-marins à flot qui ne figurent pas dans l'annexe XII B seront coulés en pleine mer par plus de 100 brasses de fond dans un délai de trois mois;

(d) Les bâtiments de guerre coulés dans les ports italiens et les chenaux d'entrée de ces ports, qui entravent la navigation normale, seront, dans un délai de deux ans, détruits sur place ou pourront être renfloués et, par la suite, détruits ou mis à la ferraille;

(e) Les bâtiments de guerre coulés dans les eaux italiennes peu profondes et qui n'entravent pas la navigation normale seront, dans un délai d'un an, mis hors d'état d'être renfloués;

(f) Les bâtiments de guerre pouvant être transformés qui ne rentrent pas dans la définition du matériel de guerre et qui ne figurent pas à l'annexe XII pourront être transformés pour des usages civils ou devront être démolis dans un délai de deux ans.

2. L'Italie s'engage à récupérer, avant d'appliquer les mesures d'immersion ou de destruction de navires de guerre et de sous-marins mentionnés dans le précédent paragraphe, le matériel et les pièces détachées qui pourront servir à compléter les stocks de bord et de réserve de pièces de rechange et de matériel qui devront être fournis en vertu du paragraphe 1 de l'article 57 pour tous les navires spécifiés à l'annexe XII B.

L'Italie pourra également, sous le contrôle des Ambassadeurs des

Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, récupérer tout équipement et toute pièce de rechange, n'ayant pas le caractère d'armements, et susceptibles d'être aisément transformés en vue d'un usage civil dans l'économie italienne.

Article 59

1. Il ne sera construit, acquis ou remplacé par l'Italie aucun bâtiment de ligne.

2. Il ne sera construit, acquis, utilisé ou expérimenté par l'Italie aucun porte-avions, sous-marin ou autre bâtiment submersible, aucune vedette lance-torpilles et aucun type spécialisé de bâtiment d'assaut.

3. Le total des déplacements-types des navires de combat de la flotte italienne autres que les bâtiments de ligne, y compris les navires en construction après la date de leur lancement, ne devra pas dépasser 67.500 tonnes.

4. Le remplacement des navires de combat devra être effectué par l'Italie dans la limite du tonnage indiqué au paragraphe 3. Le remplacement des navires auxiliaires ne sera soumis à aucune restriction.

5. L'Italie s'engage à ne faire l'acquisition ou à n'entreprendre la construction d'aucun navire de combat avant le 1er janvier 1950, sauf au cas où il serait nécessaire de remplacer une unité, autre qu'un bâtiment de ligne, perdue accidentellement et, dans ce cas, le déplacement du nouveau navire ne devrait pas excéder de plus de dix pour cent le déplacement du navire perdu.

6. Les termes utilisés dans le présent article sont, aux fins du présent Traité, définis dans l'annexe XIII A.

Article 60

1. L'effectif total de la marine italienne, non compris le personnel de l'aéronautique navale, ne devra pas dépasser 25.000 officiers et hommes.

2. Pendant la période de dragage des mines telle qu'elle sera fixée par la Commission Centrale Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes, l'Italie sera autorisée à employer à cet effet un nombre supplémentaire d'officiers et d'hommes qui ne devra pas dépasser 2.500.

3. L'effectif permanent de la marine en excédent de celui qui est autorisé par le paragraphe 1 sera progressivement réduit aux chiffres et dans

les délais indiqués ci-après, les délais devant être comptés à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité:

(a) 30.000 dans un délai de six mois;

(b) 25.000 dans un délai de neuf mois.

Deux mois après l'achèvement des opérations de dragage des mines par la marine italienne, le personnel supplémentaire autorisé par le paragraphe 2 devra être licencié ou intégré dans les effectifs indiqués ci-dessus.

4. En dehors des effectifs mentionnés aux paragraphes 1 et 2 et du personnel de l'aéronautique navale autorisé par l'article 65, aucune personne ne devra recevoir, sous aucune forme, d'instruction navale au sens de l'annexe XIII B.

SECTION IV—LIMITATIONS À IMPOSER À L'ARMÉE ITALIENNE

Article 61

L'armée italienne, y compris les gardes-frontières, sera limitée à une force de 185.000 hommes comprenant le personnel de commandement, les unités combattantes et les services et à 65.000 carabiniers; toutefois, l'un ou l'autre de ces deux éléments pourra varier de 10.000 hommes, pourvu que l'effectif global ne dépasse pas 250.000 hommes. L'organisation et l'armement des forces terrestres italiennes ainsi que leur répartition sur l'ensemble du territoire italien seront conçus de manière à répondre exclusivement à des tâches de caractère intérieur, aux besoins de la défense locale des frontières italiennes et de la défense anti-aérienne.

Article 62

Le personnel de l'armée italienne en excédent des chiffres autorisés aux termes de l'article 61 ci-dessus sera licencié dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

Article 63

Aucune forme d'instruction militaire, au sens de l'annexe XIII B, ne sera donnée aux personnes ne faisant pas partie de l'armée italienne ou des carabiniers.

SECTION V—LIMITATIONS À IMPOSER À
L'AVIATION ITALIENNE

Article 64

1. L'aviation militaire italienne, y compris toute l'aéronautique navale, sera limitée à 200 appareils de combat et de reconnaissance et à 150 avions de transport, de sauvetage en mer, d'instruction (avions-écoles) et de liaison. Dans ces chiffres totaux seront compris les appareils de réserve. Exception faite des avions de combat et de reconnaissance, aucun appareil ne sera muni d'armement. L'organisation et l'armement de l'aviation italienne ainsi que sa répartition sur le territoire italien seront conçus de manière à répondre uniquement aux tâches de caractère intérieur, aux besoins de la défense locale des frontières italiennes et de la défense contre les attaques aériennes.

2. L'Italie ne possèdera ou n'acquerra aucun avion conçu essentiellement comme bombardier et comportant des dispositifs intérieurs pour le transport des bombes.

Article 65

1. Le personnel de l'aviation militaire italienne, y compris celui de l'aéronautique navale, sera limité à un effectif total de 25.000 hommes comprenant le personnel de commandement, les unités combattantes et les services.

2. Aucune forme d'instruction militaire aérienne, au sens de l'annexe XIII B, ne sera donnée aux personnes ne faisant pas partie de l'aviation militaire italienne.

Article 66

L'aviation militaire italienne en excédent des chiffres autorisés aux termes de l'article 65 ci-dessus sera dissoute dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

SECTION VI—SORT DU MATÉRIEL DE GUERRE
(tel qu'il est défini à l'annexe XIII C)

Article 67

1. Tout le matériel de guerre de provenance italienne, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces armées spécifiées aux Sections III, IV et V, sera mis à la disposition des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique,

de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique conformément aux instructions que ceux-ci pourront donner à l'Italie.

2. Tout le matériel de guerre de provenance alliée, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces armées spécifiées aux Sections III, IV et V, sera mis à la disposition de la Puissance Alliée ou Associée intéressée conformément aux instructions qui seront données par celle-ci à l'Italie.

3. Tout le matériel de guerre de provenance allemande ou japonaise, en excédent de celui qui est autorisé pour les forces armées spécifiées aux Sections III, IV et V, ainsi que tous les projets de provenance allemande ou japonaise, y compris les bleus, prototypes, modèles d'expérience et plans existants, seront mis à la disposition des Quatre Gouvernements conformément aux instructions que ceux-ci pourront donner à l'Italie.

4. L'Italie renonce à tous ses droits sur le matériel de guerre mentionné ci-dessus et se conformera aux dispositions du présent article dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, sous réserve des dispositions contenues dans les articles 56 à 58 ci-dessus.

5. L'Italie fournira aux Quatre Gouvernements, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, des listes de tout le matériel de guerre en excédent.

SECTION VII—ACTION PRÉVENTIVE CONTRE LE RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE ET DU JAPON

Article 68

L'Italie s'engage à apporter son entière collaboration aux Puissances Alliées et Associées en vue de mettre l'Allemagne et le Japon dans l'impossibilité de prendre, hors des territoires allemand et japonais, des mesures tendant à leur réarmement.

Article 69

L'Italie s'engage à n'autoriser, sur le territoire italien, ni l'emploi, ni la formation de techniciens, y compris le personnel de l'aviation militaire ou civile, qui sont ou ont été des ressortissants de l'Allemagne ou du Japon.

Article 70

L'Italie s'engage à n'acquérir ou fabriquer aucun avion civil de modèle allemand ou japonais, ou comportant des éléments importants de fabrication ou de conception allemande ou japonaise.

SECTION VIII—PRISONNIERS DE GUERRE*Article 71*

1. Les prisonniers de guerre italiens seront rapatriés aussitôt que possible conformément aux arrangements conclus entre chacune des Puissances qui détiennent ces prisonniers et l'Italie.

2. Tous les frais entraînés par le transfert des prisonniers de guerre italiens, y compris les frais de subsistance, depuis leurs centres de rapatriement respectifs, choisis par le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée, jusqu'au lieu d'entrée sur le territoire italien, seront à la charge du Gouvernement italien.

SECTION IX—DRAGAGE DES MINES*Article 72*

A partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, l'Italie sera invitée à devenir membre de la Commission pour la zone méditerranéenne de l'Organisation Internationale de Dragage pour le déblaiement des mines dans les eaux européennes, et elle s'engage à maintenir à la disposition de la Commission Centrale de Dragage des mines la totalité de ses moyens de dragage jusqu'à la fin de la période de dragage d'après-guerre, telle qu'elle sera déterminée par la Commission Centrale.

PARTIE V**RETRAIT DES FORCES ALLIEES***Article 73*

1. Toutes les forces armées des Puissances Alliées et Associées seront retirées d'Italie aussitôt que possible et en tout cas dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Tous les biens italiens n'ayant pas fait l'objet d'une indemnisation et qui se trouvent en la possession des forces armées des Puissances Alliées et Associées en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité seront restitués au Gouvernement italien dans le même délai de quatre-vingt-dix jours ou donneront lieu à l'attribution d'une indemnité convenable.

3. Tous les avoirs en banque et les sommes en espèces qui seront en la possession des forces armées des Puissances Alliées et Associées au

moment de l'entrée en vigueur du présent Traité et qui leur auront été fournis gratuitement par le Gouvernement italien seront restitués à ce Gouvernement dans les mêmes conditions et, s'ils ne le sont pas, le Gouvernement italien sera crédité d'une somme correspondant à leur montant.

PARTIE VI

RECLAMATIONS NEES DE LA GUERRE

SECTION I — RÉPARATIONS

Article 74

A. Réparations au profit de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes

1. L'Italie paiera à l'Union Soviétique des réparations pour une valeur de 100.000.000 de dollars des Etats-Unis pendant une période de sept ans, à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité. Il ne sera pas effectué pendant les deux premières années de prestations prélevées sur la production industrielle courante.

2. Les livraisons au titre des réparations proviendront des sources suivantes:

(a) Une part des installations et de l'outillage industriels italiens destinés à la fabrication du matériel de guerre qui ne sont ni nécessaires aux besoins des effectifs militaires autorisés, ni immédiatement adaptables à des usages civils et qui seront enlevés d'Italie en vertu de l'article 67 du présent Traité;

(b) Les avoirs italiens en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, sous réserve des exceptions spécifiées au paragraphe 6 de l'article 79;

(c) La production industrielle courante de l'Italie y compris la production des industries extractives.

3. Les quantités et les catégories de marchandises à livrer feront l'objet d'accords entre le Gouvernement de l'Union Soviétique et le Gouvernement italien; le choix en sera effectué et les livraisons en seront échelonnées de façon à ne pas entraver la reconstruction économique de l'Italie et à ne pas imposer aux autres Puissances Alliées ou Associées des charges supplémentaires. Les accords conclus en vertu de ce paragraphe seront communi-

qués aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome.

4. L'Union Soviétique fournira à l'Italie, à des conditions commerciales, les matières premières ou les produits que l'Italie importe normalement et qui sont nécessaires à la production de ces marchandises. Le paiement de ces matières premières ou de ces produits sera effectué en déduisant leur valeur de celle des marchandises livrées à l'Union Soviétique.

5. Les Quatre Ambassadeurs détermineront la valeur des avoirs italiens qui seront transférés à l'Union Soviétique.

6. La base de calcul pour le règlement prévu au présent article sera le dollar des Etats-Unis à sa parité or au 1er juillet 1946, c'est-à-dire 35 dollars pour une once d'or.

B. Réparations au profit de l'Albanie, de l'Ethiopie, de la Grèce et de la Yougoslavie

1. L'Italie paiera des réparations aux Etats suivants:

Albanie: pour une valeur de 5.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Ethiopie: pour une valeur de 25.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Grèce: pour une valeur de 105.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Yougoslavie: pour une valeur de 125.000.000 de dollars des Etats-Unis.

Ces paiements seront effectués pendant une période de sept ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité. Il ne sera pas effectué pendant les deux premières années de prestations prélevées sur la production industrielle courante.

2. Les livraisons au titre des réparations proviendront des sources suivantes:

(a) Une part des installations et de l'outillage industriels italiens destinés à la fabrication du matériel de guerre qui ne sont ni nécessaires aux besoins des effectifs militaires autorisés, ni immédiatement adaptables à des usages civils et qui seront enlevés d'Italie en vertu de l'article 67 du présent Traité;

(b) La production industrielle courante de l'Italie, y compris les produits des industries extractives;

(c) Toutes autres catégories de prestations en capital ou services à

l'exclusion des avoirs italiens qui, aux termes de l'article 79 du présent Traité, relèvent de la juridiction des Etats énumérés au paragraphe 1 ci-dessus. Les prestations faites en application du présent paragraphe comprendront les navires à passagers *Saturnia et Vulcania*, ou l'un des deux, dans le cas où, après évaluation par les Quatre Ambassadeurs, ils seraient demandés dans une période de quatre-vingt dix jours par l'un des Etats énumérés au paragraphe 1 ci-dessus. Les prestations accomplies au titre du présent paragraphe pourront également comprendre des semences.

3. Les quantités et les catégories de marchandises et services à livrer feront l'objet d'accords entre les gouvernements ayant droit à des réparations et le Gouvernement italien; le choix en sera effectué et les livraisons en seront échelonnées de façon à ne pas entraver la reconstruction économique de l'Italie et à ne pas imposer aux autres Puissances Alliées ou Associées des charges supplémentaires.

4. Les Etats ayant droit à des réparations au titre de la production courante fourniront à l'Italie, à des conditions commerciales, les matières premières ou les produits que l'Italie importe normalement et qui seront nécessaires à la production de ces marchandises. Le paiement de ces matières premières ou de ces produits sera effectué en déduisant leur valeur de celle des marchandises livrées.

5. La base de calcul pour le règlement prévu au présent article sera le dollar des Etats-Unis à sa parité or au 1er juillet 1946, c'est-à-dire 35 dollars pour une once d'or.

6. Les réclamations des Etats énumérés au paragraphe 1 de la partie B du présent article, dans la mesure où elles excèdent les montants spécifiés dans ce paragraphe, seront satisfaites à l'aide des actifs italiens placés sous la juridiction respective de ces Etats par l'article 79 du présent Traité.

7. (a) Les Quatre Ambassadeurs coordonneront et contrôleront l'exécution des dispositions de la partie B du présent article. Ils se concerteront avec les chefs des missions diplomatiques à Rome des Etats mentionnés au paragraphe 1 de la partie B et, lorsqu'il y aura lieu, avec le Gouvernement italien et ils donneront conseil aux parties intéressées. Aux fins du présent article, les Quatre Ambassadeurs continueront leurs fonctions jusqu'à l'expiration de la période prévue au paragraphe 1 de la partie B pour les livraisons au titre des réparations.

(b) En vue d'éviter les conflits ou les doubles attributions dans la répartition de la production et des ressources italiennes entre les divers Etats ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article, les Quatre Ambassadeurs seront informés par tout Gouvernement ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article et par le Gouvernement italien de l'ouverture de négociations en vue de conclure un accord, conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, ainsi que du progrès de ces négociations. Au cas où un différend s'élèverait au cours des négociations, les Quatre Ambassadeurs auront compétence pour décider de toute question qui leur serait soumise par l'un ou l'autre desdits Gouvernements, ou par tout autre Gouvernement ayant droit aux réparations en vertu de la partie B du présent article.

(c) Une fois conclus, les accords seront communiqués aux Quatre Ambassadeurs. Ceux-ci pourront recommander qu'un accord qui ne serait pas ou qui aurait cessé d'être en harmonie avec les principes énoncés au paragraphe 3 ou à l'alinéa (b) ci-dessus, soit modifié d'une manière appropriée.

C. *Dispositions spéciales pour livraisons anticipées*

Aucune disposition de la partie A et de la partie B du présent article ne sera considérée comme excluant pendant les deux premières années les prestations prélevées sur la production courante prévues au paragraphe 2(c) de la partie A et au paragraphe 2(b) de la partie B, si de telles prestations sont faites en exécution d'accords conclus entre le Gouvernement ayant droit aux réparations et le Gouvernement italien.

D. *Réparations au profit d'autres Etats*

1. Les réclamations des autres Puissances Alliées et Associées seront satisfaites sur les actifs italiens soumis à leurs juridictions respectives par l'article 79 du présent Traité.

2. Les réclamations de tout Etat bénéficiant de cessions de territoires en application du présent Traité et qui n'est pas mentionné dans la Partie B du présent article seront satisfaites également par le transfert audit Etat, sans paiement de sa part, des installations et de l'outillage industriels situés dans les territoires cédés, qui servent soit à la distribution de l'eau, soit à la production et à la distribution du gaz et de l'électricité, et qui appartiennent à toute société italienne dont le siège social est situé en Italie ou y est

transféré, ainsi que par le transfert de tous autres avoirs de ces sociétés en territoire cédé.

3. La responsabilité résultant d'engagements financiers garantis par des hypothèques, des privilèges et autres charges grevant ces biens, sera assumée par le Gouvernement italien.

E. Indemnisation pour les biens saisis au titre des réparations.

Le Gouvernement italien s'engage à indemniser toute personne physique ou morale dont les biens sont saisis par suite de l'application des dispositions du présent article relatives aux réparations.

SECTION II—RESTITUTIONS PAR L'ITALIE

Article 75

1. L'Italie accepte les principes de la Déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 et restituera dans le plus bref délai possible les biens enlevés du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

2. L'obligation de restituer s'applique à tous les biens identifiables se trouvant actuellement en Italie et qui ont été enlevés, par force ou par contrainte, du territoire de l'une des Nations Unies, par l'une des Puissances de l'Axe, quelles qu'aient été les transactions ultérieures par lesquelles le détenteur actuel de ces biens s'en est assuré la possession.

3. Le Gouvernement italien restituera en bon état les biens visés dans le présent article et prendra à sa charge tous les frais de main d'oeuvre, de matériaux et de transport engagés à cet effet en Italie.

4. Le Gouvernement italien coopérera avec les Nations Unies à la recherche et à la restitution des biens soumis à restitution aux termes du présent article et fournira à ses frais toutes les facilités nécessaires.

5. Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour restituer les biens visés dans le présent article qui sont détenus dans un tiers pays par des personnes relevant de la juridiction italienne.

6. La demande de restitution d'un bien sera présentée au Gouvernement italien par le Gouvernement du pays du territoire duquel le bien a été enlevé, étant entendu que le matériel roulant sera considéré comme ayant été enlevé du territoire auquel il appartenait à l'origine. Les demandes devront être présentées dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

7. Il incombera au Gouvernement requérant d'identifier le bien et d'en prouver la propriété et au Gouvernement italien d'apporter la preuve que le bien n'a pas été enlevé par force ou par contrainte.

8. Le Gouvernement italien restituera au Gouvernement de la Nation Unie intéressée tout l'or monétaire ayant fait l'objet de spoliations par l'Italie ou transféré indûment en Italie, ou livrera au Gouvernement de la Nation Unie intéressée une quantité d'or égale en poids et en titre à la quantité enlevée ou indûment transférée. Le Gouvernement italien reconnaît que cette obligation n'est pas affectée par les transferts ou les enlèvements d'or qui ont pu être effectués du territoire italien au profit d'autres Puissances de l'Axe ou d'un pays neutre.

9. Si, dans des cas particuliers, il est impossible à l'Italie d'effectuer la restitution d'objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique qui font partie du patrimoine culturel de la Nation Unie du territoire de laquelle ces objets ont été enlevés par les ressortissants, les autorités ou les armées italiennes, usant de la force ou de la contrainte, l'Italie s'engage à remettre à la Nation Unie intéressée des objets de même nature ou d'une valeur sensiblement équivalente à celle des objets enlevés, dans la mesure où il est possible de s'en procurer en Italie.

SECTION III—ABANDON DE RÉCLAMATIONS PAR L'ITALIE

Article 76

1. L'Italie renonce, au nom du Gouvernement italien et des ressortissants italiens, à faire valoir contre les Puissances Alliées et Associées, toute réclamation de quelque nature que ce soit résultant directement de la guerre ou de mesures prises par suite de l'existence d'un état de guerre en Europe après le 1^{er} septembre 1939, que la Puissance Alliée ou Associée intéressée ait été ou non en guerre avec l'Italie à l'époque.

Sont incluses dans cette renonciation:

(a) Les réclamations relatives à des pertes ou dommages subis par suite de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées;

(b) Les réclamations résultant de la présence, des opérations ou de l'action des forces armées ou des autorités de Puissances Alliées ou Associées sur le territoire italien;

(c) Les réclamations portant sur les décisions ou les ordonnances des tribunaux de prises de Puissances Alliées ou Associées, l'Italie acceptant de reconnaître comme valides et comme ayant force exécutoire toutes les décisions et ordonnances desdits tribunaux de prises rendues au 1^{er} septembre 1939 ou postérieurement à cette date et concernant les navires italiens, les marchandises italiennes ou le paiement des frais;

(d) Les réclamations résultant de l'exercice des droits de belligérance ou de mesures prises en vue de l'exercice de ces droits.

2. Les dispositions du présent article excluront complètement et définitivement toutes réclamations de la nature de celles qui y sont visées, et qui seront dès lors éteintes, quelles que soient les parties intéressées. Le Gouvernement italien accepte de verser en lires une indemnité équitable pour satisfaire les réclamations des personnes qui ont fourni, sur réquisition, des marchandises ou des services aux forces armées de Puissances Alliées ou Associées sur le territoire italien, ainsi que les réclamations portées contre les forces armées de Puissances Alliées ou Associées relatives à des dommages causés sur le territoire italien et ne résultant pas de faits de guerre.

3. L'Italie renonce également, au nom du Gouvernement italien et des ressortissants italiens, à faire valoir des réclamations de la nature de celles qui sont visées au paragraphe 1 du présent article, contre toute Nation Unie qui a rompu les relations diplomatiques avec l'Italie et qui a pris des mesures en coopération avec les Puissances Alliées et Associées.

4. Le Gouvernement italien assumera la pleine responsabilité de toute la monnaie militaire alliée émise en Italie par les autorités militaires alliées, y compris toute la monnaie de cette nature en circulation à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité.

5. La renonciation à laquelle l'Italie souscrit aux termes du paragraphe 1 du présent article s'étend à toutes les réclamations portant sur les mesures prises par l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées à l'égard des navires italiens entre le 1^{er} Septembre 1939 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, ainsi que à toutes les réclamations et créances résultant des conventions sur les prisonniers de guerre actuellement en vigueur.

6. Les dispositions du présent article ne devront pas être considérées comme affectant les droits de propriété sur les câbles sous-marins qui, au début de la guerre, appartenaient au Gouvernement italien ou à des ressortissants italiens. Ce paragraphe ne fera pas obstacle à l'application aux câbles sous-marins de l'article 79 et de l'annexe XIV.

Article 77

1. A dater de l'entrée en vigueur du présent Traité, les biens en Allemagne de l'Etat et des ressortissants italiens ne seront plus considérés comme biens ennemis et toutes les restrictions résultant de leur caractère ennemi seront levées.

2. Les biens identifiables de l'Etat et des ressortissants italiens que les forces armées ou les autorités allemandes ont enlevés, par force ou par contrainte, du territoire italien et emportés en Allemagne après le 3 septembre 1943, donneront lieu à restitution.

3. Le rétablissement des droits de propriété ainsi que la restitution des biens italiens en Allemagne seront effectués conformément aux mesures qui seront arrêtées par les Puissances occupant l'Allemagne.

4. Sans préjudice de ces dispositions et de toutes autres qui seraient prises en faveur de l'Italie et des ressortissants italiens par les Puissances occupant l'Allemagne, l'Italie renonce, en son nom et au nom des ressortissants italiens, à toutes réclamations contre l'Allemagne et les ressortissants allemands, qui n'étaient pas réglées au 8 mai 1945, à l'exception de celles qui résultent de contrats et d'autres obligations qui étaient en vigueur ainsi que de droits qui étaient acquis avant le 1^{er} septembre 1939. Cette renonciation sera considérée comme s'appliquant aux créances, à toutes les réclamations de caractère intergouvernemental relatives à des accords conclus au cours de la guerre et à toutes les réclamations portant sur des pertes ou des dommages survenus pendant la guerre.

5. L'Italie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les transferts des biens allemands se trouvant en Italie, qui pourront être décidés par celles des Puissances occupant l'Allemagne qui ont le pouvoir de disposer des biens allemands se trouvant en Italie.

PARTIE VII

BIENS, DROITS ET INTERETS

SECTION I—BIENS DES NATIONS UNIES EN ITALIE

Article 78

1. Pour autant qu'elle ne l'a pas déjà fait, l'Italie rétablira tous les droits et intérêts légaux en Italie des Nations Unies et de leurs ressortissants, tels qu'ils existaient au 10 juin 1940, et restituera à ces Nations Unies et à leurs ressortissants tous les biens leur appartenant en Italie dans l'état où ils se trouvent actuellement.

2. Le Gouvernement italien restituera tous les biens, droits et intérêts visés au présent article, libres de toutes hypothèques et charges quelconques dont ils auraient pu être grevés du fait de la guerre, et sans que la restitution donne lieu à la perception d'aucune somme de la part du Gouvernement italien. Le Gouvernement italien annulera toutes mesures, y compris les mesures de saisie, de séquestre ou de contrôle, prises par lui à l'égard des biens des Nations Unies entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Dans le cas où le bien n'aurait pas été restitué dans les six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la demande devra être présentée aux autorités italiennes dans un délai maximum de douze mois à compter de cette même date, sauf dans les cas où le demandeur serait en mesure d'établir qu'il lui a été impossible de présenter sa demande dans ce délai.

3. Le Gouvernement italien annulera les transferts portant sur des biens, droits et intérêts de toute nature appartenant à des ressortissants des Nations Unies, lorsque ces transferts résultent de mesures de force ou de contrainte prises au cours de la guerre par les Gouvernements des Puissances de l'Axe ou par leurs organes.

4. (a) Le Gouvernement italien sera responsable de la remise en parfait état des biens restitués à des ressortissants des Nations Unies en vertu du paragraphe 1 du présent article. Lorsqu'un bien ne pourra être restitué ou que, du fait de la guerre, le ressortissant d'une Nation Unie aura subi une perte par suite d'une atteinte ou d'un dommage causé à un bien en Italie, le Gouvernement italien indemnifiera le propriétaire en versant une somme en liras jusqu'à concurrence des deux tiers de la somme

nécessaire à la date du paiement, pour permettre au bénéficiaire, soit d'acheter un bien équivalent, soit de compenser la perte ou le dommage subi. En aucun cas, les ressortissants des Nations Unies ne devront être l'objet d'un traitement moins favorable en matière d'indemnité que le traitement accordé aux ressortissants italiens.

(b) Les ressortissants des Nations Unies qui détiennent directement ou indirectement des parts d'intérêts dans des sociétés ou associations qui ne possèdent pas la nationalité des Nations Unies, au sens du paragraphe 9 (a) du présent article, mais qui ont subi une perte par suite d'atteintes ou de dommages causés à leurs biens en Italie recevront une indemnité conformément à l'alinéa (a) ci-dessus. Cette indemnité sera calculée en fonction de la perte ou du dommage total subi par la société ou l'association, et son montant par rapport au total de la perte ou du dommage subi aura la même proportion que la part d'intérêts détenue par les dits ressortissants par rapport au capital global de la société ou association en question.

(c) L'indemnité sera versée, nette de tous prélèvements, impôts ou autres charges. Elle pourra être librement employée en Italie mais sera soumise aux règlements relatifs au contrôle des changes qui pourront, à un moment donné, être en vigueur en Italie.

(d) Le Gouvernement italien accordera aux ressortissants des Nations Unies une indemnité en liras, dans la même proportion que celle prévue à l'alinéa (a) ci-dessus pour compenser la perte ou les dommages qui résultent de mesures spéciales prises pendant la guerre à l'encontre de leurs biens et qui ne visaient pas les biens italiens. Cet alinéa ne s'applique pas à un manque à gagner.

5. Tous les frais raisonnables auxquels donnera lieu, en Italie, l'établissement des demandes, y compris l'évaluation des pertes et des dommages, seront à la charge du Gouvernement italien.

6. Les ressortissants des Nations Unies ainsi que leurs biens seront exemptés de tous impôts, contributions ou taxes exceptionnels, auxquels le Gouvernement italien ou une autorité italienne quelconque auraient soumis leurs avoirs en capital en Italie entre le 3 Septembre 1943 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité, en vue de couvrir les dépenses résultant de la guerre ou celles qui ont été entraînées par l'entretien des forces d'occupation ou par les réparations à payer à l'une des Nations

Unies. Toutes les sommes qui auraient été ainsi perçues seront remboursées.

7. En dépit des transferts de territoires prévus par le présent Traité, l'Italie demeurera responsable des pertes ou des dommages causés, pendant la guerre, aux biens des ressortissants des Nations Unies dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste. Les obligations contenues dans les paragraphes 3, 4, 5 et 6 du présent article incomberont également au Gouvernement italien à l'égard des biens des ressortissants des Nations Unies dans les territoires cédés et dans le Territoire Libre de Trieste, mais seulement dans la mesure où il n'en résultera pas de contradiction avec les dispositions du paragraphe 14 de l'annexe X et du paragraphe 14 de l'annexe XIV du présent Traité.

8. Le propriétaire des biens en question et le Gouvernement italien pourront conclure des arrangements qui se substitueront aux dispositions du présent article.

9. Aux fins du présent article:

(a) L'expression "ressortissants des Nations Unies" s'applique aux personnes physiques qui sont ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, ainsi qu'aux sociétés ou associations constituées sous le régime des lois de l'une des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité, à condition que lesdites personnes physiques, sociétés ou associations aient déjà possédé ce statut le 3 septembre 1943, date de l'armistice avec l'Italie.

L'expression "ressortissants des Nations Unies" comprend également toutes les personnes physiques et les sociétés ou associations qui, aux termes de la législation en vigueur en Italie pendant la guerre, ont été traitées comme ennemis.

(b) Le terme "propriétaire" désigne le ressortissant d'une des Nations Unies, tel qu'il est défini à l'alinéa (a) ci-dessus, qui a un titre légitime au bien en question, et s'applique au successeur du propriétaire, à condition que ce successeur soit aussi ressortissant d'une des Nations Unies au sens de l'alinéa (a). Si le successeur a acheté le bien lorsque celui-ci était déjà endommagé, le vendeur conservera ses droits à l'indemnisation résultant du présent article, sans que les obligations existant entre le vendeur et l'acquéreur, en vertu de la législation interne, en soient affectées.

(c) Le terme "biens" désigne tous les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, y compris les droits de propriété industrielle,

littéraire et artistique, ainsi que tous droits ou intérêts de nature quelconque dans des biens. Sans préjudice des dispositions générales qui précèdent, les biens des Nations Unies et de leurs ressortissants comprennent tous les bâtiments de mer et de navigation intérieure avec leurs gréments et leurs équipements, qui appartenaient aux Nations Unies ou à leurs ressortissants ou étaient enregistrés sur le territoire de l'une des Nations Unies ou naviguaient sous le pavillon de l'une des Nations Unies, et qui postérieurement au 10 juin 1940, qu'ils se soient trouvés dans les eaux italiennes ou qu'ils y aient été amenés de force, furent soumis au contrôle des autorités italiennes en tant que biens ennemis, ou cessèrent d'être en Italie à la libre disposition des Nations Unies ou de leurs ressortissants, du fait de mesures de contrôle prises par les autorités italiennes en relation avec l'existence d'un état de guerre entre certaines des Nations Unies et l'Allemagne.

SECTION II—BIENS ITALIENS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES

Article 79

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées aura le droit de saisir, retenir ou liquider tous les biens, droits et intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, se trouvent sur son territoire et appartiennent à l'Italie ou à des ressortissants italiens, et de prendre toute autre disposition en ce qui concerne ces biens, droits et intérêts. Elle aura également le droit d'employer ces biens ou le produit de leur liquidation à telles fins qu'elle pourra désirer, à concurrence du montant de ses réclamations ou de celles de ses ressortissants contre l'Italie ou les ressortissants italiens (y compris les créances), qui n'auront pas été entièrement réglées en vertu d'autres articles du présent Traité. Tous les biens italiens ou le produit de leur liquidation en excédent du montant desdites réclamations seront restitués.

2. La liquidation des biens italiens et les mesures de disposition dont ils feront l'objet devront s'effectuer conformément à la législation de la Puissance Alliée ou Associée intéressée. En ce qui concerne lesdits biens,

le propriétaire italien n'aura pas d'autres droits que ceux que peut lui conférer la législation en question.

3. Le Gouvernement italien s'engage à indemniser les ressortissants italiens dont les biens seront saisis en vertu du présent article et auxquels ces biens ne seront pas restitués.

4. Il ne résulte du présent article aucune obligation, pour l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, de restituer au Gouvernement ou aux ressortissants italiens des droits de propriété industrielle, ni de faire entrer ces droits dans le calcul des sommes qui pourront être retenues en vertu du paragraphe 1 du présent article. Le Gouvernement de chacune des Puissances Alliées ou Associées aura le droit d'imposer aux droits ou intérêts afférents à la propriété industrielle sur le territoire de cette Puissance Alliée ou Associée, acquis par le Gouvernement italien ou ses ressortissants avant l'entrée en vigueur du présent Traité, telles limitations, conditions ou restrictions que le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée pourra considérer comme nécessaires dans l'intérêt national.

5. (a) Les câbles sous-marins italiens reliant des points situés en territoire yougoslave seront réputés propriété italienne en Yougoslavie, même si une certaine partie de ces câbles se trouve en dehors des eaux territoriales yougoslaves.

(b) Les câbles sous-marins italiens reliant un point situé sur le territoire d'une Puissance Alliée ou Associée et un point situé en territoire italien seront réputés propriété italienne au sens du présent article en ce qui concerne les installations terminales ou les parties de câbles se trouvant dans les eaux territoriales de cette Puissance Alliée ou Associée.

6. Les biens visés au paragraphe 1 du présent article seront considérés comme comprenant les biens italiens qui ont fait l'objet de mesures de contrôle en raison de l'état de guerre existant entre l'Italie et la Puissance Alliée ou Associée dans la juridiction de laquelle les biens sont situés, mais ne comprendront pas:

(a) Les biens du Gouvernement italien utilisés pour les besoins des missions diplomatiques ou consulaires;

(b) Les biens appartenant à des institutions religieuses ou à des institutions philanthropiques privées et servant exclusivement à des fins religieuses ou philanthropiques;

(c) Les biens des personnes physiques qui sont des ressortissants italiens et sont autorisés à résider, soit sur le territoire du pays où sont situés ces biens, soit sur le territoire de l'une quelconque des Nations Unies, autres que les biens italiens qui, à un moment quelconque au cours de la guerre, ont fait l'objet de mesures qui ne s'appliquaient pas d'une manière générale aux biens des ressortissants italiens résidant sur le territoire en question;

(d) Les droits de propriété nés depuis la reprise des relations commerciales et financières entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, ou nés de transactions entre le Gouvernement d'une Puissance Alliée ou Associée et l'Italie depuis le 3 septembre 1943;

(e) Les droits de propriété littéraire et artistique;

(f) Les biens des ressortissants italiens, situés dans les territoires cédés, auxquels s'appliqueront les dispositions de l'annexe XIV;

(g) Exception faite des avoirs visés au paragraphe 2 (b) de la partie A et au paragraphe 1 de la partie D de l'article 74, les biens des personnes physiques résidant dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste, qui n'exercent pas le droit d'option pour la nationalité italienne que leur confère le présent Traité, ainsi que les biens des sociétés ou associations dont le siège social est situé dans les territoires cédés ou dans le Territoire Libre de Trieste, à condition que ces sociétés ou associations ne soient ni la propriété de personnes résidant en Italie, ni contrôlées par elles. Dans les cas prévus au paragraphe 2 (b) de la partie A et au paragraphe 1 de la partie D de l'article 74, la question de l'indemnisation sera réglée conformément aux dispositions de la partie E de cet article.

SECTION III—DÉCLARATION DES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES AU SUJET DE LEURS RÉCLAMATIONS

Article 80

Les Puissances Alliées et Associées déclarent que les droits qui leur sont attribués par les articles 74 et 79 du présent Traité couvrent toutes leurs réclamations et celles de leurs ressortissants pour pertes ou dommages résultant de faits de guerre y compris les mesures prises à la faveur de l'occupation de leur territoire, imputables à l'Italie et survenues en dehors

du territoire italien, à l'exception cependant des réclamations fondées sur les articles 75 et 78.

SECTION IV—DETTES

Article 81

1. L'existence de l'état de guerre ne doit pas être considérée en soi comme affectant l'obligation d'acquitter les dettes pécuniaires résultant d'obligations et de contrats qui étaient en vigueur et de droits qui étaient acquis avant l'existence de l'état de guerre, dettes qui étaient devenues exigibles avant l'entrée en vigueur du présent Traité et qui sont dues, soit par le Gouvernement ou les ressortissants italiens au Gouvernement ou aux ressortissants de l'une des Puissances Alliées ou Associées, soit par le Gouvernement ou les ressortissants d'une des Puissances Alliées ou Associées au Gouvernement ou aux ressortissants italiens.

2. Sauf disposition expressément contraire du présent Traité, aucune clause de ce Traité ne devra être interprétée comme affectant les rapports de débiteurs à créanciers résultant de contrats conclus avant la guerre soit par le Gouvernement soit par des ressortissants italiens.

PARTIE VIII

RELATIONS ECONOMIQUES GENERALES

Article 82

1. En attendant la conclusion de traités ou d'accords commerciaux entre l'une quelconque des Nations Unies et l'Italie, le Gouvernement italien devra, pendant les dix-huit mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Traité, accorder à chacune des Nations Unies qui, en fait, accordent par voie de réciprocité un traitement analogue à l'Italie dans ces domaines, le traitement suivant:

(a) Pour tout ce qui concerne les droits et redevances à l'importation ou à l'exportation, l'imposition à l'intérieur du pays des marchandises importées, et tous les règlements qui s'y rapportent, les Nations Unies bénéficieront de la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée;

(b) L'Italie ne pratiquera, à tous autres égards, aucune discrimination arbitraire au détriment des marchandises en provenance ou à destination

du territoire d'une Nation Unie par rapport aux marchandises analogues en provenance ou à destination du territoire de toute autre Nation Unie ou de tout autre pays étranger;

(c) Les ressortissants des Nations Unies y compris les personnes morales bénéficieront du traitement national et de celui de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait au commerce, à l'industrie, à la navigation et aux autres formes d'activité commerciale en Italie. Ces dispositions ne s'appliqueront pas à l'aviation commerciale;

(d) L'Italie n'accordera à aucun pays de droit exclusif ou préférentiel en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux; elle offrira des conditions d'égalité à toutes les Nations Unies pour l'obtention de droits en matière de transports aériens commerciaux internationaux sur le territoire italien, y compris le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparation, et, en ce qui concerne l'exploitation des services aériens commerciaux pour les transports internationaux, elle accordera à toutes les Nations Unies, suivant le principe de la réciprocité et de la non-discrimination, le droit de survoler le territoire italien sans escale. Ces dispositions n'affecteront pas les intérêts de la défense nationale de l'Italie.

2. Les engagements ci-dessus pris par l'Italie doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par l'Italie avant la guerre; les dispositions relatives à la réciprocité accordée par chacune des Nations Unies doivent s'entendre sous réserve des exceptions usuelles des traités de commerce conclus par celle-ci.

PARTIE IX

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 83

1. Tous les différends qui pourront s'élever à propos de l'application des articles 75 et 78, ainsi que des annexes XIV, XV, XVI et XVII, partie B, du présent Traité, seront soumis à une commission de conciliation, composée d'un représentant du Gouvernement de la Nation Unie intéressée et d'un représentant du Gouvernement italien, agissant sur un

ped d'égalité. Si un règlement n'est pas intervenu dans les trois mois qui suivront la date à laquelle le différend a été soumis à la commission de conciliation, l'un ou l'autre Gouvernement pourra demander l'adjonction à la commission d'un tiers membre choisi, d'un commun accord, entre les deux Gouvernements, parmi les ressortissants d'un Etat tiers. A défaut d'accord dans un délai de deux mois, entre les deux Gouvernements, sur le choix de ce membre, ces Gouvernements s'adresseront aux Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, qui désigneront le tiers membre de la commission. Si les Ambassadeurs ne parviennent pas à se mettre d'accord dans le délai d'un mois sur la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. Lorsqu'une commission de conciliation sera constituée en application du paragraphe 1, elle aura compétence pour connaître de tous les différends qui pourront s'élever par la suite entre la Nation Unie intéressée et l'Italie au sujet de l'application ou de l'interprétation des articles 75 et 78, ainsi que des annexes XIV, XV, XVI et XVII, partie B, du présent Traité, et elle remplira les fonctions qui lui sont dévolues par ces dispositions.

3. Chaque commission de conciliation établira elle-même sa procédure, en adoptant des règles conformes à la justice et à l'équité.

4. Chaque Gouvernement paiera les honoraires du membre de la commission de conciliation qu'il nomme et de tout agent qu'il pourra désigner pour le représenter devant la commission. Les honoraires du tiers membre seront fixés par accord spécial entre les Gouvernements intéressés, et ces honoraires, ainsi que les dépenses communes de chaque commission, seront payés par moitié par les deux Gouvernements.

5. Les parties s'engagent à ce que leurs autorités fournissent directement à la commission de conciliation toute l'aide qui sera en leur pouvoir.

6. La décision de la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

PARTIE X

CLAUSES ECONOMIQUES DIVERSES

Article 84

Les articles 75, 78, 82 et l'annexe XVII du présent Traité s'appliqueront aux Puissances Alliées et Associées et à celles des Nations Unies qui ont rompu les relations diplomatiques avec l'Italie, ou avec qui l'Italie a rompu les relations diplomatiques. Ces articles et cette annexe s'appliqueront également à l'Albanie et à la Norvège.

Article 85

Les dispositions des annexes VIII, X, XIV, XV, XVI et XVII ainsi que celles des autres annexes seront considérées comme faisant partie intégrante du présent Traité, et auront la même valeur et les mêmes effets.

PARTIE XI

CLAUSES FINALES

Article 86

1. Pendant une période qui n'excédera pas dix-huit mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité, les Ambassadeurs des Etats-Unis d'Amérique, de France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique à Rome, agissant de concert, représenteront les Puissances Alliées et Associées pour traiter avec le Gouvernement italien de toutes questions relatives à l'exécution et à l'interprétation du présent Traité.

2. Les Quatre Ambassadeurs donneront au Gouvernement italien les conseils, avis techniques et éclaircissements qui pourront être nécessaires pour assurer l'exécution rapide et efficace du présent Traité, aussi bien dans sa lettre que dans son esprit.

3. Le Gouvernement italien fournira aux Quatre Ambassadeurs toutes les informations nécessaires et toute l'aide dont ils pourront avoir besoin dans l'accomplissement des tâches qui leur sont dévolues par le présent Traité.

Article 87

1. Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est

expressément prévue par un article du présent Traité, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de ce Traité, qui n'a pas été réglé par voie de négociations diplomatiques directes, sera soumis aux Quatre Ambassadeurs, agissant comme il est prévu à l'article 86, mais, en pareil cas, les Ambassadeurs ne seront pas tenus par les délais fixés dans ledit article. Tout différend de cette nature qu'ils n'auraient pas encore réglé dans un délai de deux mois sera, sauf si les parties au différend conviennent l'une et l'autre d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une ou l'autre des parties, à une commission composée d'un représentant de chaque partie et d'un tiers membre choisi d'un commun accord entre les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans un délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation de ce tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation.

2. La décision prise par la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 88

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies, en guerre avec l'Italie et qui n'est pas signataire du présent Traité, ainsi que l'Albanie, peut accéder au Traité et sera considéré, dès son accession, comme Puissance Associée pour l'application du Traité.

2. Les instruments d'accession seront déposés près le Gouvernement de la République Française et prendront effet dès leur dépôt.

Article 89

Les dispositions du présent Traité ne conféreront aucun droit ni bénéfice à aucun Etat désigné dans le préambule du Traité comme l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses nationaux, jusqu'à ce que cet Etat devienne partie au Traité par le dépôt de son instrument de ratification.

Article 90

Le présent Traité, dont les textes français, anglais et russe feront foi, devra être ratifié par les Puissances Alliées et Associées. Il devra également être ratifié par l'Italie. Il entrera en vigueur immédiatement après le dépôt des ratifications par les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-

Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Les instruments de ratification seront, dans le plus bref délai possible, déposés près le Gouvernement de la République Française.

En ce qui concerne chacune des Puissances Alliées ou Associées dont l'instrument de ratification sera déposé ultérieurement, le Traité entrera en vigueur à la date du dépôt. Le présent Traité sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française, qui en remettra à chacun des Etats signataires une copie certifiée conforme.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe I* — Cartes (voir recueil séparé)¹
- Annexe II* — Frontière franco-italienne: description détaillée des sections de la frontière correspondant aux modifications prévues à l'article 2.
- Annexe III* — Garanties relatives au Mont Cenis et à la région de Tende — la Brigue.
- Annexe IV* — Dispositions sur lesquelles les Gouvernements italien et autrichien se sont mis d'accord le 5 septembre 1946.
- Annexe V* — Alimentation en eau de la Commune de Gorizia et de ses environs.
- Annexe VI* — Statut Permanent du Territoire Libre de Trieste.
- Annexe VII* — Instrument relatif au régime provisoire du Territoire Libre de Trieste.
- Annexe VIII* — Instrument relatif au Port Franc de Trieste.
- Annexe IX* — Dispositions techniques relatives au Territoire Libre de Trieste.
- Annexe X* — Dispositions économiques et financières relatives au Territoire Libre de Trieste.
- Annexe XI* — Déclaration commune des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique, au sujet des possessions territoriales italiennes en Afrique.
- Annexe XII* — Liste des navires de guerre
- A. à conserver par l'Italie
 - B. à livrer par l'Italie
- Annexe XIII* — Définitions
- A. termes navals
 - B. instruction militaire, aérienne et navale
 - C. définition et liste du matériel de guerre
 - D. définition des termes "démilitarisation" et "démilitarisé"

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, volume 50.

LISTE DES ANNEXES

(suite)

Annexe XIV — Dispositions économiques et financières relatives aux territoires cédés

Annexe XV — Dispositions spéciales concernant certaines catégories de biens:

1. Propriété industrielle, littéraire et artistique
2. Assurances

Annexe XVI — Contrats, prescription, effets de commerce

Annexe XVII — Tribunaux de prises et jugements

ANNEXE I

CARTES

(voir recueil séparé)

- A — Frontières de l'Italie (article 1)
- B — Frontière franco-italienne (article 2)
- C — Frontière italo-yougoslave (article 3)
- D — Frontières du Territoire Libre de Trieste (articles 4 et 22)
- E — Zones maritimes délimitées à l'article 11 du présent Traité

ANNEXE II

FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE

Description détaillée des sections de la frontière correspondant aux modifications prévues à l'article 2

Col du Petit Saint-Bernard

Référence: Carte au 20.000° — Ste Foy Tarentaise N° 1-2

La nouvelle frontière suit un tracé qui débouche de l'arête rocheuse

de Lancebranlette, puis, descendant vers l'est, suit la ligne de partage des eaux jusqu'au point coté 2180, d'où il passe à la Colonna Joux (2188). De là, suivant toujours la ligne de partage des eaux, le tracé remonte sur la Costa del Belvedere dont il suit les affleurements rocheux, gravit le Mt Belvedere dont il contourne le sommet, laissant ce dernier en territoire français à 120 mètres de la frontière, et rejoint par les cotes 2570, 2703, la Bella Valetta et la cote 2746, l'ancienne frontière au Mt Valaisan.

Plateau du Mont Cenis

Référence: Cartes au 20.000° de Lanslebourg N° 5-6 et 7-8 et de Mont d'Ambin N° 1-2

La nouvelle frontière suit un tracé qui quitte l'ancienne frontière au Mt Tour, suit vers l'ouest la limite administrative figurant sur la carte, s'engage dans le T. Vitoun dès qu'il le rencontre sur sa branche nord et descend son cours jusqu'à la Rocca della Toretta.

Longeant ensuite la ligne d'affleurements rocheux, il aboutit au torrent venant de l'Alpe Lamet et descend avec lui jusqu'à la base de l'escarpement rocheux qu'il longe pendant 800 m. environ jusqu'au thalweg en un point situé à environ 200 m. au nord de la cote 1805.

Il chemine ensuite au sommet des arrachements qui dominent Ferrera Cenisio à 300 m. environ et continuant vers l'ouest, il rencontre la route qui contourne à l'est le Rne Paradiso à 400 m. à l'ouest de la boucle (1854) pour l'abandonner aussitôt et s'infléchir en direction du sud.

Il coupe la route de Bar Cenisia à 100 m. environ du sud-est du refuge 5, traverse le thalweg en direction du lac S. Giorgio, suit sensiblement la courbe 1900 jusqu'à hauteur de la cote 1907, vient longer au sud le lac d'Arpon et rejoint l'arête rocheuse sur laquelle il se maintient en direction du sud-ouest jusqu'au confluent des torrents issus du glacier du Bard (Ghiacciajo di Bard), en un point situé à 1400 m. environ du sud-ouest du lac d'Arpon.

De là, s'infléchissant vers le sud, il suit approximativement la courbe 2500, passe à la cote 2579 puis, longeant la courbe 2600, il arrive au lac della Vecchia et vient retrouver, à la limite administrative marquée sur la carte à 700 m. environ du sud-est du lac, le chemin de Pso d'Avanza qui le conduit le long des escarpements rocheux à l'ancienne frontière, à mi-distance entre le Col de la Vecchia et le Col de Clapier.

Mont-Thabor

Référence: Carte au 20.000° de Névache N^{os} 1-2, 5-6 et 7-8

De la cime de la Planette au Rocher de Guion (Cima del Sueur)

La nouvelle frontière suit un tracé qui se détache de l'ancienne frontière à la Cime de la Planette et, se dirigeant vers le sud, suit la crête, par les cotes 2980, 3178, la Rca Bernaude (3228), les cotes 2842, 2780, 2877, le Pso della Gallina (2671), les cotes 2720, 2806 et la Pta Quatre Sorelle (2700).

Descendant la croupe est de cette pointe, le tracé laisse en territoire français le point coté 2420, d'où il rejoint et suit à l'est le chemin conduisant aux constructions situées à 200 m. environ de la cote 2253, ce chemin et ces constructions étant laissés en territoire français. Il s'engage ensuite dans un thalweg passant à 300 m. environ au nord-est de la cote 1915 d'où il gagne l'extrémité nord-ouest du bassin qui, dans la Vallée Etroite (Valle Stretta), alimente les installations hydroélectriques de Sette Fontane, laissant ce bassin et ces installations en territoire italien. Contournant le bassin par le sud, il atteint le carrefour de routes de la cote 1499.

Il emprunte ensuite le chemin qui épouse, à la lisière du bois, la courbe 1500 et qui le conduit à la Comba della Gorgia aux environs de la courbe 1580; il remonte ensuite le thalweg vers la cote 1974 et rejoint le bord des escarpements du rocher de la Sueur jalonné par les cotes 2272, 2268, 2239, 2266, 2267, bord sur lequel il se maintient jusqu'à sa rencontre avec l'ancienne frontière, la crête du rocher et le chemin qui la longe restant en territoire français.

Chaberton

Référence: Carte au 20.000° de Briançon N^{os} 3-4

La nouvelle frontière suit un tracé qui quitte l'ancienne frontière à la cote 3042 (au nord de la cote 3070 et au nord de la pointe des Trois Scies) et emprunte l'arête rocheuse jusqu'à la Croce del Vallonetto.

De la Croce del Vallonetto, il s'infléchit vers le sud et le long de l'arête rocheuse, rejoint la route du Chaberton au point où celle-ci pénètre dans le cirque du Clot des Morts.

Franchissant cette route et le thalweg qui la borde, le tracé suit

approximativement pendant 1250 m. la courbe 2300 qui suit sur le terrain vers le sud-est une série d'affleurements rocheux et d'éhoulis, puis il coupe en ligne droite le versant est du Mont Chaberton, atteint un point situé à 400 m. environ à l'ouest de la cote 2160, laissant en territoire français la recette intermédiaire du téléphérique qui se trouve en cet endroit.

De là, il se dirige en ligne droite, à travers une série de barres rocheuses et de ravins escarpés, vers la position non figurée sur la carte de la Fontaine des Chamois près de la cote 2228 (1,4 km. environ nord-est de Clavières), qu'il contourne par l'est en suivant la deuxième boucle de la route joignant cette position à la caserne fortifiée du Chaberton (sur la route de Cézanne (Cesana) à Clavières), laissant les ouvrages fortifiés de la Fontaine des Chamois en territoire français.

Ensuite, longeant d'abord en direction du Sud la limite de commune marquée sur la carte et ensuite la barre rocheuse à 400 mètres environ au nord de la route Clavières-Cézanne (Cesana), il s'infléchit vers le sud-ouest, passant au bas des falaises rocheuses à une distance de ces dernières suffisante pour permettre la construction d'une route à double circulation.

Centournant ainsi par le nord le village de Clavières, laissé en territoire italien, il rencontre le Rio Secco à 200 m. environ en amont du pont de Clavières et descend son cours, puis celui de la Doire Ripaire (Doria Riparia) jusqu'à la route de Clavières au Val Gimont, laissé à l'Italie, route qu'il suit jusqu'au pont sur le Gimont.

Remontant le cours de celui-ci sur environ 300 m., le tracé l'abandonne pour suivre le chemin muletier qui le conduit à la recette supérieure du téléphérique de Clavières (Col du Mont Fort du Boeuf) qu'il laisse en territoire français. Il rejoint ensuite par la crête la frontière actuelle au Mont la Plane, borne frontière 251. La route de la vallée du Gimont est laissée en territoire italien.

*Vallées Supérieures de la Tinée, de la Vésubie
et de la Roya*

1° — Des Cime de Colla Longa à la Cima di Mercantour

Références: Carte au 20.000°: St. Etienne de Tinée N° 3-4 et 7-8 les Trois
Ponts N° 5-6

La nouvelle frontière suit un tracé qui se détache de l'ancienne fron-

tière aux Cime de Colla Longa et, se dirigeant vers l'est en suivant la ligne de partage des eaux, longe la crête rocheuse en passant par les cotes 2719, 2562, le Cle di Seccia, atteint à la cote 2760 la Testa dell'Autaret, passe à la cote 2672, au Cle della Guercia (2456) et par les cotes 2640, 2693, 2689, atteint les Rocche di Saboulé dont il longe l'arête nord.

Suivant la crête, il arrive par les cotes 2537, 2513, le Pso del Lausfer (2461) et la cote 2573, à la Testa Auta del Lausfer (2587) d'où il s'infléchit vers le sud jusqu'à la Testa Colla Auta en passant par la Cima del Lausfer (2544) et laissant le point coté à l'Italie.

De là, par la cote 2484 et en suivant le chemin de crête, laissé en territoire français, par les cotes 2240 et 2356, il traverse le Passo di S. Anna, passe par les cotes 2420 et 2407, et atteint un point situé à environ 80 m. au sud du point coté 2378 (Cima Moravacciera).

Suivant le chemin de crête laissé en territoire français, il passe par la Testa Ga del Caval et la cote 2331 laissées en territoire français, puis abandonnant le chemin, il se maintient sur la crête de la Testa dell'Adreck (2475) et par le Cle della Lombarda et la cote 2556 atteint la Cima della Lombarda (2801).

S'infléchissant vers le sud-est, il s'engage alors sur la crête rocheuse et, par le Pso di Peania, la Cima di Vermeil, la cote 2720 laissée en territoire français, la Testa Cba Grossa (2792) le Pso del Lupo (2730) et la cote 2936, il atteint le Mt. Malinvern.

Ensuite en direction du sud par les cotes 2701, 2612 et la Cima di Tavel (2802), puis en direction de l'est, par la cote 2823, il atteint la Testa del Claus (2889).

S'infléchissant alors en direction générale du sud-est, il traverse le Passo delle Portette, passe à la cote 2814, à la Testa delle Portette, à la cote 2868, à la Testa Margiola (2831), au Cairo di Prefouns (2840), au Passo del Prefouns (2620), à la Testa di Tablasses (2851), au Passo di Bresses (2794), à la Testa di Bresses (2820), et, par la Cima di Fremamorta (2731), le Cle Fremamorta, la cote 2625, la cote 2675 et la cote 2539, la Cima di Pagari (2686), la Cima di Naucetas (2706), les cotes 2660 et 2673, le Cle di Ciriegia (2581), il atteint la Cima di Mercantour (2775).

2° — de la Cima di Mercantour au Mt Clapier

Références: Carte au 20.000° : les Trois Ponts N° 5-6 et le 20.000° italien Madonna delle Finestre

De la Cima di Mercantour, par la cote 2705, le Cle Mercantour (2611), la Cima Ghilie (2998), les cotes 2939 et 2955, la Testa della Rovina (2981), les cotes 2844 et 2862, le Paso della Rovina, le Caire dell'Agnel (2935, 2867, 2784), la Cima del Caire Agnel (2830), la Cima Mallariva (2860), la Cima Cairas (2831), la Cima Cougourda (2881, 2921), la Cima dei Gaisses (2896), les cotes 2766, 2824, la Cima del Lombard (2842), les cotes 2831, 2717, 2591, 2600 et 2582, la Boccia Forno, la Cima delle Finestre (2657), le Col delle Finestre, les cotes 2634, 2686 et 2917, il atteint la Cima dei Gelas (3143), puis par la cote 3070 la Cima della Maledia (3601), longe le sentier du Passo del Pagari (2819) puis la limite de commune marquée sur la carte, arrive au Passo di Mt. Clapier (2827) et contourne le Mt Clapier (3045) par le nord et l'est en suivant la limite administrative tracée sur la carte.

3° — du Mt Clapier au col de Tende

Références: 20.000° italien de Madonna delle Finestre et Colle di Tenda

Du Mt Clapier, le tracé, suivant la limite administrative marquée sur la carte par les cotes 2915, 2887 et 2562, le Passo dell'Agnel et la cote 2679, atteint la Cima dell'Agnel (2775).

Se dirigeant vers l'est et suivant toujours la limite administrative marquée sur la carte par les cotes 2845 et 2843 des Rce dell'Agnel, il atteint la Cima della Scandeiera (2706) et traverse le Colle del Sabbione (2332), passe aux cotes 2373, 2226, 2303 et 2313, à la Cima del Sabbione (2610), à la cote 2636, à la Pta Peirafica, aux cotes 2609, 2585, 2572 et 2550 et atteint la Rca dell'Abisso (2755).

Se maintenant toujours sur la limite administrative marquée sur la carte jusqu'à l'est de la cote 2360, puis suivant le bord des affleurements rocheux au nord du Rne Pian Misson d'où il gagne le chemin qui passe au Mt Becco Rosso, et qu'il suit au nord des cotes 2181, 2116 et 1915, jusqu'à la route qu'il longe pendant 1 kilomètre environ en direction du

nord, pour reprendre le chemin ci-dessus jusqu'au Colle di Tenda. Les chemins et la portion de route précités sont laissés en territoire français.

4° — *du Col de Tende à la Cima Missun*

Références: 20.000° italien de Tenda et Certosa di Pesio

Du col de Tende, le tracé, laissant le chemin en territoire français passe à la cote 1887 et à la cote 2206, abandonne ce chemin pour suivre sur la crête la limite administrative marquée sur la carte, et par la cote 2262 arrive à la Cima del Becco (2300).

S'orientant vers le nord, le long de la limite administrative marquée sur la carte, il passe au col della Perla (2086), suit le chemin qui longe l'arête rocheuse de la Cima del Cuni jusqu'au col della Boaira, où il l'abandonne pour s'engager sur la crête, en direction du nord. Il laisse ledit chemin en territoire français.

Longeant ensuite l'arête rocheuse, il passe à la cote 2275, atteint la Testa Ciaudon (2386), longe les escarpements rocheux, franchit la Colla Piana (2219) et arrive à la cote 2355 du Mt delle Carsene, laissé à la France, il longe l'arête rocheuse nord de ce mont par la Pta Straldi (2375), les cotes 2321 et 2305 jusqu'au Paso Scarason, puis fait un crochet vers le nord jusqu'à la cote 2352 où il rencontre la limite administrative marquée sur la carte qu'il suit jusqu'à la Pta Marguareis (2651) par les cotes 2510 et 2532.

S'infléchissant alors vers le sud, il suit la crête, passe par la cote 2585, et descendant le long de l'arête rocheuse, il aboutit au Colle del Lago dei Signori.

Suivant ensuite le chemin de crête, laissé en territoire français, puis la crête elle-même, il atteint la Cima di Pertega (2402), descend le long de l'arête rocheuse jusqu'au Colle delle Vecchie (2106) d'où il suit jusqu'au Mt Bertrand en passant par les cotes 2190, 2162, la Cima del Vescove (2257) et la Cima Di Velega (2366), le chemin de crête qu'il laisse en territoire français.

Du Mt Bertrand (2481), il longe la limite administrative marquée sur la carte jusqu'à la Colla Rossa où il retrouve le chemin de crête qu'il

longe par les cotes 2179 et 2252, jusqu'à la Cima Missun (2356) dont il contourne le sommet par l'est, en continuant à suivre le même chemin, ce chemin étant laissé en territoire français.

5° — *de la Cima Missun au Col de Pegairole*

Références: Carte au 20.000° de Pointe de Lugo N° 1-2 et 5-6

Le long de ce même chemin de crête, le tracé traverse la Colla Cravirora et passe à l'est de la cote 2265 à la Pta Farenga. Il abandonne le chemin pour contourner à l'est la Cima Ventosa, retrouve le chemin du Passo di Tanarello, laissant à la France les constructions qui le bordent; longe le Mt Tanarello, traverse le Passo Basera (2038), contourne le Mt Saccarello, qu'il laisse à environ 300 m. à l'ouest et, suivant l'arête rocheuse puis le chemin jusqu'au Passo di Collardente, il aborde la crête qui conduit au Mont Collardente en laissant à la France la cote 1762 à hauteur de laquelle il longe un chemin laissé en territoire italien, atteint le Mt Collardente en laissant à la France le chemin qui le traverse et qu'il suivra par la Bassa di Sanson à l'est et au sud de la cote 1769 jusqu'aux constructions (500 m. environ à l'est) de la Testa della Nava (1934) laissées en territoire français.

Abandonnant le chemin à hauteur de ces constructions, il rejoint par la crête le chemin de crête de la Testa della Nava, laissé en territoire français, et le suit jusqu'aux constructions au sud-est de la Cima di Marta ou Mt Vacche qu'il contourne par l'est.

De là, le long du chemin de crête, laissé en territoire français, il contourne le Mt Ceriana, abandonne le chemin pour atteindre le Mt Grai (2014) et vient le rejoindre au col (1875) pour contourner avec lui la Cima della Valetta et le Mt Pietravecchia jusqu'à l'arête rocheuse.

Il traverse ensuite la Gola dell'Incisa, rejoint le long de la crête par la cote 1759 le Mt Torraggio (1972) puis la Cima di Logambon, la Gola del Corvo, contourne le Mt Bauso et le Mt Lega (1552, 1563 et 1556) et descend par la crête jusqu'au Passo di Muratone.

Le long du chemin de crête, laissé en territoire français, il passe au Mt Scarassan, au sud du Mt Battolino, au sud de la cote 1358 et atteint la Cla Pegairole.

6°—de la Cla Pegairole au Mont Mergo

Références: Cartes au 20.000° de Pointe de Lugo N° 5-6, San Remo N° 1-2 et Menton N° 3-4

De la Cla Pegairole, le tracé suit la limite administrative marquée sur la carte, laissant Cisterne à la France, gravit le mont Simonasso, descend jusqu'au col, s'engage sur le chemin de Margheria-Suan qu'il laisse en territoire français, les chalets demeurant en territoire italien.

Longeant toujours ce chemin, laissé en territoire français, il passe à l'est de la Testa d'Alpe, à la Fontana dei Draghi, aux sources de la cote 1406, à la cote 1297, longe à l'est la Colla Sgora, passe aux cotes 1088, 1016 et 1026, franchit l'arête rocheuse du mont Colombin, suit la limite de canton marquée sur la carte par la Cima di Reglie (846 et 858) abandonne cette limite de canton en direction du sud-ouest pour descendre la crête de la Serra dell'Arpetta (543, 474 et 416) jusqu'au thalweg de la Roya dont il franchit le cours à 200 m. environ au nord-ouest du pont de Fanghetto.

Le tracé remonte ensuite le thalweg de la Roya jusqu'en un point situé à 350 m. environ dudit pont. Quittant en ce point la Roya, il prend une direction sud-ouest jusqu'à la cote 566. De ce point, il s'oriente vers l'ouest jusqu'à sa rencontre avec le ravin, qui descend vers Olivetta; il suit le ravin jusqu'à la route, laissant en territoire italien les habitations situées sur cette route, remonte le V. di Trono sur 200 m. environ, puis se dirige vers la cote 410 jusqu'au chemin d'Olivetta à San Cirolamo. De là, après avoir suivi ce chemin sur 100 m. environ vers le sud-est, il reprend la direction générale du sud-ouest jusqu'à la cote 403, longeant à une vingtaine de mètres au sud le chemin marqué sur la carte. A partir de la cote 403, il suit la crête de la Pta Becche jusqu'à la cote 379, puis, s'orientant de nouveau vers le sud-ouest, il traverse le T. Bevera, se dirigeant, en suivant le thalweg, vers le Mont Mergo, dont il contourne par le sud, à 50 mètres environ, le sommet (686), laissé en territoire français, et rejoint la présente frontière en un point situé à 100 mètres environ au sud-ouest dudit sommet.

ANNEXE III

Garanties relatives au Mont Cenis et à la région de Tende-la Brigue

(voir article 9)

A — GARANTIES QUE LA FRANCE DEVRA DONNER À L'ITALIE À L'OCCASION DE LA CESSION DU PLATEAU DU MONT CENIS

I. *Garanties relatives à la fourniture d'eau prélevée dans le lac du Mont Cenis pour la production d'énergie hydro-électrique*

a) La France réglera le volume de l'eau du lac du Mont Cenis déversée dans les conduites souterraines qui alimentent les centrales hydro-électriques de Gran Scala, de Venaus et de Mompantero de manière à fournir à ces centrales la quantité d'eau dont l'Italie pourra avoir besoin, selon le débit qui sera nécessaire à ce pays.

b) La France réparera, maintiendra en bon état de marche et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations nécessaires pour fournir l'eau et en régler le débit conformément au paragraphe a), pour autant que ces installations seront situées en territoire français.

c) La France informera l'Italie, à la demande de celle-ci, du volume d'eau existant dans le lac du Mont Cenis et lui fournira à ce sujet tous autres renseignements de manière à permettre à l'Italie de déterminer en quelle quantité et suivant quel débit l'eau doit être déversée dans lesdites conduites souterraines.

d) La France appliquera les dispositions ci-dessus en observant une juste économie et facturera à l'Italie les frais effectivement engagés.

II. *Garanties relatives à l'énergie électrique produite par la centrale hydro- électrique de Gran Scala.*

a) La France exploitera la centrale hydro-électrique de Gran Scala de façon à produire (sous réserve du contrôle de l'approvisionnement en eau prévu dans la garantie I) les quantités d'électricité dont l'Italie pourra avoir besoin à la cadence nécessaire à ce pays, une fois que seront couverts les besoins locaux (besoins qui ne devront pas dépasser de façon substan-

tielle les besoins actuels) de la région avoisinant Gran Scala située en territoire français.

b) La France exploitera l'usine élévatrice d'eau adjacente à la centrale de Gran Scala de façon à refouler l'eau dans le lac du Mont Cenis dans la mesure et au moment où l'Italie en aura besoin.

c) La France réparera, maintiendra en bon état de marche et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations constituant la centrale hydro-électrique de Gran Scala et l'usine élévatrice ainsi que la ligne et l'appareillage de transport de force reliant la centrale de Gran Scala à la frontière franco-italienne.

d) La France assurera, par la ligne reliant Gran Scala à la frontière franco-italienne, le transport du courant correspondant aux besoins susmentionnés de l'Italie et elle livrera ce courant à l'Italie au point où la ligne de transport de force franchit la frontière pour pénétrer en territoire italien.

e) La France maintiendra le voltage et la fréquence du courant fourni conformément aux dispositions ci-dessus à un niveau correspondant aux demandes que l'Italie pourra raisonnablement formuler.

f) La France prendra avec l'Italie des dispositions en vue de l'établissement d'une liaison téléphonique entre Gran Scala et l'Italie et restera en communication avec l'Italie afin d'assurer que l'exploitation de la centrale de Gran Scala, de l'usine élévatrice et de la ligne de transport de force, soit conforme aux garanties énoncées ci-dessus.

g) Le prix que devra facturer la France, et que devra payer l'Italie, pour le courant produit par la centrale hydro-électrique de Gran Scala qui sera mis à la disposition de l'Italie (une fois que seront couverts les besoins locaux indiqués plus haut), sera identique au prix facturé en France pour la fourniture de quantités analogues d'électricité d'origine hydro-électrique en territoire français, aux environs du Mont Cenis ou dans d'autres régions où les conditions sont comparables.

III. *Durée d'application des garanties*

Sauf s'il en est autrement convenu entre la France et l'Italie, ces garanties resteront perpétuellement en vigueur.

IV. *Commission technique de surveillance*

Une Commission technique de surveillance franco-italienne composée en nombre égal de membres français et italiens sera créée pour surveiller et faciliter l'exécution des clauses de garantie ci-dessus dont le but est d'assurer à l'Italie des facilités identiques à celles dont elle disposait en ce qui concerne l'énergie hydro-électrique et l'eau fournies par le lac du Mont Cenis avant la cession de cette région à la France. Il entrera également dans le rôle de la Commission technique de surveillance de coopérer avec les services techniques français compétents pour s'assurer que la sécurité des vallées inférieures n'est pas mise en danger.

B— GARANTIES QUE LA FRANCE DEVRA DONNER À L'ITALIE À L'OCCASION DE LA CESSION À LA FRANCE DE LA RÉGION DE TENDE-LA BRIGUE

1. *Garantie* permettant d'assurer à l'Italie l'énergie électrique produite par les deux alternateurs à 16 $\frac{2}{3}$ périodes de la centrale hydro-électrique de San Dalmazzo et l'énergie électrique à 50 périodes produite par les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine en plus de la quantité de courant provenant de ces usines qui peut être nécessaire à la France pour alimenter les régions de Sospel, Menton et Nice jusqu'à la reconstruction totale des centrales hydro-électriques détruites de Breil et de Fontan, étant entendu que cette quantité ira en diminuant à mesure des progrès de la reconstruction de ces centrales, que cette quantité ne dépassera pas une puissance de 5.000 kilowatts et 3.000.000 de kilowatts-heure par mois et que, si la reconstruction de ces centrales ne se heurte pas à des difficultés particulières, les travaux devraient être terminés à la fin de 1947 au plus tard.

a) La France exploitera lesdites usines de façon à produire (sous réserve des limitations qui peuvent être imposées par le volume d'eau utilisable et compte tenu, autant qu'il est raisonnablement possible, des besoins des usines situées en aval) des quantités d'électricité à une cadence correspondant aux besoins de l'Italie, premièrement, en courant à 16 $\frac{2}{3}$ périodes, pour les chemins de fer italiens de Ligurie et du Piémont méridional, et deuxièmement en courant à 50 périodes pour les usages généraux, une fois que seront couverts les besoins de la France pour Sospel, Menton et Nice, comme il est dit ci-dessus, ainsi que les besoins locaux de la région avoisinant San Dalmazzo;

b) La France réparera, maintiendra en bon état de marche, et, suivant les nécessités, renouvellera toutes les installations constituant les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine ainsi que les lignes et installations de transport de force reliant les centrales de Le Mesce et Confine, d'une part, à celle de San Dalmazzo, d'autre part, et les lignes et installations principales de transport de force allant de la centrale de San Dalmazzo à la frontière franco-italienne;

c) La France informera l'Italie, à la demande de celle-ci, du débit de l'eau à Le Mesce et à Confine ainsi que du volume d'eau accumulé à San Dalmazzo et elle fournira tous autres renseignements du même ordre de façon à lui permettre de déterminer ses besoins en courant électrique conformément aux dispositions de l'alinéa a);

d) La France assurera, par les lignes principales reliant San Dalmazzo à la frontière franco-italienne, le transport du courant correspondant aux besoins susmentionnés de l'Italie et elle fournira ce courant à l'Italie aux points où lesdites lignes franchissent la frontière pour pénétrer en territoire italien;

e) La France maintiendra le voltage et la fréquence du courant électrique fourni conformément aux dispositions ci-dessus à un niveau correspondant aux besoins réels de l'Italie;

f) La France prendra avec l'Italie des dispositions en vue d'établir une liaison téléphonique entre San Dalmazzo et l'Italie et restera en communication avec l'Italie afin d'assurer que l'exploitation desdites centrales hydro-électriques et lignes de transport de force soit conforme aux garanties énoncées ci-dessus.

2. *Garantie* relative au prix que la France facturera à l'Italie pour le courant mis à la disposition de l'Italie, conformément au paragraphe 1 ci-dessus, jusqu'à ce que les livraisons cessent, conformément au paragraphe 3 ci-après.

Le prix que la France devra facturer et que l'Italie devra payer pour le courant produit par les centrales hydro-électriques de Le Mesce, San Dalmazzo et Confine qui sera mis à la disposition de l'Italie, une fois que seront couverts les besoins de la France pour Sospel, Menton et Nice, ainsi que les besoins locaux de la région avoisinant San Dalmazzo, conformément aux dispositions de l'alinéa a) de la garantie 1, sera identique au

prix facturé en France pour la fourniture de quantités analogues de courant d'origine hydro-électrique en territoire français aux environs de la vallée supérieure de la Roya ou dans d'autres régions où les conditions sont comparables.

3. *Garantie* selon laquelle la France fournira du courant électrique à l'Italie pendant une période d'une durée raisonnable.

Sauf s'il en est autrement convenu entre la France et l'Italie, les garanties 1 et 2 resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1961. Elles cesseront d'être applicables à cette date ou le 31 décembre de l'une quelconque des années suivantes, à condition que l'un des deux pays donne par écrit à l'autre, deux ans à l'avance au moins, avis de son intention d'y mettre un terme.

4. *Garantie* concernant l'utilisation totale et équitable par la France et par l'Italie des eaux de la Roya et de ses affluents en vue de l'exploitation des ressources hydro-électriques:

a) La France exploitera les centrales hydro-électriques de la vallée de la Roya situées en territoire français en tenant compte, autant qu'il est raisonnablement possible, des besoins des centrales situées en aval. La France fera connaître d'avance à l'Italie le volume d'eau qui, d'après les prévisions, sera disponible chaque jour et elle fournira tous autres renseignements du même ordre;

h) La France et l'Italie élaboreront, par voie de négociations bilatérales, un plan coordonné d'exploitation des ressources hydrauliques de la Roya qui soit acceptable pour les deux parties.

5. Une commission, ou tel autre organisme analogue qu'il pourra être convenu de créer, sera instituée en vue de surveiller l'exécution du plan mentionné à l'alinéa b) de la garantie 4 et de faciliter l'observation des garanties 1 à 4.

ANNEXE IV

Dispositions dont sont convenus à la date du 5 Septembre 1946
les Gouvernements italien et autrichien

(voir article 10)

1. Les habitants de langue allemande de la province de Bolzano et ceux des communes voisines bilingues de la province de Trente jouiront

d'une complète égalité de droits vis-à-vis des habitants de langue italienne, dans le cadre de dispositions spéciales destinées à sauvegarder le caractère ethnique et le développement culturel et économique du groupe de langue allemande.

Conformément aux mesures législatives qui ont été déjà prises ou qui le seront, les ressortissants de langue allemande bénéficieront des garanties suivantes:

- a) enseignement primaire et secondaire dans leur langue maternelle;
- b) emploi sur un pied d'égalité des langues allemande et italienne dans les administrations publiques, dans les documents officiels et dans la nomenclature topographique bilingue;
- c) droit de rétablir les noms de famille allemands italianisés au cours des dernières années;
- d) égalité de droits pour l'accès aux emplois publics en vue de réaliser une proportion d'emploi plus satisfaisante entre les deux groupes ethniques.

2. Les autorités législatives et exécutives des régions indiquées ci-dessus, bénéficieront d'un régime d'autonomie dont les principes essentiels seront fixés en consultation avec des éléments locaux représentatifs de la population de langue allemande.

3. En vue d'établir des relations de bon voisinage entre l'Italie et l'Autriche, le Gouvernement italien s'engage, après consultation avec le Gouvernement autrichien, et dans le délai d'un an à partir de la signature du présent traité:

- a) à réviser dans un esprit de large équité le régime des options de nationalité tel qu'il résulte des accords du 21 octobre 1939;
- b) à conclure un accord stipulant, dans des conditions de réciprocité, la validité de certains titres d'études et diplômes universitaires;
- c) à négocier une convention pour le libre transit des passagers et des marchandises entre le Tyrol septentrional et le Tyrol oriental soit par chemin de fer soit, dans les limites du possible, par route;
- d) à conclure des accords spéciaux tendant à faciliter un trafic frontalier plus étendu entre l'Autriche et l'Italie ainsi qu'à permettre les échanges locaux de certaines quantités de biens et produits régionaux.

ANNEXE V

Alimentation en eau de la Commune de Gorizia et de ses environs

(voir article 13)

1. La Yougoslavie assurera en qualité de propriétaire l'entretien et l'exploitation des sources et des installations d'alimentation en eau de Fonte Fredda et de Moncorona, et elle assurera l'alimentation en eau de la partie de la commune de Gorizia qui, aux termes du présent Traité, reste en Italie. L'Italie continuera d'assurer l'entretien et l'exploitation du réservoir et du système d'adduction d'eau qui se trouvent en territoire italien et sont alimentés par les sources mentionnées ci-dessus; elle continuera également de fournir l'eau aux régions situées en territoire yougoslave, qui auront été transférées à la Yougoslavie aux termes du présent Traité, et dont l'alimentation en eau se fait à partir du territoire italien.

2. Les quantités d'eau ainsi procurées correspondront à celles qui ont été habituellement fournies à la région dans le passé. Au cas où les consommateurs de l'un ou l'autre Etat auraient besoin de fournitures supplémentaires d'eau, les deux Gouvernements examineront conjointement la question, en vue de réaliser un accord sur toutes mesures qui pourront être raisonnablement nécessaires pour satisfaire ces besoins. Dans le cas où la quantité d'eau disponible serait réduite pour des causes naturelles, les quantités d'eau provenant des sources d'alimentation précitées, qui seront fournies aux consommateurs se trouvant en Yougoslavie et en Italie, seront réduites pour les uns et les autres au prorata de leur consommation antérieure.

3. Le prix que la commune de Gorizia devra payer à la Yougoslavie pour l'eau mise à sa disposition et le prix que les consommateurs résidant en territoire yougoslave devront payer à la commune de Gorizia seront calculés uniquement sur la base du coût de l'exploitation et de l'entretien du système d'adduction d'eau, ainsi que d'après le montant des nouvelles dépenses d'installation qui pourront être nécessaires pour l'exécution des présentes dispositions.

4. Dans le délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent Traité,

la Yougoslavie et l'Italie concluront un accord déterminant les responsabilités respectives qui résultent pour elles des dispositions ci-dessus et fixant les sommes à payer en vertu de ces dispositions. Les deux Gouvernements créeront une Commission mixte chargée de surveiller l'exécution dudit accord.

5. A l'expiration d'une période de dix années après l'entrée en vigueur du présent Traité, la Yougoslavie et l'Italie procéderont à un nouvel examen des dispositions qui précèdent, en tenant compte de la situation à cette époque, afin de déterminer s'il y a lieu de les reviser, et elles y apporteront toutes modifications et adjonctions dont elles pourront convenir. Tous différends qui pourraient s'élever à la suite de ce nouvel examen, seront réglés suivant la procédure prévue à l'article 87 du présent Traité.

ANNEXE VI

Statut Permanent du Territoire Libre de Trieste

(voir article 21)

Article 1. Etendue du Territoire Libre

Le Territoire Libre de Trieste sera délimité par les frontières qui sont décrites aux articles 4 et 22 du présent Traité et dont le tracé sera établi conformément à l'article 5 du Traité.

Article 2. Intégrité et Indépendance

Le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies assure l'intégrité et l'indépendance du Territoire Libre. Cette responsabilité implique qu'il a la charge:

- a. de faire observer les dispositions du Statut Permanent, notamment en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux de l'homme;
- b. de maintenir l'ordre et la sécurité dans le Territoire Libre.

Article 3. Démilitarisation et Neutralité

1. Le Territoire Libre sera démilitarisé et déclaré neutre.
2. Aucune force armée ne sera autorisée dans le Territoire Libre, sauf sur instructions du Conseil de Sécurité.
3. Les formations, exercices et activités paramilitaires seront interdits dans les limites du Territoire Libre.

4. Le Gouvernement du Territoire Libre ne conclura ni ne négociera d'accords ou de conventions militaires avec aucun Etat.

Article 4. Droits de l'Homme et Libertés Fondamentales

La Constitution du Territoire Libre assurera à toute personne relevant de la juridiction du Territoire Libre, sans distinction d'origine ethnique, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la liberté du culte, la liberté de langage, la liberté d'expression de la pensée par la parole et par l'écrit, la liberté d'enseignement, de réunion et d'association. Les ressortissants du Territoire Libre auront la garantie de conditions égales d'admission aux fonctions publiques.

Article 5. Droits Civils et Politiques

Aucune des personnes ayant acquis la citoyenneté du Territoire Libre ne sera privée de ses droits civils et politiques si ce n'est par décision judiciaire et pour infraction aux lois pénales du Territoire Libre.

Article 6. Citoyenneté

1. Les ressortissants italiens qui étaient domiciliés au 10 juin 1940, dans les limites constituant le Territoire Libre, et leurs enfants nés après cette date, deviendront citoyens d'origine du Territoire Libre et jouiront de la plénitude des droits civils et politiques. En devenant citoyens du Territoire Libre, ils perdront leur nationalité italienne.

2. Toutefois, le Gouvernement du Territoire Libre prescrira que les personnes visées au paragraphe 1, qui sont âgées de plus de 18 ans (et les personnes mariées, qu'elles aient ou non atteint cet âge) et dont la langue usuelle est l'italien, auront le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution, selon les conditions qui seront établies par celle-ci. Toute personne exerçant ce droit d'option sera considérée comme ayant acquis de nouveau la nationalité italienne. L'option du mari n'entraînera pas celle de la femme. Toutefois l'option du père ou, si le père est décédé, celle de la mère, entraînera automatiquement l'option de tous les enfants non mariés âgés de moins de 18 ans.

3. Le Territoire Libre pourra exiger des personnes qui auront exercé

leur droit d'option, qu'elles transfèrent leur résidence en Italie dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle l'option aura été exercée.

4. Les conditions d'acquisition de la citoyenneté par les personnes non qualifiées pour obtenir la citoyenneté d'origine seront déterminées par l'Assemblée Constituante du Territoire Libre et inscrites dans la Constitution. Toutefois, ces conditions devront interdire l'acquisition de la citoyenneté par les personnes ayant appartenu à l'ancienne police fasciste (O.V.R.A.) qui n'auront pas été réhabilitées par les autorités compétentes, notamment par les autorités militaires alliées qui avaient la charge d'administrer le territoire en question.

Article 7. Langues Officielles

Les langues officielles du Territoire Libre seront l'italien et le slovène.

La Constitution déterminera les circonstances dans lesquelles le croate pourra être employé comme troisième langue officielle.

Article 8. Drapeau et Armes

Le Territoire Libre aura son drapeau et ses armes. Son drapeau sera le drapeau traditionnel de la ville de Trieste, et ses armes, les armes historiques de celle-ci.

Article 9. Organes du Gouvernement

Il sera prévu pour le gouvernement du Territoire Libre un Gouverneur, un Conseil de Gouvernement, une Assemblée populaire élue par le peuple du Territoire Libre et un Corps judiciaire. Leurs pouvoirs respectifs seront exercés conformément aux dispositions du présent Statut et de la Constitution du Territoire Libre.

Article 10. Constitution

1. La Constitution du Territoire Libre sera établie conformément aux principes démocratiques et adoptée par une Assemblée Constituante à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. La Constitution devra être conforme aux dispositions du présent Statut. Elle n'entrera pas en vigueur avant la mise en application du Statut.

2. Si le Gouverneur estime qu'une disposition quelconque de la Constitution proposée par l'Assemblée Constituante, ou un amendement qui serait apporté ultérieurement à la Constitution, se trouvent en contradiction avec le Statut, il pourra s'opposer à leur entrée en vigueur, sous

réserve d'en référer au Conseil de Sécurité si l'Assemblée ne partage pas ses vues et n'accepte pas ses recommandations.

Article 11. Nomination du Gouverneur

1. Le Gouverneur sera nommé par le Conseil de Sécurité après consultation avec les Gouvernements yougoslave et italien. Il ne devra être ressortissant ni de la Yougoslavie, ni de l'Italie, ni du Territoire Libre. Il sera nommé pour une période de cinq ans et son mandat pourra être renouvelé. Ses émoluments et indemnités seront à la charge des Nations Unies.

2. Le Gouverneur pourra habiliter une personne de son choix à exercer ses fonctions lorsqu'il devra s'absenter momentanément, ou ne se trouvera pas en mesure, temporairement, de s'acquitter de ses fonctions.

3. Si le Conseil de Sécurité estime que le Gouverneur a manqué aux devoirs de sa charge, il pourra le suspendre et, sous réserve des garanties appropriées d'enquête et de faculté pour le Gouverneur d'être entendu, le révoquer. En cas de suspension, de révocation, d'incapacité ou de décès du Gouverneur, le Conseil de Sécurité pourra désigner ou nommer une autre personne qui remplira les fonctions de Gouverneur Provisoire jusqu'à ce que le Gouverneur ne soit plus dans l'incapacité de remplir ses fonctions ou qu'un nouveau Gouverneur ait été nommé.

Article 12. Pouvoir Législatif

Le pouvoir législatif sera exercé par une Assemblée populaire composée d'une seule chambre, élue sur la base de la représentation proportionnelle par les citoyens des deux sexes du Territoire Libre. Les élections à l'Assemblée se feront au suffrage universel, égal pour tous, direct et secret.

Article 13. Conseil de Gouvernement

1. Sous réserve des responsabilités assignées au Gouverneur aux termes du présent Statut, le pouvoir exécutif dans le Territoire Libre sera exercé par un Conseil de Gouvernement formé par l'Assemblée populaire et responsable devant elle.

2. Le Gouverneur aura le droit d'assister à toutes les séances du Conseil de Gouvernement. Il pourra exprimer ses vues sur toute question touchant à ses responsabilités.

3. Lorsque des questions touchant aux responsabilités de leur charge seront examinées par le Conseil de Gouvernement, le Directeur de la Sûreté et le Directeur du Port Franc seront invités à assister aux séances du Conseil et à y exposer leurs vues.

Article 14. Exercice du Pouvoir Judiciaire

Le pouvoir judiciaire dans le Territoire Libre sera exercé par des tribunaux institués conformément à la Constitution et aux lois du Territoire Libre.

Article 15. Liberté et Indépendance du Pouvoir Judiciaire

La Constitution du Territoire Libre devra garantir la liberté et l'indépendance complètes du pouvoir judiciaire et prévoir une instance d'appel.

Article 16. Nomination des Magistrats

1. Le Gouverneur nommera les magistrats en les choisissant parmi les candidats proposés par le Conseil de Gouvernement ou parmi d'autres personnes, après consultation du Conseil de Gouvernement, à moins que la Constitution ne prévoie un autre mode de nomination aux fonctions judiciaires; sous réserve des garanties qui seront données par la Constitution, le Gouverneur pourra révoquer les magistrats si leur conduite est incompatible avec leurs fonctions judiciaires.

2. L'Assemblée populaire pourra, par un vote à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, inviter le Gouverneur à procéder à une enquête sur toute accusation portée contre un membre de la magistrature. Cette accusation, si elle s'avère fondée, pourra entraîner la suspension ou la révocation de l'intéressé.

Article 17. Responsabilité du Gouverneur devant le Conseil de Sécurité

1. Le Gouverneur, en sa qualité de représentant du Conseil de Sécurité, aura la responsabilité de surveiller l'application du présent Statut, notamment en ce qui concerne la protection des droits fondamentaux de l'homme, et d'assurer le maintien de l'ordre public et de la sécurité par le Gouvernement du Territoire Libre, conformément au présent Statut, à la Constitution et aux lois du Territoire Libre.

2. Le Gouverneur présentera au Conseil de Sécurité des rapports annuels sur l'application du Statut et sur l'exercice de ses fonctions.

Article 18. Droits de l'Assemblée

L'Assemblée populaire aura le droit de procéder à l'examen ou à la discussion de toute question concernant les intérêts du Territoire Libre.

Article 19. Législation

1. L'initiative en matière législative appartient aux membres de l'Assemblée populaire, au Conseil de Gouvernement, ainsi qu'au Gouverneur, pour les questions qui, à son avis, concernent les responsabilités du Conseil de Sécurité, telles qu'elles sont définies à l'article 2 du présent Statut.

2. Aucune loi ne pourra entrer en vigueur avant d'avoir été promulguée. La promulgation des lois aura lieu conformément aux dispositions de la Constitution du Territoire Libre.

3. Avant d'être promulguée, toute loi adoptée par l'Assemblée devra être présentée au Gouverneur.

4. Si le Gouverneur estime que cette loi est contraire au présent Statut, il pourra, dans les dix jours suivant la présentation qui lui en a été faite, la renvoyer à l'Assemblée avec ses observations et recommandations. Si le Gouverneur ne renvoie pas cette loi dans les dix jours fixés, ou s'il avise l'Assemblée dans le même délai que la loi n'appelle aucune observation ou recommandation de sa part, la loi sera promulguée immédiatement.

5. Si l'Assemblée manifeste son refus de retirer la loi qui lui a été renvoyée par le Gouverneur ou de l'amender conformément aux observations ou recommandations du Gouverneur, celui-ci, à moins qu'il ne soit prêt à retirer ses observations et recommandations—et dans ce cas la loi sera promulguée sans délai—, soumettra aussitôt la question au Conseil de Sécurité. Le Gouverneur transmettra également sans délai au Conseil de Sécurité, toute communication que l'Assemblée pourrait désirer faire tenir au Conseil à ce sujet.

6. Les lois qui auront été soumises au Conseil de Sécurité en vertu des dispositions du précédent paragraphe ne seront promulguées que sur instructions du Conseil de Sécurité.

Article 20. Droits du Gouverneur en matière de mesures administratives

1. Le Gouverneur peut demander au Conseil de Gouvernement de suspendre l'application des mesures administratives qui, à son avis, sont

incompatibles avec ses propres responsabilités, telles qu'elles sont définies dans le présent Statut (contrôle de l'application du Statut; maintien de l'ordre public et de la sécurité; respect des droits de l'homme). En cas d'objection de la part du Conseil de Gouvernement, le Gouverneur peut suspendre l'application de ces mesures administratives et le Gouverneur ou le Conseil de Gouvernement peuvent saisir le Conseil de Sécurité de l'ensemble de la question pour qu'il prenne une décision à ce sujet.

2. Lorsque ses responsabilités, telles qu'elles sont définies par le Statut, se trouvent en jeu, le Gouverneur peut proposer au Conseil de Gouvernement d'adopter toutes mesures d'ordre administratif. Si le Conseil de Gouvernement n'accepte pas ces propositions, le Gouverneur peut, sans préjudice des dispositions de l'article 22 du présent Statut, soumettre la question au Conseil de Sécurité pour décision.

Article 21. Budget

1. Le Conseil de Gouvernement sera chargé de préparer le projet de budget du Territoire Libre, qui comprendra les prévisions de recettes et de dépenses, et de soumettre ce projet à l'Assemblée populaire.

2. Au cas où un exercice budgétaire commencerait sans que le budget ait été dûment adopté par l'Assemblée, les dispositions budgétaires de l'exercice précédent seront appliquées au nouvel exercice budgétaire, jusqu'à ce que le nouveau budget ait été voté.

Article 22. Pouvoirs Spéciaux du Gouverneur

1. Afin d'être en mesure de s'acquitter de ses responsabilités envers le Conseil de Sécurité, conformément au présent Statut, le Gouverneur peut, dans les cas qui à son avis présentent un caractère d'extrême urgence et qui menacent l'indépendance ou l'intégrité du Territoire Libre, l'ordre public ou le respect des droits de l'homme, ordonner directement et faire exécuter les mesures appropriées, sous réserve d'adresser immédiatement au Conseil de Sécurité un rapport à ce sujet. En pareil cas, le Gouverneur peut, s'il le juge nécessaire, prendre la direction des services de la Sûreté.

2. L'Assemblée populaire peut adresser une pétition au Conseil de Sécurité au sujet de tout acte accompli par le Gouverneur dans l'exercice de ceux de ses pouvoirs qui sont visés au paragraphe 1 du présent article.

Article 23. Droit de grâce et de commutation de peine

Le droit de grâce et de commutation de peine appartiendra au Gouverneur et sera exercé par lui conformément aux dispositions qui seront inscrites dans la Constitution.

Article 24. Relations Extérieures

1. Le Gouverneur veillera à ce que la conduite des relations extérieures du Territoire Libre soit conforme aux dispositions du Statut, de la Constitution et des lois du Territoire Libre. A cette fin, le Gouverneur aura le pouvoir de s'opposer à la mise en vigueur de traités ou d'accords intéressant les relations extérieures, qui à son avis sont en contradiction avec le Statut, la Constitution ou les lois du Territoire Libre.

2. Les traités et les accords, ainsi que les exequaturs et les commissions consulaires seront signés conjointement par le Gouverneur et par un représentant du Conseil de Gouvernement.

3. Le Territoire Libre peut ou pourra être partie à des conventions internationales, ou devenir membre d'organisations internationales, à condition que le but de ces conventions ou de ces organisations soit de régler des questions économiques, techniques, culturelles, sociales, ou relatives à la santé publique.

4. Toute union économique ou association d'un caractère exclusif avec un Etat quelconque est incompatible avec le Statut du Territoire Libre.

5. Le Territoire Libre reconnaîtra la pleine valeur du Traité de Paix avec l'Italie et donnera effet aux dispositions de ce Traité qui lui sont applicables. Le Territoire Libre reconnaîtra également la pleine valeur des autres accords ou arrangements qui ont été ou qui seront conclus par les Puissances Alliées et Associées pour le rétablissement de la paix.

Article 25. Indépendance du Gouverneur et de son personnel

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Gouverneur et son personnel ne solliciteront ou n'accepteront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autre autorité, à l'exception du Conseil de Sécurité. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux relevant uniquement du Conseil de Sécurité.

Article 26. Nomination et révocation des fonctionnaires administratifs

1. Les nominations aux fonctions publiques dans le Territoire Libre

seront faites en tenant compte exclusivement des capacités professionnelles, de la compétence et de l'intégrité des candidats.

2. Les fonctionnaires des organismes administratifs ne seront révoqués que pour incompétence ou faute grave et la révocation ne sera prononcée que sous réserve des garanties appropriées d'enquête et de faculté pour l'intéressé d'être entendu. Ces garanties seront déterminées par la loi.

Article 27. Directeur de la Sûreté

1. Le Conseil de Gouvernement soumet au Gouverneur une liste de candidats pour le poste de Directeur de la Sûreté. La nomination du Directeur est faite par le Gouverneur qui le choisit parmi les candidats qui lui ont été présentés ou parmi d'autres personnes, après consultation du Conseil de Gouvernement. Il peut également révoquer le Directeur de la Sûreté après consultation du Conseil de Gouvernement.

2. Le Directeur de la Sûreté ne devra être ressortissant ni de la Yougoslavie ni de l'Italie.

3. Normalement, le Directeur de la Sûreté relève directement du Conseil de Gouvernement et reçoit, pour les questions qui sont de son ressort, les instructions de celui-ci.

4. a. Le Gouverneur doit recevoir régulièrement des rapports du Directeur de la Sûreté et conférer avec le Directeur sur toute question qui est du ressort de celui-ci.
- b. Il doit être mis au courant par le Conseil de Gouvernement des instructions que celui-ci donne au Directeur de la Sûreté et peut exprimer son avis à leur sujet.

Article 28. Force de Police

1. Pour maintenir l'ordre public et la sécurité conformément au Statut, à la Constitution et aux lois du Territoire Libre, le Gouvernement du Territoire Libre aura le droit d'entretenir une force de police et des services de Sûreté.

2. Les membres de la police et des services de Sûreté seront recrutés par le Directeur de la Sûreté et pourront être révoqués par lui.

Article 29. Gouvernement Local

La Constitution du Territoire Libre devra prévoir l'établissement, sur

la base de la représentation proportionnelle, d'organes de gouvernement local, selon des principes démocratiques, notamment celui du suffrage universel, égal pour tous, direct et secret.

Article 30. Système Monétaire

Le Territoire Libre aura son système monétaire propre.

Article 31. Chemins de fer

Sans préjudice de ses droits de propriété sur les chemins de fer à l'intérieur de ses frontières, et de son contrôle sur leur administration, le Territoire Libre pourra négocier avec la Yougoslavie et l'Italie des accords en vue d'assurer une exploitation rationnelle et économique de ses chemins de fer. De tels accords détermineront la responsabilité de l'exploitation des chemins de fer en direction de la Yougoslavie ou de l'Italie respectivement, ainsi que de l'exploitation de la tête de ligne de Trieste et des portions de voies communes à toutes les lignes. Dans ce dernier cas, l'exploitation pourra être assurée par une Commission spéciale composée de représentants du Territoire Libre, de la Yougoslavie et de l'Italie sous la présidence du représentant du Territoire Libre.

Article 32. Aviation Commerciale

1. Les aéronefs commerciaux immatriculés sur le territoire de l'une quelconque des Nations Unies, qui accorde les mêmes droits sur son territoire aux aéronefs commerciaux immatriculés dans le Territoire Libre, jouiront des droits accordés à l'aviation commerciale dans le trafic international, notamment le droit d'atterrir à des fins de ravitaillement et de réparations, le droit de survoler sans escale le Territoire Libre, et d'utiliser pour les transports aériens les aéroports qui pourront être désignés par les autorités compétentes du Territoire Libre.

2. Ces droits ne seront pas soumis à d'autres restrictions que celles qui sont imposées sur une base de non-discrimination par les lois et les règlements en vigueur dans le Territoire Libre et dans les pays intéressés ou qui résultent du caractère spécial du Territoire Libre, en tant que territoire neutre et démilitarisé.

Article 33. Immatriculation des Navires

1. Le Territoire Libre est habilité à ouvrir des registres en vue de l'immatriculation des navires et bâtiments appartenant soit au Gouvernement

du Territoire Libre, soit à des personnes physiques ou à des organisations domiciliées dans le Territoire Libre.

2. A la demande de la Tchécoslovaquie et de la Confédération helvétique, le Territoire Libre ouvrira des registres maritimes spéciaux pour les navires et bâtiments tchécoslovaques et helvétiques. Après la conclusion du Traité de Paix avec la Hongrie et du traité rétablissant l'indépendance de l'Autriche respectivement, le Territoire Libre ouvrira, dans les mêmes conditions, des registres maritimes spéciaux pour les navires et bâtiments hongrois et autrichiens. Les navires et bâtiments inscrits dans ces registres battent pavillon de leurs pays respectifs.

3. En donnant effet aux dispositions ci-dessus, et sous réserve de toute convention internationale qui viendrait à être conclue à cet égard avec la participation du Gouvernement du Territoire Libre, celui-ci pourra établir telles conditions concernant l'immatriculation, le maintien sur les registres ou la radiation, qui empêcheront tous abus auxquels donneraient lieu les facilités ainsi accordées. En ce qui concerne, notamment, les navires et bâtiments immatriculés conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'immatriculation sera limitée aux navires et bâtiments gérés du Territoire Libre et servant régulièrement les besoins ou les intérêts du Territoire. Dans le cas des navires et bâtiments immatriculés conformément au paragraphe 2 ci-dessus, l'immatriculation sera limitée aux navires et bâtiments ayant Trieste pour port d'attache et servant d'une manière régulière et permanente les besoins de leurs pays respectifs par le port de Trieste.

Article 34. Port Franc

Il sera créé, dans le Territoire Libre, un port franc qui sera administré conformément aux dispositions d'un Instrument international établi par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et approuvé par le Conseil de Sécurité. Le texte de cet Instrument figure en annexe au présent Traité (annexe VIII). Le Gouvernement du Territoire Libre mettra en vigueur la législation nécessaire et prendra toutes mesures utiles pour donner effet aux dispositions de cet Instrument.

Article 35. Liberté de Transit

La liberté de transit sera assurée conformément aux conventions internationales usuelles par le Territoire Libre et les Etats par les territoires

desquels s'effectue le transit, aux marchandises transportées par chemin de fer entre le Port Franc et les Etats qu'il dessert, sans aucune discrimination et sans droits de douane, ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

Article 36. Interprétation du Statut

Exception faite des cas pour lesquels une autre procédure est expressément prévue par un article du présent Statut, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du Statut qui n'a pas été réglé par voie de négociations directes, sera, à moins que les parties ne conviennent entre elles d'un autre mode de règlement, soumis, à la demande de l'une ou l'autre des parties, à une commission composée d'un représentant de chacune des parties et d'un tiers membre, choisi d'un commun accord par les deux parties parmi les ressortissants d'un pays tiers. A défaut d'accord dans le délai d'un mois entre les deux parties au sujet de la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre partie pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à cette désignation. La décision de la majorité des membres de la commission sera considérée comme décision de la commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 37. Modification du Statut

Le présent Statut constitue le Statut Permanent du Territoire Libre, sous réserve de toute modification que le Conseil de Sécurité pourra y apporter ultérieurement. L'Assemblée populaire pourra, à la suite d'un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, adresser des pétitions au Conseil de Sécurité en vue de la modification du Statut.

Article 38. Entrée en vigueur du Statut

Le présent Statut entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

ANNEXE VII

Instrument relatif au régime provisoire
du Territoire Libre de Trieste
(voir article 21)

Les dispositions du présent Instrument s'appliqueront à l'administration du Territoire Libre de Trieste en attendant la mise en application du Statut Permanent.

Article 1

Le Gouverneur entrera en fonctions dans le Territoire Libre le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Traité de Paix. Jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouverneur, le Territoire Libre continuera d'être administré par les Commandements militaires alliés agissant chacun dans leur zone respective.

Article 2

Dès son entrée en fonctions dans le Territoire Libre, le Gouverneur aura le pouvoir de constituer un Conseil Provisoire de Gouvernement dont il choisira les membres, après consultation des Gouvernements yougoslave et italien, parmi des personnes domiciliées dans le Territoire Libre. Le Gouverneur aura le droit de modifier la composition du Conseil Provisoire de Gouvernement chaque fois qu'il le jugera nécessaire. Le Gouverneur et le Conseil Provisoire de Gouvernement exerceront leurs fonctions de la manière prescrite par les dispositions du Statut Permanent, à mesure que ces dispositions s'avéreront applicables et pour autant que celles du présent Instrument ne s'y substituent pas. De la même façon, toutes les autres dispositions du Statut Permanent seront applicables pendant la durée du régime provisoire, à mesure que ces dispositions s'avéreront applicables et pour autant que celles du présent Instrument ne s'y substituent pas.

Dans ses actes, le Gouverneur sera guidé surtout par le souci des besoins et du bien-être de la population.

Article 3

Le siège du Gouvernement sera établi à Trieste. Le Gouverneur adressera ses rapports directement au Président du Conseil de Sécurité et, par son entremise, fournira au Conseil tous renseignements nécessaires sur l'administration du Territoire Libre.

Article 4

Le premier devoir du Gouverneur sera de veiller au maintien de l'ordre public et de la sécurité. Il nommera, à titre provisoire, un Directeur de la Sûreté qui réorganisera et dirigera les forces de police et les services de Sûreté.

Article 5

a) Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, l'effectif des troupes

stationnées dans le Territoire Libre ne dépassera pas 5.000 hommes pour le Royaume-Uni, 5.000 hommes pour les Etats-Unis d'Amérique et 5.000 hommes pour la Yougoslavie.

b) Ces troupes seront mises à la disposition du Gouverneur pendant une période de quatre vingt dix jours à partir de son entrée en fonctions dans le Territoire Libre. Dès la fin de cette période, ces troupes cesseront d'être à la disposition du Gouverneur et seront retirées du Territoire dans un délai complémentaire de quarante cinq jours, à moins que le Gouverneur n'avise le Conseil de Sécurité qu'il estime nécessaire, dans l'intérêt du Territoire, de maintenir ces troupes, en totalité ou en partie. Dans cette dernière hypothèse, les troupes requises par le Gouverneur seront maintenues pendant quarante cinq jours au plus, après que le Gouverneur aura avisé le Conseil de Sécurité que l'ordre intérieur dans le Territoire peut être assuré par les Services de Sûreté sans l'aide de troupes étrangères.

c) Les opérations de retrait prévues au paragraphe b) devront s'effectuer de manière à maintenir autant que possible la proportion prévue au paragraphe a) entre les troupes des trois Puissances intéressées.

Article 6

Le Gouverneur aura le droit, à tout moment, de demander de l'aide aux Commandants en chef de ces contingents et cette aide lui sera donnée sans délai. Dans tous les cas où ce sera possible, le Gouverneur consultera les Commandants militaires intéressés avant de donner ses instructions, mais il ne s'immiscera pas dans les dispositions d'ordre militaire prises à l'égard des forces armées dans l'exécution de ses instructions. Chaque Commandant en chef a le droit de communiquer, par rapport, à son Gouvernement les instructions qu'il aura reçues du Gouverneur, et il informera le Gouverneur du contenu de ces rapports. Le Gouvernement intéressé aura le droit de refuser que ses troupes participent à l'opération en question et il informera le Conseil de Sécurité de son refus.

Article 7

Les dispositions nécessaires relatives aux lieux de stationnement, à l'administration et à l'approvisionnement des contingents militaires fournis par le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et la Yougoslavie, seront fixées par accord entre le Gouverneur et les Commandants en chef de ces contingents.

Article 8

Le Gouverneur sera chargé d'organiser, en consultation avec le Conseil Provisoire de Gouvernement, l'élection des membres de l'Assemblée Constituante dans les conditions prescrites par le Statut pour les élections à l'Assemblée Populaire.

Les élections auront lieu, au plus tard, quatre mois après l'entrée en fonctions du Gouverneur. Dans le cas où il serait techniquement impossible de procéder aux élections dans ce délai, le Gouverneur en référera au Conseil de Sécurité.

Article 9

Le Gouverneur établira le budget provisoire ainsi que les programmes provisoires d'exportations et d'importations, en consultation avec le Conseil Provisoire de Gouvernement et il s'assurera que les dispositions appropriées sont prises par le Conseil Provisoire de Gouvernement pour la gestion des finances du Territoire Libre.

Article 10

Les lois et règlements existants resteront en vigueur, à moins qu'ils ne soient abrogés ou que leur application ne soit suspendue par le Gouverneur, et jusqu'à ce qu'ils le soient. Le Gouverneur aura le droit de modifier les lois et règlements existants ainsi que d'édicter de nouvelles lois et de nouveaux règlements, en accord avec la majorité du Conseil Provisoire de Gouvernement. Ces lois et règlements modifiés, ces nouvelles lois et ces nouveaux règlements ainsi que les actes du Gouverneur abrogeant les lois et règlements ou suspendant leur application seront valables à moins qu'ils ne soient modifiés, rapportés ou remplacés par des décisions de l'Assemblée Populaire ou du Conseil de Gouvernement, agissant dans leurs domaines respectifs après l'entrée en vigueur de la Constitution, et jusqu'à ce qu'ils le soient.

Article 11

Jusqu'à l'établissement d'un régime monétaire séparé pour le Territoire Libre, la lire italienne continuera d'être la monnaie légale dans le Territoire Libre. Le Gouvernement italien fournira au Territoire Libre les moyens de change étranger et les instruments monétaires qui lui sont nécessaires, dans des conditions qui ne seront pas moins favorables que celles qui sont appliquées en Italie.

L'Italie et le Territoire Libre concluront un accord pour donner effet aux dispositions ci-dessus et pour prévoir tout règlement qui pourrait être nécessaire entre les deux Gouvernements.

ANNEXE VIII

Instrument relatif au Port Franc de Trieste

(voir article 21)

Article 1

1. Pour garantir que le commerce international ainsi que la Yougoslavie, l'Italie et les Etats d'Europe centrale puissent utiliser, dans des conditions d'égalité, le port et les facilités de transit de Trieste, selon les coutumes en usage dans les autres ports francs du monde:

a) il sera créé dans le Territoire Libre de Trieste, un port franc de douanes, dont les limites sont fixées par les dispositions de l'article 3 du présent Instrument ou seront établies conformément auxdites dispositions;

b) les marchandises passant par le Port Franc de Trieste bénéficieront de la liberté de transit dans les conditions prévues à l'article 16 du présent Instrument.

2. Le régime international du Port Franc sera déterminé par les dispositions du présent Instrument.

Article 2

1. Le Port Franc sera constitué en établissement public du Territoire Libre et administré comme tel. Il aura la pleine capacité d'une personne morale et fonctionnera conformément aux dispositions du présent Instrument.

2. Tous les biens italiens d'Etat et parastataux, se trouvant dans les limites du Port Franc, qui, aux termes du présent Traité seront acquis par le Territoire Libre, seront transférés sans paiement au Port Franc.

Article 3

1. La zone du Port Franc comprendra la superficie et les installations des zones franches du port de Trieste dans leurs limites de 1939.

2. La création dans le Port Franc de zones spéciales relevant de la

juridiction exclusive d'un Etat, quel qu'il soit, est incompatible avec le statut du Territoire Libre et celui du Port Franc.

3. Toutefois, en vue de satisfaire les besoins particuliers de la navigation yougoslave et italienne dans l'Adriatique, le Directeur du Port Franc, à la demande des Gouvernements yougoslave ou italien, et sur avis conforme de la Commission Internationale prévue à l'article 21, pourra réserver aux navires de commerce battant pavillon de l'un ou l'autre de ces deux Etats l'usage exclusif de postes à quai dans certaines parties de la zone du Port Franc.

4. Dans le cas où il serait nécessaire d'agrandir la zone du Port Franc, cet agrandissement pourra être effectué, sur proposition du Directeur du Port Franc, par décision du Conseil de Gouvernement, d'accord avec l'Assemblée populaire.

Article 4

Sauf dispositions contraires du présent Instrument, les lois et règlements en vigueur dans le Territoire Libre seront applicables aux personnes et aux biens dans les limites du Port Franc, et les autorités chargées de leur application dans le Territoire Libre exerceront leurs fonctions dans lesdites limites.

Article 5

1. Les navires de commerce et les marchandises de tous pays jouiront sans restriction du droit d'accès au Port Franc pour chargement et déchargement, tant en ce qui concerne les marchandises en transit que les marchandises à destination ou en provenance du Territoire Libre.

2. Les autorités du Territoire Libre ne percevront sur ces marchandises, à l'occasion de leur importation, de leur exportation ou de leur transit par le Port Franc, ni droits de douane ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

3. Toutefois, en ce qui concerne les marchandises importées par le Port Franc aux fins de consommation dans les limites du Territoire Libre ou exportées de ce Territoire par le Port Franc, les lois et règlements en vigueur en la matière dans le Territoire Libre seront appliqués.

Article 6

L'entreposage, l'emmagasinage, l'examen, le triage, l'emballage et le réemballage, et les activités similaires qui ont été exercées de façon cou-

tumière dans les zones franches du port de Trieste, seront autorisées dans le Port Franc conformément à la réglementation générale établie par le Directeur du Port Franc.

Article 7

1. Le Directeur du Port Franc pourra également autoriser le traitement primaire des marchandises dans les limites du Port Franc.

2. Les autres activités industrielles seront autorisées dans les limites du Port Franc pour les entreprises qui existaient dans les zones franches du port de Trieste avant l'entrée en vigueur du présent Instrument. Le Conseil de Gouvernement pourra, sur la proposition du Directeur du Port Franc, permettre l'installation de nouvelles entreprises industrielles dans les limites du Port Franc.

Article 8

Les autorités du Territoire Libre seront autorisées à procéder à des inspections à l'intérieur du Port Franc, dans la mesure qui leur sera nécessaire pour faire respecter les règlements douaniers ou autres établis dans le Territoire Libre en vue d'empêcher la contrebande.

Article 9

1. Il appartiendra aux autorités du Territoire Libre de fixer et de percevoir les droits de port dans le Port Franc.

2. Le Directeur du Port Franc fixera le montant de toutes les redevances afférentes à l'utilisation des installations et des services du Port Franc. Ces redevances devront être raisonnables et correspondre aux frais d'exploitation, d'administration, d'entretien et de développement du Port Franc.

Article 10

Il ne sera admis, pour la fixation et la perception dans le Port Franc du montant des droits de port et des autres redevances prévues à l'article 9, ainsi que pour la fourniture des services et l'utilisation des installations du Port Franc, aucune mesure discriminatoire fondée sur la nationalité des navires, la propriété des marchandises ou sur tout autre motif.

Article 11

La circulation de toutes personnes à l'entrée et à la sortie de la zone du Port Franc sera soumise à telle réglementation qui sera établie par les

autorités du Territoire Libre. Toutefois cette réglementation sera établie de manière à ne pas gêner indûment la circulation à l'entrée et à la sortie du Port Franc des personnes, quelle que soit leur nationalité, qui exercent dans la zone du Port Franc une activité légitime.

Article 12

Les règlements généraux et spéciaux en vigueur dans le Port Franc, ainsi que les barèmes des redevances à percevoir dans le Port Franc, devront être rendus publics.

Article 13

La navigation côtière et le cabotage intérieur dans les limites du Territoire Libre seront régis par la réglementation édictée par les autorités du Territoire Libre, les dispositions du présent Instrument étant considérées comme n'imposant à ces autorités aucune restriction à cet égard.

Article 14

Les mesures de protection sanitaire ainsi que les dispositions relatives à la lutte contre les maladies des animaux et des végétaux, en ce qui concerne les navires et les cargaisons, seront appliquées dans les limites du Port Franc par les autorités du Territoire Libre.

Article 15

Les autorités du Territoire Libre seront tenues de fournir au Port Franc l'eau, le gaz, la lumière et l'énergie électriques, les communications, les installations d'assainissement et autres services publics, ainsi que d'y assurer la police et la protection contre l'incendie.

Article 16

1. La liberté de transit sera assurée, conformément aux conventions internationales usuelles, par le Territoire Libre et les Etats, par le territoire desquels s'effectue le transit, aux marchandises transportées par chemin de fer entre le Port Franc et les Etats qu'il dessert, sans aucune discrimination et sans droits de douane ni taxes autres que celles qui seraient perçues à l'occasion de services rendus.

2. Le Territoire Libre et les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument et sur le territoire desquels ce trafic se fait en transit dans l'une ou l'autre direction, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter à tous égards et dans toute la mesure possible la rapidité

et la bonne marche de ce trafic à un prix raisonnable; ils n'adopteront, à l'égard du mouvement des marchandises à destination et en provenance du Port Franc, aucune mesure discriminatoire en matière de tarifs, de services et de règlements douaniers, sanitaires, de police ou autres.

3. Les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument ne prendront aucune mesure réglementaire ou tarifaire qui détournerait artificiellement le trafic du Port Franc au profit d'autres ports maritimes. Les mesures prises par le Gouvernement yougoslave en vue d'aménager le trafic vers les ports de la Yougoslavie méridionale ne seront pas considérées comme des mesures visant à détourner artificiellement le trafic.

Article 17

Le Territoire Libre et les Etats qui assument les obligations résultant du présent Instrument accorderont dans leurs territoires respectifs et sur une base de non-discrimination, la liberté des communications postales, télégraphiques et téléphoniques, conformément aux conventions internationales usuelles, entre la zone du Port Franc et tout pays, pour toute communication en provenance ou à destination de la zone du Port Franc.

Article 18

1. Le Port Franc sera administré par le Directeur du Port Franc qui le représentera en tant que personne morale. Le Conseil de Gouvernement présentera au Gouverneur une liste de candidats qualifiés pour le poste de Directeur du Port Franc. Le Gouverneur nommera le Directeur en le choisissant parmi les candidats qui lui ont été présentés, après consultation du Conseil de Gouvernement. En cas de désaccord, la question sera soumise au Conseil de Sécurité. Le Gouverneur pourra également révoquer le Directeur sur recommandation de la Commission Internationale ou du Conseil de Gouvernement.

2. Le Directeur ne devra être ressortissant ni de la Yougoslavie, ni de l'Italie.

3. Tous les autres agents du Port Franc seront nommés par le Directeur. Pour toutes les nominations d'agents, la préférence devra être donnée aux ressortissants du Territoire Libre.

Article 19

Le Directeur du Port Franc, sous réserve des dispositions du présent

Instrument, prendra toutes mesures raisonnables et nécessaires pour administrer, exploiter, entretenir et développer le Port Franc et en faire un port fonctionnant de façon satisfaisante et apte à faire face rapidement à tout le trafic. En particulier, il sera responsable de l'exécution des travaux portuaires de toute nature dans le Port Franc, il dirigera l'exploitation des installations portuaires et du reste de l'équipement du port, il fixera, conformément aux lois du Territoire Libre, les conditions de travail dans le Port Franc et il contrôlera également l'exécution dans le Port Franc des ordres et règlements des autorités du Territoire Libre relatifs à la navigation.

Article 20

1. Le Directeur du Port Franc édictera tels règlements généraux et spéciaux qu'il jugera nécessaires dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues aux termes de l'article précédent.

2. Il établira le budget autonome du Port Franc; ce budget sera approuvé et géré conformément à la législation qui sera établie par l'Assemblée populaire du Territoire Libre.

3. Le Directeur du Port Franc présentera un rapport annuel sur le fonctionnement du Port Franc au Gouverneur et au Conseil de Gouvernement du Territoire Libre. Une copie de ce rapport sera transmise à la Commission Internationale.

Article 21

1. Il sera créé une Commission Internationale du Port Franc, ci-après dénommée "la Commission Internationale," composée d'un représentant du Territoire Libre et de chacun des Etats suivants: Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques Soviétiques Socialistes, République Fédérative Populaire de Yougoslavie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Suisse, Autriche, Hongrie, à condition que l'Etat en question ait assumé les obligations résultant du présent Instrument.

2. Le représentant du Territoire Libre sera président permanent de la Commission Internationale. En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

Article 22

La Commission Internationale aura son siège dans les limites du Port Franc. Ses locaux et ses activités ne relèveront de la juridiction d'aucune autorité locale. Les membres et les fonctionnaires de la Commission Inter-

nationale bénéficieront, dans le Territoire Libre, de tels privilèges et immunités qui seront nécessaires au libre exercice de leurs fonctions. La Commission Internationale organisera son secrétariat, décidera de sa procédure et établira son budget. Les dépenses communes de la Commission Internationale seront réparties équitablement entre les Etats qui y sont représentés selon les proportions acceptées par eux en Commission Internationale.

Article 23

La Commission Internationale aura le droit de procéder à des enquêtes et à des études sur toutes questions concernant l'exploitation, l'utilisation et l'administration du Port Franc ou les aspects techniques du transit entre le Port Franc et les Etats qu'il dessert, y compris l'unification des méthodes suivies pour assurer le trafic. La Commission Internationale agira soit de sa propre initiative, soit lorsque de telles questions auront été portées à son attention par tout Etat ou par le Territoire Libre ou par le Directeur du Port Franc. La Commission Internationale fera connaître son sentiment ou ses recommandations sur ces questions à l'Etat ou aux Etats intéressés, ou au Territoire Libre, ou au Directeur du Port Franc. Ces recommandations seront examinées et les mesures nécessaires seront prises. Toutefois, si le Territoire Libre ou l'Etat ou les Etats intéressés considèrent que ces mesures seraient incompatibles avec les dispositions du présent Instrument, la question pourra, à la demande du Territoire Libre ou de l'un quelconque des Etats intéressés, être réglée selon la procédure prévue à l'article 24.

Article 24

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Instrument, qui ne sera pas réglé par voie de négociations directes, devra, à moins que les parties conviennent entre elles d'un autre mode de règlement, être soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à une commission composée d'un représentant de chacune des parties et d'un tiers membre choisi par accord entre les deux parties parmi des ressortissants de pays tiers. Si, dans le délai d'un mois, les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la désignation du tiers membre, l'une ou l'autre des parties pourra demander au Secrétaire Général des Nations Unies de procéder à sa nomination. La décision de la majorité des membres sera considérée comme décision de la Commission et acceptée par les parties comme définitive et obligatoire.

Article 25

Des propositions d'amendements au présent Instrument pourront être présentées au Conseil de Sécurité par le Conseil de Gouvernement du Territoire Libre ou par trois au moins des Etats représentés à la Commission Internationale. Tout amendement approuvé par le Conseil de Sécurité prendra effet à la date fixée par celui-ci.

Article 26

Aux fins du présent Instrument, un Etat sera considéré comme ayant assumé les obligations résultant dudit Instrument s'il est partie au Traité de Paix avec l'Italie ou s'il a notifié au Gouvernement de la République Française qu'il assumait ces obligations.

ANNEXE IX

Dispositions techniques relatives au Territoire Libre de Trieste (voir article 21)

A. Alimentation en eau de la région nord-ouest de l'Istrie

La Yougoslavie continuera à alimenter la région du nord-ouest de l'Istrie qui est située à l'intérieur des frontières du Territoire Libre de Trieste, en eau provenant de la source de San Giovanni de Pinguente au moyen du système d'alimentation en eau du Quieto, et en eau provenant de la source de Santa Maria del Risano au moyen du système d'alimentation en eau du Risano, sans que les quantités d'eau fournies puissent dépasser sensiblement celles qui étaient normalement mises à la disposition de la région; cette eau sera fournie selon le volume et le débit que le Territoire Libre pourra demander, en restant toutefois dans les limites imposées par les conditions naturelles. La Yougoslavie assurera l'entretien des canalisations d'eau, des réservoirs, des pompes, des dispositifs d'épuration et des autres installations se trouvant en territoire yougoslave, qui pourrait être nécessaire pour satisfaire à cette obligation. Une dérogation temporaire aux obligations précitées devra être accordée à la Yougoslavie pour lui permettre d'effectuer les réparations nécessaires aux installations d'alimentation en eau endommagées du fait de la guerre. Le Territoire Libre paiera, pour

l'eau ainsi fournie, un prix raisonnable représentant sa participation, évaluée proportionnellement selon la quantité d'eau consommée dans le Territoire Libre, au montant total des frais d'exploitation et d'entretien des systèmes d'alimentation en eau du Quieto et du Risano. Au cas où le Territoire Libre aurait besoin à l'avenir de fournitures supplémentaires d'eau, la Yougoslavie s'engage à étudier la question avec les autorités du Territoire Libre et à prendre en accord avec elles telles mesures raisonnables qui seront nécessaires pour satisfaire à ces besoins.

B. Fourniture du courant électrique

1. La Yougoslavie et l'Italie maintiendront l'alimentation actuelle en courant électrique du Territoire Libre de Trieste en fournissant à ce Territoire l'électricité en des quantités et à une cadence correspondant à ses besoins. Les quantités de courant fournies ne devront pas nécessairement, au début, dépasser sensiblement celles qui étaient normalement mises à la disposition de la région englobée dans le Territoire Libre, mais l'Italie et la Yougoslavie fourniront, à la demande du Territoire Libre, des quantités de courant qui iront en augmentant avec ses besoins, à condition que toute demande dépassant 20% de la quantité fournie normalement au Territoire Libre par les différentes sources d'alimentation en courant fasse l'objet d'un accord entre les Gouvernements intéressés.

2. Le prix que facturera la Yougoslavie ou l'Italie et que paiera le Territoire Libre pour le courant électrique qui lui sera fourni ne sera pas supérieur au prix compté en Yougoslavie ou en Italie pour la fourniture de quantités analogues d'électricité d'origine hydraulique produite par les mêmes sources de courant situées en territoire yougoslave ou italien.

3. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre échangeront, de façon permanente, les renseignements relatifs au débit et à l'importance des réserves d'eau ainsi qu'à la production du courant électrique intéressant les centrales qui alimentent l'ancien district italien de la Vénétie Julienne, afin que chacune des trois parties soit en mesure de fixer ses besoins.

4. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre maintiendront en bon état de marche toutes les centrales électriques, lignes de transport de force, sous-stations et autres installations nécessaires pour assurer l'alimentation continue de l'ancien district italien de la Vénétie Julienne en courant électrique.

5. La Yougoslavie devra garantir que les installations de production d'énergie actuelles et futures de l'Isonzo (Soca) seront exploitées de telle sorte que les quantités d'eau dont l'Italie pourra avoir besoin périodiquement pour irriguer la région comprise entre Gorizia et la côte de l'Adriatique au sud-ouest de cette ville, puissent être prélevées dans l'Isonzo (Soca). L'Italie ne pourra pas revendiquer le droit d'utiliser l'eau de l'Isonzo (Soca) en plus grande quantité ou dans des conditions plus favorables qu'elle ne le faisait habituellement dans le passé.

6. La Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre devront négocier en commun une convention acceptable pour toutes les parties et conforme aux dispositions ci-dessus, en vue du maintien de l'exploitation du réseau électrique qui dessert l'ancien district italien de la Vénétie Julienne. Une commission mixte dans laquelle les trois Gouvernements seront représentés sur un pied d'égalité sera instituée pour surveiller l'exécution des obligations découlant des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus.

7. A l'expiration d'une période de dix ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, la Yougoslavie, l'Italie et le Territoire Libre soumettront à un nouvel examen les dispositions qui précèdent, en tenant compte des conditions qui existeront à ce moment, en vue de déterminer celles des obligations ci-dessus qui, le cas échéant, ne seraient plus nécessaires et y apporteront telles modifications, suppressions ou adjonctions dont les parties intéressées pourront convenir. Tous différends qui pourront s'élever à la suite de ce nouvel examen, seront réglés selon la procédure indiquée à l'article 87 du présent Traité.

C. Dispositions tendant à faciliter les échanges frontaliers

Dans le mois qui suivra l'entrée en vigueur du présent Traité, des négociations seront engagées entre la Yougoslavie et le Territoire Libre de Trieste, ainsi qu'entre l'Italie et le Territoire Libre de Trieste en vue de conclure des arrangements tendant à faciliter le mouvement, d'un côté à l'autre des frontières, entre le Territoire Libre et les régions limitrophes yougoslaves et italiennes, des denrées alimentaires et des marchandises d'autres catégories qui ont fait normalement l'objet d'échanges locaux entre ces régions, à condition qu'il s'agisse de denrées ou de marchandises récoltées, produites ou manufacturées dans les territoires respectifs. Ces échanges pourront être facilités par des mesures appropriées, notamment en exemptant

de droits et redevances de douanes et de toutes taxes à l'exportation ou à l'importation les produits en question, à concurrence de quantités ou de valeurs fixées d'un commun accord lorsque lesdits échanges ont un caractère local.

ANNEXE X

Dispositions économiques et financières concernant le Territoire Libre de Trieste

1. Le Territoire Libre de Trieste recevra, sans paiement, les biens italiens d'Etat ou parastataux situés dans le Territoire Libre.

Au sens de la présente annexe, sont considérés comme biens d'Etat ou parastataux: les biens et propriétés de l'Etat italien, des collectivités publiques locales, des établissements publics et des sociétés et associations qui sont propriété publique ainsi que les biens et propriétés ayant appartenu au parti fasciste ou à des organisations auxiliaires de ce parti.

2. Tous les transferts de biens italiens d'Etat ou de biens italiens parastataux au sens du paragraphe 1 ci-dessus qui ont été effectués après le 3 septembre 1943, seront considérés comme nuls et nonavenus. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux opérations légales correspondant à l'activité courante des organismes d'Etat ou parastataux, dans la mesure où il s'agit de la vente, dans des conditions normales, de marchandises que ces organismes produisent ou vendent habituellement en exécution d'arrangements commerciaux normaux ou dans le cours normal d'activités administratives de caractère public.

3. Les câbles sous-marins appartenant à l'Etat italien ou à des organisations parastatales italiennes tomberont sous le coup des dispositions du paragraphe 1, pour ce qui concerne les installations terminales et les parties des câbles se trouvant dans les eaux territoriales du Territoire Libre.

4. L'Italie remettra au Territoire Libre toutes les archives et tous les documents appropriés présentant un caractère administratif ou un intérêt historique, qui se rapportent au Territoire Libre ou à des biens transférés en exécution du paragraphe 1 de la présente annexe. Le Territoire Libre remettra à la Yougoslavie tous les documents présentant le même caractère ou le même intérêt qui se rapportent au territoire cédé à la Yougoslavie en

exécution du présent Traité, et il remettra à l'Italie tous les documents de même caractère ou intérêt, qui se rapportent au territoire italien et qui peuvent se trouver dans le Territoire Libre.

La Yougoslavie se déclare prête à remettre au Territoire Libre toutes les archives et tous les documents de caractère administratif se rapportant à l'administration du Territoire Libre et nécessaires à cette seule fin, de la nature de ceux qui étaient habituellement détenus avant le 3 septembre 1943 par les autorités locales de la juridiction desquelles relevait la région qui fait maintenant partie du Territoire Libre.

5. Le Territoire Libre ne sera tenu de fournir aucune contribution pour le service de la Dette publique italienne, mais il devra assumer les obligations de l'Etat italien à l'égard des porteurs de titres de cette Dette qui seront soit des personnes physiques qui maintiendront leur résidence dans le Territoire Libre soit des personnes morales qui y conserveront leur siège social ou leur principal établissement, pour autant que ces obligations correspondront à la partie de cette Dette dont les titres ont été émis avant le 10 juin 1940 et qui est imputable à des travaux publics et des services administratifs civils dont ledit Territoire a bénéficié mais qui n'est imputable ni directement ni indirectement à des buts militaires.

Toutes justifications pourront être demandées aux porteurs sur l'origine de ces titres.

L'Italie et le Territoire Libre détermineront, par des arrangements, la partie de la Dette publique italienne qui est visée dans le présent paragraphe et les méthodes à appliquer pour l'exécution de ces dispositions.

6. Le régime futur des dettes extérieures gagées par des privilèges grevant les biens ou revenus du Territoire Libre sera déterminé par de nouveaux accords qui seront conclus par les parties intéressées.

7. L'Italie et le Territoire Libre régleront par des arrangements spéciaux les conditions dans lesquelles seront transférées à des organisations analogues du Territoire Libre les obligations des organisations d'assurances sociales italiennes publiques ou privées à l'égard des habitants du Territoire Libre, ainsi qu'une part proportionnelle des réserves accumulées par lesdites organisations.

Des arrangements analogues conclus entre le Territoire libre et l'Italie ainsi qu'entre le Territoire libre et la Yougoslavie, régleront également les

obligations des organisations d'assurances sociales publiques ou privées dont le siège social est situé dans le Territoire Libre, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants résidant respectivement en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie en exécution du présent Traité.

Le Territoire Libre et la Yougoslavie régleront également par des arrangements analogues les obligations des organisations d'assurances sociales publiques ou privées dont le siège social est situé dans le territoire cédé à la Yougoslavie en exécution du présent Traité, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants qui résident dans le Territoire Libre.

8. L'Italie restera tenue d'assurer le paiement des pensions civiles ou militaires acquises à la date d'entrée en vigueur du présent Traité au service de l'Etat italien ou de collectivités publiques italiennes, municipales ou locales, par des personnes qui reçoivent la citoyenneté du Territoire Libre en vertu du présent Traité; cette obligation s'étend aux droits à pension non encore échus. L'Italie et le Territoire Libre régleront par des arrangements les conditions dans lesquelles cette obligation sera remplie.

9. Les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens qui ont établi leur domicile dans le Territoire Libre après le 10 juin 1940 et ceux des personnes qui optent pour la nationalité italienne en vertu des dispositions du Statut du Territoire Libre de Trieste seront, pendant une période de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, respectés dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants du Territoire Libre en général, à condition qu'ils aient été légalement acquis.

Les biens, droits et intérêts des autres ressortissants italiens et ceux des personnes morales, de nationalité italienne, qui sont situés dans le Territoire Libre, pourvu qu'ils aient été légalement acquis, ne seront soumis qu'à telles dispositions législatives qui pourront être éventuellement appliquées d'une manière générale aux biens des personnes physiques et morales de nationalité étrangère.

10. Les personnes qui opteront pour la nationalité italienne et qui établiront leur résidence en Italie seront autorisées, après acquittement des dettes ou impositions dont elles pourraient être redevables dans le Territoire Libre, à emporter avec elles leurs biens meubles et à transférer les fonds qu'elles possèdent, à condition que ces biens et ces fonds aient été légalement acquis. Le transfert des biens ne sera frappé d'aucun droit d'exportation

ou d'importation. Ces personnes seront autorisées en outre à vendre leurs biens meubles et immeubles dans les mêmes conditions que les ressortissants du Territoire Libre.

Le transfert des biens en Italie s'effectuera à des conditions qui ne seront pas en contradiction avec la Constitution du Territoire Libre et d'une manière qui sera fixée par accord entre l'Italie et le Territoire Libre. Les conditions et délais dans lesquels s'effectuera le transfert des fonds, y compris le produit des ventes, seront également fixés par accord.

11. Les biens, droits et intérêts existant en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité qui appartenaient à d'anciens ressortissants italiens résidant dans le Territoire Libre et devenus ressortissants du Territoire Libre en vertu du présent Traité, seront respectés par l'Italie, dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens d'une façon générale, pendant une période de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Ces personnes seront autorisées à effectuer le transfert et la liquidation de leurs biens, droits et intérêts dans les conditions prévues au paragraphe 10 ci-dessus.

12. Les sociétés constituées conformément à la législation italienne et dont le siège social est situé dans le Territoire Libre, qui désirent transférer leur siège social en Italie ou en Yougoslavie, devront également être traitées conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la présente annexe, à condition que plus de cinquante pour cent du capital de la société appartienne à des personnes résidant normalement en dehors du Territoire Libre ou à des personnes qui transfèrent leur domicile en Italie ou en Yougoslavie.

13. Les dettes des personnes résidant en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie envers des personnes résidant dans le Territoire Libre ou celles des personnes résidant dans le Territoire Libre envers des personnes résidant en Italie ou sur un territoire cédé à la Yougoslavie, ne seront pas affectées par la cession. L'Italie, la Yougoslavie, et le Territoire Libre s'engagent à faciliter le règlement de ces obligations. Aux fins du présent paragraphe, le terme "personnes" s'applique aux personnes morales.

14. Les biens situés dans le Territoire Libre appartenant à l'une quelconque des Nations Unies ou à ses ressortissants qui n'auraient pas encore été libérés du séquestre ou des mesures de contrôle auxquels ils ont été

soumis par l'Italie, ni restitués à leur propriétaires, seront restitués dans l'état où ils se trouvent actuellement.

15. L'Italie restituera les biens qui ont été illégalement enlevés du Territoire Libre après le 3 septembre 1943 et emportés en Italie. L'exécution de cette obligation sera régie par les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 75, sauf en ce qui concerne les biens faisant l'objet d'autres dispositions de la présente annexe.

Les dispositions des paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'article 75, s'appliqueront à la restitution par le Territoire Libre des biens enlevés, pendant la guerre, du territoire de l'une quelconque des Nations Unies.

16. L'Italie restituera au Territoire Libre, dans le plus bref délai possible, tous navires détenus par l'Etat ou par des ressortissants italiens, qui, au 3 septembre 1943, appartenaient soit à des personnes physiques résidant dans le Territoire Libre et qui acquièrent la citoyenneté du Territoire Libre en vertu du présent Traité, soit à des personnes morales de nationalité italienne qui ont et conserveront leur siège social dans le Territoire Libre, exception faite des navires qui ont fait l'objet d'une vente effectuée de bonne foi.

17. Des accords seront conclus entre l'Italie et le Territoire Libre, ainsi qu'entre la Yougoslavie et le Territoire Libre, en vue de répartir d'une manière juste et équitable les biens de toute collectivité publique locale existante dont le territoire se trouve divisé par une frontière établie en vertu du présent Traité, et en vue d'assurer le maintien au profit des habitants de ceux des services communaux qui ne sont pas expressément visés par d'autres dispositions du Traité.

Des accords analogues seront conclus pour répartir d'une manière juste et équitable le matériel roulant et autre matériel de chemin de fer, ainsi que l'outillage des bassins et des ports et les bateaux affectés à leur service; des accords régleront également toutes autres questions d'ordre économique en suspens qui ne sont pas visées par la présente annexe.

18. Les citoyens du Territoire Libre continueront, en dépit du transfert de souveraineté et de tout changement de nationalité qui en résultera, de jouir de tous les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique en Italie auxquels ils pouvaient prétendre sous le régime de la législation en vigueur en Italie lors du transfert.

Le Territoire Libre reconnaîtra les droits de propriété industrielle, littéraire et artistique qui existaient dans le Territoire Libre sous le régime des lois italiennes en vigueur au moment du transfert, ou qui devront être rétablis ou restitués conformément à la partie A de l'annexe XV du présent Traité, et il donnera effet à ces droits. Lesdits droits resteront en vigueur dans le Territoire Libre pendant la période durant laquelle ils seraient restés en vigueur sous le régime des lois italiennes.

19. Tout différend qui pourra s'élever à propos de l'exécution des dispositions de la présente annexe, sera réglé de la manière prévue à l'article 83 du présent Traité.

20. Les paragraphes 1, 3 et 5 de l'article 76, l'article 77, le paragraphe 3 de l'article 78, l'article 81, la partie A de l'annexe XV, l'annexe XVI et la partie B de l'annexe XVII s'appliqueront au Territoire Libre de Trieste de la même manière qu'à l'Italie.

ANNEXE XI

Déclaration commune des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique,
de la France, du Royaume-Uni et de l'Union Soviétique au sujet
des possessions territoriales italiennes en Afrique
(voir article 23)

1. Les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes conviennent de déterminer, par une décision prise en commun, dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Italie portant la date du 10 février 1947, le sort définitif des possessions territoriales de l'Italie en Afrique, sur lesquelles l'Italie renonce à tous ses droits et titres en vertu de l'article 23 du présent Traité.

2. Les Quatre Puissances régleront le sort définitif des territoires en question et procéderont aux ajustements appropriés de leurs frontières, en tenant compte des aspirations et du bien-être des habitants, ainsi que des exigences de la paix et de la sécurité, et en prenant en considération les vues des autres Gouvernements intéressés.

3. Si les Quatre Puissances ne peuvent se mettre d'accord sur le sort de l'un quelconque de ces territoires dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Italie, la question sera soumise à l'Assemblée générale des Nations Unies pour que celle-ci fasse une recommandation à son sujet, et les Quatre Puissances conviennent d'accepter cette recommandation et de prendre les mesures appropriées pour la mettre à exécution.

4. Les Suppléants des Ministres des Affaires Etrangères poursuivront l'examen de la question du sort des anciennes colonies italiennes en vue de soumettre au Conseil des Ministres des Affaires Etrangères leurs recommandations sur la question. En outre, ils enverront des commissions d'enquête dans telle ou telle des anciennes colonies italiennes afin de leur fournir les éléments nécessaires sur cette question et d'établir quelles sont les vues des habitants.

ANNEXE XII

(voir article 56)

Les noms des bâtiments qui figurent à la présente annexe sont ceux qui étaient en usage dans la Marine italienne le 1^{er} juin 1946.

A. Liste des bâtiments que l'Italie pourra conserver

Principaux bâtiments de combat

<i>Bâtiments</i>	<i>Torpilleurs.</i>	Giuseppe Cesare Abba
<i>de ligne.</i>		Aretusa
Andrea Doria		Calliope
Caio Duilio		Giacinto Carini
<i>Croiseurs.</i>		Cassiopea
Luigi di Savoia		Clio
Duca degli Abruzzi		Nicola Fabrizi
Giuseppe Garibaldi		Ernesto Giovannini
Raimondo Montecuccoli		Libra
Luigi Cadorna		Monzambano
<i>Destroyers.</i>		Antonio Mosto
Carabiniere		Orione
Granatiere		
Grecale		
Nicoloso da Recco		

<i>Torpilleurs.</i>	Orsa	<i>Corvettes..</i>	Flora
	Rosalino Pilo		Folaga
	Sagittario		Gabbiano
	Sirio		Gru
			Ibis
<i>Corvettes..</i>	Ape		Minerva
	Baionetta		Pellicano
	Chimera		Pomona
	Cormorano		Scimittaræ
	Danaide		Sfinge
	Driade		Sibilla
	Fenice		Urania

Plus une corvette à renflouer, à terminer ou à construire.

Petits bâtiments de combat

Dragueurs de mines R.D. N^{os} 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103, 104, 105, 113, 114, 129, 131, 132, 133, 134, 148, 149 ainsi que 16 bâtiments du type YMS fournis par les Etats-Unis d'Amérique.

Vedettes VAS N^{os} 201, 204, 211, 218, 222, 224, 233, 235.

Bâtiments Auxiliaires

<i>Pétroliers</i>		<i>Bateaux-citernes.</i>	Stura
<i>d'escadre</i>	Nettuno		Tronto
	Lete		Vipacco
<i>Bateaux-citernes.</i>	Arno	<i>Remorqueurs</i>	Abbazia
	Frigido	(grands)	Asinara
	Mincio		Atlante
	Ofanto		Capraia
	Oristano		Chioggia
	Pescara		Emilio
	Po		Gagliardo
	Sesia		Gorgona
	Simeto		Licosa

<i>Remorqueurs</i>	Lilibeo	<i>Remorqueurs</i>	San Benedetto
(grands)	Linosa	(petits)	Tagliamento
	Mestre		N 1
	Piombino		N 4
	Porto Empedocle		N 5
	Porto Fossone		N 9
	Porto Pisano		N 22
	Porto Rose		N 26
	Porto Recanati		N 27
	San Pietro		N 32
	San Vito		N 47
	Ventimiglia		N 52
			N 53
<i>Remorqueurs</i>	Argentario		N 78
(petits)	Astico		N 96
	Cordevole		N 104
	Generale Pozzi		RLN 1
	Irene		RLN 3
	Passero		RLN 9
	Porto Rosso		RLN 10
	Porto Vecchio		
	San Bartolomeo		
<i>Bateau-école</i>	Amerigo Vespucci		
<i>Transports</i>	Amalia Messina		
	Montegrappa		
	Tarantola		
<i>Ravitailleur</i>	Giuseppe Miraglia		
<i>Navire-atelier</i>	Antonio Pacinotti (navire-ravitailleur de sous-marins, à transformer)		
<i>Navires hydrographes</i>	Azio (mouilleur de mines, à trans- former)		
	Cherso		
<i>Bateau pour le service des phares</i> . .	Buffoluto		
<i>Câblier</i>	Rampino		

*B. Liste des bâtiments à mettre à la disposition des
Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-
Uni et de l'Union Soviétique*

Principaux bâtiments de combat

<i>Bâtiments . . .</i>	Giulio Cesare	<i>Torpilleurs . . .</i>	Aliseo
<i>de ligne</i>	Italia		Animoso
	Vittorio Veneto		Ardimentoso
<i>Croiseurs</i>	Emmanuele Filiberto		Ariete
	Duca d'Aosta		Fortunale
	Pompeo Magno		Indomito
	Attilio Regolo	<i>Sous-marins . . .</i>	Alagi
	Eugenio di Savoia		Atropo
	Scipione Africano		Dandolo
<i>Aviso</i>	Eritrea		Giada
<i>Destroyers</i>	Artigliere		Marea
	Fuciliere		Nichelio
	Legionario		Platino
	Mitragliere		Vortice
	Alfredo Oriani		
	Augusto Riboty		
	Velite		

Petits bâtiments de combat

<i>Vedettes lance-torpilles . . .</i>	MS N ^{os} 11, 24, 31, 35, 52, 53, 54, 55, 61, 65, 72, 73, 74, 75
	MAS N ^{os} 433, 434, 510, 514, 516, 519, 520, 521, 523, 538, 540, 543, 545, 547, 562.
	ME N ^{os} 38, 40, 41.
<i>Dragueurs de mines</i>	RD N ^{os} 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29.
<i>Canonnière</i>	Illyria
<i>Vedettes</i>	VAS N ^{os} 237, 240, 241, 245, 246, 248.
<i>Unités de débarquement . .</i>	MZ N ^{os} 713, 717, 722, 726, 728, 729, 737, 744, 758, 776, 778, 780, 781, 784, 800, 831.

Bâtiments auxiliaires

<i>Pétroliers</i>	Prometeo	<i>Remorqueurs</i>	Nereo
	Stige	(grands)	Porto Adriano
	Tarvisio		Porto Conte
	Urano		Porto Quieto
			Porto Torres
<i>Bateau-citernes</i> ...	Anapo		Porto Tricase
	Aterno		Procida
	Basento		Promontore
	Bisagno		Rapallo
	Dalmazia		Salvore
	Idria		San Angelo
	Isarco		San Antioco
	Istria		San Remo
	Liri		Talamone
	Metauro		Taormina
	Polcevera		Teulada
	Sprungola		Tifeo
	Timavo		Vado
	Tirso		Vigoroso
		<i>Remorqueurs</i>	Generale Valfre.
<i>Remorqueurs</i>	Arsachena	(petits)	Licata
(grands)	Basiluzzo		Noli
	Capo d'Istria		Volosca
	Carbonara		N 2
	Cefalu		N 3
	Ercole		N 23
	Gaeta		N 24
	Lampedusa		N 28
	Lipari		N 35
	Liscanera		N 36
	Marechiaro		N 37
	Mesco		N 80
	Molara		N 94

<i>Navire ravitailleur</i> . Anteo	<i>Transports</i> . . . Giuseppe
<i>Bateau-école</i> Cristoforo Colombo	Messina
<i>Mouilleur de mines</i>	Montecucco
<i>auxiliaire</i> Fasana	Panigaglia

ANNEXE XIII

Définitions

A. TERMES NAVALS

(voir article 59)

Déplacement-type

Le déplacement-type d'un bâtiment de surface est le déplacement du bâtiment achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

Le déplacement-type est exprimé en tonnes de 1.016 kilogrammes (2.240 lbs.).

Bâtiment de combat

Un bâtiment de combat, quel que soit son déplacement, est:

- 1) Soit un navire spécialement construit ou adapté pour être une unité combattante dans les opérations navales, amphibies ou aéro-navales;
- 2) Soit un navire qui possède une des caractéristiques suivantes:
 - a) Etre armé d'un canon de calibre supérieur à 120 millimètres (4",7);
 - b) Etre armé de plus de 4 canons d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3");
 - c) Etre conçu ou équipé pour lancer des torpilles ou mouiller des mines;
 - d) Etre équipé d'appareils destinés au lancement de projectiles dirigés ou propulsés;

- e) Etre conçu pour être protégé par des plaques de blindage de plus de 25 millimètres (1") d'épaisseur;
- f) Etre conçu ou aménagé principalement pour mettre en action des aéronefs en mer;
- g) Etre équipé de plus de deux appareils à lancer les aéronefs;
- h) Etre conçu pour atteindre une vitesse supérieure à vingt noeuds s'il porte un canon d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3").

Un navire de combat de la sous-catégorie 1) cesse d'être considéré comme tel à partir de la vingtième année qui suit son entrée en service à condition qu'il soit démuné de toutes ses armes.

Bâtiment de ligne

Un bâtiment de ligne est un bâtiment de combat autre qu'un porte-aéronefs dont le déplacement-type est supérieur à 10.000 tonnes ou qui porte un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8").

Bâtiment porte-aéronefs

Un bâtiment porte-aéronefs est un bâtiment de combat qui, quel que soit son déplacement, est conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs.

Sous-marins

Un sous-marin est un bâtiment conçu pour naviguer au-dessous de la surface de la mer.

Types Spécialisés de bâtiments d'assaut

Ce sont:

- 1) Tous les types de bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour des opérations amphibies;
- 2) Tous les types de petits bâtiments spécialement conçus ou adaptés pour porter une charge explosive ou incendiaire pour l'attaque des navires ou des ports.

Vedette lance-torpilles

Une vedette lance-torpilles est un navire déplaçant moins de 200 tonnes, ayant une vitesse supérieure à 25 noeuds et pouvant utiliser des torpilles.

B. INSTRUCTION MILITAIRE, AÉRIENNE ET NAVALE

(voir articles 60, 63, et 65)

1. L'instruction militaire est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés à des fins militaires et des dispositifs d'instruction s'y rapportant, l'étude et l'exécution de tous exercices ou manoeuvres utilisés dans l'enseignement ou la pratique des évolutions exécutées par les forces au combat, et l'étude méthodique de la tactique, de la stratégie et du travail d'état-major.

2. L'instruction militaire aérienne est définie comme suit: l'étude et la pratique de l'emploi de tous armements spécialement destinés ou adaptés aux fins d'une aviation militaire et des dispositifs d'instruction s'y rapportant; l'étude et la pratique de toutes manoeuvres spéciales, y compris le vol en formation, exécutées par des avions dans l'accomplissement d'une mission aérienne militaire, et l'étude méthodique de la tactique aérienne, de la stratégie et du travail d'état-major.

3. L'instruction navale est définie comme comprenant les matières suivantes: l'organisation générale, l'étude et la pratique de l'emploi des bâtiments de guerre ou des installations navales ainsi que l'étude ou l'utilisation de tous appareils et dispositifs d'entraînement qui s'y rapportent et qui sont en usage pour la conduite de la guerre navale, à l'exception de ceux qui sont normalement employés à des fins civiles; en outre, l'enseignement, la pratique et l'étude méthodique de la tactique navale, de la stratégie et du travail d'état-major, y compris l'exécution de toutes les opérations et manoeuvres qui ne sont pas nécessaires à l'emploi pacifique des navires.

C. DÉFINITION ET LISTE DU MATÉRIEL DE GUERRE

(voir article 67)

Le terme "matériel de guerre" aux fins du présent Traité s'applique à toutes les armes et munitions et à tout le matériel spécialement conçus et adaptés à des fins de guerre, qui sont énumérés ci-dessous.

Les Puissances Alliées et Associées se réservent le droit d'amender périodiquement la liste, en la modifiant ou en la complétant, pour tenir

compte des faits nouveaux qui pourront se produire dans le domaine de la science.

Catégorie I

1. Fusils, carabines, revolvers et pistolets de type militaire; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil.

2. Mitrailleuses, fusils de guerre automatiques ou à répétition et pistolets mitrailleurs; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts de mitrailleuses.

3. Canons, obusiers, mortiers, canons spéciaux pour l'aviation; canons sans culasse ou sans recul et lance-flammes; canons de rechange pour ces armes et autres pièces détachées non aisément adaptables à un usage civil; affûts mobiles et supports fixes pour ces armes.

4. Lance-fusées; mécanismes de lancement et de contrôle pour projectiles auto-moteurs et dirigés; supports pour ces appareils.

5. Projectiles auto-moteurs et dirigés, projectiles, fusées, munitions et cartouches, chargés ou vides, pour les armes énumérées aux alinéas 1 à 4 ci-dessus, ainsi que fusées, étoupilles ou appareils servant à les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

6. Grenades, bombes, torpilles, mines, grenades sous-marines (charges de profondeur) et matériel et charges incendiaires, chargés ou vides; tous dispositifs permettant de les faire exploser ou fonctionner, non compris les amorçages nécessaires pour les besoins civils.

7. Baïonnettes.

Catégorie II

1. Véhicules de combat blindés; trains blindés qui techniquement ne peuvent être transformés en vue d'usages civils.

2. Véhicules mécaniques ou auto-moteurs pour toutes les armes énumérées dans la catégorie I; chassis ou carrosseries militaires de types spéciaux, autres que ceux qui sont énumérés à l'alinéa 1 ci-dessus.

3. Blindages de plus de 3 pouces d'épaisseur, employés dans la guerre à des usages de protection.

Catégorie III

1. Système de pointage et de calcul pour le contrôle du tir, comprenant les appareils régleurs de tir et les appareils d'enregistrement; instruments de direction du tir; hausses de canon; viseurs de bombardement; régleurs de fusées; calibres pour la vérification des canons et des instruments de contrôle du tir.

2. Matériel de pontage d'assaut, bâtiments d'assaut et d'attaque.

3. Dispositifs pour ruses de guerre, dispositifs d'éblouissement et pièges.

4. Equipement militaire du personnel des forces armées de caractère spécialisé, qui n'est pas aisément adaptable à des usages civils.

Catégorie IV

1. Navires de guerre de toutes classes, y compris les navires transformés et les embarcations conçus ou prévus pour leur service et leur appui, qui techniquement ne sont pas transformables en vue d'usages civils, ainsi que les armes, blindages, munitions, avions ou tout autre équipement, matériel, machines et installations, qui ne sont pas utilisés en temps de paix sur d'autres bateaux que les navires de guerre.

2. Bâtiments de débarquement et véhicules ou matériel amphibies de toute nature; bâtiments d'assaut ou matériel d'assaut de tout type, ainsi que catapultes ou autres appareils de mise à l'eau ou de lancement d'avions, fusées, armes propulsées, ou tout autre projectile, instrument ou système avec ou sans équipage et qu'ils soient guidés ou non.

3. Navires, engins, armes, systèmes ou appareils de toute sorte, qu'ils soient submersibles ou semi-submersibles, y compris les estacades spécialement conçues pour la défense des ports, à l'exception du matériel nécessaire pour la récupération, le sauvetage et autres usages civils, ainsi que tout l'équipement, tous les accessoires, les pièces détachées, les dispositifs d'expérimentation ou d'instruction, les instruments ou les installations, qui peuvent être spécialement conçus en vue de la construction, du contrôle, de l'entretien ou du logement de ces navires, engins, armes, systèmes ou appareils.

Catégorie V

1. Aéronefs montés ou démontés, plus lourds ou plus légers que l'air, conçus ou adaptés en vue du combat aérien par l'emploi de mitrailleuses,

de lance-fusées, d'artillerie, ou en vue du transport ou du lancement de bombes, ou qui sont pourvus de l'un quelconque des dispositifs figurant à l'alinéa 2 ci-dessous, ou qui, du fait de leur conception ou de leur construction, peuvent être aisément munis de l'un de ces dispositifs.

2. Supports et bâtis pour canons aériens, lance-bombes, porte-torpilles et dispositifs de largage de bombes ou de torpilles, tourelles et coupoles pour canons.

3. Equipement spécialement conçu pour troupes aéroportées et utilisé seulement par ces troupes.

4. Catapultes ou systèmes de lancement pour avions embarqués, avions terrestres ou hydravions; appareils de lancement de projectiles volants.

5. Ballons de barrage.

Catégorie VI

Tous produits asphyxiants, mortels, toxiques ou susceptibles de mettre hors de combat, destinés à des fins de guerre ou fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Catégorie VII

Propulseurs, explosifs, matériel pyrotechnique ou gaz liquéfiés, destinés à la propulsion, l'explosion, la charge, le remplissage du matériel de guerre décrit dans les catégories ci-dessus, ou à tout usage en liaison avec ce matériel, qui ne sont pas utilisables à des fins civiles ou qui sont fabriqués en quantités qui excèdent les besoins civils.

Catégorie VIII

Installations et outillages industriels spécialement conçus en vue de la production et de la conservation des produits et du matériel énumérés dans les catégories ci-dessus et qui ne peuvent pas être techniquement transformés à des fins civiles.

D. DÉFINITION DES TERMES "DÉMILITARISATION" ET "DÉMILITARISÉ"

(voir articles 11, 14, 49 et article 3 de l'annexe VI)

Aux fins du présent Traité les termes "démilitarisation" et "démilitarisé" doivent s'entendre comme interdisant, sur le territoire et dans les

eaux territoriales en cause, toutes installations et fortifications navales, militaires ou d'aviation militaire ainsi que leurs armements, les obstacles artificiels, militaires, navals ou aériens; l'utilisation de bases par des unités militaires, navales ou d'aviation militaire ou le stationnement permanent ou temporaire de ces mêmes unités; l'instruction militaire sous toutes ses formes et la fabrication du matériel de guerre. Cette interdiction ne vise pas le personnel de sécurité intérieure limité en nombre à l'exécution de tâches de caractère intérieur et pourvu d'armes qui peuvent être transportées et servies par une seule personne, ainsi que l'instruction militaire nécessaire à un tel personnel.

ANNEXE XIV

Dispositions économiques et financières relatives aux territoires cédés

1. L'Etat successeur recevra sans paiement les biens italiens d'Etat ou parastataux situés sur le territoire cédé en vertu du présent Traité, ainsi que toutes les archives et tous les documents appropriés d'ordre administratif ou d'intérêt historique concernant le territoire en question ou se rapportant à des biens qui ont été transférés en exécution du présent paragraphe.

Au sens de la présente annexe, sont considérés comme biens d'Etat ou parastataux: les biens et propriétés de l'Etat italien, des collectivités publiques locales, des établissements publics et des sociétés et associations qui sont propriété publique ainsi que les biens et propriétés ayant appartenu au Parti Fasciste ou à des organisations auxiliaires de ce Parti.

2. Tous les transferts de biens italiens d'Etat ou de biens italiens parastataux au sens du paragraphe 1 ci-dessus, qui ont été effectués après le 3 septembre 1943, seront considérés comme nuls et non avenus. Toutefois cette disposition ne s'appliquera pas aux opérations légales relatives à l'activité courante des organismes d'Etat ou parastataux dans la mesure où il s'agit de la vente, dans des conditions normales, de marchandises que ces organismes produisent ou vendent habituellement en exécution d'arrangements commerciaux normaux ou dans le cours normal d'activités administratives de caractère public.

3. Les câbles sous-marins italiens qui relient des points du territoire cédé, ou qui relient un point du territoire cédé à un point d'un autre territoire de l'Etat successeur, seront considérés comme des biens italiens situés dans le territoire cédé, en dépit du fait que certaines parties de ces câbles peuvent se trouver hors des eaux territoriales. Les câbles sous-marins italiens reliant un point du territoire cédé à un point se trouvant en dehors de la juridiction de l'Etat successeur, seront considérés comme des biens italiens situés dans le territoire cédé, pour ce qui concerne les installations terminales et les parties des câbles se trouvant dans les eaux territoriales du territoire cédé.

4. Le Gouvernement italien remettra à l'Etat successeur tous les objets présentant un intérêt artistique, historique ou archéologique qui font partie du patrimoine culturel du territoire cédé et qui, lorsque le territoire dont il s'agit se trouvait sous la domination italienne, en ont été enlevés sans paiement et sont détenus par le Gouvernement italien ou par des institutions publiques italiennes.

5. L'Etat successeur procédera à l'échange contre sa propre monnaie des signes monétaires italiens détenus sur le territoire cédé par des personnes physiques qui y maintiendront leur résidence ou par des personnes morales qui continueront d'y exercer leur activité. Toutes justifications pourront être demandées aux détenteurs sur l'origine des fonds présentés à la conversion.

6. Le Gouvernement de l'Etat successeur ne sera tenu de fournir aucune contribution pour le service de la Dette publique italienne, mais il devra assumer les obligations de l'Etat italien à l'égard des porteurs de titres de cette Dette qui seront, soit des personnes physiques qui maintiendront leur résidence dans le territoire cédé, soit des personnes morales qui y conserveront leur siège social ou leur principal établissement, pour autant que ces obligations correspondront à la partie de cette Dette dont les titres ont été émis avant le 10 juin 1940 et qui est imputable à des travaux publics et des services administratifs civils dont ledit territoire a bénéficié, mais qui n'est imputable ni directement ni indirectement à des buts militaires.

Toutes justifications pourront être demandées aux porteurs sur l'origine des titres.

L'Etat successeur et l'Italie détermineront par des arrangements la partie de la Dette publique italienne qui est visée dans le présent paragraphe et les méthodes à appliquer pour l'exécution de ces dispositions.

7. L'Etat successeur et l'Italie régleront par des arrangements spéciaux les conditions dans lesquelles seront transférées à des organisations analogues de l'Etat successeur les obligations des organisations d'assurances sociales italiennes publiques ou privées à l'égard des habitants du territoire cédé, ainsi qu'une part proportionnelle des réserves accumulées par lesdites organisations.

L'Etat successeur et l'Italie régleront également par des arrangements analogues les obligations des organisations d'assurances sociales, publiques ou privées, dont le siège social est situé dans le territoire cédé, à l'égard des titulaires de polices ou des cotisants qui résident en Italie.

8. L'Italie restera tenue d'assurer le paiement des pensions civiles ou militaires acquises, à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, au service de l'Etat italien ou de collectivités publiques italiennes, municipales ou locales, par des personnes qui reçoivent la nationalité de l'Etat successeur en vertu du présent Traité; cette obligation s'étend aux droits à pension non encore échus. L'Etat successeur et l'Italie régleront par des arrangements les conditions dans lesquelles l'Italie s'acquittera de cette obligation.

9. Les biens, droits et intérêts des ressortissants italiens résidant d'une façon permanente dans les territoires cédés à la date d'entrée en vigueur du présent Traité, seront respectés dans la même mesure que ceux des ressortissants de l'Etat successeur, à condition qu'ils aient été légalement acquis.

Les biens, droits et intérêts des autres ressortissants italiens et ceux des personnes morales de nationalité italienne qui sont situés dans le territoire cédé, pourvu qu'ils aient été légalement acquis, ne seront soumis qu'à telles dispositions législatives qui pourront être éventuellement appliquées d'une manière générale aux biens des personnes physiques et morales de nationalité étrangère.

Ces biens, droits et intérêts ne seront sujets ni à être retenus, ni à être liquidés en vertu de l'article 79 du présent Traité; ils seront restitués à leurs propriétaires libérés des effets de toutes mesures de cette nature

et de toute autre mesure de transfert, d'administration forcée ou de séquestre prise au cours de la période s'étendant entre le 3 septembre 1943 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

10. Les personnes qui opteront pour la nationalité italienne et qui établiront leur résidence en Italie seront autorisées, après acquittement des dettes ou impositions dont elles pourraient être redevables sur le territoire cédé, à emporter avec elles leurs biens meubles et à transférer les fonds qu'elles possèdent à condition que ces biens et ces fonds aient été légalement acquis. Le transfert des biens ne sera frappé d'aucun droit d'exportation ou d'importation. En outre, ces personnes seront autorisées à vendre leurs biens meubles et immeubles dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat successeur.

Le transfert des biens en Italie s'effectuera aux conditions et dans les limites convenues entre l'Etat successeur et l'Italie. Les conditions et délais dans lesquels s'effectuera le transfert des fonds, y compris le produit des ventes, seront également fixés par accord.

11. Les biens, droits et intérêts existant en Italie à la date d'entrée en vigueur du présent Traité qui appartenaient à d'anciens ressortissants italiens, résidant dans les territoires cédés et qui sont devenus ressortissants d'un autre pays en vertu du présent Traité, seront respectés par l'Italie dans la même mesure que les biens, droits et intérêts des ressortissants des Nations Unies d'une façon générale.

Ces personnes seront autorisées à effectuer le transfert et la liquidation de leurs biens, droits et intérêts dans les conditions prévues au paragraphe 10 ci-dessus.

12. Les sociétés constituées conformément à la législation italienne et dont le siège social est situé dans le territoire cédé, qui désirent transférer leur siège social en Italie, devront également être traitées conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la présente annexe, à condition que plus de cinquante pour cent du capital de la société appartienne à des personnes résidant normalement en dehors du territoire cédé ou à des personnes qui, en vertu du présent Traité, optent pour la nationalité italienne et transfèrent leur domicile en Italie, à condition que la société exerce son activité en majeure partie hors du territoire cédé.

13. Les dettes des personnes résidant en Italie envers des personnes

résidant dans le territoire cédé ou celles des personnes résidant dans le territoire cédé envers des personnes résidant en Italie ne seront pas affectées par la cession. L'Etat successeur et l'Italie s'engagent à faciliter le règlement de ces obligations. Aux fins du présent paragraphe, le terme "personnes" s'applique aux personnes morales.

14. Les biens situés dans le territoire cédé appartenant à l'une quelconque des Nations Unies ou à ses ressortissants qui n'auraient pas encore été libérés du séquestre ou des mesures de contrôle auxquels ils ont été soumis par l'Italie, ni restitués à leurs propriétaires, seront restitués dans l'état où ils se trouvent actuellement.

15. Le Gouvernement italien reconnaît que l'accord de Brioni, en date du 10 août 1942, est nul et non-avenu. Il s'engage à participer avec les autres signataires de l'accord de Rome, en date du 29 mars 1923, à toutes négociations ayant pour objet d'introduire dans ses dispositions des modifications nécessaires en vue d'assurer un règlement équitable des annuités qu'il prévoit.

16. L'Italie restituera les biens qui ont été illégalement enlevés des territoires cédés après le 3 septembre 1943 et transférés en Italie. Sauf disposition contraire de la présente annexe, l'exécution de cette obligation sera régie par les paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 75.

17. L'Italie restituera à l'Etat successeur, dans les plus brefs délais possibles, tous navires détenus par l'Etat ou par des ressortissants italiens, qui, au 3 septembre 1943, appartenaient soit à des personnes physiques résidant sur le territoire cédé et qui acquièrent la nationalité de l'Etat successeur en vertu du présent Traité, soit à des personnes morales de nationalité italienne qui ont et conserveront leur siège social sur le territoire cédé, exception faite des navires qui ont fait l'objet d'une vente effectuée de bonne foi.

18. Les Etats successeurs et l'Italie concluront des accords répartissant d'une manière juste et équitable les biens de toute collectivité publique locale existante dont le territoire se trouve divisé par une frontière établie en vertu du présent Traité et assurant le maintien de ceux des services communaux nécessaires aux habitants qui ne sont pas expressément visés par d'autres dispositions du Traité.

Des accords analogues seront conclus pour répartir, d'une manière

juste et équitable, le matériel roulant et autre matériel de chemin de fer, ainsi que l'outillage des bassins et des ports et les bateaux affectés à leur service; des accords régleront également toutes autres questions d'ordre économique en suspens qui ne sont pas visées par la présente annexe.

19. Les dispositions de la présente annexe ne seront pas applicables aux anciennes colonies italiennes. Les dispositions économiques et financières qui leur seront appliquées seront incluses dans les arrangements qui, aux termes de l'article 23 du présent traité, régleront le sort de ces territoires.

ANNEXE XV

Dispositions spéciales concernant certaines catégories de biens

A. Propriété industrielle, littéraire et artistique.

1. a. Un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité sera accordé aux Puissances Alliées et Associées et à leurs ressortissants sans paiement de droits de prorogation ou autres sanctions quelconques, en vue de leur permettre d'accomplir tous les actes nécessaires pour l'obtention ou la conservation en Italie des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique, qui n'ont pu être accomplis par suite de l'existence de l'état de guerre.

b. Les Puissances Alliées et Associées ou leurs ressortissants, qui auront fait, sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, une demande, soit pour l'obtention d'un brevet ou l'enregistrement d'un modèle d'utilité au plus tôt douze mois avant l'ouverture des hostilités avec l'Italie ou au cours de celles-ci, soit pour l'enregistrement d'un dessin industriel, d'un modèle ou d'une marque de fabrique au plus tôt six mois avant l'ouverture des hostilités avec l'Italie ou au cours de celles-ci, auront le droit, pendant une période de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, de demander des droits correspondants en Italie, avec un droit de priorité fondé sur le dépôt antérieur de leur demande sur le territoire de cette Puissance Alliée ou Associée.

c. Il sera accordé à chacune des Puissances Alliées ou Associées et à ses ressortissants, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité,

un délai d'un an pendant lequel ils pourront engager des poursuites en Italie contre les personnes physiques ou morales auxquelles serait imputé un empiètement illégal sur leurs droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique entre la date de l'ouverture des hostilités et celle de l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et l'expiration du dix-huitième mois qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans la détermination de la période pendant laquelle un brevet d'invention doit être exploité, ou pendant laquelle un modèle ou une marque de fabrique doit être utilisé.

3. Il ne sera pas tenu compte de la période comprise entre l'ouverture des hostilités et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans le calcul de la durée normale de validité des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique qui étaient en vigueur en Italie à l'ouverture des hostilités ou qui seront reconnus ou établis dans les conditions prévues à la partie A de la présente annexe, et qui appartiennent à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants. La durée normale de validité de ces droits sera, par conséquent, considérée comme automatiquement prolongée en Italie, d'une nouvelle période correspondant à celle qui aura été ainsi exclue du décompte.

4. Les dispositions précédentes concernant les droits en Italie des Puissances Alliées et Associées et de leurs ressortissants, devront également s'appliquer aux droits de l'Italie et de ses ressortissants dans les territoires des Puissances Alliées et Associées. Toutefois, aucune de ces dispositions ne donnera à l'Italie ou à ses ressortissants droit à un traitement plus favorable sur le territoire de l'une des Puissances Alliées ou Associées que celui qui est accordé, dans les mêmes cas, par cette Puissance à l'une quelconque des autres Nations Unies ou à ses ressortissants; l'Italie ne sera pas non plus tenue, en vertu de ces dispositions, d'accorder à l'une des Puissances Alliées ou Associées ou à ses ressortissants, un traitement plus favorable que celui dont l'Italie ou ses ressortissants bénéficient sur le territoire de cette Puissance relativement aux matières auxquelles s'appliquent les précédentes dispositions.

5. Les tiers résidant sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées ou sur le territoire italien, qui, avant la date d'entrée

en vigueur du présent Traité, ont acquis de bonne foi des droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique se trouvant en opposition avec des droits rétablis en vertu de la partie A de la présente annexe ou avec des droits obtenus grâce à la priorité qui leur est accordée en vertu des présentes dispositions, ou qui, de bonne foi, ont fabriqué, publié, reproduit, utilisé ou vendu l'objet de ces droits, seront autorisés à continuer d'exercer les droits qu'ils avaient acquis de bonne foi et à poursuivre ou reprendre la fabrication, la publication, la reproduction, l'utilisation ou la vente qu'ils avaient entreprises de bonne foi, sans s'exposer à des poursuites pour empiètement.

L'autorisation sera donnée en Italie, sous la forme d'une licence sans exclusivité qui sera accordée à des conditions à fixer par entente entre les parties intéressées, ou, à défaut d'entente, par la commission de conciliation constituée en vertu de l'article 83 du présent Traité. Toutefois, dans les territoires de chacune des Puissances Alliées ou Associées, les tiers de bonne foi bénéficieront de la protection qui est accordée, dans les cas analogues, aux tiers de bonne foi dont les droits sont en opposition avec ceux de ressortissants des autres Puissances Alliées et Associées.

6. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne devra être interprétée comme donnant à l'Italie ou à ses ressortissants sur le territoire de l'une quelconque des Puissances Alliées ou Associées, des droits à des brevets ou à des modèles d'utilité pour des inventions relatives à un article quelconque expressément désigné dans la définition du matériel de guerre figurant à l'annexe XIII du présent Traité, inventions qui ont été faites ou au sujet desquelles des demandes d'enregistrement ont été déposées par l'Italie ou par l'un de ses ressortissants, en Italie ou sur le territoire d'une autre Puissance de l'Axe ou sur un territoire occupé par les forces de l'Axe, pendant le temps où le territoire en question se trouvait sous le contrôle des forces ou des autorités des Puissances de l'Axe.

7. L'Italie accordera également le bénéfice des dispositions précédentes de la présente annexe aux Nations Unies, autres que les Puissances Alliées et Associées, dont les relations diplomatiques avec l'Italie ont été rompues pendant la guerre et qui s'engageront à accorder à l'Italie les avantages conférés à ce pays en vertu desdites dispositions.

8. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne doit s'entendre comme étant en contradiction avec les articles 78, 79 et 81 du présent Traité.

B. Assurances.

1. Exception faite des restrictions s'appliquant aux assureurs en général, il ne sera fait aucun obstacle à la reprise par les assureurs qui sont ressortissants des Nations Unies de leurs anciens portefeuilles.

2. Si un assureur, ressortissant d'une des Nations Unies, désire reprendre son activité professionnelle en Italie et si la valeur des dépôts de garantie ou des réserves exigées en Italie des entreprises d'assurances pour l'exercice de leur activité a diminué du fait de la perte ou de la dépréciation des titres qui les constituaient, le Gouvernement italien s'engage à accepter, pendant une période de dix-huit mois, ce qu'il reste de ces titres comme satisfaisant entièrement aux prescriptions légales concernant les dépôts et les réserves.

ANNEXE XVI

Contrats, prescription, effets de commerce

A. Contrats.

1. Sauf exceptions énoncées dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessous, tout contrat ayant nécessité pour son exécution des rapports entre des parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, sera tenu pour résilié depuis le moment où l'une quelconque des parties est devenue un ennemi. Toutefois, cette résiliation s'entendra sans préjudice des dispositions de l'article 81 du présent Traité; elle ne relèvera pas non plus l'une quelconque des parties au contrat de l'obligation de reverser les sommes perçues à titre d'avances ou d'acomptes et pour lesquelles la partie intéressée n'a pas fourni de contre-partie.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les stipulations de tout contrat qui pourront être dissociées et dont l'exécution ne nécessitait pas de rapports entre les parties qui sont devenues ennemies au sens de la partie D de la présente annexe, ne seront pas résiliées et demeureront en vigueur sans préjudice des droits énoncés à l'article 79 du présent Traité. Si les stipulations d'un contrat ne peuvent pas être ainsi dissociées, le contrat sera tenu comme étant intégralement résilié. Les dispositions qui précèdent s'entendent sous réserve de l'application des lois, ordonnances et règlements nationaux édictés par telle ou telle des Puissances

Alliées ou Associées de la juridiction de laquelle relève le contrat ou l'une quelconque des parties au contrat, et sous réserve des stipulations du contrat.

3. Aucune disposition de la partie A de la présente annexe ne sera considérée comme annulant les transactions légalement effectuées conformément à un contrat passé entre ennemis, si ces transactions ont été exécutées avec l'autorisation du Gouvernement d'une des Puissances Alliées ou Associées.

4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, les contrats d'assurance et de réassurance feront l'objet de conventions distinctes entre le Gouvernement de la Puissance Alliée ou Associée intéressée et le Gouvernement italien.

B. Prescription.

1. Tous les délais de prescription ou de limitation du droit d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou du droit de prendre des mesures conservatoires dans les rapports juridiques intéressant des personnes ou des biens, mettant en cause des ressortissants des Nations Unies et des ressortissants italiens qui, en raison de l'état de guerre, n'ont pas pu engager ou poursuivre une action judiciaire, ou accomplir les formalités nécessaires pour sauvegarder leurs droits, que ces délais aient commencé à courir avant ou après l'ouverture des hostilités, seront considérés comme ayant été suspendus pendant la durée de la guerre sur le territoire italien d'une part, et sur le territoire de celles des Nations Unies qui, conformément au principe de la réciprocité, accordent à l'Italie le bénéfice des dispositions du présent paragraphe, d'autre part. Ces délais commenceront à courir dès la date d'entrée en vigueur du présent Traité. Les dispositions du présent paragraphe s'appliqueront aux délais fixés pour le dépôt des coupons d'intérêts ou de dividendes ou pour le dépôt, en vue du remboursement, des valeurs sorties au tirage ou remboursables pour tout autre motif.

2. Lorsqu'en raison de l'inexécution d'un acte ou de l'omission d'une formalité quelconque pendant la guerre, des mesures d'exécution ont été prises sur le territoire italien au préjudice d'un ressortissant d'une Nation Unie, le Gouvernement italien rétablira les droits lésés. Si le rétablissement de ces droits est impossible ou devait être inéquitable, le Gouvernement italien fera le nécessaire pour que l'intéressé reçoive telle compensation qui en l'occurrence paraîtra juste et équitable.

C. Effets de commerce.

1. Dans les relations entre ennemis, aucun effet de commerce souscrit avant la guerre ne sera considéré comme n'étant plus valable pour la seule raison qu'il n'a pas été présenté à l'acceptation ou à l'encaissement dans les délais prescrits, ou que le tireur ou l'endosseur n'a pas été avisé dans ces délais que l'effet en question n'a pas été accepté ou payé, ou qu'il n'a pas été protesté dans lesdits délais, ou qu'une formalité quelconque a été omise pendant la guerre.

2. Si le délai au cours duquel un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou à l'encaissement, ou dans lequel un avis de non-acceptation ou de non-paiement aurait dû être donné au tireur ou à l'endosseur, ou durant lequel l'effet aurait dû être protesté, est arrivé à expiration pendant la guerre, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet ou aviser du défaut d'acceptation ou du défaut de paiement a omis de le faire pendant la guerre, il sera accordé un délai de trois mois au moins, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, pendant lequel il sera possible de présenter ou de protester ledit effet ou de donner avis de son défaut d'acceptation ou de son défaut de paiement.

3. Si une personne s'est obligée, soit avant, soit pendant la guerre, au paiement d'un effet de commerce, à la suite d'un engagement pris envers elle, par une autre personne devenue ultérieurement ennemie, celle-ci reste tenue, malgré l'ouverture des hostilités, de garantir la première des conséquences de son obligation.

D. Dispositions spéciales.

1. Aux fins de la présente annexe, les personnes physiques ou morales seront considérées comme étant devenues ennemies à partir de la date où tout commerce entre elles est devenu illégal, aux termes des lois, ordonnances ou règlements auxquels ces personnes ou le contrat étaient soumis.

2. Etant donné le système juridique des Etats-Unis d'Amérique, les dispositions de cette annexe ne s'appliqueront pas aux relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie.

ANNEXE XVII

Tribunaux de prises et Jugements

A. Tribunaux de prises.

1. Chacune des Puissances Alliées ou Associées se réserve le droit d'examiner, conformément à une procédure qu'elle fixera, toutes décisions et ordonnances des Tribunaux de prises italiens rendues à la suite de procès mettant en cause les droits de propriété de ses ressortissants et de recommander au Gouvernement italien de faire procéder à la révision de celles de ces décisions ou ordonnances qui pourraient n'être pas conformes au droit international.

2. Le Gouvernement italien s'engage à communiquer copie de tous les documents et pièces de ces procès, y compris les décisions prises et les ordonnances rendues, à accepter toutes recommandations formulées à la suite de l'examen de ces procès et à donner effet à ces recommandations.

B. Jugements.

Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour permettre aux ressortissants de l'une quelconque des Nations Unies, à tout moment dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, d'intenter devant les autorités italiennes compétentes une action en révision de tout jugement rendu par un tribunal italien entre le 10 juin 1940 et la date d'entrée en vigueur du présent Traité dans tout procès dans lequel le ressortissant d'une des Nations Unies n'a pas été à même d'exposer sa cause d'une manière satisfaisante, soit en qualité de demandeur, soit en qualité de défendeur. Le Gouvernement italien prendra les mesures nécessaires pour que, lorsqu'un ressortissant d'une des Nations Unies a subi un préjudice du fait de tout jugement de cette nature, ce ressortissant soit rétabli dans la situation où il se trouvait avant le prononcé du jugement ou reçoive telle compensation qui pourra, en la circonstance, être juste et équitable. L'expression "ressortissants des Nations Unies" comprend les sociétés ou associations organisées ou constituées conformément à la législation de l'une quelconque des Nations Unies.

No. 747. TREATY¹ OF PEACE WITH ITALY. SIGNED AT PARIS, ON
10 FEBRUARY 1947

The Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America, China, France, Australia, Belgium, the Byelorussian Soviet Socialist Republic, Brazil, Canada, Czechoslovakia, Ethiopia, Greece, India, the Netherlands, New Zealand, Poland, the Ukrainian Soviet Socialist Republic, the Union of South Africa, and the People's Federal Republic of Yugoslavia, hereinafter referred to as "the Allied and Associated Powers", of the one part, and Italy, of the other part:

¹ Came into force on 15 September 1947 upon the deposit with the Government of the French Republic of the instruments of ratification by the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America and France, in accordance with Article 90.

List of States which have deposited instruments of ratification or accession with the Government of the French Republic and dates of deposit thereof:

United States of America	15 September 1947	Ratification
France	15 September 1947	Ratification
United Kingdom	15 September 1947	Ratification
U.S.S.R.	15 September 1947	Ratification
Yugoslavia*	15 September 1947	Ratification
Italy	15 September 1947	Ratification
India**	15 September 1947	Ratification
Canada	15 September 1947	Ratification
Czechoslovakia	14 October 1947	Ratification
Albania	20 October 1947	Accession
Greece	28 October 1947	Ratification
Union of South Africa	4 November 1947	Ratification
Ethiopia	6 November 1947	Ratification
China	24 November 1947	Ratification
New Zealand	24 December 1947	Ratification
Poland	4 February 1948	Ratification
Mexico	10 April 1948	Accession
Australia	9 July 1948	Ratification
Belgium	4 September 1948	Ratification
Brazil	4 January 1949	Ratification
Netherlands	7 February 1949	Ratification

* Yugoslavia deposited instruments of ratification on 4 September 1947.

** The Government of Pakistan has informed the French Government that it considers the ratification deposited by the Indian Government as binding on its country.

Whereas Italy under the Fascist regime became a party to the Tripartite Pact with Germany and Japan, undertook a war of aggression and thereby provoked a state of war with all the Allied and Associated Powers and with other United Nations, and bears her share of responsibility for the war; and

Whereas in consequence of the victories of the Allied forces, and with the assistance of the democratic elements of the Italian people, the Fascist regime in Italy was overthrown on July 25, 1943, and Italy, having surrendered unconditionally, signed terms of Armistice on September 3 and 29 of the same year; and

Whereas after the said Armistice Italian armed forces, both of the Government and of the Resistance Movement, took an active part in the war against Germany, and Italy declared war on Germany as from October 13, 1943, and thereby became a co-belligerent against Germany; and

Whereas the Allied and Associated Powers and Italy are desirous of concluding a treaty of peace which, in conformity with the principles of justice, will settle questions still outstanding as a result of the events hereinbefore recited and will form the basis of friendly relations between them, thereby enabling the Allied and Associated Powers to support Italy's application to become a member of the United Nations and also to adhere to any convention concluded under the auspices of the United Nations;

Have therefore agreed to declare the cessation of the state of war and for this purpose to conclude the present Treaty of Peace, and have accordingly appointed the undersigned Plenipotentiaries who, after presentation of their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

PART I

TERRITORIAL CLAUSES

SECTION I—FRONTIERS

Article 1

The frontiers of Italy shall, subject to the modifications set out in Articles 2, 3, 4, 11 and 22, be those which existed on January 1, 1938. These frontiers are traced on the maps¹ attached to the present Treaty (Annex I). In case of a discrepancy between the textual description of the frontiers and the maps, the text shall be deemed to be authentic.

Article 2

The frontier between Italy and France, as it existed on January 1, 1938, shall be modified as follows:

1. *Little St. Bernard Pass*

The frontier shall follow the watershed, leaving the present frontier at a point about 2 kilometers northwest of the Hospice, crossing the road about 1 kilometer northeast of the Hospice and rejoining the present frontier about 2 kilometers southeast of the Hospice.

2. *Mont Cenis Plateau*

The frontier shall leave the present frontier about 3 kilometers northwest of the summit of Rochemelon, cross the road about 4 kilometers southeast of the Hospice and rejoin the present frontier about 4 kilometers northeast of Mont d'Amhin.

3. *Mont Thabor-Chaberton*

(a) In the Mont Thabor area, the frontier shall leave the present frontier about 5 kilometers to the east of Mont Thabor and run southeastward to rejoin the present frontier about 3 kilometers west of the Pointe de Charra.

(b) In the Chaberton area, the frontier shall leave the present frontier about 3 kilometers north-northwest of Chaberton, which it skirts on the east, and shall cross the road about 1 kilometer from the present frontier, which it rejoins about 2 kilometers southeast of the village of Montgenevre.

¹ United Nations, *Treaty Series*, Volume 50.

4. *Upper Valleys of the Tinée, Vesubie and Roya*

The frontier shall leave the present frontier at Colla Longa, shall follow along the watershed by way of Mont Clapier, Col de Tenda, Mont Marguareis, whence it shall run southward by way of Mont Saccarello, Mont Vacchi, Mont Pietravecchia, Mont Lega and shall reach a point approximately 100 meters from the present frontier near Colla Pegairolle, about 5 kilometers to the northeast of Breil; it then shall run in a southwesterly direction, and shall rejoin the existing frontier approximately 100 meters southwest of Mont Mergo.

5. The detailed description of those sections of the frontier to which the modifications set out in paragraphs 1, 2, 3 and 4 above apply, is contained in Annex II to the present Treaty and the maps to which this description refers form part of Annex I.

Article 3

The frontier between Italy and Yugoslavia shall be fixed as follows:

(i) The new frontier follows a line starting from the junction of the frontiers of Austria, Italy and Yugoslavia as they existed on January 1, 1938, and proceeding southward along the 1938 frontier between Yugoslavia and Italy to the junction of that frontier with the administrative boundary between the Italian provinces of Friuli (Udine) and Gorizia;

(ii) From this point the line coincides with the said administrative boundary up to a point approximately 0.5 kilometer north of the village of Mernico in the valley of the Iudrio;

(iii) Leaving the administrative boundary between the Italian provinces of Friuli and Gorizia at this point, the line extends eastward to a point approximately 0.5 kilometer west of the village of Vercoglia di Cosbana and thence southward between the valleys of the Quarnizzo and the Cosbana to a point approximately 1 kilometer southwest of the village of Fleana, bending so as to cut the river Recca at a point approximately 1.5 kilometers east of the Iudrio and leaving on the east the road from Cosbana via Nebola to Castel Dobra;

(iv) The line then continues to the southeast passing due south of the road between points 111 and 172, then south of the road from Vipulzano to Uclanzi passing points 57 and 122, then crossing the latter road about 100 meters east of point 122 and curving north in the direction of a point situated 350 meters southeast of point 266;

(v) Passing about 0.5 kilometer north of the village of San Floriano, the line extends eastward to Monte Sabotino (point 610), leaving to the north the village of Poggio San Valentino;

(vi) From Monte Sabotino the line extends southward, crosses the Isonzo (Soca) river at the town of Salcano, which it leaves in Yugoslavia, and runs immediately to the west of the railway line from Canale d'Isonzo to Montespino to a point about 750 meters south of the Gorizia-Aisovizza road;

(vii) Departing from the railway, the line then bends southwest leaving in Yugoslavia the town of San Pietro and in Italy the Hospice and the road bordering it and, some 700 meters from the station of Gorizia S. Marco, crosses the railway connection between the above railway and the Sagrado-Cormons railway, skirts the Gorizia cemetery, which is left in Italy, passes between Highway No. 55 from Gorizia to Trieste, which highway is left in Italy, and the crossroads at point 54, leaving in Yugoslavia the towns of Vertoiba and Merna, and reaches a point located approximately at point 49;

(viii) Thence the line continues in a southerly direction across the Karst plateau, approximately 1 kilometer east of Highway No. 55, leaving on the east the village of Opacchiasella and on the west the village of Iamiano;

(ix) From a point approximately 1 kilometer east of Iamiano, the line follows the administrative boundary between the provinces of Gorizia and Trieste as far as a point approximately 2 kilometers northeast of the village of San Giovanni and approximately 0.5 kilometer northwest of point 208, forming the junction of the frontiers of Yugoslavia, Italy and the Free Territory of Trieste.

The map to which this description refers forms part of Annex I.

Article 4

The frontier between Italy and the Free Territory of Trieste shall be fixed as follows:

(i) The line starts from a point on the administrative boundary between the provinces of Gorizia and Trieste approximately 2 kilometers northeast of the village of San Giovanni and approximately 0.5 kilometer northwest of point 208, forming the junction of the frontiers of Yugoslavia, Italy and the Free Territory of Trieste, and runs southwestward to a point adjacent to Highway No. 14 and approximately 1 kilometer northwest of the junction between Highways Nos. 55 and 14, respectively running from Gorizia and Monfalcone to Trieste;

(ii) The line then extends in a southerly direction to a point, in the Gulf of Panzano, equidistant from Punta Sdobba at the mouth of the Isonzo (Soca) river and Castello Vecchio at Duino, about 3.3 kilometers south from the point where it departs from the coastline approximately 2 kilometers northwest of the town of Duino;

(iii) The line then reaches the high seas by following a line placed equidistant from the coastlines of Italy and the Free Territory of Trieste.

The map to which this description refers forms part of Annex I.

Article 5

1. The exact line of the new frontiers laid down in Articles 2, 3, 4 and 22 of the present Treaty shall be determined on the spot by Boundary Commissions composed of the representatives of the two Governments concerned.

2. The Commissions shall begin their work immediately on the coming into force of the present Treaty, and shall complete it as soon as possible and in any case within a period of six months.

3. Any questions which the Commissions are unable to agree upon will be referred to the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, acting as provided in Article 86, for final settlement by such methods as they may determine, including, where necessary, the appointment of an impartial third Commissioner.

4. The expenses of the Boundary Commissions will be borne in equal parts by the two Governments concerned.

5. For the purpose of determining on the spot the exact frontier laid down in Articles 3, 4 and 22, the Commissioners shall be allowed to depart by 0.5 kilometer from the line laid down in the present Treaty in order to adjust the frontier to local geographical and economic conditions, provided that no village or town of more than 500 inhabitants, no important railroads or highways, and no major power or water supplies are placed under a sovereignty other than that resulting from the delimitations laid down in the present Treaty.

SECTION II—FRANCE (Special Clauses)

Article 6

Italy hereby cedes to France in full sovereignty the former Italian territory situated on the French side of the Franco-Italian frontier defined in Article 2.

Article 7

The Italian Government shall hand over to the French Government all archives, historical and administrative, prior to 1860, which concern the territory ceded to France under the Treaty of March 24, 1860,¹ and the Convention of August 23, 1860.²

Article 8

1. The Italian Government shall co-operate with the French Government for the possible establishment of a railway connection between Briançon and Modane, via Bardonnèche.

2. The Italian Government shall authorize, free of customs duty and inspection, passport and other such formalities, the passenger and freight railway traffic travelling on the connection thus established, through Italian territory, from one point to another in France, in both directions; and shall take all necessary measures to ensure that the French trains using the said connection are allowed, under the same conditions, to pass duty free and without unjustifiable delay.

3. The necessary arrangements shall be concluded in due course between the two Governments.

*Article 9*1. *Plateau of Mont Cenis*

In order to secure to Italy the same facilities as Italy enjoyed in respect of hydro-electric power and water supply from the Lake of Mont Cenis before cession of this district to France, the latter shall give Italy under a bilateral agreement the technical guarantees set out in Annex III.

2. *The Tenda-Briga District*

In order that Italy shall not suffer any diminution in the supplies of electric power which Italy has drawn from sources existing in the Tenda-Briga district before its cession to France, the latter shall give Italy under a bilateral agreement the technical guarantees set out in Annex III.

SECTION III—AUSTRIA (Special Clauses)

Article 10

1. Italy shall enter into or confirm arrangements with Austria to guarantee free movement of passenger and freight traffic between the North and East Tyrol.

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVI, partie II, page 539.

² De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVII, partie II, page 22.

2. The Allied and Associated Powers have taken note of the provisions (the text of which is contained in Annex IV) agreed upon by the Austrian and Italian Governments on September 5, 1946.

SECTION IV — PEOPLE'S FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA
(Special Clauses)

Article 11

1. Italy hereby cedes to Yugoslavia in full sovereignty the territory situated between the new frontiers of Yugoslavia as defined in Articles 3 and 22 and the Italo-Yugoslav frontier as it existed on January 1, 1938, as well as the commune of Zara and all islands and adjacent islets lying within the following areas:

(a) The area bounded:

On the north by the parallel of 42° 50' N.;

On the south by the parallel of 42° 42' N.;

On the east by the meridian of 17° 10' E.;

On the west by the meridian of 16° 25' E.;

(b) The area bounded:

On the north by a line passing through the Porto del Quieto, equidistant from the coastline of the Free Territory of Trieste and Yugoslavia, and thence to the point 45° 15' N., 13° 24' E.;

On the south by the parallel 44° 23' N.;

On the west by a line connecting the following points:

1) 45° 15' N. — 13° 24' E.;

2) 44° 51' N. — 13° 37' E.;

3) 44° 23' N. — 14° 18' 30" E.

On the east by the west coast of Istria, the islands and the mainland of Yugoslavia.

A chart of these areas is contained in Annex I.

2. Italy hereby cedes to Yugoslavia in full sovereignty the island of Pelagosa and the adjacent islets.

The island of Pelagosa shall remain demilitarised.

Italian fishermen shall enjoy the same rights in Pelagosa and the surrounding waters as were there enjoyed by Yugoslav fishermen prior to April 6, 1941.

Article 12

1. Italy shall restore to Yugoslavia all objects of artistic, historical, scientific, educational or religious character (including all deeds, manuscripts, documents and bibliographical material) as well as administrative archives (files, registers, plans and documents of any kind) which, as the result of the Italian occupation, were removed between November 4, 1918, and March 2, 1924, from the territories ceded to Yugoslavia under the treaties signed in Rapallo on November 12, 1920,¹ and in Rome on January 27, 1924.² Italy shall also restore all objects belonging to those territories and falling into the above categories, removed by the Italian Armistice Mission which operated in Vienna after the first World War.

2. Italy shall deliver to Yugoslavia all objects having juridically the character of public property and coming within the categories in paragraph 1 of the present Article, removed since November 4, 1918, from the territory which under the present Treaty is ceded to Yugoslavia, and those connected with the said territory which Italy received from Austria or Hungary under the Peace Treaties signed in St. Germain on September 10, 1919, and in the Trianon on June 4, 1920, and under the convention between Austria and Italy, signed in Vienna on May 4, 1920.³

3. If, in particular cases, Italy is unable to restore or hand over to Yugoslavia the objects coming under paragraphs 1 and 2 of this Article, Italy shall hand over to Yugoslavia objects of the same kind as, and of approximately equivalent value to, the objects removed, in so far as such objects are obtainable in Italy.

Article 13

The water supply for Gorizia and its vicinity shall be regulated in accordance with the provisions of Annex V.

SECTION V—GREECE (Special Clause)*Article 14*

1. Italy hereby cedes to Greece in full sovereignty the Dodecanese Islands indicated hereafter, namely Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) and Castellorizo, as well as the adjacent islets.

2. These islands shall be and shall remain demilitarised.

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Volume XVIII, page 387.

² League of Nations, *Treaty Series*, Volume XXIV, page 31.

³ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XIX, page 682.

3. The procedure and the technical conditions governing the transfer of these islands to Greece will be determined by agreement between the Governments of the United Kingdom and Greece and arrangements shall be made for the withdrawal of foreign troops not later than 90 days from the coming into force of the present Treaty.

PART II

POLITICAL CLAUSES

SECTION I—GENERAL CLAUSES

Article 15

Italy shall take all measures necessary to secure to all persons under Italian jurisdiction, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

Article 16

Italy shall not prosecute or molest Italian nationals, including members of the armed forces, solely on the ground that during the period from June 10, 1940, to the coming into force of the present Treaty, they expressed sympathy with or took action in support of the cause of the Allied and Associated Powers.

Article 17

Italy, which, in accordance with Article 30 of the Armistice Agreement, has taken measures to dissolve the Fascist organizations in Italy, shall not permit the resurgence on Italian territory of such organizations, whether political, military or semi-military, whose purpose it is to deprive the people of their democratic rights.

Article 18

Italy undertakes to recognize the full force of the Treaties of Peace with Roumania, Bulgaria, Hungary and Finland and other agreements or arrangements which have been or will be reached by the Allied and Associated Powers in respect of Austria, Germany and Japan for the restoration of peace.

SECTION II — NATIONALITY. CIVIL AND POLITICAL RIGHTS

Article 19

1. Italian citizens who were domiciled on June 10, 1940, in territory transferred by Italy to another State under the present Treaty, and their children born after that date, shall, except as provided in the following paragraph, become citizens with full civil and political rights of the State to which the territory is transferred, in accordance with legislation to that effect to be introduced by that State within three months from the coming into force of the present Treaty. Upon becoming citizens of the State concerned they shall lose their Italian citizenship.

2. The Government of the State to which the territory is transferred shall, by appropriate legislation within three months from the coming into force of the present Treaty, provide that all persons referred to in paragraph 1 over the age of eighteen years (or married persons whether under or over that age) whose customary language is Italian, shall be entitled to opt for Italian citizenship within a period of one year from the coming into force of the present Treaty. Any person so opting shall retain Italian citizenship and shall not be considered to have acquired the citizenship of the State to which the territory is transferred. The option of the husband shall not constitute an option on the part of the wife. Option on the part of the father, or, if the father is not alive, on the part of the mother, shall, however, automatically include all unmarried children under the age of eighteen years.

3. The State to which the territory is transferred may require those who take advantage of the option to move to Italy within a year from the date when the option was exercised.

4. The State to which the territory is transferred shall, in accordance with its fundamental laws, secure to all persons within the territory, without distinction as to race, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of expression, of press and publication, of religious worship, of political opinion and of public meeting.

Article 20

1. Within a period of one year from the coming into force of the present Treaty, Italian citizens over 18 years of age (or married persons whether under or over that age), whose customary language is one of the Yugoslav

languages (Serb, Croat or Slovene), and who are domiciled on Italian territory may, upon filing a request with a Yugoslav diplomatic or consular representative in Italy, acquire Yugoslav nationality if the Yugoslav authorities accept their request.

2. In such cases, the Yugoslav Government will communicate to the Italian Government through the diplomatic channel lists of the persons who have thus acquired Yugoslav nationality. The persons mentioned in such lists will lose their Italian nationality on the date of such official communication.

3. The Italian Government may require such persons to transfer their residence to Yugoslavia within a period of one year from the date of such official communication.

4. For the purposes of this Article, the rules relating to the effect of options on wives and on children, set forth in Article 19, paragraph 2, shall apply.

5. The provisions of Annex XIV, paragraph 10 of the present Treaty, applying to the transfer of properties belonging to persons who opt for Italian nationality, shall equally apply to the transfer of properties belonging to persons who opt for Yugoslav nationality under this Article.

SECTION III—FREE TERRITORY OF TRIESTE

Article 21

1. There is hereby constituted the Free Territory of Trieste, consisting of the area lying between the Adriatic Sea and the boundaries defined in Articles 4 and 22 of the present Treaty. The Free Territory of Trieste is recognized by the Allied and Associated Powers and by Italy, which agree that its integrity and independence shall be assured by the Security Council of the United Nations.

2. Italian sovereignty over the area constituting the Free Territory of Trieste, as above defined, shall be terminated upon the coming into force of the present Treaty.

3. On the termination of Italian sovereignty, the Free Territory of Trieste shall be governed in accordance with an instrument for a provisional regime drafted by the Council of Foreign Ministers and approved by the Security Council. This Instrument shall remain in force until such date as

the Security Council shall fix for the coming into force of the Permanent Statute which shall have been approved by it. The Free Territory shall thenceforth be governed by the provisions of such Permanent Statute. The texts of the Permanent Statute and of the Instrument for the Provisional Regime are contained in Annexes VI and VII.

4. The Free Territory of Trieste shall not be considered as ceded territory within the meaning of Article 19 and Annex XIV of the present Treaty.

5. Italy and Yugoslavia undertake to give to the Free Territory of Trieste the guarantees set out in Annex IX.

Article 22

The frontier between Yugoslavia and the Free Territory of Trieste shall be fixed as follows:

(i) The line starts from a point on the administrative boundary between the provinces of Gorizia and Trieste, approximately 2 kilometers northeast of the village of San Giovanni and approximately 0.5 kilometer northwest of point 208, forming the junction of the frontiers of Yugoslavia, Italy and the Free Territory of Trieste, and follows this administrative boundary as far as Monte Lanaro (point 546); thence it extends southeastward as far as Monte Cocusso (point 672) through point 461, Meducia (point 475), Monte dei Pini (point 476) and point 407, crossing Highway No. 58, from Trieste to Sesana, about 3.3 kilometers to the southwest of this town, and leaving the villages of Vogliano and Orle to the east, and at approximately 0.4 kilometer to the west, the village of Zolla.

(ii) From Monte Cocusso, the line, continuing southeastward leaving the village of Grozzana to the west, reaches Monte Goli (point 621), then turning southwestward, crosses the road from Trieste to Cosina at point 455 and the railway at point 485, passes by points 416 and 326, leaving the villages of Beca and Castel in Yugoslav territory, crosses the road from Osopo to Gabrovizza d'Istria about 100 meters to the southeast of Osopo; then crosses the river Risana and the road from Villa Decani to Risano at a point about 350 meters west of the latter village, the village of Rosario and the road from Risano to San Sergio being left in Yugoslav territory; from this point the line proceeds as far as the cross roads situated about 1 kilometer northeastward of point 362, passing by points 285 and 354.

(iii) Thence, the line runs as far as a point about 0.5 kilometer east of the village of Cernova, crossing the river Dragogna about 1 kilometer north of this village, leaving the villages of Bucciai and Truscolo to the west and the village of Tersecco to the east, it then runs southwestward to the southeast of the road connecting the villages of Cernova and Chervoi, leaving this road 0.8 kilometer to the east of the village of Cucciani; it then runs in a general south-southwesterly direction, passing about 0.4 kilometer east of Monte Braico and at about 0.4 kilometer west of the village of Sterna Filaria, leaving the road running from this village to Piemonte to the east, passing about 0.4 kilometer west of the town of Piemonte and about 0.5 kilometer east of the town of Castagna and reaching the river Quieto at a point approximately 1.6 kilometer southwest of the town of Castagna.

(iv) Thence the line follows the main improved channel of the Quieto to its mouth, passing through Porto del Quieto to the high seas by following a line placed equidistant from the coastlines of the Free Territory of Trieste and Yugoslavia.

The map to which this description refers forms part of Annex I.

SECTION IV—ITALIAN COLONIES

Article 23

1. Italy renounces all right and title to the Italian territorial possessions in Africa, i. e. Libya, Eritrea and Italian Somaliland.

2. Pending their final disposal, the said possessions shall continue under their present administration.

3. The final disposal of these possessions shall be determined jointly by the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France within one year from the coming into force of the present Treaty, in the manner laid down in the joint declaration of February 10, 1947, issued by the said Governments, which is reproduced in Annex XI.

SECTION V—SPECIAL INTERESTS OF CHINA

Article 24

Italy renounces in favour of China all benefits and privileges resulting from the provisions of the final Protocol signed at Peking on September 7, 1901,¹ and all annexes, notes and documents supplementary thereto, and

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 94.

agrees to the abrogation in respect of Italy of the said protocol, annexes, notes and documents. Italy likewise renounces any claim thereunder to an indemnity.

Article 25

Italy agrees to the cancellation of the lease from the Chinese Government under which the Italian Concession at Tientsin was granted, and to the transfer to the Chinese Government of any property and archives belonging to the municipality of the said Concession.

Article 26

Italy renounces in favour of China the rights accorded to Italy in relation to the International Settlements at Shanghai and Amoy, and agrees to the reversion of the said Settlements to the administration and control of the Chinese Government.

SECTION VI—ALBANIA

Article 27

Italy recognises and undertakes to respect the sovereignty and independence of the State of Albania.

Article 28

Italy recognises that the Island of Saseno is part of the territory of Albania and renounces all claims thereto.

Article 29

Italy formally renounces in favour of Albania all property (apart from normal diplomatic or consular premises), rights, concessions, interests and advantages of all kinds in Albania, belonging to the Italian State or Italian para-statal institutions. Italy likewise renounces all claims to special interests or influence in Albania, acquired as a result of the aggression of April 7, 1939, or under treaties or agreements concluded before that date.

The economic clauses of the present Treaty, applicable to the Allied and Associated Powers, shall apply to other Italian property and other economic relations between Albania and Italy.

Article 30

Italian nationals in Albania will enjoy the same juridical status as other foreign nationals, but Italy recognises the legality of all Albanian

measures annulling or modifying concessions or special rights granted to Italian nationals provided that such measures are taken within a year from the coming into force of the present Treaty.

Article 31

Italy recognises that all agreements and arrangements made between Italy and the authorities installed in Albania by Italy from April 7, 1939, to September 3, 1943, are null and void.

Article 32

Italy recognises the legality of any measures which Albania may consider necessary to take in order to confirm or give effect to the preceding provisions.

SECTION VII—ETHIOPIA

Article 33

Italy recognises and undertakes to respect the sovereignty and independence of the State of Ethiopia.

Article 34

Italy formally renounces in favour of Ethiopia all property (apart from normal diplomatic or consular premises), rights, interests and advantages of all kinds acquired at any time in Ethiopia by the Italian State, as well as all para-statal property as defined in paragraph 1 of Annex XIV of the present Treaty.

Italy also renounces all claims to special interests or influence in Ethiopia.

Article 35

Italy recognises the legality of all measures which the Government of Ethiopia has taken or may hereafter take in order to annul Italian measures respecting Ethiopia taken after October 3, 1935, and the effects of such measures.

Article 36

Italian nationals in Ethiopia will enjoy the same juridical status as other foreign nationals, but Italy recognises the legality of all measures of the Ethiopian Government annulling or modifying concessions or special rights granted to Italian nationals, provided such measures are taken within a year from the coming into force of the present Treaty.

Article 37

Within eighteen months from the coming into force of the present Treaty, Italy shall restore all works of art, religious objects, archives and objects of historical value belonging to Ethiopia or its nationals and removed from Ethiopia to Italy since October 3, 1935.

Article 38

The date from which the provisions of the present Treaty shall become applicable as regards all measures and acts of any kind whatsoever entailing the responsibility of Italy or of Italian nationals towards Ethiopia, shall be held to be October 3, 1935.

SECTION VIII—INTERNATIONAL AGREEMENTS

Article 39

Italy undertakes to accept any arrangements which have been or may be agreed for the liquidation of the League of Nations, the Permanent Court of International Justice and also the International Financial Commission in Greece.

Article 40

Italy hereby renounces all rights, titles and claims deriving from the mandate system or from any undertakings given in connection therewith, and all special rights of the Italian State in respect of any mandated territory.

Article 41

Italy recognises the provisions of the Final Act of August 31, 1945, and of the Franco-British Agreement of the same date on the Statute of Tangier, as well as all provisions which may be adopted by the Signatory Powers for carrying out these instruments.

Article 42

Italy shall accept and recognise any arrangements which may be made by the Allied and Associated Powers concerned for the modification of the Congo Basin Treaties with a view to bringing them into accord with the Charter of the United Nations.

Article 43

Italy hereby renounces any rights and interests she may possess by virtue of Article 16 of the Treaty of Lausanne signed on July 24, 1923.¹

SECTION IX—BILATERAL TREATIES

Article 44

1. Each Allied or Associated Power will notify Italy, within a period of six months from the coming into force of the present Treaty, which of its pre-war bilateral treaties with Italy it desires to keep in force or revive. Any provisions not in conformity with the present Treaty shall, however, be deleted from the above-mentioned treaties.

2. All such treaties so notified shall be registered² with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

3. All such treaties not so notified shall be regarded as abrogated.

PART III
WAR CRIMINALS*Article 45*

1. Italy shall take all necessary steps to ensure the apprehension and surrender for trial of:

(a) Persons accused of having committed, ordered or abetted war crimes and crimes against peace or humanity;

(b) Nationals of any Allied or Associated Power accused of having violated their national law by treason or collaboration with the enemy during the war.

2. At the request of the United Nations Government concerned, Italy shall likewise make available as witnesses persons within its jurisdiction, whose evidence is required for the trial of the persons referred to in paragraph 1 of this Article.

3. Any disagreement concerning the application of the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article shall be referred by any of the Governments concerned to the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, who will reach agreement with regard to the difficulty.

¹ League of Nations, *Treaty Series*, Volume XXVIII, page 11.

² See the note registered by Czechoslovakia, United Nations, *Treaty Series*, Volume 26, page 103.

PART IV

NAVAL, MILITARY AND AIR CLAUSES

SECTION I—DURATION OF APPLICATION

Article 46

Each of the military, naval and air clauses of the present Treaty shall remain in force until modified in whole or in part by agreement between the Allied and Associated Powers and Italy or, after Italy becomes a member of the United Nations, by agreement between the Security Council and Italy.

SECTION II—GENERAL LIMITATIONS

Article 47

1. (a) The system of permanent Italian fortifications and military installations along the Franco-Italian frontier, and their armaments, shall be destroyed or removed

(b) This system is deemed to comprise only artillery and infantry fortifications whether in groups or separated, pillboxes of any type, protected accommodation for personnel, stores and ammunition, observation posts and military cableways, whatever may be their importance and actual condition of maintenance or state of construction, which are constructed of metal, masonry or concrete or excavated in the rock.

2. The destruction or removal, mentioned in paragraph 1 above, is limited to a distance of 20 kilometers from any point on the frontier as defined by the present Treaty, and shall be completed within one year from the coming into force of the Treaty.

3. Any reconstruction of the above-mentioned fortifications and installations is prohibited.

4. (a) The following construction to the east of the Franco-Italian frontier is prohibited: permanent fortifications where weapons capable of firing into French territory or territorial waters can be emplaced; permanent military installations capable of being used to conduct or direct fire into French territory or territorial waters; and permanent supply and storage facilities emplaced solely for the use of the above-mentioned fortifications and installations.

(b) This prohibition does not include other types of non-permanent fortifications or surface accommodations and installations which are designed

to meet only requirements of an internal character and of local defence of the frontiers.

5. In a coastal area 15 kilometers deep, stretching from the Franco-Italian frontier to the meridian of 9°30'E., Italy shall not establish any new, nor expand any existing, naval bases or permanent naval installations. This does not prohibit minor alterations to, nor the maintenance in good repair of, existing naval installations provided that their overall capacity will not thereby be increased.

Article 48

1. (a) Any permanent Italian fortifications and military installations along the Italo-Yugoslav frontier, and their armaments, shall be destroyed or removed.

(b) These fortifications and installations are deemed to comprise only artillery and infantry fortifications whether in groups or separated, pill-boxes of any type, protected accommodation for personnel, stores and ammunition, observation posts and military cableways, whatever may be their importance and actual condition of maintenance or state of construction, which are constructed of metal, masonry or concrete or excavated in the rock.

2. The destruction or removal, mentioned in paragraph 1 above, is limited to a distance of 20 kilometers from any point on the frontier, as defined by the present Treaty, and shall be completed within one year from the coming into force of the Treaty.

3. Any reconstruction of the above-mentioned fortifications and installations is prohibited.

4. (a) The following construction to the west of the Italo-Yugoslav frontier is prohibited: permanent fortifications where weapons capable of firing into Yugoslav territory or territorial waters can be emplaced; permanent military installations capable of being used to conduct or direct fire into Yugoslav territory or territorial waters; and permanent supply and storage facilities emplaced solely for the use of the above-mentioned fortifications and installations.

(b) This prohibition does not include other types of non-permanent fortifications or surface accommodations and installations which are designed to meet only requirements of an internal character and of local defence of the frontiers.

5. In a coastal area 15 kilometers deep, stretching from the frontier between Italy and Yugoslavia and between Italy and the Free Territory of Trieste to the latitude of $44^{\circ} 50'$ N. and in the islands adjacent to this coast, Italy shall not establish any new, nor expand any existing, naval bases or permanent naval installations. This does not prohibit minor alterations to, nor the maintenance in good repair of, existing naval installations and bases provided that their overall capacity will not thereby be increased.

6. In the Apulian Peninsula east of longitude $17^{\circ} 45'$ E., Italy shall not construct any new permanent military, naval or military air installations nor expand existing installations. This does not prohibit minor alterations to, nor the maintenance in good repair of, existing installations provided that their overall capacity will not thereby be increased. Accommodation for such security forces as may be required for tasks of an internal character and local defence of frontiers will, however, be permitted.

Article 49

1. Pantellaria, the Pelagian Islands (Lampedusa, Lampione and Linosa) and Pianosa (in the Adriatic) shall be and shall remain demilitarised.

2. Such demilitarisation shall be completed within one year from the coming into force of the present Treaty.

Article 50

1. In Sardinia all permanent coast defence artillery emplacements and their armaments and all naval installations which are located within a distance of 30 kilometers from French territorial waters shall be removed to the mainland of Italy or demolished within one year from the coming into force of the present Treaty.

2. In Sicily and Sardinia all permanent installations and equipment for the maintenance and storage of torpedoes, sea mines and bombs shall be demolished or removed to the mainland of Italy within one year from the coming into force of the present Treaty.

3. No improvements to, reconstruction of, or extensions of existing installations or permanent fortifications in Sicily and Sardinia shall be permitted; however, with the exception of the northern Sardinia areas described in paragraph 1 above, normal maintenance of such installations

or permanent fortifications and weapons already installed in them may take place.

4. In Sicily and Sardinia Italy shall be prohibited from constructing any naval, military and air force installations or fortifications except for such accommodation for security forces as may be required for tasks of an internal character.

Article 51

Italy shall not possess, construct or experiment with (i) any atomic weapon, (ii) any self-propelled or guided missiles or apparatus connected with their discharge (other than torpedoes and torpedo-launching gear comprising the normal armament of naval vessels permitted by the present Treaty), (iii) any guns with a range of over 30 kilometers, (iv) sea mines or torpedoes of non-contact types actuated by influence mechanisms, (v) any torpedoes capable of being manned.

Article 52

The acquisition of war material of German or Japanese origin or design, either from inside or outside Italy, or its manufacture, is prohibited to Italy.

Article 53

Italy shall not manufacture or possess, either publicly or privately, any war material different in type from, or exceeding in quantity, that required for the forces permitted in Sections III, IV and V below.

Article 54

The total number of heavy and medium tanks in the Italian armed forces shall not exceed 200.

Article 55

In no case shall any officer or non-commissioned officer of the former Fascist Militia or of the former Fascist Republican Army be permitted to hold officer's or non-commissioned officer's rank in the Italian Navy, Army, Air Force or Carabinieri, with the exception of such persons as shall have been exonerated by the appropriate body in accordance with Italian law.

SECTION III — LIMITATION OF THE ITALIAN NAVY

Article 56

1. The present Italian Fleet shall be reduced to the units listed in Annex XII A.

2. Additional units not listed in Annex XII and employed only for the specific purpose of minesweeping, may continue to be employed until the end of the mine clearance period as shall be determined by the International Central Board for Mine Clearance of European Waters.

3. Within two months from the end of the said period, such of these vessels as are on loan to the Italian Navy from other Powers shall be returned to those Powers, and all other additional units shall be disarmed and converted to civilian use.

Article 57

1. Italy shall effect the following disposal of the units of the Italian Navy specified in Annex XII B:

(a) The said units shall be placed at the disposal of the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France;

(b) Naval vessels required to be transferred in compliance with sub-paragraph (a) above shall be fully equipped, in operational condition including a full outfit of armament stores, and complete with on-board spare parts and all necessary technical data;

(c) The transfer of the naval vessels mentioned above shall be effected within three months from the coming into force of the present Treaty, except that, in the case of naval vessels that cannot be refitted within three months, the time limit for the transfer may be extended by the Four Governments;

(d) Reserve allowance of spare parts and armament stores for the naval vessels mentioned above shall, as far as possible, be supplied with the vessels.

The balance of reserve spare parts and armament stores shall be supplied to an extent and at dates to be decided by the Four Governments, in any case within a maximum of one year from the coming into force of the present Treaty.

2. Details relating to the above transfers will be arranged by a Four Power Commission to be established under a separate protocol.

3. In the event of loss or damage, from whatever cause, to any of the vessels in Annex XII B scheduled for transfer, and which cannot be made good by the agreed date for transfer of the vessel or vessels concerned, Italy undertakes to replace such vessel or vessels by equivalent tonnage from the

list in Annex XII A, the actual vessel or vessels to be substituted being selected by the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France.

Article 58

1. Italy shall effect the following disposal of submarines and non-operational naval vessels. The time limits specified below shall be taken as commencing with the coming into force of the present Treaty.

(a) Surface naval vessels afloat not listed in Annex XII, including naval vessels under construction afloat, shall be destroyed or scrapped for metal within nine months.

(b) Naval vessels under construction on slips shall be destroyed or scrapped for metal within nine months.

(c) Submarines afloat and not listed in Annex XII B shall be sunk in the open sea in a depth of over 100 fathoms within three months.

(d) Naval vessels sunk in Italian harbours and approach channels, in obstruction of normal shipping, shall, within two years, either be destroyed on the spot or salvaged and subsequently destroyed or scrapped for metal.

(e) Naval vessels sunk in shallow Italian waters not in obstruction of normal shipping shall within one year be rendered incapable of salvage.

(f) Naval vessels capable of reconversion which do not come within the definition of war material, and which are not listed in Annex XII, may be reconverted to civilian uses or are to be demolished within two years.

2. Italy undertakes, prior to the sinking or destruction of naval vessels and submarines as provided for in the preceding paragraph, to salvage such equipment and spare parts as may be useful in completing the on-board and reserve allowances of spare parts and equipment to be supplied, in accordance with Article 57, paragraph 1, for all ships specified in Annex XII B.

3. Under the supervision of the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, Italy may also salvage such equipment and spare parts of a non-warlike character as are readily adaptable for use in Italian civil economy.

Article 59

1. No battleship shall be constructed, acquired or replaced by Italy.

2. No aircraft carrier, submarine or other submersible craft, motor torpedo boat or specialised types of assault craft shall be constructed, acquired, employed or experimented with by Italy.

3. The total standard displacement of the war vessels, other than battleships, of the Italian Navy, including vessels under construction after the date of launching, shall not exceed 67,500 tons.

4. Any replacement of war vessels by Italy shall be effected within the limit of tonnage given in paragraph 3. There shall be no restriction on the replacement of auxiliary vessels.

5. Italy undertakes not to acquire or lay down any war vessels before January 1, 1950, except as necessary to replace any vessel, other than a battleship, accidentally lost, in which case the displacement of the new vessel is not to exceed by more than ten per cent the displacement of the vessel lost.

6. The terms used in this Article are, for the purposes of the present Treaty, defined in Annex XIII A.

Article 60

1. The total personnel of the Italian Navy, excluding any naval air personnel, shall not exceed 25,000 officers and men.

2. During the mine clearance period as determined by the International Central Board for Mine Clearance of European Waters, Italy shall be authorized to employ for this purpose an additional number of officers and men not to exceed 2,500.

3. Permanent naval personnel in excess of that permitted under paragraph 1 shall be progressively reduced as follows, time limits being taken as commencing with the coming into force of the present Treaty:

- (a) To 30,000 within six months;
- (b) To 25,000 within nine months.

Two months after the completion of minesweeping by the Italian Navy, the excess personnel authorized by paragraph 2 is to be disbanded or absorbed within the above numbers.

4. Personnel, other than those authorized under paragraphs 1 and 2, and other than any naval air personnel authorized under Article 65, shall not receive any form of naval training as defined in Annex XIII B.

SECTION IV — LIMITATION OF THE ITALIAN ARMY

Article 61

The Italian Army, including the Frontier Guards, shall be limited to a force of 185,000 combat, service and overhead personnel and 65,000

Carabinieri, though either of the above elements may be varied by 10,000 as long as the total ceiling does not exceed 250,000. The organisation and armament of the Italian ground forces, as well as their deployment throughout Italy, shall be designed to meet only tasks of an internal character, local defence of Italian frontiers and anti-aircraft defence.

Article 62

The Italian Army, in excess of that permitted under Article 61 above, shall be disbanded within six months from the coming into force of the present Treaty.

Article 63

Personnel other than those forming part of the Italian Army or Carabinieri shall not receive any form of military training as defined in Annex XIII B.

SECTION V — LIMITATION OF THE ITALIAN AIR FORCE

Article 64

1. The Italian Air Force, including any naval air arm, shall be limited to a force of 200 fighter and reconnaissance aircraft and 150 transport, air-sea rescue, training (school type) and liaison aircraft. These totals include reserve aircraft. All aircraft except for fighter and reconnaissance aircraft shall be unarmed. The organisation and armament of the Italian Air Force as well as their deployment throughout Italy shall be designed to meet only tasks of an internal character, local defence of Italian frontiers and defence against air attack.

2. Italy shall not possess or acquire any aircraft designed primarily as bombers with internal bomb-carrying facilities.

Article 65

1. The personnel of the Italian Air Force, including any naval air personnel, shall be limited to a total of 25,000 effectives, which shall include combat, service and overhead personnel.

2. Personnel other than those forming part of the Italian Air Force shall not receive any form of military air training as defined in Annex XIII B.

Article 66

The Italian Air Force, in excess of that permitted under Article 65 above, shall be disbanded within six months from the coming into force of the present Treaty.

SECTION VI—DISPOSAL OF WAR MATERIAL
(as defined in ANNEX XIII C)

Article 67

1. All Italian war material in excess of that permitted for the armed forces specified in Sections III, IV and V shall be placed at the disposal of the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, according to such instructions as they may give to Italy.

2. All Allied war material in excess of that permitted for the armed forces specified in Sections III, IV and V shall be placed at the disposal of the Allied or Associated Power concerned according to the instructions to be given to Italy by the Allied or Associated Power concerned.

3. All German and Japanese war material in excess of that permitted for the armed forces specified in Sections III, IV and V, and all German or Japanese drawings, including existing blueprints, prototypes, experimental models and plans, shall be placed at the disposal of the Four Governments in accordance with such instructions as they may give to Italy.

4. Italy shall renounce all rights to the above-mentioned war material and shall comply with the provisions of this Article within one year from the coming into force of the present Treaty except as provided for in Articles 56 to 58 thereof.

5. Italy shall furnish to the Four Governments lists of all excess war material within six months from the coming into force of the present Treaty.

SECTION VII—PREVENTION OF GERMAN AND
JAPANESE REARMAMENT

Article 68

Italy undertakes to co-operate fully with the Allied and Associated Powers with a view to ensuring that Germany and Japan are unable to take steps outside German and Japanese territories towards rearmament.

Article 69

Italy undertakes not to permit the employment or training in Italy of any technicians, including military or civil aviation personnel, who are or have been nationals of Germany or Japan.

Article 70

Italy undertakes not to acquire or manufacture civil aircraft which are of German or Japanese design or which embody major assemblies of German or Japanese manufacture or design.

SECTION VIII—PRISONERS OF WAR*Article 71*

1. Italian prisoners of war shall be repatriated as soon as possible in accordance with arrangements agreed upon by the individual Powers detaining them and Italy.

2. All costs, including maintenance costs, incurred in moving Italian prisoners of war from their respective assembly points, as chosen by the Government of the Allied or Associated Power concerned, to the point of their entry into Italian territory, shall be borne by the Italian Government.

SECTION IX—MINE CLEARANCE*Article 72*

As from the coming into force of the present Treaty, Italy will be invited to join the Mediterranean Zone Board of the International Organisation for Mine Clearance of European Waters, and shall maintain at the disposal of the Central Mine Clearance Board all Italian minesweeping forces until the end of the post-war mine clearance period as determined by the Central Board.

PART V**WITHDRAWAL OF ALLIED FORCES***Article 73*

1. All armed forces of the Allied and Associated Powers shall be withdrawn from Italy as soon as possible and in any case not later than 90 days from the coming into force of the present Treaty.

2. All Italian goods for which compensation has not been made and which are in possession of the armed forces of the Allied and Associated Powers in Italy at the coming into force of the present Treaty shall be returned to the Italian Government within the same period of 90 days or due compensation shall be made.

3. All bank and cash balances in the hands of the forces of the Allied and Associated Powers at the coming into force of the present Treaty which have been supplied free of cost by the Italian Government shall similarly be returned or a corresponding credit given to the Italian Government.

PART VI

CLAIMS ARISING OUT OF THE WAR

SECTION I—REPARATION

Article 74

A. REPARATION FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

1. Italy shall pay the Soviet Union reparation in the amount of \$100,000,000 during a period of seven years from the coming into force of the present Treaty. Deliveries from current industrial production shall not be made during the first two years.

2. Reparation shall be made from the following sources:

(a) A share of the Italian factory and tool equipment designed for the manufacture of war material, which is not required by the permitted military establishments, which is not readily susceptible of conversion to civilian purposes and which will be removed from Italy pursuant to Article 67 of the present Treaty;

(b) Italian assets in Roumania, Bulgaria and Hungary, subject to the exceptions specified in paragraph 6 of Article 79;

(c) Italian current industrial production, including production by extractive industries.

3. The quantities and types of goods to be delivered shall be the subject of agreements between the Governments of the Soviet Union and of Italy, and shall be selected and deliveries shall be scheduled in such a way as to avoid interference with the economic reconstruction of Italy and the imposition of additional liabilities on other Allied or Associated Powers. Agreements concluded under this paragraph shall be communicated to the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France.

4. The Soviet Union shall furnish to Italy on commercial terms the materials which are normally imported into Italy and which are needed for the production of these goods. Payments for these materials shall be made by deducting the value of the materials furnished from the value of the goods delivered to the Soviet Union.

5. The Four Ambassadors shall determine the value of the Italian assets to be transferred to the Soviet Union.

6. The basis of calculation for the settlement provided in this Article will be the United States dollar at its gold parity on July 1, 1946, i.e. \$35 for one ounce of gold.

B. REPARATION FOR ALBANIA, ETHIOPIA, GREECE AND YUGOSLAVIA

1. Italy shall pay reparation to the following States:

Albania in the amount of.....	\$5,000,000
Ethiopia in the amount of.....	\$25,000,000
Greece in the amount of.....	\$105,000,000
Yugoslavia in the amount of.....	\$125,000,000

These payments shall be made during a period of seven years from the coming into force of the present Treaty. Deliveries from current industrial production shall not be made during the first two years.

2. Reparation shall be made from the following sources:

(a) A share of the Italian factory and tool equipment designed for the manufacture of war material, which is not required by the permitted military establishments, which is not readily susceptible of conversion to civilian purposes and which will be removed from Italy pursuant to Article 67 of the present Treaty;

(b) Italian current industrial production, including production by extractive industries;

(c) All other categories of capital goods or services, excluding Italian assets which, under Article 79 of the present Treaty, are subject to the jurisdiction of the States mentioned in paragraph 1 above. Deliveries under this paragraph shall include either or both of the passenger vessels *Saturnia* and *Vulcania*, if, after their value has been determined by the Four Ambassadors, they are claimed within 90 days by one of the States mentioned in paragraph 1 above. Such deliveries may also include seeds.

3. The quantities and types of goods and services to be delivered shall be the subject of agreements between the Governments entitled to receive reparation and the Italian Government, and shall be selected and deliveries shall be scheduled in such a way as to avoid interference with the economic reconstruction of Italy and the imposition of additional liabilities on other Allied or Associated Powers.

4. The States entitled to receive reparation from current industrial production shall furnish to Italy on commercial terms the materials which are normally imported into Italy and which are needed for the production of these goods. Payment for these materials shall be made by deducting the value of the materials furnished from the value of the goods delivered.

5. The basis of calculation for the settlement provided in this Article will be the United States dollar at its gold parity on July 1, 1946, i.e. \$35 for one ounce of gold.

6. Claims of the States mentioned in paragraph 1 of part B of this Article, in excess of the amounts of reparation specified in that paragraph, shall be satisfied out of the Italian assets subject to their respective jurisdictions under Article 79 of the present Treaty.

7. (a) The Four Ambassadors will coordinate and supervise the execution of the provisions of part B of this Article. They will consult with the Heads of the Diplomatic Missions in Rome of the States named in paragraph 1 of part B and, as circumstances may require, with the Italian Government, and advise them. For the purpose of this Article, the Four Ambassadors will continue to act until the expiration of the period for reparation deliveries provided in paragraph 1 of part B.

(b) With a view to avoiding conflict or overlapping in the allocation of Italian production and resources among the several States entitled to reparation under part B of this Article, the Four Ambassadors shall be informed by any one of the Governments entitled to reparation under part B of this Article and by the Italian Government of the opening of negotiations for an agreement under paragraph 3 above and of the progress of such negotiations. In the event of any differences arising in the course of the negotiations the Four Ambassadors shall be competent to decide any point submitted to them by either Government or by any other Government entitled to reparation under part B of this Article.

(c) Agreements when concluded shall be communicated to the Four Ambassadors. The Four Ambassadors may recommend that an agreement which is not, or has ceased to be, in consonance with the objectives set out in paragraph 3 or sub-paragraph (b) above be appropriately modified.

C. SPECIAL PROVISION FOR EARLIER DELIVERIES

With respect to deliveries from current industrial production, as provided in part A, paragraph 2 (c) and part B, paragraph 2 (b), nothing in

either part A or part B of this Article shall be deemed to prevent deliveries during the first two years, if such deliveries are made in accordance with agreements between the Government entitled to reparation and the Italian Government.

D. REPARATION FOR OTHER STATES

1. Claims of the other Allied and Associated Powers shall be satisfied out of the Italian assets subject to their respective jurisdictions under Article 79 of the present Treaty.

2. The claims of any State which is receiving territories under the present Treaty and which is not mentioned in part B of this Article shall also be satisfied by the transfer to the said State, without payment, of the industrial installations and equipment situated in the ceded territories and employed in the distribution of water, and the production and distribution of gas and electricity, owned by any Italian company whose *siège social* is in Italy or is transferred to Italy, as well as by the transfer of all other assets of such companies in ceded territories.

3. Responsibility for the financial obligations secured by mortgages, liens and other charges on such property shall be assumed by the Italian Government.

E. COMPENSATION FOR PROPERTY TAKEN FOR REPARATION PURPOSES

The Italian Government undertakes to compensate all natural or juridical persons whose property is taken for reparation purposes under this Article.

SECTION II—RESTITUTION BY ITALY

Article 75

1. Italy accepts the principles of the United Nations Declaration of January 5, 1943, and shall return, in the shortest possible time, property removed from the territory of any of the United Nations.

2. The obligation to make restitution applies to all identifiable property at present in Italy which was removed by force or duress by any of the Axis Powers from the territory of any of the United Nations, irrespective of any subsequent transactions by which the present holder of any such property has secured possession.

3. The Italian Government shall return the property referred to in this Article in good order and, in this connection, shall bear all costs in Italy relating to labour, materials and transport.

4. The Italian Government shall co-operate with the United Nations in, and shall provide at its own expense all necessary facilities for, the search for and restitution of property liable to restitution under this Article.

5. The Italian Government shall take the necessary measures to effect the return of property covered by this Article held in any third country by persons subject to Italian jurisdiction.

6. Claims for the restitution of property shall be presented to the Italian Government by the Government of the country from whose territory the property was removed, it being understood that rolling stock shall be regarded as having been removed from the territory to which it originally belonged. The period during which such claims may be presented shall be six months from the coming into force of the present Treaty.

7. The burden of identifying the property and of proving ownership shall rest on the claimant Government, and the burden of proving that the property was not removed by force or duress shall rest on the Italian Government.

8. The Italian Government shall restore to the Government of the United Nation concerned all monetary gold looted by or wrongfully removed to Italy or shall transfer to the Government of the United Nation concerned an amount of gold equal in weight and fineness to that looted or wrongfully removed. This obligation is recognised by the Italian Government to exist irrespective of any transfers or removals of gold from Italy to any other Axis Power or a neutral country.

9. If, in particular cases, it is impossible for Italy to make restitution of objects of artistic, historical or archaeological value, belonging to the cultural heritage of the United Nation from whose territory such objects were removed by force or duress by Italian forces, authorities or nationals, Italy shall transfer to the United Nation concerned objects of the same kind as, and of approximately equivalent value to, the objects removed, in so far as such objects are obtainable in Italy.

SECTION III—RENUNCIATION OF CLAIMS BY ITALY

Article 76

1. Italy waives all claims of any description against the Allied and Associated Powers on behalf of the Italian Government or Italian nationals arising directly out of the war or out of actions taken because of the existence

of a state of war in Europe after September 1, 1939, whether or not the Allied or Associated Power was at war with Italy at the time, including the following:

(a) Claims for losses or damages sustained as a consequence of acts of forces or authorities of Allied or Associated Powers;

(b) Claims arising from the presence, operations, or actions of forces or authorities of Allied or Associated Powers in Italian territory;

(c) Claims with respect to the decrees or orders of Prize Courts of Allied or Associated Powers, Italy agreeing to accept as valid and binding all decrees and orders of such Prize Courts on or after September 1, 1939, concerning Italian ships or Italian goods or the payment of costs;

(d) Claims arising out of the exercise or purported exercise of belligerent rights.

2. The provisions of this Article shall bar, completely and finally, all claims of the nature referred to herein, which will be henceforward extinguished, whoever may be the parties in interest. The Italian Government agrees to make equitable compensation in lire to persons who furnished supplies or services on requisition to the forces of Allied or Associated Powers in Italian territory and in satisfaction of non-combat damage claims against the forces of Allied or Associated Powers arising in Italian territory.

3. Italy likewise waives all claims of the nature covered by paragraph 1 of this Article on behalf of the Italian Government or Italian nationals against any of the United Nations which broke off diplomatic relations with Italy and which took action in co-operation with the Allied and Associated Powers.

4. The Italian Government shall assume full responsibility for all Allied military currency issued in Italy by the Allied military authorities, including all such currency in circulation at the coming into force of the present Treaty.

5. The waiver of claims by Italy under paragraph 1 of this Article includes any claims arising out of actions taken by any of the Allied and Associated Powers with respect to Italian ships between September 1, 1939, and the coming into force of the present Treaty, as well as any claims and debts arising out of the Conventions on prisoners of war now in force.

6. The provisions of this Article shall not be deemed to affect the ownership of submarine cables which, at the outbreak of the war, were owned by the Italian Government or Italian nationals. This paragraph shall not preclude the application of Article 79 and Annex XIV to submarine cables.

Article 77

1. From the coming into force of the present Treaty property in Germany of Italy and of Italian nationals shall no longer be treated as enemy property and all restrictions based on such treatment shall be removed.

2. Identifiable property of Italy and of Italian nationals removed by force or duress from Italian territory to Germany by German forces or authorities after September 3, 1943, shall be eligible for restitution.

3. The restoration and restitution of Italian property in Germany shall be effected in accordance with measures which will be determined by the Powers in occupation of Germany.

4. Without prejudice to these and to any other dispositions in favour of Italy and Italian nationals by the Powers occupying Germany, Italy waives on its own behalf and on behalf of Italian nationals all claims against Germany and German nationals outstanding on May 8, 1945, except those arising out of contracts and other obligations entered into, and rights acquired, before September 1, 1939. This waiver shall be deemed to include debts, all inter-governmental claims in respect of arrangements entered into in the course of the war, and all claims for loss or damage arising during the war.

5. Italy agrees to take all necessary measures to facilitate such transfers of German assets in Italy as may be determined by those of the Powers occupying Germany which are empowered to dispose of the said assets.

PART VII

PROPERTY, RIGHTS AND INTERESTS

SECTION I—UNITED NATIONS PROPERTY IN ITALY

Article 78

1. In so far as Italy has not already done so, Italy shall restore all legal rights and interests in Italy of the United Nations and their nationals as

they existed on June 10, 1940, and shall return all property in Italy of the United Nations and their nationals as it now exists.

2. The Italian Government undertakes that all property, rights and interests passing under this Article shall be restored free of all encumbrances and charges of any kind to which they may have become subject as a result of the war and without the imposition of any charges by the Italian Government in connection with their return. The Italian Government shall nullify all measures, including seizures, sequestration or control, taken by it against United Nations property between June 10, 1940, and the coming into force of the present Treaty. In cases where the property has not been returned within six months from the coming into force of the present Treaty, application shall be made to the Italian authorities not later than twelve months from the coming into force of the present Treaty, except in cases in which the claimant is able to show that he could not file his application within this period.

3. The Italian Government shall invalidate transfers involving property, rights and interests of any description belonging to United Nations nationals, where such transfers resulted from force or duress exerted by Axis Governments or their agencies during the war.

4. (a) The Italian Government shall be responsible for the restoration to complete good order of the property returned to United Nations nationals under paragraph 1 of this Article. In cases where property cannot be returned or where, as a result of the war, a United Nations national has suffered a loss by reason of injury or damage to property in Italy, he shall receive from the Italian Government compensation in lire to the extent of two-thirds of the sum necessary, at the date of payment, to purchase similar property or to make good the loss suffered. In no event shall United Nations nationals receive less favourable treatment with respect to compensation than that accorded to Italian nationals.

(b) United Nations nationals who hold, directly or indirectly, ownership interests in corporations or associations which are not United Nations nationals within the meaning of paragraph 9 (a) of this Article, but which have suffered a loss by reason of injury or damage to property in Italy, shall receive compensation in accordance with sub-paragraph (a) above. This

compensation shall be calculated on the basis of the total loss or damage suffered by the corporation or association and shall bear the same proportion to such loss or damage as the beneficial interests of such nationals in the corporation or association bear to the total capital thereof.

(c) Compensation shall be paid free of any levies, taxes or other charges. It shall be freely usable in Italy but shall be subject to the foreign exchange control regulations which may be in force in Italy from time to time.

(d) The Italian Government shall grant United Nations nationals an indemnity in lire at the same rate as provided in sub-paragraph (a) above to compensate them for the loss or damage due to special measures applied to their property during the war, and which were not applicable to Italian property. This sub-paragraph does not apply to a loss of profit.

5. All reasonable expenses incurred in Italy in establishing claims, including the assessment of loss or damage, shall be borne by the Italian Government.

6. United Nations nationals and their property shall be exempted from any exceptional taxes, levies or imposts imposed on their capital assets in Italy by the Italian Government or any Italian authority between September 3, 1943, and the coming into force of the present Treaty for the specific purpose of meeting charges arising out of the war or of meeting the costs of occupying forces or of reparation payable to any of the United Nations. Any sums which have been so paid shall be refunded.

7. Notwithstanding the territorial transfers provided in the present Treaty, Italy shall continue to be responsible for loss or damage sustained during the war by property in ceded territory or in the Free Territory of Trieste belonging to United Nations nationals. The obligations contained in paragraphs 3, 4, 5 and 6 of this Article shall also rest on the Italian Government in regard to property in ceded territory and in the Free Territory of Trieste of United Nations nationals except in so far as this would conflict with the provisions of paragraph 14 of Annex X and paragraph 14 of Annex XIV of the present Treaty.

8. The owner of the property concerned and the Italian Government may agree upon arrangements in lieu of the provisions of this Article.

9. As used in this Article:

(a) "United Nations nationals" means individuals who are nationals of any of the United Nations, or corporations or associations organised under the laws of any of the United Nations, at the coming into force of the present Treaty, provided that the said individuals, corporations or associations also had this status on September 3, 1943, the date of the Armistice with Italy.

The term "United Nations nationals" also includes all individuals, corporations or associations which, under the laws in force in Italy during the war, have been treated as enemy;

(b) "Owner" means the United Nations national, as defined in sub-paragraph (a) above, who is entitled to the property in question, and includes a successor of the owner, provided that the successor is also a United Nations national as defined in sub-paragraph (a). If the successor has purchased the property in its damaged state, the transferor shall retain his rights to compensation under this Article, without prejudice to obligations between the transferor and the purchaser under domestic law;

(c) "Property" means all movable or immovable property, whether tangible or intangible, including industrial, literary and artistic property, as well as all rights or interests of any kind in property. Without prejudice to the generality of the foregoing provisions, the property of the United Nations and their nationals includes all seagoing and river vessels, together with their gear and equipment, which were either owned by United Nations or their nationals, or registered in the territory of one of the United Nations, or sailed under the flag of one of the United Nations and which, after June 10, 1940, while in Italian waters, or after they had been forcibly brought into Italian waters, either were placed under the control of the Italian authorities as enemy property or ceased to be at the free disposal in Italy of the United Nations or their nationals, as a result of measures of control taken by the Italian authorities in relation to the existence of a state of war between members of the United Nations and Germany.

SECTION II—ITALIAN PROPERTY IN THE TERRITORY OF ALLIED AND ASSOCIATED POWERS

Article 79

1. Each of the Allied and Associated Powers shall have the right to seize, retain, liquidate or take any other action with respect to all property,

rights and interests which on the coming into force of the present Treaty are within its territory and belong to Italy or to Italian nationals, and to apply such property or the proceeds thereof to such purposes as it may desire, within the limits of its claims and those of its nationals against Italy or Italian nationals, including debts, other than claims fully satisfied under other Articles of the present Treaty. All Italian property, or the proceeds thereof, in excess of the amount of such claims, shall be returned.

2. The liquidation and disposition of Italian property shall be carried out in accordance with the law of the Allied or Associated Power concerned. The Italian owner shall have no rights with respect to such property except those which may be given him by that law.

3. The Italian Government undertakes to compensate Italian nationals whose property is taken under this Article and not returned to them.

4. No obligation is created by this Article on any Allied or Associated Power to return industrial property to the Italian Government or Italian nationals, or to include such property in determining the amounts which may be retained under paragraph 1 of this Article. The Government of each of the Allied and Associated Powers shall have the right to impose such limitations, conditions and restrictions on rights or interests with respect to industrial property in the territory of that Allied or Associated Power, acquired prior to the coming into force of the present Treaty by the Government or nationals of Italy, as may be deemed by the Government of the Allied or Associated Power to be necessary in the national interest.

5. (a) Italian submarine cables connecting points in Yugoslavia shall be deemed to be Italian property in Yugoslavia, despite the fact that lengths of these cables may lie outside the territorial waters of Yugoslavia.

(b) Italian submarine cables connecting a point in the territory of an Allied or Associated Power with a point in Italian territory shall be deemed to be Italian property within the meaning of this Article so far as concerns the terminal facilities and the lengths of cables lying within territorial waters of that Allied or Associated Power.

6. The property covered by paragraph 1 of this Article shall be deemed to include Italian property which has been subject to control by reason of a state of war existing between Italy and the Allied or Associated Power having jurisdiction over the property, but shall not include:

(a) Property of the Italian Government used for consular or diplomatic purposes;

(b) Property belonging to religious bodies or private charitable institutions and used exclusively for religious or charitable purposes;

(c) Property of natural persons who are Italian nationals permitted to reside within the territory of the country in which the property is located or to reside elsewhere in United Nations territory, other than Italian property which at any time during the war was subjected to measures not generally applicable to the property of Italian nationals resident in the same territory;

(d) Property rights arising since the resumption of trade and financial relations between the Allied and Associated Powers and Italy, or arising out of transactions between the Government of any Allied or Associated Power and Italy since September 3, 1943;

(e) Literary and artistic property rights;

(f) Property in ceded territories of Italian nationals, to which the provisions of Annex XIV shall apply;

(g) With the exception of the assets indicated in Article 74, part A, paragraph 2(b) and part D, paragraph 1, property of natural persons residing in ceded territories or in the Free Territory of Trieste who do not opt for Italian nationality under the present Treaty, and property of corporations or associations having *siège social* in ceded territories or in the Free Territory of Trieste, provided that such corporations or associations are not owned or controlled by persons in Italy. In the cases provided under Article 74, part A, paragraph 2(b), and part D, paragraph 1, the question of compensation will be dealt with under Article 74, part E.

SECTION III—DECLARATION OF THE ALLIED AND ASSOCIATED POWERS IN RESPECT OF CLAIMS

Article 80

The Allied and Associated Powers declare that the rights attributed to them under Articles 74 and 79 of the present Treaty cover all their claims and those of their nationals for loss or damage due to acts of war, including measures due to the occupation of their territory, attributable to Italy and having occurred outside Italian territory, with the exception of claims based on Articles 75 and 78.

SECTION IV—DEBTS

Article 81

1. The existence of the state of war shall not, in itself, be regarded as affecting the obligation to pay pecuniary debts arising out of obligations and contracts which existed, and rights which were acquired, before the existence of the state of war, which became payable prior to the coming into force of the present Treaty, and which are due by the Government or nationals of Italy to the Government or nationals of one of the Allied and Associated Powers or are due by the Government or nationals of one of the Allied and Associated Powers to the Government or nationals of Italy.

2. Except as otherwise expressly provided in the present Treaty, nothing therein shall be construed as impairing debtor-creditor relationships arising out of pre-war contracts concluded either by the Government or nationals of Italy.

PART VIII

GENERAL ECONOMIC RELATIONS

Article 82

1. Pending the conclusion of commercial treaties or agreements between individual United Nations and Italy, the Italian Government shall, during a period of eighteen months from the coming into force of the present Treaty, grant the following treatment to each of the United Nations which, in fact, reciprocally grants similar treatment in like matters to Italy:

(a) In all that concerns duties and charges on importation or exportation, the internal taxation of imported goods and all regulations pertaining thereto, the United Nations shall be granted unconditional most-favoured-nation treatment;

(b) In all other respects, Italy shall make no arbitrary discrimination against goods originating in or destined for any territory of any of the United Nations as compared with like goods originating in or destined for territory of any other of the United Nations or of any other foreign country;

(c) United Nations nationals, including juridical persons, shall be granted national and most-favoured-nation treatment in all matters pertaining to commerce, industry, shipping and other forms of business activity within Italy. These provisions shall not apply to commercial aviation;

(d) Italy shall grant no exclusive or discriminatory right to any country with regard to the operation of commercial aircraft in international traffic, shall afford all the United Nations equality of opportunity in obtaining international commercial aviation rights in Italian territory, including the right to land for refueling and repair, and, with regard to the operation of commercial aircraft in international traffic, shall grant on a reciprocal and non-discriminatory basis to all United Nations the right to fly over Italian territory without landing. These provisions shall not affect the interests of the national defense of Italy.

2. The foregoing undertakings by Italy shall be understood to be subject to the exceptions customarily included in commercial treaties concluded by Italy before the war; and the provisions with respect to reciprocity granted by each of the United Nations shall be understood to be subject to the exceptions customarily included in the commercial treaties concluded by that State.

PART IX

SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 83

1. Any disputes which may arise in giving effect to Articles 75 and 78 and Annexes XIV, XV, XVI and XVII, part B, of the present Treaty shall be referred to a Conciliation Commission consisting of one representative of the Government of the United Nation concerned and one representative of the Government of Italy, having equal status. If within three months after the dispute has been referred to the Conciliation Commission no agreement has been reached, either Government may ask for the addition to the Commission of a third member selected by mutual agreement of the two Governments from nationals of a third country. Should the two Governments fail to agree within two months on the selection of a third member of the Commission, the Governments shall apply to the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, who will appoint the third member of the Commission. If the Ambassadors are unable to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. When any Conciliation Commission is established under paragraph 1 above, it shall have jurisdiction over all disputes which may thereafter arise between the United Nation concerned and Italy in the application or interpretation of Articles 75 and 78 and Annexes XIV, XV, XVI, and XVII, part B, of the present Treaty, and shall perform the functions attributed to it by those provisions.

3. Each Conciliation Commission shall determine its own procedure, adopting rules conforming to justice and equity.

4. Each Government shall pay the salary of the member of the Conciliation Commission whom it appoints and of any agent whom it may designate to represent it before the Commission. The salary of the third member shall be fixed by special agreement between the Governments concerned and this salary, together with the common expenses of each Commission, shall be paid in equal shares by the two Governments.

5. The parties undertake that their authorities shall furnish directly to the Conciliation Commission all assistance which may be within their power.

6. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

PART X

MISCELLANEOUS ECONOMIC PROVISIONS

Article 84

Articles 75, 78, 82 and Annex XVII of the present Treaty shall apply to the Allied and Associated Powers and to those of the United Nations which broke off diplomatic relations with Italy or with which Italy broke off diplomatic relations. These Articles and this Annex shall also apply to Albania and Norway.

Article 85

The provisions of Annexes VIII, X, XIV, XV, XVI and XVII shall, as in the case of the other Annexes, have force and effect as integral parts of the present Treaty.

PART XI

FINAL CLAUSES

Article 86

1. For a period not to exceed eighteen months from the coming into force of the present Treaty, the Ambassadors in Rome of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France, acting in concert, will represent the Allied and Associated Powers in dealing with the Italian Government in all matters concerning the execution and interpretation of the present Treaty.

2. The Four Ambassadors will give the Italian Government such guidance, technical advice and clarification as may be necessary to ensure the rapid and efficient execution of the present Treaty both in letter and in spirit.

3. The Italian Government shall afford to the said Four Ambassadors all necessary information and any assistance which they may require in the fulfilment of the tasks devolving on them under the present Treaty.

Article 87

1. Except where another procedure is specifically provided under any Article of the present Treaty, any dispute concerning the interpretation or execution of the Treaty, which is not settled by direct diplomatic negotiations, shall be referred to the Four Ambassadors acting under Article 86 except that in this case the Ambassadors will not be restricted by the time limit provided in that Article. Any such dispute not resolved by them within a period of two months shall, unless the parties to the dispute mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment.

2. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 88

1. Any member of the United Nations, not a signatory to the present Treaty, which is at war with Italy, and Albania, may accede to the Treaty and upon accession shall be deemed to be an Associated Power for the purposes of the Treaty.

2. Instruments of accession shall be deposited with the Government of the French Republic and shall take effect upon deposit.

Article 89

The provisions of the present Treaty shall not confer any rights or benefits on any State named in the Preamble as one of the Allied and Associated Powers or on its nationals until such State becomes a party to the Treaty by deposit of its instrument of ratification.

Article 90

The present Treaty, of which the French, English and Russian texts are authentic, shall be ratified by the Allied and Associated Powers. It shall also be ratified by Italy. It shall come into force immediately upon the deposit of ratifications by the Union of Soviet Socialist Republics, by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, by the United States of America, and by France. The instruments of ratification shall, in the shortest time possible, be deposited with the Government of the French Republic.

With respect to each Allied or Associated Power whose instrument of ratification is thereafter deposited, the Treaty shall come into force upon the date of deposit. The present Treaty shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, which shall furnish certified copies to each of the signatory States.

LIST OF ANNEXES

- I. Maps (see separate volume)¹
- II. Franco-Italian Frontier: Detailed description of the sections of the frontier to which the modifications set out in Article 2 apply
- III. Guarantees in connection with Mont Cenis and the Tenda-Briga district
- IV. Provisions agreed upon by the Austrian and Italian Governments on September 5, 1946
- V. Water supply for Gorizia and vicinity
- VI. Permanent Statute of the Free Territory of Trieste
- VII. Instrument for the Provisional Regime of the Free Territory of Trieste
- VIII. Instrument for the Free Port of Trieste
- IX. Technical dispositions regarding the Free Territory of Trieste
- X. Economic and financial provisions relating to the Free Territory of Trieste
- XI. Joint declaration by the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France concerning Italian territorial possessions in Africa
- XII. List of Naval Units:
 - A. To be retained by Italy
 - B. To be handed over by Italy
- XIII. Definitions:
 - A. Naval
 - B. Military, Military Air and Naval Training
 - C. Definition and list of war material
 - D. Definition of the terms "demilitarisation" and "demilitarised"
- XIV. Economic and financial provisions relating to ceded territories
- XV. Special provisions relating to certain kinds of property:
 - A. Industrial, Literary and Artistic Property
 - B. Insurance
- XVI. Contracts, Prescription and Negotiable Instruments
- XVII. Prize Courts and Judgments

¹ United Nations, *Treaty Series*, Volume 50.

ANNEX I

Maps to Accompany the Peace Treaty with Italy

(see separate volume)

- A. Frontiers of Italy (Article 1)
- B. Franco-Italian Frontier (Article 2)
- C. Yugoslav-Italian Frontier (Article 3)
- D. Frontiers of the Free Territory of Trieste (Articles 4 and 22)
- E. Sea Areas defined in Article 11 of the present Treaty

ANNEX II

Franco-Italian Frontier

*Detailed description of the sections of the frontier
to which the modifications set out in Article 2 apply*

Little Saint Bernard Pass

Reference: 1:20,000 map: Ste. Foy Tarentaise Nos. 1-2

The new frontier follows a line which starts from the rocky ridge of Lancebranlette, then, descending towards the east, follows the line of the watershed to the 2,180 meter level, whence it passes to the Colonna Joux (2188). From there, still following the line of the watershed, it reascends on to Costa del Belvedere, the rocky outcrops of which it follows, climbs Mt. Belvedere, skirting its summit and leaving the latter in French territory 120 meters away from the frontier and, passing through points 2570, 2703, Bella Valletta and point 2746, it rejoins the old frontier at Mt. Valaisan.

Mont Cenis Plateau

Reference: 1:20,000 map: Lanslebourg, Nos. 5-6 and 7-8 and of Mont D'Ambin, Nos. 1-2

The new frontier follows a line which leaves the old frontier at Mt. Tour, follows westwards the administrative boundary shown on the map, follows the Vitoun as soon as it meets it on its northern branch and descends along it as far as Rocca della Torretta.

Then following the line of rocky outcrops, it reaches the stream coming from the Alpe Lamet and descends with it as far as the base of the rocky escarpment along which it runs for about 800 meters as far as the thalweg at a point situated about 200 meters north of point 1805.

Then it mounts to the top of the landslips which overlook Ferrera Cenisio about 300 meters away and, continuing westwards, meets the road which skirts the east of Rne. Paradiso 400 meters west of the loop (1854), leaving it immediately and bending southwards.

It cuts the Bar Cenisia road at a point about 100 meters southeast of Refuge 5, crosses the thalweg in the direction of Lago S. Giorgio, roughly follows contour 1900 as far as point 1907, then skirts the southern side of Lago d'Arpon and rejoins the rocky ridge on which it remains in a south-westerly direction as far as the confluence of the streams coming from the Bard glacier (Ghiacciaio di Bard) at a point approximately 1,400 meters southwest of Lago d'Arpon.

From there, bending southwards, it roughly follows contour 2500, goes as far as point 2579, then, running along contour 2600, it reaches the Lago della Vecchia and rejoins, at the administrative boundary marked on the map about 700 meters southeast of the lake, the Pso. d'Avanza path, which it follows along the rocky escarpments to the old frontier, half-way between the Col della Vecchia and the Col de Clapier.

Mont Thabor

Reference: 1:20,000 map: Nevache, 1-2, 5-6 and 7-8

From Cima de la Planette to Rocher de Guion (Cima del Sueur)

The new frontier follows a line which leaves the present frontier at Cima de la Planette and, proceeding southwards, follows the ridge through points 2980, 3178, Rca. Bernaude (3228), points 2842, 2780, 2877, Pso. della Gallina (2671), points 2720, 2806 and Pta. Quattro Sorelle (2700).

Descending the eastern slope of this summit, the line leaves in French territory point 2420, whence it rejoins and follows on the east the path leading to the buildings situated about 200 meters from point 2253, this path and these buildings being left in French territory. It then enters a thalweg, passing about 300 meters northeast of point 1915, whence it reaches the northwestern edge of the reservoir which, in the Vallee Etroite (Valle Stretta) feeds the hydro-electric installations of Sette Fontane, leaving this reservoir and these installations in Italian territory. Skirting the reservoir on the south, it reaches the crossroads at point 1499.

contour; then it ascends the thalweg towards point 1974 and joins the edge of the rocky escarpments of La Sueur as marked by points 2272, 2268, 2239, 2266, 2267, remaining on this edge until it meets the old frontier, the crest of the rocks and the path bordering it remaining in French territory.

Chaberton

Reference: 1:20,000 map: Briançon, Nos. 3-4

The new frontier follows a line which leaves the old frontier at point 3042 (north of point 3070 and north of Pointe des Trois Scies) and follows the rocky ridge as far as Croce del Vallonetto.

From the Croce del Vallonetto it bends towards the south along the rocky ridge and meets the Chaberton road at the point where the latter enters the *cirque* of the Clot des Morts.

Crossing this road and the thalweg which borders it, the line roughly follows, for 1250 meters, contour 2300 which, on the ground, follows to the southeast a series of rocky outcrops and debris, then it cuts straight across the eastern slope of Mt. Chaberton, reaches a point about 400 meters west of point 2160 leaving in French territory the intermediate pylon of the cable railway which stands there.

Then it proceeds in a straight line, across a series of rocky barriers and steep ravines, towards the position (not marked on the map) of La Fontaine des Chamois, near point 2228 (about 1400 meters northeast of Clavières) which it skirts to the east, following the second bend of the road joining this position with the fortified barracks of Chaberton, on the road from Cézanne (Cesana) to Clavières, leaving the fortifications at La Fontaine des Chamois in French territory.

Thence following first in a southerly direction the commune boundary marked on the map, and then the rocky barrier about 400 meters north of the Clavières-Cézanne (Cesana) road, it bends towards the southwest, passing along the foot of the rocky cliffs, sufficiently far from the latter to allow the construction of a double-track road.

Skirting in this way to the north the village of Clavières, which is left in Italian territory, it meets the Rio Secco about 200 meters upstream from the Clavières bridge and follows down its course, then that of Doire Ripaire (Doria Riparia) as far as the road from Clavières to Val Gimont, which is left to Italy, and follows this road as far as the bridge over the Gimont.

Proceeding up the course of the latter for about 300 meters, the line then leaves it and follows the mule-track which takes it to the upper pylon of the Clavières cable railway (Col du Mont Fort du Boeuf), which is left in French territory. Then, across the ridge, it rejoins the present frontier at Mont la Plane, frontier post 251. The road in the valley of the Gimont is left in Italian territory.

r

Upper Valleys of La Tinée, La Vesubie and La Roya

1. *From Cime de Colla Longa to Cima di Mercantour*

References: 1:20,000 maps: St. Etienne de Tinée, Nos. 3-4 and 7-8, Les Trois Ponts, Nos. 5-6

The new frontier follows a line which leaves the old frontier at Cime de Colla Longa and proceeding eastwards and following the line of the watershed, skirts the rocky ridge, passing through points 2719, 2562, Cle. di Seccia, reaches at point 2760 the Testa dell'Autaret, passes to point 2672, to the Cle. della Guercia (2456) and through points 2640, 2693, 2689, reaches Rocche di Saboulé and follows the northern ridge thereof.

Following the ridge, it passes through points 2537, 2513, Pso. del Lausfer (2461) and point 2573 to Testa Auta del Lausfer (2587) whence it bends southwards as far as Testa Colla Auta, passing Cima del Lausfer (2544), leaving the latter point in Italy.

Thence through point 2484, and along the ridge path which is left in French territory, through points 2240 and 2356, it crosses the Passo di S. Anna, and passing through points 2420 and 2407 it reaches a point about 80 meters south of point 2378 (Cima Moravacciera).

Following the ridge path left in French territory, it passes through Testa Ga del Caval and point 2331, both left in French territory, then leaving the path it continues on the ridge of Testa del'Adreck (2475) and through Cle. della Lombarda and point 2556 and arrives at Cima della Lombarda (2801).

Bending southeastwards, it then follows the rocky ridge and passing through Pso. di Peania, Cima di Vermeil, point 2720 left in French territory, Testa Cba. Grossa (2792), Pso. del Lupo (2730) and point 2936, reaches Mt. Malinvern.

Thence, in a southerly direction, through points 2701, 2612 and Cima di Tavel (2804), then in an easterly direction through point 2823, it reaches Testa del Claus (2889).

Then, bending in a general southeasterly direction, it crosses Passo delle Portette, passes to point 2814, to Testa delle Portette, to point 2868, to Testa Margiola (2831), to Caire di Prefouns (2840), to Passo del Prefouns (2620), to Testa di Tablasses (2851), to Passo di Bresses (2794), to Testa di Bresses (2820), and passing through Cima di Fremamorta (2731), Cle. Fremamorta, point 2625, point 2675, and point 2539, Cima di Pagari (2686), Cima di Naucetas (2706), points 2660 and 2673, Cle. di Ciriegia (2581), reaches Cima di Mercantour (2775).

2. *From Cima di Mercantour to Mt. Clapier*

References: 1:20,000 map: Les Trois Ponts, Nos. 5-6 and the Italian 1:20,000 map: Madonna delle Finestre

From Cima di Mercantour, it proceeds through point 2705, Cle. Mercantour (2611), Cima Ghilie (2998), points 2939 and 2955, Testa della Rovina (2981), points 2844 and 2862, Paso della Rovina, Caire dell'Agnel (2935, 2867, 2784), Cima del Caire Agnel (2830), Cima Mallariva (2860), Cima Cairas (2831), Cima Cougourda (2881, 2921), Cima dei Gaisses (2896), points 2766, 2824, Cima del Lombard (2842), points 2831, 2717, 2591, 2600 and 2582, Boccia Forno, Cima delle Finestre (2657), Col delle Finestre, points 2634, 2686 and 2917 and reaches Cima dei Gelas (3143), then through point 3070 to Cima della Maledia (3061), from whence it skirts the Passo del Pagari (2819) path and then, following the commune boundary, shown on the map, it reaches the Passo di Mt. Clapier (2827), winds round the north and east of Mt. Clapier (3045) along the administrative boundary shown on the map.

3. *From Mt. Clapier to Colle di Tenda*

Referenees: Italian 1:20,000 map: Madonna delle Finestre and Colle di Tenda

From Mt. Clapier, the line follows the administrative boundary represented on the map by points 2915, 2887 and 2562, Passo dell'Agnel and point 2679, up to Cima dell'Agnel (2775).

The line then bears eastwards, still adhering to the administrative boundary represented on the map by points 2845 and 2843 of Rec. dell'Agnel; it then reaches Cima della Scandeiera (2706), crosses Cle. del Sabbione (2332), proceeds over points 2373, 2226, 2303, and 2313 to Cma. del Sabbione (2610), point 2636, Pta. Peirafica, points 2609, 2585, 2572, 2550 and reaches Rca. dell'Abisso (2755).

The line still continues along the administrative boundary marked on the map up to the east of point 2360, then skirts the rocky outcrops north of Rne. Pian Misson, from whence it reaches the Mt. Becco Rosso path and follows it to the north of points 2181, 2116 and 1915 and then skirts the road for approximately 1 kilometer northwards before rejoining the above-mentioned path up to Colle di Tenda. The path and the section of highway mentioned above remain in French territory.

4. *From Colle di Tenda to Cima Missun*

Reference: Italian 1:20,000 map: Tenda and Certosa di Pesio

From Colle di Tenda the line, leaving the path in French territory, proceeds to points 1887 and 2206, then branches off the path to follow along the ridge the administrative boundary shown on the map, then passing through point 2262 reaches Cma. del Becco (2300).

Bearing northward and along the administrative boundary shown on the map it reaches the Col della Perla (2086), follows the path which skirts the rocky outcrop in Cma. del Cuni to Col della Boaira, where it leaves it to follow the ridge to the north. The above-mentioned path remains in French territory.

Skirting the rocky outcrop, it proceeds to point 2275, reaches Testa Ciaudon (2386), skirts the rocky escarpments, crosses Colla Piana (2219) and reaches point 2355 of Mt. Delle Carsene which is left on French soil, then it follows the northern ridge of this mountain over Pta. Straldi (2375), points 2321 and 2305 up to Pso. Scarason, then swerves northwards up to point 2352, where it meets the administrative boundary shown on the map and follows this boundary through points 2510 and 2532 up to Pta. Marguareis (2651).

Deviating southward it then follows the ridge, passes point 2585 and, passing down the rocky crest, reaches Colle del Lago dei Signori.

Following the path on the summit, which is left in French territory, then running along the crest proper, it comes to Cima di Pertega (2402), passes along the rocky ridge down to Cle. delle Vecchie (2106), whence it follows the summit path, which it leaves in French territory, through points 2190, 2162, Cima del Vescovo (2257) and Cima di Velega (2366) up to Mt. Bertrand.

From Mt. Bertrand (2481) it follows the administrative boundary shown on the map up to Cla. Rossa, where it rejoins the summit path which it then skirts passing through points 2179 and 2252 up to Cima Missun (2356), then, winding round the east of this mountain summit, the line follows the above-mentioned path which remains in French territory.

5. *From Cima Missun to Col de Pegairole*

References: 1:20,000 map: Pointe de Lugo, Nos. 1-2 and 5-6

Following the same summit path, the line crosses Cla. Cravirora and passes east of point 2265 to Pta. Farenga. It then leaves the path and winds round Cma. Ventosa to the east, after which it joins the Passo di Tanarello path and leaves in France the constructions beside this path. The line then passes along Mt. Tanarello, crosses Passo Basera (2038), skirts Mt. Sacca-relo which is left approximately 300 meters to the westwards, then following first the rocky ridge and then the path up to Pso. di Collardente it reaches the ridge which leads up to Mt. Collardente, leaving point 1762 on French territory. At this point it skirts a path which is left in Italian territory and comes to Mt. Collardente, leaving on French soil the path which crosses it. The line then follows this path through the Bassa di Sanson east and south of point 1769 up to the constructions, situated approximately 500 meters east of Testa della Nava (1934), which are left in French territory.

When it reaches these works, it leaves the road, rejoins at the ridge the road along the Testa della Nava ridge which remains in French territory, and follows it as far as the works to the southeast of the Cima di Marta or Mt. Vacche, skirting it from the east.

From there, passing along the ridge road left in French territory, it skirts Mt. Ceriana, leaves the road to reach Mt. Grai (2014) and joins it again at the col (1875), follows it to skirt Cima della Valetta and Mt. Pietravecchia as far as the rocky crest.

It then crosses Gola dell'Incisa, runs by way of the ridge and point 1759 to Mt. Toraggio (1972), then to Cima di Logambon and the Gola del Corvo, skirts Mt. Bauso and Mt. Lega (1552, 1563 and 1556) and follows the ridge downwards to Passo di Muratone.

Along the ridge road, left in French territory, it runs to Mt. Scarassan, to the south of Mt. Battolino and of point 1358 and reaches Cla. Pegairole.

6. *From Cla. Pegairole to Mt. Mergo*

References: 1:20,000 maps: Pointe de Lugo, Nos. 5-6, San Remo, Nos. 1-2 and Menton, Nos. 3-4

From Cla. Pegairole the line follows the administrative boundary marked on the map, leaving Cisterne to France, climbs Mt. Simonasso, drops as far as the col and follows the road to Margheria Suan which it leaves in French territory, the chalets remaining in Italian territory.

Continuing to follow the road, left in French territory, it passes to the east of Testa d'Alpe to Fontana dei Draghi, to the springs at point 1406, to point 1297, skirts Colla Sgora on the east, passes the points 1088, 1016, and 1026, crosses the rocky ridge of Mt. Colombin, follows the cantonal boundary shown on the map along Cima di Reglie (846 and 858), departs from this cantonal boundary in a southwesterly direction to follow the ridge of Serra dell'Arpetta (543, 474 and 416) down to the thalweg of the Roya, which it crosses about 200 meters northwest of the bridge of Fanghetto.

The line then ascends the thalweg of Roya to a point situated about 350 meters from the above-mentioned bridge. It leaves the Roya at this point and bears southwest to point 566. From this point it bears west until it meets the ravine descending to Olivetta which it follows as far as the road, leaving the dwellings on this road in Italian territory, mounts the Vle. di Trono for about 200 meters and then turns towards point 410 as far as the road from Olivetta to San Girolamo. Thence it runs southeast along this road for about 100 meters and then bears generally southwest to point 403, running for about 20 meters along and to the south of the road marked on the map. From point 403, it follows the ridge of Pta. Becche as far as point 379, then again bearing southwest, crosses the Bevera, following the thalweg towards Mt. Mergo which it skirts on the south at about 50 meters from the summit (686), left in French territory, and rejoins the present frontier at a point about 100 meters to the southwest of that summit.

ANNEX III

Guarantees in Connection with Mont Cenis and the Tenda-Briga District

(See Article 9)

A — GUARANTEES TO BE GIVEN BY FRANCE TO ITALY IN CONNECTION WITH THE CESSION OF THE PLATEAU OF MONT CENIS

I. In Respect of Water Supplied from the Lake of Mont Cenis for Hydro- Electric Purposes

(a) France shall so control the supply of water from the Lake of Mont Cenis to the underground conduits supplying the Gran Scala, Venaus and Mompantero hydro-electric plants, as to supply for those plants such quantities of water at such rates of flow as Italy may require.

(b) France shall repair and maintain in good and substantial condition and, as may be necessary, shall renew all the works required for the purposes of controlling and supplying the water in accordance with sub-paragraph (a) in so far as these works are within French territory.

(c) France shall inform Italy, as and when required by Italy, of the amount of water in the Lake of Mont Cenis and of any other information pertaining thereto, so as to enable Italy to determine the quantities of water and rates of flow to be supplied to the said underground conduits.

(d) France shall carry out the foregoing provisions with due regard for economy and shall charge Italy the actual cost incurred in so doing.

II. In Respect of Electricity Produced at the Gran Scala Hydro-Electric Plant

(a) France shall operate the Gran Scala hydro-electric plant so as to generate (subject to the control of the supply of water as provided in Guarantee I) such quantities of electricity at such rates of output as Italy may require after the local requirements (which shall not substantially exceed the present requirements) in the vicinity of Gran Scala within French territory have been met.

(b) France shall operate the pumping plant adjacent to the Gran Scala plant so as to pump water to the Lake of Mont Cenis as and when required by Italy.

(c) France shall repair and maintain in good and substantial condition and, as may be necessary, shall renew all the works comprising the Gran Scala hydro-electric plant and pumping plant together with the transmission line and equipment from the Gran Scala plant to the Franco-Italian frontier.

(d) France shall transmit over the transmission line from Gran Scala to the Franco-Italian frontier the electricity required by Italy as aforesaid, and shall deliver that electricity to Italy at the point at which that transmission line crosses the Franco-Italian frontier into Italian territory.

(e) France shall maintain the voltage and periodicity of the electricity supplied in accordance with the foregoing provisions at such levels as Italy may reasonably require.

(f) France shall arrange with Italy for telephone communication between Gran Scala and Italy and shall communicate with Italy in order to ensure that the Gran Scala plant, the pumping plant and transmission line are operated in such a manner as to comply with the foregoing guarantees.

(g) The price to be charged by France and paid by Italy for electricity available to Italy from the Gran Scala plant (after the local requirements as aforesaid have been met) shall be the same as the price charged in France for the supply of similar quantities of hydro-electricity in French territory in the neighbourhood of Mont Cenis or in other regions where conditions are comparable.

III. *Duration of Guarantees*

Unless otherwise agreed between France and Italy these guarantees will remain in force in perpetuity.

IV. *Supervisory Technical Commission*

A Franco-Italian Supervisory Technical Commission comprising an equal number of French and Italian members shall be established to supervise and facilitate the execution of the foregoing guarantees which are designed to secure the same facilities as Italy enjoyed in respect of hydro-electric and water supplies from the Lake of Mont Cenis before the cession of this region to France. It shall also be within the functions of the Supervisory Technical Commission to cooperate with the competent French technical services in order to ensure that the safety of the lower valleys is not endangered.

B — GUARANTEES TO BE GIVEN BY FRANCE TO ITALY IN CONNECTION WITH THE CESSION OF THE TENDA-BRIGA DISTRICT TO FRANCE

1. *Guarantees* to ensure to Italy the supply of electricity generated by the two $16\frac{2}{3}$ period generators of the hydro-electric plant at San Dalmazzo; and the supply of electricity generated at 50 periods at the hydro-electric plants at Le Mesce, San Dalmazzo and Confine in excess of such amount thereof as may be required by France for supply to the Sospel, Menton and Nice areas until the complete reconstruction of the wrecked hydro-electric plants at Breil and Fontan, it being understood that such amount will decrease as reconstruction of these plants proceeds and will not exceed 5,000 KW in power and 3,000,000 KWH per month and that, if no special difficulties are encountered in the reconstruction, the work should be completed not later than the end of 1947:

- (a) France shall operate the said plants so as to generate (subject to such limitations as may be imposed by the amount of water available and taking into account as far as reasonably practicable the needs of the plants downstream) such quantities of electricity at such rates of output as Italy may require, firstly, at $16\frac{2}{3}$ periods for the Italian railways in Liguria and South Piedmont and secondly, at 50 periods for general purposes, after the requirements by France for Sospel, Menton and Nice, as aforesaid, and the local requirements in the vicinity of San Dalmazzo, have been met;
- (b) France shall repair and maintain in good and substantial condition and, as may be necessary, shall renew all the works comprising the Le Mesce, San Dalmazzo and Confine hydro-electric plants together with the transmission lines and equipment from the Le Mesce and Confine plants to the San Dalmazzo plant and also the main transmission lines and equipment from the San Dalmazzo plant to the Franco-Italian frontier;
- (c) France shall inform Italy, as and when required by Italy, of the rate of flow of water at Le Mesce and Confine and of the amount of water stored at San Dalmazzo and of any other information pertaining thereto so as to enable Italy to determine her electricity requirements as indicated in sub-paragraph (a);

- (d) France shall transmit over the main transmission lines from San Dalmazzo to the Franco-Italian frontier the electricity required by Italy as aforesaid, and shall deliver that electricity to Italy at the points at which those main transmission lines cross the Franco-Italian frontier into Italian territory;
- (e) France shall maintain the voltage and periodicity of the electricity supplied in accordance with the foregoing provisions at such levels as Italy may actually require;
- (f) France shall arrange with Italy for telephone communications between San Dalmazzo and Italy and shall communicate with Italy in order to ensure that the said hydro-electric plants and transmission lines are operated in such a manner as to comply with the foregoing guarantees.

2. *Guarantee* concerning the price to be charged by France to Italy for the electricity made available to Italy under paragraph 1 above until terminated in accordance with paragraph 3 below:

The price to be charged by France and paid by Italy for the electricity made available to Italy from the Le Mesce, San Dalmazzo and Confine hydro-electric plants after the requirements by France for Sospel, Menton and Nice and the local requirements in the vicinity of San Dalmazzo have been met as provided in sub-paragraph (a) of Guarantee 1, shall be the same as the price charged in France for the supply of similar quantities of hydro-electricity in French territory in the neighborhood of the Upper Valley of the Roya or in other regions where conditions are comparable.

3. *Guarantee* of a reasonable period of time for the supply of electricity by France to Italy:

Unless otherwise mutually agreed between France and Italy, Guarantees 1 and 2 shall remain in force until December 31, 1961, and shall terminate then or any subsequent December 31 if either country shall have given to the other at least two years notice in writing of its intention to terminate.

4. *Guarantee* of full and equitable utilization by France and Italy of the waters of the Roya and its tributaries for hydro-electric production:

- (a) France shall operate the hydro-electric plants on the Roya in French territory, taking into account as far as reasonably practicable the needs of the plants downstream. France shall inform Italy in advance of the amount of water which it is expected will be available each day, and shall furnish any other information pertaining thereto;
- (b) Through bilateral negotiations France and Italy shall develop a mutually agreeable, co-ordinated plan for the exploitation of the water resources of the Roya.

5. A commission or such other similar body as may be agreed shall be established to supervise the carrying out of the plan mentioned in subparagraph (b) of Guarantee 4 and to facilitate the execution of Guarantees 1-4.

ANNEX IV

Provisions Agreed upon by the Austrian and Italian Governments on September 5, 1946

(Original English text as signed by the two Parties and communicated to the Paris Conference on September 6, 1946)

(See Article 10)

1. German-speaking inhabitants of the Bolzano Province and of the neighbouring bilingual townships of the Trento Province will be assured complete equality of rights with the Italian-speaking inhabitants, within the framework of special provisions to safeguard the ethnical character and the cultural and economic development of the German-speaking element.

In accordance with legislation already enacted or awaiting enactment the said German-speaking citizens will be granted in particular:

- (a) elementary and secondary teaching in the mother-tongue;
- (b) purification of the German and Italian languages in public offices and official documents, as well as in bilingual topographic naming;
- (c) the right to re-establish German family names which were italianized in recent years;
- (d) equality of rights as regards the entering upon public offices, with a view to reaching a more appropriate proportion of employment between the two ethnical groups.

2. The populations of the above-mentioned zones will be granted the exercise of autonomous legislative and executive regional power. The frame within which the said provisions of autonomy will apply, will be drafted in consultation also with local representative German-speaking elements.

3. The Italian Government, with the aim of establishing good neighbourhood relations between Austria and Italy, pledges itself, in consultation with the Austrian Government and within one year from the signing of the present Treaty:

(a) to revise in a spirit of equity and broadmindedness the question of the options for citizenship resulting from the 1939 Hitler-Mussolini agreements;

(b) to find an agreement for the mutual recognition of the validity of certain degrees and University diplomas;

(c) to draw up a convention for the free passengers and goods transit between northern and eastern Tyrol both by rail and, to the greatest possible extent, by road;

(d) to reach special agreements aimed at facilitating enlarged frontier traffic and local exchanges of certain quantities of characteristic products and goods between Austria and Italy.

ANNEX V

Water Supply for Gorizia and Vicinity

(See Article 13)

1. Yugoslavia, as the owner, shall maintain and operate the springs and water supply installations at Fonte Fredda and Moncorona and shall maintain the supply of water to that part of the Commune of Gorizia, which, under the terms of the present Treaty, remains in Italy. Italy shall continue to maintain and operate the reservoir and water distribution system within Italian territory which is supplied by the above-mentioned springs and shall maintain the supply of water to those areas in Yugoslavia which, under the terms of the present Treaty, will be transferred to that State and which are supplied from Italian territory.

2. The water so supplied shall be in the amounts which have been customarily supplied to the region in the past. Should consumers in either

State require additional supplies of water, the two Governments shall examine the matter jointly with a view to reaching agreement on such measures as may reasonably be required to satisfy these needs. Should there be a temporary reduction in the amount of water available due to natural causes, distribution of water from the above-named sources to the consumers in Yugoslavia and Italy shall be reduced in proportion to their respective previous consumption.

3. The charges to be paid by the Commune of Gorizia to Yugoslavia for the water supplied to it, and the charges to be paid by consumers in Yugoslav territory to the Commune of Gorizia, shall be based solely on the cost of operation and maintenance of the water supply system as well as new capital expenditures which may be required to give effect to these provisions.

4. Yugoslavia and Italy shall, within one month from the coming into force of the present Treaty, enter into an agreement to determine their respective responsibilities under the foregoing provisions and to establish the charges to be paid under these provisions. The two Governments shall establish a joint commission to supervise the execution of the said agreement.

5. Upon the expiration of a ten-year period from the coming into force of the present Treaty, Yugoslavia and Italy shall reexamine the foregoing provisions in the light of conditions at that time in order to determine whether any adjustments should be made in those provisions, and shall make such alterations and additions as they may agree. Any disputes which may arise as a result of this reexamination shall be submitted for settlement under the procedure outlined in Article 87 of the present Treaty.

ANNEX VI

Permanent Statute of the Free Territory of Trieste

(See Article 21)

Article 1. Area of Free Territory

The area of the Free Territory of Trieste shall be the territory within the frontiers described in Articles 4 and 22 of the present Treaty as delimited in accordance with Article 5 of the Treaty.

Article 2. Integrity and Independence

The integrity and independence of the Free Territory shall be assured by the Security Council of the United Nations Organization. This responsibility implies that the Council shall:

(a) ensure the observance of the present Statute and in particular the protection of the basic human rights of the inhabitants.

(b) ensure the maintenance of public order and security in the Free Territory.

Article 3. Demilitarisation and Neutrality

1. The Free Territory shall be demilitarised and declared neutral.

2. No armed forces, except upon direction of the Security Council, shall be allowed in the Free Territory.

3. No para-military formations, exercises or activities shall be permitted within the Free Territory.

4. The Government of the Free Territory shall not make or discuss any military arrangements or undertakings with any State.

Article 4. Human Rights and Fundamental Freedoms

The Constitution of the Free Territory shall ensure to all persons under the jurisdiction of the Free Territory, without distinction as to ethnic origin, sex, language or religion, the enjoyment of human rights and of the fundamental freedoms, including freedom of religious worship, language, speech and publication, education, assembly and association. Citizens of the Free Territory shall be assured of equality of eligibility for public office.

Article 5. Civil and Political Rights

No person who has acquired the citizenship of the Free Territory shall be deprived of his civil or political rights except as judicial punishment for the infraction of the penal laws of the Free Territory.

Article 6. Citizenship

1. Italian citizens who were domiciled on June 10, 1940, in the area comprised within the boundaries of the Free Territory, and their children born after that date, shall become original citizens of the Free Territory with full civil and political rights. Upon becoming citizens of the Free Territory they shall lose their Italian citizenship.

2. The Government of the Free Territory shall, however, provide that the persons referred to in paragraph 1 over the age of eighteen years (or married persons whether under or over that age) whose customary language is Italian shall be entitled to opt for Italian citizenship within six months from the coming into force of the Constitution under conditions to be laid down therein. Any person so opting shall be considered to have re-acquired Italian citizenship. The option of the husband shall not constitute an option on the part of the wife. Option on the part of the father, or if the father is not alive, on the part of the mother, shall, however, automatically include all unmarried children under the age of eighteen years.

3. The Free Territory may require those who take advantage of the option to move to Italy within a year from the date on which the option was exercised.

4. The conditions for the acquisition of citizenship by persons not qualifying for original citizenship shall be determined by the Constituent Assembly of the Free Territory and embodied in the Constitution. Such conditions shall, however, exclude the acquisition of citizenship by members of the former Italian Fascist Police (O.V.R.A.) who have not been exonerated by the competent authorities, including the Allied Military Authorities who were responsible for the administration of the area.

Article 7. Official Languages

The official languages of the Free Territory shall be Italian and Slovene. The Constitution shall determine in what circumstances Croat may be used as a third official language.

Article 8. Flag and Coat-of-Arms

The Free Territory shall have its own flag and coat-of-arms. The flag shall be the traditional flag of the City of Trieste and the arms shall be its historic coat-of-arms.

Article 9. Organs of Government

For the government of the Free Territory there shall be a Governor, a Council of Government, a popular Assembly elected by the people of the Free Territory and a Judiciary, whose respective powers shall be exercised in accordance with the provisions of the present Statute and of the Constitution of the Free Territory.

Article 10. Constitution

1. The Constitution of the Free Territory shall be established in accordance with democratic principles and adopted by a Constituent Assembly with a two-thirds majority of the votes cast. The Constitution shall be made to conform to the provisions of the present Statute and shall not enter into force prior to the coming into force of the Statute.

2. If in the opinion of the Governor any provisions of the Constitution proposed by the Constituent Assembly or any subsequent amendments thereto are in contradiction to the Statute he may prevent their entry into force, subject to reference to the Security Council if the Assembly does not accept his views and recommendations.

Article 11. Appointment of the Governor

1. The Governor shall be appointed by the Security Council after consultation with the Governments of Yugoslavia and Italy. He shall not be a citizen of Yugoslavia or Italy or of the Free Territory. He shall be appointed for five years and may be reappointed. His salary and allowances shall be borne by the United Nations.

2. The Governor may authorize a person selected by him to act for him in the event of his temporary absence or temporary inability to perform his duties.

3. The Security Council, if it considers that the Governor has failed to carry out his duties, may suspend him and, under appropriate safeguards of investigation and hearing, dismiss him from his office. In the event of his suspension or dismissal or in the event of his death or disability the Security Council may designate or appoint another person to act as Provisional Governor until the Governor recovers from his disability or a new Governor is appointed.

Article 12. Legislative Authority

The legislative authority shall be exercised by a popular Assembly consisting of a single chamber elected on the basis of proportional representation, by the citizens of both sexes of the Free Territory. The elections for the Assembly shall be conducted on the basis of universal, equal, direct and secret suffrage.

Article 13. Council of Government

1. Subject to the responsibilities vested in the Governor under the present Statute, executive authority in the Free Territory shall be exercised

by a Council of Government which will be formed by the popular Assembly and will be responsible to the Assembly.

2. The Governor shall have the right to be present at all meetings of the Council of Government. He may express his views on all questions affecting his responsibilities.

3. When matters affecting their responsibilities are discussed by the Council of Government, the Director of Public Security and the Director of the Free Port shall be invited to attend meetings of the Council and to express their views.

Article 14. Exercise of Judicial Authority

The judicial authority in the Free Territory shall be exercised by tribunals established pursuant to the Constitution and laws of the Free Territory.

Article 15. Freedom and Independence of Judiciary

The Constitution of the Free Territory shall guarantee the complete freedom and independence of the Judiciary and shall provide for appellate jurisdiction.

Article 16. Appointment of Judiciary

1. The Governor shall appoint the Judiciary from among candidates proposed by the Council of Government or from among other persons, after consultation with the Council of Government, unless the Constitution provides for a different manner for filling judicial posts; and, subject to safeguards to be established by the Constitution, may remove members of the Judiciary for conduct incompatible with their judicial office.

2. The popular Assembly, by a two-thirds majority of votes cast, may request the Governor to investigate any charge brought against a member of the Judiciary which, if proved, would warrant his suspension or removal.

Article 17. Responsibility of the Governor to the Security Council

1. The Governor, as the representative of the Security Council, shall be responsible for supervising the observance of the present Statute including the protection of the basic human rights of the inhabitants and for ensuring that public order and security are maintained by the Government of the Free Territory in accordance with the present Statute, the Constitution and laws of the Free Territory.

2. The Governor shall present to the Security Council annual reports concerning the operation of the Statute and the performance of his duties.

Article 18. Rights of the Assembly

The popular Assembly shall have the right to consider and discuss any matters affecting the interests of the Free Territory.

Article 19. Enactment of Legislation

1. Legislation may be initiated by members of the popular Assembly and by the Council of Government as well as by the Governor in matters which in his view affect the responsibilities of the Security Council as defined in Article 2 of the present Statute.

2. No law shall enter into force until it shall have been promulgated. The promulgation of laws shall take place in accordance with the provisions of the Constitution of the Free Territory.

3. Before being promulgated legislation enacted by the Assembly shall be presented to the Governor.

4. If the Governor considers that such legislation is in contradiction to the present Statute, he may, within ten days following presentation of such legislation to him, return it to the Assembly with his comments and recommendations. If the Governor does not return the legislation within such ten days or if he advises the Assembly within such period that it calls for no comments or recommendation on his part, the legislation shall be promulgated forthwith.

5. If the Assembly makes manifest its refusal to withdraw legislation returned to the Assembly by the Governor or to amend it in conformity with his comments or recommendations, the Governor shall, unless he is prepared to withdraw his comments or recommendations, in which case the law shall be promulgated forthwith, immediately report the matter to the Security Council. The Governor shall likewise transmit without delay to the Security Council any communication which the Assembly may wish to make to the Council on the matter.

6. Legislation which forms the subject of a report to the Security Council under the provisions of the preceding paragraph shall only be promulgated by the direction of the Security Council.

Article 20. Rights of the Governor with Respect to Administrative Measures

1. The Governor may require the Council of Government to suspend administrative measures which in his view conflict with his responsibilities as defined in the present Statute (observance of the Statute; maintenance of public order and security; respect for human rights). Should the Council of Government object, the Governor may suspend these administrative measures and the Governor or the Council of Government may refer the whole question to the Security Council for decision.

2. In matters affecting his responsibilities as defined in the Statute the Governor may propose to the Council of Government the adoption of any administrative measures. Should the Council of Government not accept such proposals the Governor may, without prejudice to Article 22 of the present Statute, refer the matter to the Security Council for decision.

Article 21. Budget

1. The Council of Government shall be responsible for the preparation of the budget of the Free Territory, including both revenue and expenditure, and for its submission to the popular Assembly.

2. If the Assembly should fail to vote the budget within the proper time limit, the provisions of the budget for the preceding period shall be applied to the new budgetary period until such time as the new budget shall have been voted.

Article 22. Special Powers of the Governor

1. In order that he may carry out his responsibilities to the Security Council under the present Statute, the Governor may, in cases which in his opinion permit of no delay, threatening the independence or integrity of the Free Territory, public order or respect of human rights, directly order and require the execution of appropriate measures subject to an immediate report thereon being made by him to the Security Council. In such circumstances the Governor may himself assume, if he deems it necessary, control of the security services.

2. The popular Assembly may petition the Security Council concerning any exercise by the Governor of his powers under paragraph 1 of this Article.

Article 23. Power of Pardon and Reprieve

The power of pardon and reprieve shall be vested in the Governor and shall be exercised by him in accordance with provisions to be laid down in the Constitution.

Article 24. Foreign Relations

1. The Governor shall ensure that the foreign relations of the Free Territory shall be conducted in conformity with the Statute, Constitution, and laws of the Free Territory. To this end the Governor shall have authority to prevent the entry into force of treaties or agreements affecting foreign relations which, in his judgment, conflict with the Statute, Constitution or laws of the Free Territory.

2. Treaties and agreements, as well as exequaturs and consular commissions, shall be signed jointly by the Governor and a representative of the Council of Government.

3. The Free Territory may be or become a party to international conventions or become a member of international organizations provided the aim of such conventions or organizations is to settle economic, technical, cultural, social or health questions.

4. Economic union or associations of an exclusive character with any State are incompatible with the status of the Free Territory.

5. The Free Territory of Trieste shall recognize the full force of the Treaty of Peace with Italy, and shall give effect to the applicable provisions of that Treaty. The Free Territory shall also recognize the full force of the other agreements or arrangements which have been or will be reached by the Allied and Associated Powers for the restoration of peace.

Article 25. Independence of the Governor and Staff

In the performance of their duties, the Governor and his staff shall not seek or receive instructions from any Government or from any other authority except the Security Council. They shall refrain from any act which might reflect on their position as international officials responsible only to the Security Council.

Article 26. Appointment and Removal of Administrative Officials

1. Appointments to public office in the Free Territory shall be made exclusively on the ground of ability, competence and integrity.

2. Administrative officials shall not be removed from office except for incompetence or misconduct and such removal shall be subject to appropriate safeguards of investigation and hearing to be established by law.

Article 27. Director of Public Security

1. The Council of Government shall submit to the Governor a list of candidates for the post of Director of Public Security. The Governor shall appoint the Director from among the candidates presented to him, or from among other persons, after consultation with the Council of Government. He may also dismiss the Director of Public Security after consultation with the Council of Government.

2. The Director of Public Security shall not be a citizen of Yugoslavia or Italy.

3. The Director of Public Security shall normally be under the immediate authority of the Council of Government from which he will receive instructions on matters within his competence.

4. The Governor shall:

(a) receive regular reports from the Director of Public Security, and consult with him on any matters coming within the competence of the Director.

(b) be informed by the Council of Government of its instructions to the Director of Public Security and may express his opinion thereon.

Article 28. Police Force

1. In order to preserve public order and security in accordance with the Statute, the Constitution and the laws of the Free Territory, the Government of the Free Territory shall be empowered to maintain a police force and security services.

2. Members of the police force and security services shall be recruited by the Director of Public Security and shall be subject to dismissal by him.

Article 29. Local Government

The Constitution of the Free Territory shall provide for the establishment on the basis of proportional representation of organs of local government on democratic principles, including universal, equal, direct and secret suffrage.

Article 30. Monetary System

The Free Territory shall have its own monetary system.

Article 31. Railways

Without prejudice to its proprietary rights over the railways within its boundaries and its control of the railway administration, the Free Territory may negotiate with Yugoslavia and Italy agreements for the purpose of ensuring the efficient and economical operation of its railways. Such agreements would determine where responsibility lies for the operation of the railways in the direction of Yugoslavia or Italy respectively and also for the operation of the railway terminal of Trieste and of that part of the line which is common to all. In the latter case such operation may be effected by a special commission comprised of representatives of the Free Territory, Yugoslavia and Italy under the chairmanship of the representative of the Free Territory.

Article 32. Commercial Aviation

1. Commercial aircraft registered in the territory of any one of the United Nations which grants on its territory the same rights to commercial aircraft registered in the Free Territory, shall be granted international commercial aviation rights, including the right to land for refueling and repairs, to fly over the Free Territory without landing and to use for traffic purposes such airports as may be designated by the competent authorities of the Free Territory.

2. These rights shall not be subject to any restrictions other than those imposed on a basis of non-discrimination by the laws and regulations in force in the Free Territory and in the countries concerned or resulting from the special character of the Free Territory as neutral and demilitarized.

Article 33. Registration of Vessels

1. The Free Territory is entitled to open registers for the registration of ships and vessels owned by the Government of the Free Territory or by persons or organisations domiciled within the Free Territory.

2. The Free Territory shall open special maritime registers for Czechoslovak and Swiss ships and vessels upon request of these Governments, as well as for Hungarian and Austrian ships and vessels upon the request of these Governments after the conclusion of the Treaty of Peace with Hungary

and the treaty for the reestablishment of the independence of Austria respectively. Ships and vessels entered in these registers shall fly the flags of their respective countries.

3. In giving effect to the foregoing provisions, and subject to any international convention which may be entered into concerning these questions, with the participation of the Government of the Free Territory, the latter shall be entitled to impose such conditions governing the registration, retention on and removal from the registers as shall prevent any abuses arising from the facilities thus granted. In particular as regards ships and vessels registered under paragraph 1 above, registration shall be limited to ships and vessels controlled from the Free Territory and regularly serving the needs or the interests of the Free Territory. In the case of ships and vessels registered under paragraph 2 above, registration shall be limited to ships and vessels based on the Port of Trieste and regularly and permanently serving the needs of their respective countries through the Port of Trieste.

Article 34. Free Port

A free port shall be established in the Free Territory and shall be administered on the basis of the provisions of an international instrument drawn up by the Council of Foreign Ministers, approved by the Security Council, and annexed to the present Treaty (Annex VIII). The Government of the Free Territory shall enact all necessary legislation and take all necessary steps to give effect to the provisions of such instrument.

Article 35. Freedom of Transit

Freedom of transit shall, in accordance with customary international agreements, be assured by the Free Territory and the States whose territories are traversed to goods transported by railroad between the Free Port and the States which it serves, without any discrimination and without customs duties or charges other than those levied for services rendered.

Article 36. Interpretation of Statute

Except where another procedure is specifically provided under any Article of the present Statute, any dispute relating to the interpretation or execution of the Statute, not resolved by direct negotiations, shall, unless the parties mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one

representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 37. Amendment of Statute

This Statute shall constitute the permanent Statute of the Free Territory, subject to any amendment which may hereafter be made by the Security Council. Petitions for the amendment of the Statute may be presented to the Security Council by the popular Assembly upon a vote taken by a two-thirds majority of the votes cast.

Article 38. Coming into Force of Statute

The present Statute shall come into force on a date which shall be determined by the Security Council of the United Nations Organisation.

ANNEX VII

Instrument for the Provisional Regime of the Free Territory of Trieste

(See Article 21)

The present provisions shall apply to the administration of the Free Territory of Trieste pending the coming into force of the Permanent Statute.

Article 1

The Governor shall assume office in the Free Territory at the earliest possible moment after the coming into force of the present Treaty. Pending assumption of office by the Governor, the Free Territory shall continue to be administered by the Allied military commands within their respective zones.

Article 2

On assuming office in the Free Territory of Trieste the Governor shall be empowered to select from among persons domiciled in the Free Territory and after consultation with the Governments of Yugoslavia and Italy a Provisional Council of Government. The Governor shall have the right to

make changes in the composition of the Provisional Council of Government whenever he deems it necessary. The Governor and the Provisional Council of Government shall exercise their functions in the manner laid down in the provisions of the Permanent Statute as and when these provisions prove to be applicable and in so far as they are not superseded by the present Instrument. Likewise all other provisions of the Permanent Statute shall be applicable during the period of the Provisional Regime as and when these provisions prove to be applicable and in so far as they are not superseded by the present Instrument. The Governor's actions will be guided mainly by the needs of the population and its well being.

Article 3

The seat of Government will be established in Trieste. The Governor will address his reports directly to the Chairman of the Security Council and will, through that channel, supply the Security Council with all necessary information on the administration of the Free Territory.

Article 4

The first concern of the Governor shall be to ensure the maintenance of public order and security. He shall appoint on a provisional basis a Director of Public Security, who will reorganize and administer the police force and security services.

Article 5

(a) From the coming into force of the present Treaty, troops stationed in the Free Territory shall not exceed 5,000 men for the United Kingdom, 5,000 men for the United States of America and 5,000 men for Yugoslavia.

(b) These troops shall be placed at the disposal of the Governor for a period of 90 days after his assumption of office in the Free Territory. As from the end of that period, they will cease to be at the disposal of the Governor and will be withdrawn from the Territory within a further period of 45 days, unless the Governor advises the Security Council that, in the interests of the Territory, some or all of them should not, in his view, be withdrawn. In the latter event, the troops required by the Governor shall remain until not later than 45 days after the Governor has advised the Security Council that the security services can maintain internal order in the Territory without the assistance of foreign troops.

(c) The withdrawal prescribed in paragraph (b) shall be carried out so as to maintain, in so far as possible, the ratio prescribed in paragraph (a) between the troops of the three Powers concerned.

Article 6

The Governor shall have the right at any time to call upon the Commanders of such contingents for support and such support shall be given promptly. The Governor shall, whenever possible, consult with the Commanders concerned before issuing his instructions but shall not interfere with the military handling of the forces in the discharge of his instructions. Each Commander has the right to report to his Government the instructions which he has received from the Governor, informing the Governor of the contents of such reports. The Government concerned shall have the right to refuse the participation of its forces in the operation in question, informing the Security Council accordingly.

Article 7

The necessary arrangements relating to the stationing, administration and supply of the military contingents made available by the United Kingdom, the United States of America, and Yugoslavia shall be settled by agreement between the Governor and the Commanders of those contingents.

Article 8

The Governor, in consultation with the Provisional Council of Government, shall be responsible for organizing the elections of Members of the Constituent Assembly in accordance with the conditions provided for in the Statute for elections to the popular Assembly.

The elections shall be held not later than four months after the Governor's assumption of office. In case this is technically impossible the Governor shall report to the Security Council.

Article 9

The Governor will, in consultation with the Provisional Council of Government, prepare the provisional budget and the provisional export and import programmes and will satisfy himself that appropriate arrangements are made by the Provisional Council of Government for the administration of the finances of the Free Territory.

Article 10

Existing laws and regulations shall remain valid unless and until revoked or suspended by the Governor. The Governor shall have the right

to amend existing laws and regulations and to introduce new laws and regulations in agreement with the majority of the Provisional Council of Government. Such amended and new laws and regulations, as well as the acts of the Governor in regard to the revocation or suspension of laws and regulations, shall be valid unless and until they are amended, revoked or superseded by acts of the popular Assembly or the Council of Government within their respective spheres after the entry into force of the Constitution.

Article 11

Pending the establishment of a separate currency regime for the Free Territory the Italian lira shall continue to be the legal tender within the Free Territory. The Italian Government shall supply the foreign exchange and currency needs of the Free Territory under conditions no less favorable than those applying in Italy.

Italy and the Free Territory shall enter into an agreement to give effect to the above provisions as well as to provide for any settlement between the two Governments which may be required.

ANNEX VIII

Instrument for the Free Port of Trieste

Article 1

1. In order to ensure that the port and transit facilities of Trieste will be available for use on equal terms by all international trade and by Yugoslavia, Italy and the States of Central Europe, in such manner as is customary in other free ports of the world:

- (a) There shall be a customs free port in the Free Territory of Trieste within the limits provided for by or established in accordance with Article 3 of the present Instrument.
- (b) Goods passing through the Free Port of Trieste shall enjoy freedom of transit as stipulated in Article 16 of the present Instrument.

2. The international regime of the Free Port shall be governed by the provisions of the present Instrument.

Article 2

1. The Free Port shall be established and administered as a State corporation of the Free Territory, having all the attributes of a juridical person and functioning in accordance with the provisions of this Instrument.

2. All Italian state and para-statal property within the limits of the Free Port which, according to the provisions of the present Treaty, shall pass to the Free Territory shall be transferred, without payment, to the Free Port.

Article 3

1. The area of the Free Port shall include the territory and installations of the free zones of the port of Trieste within the limits of the 1939 boundaries.

2. The establishment of special zones in the Free Port under the exclusive jurisdiction of any State is incompatible with the status of the Free Territory and of the Free Port.

3. In order, however, to meet the special needs of Yugoslav and Italian shipping in the Adriatic, the Director of the Free Port, on the request of the Yugoslav or Italian Government and with the concurring advice of the International Commission provided for in Article 21 below, may reserve to merchant vessels flying the flags of either of these two States the exclusive use of berthing spaces within certain parts of the area of the Free Port.

4. In case it shall be necessary to increase the area of the Free Port such increase may be made upon the proposal of the Director of the Free Port by decision of the Council of Government with the approval of the popular Assembly.

Article 4

Unless otherwise provided for by the present Instrument the laws and regulations in force in the Free Territory shall be applicable to persons and property within the boundaries of the Free Port and the authorities responsible for their application in the Free Territory shall exercise their functions within the limits of the Free Port.

Article 5

1. Merchant vessels and goods of all countries shall be allowed unrestricted access to the Free Port for loading and discharge both for goods in transit and goods destined for or proceeding from the Free Territory.

2. In connection with importation into or exportation from or transit through the Free Port, the authorities of the Free Territory shall not levy on such goods customs duties or charges other than those levied for services rendered.

3. However, in respect of goods, imported through the Free Port for consumption within the Free Territory or exported from this Territory through the Free Port, appropriate legislation and regulations in force in the Free Territory shall be applied.

Article 6

Warehousing, storing, examining, sorting, packing and repacking and similar activities which have customarily been carried on in the free zones of the port of Trieste shall be permitted in the Free Port under the general regulations established by the Director of the Free Port.

Article 7

1. The Director of the Free Port may also permit the processing of goods in the Free Port.

2. Manufacturing activities in the Free Port shall be permitted to those enterprises which existed in the free zones of the port of Trieste before the coming into force of the present Instrument. Upon the proposal of the Director of the Free Port, the Council of Government may permit the establishment of new manufacturing enterprises within the limits of the Free Port.

Article 8

Inspection by the authorities of the Free Territory shall be permitted within the Free Port to the extent necessary to enforce the customs or other regulations of the Free Territory for the prevention of smuggling.

Article 9

1. The authorities of the Free Territory will be entitled to fix and levy harbour dues in the Free Port.

2. The Director of the Free Port shall fix all charges for the use of the facilities and services of the Free Port. Such charges shall be reasonable and be related to the cost of operation, administration, maintenance and development of the Free Port.

Article 10

In the fixing and levying in the Free Port of harbour dues and other charges under Article 9 above, as well as in the provision of the services and

facilities of the Free Port, there shall be no discrimination in respect of the nationality of the vessels, the ownership of the goods or on any other grounds.

Article 11

The passage of all persons into and out of the Free Port area shall be subject to such regulations as the authorities of the Free Territory shall establish. These regulations, however, shall be established in such a manner as not unduly to impede the passage into and out of the Free Port of nationals of any State who are engaged in any legitimate pursuit in the Free Port area.

Article 12

The rules and bye-laws operative in the Free Port and likewise the schedules of charges levied in the Free Port must be made public.

Article 13

Coastwise shipping and coastwise trade within the Free Territory shall be carried on in accordance with regulations issued by the authorities of the Free Territory, the provisions of the present Instrument not being deemed to impose upon such authorities any restrictions in this respect.

Article 14

Within the boundaries of the Free Port, measures for the protection of health and measures for combating animal and plant diseases in respect of vessels and cargoes shall be applied by the authorities of the Free Territory.

Article 15

It shall be the duty of the authorities of the Free Territory to provide the Free Port with water supplies, gas, electric light and power, communications, drainage facilities and other public services and also to ensure police and fire protection.

Article 16

1. Freedom of transit shall, in accordance with customary international agreements, be assured by the Free Territory and the States whose territories are traversed to goods transported by railroad between the Free Port and the States which it serves, without any discrimination and without customs duties or charges other than those levied for services rendered.

2. The Free Territory and the States assuming the obligations of the present Instrument through whose territory such traffic passes in transit in

either direction shall do all in their power to provide the best possible facilities in all respects for the speedy and efficient movement of such traffic at a reasonable cost, and shall not apply with respect to the movement of goods to and from the Free Port any discriminatory measures with respect to rates, services, customs, sanitary, police or any other regulations.

3. The States assuming the obligations of the present Instrument shall take no measures regarding regulations or rates which would artificially divert traffic from the Free Port for the benefit of other seaports. Measures taken by the Government of Yugoslavia to provide for traffic to ports in southern Yugoslavia shall not be considered as measures designed to divert traffic artificially.

Article 17

The Free Territory and the States assuming the obligations of the present Instrument shall, within their respective territories and on non-discriminatory terms, grant in accordance with customary international agreements freedom of postal, telegraphic, and telephonic communications between the Free Port area and any country for such communications as originate in or are destined for the Free Port area.

Article 18

1. The administration of the Free Port shall be carried on by the Director of the Free Port who will represent it as a juridical person. The Council of Government shall submit to the Governor a list of qualified candidates for the post of Director of the Free Port. The Governor shall appoint the Director from among the candidates presented to him after consultation with the Council of Government. In case of disagreement the matter shall be referred to the Security Council. The Governor may also dismiss the Director upon the recommendation of the International Commission or the Council of Government.

2. The Director shall not be a citizen of Yugoslavia or Italy.

3. All other employees of the Free Port will be appointed by the Director. In all appointments of employees preference shall be given to citizens of the Free Territory.

Article 19

Subject to the provisions of the present Instrument, the Director of the Free Port shall take all reasonable and necessary measures for the admin-

istration, operation, maintenance and development of the Free Port as an efficient port adequate for the prompt handling of all the traffic of that port. In particular, the Director shall be responsible for the execution of all kinds of port works in the Free Port, shall direct the operation of port installations and other port equipment, shall establish, in accordance with legislation of the Free Territory, conditions of labour in the Free Port, and shall also supervise the execution in the Free Port of orders and regulations of the authorities of the Free Territory in respect to navigation.

Article 20

1. The Director of the Free Port shall issue such rules and bye-laws as he considers necessary in the exercise of his functions as prescribed in the preceding Article.

2. The autonomous budget of the Free Port will be prepared by the Director, and will be approved and applied in accordance with legislation to be established by the popular Assembly of the Free Territory.

3. The Director of the Free Port shall submit an annual report on the operations of the Free Port to the Governor and the Council of Government of the Free Territory. A copy of the report shall be transmitted to the International Commission.

Article 21

1. There shall be established an International Commission of the Free Port, hereinafter called "the International Commission", consisting of one representative from the Free Territory and from each of the following States: France, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Union of Soviet Socialist Republics, the United States of America, the People's Federal Republic of Yugoslavia, Italy, Czechoslovakia, Poland, Switzerland, Austria and Hungary, provided that such State has assumed the obligations of the present Instrument.

2. The representative of the Free Territory shall be the permanent Chairman of the International Commission. In the event of a tie in voting, the vote cast by the Chairman shall be decisive.

Article 22

The International Commission shall have its seat in the Free Port. Its offices and activities shall be exempt from local jurisdiction. The members and officials of the International Commission shall enjoy in the Free Territory

such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions. The International Commission shall decide upon its own secretariat, procedure and budget. The common expenses of the International Commission shall be shared by member States in an equitable manner as agreed by them through the International Commission.

Article 23.

The International Commission shall have the right to investigate and consider all matters relating to the operation, use, and administration of the Free Port or to the technical aspects of transit between the Free Port and the States which it serves, including unification of handling procedures. The International Commission shall act either on its own initiative or when such matters have been brought to its attention by any State or by the Free Territory or by the Director of the Free Port. The International Commission shall communicate its views or recommendations on such matters to the State or States concerned, or to the Free Territory, or to the Director of the Free Port. Such recommendations shall be considered and the necessary measures shall be taken. Should the Free Territory or the State or States concerned deem, however, that such measures would be inconsistent with the provisions of the present Instrument, the matter may at the request of the Free Territory or any interested State be dealt with as provided in Article 24 below.

Article 24

Any dispute relating to the interpretation or execution of the present Instrument, not resolved by direct negotiations, shall, unless the parties mutually agree upon another means of settlement, be referred at the request of either party to the dispute to a Commission composed of one representative of each party and a third member selected by mutual agreement of the two parties from nationals of a third country. Should the two parties fail to agree within a period of one month upon the appointment of the third member, the Secretary-General of the United Nations may be requested by either party to make the appointment. The decision of the majority of the members of the Commission shall be the decision of the Commission, and shall be accepted by the parties as definitive and binding.

Article 25

Proposals for amendments to the present Instrument may be submitted to the Security Council by the Council of Government of the Free Territory

or by three or more States represented on the International Commission. An amendment approved by the Security Council shall enter into force on the date determined by the Security Council.

Article 26

For the purposes of the present Instrument a State shall be considered as having assumed the obligations of this Instrument if it is a party to the Treaty of Peace with Italy or has notified the Government of the French Republic of its assumption of such obligations.

ANNEX IX

Technical Dispositions Regarding the Free Territory of Trieste

(See Article 21)

A. *Water Supply to Northwestern Istria*

Yugoslavia shall continue to supply water to the region of northwestern Istria within the Free Territory of Trieste from the spring of San Giovanni de Pingente through the Quietto water supply system and from the spring of Santa Maria del Risano through the Risano system. The water so supplied shall be in such amounts, not substantially exceeding those amounts which have been customarily supplied to the region, and at such rates of flow, as the Free Territory may request, but within limits imposed by natural conditions. Yugoslavia shall maintain the water conduits, reservoirs, pumps, purifying systems and such other works within Yugoslav territory as may be required to fulfill this obligation. Temporary allowance must be made in respect of the foregoing obligations on Yugoslavia for necessary repair of war damage to water supply installations. The Free Territory shall pay a reasonable price for the water thus supplied, which price should represent a proportionate share, based on the quantity of water consumed within the Free Territory, of the total cost of operation and maintenance of the Quietto and the Risano water supply systems. Should, in the future, additional supplies of water be required by the Free Territory, Yugoslavia undertakes to examine the matter jointly with the authorities of the Free Territory and by agreement to take such measures as are reasonable to meet these requirements.

B. *Electricity Supplies*

1. Yugoslavia and Italy shall maintain the existing supply of electricity to the Free Territory of Trieste, furnishing to the Free Territory such quantities of electricity at such rates of output as the latter may require. The quantities furnished need not at first substantially exceed those which have been customarily supplied to the area comprised in the Free Territory, but Italy and Yugoslavia shall, on request of the Free Territory, furnish increasing amounts as the requirements of the Free Territory grow, provided that any increase of more than 20% over the amount normally furnished to the Free Territory from the respective sources shall be the subject of an agreement between the interested Governments.

2. The price to be charged by Yugoslavia or by Italy and to be paid by the Free Territory for the electricity furnished to it shall be no higher than the price charged in Yugoslavia or in Italy for the supply of similar quantities of hydro-electricity from the same sources in Yugoslav or Italian territory.

3. Yugoslavia, Italy and the Free Territory shall exchange information continuously concerning the flow and storage of water and the output of electricity in respect of stations supplying the former Italian *compartimento* of Venezia Giulia, so that each of the three parties will be in a position to determine its requirements.

4. Yugoslavia, Italy and the Free Territory shall maintain in good and substantial condition all of the electrical plants, transmission lines, substations and other installations which are required for the continued supply of electricity to the former Italian *compartimento* of Venezia Giulia.

5. Yugoslavia shall ensure that the existing and any future power installations on the Isonzo (Soca) are operated so as to provide that such supplies of water as Italy may from time to time request may be diverted from the Isonzo (Soca) for irrigation in the region from Gorizia southwestward to the Adriatic. Italy may not claim the right to the use of water from the Isonzo (Soca) in greater volume or under more favorable conditions than has been customary in the past.

6. Yugoslavia, Italy and the Free Territory shall, through joint negotiations, adopt a mutually agreeable convention in conformity with the foregoing provisions for the continuing operation of the electricity system which

serves the former Italian *compartimento* of Venezia Giulia. A mixed commission with equal representation of the three Governments shall be established for supervising the execution of the obligations arising under paragraphs 1 to 5 above.

7. Upon the expiration of a ten-year period from the coming into force of the present Treaty, Yugoslavia, Italy and the Free Territory shall re-examine the foregoing provisions in the light of conditions at that time in order to determine which, if any, of the foregoing obligations are no longer required, and shall make such alterations, deletions and additions as may be agreed upon by the parties concerned. Any disputes which may arise as a result of this re-examination shall be submitted for settlement under the procedure outlined in Article 87 of the present Treaty.

C. Facilities for Local Frontier Trade

Yugoslavia and the Free Territory of Trieste, and Italy and the Free Territory of Trieste, shall, within one month of the coming into force of the present Treaty, undertake negotiations to provide arrangements which shall facilitate the movement across the frontiers between the Free Territory and the adjacent areas of Yugoslavia and Italy of foodstuffs and other categories of commodities which have customarily moved between those areas in local trade, provided these commodities are grown, produced or manufactured in the respective territories. This movement may be facilitated by appropriate measures, including the exemption of such commodities, up to agreed quantities or values, from tariffs, customs charges, and export or import taxes of any kind when such commodities are moving in local trade.

ANNEX X

Economic and Financial Provisions Relating to the Free Territory of Trieste

1. The Free Territory of Trieste shall receive, without payment, Italian State and para-statal property within the Free Territory.

The following are considered as State or para-statal property for the purposes of this Annex: movable and immovable property of the Italian State, of local authorities and of public institutions and publicly owned com-

panies and associations, as well as movable and immovable property formerly belonging to the Fascist Party or its auxiliary organizations.

2. All transfers effected after September 3, 1943, of Italian State and para-statal property as defined in paragraph 1 above shall be deemed null and void. This provision shall not, however, extend to lawful acts relating to current operations of State and para-statal agencies in so far as they concern the sale, within normal limits, of goods ordinarily produced by them or sold in the execution of normal commercial arrangements or in the normal course of governmental administrative activities.

3. Submarine cables owned by the Italian State or by Italian para-statal organizations shall fall within the provisions of paragraph 1 so far as concerns terminal facilities and the lengths of cables lying within territorial waters of the Free Territory.

4. Italy shall hand over to the Free Territory all relevant archives and documents of an administrative character or historical value concerning the Free Territory or relating to property transferred under paragraph 1 of this Annex. The Free Territory shall hand over to Yugoslavia all documents of the same character relating to territory ceded to Yugoslavia under the present Treaty, and to Italy all documents of the same character which may be in the Free Territory and which relate to Italian territory.

Yugoslavia declares herself ready to hand over to the Free Territory all archives and documents of an administrative character concerning and required exclusively for the administration of the Free Territory, which are of a kind which were usually held before September 3, 1943, by the local authorities having jurisdiction over what now forms part of the Free Territory.

5. The Free Territory shall be exempt from the payment of the Italian public debt, but shall assume the obligations of the Italian State towards holders who continue to reside in the Free Territory, or who, being juridical persons, retain their *siège social* or principal place of business there, in so far as these obligations correspond to that portion of this debt which has been issued prior to June 10, 1940, and is attributable to public works and civil administrative services of benefit to the said Territory but not attributable directly or indirectly to military purposes.

Full proof of the source of such holdings may be required from the holders.

Italy and the Free Territory shall conclude arrangements to determine the portion of the Italian public debt referred to in this paragraph and the methods for giving effect to these provisions.

6. The future status of external obligations secured by charges upon the property or revenues of the Free Territory shall be governed by further agreements between the parties concerned.

7. Special arrangements shall be concluded between Italy and the Free Territory to govern the conditions under which the obligations of Italian public or private social insurance organizations towards the inhabitants of the Free Territory, and a proportionate part of the reserves accumulated by the said organizations, shall be transferred to similar organizations in the Free Territory.

Similar arrangements shall also be concluded between the Free Territory and Italy, and between the Free Territory and Yugoslavia, to govern the obligations of public and private social insurance organizations whose *siège social* is in the Free Territory, with regard to policy holders or subscribers residing respectively in Italy or in territory ceded to Yugoslavia under the present Treaty.

Similar arrangements shall also be concluded between the Free Territory and Yugoslavia to govern the obligations of public and private social insurance organizations whose *siège social* is in territory ceded to Yugoslavia under the present Treaty, with regard to policy holders or subscribers residing in the Free Territory.

8. Italy shall continue to be liable for the payment of civil or military pensions earned, as of the coming into force of the present Treaty, for service under the Italian State, municipal or other local government authorities, by persons who under the Treaty acquire the nationality of the Free Territory, including pension rights not yet matured. Arrangements shall be concluded between Italy and the Free Territory providing for the method by which this liability shall be discharged.

9. The property, rights and interests of Italian nationals who became domiciled in the Free Territory after June 10, 1940, and of persons who opt for Italian citizenship pursuant to the Statute of the Free Territory of Trieste shall, provided they have been lawfully acquired, be respected in the same measure as the property, rights and interests of nationals of the

Free Territory generally, for a period of three years from the coming into force of the Treaty.

The property, rights and interests within the Free Territory of other Italian nationals and also of Italian juridical persons, provided they have been lawfully acquired, shall be subject only to such legislation as may be enacted from time to time regarding the property of foreign nationals and juridical persons generally.

10. Persons who opt for Italian nationality and move to Italy shall be permitted, after the settlement of any debts or taxes due from them in the Free Territory, to take with them their movable property and transfer their funds, provided such property and funds were lawfully acquired. No export or import duties shall be imposed in connection with the moving of such property. Further, they shall be permitted to sell their movable and immovable property under the same conditions as nationals of the Free Territory.

The removal of property to Italy will be effected under conditions which will not be in contradiction to the Constitution of the Free Territory and in a manner which will be agreed upon between Italy and the Free Territory. The conditions and the time periods of the transfer of the funds, including the proceeds of sales, shall be determined in the same manner.

11. The property, rights and interests of former Italian nationals, resident in the Free Territory, who become nationals of the Free Territory under the present Treaty, existing in Italy at the coming into force of the Treaty, shall be respected by Italy in the same measure as the property, rights and interests of Italian nationals generally, for a period of three years from the coming into force of the Treaty.

Such persons are authorized to effect the transfer and the liquidation of their property, rights and interests under the same conditions as are provided for under paragraph 10 above.

12. Companies incorporated under Italian law and having *siège social* in the Free Territory, which wish to remove *siège social* to Italy or Yugoslavia, shall likewise be dealt with under the provisions of paragraph 10 above, provided that more than fifty per cent. of the capital of the company is owned by persons usually resident outside the Free Territory, or by persons who move to Italy or Yugoslavia.

13. Debts owed by persons in Italy, or in territory ceded to Yugoslavia, to persons in the Free Territory, or by persons in the Free Territory to persons in Italy or in territory ceded to Yugoslavia, shall not be affected by the cession. Italy, Yugoslavia and the Free Territory undertake to facilitate the settlement of such obligations. As used in this paragraph, the term "persons" includes juridical persons.

14. The property in the Free Territory of any of the United Nations and its nationals, if not already freed from Italian measures of sequestration or control and returned to its owner, shall be returned in the condition in which it now exists.

15. Italy shall return property unlawfully removed after September 3, 1943, from the Free Territory to Italy. Paragraphs 2, 3, 4, 5 and 6 of Article 75 shall govern the application of this obligation except as regards property provided for elsewhere in this Annex.

The provisions of paragraphs 1, 2, 5 and 6 of Article 75 shall apply to the restitution by the Free Territory of property removed from the territory of any of the United Nations during the war.

16. Italy shall return to the Free Territory in the shortest possible time any ships in Italian possession which were owned on September 3, 1943, by natural persons resident in the Free Territory who acquire the nationality of the Free Territory under the present Treaty, or by Italian juridical persons having and retaining *siège social* in the Free Territory, except any ships which have been the subject of a bona fide sale.

17. Italy and the Free Territory, and Yugoslavia and the Free Territory, shall conclude agreements providing for a just and equitable apportionment of the property of any existing local authority whose area is divided by any frontier settlement under the present Treaty, and for a continuance to the inhabitants of necessary communal services not specifically covered in other parts of the Treaty.

Similar agreements shall be concluded for a just and equitable allocation of rolling stock and railway equipment and of dock and harbour craft and equipment, as well as for any other outstanding economic matters not covered by this Annex.

18. Citizens of the Free Territory shall, notwithstanding the transfer of sovereignty and any change of nationality consequent thereon, continue to

enjoy in Italy all the rights in industrial, literary and artistic property to which they were entitled under the legislation in force in Italy at the time of the transfer.

The Free Territory shall recognize and give effect to rights of industrial, literary and artistic property existing in the Free Territory under Italian laws in force at the time of transfer, or to be re-established or restored in accordance with Annex XV, part A of the present Treaty. These rights shall remain in force in the Free Territory for the same period as that for which they would have remained in force under the laws of Italy.

19. Any dispute which may arise in giving effect to this Annex shall be dealt with in the same manner as provided in Article 83 of the present Treaty.

20. Paragraphs 1, 3 and 5 of Article 76; Article 77; paragraph 3 of Article 78; Article 81; Annex XV, part A; Annex XVI and Annex XVII, part B, shall apply to the Free Territory in like manner as to Italy.

ANNEX XI

Joint Declaration by the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America and of France concerning Italian Territorial Possessions in Africa

(See Article 23)

1. The Governments of the Union of Soviet Socialist Republics, of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, of the United States of America, and of France agree that they will, within one year from the coming into force of the Treaty of Peace with Italy bearing the date of February 10, 1947, jointly determine the final disposal of Italy's territorial possessions in Africa, to which, in accordance with Article 23 of the Treaty, Italy renounces all right and title.

2. The final disposal of the territories concerned and the appropriate adjustment of their boundaries shall be made by the Four Powers in the light of the wishes and welfare of the inhabitants and the interests of peace and security, taking into consideration the views of other interested Governments.

3. If with respect to any of these territories the Four Powers are unable to agree upon their disposal within one year from the coming into force of the Treaty of Peace with Italy, the matter shall be referred to the General Assembly of the United Nations for a recommendation, and the Four Powers agree to accept the recommendation and to take appropriate measures for giving effect to it.

4. The Deputies of the Foreign Ministers shall continue the consideration of the question of the disposal of the former Italian Colonies with a view to submitting to the Council of Foreign Ministers their recommendations on this matter. They shall also send out commissions of investigation to any of the former Italian Colonies in order to supply the Deputies with the necessary data on this question and to ascertain the views of the local population.

ANNEX XII

(See Article 56)

The names in this Annex are those which were used in the Italian Navy on June 1, 1946.

A. List of Naval Vessels to be Retained by Italy

MAJOR WAR VESSELS

<i>Battleships</i> . . .	Andrea Doria Caio Duilio	<i>Torpedo Boats</i>	Giuseppe Cesare Abba Aretusa Calliope Giacinto Carini Cassiopea Clio Nicola Fabrizi Ernesto Giovannini Libra Monzambano Antonio Mosto Orione Orsa Rosalino Pilo Sagittario Sirio
<i>Cruisers</i>	Luigi di Savoia Duca degli Abruzzi Giuseppe Garibaldi Raimondo Montecuccoli Luigi Cadorna		
<i>Destroyers</i> . . .	Carabiniere Granatiere Grecale Nicoloso da Recco		

<i>Corvettes . . .</i>	Ape	Gru
	Baionetta	Ibis
	Chimera	Minerva
	Cormorano	Pellicano
	Danaide	Pomona
	Driade	Scimittara
	Fenice	Sfinge
	Flora	Sibilla
	Folaga	Urania
	Gabbiano	

Together with one corvette to be salvaged, completed or constructed.

MINOR WAR VESSELS

Minesweepers R. D. Nos. 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103, 104, 105, 113, 114, 129, 131, 132, 133, 134, 148, 149, together with 16 YMS type acquired from the United States of America.

Vedettes VAS Nos. 201, 204, 211, 218, 222, 224, 233, 235

AUXILIARY NAVAL VESSELS

<i>Fleet Tankers . . .</i>	Nettuno	<i>Water Carriers . . .</i>	Stura
	Lete	(continued)	Tronto
			Vipacco
<i>Water Carriers . . .</i>	Arno	<i>Tugs (large) . . .</i>	Abbazia
	Frigido		Asinara
	Mincio		Atlante
	Ofanto		Capraia
	Oristano		Chioggia
	Pescara		Emilio
	Po		Gagliardo
	Sesia		Gorgona
	Simeto		

<i>Tugs (large) ...</i>	Licosa	<i>Tugs (small) ...</i>	San Bartolomeo
(continued)	Lilibeo	(continued)	San Benedetto
	Linosa		Tagliamento
	Mestre		N 1
	Piombino		N 4
	Porto Empedocle		N 5
	Porto Fossone		N 9
	Porto Pisano		N 22
	Porto Rose		N 26
	Porto Recanati		N 27
	San Pietro		N 32
	San Vito		N 47
	Ventimiglia		N 52
			N 53
<i>Tugs (small) ...</i>	Argentario		N 78
	Astico		N 96
	Cordevole		N 104
	Generale Pozzi		RLN 1
	Irene		RLN 3
	Passero		RLN 9
	Porto Rosso		RLN 10
	Porto Vecchio		
<i>Training Ship</i>	Amerigo Vespucci		
<i>Transports</i>	Amalia Messina		
	Montegrappa		
	Tarantola		
<i>Supply Ship</i>	Giuseppe Miraglia		
<i>Repair Ship</i>	Antonio Pacinotti (after conversion from S/M Depot Ship)		
<i>Surveying Ships</i>	Azio (after conversion from minelayer) Cherso		
<i>Lighthouse-Service Vessel</i>	Buffoluto		
<i>Cable Ship</i>	Rampino		

B. List of Naval Vessels to be placed at the Disposal of the Governments of the Soviet Union, of the United Kingdom, of the United States of America, and of France

MAJOR WAR VESSELS

<i>Battleships</i>	Giulio Cesare Italia Vittorio Veneto	<i>Torpedo Boats</i> . .	Aliseo Animoso Ardimentoso Ariete Fortunale Indomito
<i>Cruisers</i>	Emanuele Filiberto Duca d'Aosta Pompeo Magno Attilio Regolo Eugenio di Savoia Scipione Africano	<i>Submarines</i> . . .	Alagi Atropo Dandolo Giada Marea Nichelio Platino Vortice
<i>Sloop</i>	Eritrea		
<i>Destroyers</i>	Artigliere Fuciliere Legionario Mitragliere Alfredo Oriani Augusto Riboty Velite		

MINOR WAR VESSELS

<i>M.T.Bs</i>	MS Nos. 11, 24, 31, 35, 52, 53, 54, 55, 61, 65, 72, 73, 74, 75. MAS Nos. 433, 434, 510, 514, 516, 519, 520, 521, 523, 538, 540, 543, 545, 547, 562. ME Nos. 38, 40, 41.
<i>Minesweepers</i>	RD Nos. 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29.
<i>Gunboat</i>	Illyria

Vedettes VAS Nos. 237, 240, 241, 245, 246, 248.

Landing Craft..... MZ Nos. 713, 717, 722, 726, 728, 729, 737, 744, 758,
776, 778, 780, 781, 784, 800, 831.

AUXILIARY NAVAL VESSELS

Tankers Prometeo
Stige
Tarvisio
Urano

Water Carriers .. Anapo
Atèrno
Basento
Bisagno
Dalmazia
Idria
Isarco
Istria
Liri
Metauro
Polcevera
Sprugola
Timavo
Tirso

Tugs (Large)... Arsachena
Basiluzzo
Capo d'Istria
Carbonara
Cefalu
Ercole
Gaeta
Lampedusa

Tugs (Large)... Lipari
(continued) Liscanera
Marechiaro
Mesco
Molara
Nereo
Porto Adriano
Porto Conte
Porto Quieto
Porto Torres
Porto Tricase
Procida
Promontore
Rapallo
Salvore
San Angelo
San Antioco
San Remo
Talamone
Taormina
Teulada
Tifeo
Vado
Vigoroso

<i>Tugs (Small) . . .</i>	Generale Valfre	<i>Depot Ship</i>	Anteo
	Licata		
	Noli	<i>Training Ship . . .</i>	Cristoforo Colombo
	Volosca		
	N 2	<i>Auxiliary Mine-</i>	
	N 3	<i>Layer</i>	Fasana
	N 23	<i>Transports</i>	Giuseppe Messina
	N 24		Montecucco
	N 28		Panigaglia
	N 35		
	N 36		
	N 37		
	N 80		
	N 94		

ANNEX XIII

Definitions

A. NAVAL

(See Article 59)

Standard Displacement

The standard displacement of a surface vessel is the displacement of the vessel, complete, fully manned, engined and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions and fresh water for crew, miscellaneous stores and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel or reserve feed water on board.

The standard displacement is expressed in tons of 2,240 lbs. (1,016 Kgs).

War Vessel

A war vessel, whatever its displacement, is:

1. A vessel specifically built or adapted as a fighting unit for naval, amphibious or naval air warfare; or

2. A vessel which has one of the following characteristics:

- (a) mounts a gun with a calibre exceeding 4.7 inches (120 mm.);
- (b) mounts more than four guns with a calibre exceeding 3 inches (76 mm.);
- (c) is designed or fitted to launch torpedoes or to lay mines;
- (d) is designed or fitted to launch self-propelled or guided missiles;
- (e) is designed for protection by armour plating exceeding 1 inch (25 mm.) in thickness;
- (f) is designed or adapted primarily for operating aircraft at sea;
- (g) mounts more than two aircraft launching apparatus;
- (h) is designed for a speed greater than twenty knots if fitted with a gun of calibre exceeding 3 inches (76 mm.).

A war vessel belonging to sub-category 1 is no longer to be considered as such after the twentieth year since completion if all weapons are removed.

Battleship

A battleship is a war vessel, other than an aircraft carrier, the standard displacement of which exceeds 10,000 tons or which carries a gun with a calibre exceeding 8 inches (203 mm.).

Aircraft Carrier

An aircraft carrier is a war vessel, whatever her displacement, designed or adapted primarily for the purpose of carrying and operating aircraft.

Submarine

A submarine is a vessel designed to operate below the surface of the sea.

Specialised Types of Assault Craft

1. All types of craft specially designed or adapted for amphibious operations.
2. All types of small craft specially designed or adapted to carry an explosive or incendiary charge for attacks on ships or harbours.

Motor Torpedo Boat

A vessel of a displacement less than 200 tons, capable of a speed of over 25 knots and of operating torpedoes.

B. MILITARY, MILITARY AIR AND NAVAL TRAINING

(See Articles 60, 63 and 65)

1. Military training is defined as: the study of and practice in the use of war material specially designed or adapted for army purposes, and training devices relative thereto; the study and carrying out of all drill or movements which teach or practice evolutions performed by fighting forces in battle; and the organised study of tactics, strategy and staff work.

2. Military air training is defined as: the study of and practice in the use of war material specially designed or adapted for air force purposes, and training devices relative thereto; the study and practice of all specialised evolutions, including formation flying, performed by aircraft in the accomplishment of an air force mission; and the organised study of air tactics, strategy and staff work.

3. Naval training is defined as: the study, administration or practice in the use of warships or naval establishments as well as the study or employment of all apparatus and training devices relative thereto, which are used in the prosecution of naval warfare, except for those which are also normally used for civilian purposes; also the teaching, practice or organised study of naval tactics, strategy and staff work including the execution of all operations and manoeuvres not required in the peaceful employment of ships.

C. DEFINITION AND LIST OF WAR MATERIAL

(See Article 67)

The term "war material" as used in the present Treaty shall include all arms, ammunition and implements specially designed or adapted for use in war as listed below.

The Allied and Associated Powers reserve the right to amend the list periodically by modification or addition in the light of subsequent scientific development.

Category I.

1. Military rifles, carbines, revolvers and pistols; barrels for these weapons and other spare parts not readily adaptable for civilian use.

2. Machine guns, military automatic or autoloading rifles, and machine pistols; barrels for these weapons and other spare parts not readily adaptable for civilian use; machine gun mounts.

3. Guns, howitzers, mortars, cannon special to aircraft, breechless or recoil-less guns and flamethrowers; barrels and other spare parts not readily adaptable for civilian use; carriages and mountings for the foregoing.

4. Rocket projectors; launching and control mechanisms for self-propelling and guided missiles; mountings for same.

5. Self-propelling and guided missiles, projectiles, rockets, fixed ammunition and cartridges, filled or unfilled, for the arms listed in subparagraphs 1-4 above and fuses, tubes or contrivances to explode or operate them. Fuses required for civilian use are not included.

6. Grenades, bombs, torpedoes, mines, depth charges and incendiary materials or charges, filled or unfilled; all means for exploding or operating them. Fuses required for civilian use are not included.

7. Bayonets.

Category II.

1. Armoured fighting vehicles; armoured trains, not technically convertible to civilian use.

2. Mechanical and self-propelled carriages for any of the weapons listed in Category I; special type military chassis or bodies other than those enumerated in sub-paragraph 1 above.

3. Armour plate, greater than three inches in thickness, used for protective purposes in warfare.

Category III.

1. Aiming and computing devices, including predictors and plotting apparatus, for fire control; direction of fire instruments; gun sights; bomb sights; fuse setters; equipment for the calibration of guns and fire control instruments.

2. Assault bridging, assault boats and storm boats.

3. Deceptive warfare, dazzle and decoy devices.

4. Personal war equipment of a specialised nature not readily adaptable to civilian use.

Category IV.

1. Warships of all kinds, including converted vessels and craft designed or intended for their attendance or support, which cannot be technically reconverted to civilian use, as well as weapons, armour, ammunition,

aircraft and all other equipment, material, machines and installations not used in peace time on ships other than warships.

2. Landing craft and amphibious vehicles or equipment of any kind; assault boats or devices of any type as well as catapults or other apparatus for launching or throwing aircraft, rockets, propelled weapons or any other missile, instrument or device whether manned or unmanned, guided or uncontrolled.

3. Submersible or semi-submersible ships, craft, weapons, devices, or apparatus of any kind, including specially designed harbour defence booms, except as required by salvage, rescue or other civilian uses, as well as all equipment, accessories, spare parts, experimental or training aids, instruments or installations as may be specially designed for the construction, testing, maintenance or housing of the same.

Category V.

1. Aircraft, assembled or unassembled, both heavier and lighter than air, which are designed or adapted for aerial combat by the use of machine guns, rocket projectors or artillery, or for the carrying and dropping of bombs, or which are equipped with, or which by reason of their design or construction are prepared for, any of the appliances referred to in subparagraph 2 below.

2. Aerial gun mounts and frames, bomb racks, torpedo carriers and bomb release or torpedo release mechanisms; gun turrets and blisters.

3. Equipment specially designed for and used solely by airborne troops.

4. Catapults or launching apparatus for ship-borne, land- or sea-based aircraft; apparatus for launching aircraft weapons.

5. Barrage balloons.

Category VI.

Asphyxiating, lethal, toxic or incapacitating substances intended for war purposes, or manufactured in excess of civilian requirements.

Category VII.

Propellants, explosives, pyrotechnics or liquefied gases destined for the propulsion, explosion, charging or filling of, or for use in connection with, the war material in the present categories, not capable of civilian use or manufactured in excess of civilian requirements.

Category VIII.

Factory and tool equipment specially designed for the production and maintenance of the material enumerated above and not technically convertible to civilian use.

D. DEFINITION OF THE TERMS "DEMILITARISATION" AND "DEMILITARISED"

(See Articles 11, 14, 49 and Article 3 of Annex VI)

For the purpose of the present Treaty the terms "demilitarisation" and "demilitarised" shall be deemed to prohibit, in the territory and territorial waters concerned, all naval, military and military air installations, fortifications and their armaments; artificial military, naval and air obstacles; the basing or the permanent or temporary stationing of military, naval and military air units; military training in any form; and the production of war material. This does not prohibit internal security personnel restricted in number to meeting tasks of an internal character and equipped with weapons which can be carried and operated by one person, and the necessary military training of such personnel.

ANNEX XIV

Economic and Financial Provisions Relating to Ceded Territories

1. The Successor State shall receive, without payment, Italian State and para-statal property within territory ceded to it under the present Treaty, as well as all relevant archives and documents of an administrative character or historical value concerning the territory in question, or relating to property transferred under this paragraph.

The following are considered as State or para-statal property for the purposes of this Annex: movable and immovable property of the Italian State, of local authorities and of public institutions and publicly owned companies and associations, as well as movable and immovable property formerly belonging to the Fascist Party or its auxiliary organizations.

2. All transfers effected after September 3, 1943, of Italian State and para-statal property as defined in paragraph 1 above shall be deemed null and void. This provision shall not, however, extend to lawful acts relating

to current operations of State and para-statal agencies in so far as they concern the sale, within normal limits, of goods ordinarily produced or sold by them in the execution of normal commercial arrangements or in the normal course of governmental administrative activities.

3. Italian submarine cables connecting points in ceded territory, or connecting a point in ceded territory with a point in other territory of the Successor State, shall be deemed to be Italian property in the ceded territory, despite the fact that lengths of these cables may lie outside territorial waters. Italian submarine cables connecting a point in ceded territory with a point outside the jurisdiction of the Successor State shall be deemed to be Italian property in ceded territory so far as concerns the terminal facilities and the lengths of cables lying within territorial waters of the ceded territory.

4. The Italian Government shall transfer to the Successor State all objects of artistic, historical or archaeological value belonging to the cultural heritage of the ceded territory, which, while that territory was under Italian control, were removed therefrom without payment and are held by the Italian Government or by Italian public institutions.

5. The Successor State shall make arrangements for the conversion into its own currency of Italian currency held within the ceded territory by persons continuing to reside in the said territory or by juridical persons continuing to carry on business there. Full proof of the source of the funds to be converted may be required from their holders.

6. The Government of the Successor State shall be exempt from the payment of the Italian public debt, but will assume the obligations of the Italian State towards holders who continue to reside in the ceded territory, or who, being juridical persons, retain their *siège social* or principal place of business there, in so far as these obligations correspond to that portion of this debt which has been issued prior to June 10, 1940, and is attributable to public works and civil administrative services of benefit to the said territory but not attributable directly or indirectly to military purposes.

Full proof of the source of such holdings may be required from the holders:

The Successor State and Italy shall conclude arrangements to determine the portion of the Italian public debt referred to in this paragraph and the methods for giving effect to these provisions.

7. Special arrangements shall be concluded between the Successor State and Italy to govern the conditions under which the obligations of Italian public or private social insurance organizations towards the inhabitants of the ceded territory, and a proportionate part of the reserves accumulated by the said organizations, shall be transferred to similar organizations in the Successor State.

Similar arrangements shall also be concluded between the Successor State and Italy to govern the obligations of public and private social insurance organizations whose *siège social* is in the ceded territory, with regard to policy holders or subscribers residing in Italy.

8. Italy shall continue to be liable for the payment of civil or military pensions earned, as of the coming into force of the present Treaty, for service under the Italian State, municipal or other local government authorities, by persons who under the Treaty acquire the nationality of the Successor State, including pension rights not yet matured. Arrangements shall be concluded between the Successor State and Italy providing for the method by which this liability shall be discharged.

9. The property, rights and interests of Italian nationals permanently resident in the ceded territories at the coming into force of the present Treaty shall, provided they have been lawfully acquired, be respected on a basis of equality with the rights of nationals of the Successor State.

The property, rights and interests within the ceded territories of other Italian nationals and also of Italian juridical persons, provided they have been lawfully acquired, shall be subject only to such legislation as may be enacted from time to time regarding the property of foreign nationals and juridical persons generally.

Such property, rights and interests shall not be subject to retention or liquidation under the provisions of Article 79 of the present Treaty, but shall be restored to their owners freed from any measures of this kind and from any other measure of transfer, compulsory administration or sequestration taken between September 3, 1943, and the coming into force of the present Treaty.

10. Persons who opt for Italian nationality and move to Italy shall be permitted, after the settlement of any debts or taxes due from them in ceded territory, to take with them their movable property and transfer their

funds, provided such property and funds were lawfully acquired. No export or import duties will be imposed in connection with the moving of such property. Further, they shall be permitted to sell their movable and immovable property under the same conditions as nationals of the Successor State.

The removal of property to Italy will be effected under conditions and within the limits agreed upon between the Successor State and Italy. The conditions and the time periods of the transfer of the funds, including the proceeds of sales, shall likewise be agreed.

11. The property, rights and interests of former Italian nationals, resident in the ceded territories, who become nationals of another State under the present Treaty, existing in Italy at the coming into force of the Treaty, shall be respected by Italy in the same measure as the property, rights and interests of United Nations nationals generally.

Such persons are authorized to effect the transfer and the liquidation of their property, rights and interests under the same conditions as may be established under paragraph 10 above.

12. Companies incorporated under Italian law and having *siège social* in the ceded territory, which wish to remove *siège social* to Italy, shall likewise be dealt with under the provisions of paragraph 10 above, provided that more than fifty per cent. of the capital of the company is owned by persons usually resident outside the ceded territory, or by persons who opt for Italian nationality under the present Treaty and who move to Italy, and provided also that the greater part of the activity of the company is carried on outside the ceded territory.

13. Debts owed by persons in Italy to persons in the ceded territory or by persons in the ceded territory to persons in Italy shall not be affected by the cession. Italy and the Successor State undertake to facilitate the settlement of such obligations. As used in this paragraph, the term "persons" includes juridical persons.

14. The property in ceded territory of any of the United Nations and its nationals, if not already freed from Italian measures of sequestration or control and returned to its owner, shall be returned in the condition in which it now exists.

15. The Italian Government recognizes that the Brioni Agreement of August 10, 1942, is null and void. It undertakes to participate with the other signatories of the Rome Agreement of March 29, 1923, in any negotiations having the purpose of introducing into its provisions the modifications necessary to ensure the equitable settlement of the annuities which it provides.

16. Italy shall return property unlawfully removed after September 3, 1943, from ceded territory to Italy. Paragraphs 2, 3, 4, 5 and 6 of Article 75 shall govern the application of this obligation except as regards property provided for elsewhere in this Annex.

17. Italy shall return to the Successor State in the shortest possible time any ships in Italian possession which were owned on September 3, 1943, by natural persons resident in ceded territory who acquire the nationality of the Successor State under the present Treaty, or by Italian juridical persons having and retaining *siège social* in ceded territory, except any ships which have been the subject of a bona fide sale.

18. Italy and the Successor States shall conclude agreements providing for a just and equitable apportionment of the property of any existing local authority whose area is divided by any frontier settlement under the present Treaty, and for a continuance to the inhabitants of necessary communal services not specifically covered in other parts of the Treaty.

Similar agreements shall be concluded for a just and equitable allocation of rolling stock and railway equipment and of dock and harbour craft and equipment, as well as for any other outstanding economic matters not covered by this Annex.

19. The provisions of this Annex shall not apply to the former Italian Colonies. The economic and financial provisions to be applied therein will form part of the arrangements for the final disposal of these territories pursuant to Article 23 of the present Treaty.

ANNEX XV

Special Provisions Relating to Certain Kinds of Property

A. INDUSTRIAL, LITERARY AND ARTISTIC PROPERTY

1. (a) A period of one year from the coming into force of the present Treaty shall be accorded to the Allied and Associated Powers and their

nationals without extension fees or other penalty of any sort in order to enable them to accomplish all necessary acts for the obtaining or preserving in Italy of rights in industrial, literary and artistic property which were not capable of accomplishment owing to the existence of a state of war.

(b) Allied and Associated Powers or their nationals who had duly applied in the territory of any Allied or Associated Power for a patent or registration of a utility model not earlier than twelve months before the outbreak of the war with Italy or during the war, or for the registration of an industrial design or model or trade mark not earlier than six months before the outbreak of the war with Italy or during the war, shall be entitled within twelve months after the coming into force of the present Treaty to apply for corresponding rights in Italy, with a right of priority based upon the previous filing of the application in the territory of that Allied or Associated Power.

(c) Each of the Allied and Associated Powers and its nationals shall be accorded a period of one year from the coming into force of the present Treaty during which they may institute proceedings in Italy against those natural or juridical persons who are alleged illegally to have infringed their rights in industrial, literary or artistic property between the date of the outbreak of the war and the coming into force of the present Treaty.

2. A period from the outbreak of the war until a date eighteen months after the coming into force of the present Treaty shall be excluded in determining the time within which a patent must be worked or a design or trade mark used.

3. The period from the outbreak of the war until the coming into force of the present Treaty shall be excluded from the normal term of rights in industrial, literary and artistic property which were in force in Italy at the outbreak of the war or which are recognised or established under part A of this Annex, and belong to any of the Allied and Associated Powers or their nationals. Consequently, the normal duration of such rights shall be deemed to be automatically extended in Italy for a further term corresponding to the period so excluded.

4. The foregoing provisions concerning the rights in Italy of the Allied and Associated Powers and their nationals shall apply equally to the rights in the territories of the Allied and Associated Powers of Italy and its na-

nationals. Nothing, however, in these provisions shall entitle Italy or its nationals to more favourable treatment in the territory of any of the Allied and Associated Powers than is accorded by such Power in like cases to other United Nations or their nationals, nor shall Italy be required thereby to accord to any of the Allied and Associated Powers or its nationals more favourable treatment than Italy or its nationals receive in the territory of such Power in regard to the matters dealt with in the foregoing provisions.

5. Third parties in the territories of any of the Allied and Associated Powers or Italy who, before the coming into force of the present Treaty, had bona fide acquired industrial, literary or artistic property rights conflicting with rights restored under part A of this Annex or with rights obtained with the priority provided thereunder, or had bona fide manufactured, published, reproduced, used or sold the subject matter of such rights, shall be permitted, without any liability for infringement, to continue to exercise such rights and to continue or to resume such manufacture, publication, reproduction, use or sale which had been bona fide acquired or commenced. In Italy, such permission shall take the form of a non-exclusive license granted on terms and conditions to be mutually agreed by the parties thereto or, in default of agreement, to be fixed by the Conciliation Commission established under Article 83 of the present Treaty. In the territories of each of the Allied and Associated Powers, however, bona fide third parties shall receive such protection as is accorded under similar circumstances to bona fide third parties whose rights are in conflict with those of the nationals of other Allied and Associated Powers.

6. Nothing in part A of this Annex shall be construed to entitle Italy or its nationals to any patent or utility model rights in the territory of any of the Allied and Associated Powers with respect to inventions, relating to any article listed by name in the definition of war material contained in Annex XIII of the present Treaty, made, or upon which applications were filed, by Italy, or any of its nationals, in Italy or in the territory of any other of the Axis Powers, or in any territory occupied by the Axis forces, during the time when such territory was under the control of the forces or authorities of the Axis Powers.

7. Italy shall likewise extend the benefits of the foregoing provisions of this Annex to United Nations, other than Allied or Associated Powers,

whose diplomatic relations with Italy have been broken off during the war and which undertake to extend to Italy the benefits accorded to Italy under the said provisions.

8. Nothing in part A of this Annex shall be understood to conflict with Articles 78, 79 and 81 of the present Treaty.

B. INSURANCE

1. No obstacles, other than any applicable to insurers generally, shall be placed in the way of the resumption by insurers who are United Nations nationals of their former portfolios of business.

2. Should an insurer, who is a national of any of the United Nations, wish to resume his professional activities in Italy, and should the value of the guarantee deposits or reserves required to be held as a condition of carrying on business in Italy be found to have decreased as a result of the loss or depreciation of the securities which constituted such deposits or reserves, the Italian Government undertakes to accept, for a period of eighteen months, such securities as still remain as fulfilling any legal requirements in respect of deposits and reserves.

ANNEX XVI

Contracts, Prescription and Negotiable Instruments

A. CONTRACTS

1. Any contract which required for its execution intercourse between any of the parties thereto having become enemies as defined in part D of this Annex, shall, subject to the exceptions set out in paragraphs 2 and 3 below, be deemed to have been dissolved as from the time when any of the parties thereto became enemies. Such dissolution, however, is without prejudice to the provisions of Article 81 of the present Treaty, nor shall it relieve any party to the contract from the obligation to repay amounts received as advances or as payments on account and in respect of which such party has not rendered performance in return.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 above, there shall be excepted from dissolution and, without prejudice to the rights contained in Article 79 of the present Treaty, there shall remain in force such parts of any contract as are severable and did not require for their execution intercourse between any of the parties thereto, having become enemies as defined in part D of this Annex. Where the provisions of any contract are not so severable, the contract shall be deemed to have been dissolved in its entirety. The foregoing shall be subject to the application of domestic laws, orders or regulations made by any of the Allied and Associated Powers having jurisdiction over the contract or over any of the parties thereto and shall be subject to the terms of the contract.

3. Nothing in part A of this Annex shall be deemed to invalidate transactions lawfully carried out in accordance with a contract between enemies if they have been carried out with the authorization of the Government of one of the Allied and Associated Powers.

4. Notwithstanding the foregoing provisions, contracts of insurance and re-insurance shall be subject to separate agreements between the Government of the Allied or Associated Power concerned and the Government of Italy.

B. PERIODS OF PRESCRIPTION

1. All periods of prescription or limitation of right of action or of the right to take conservatory measures in respect of relations affecting persons or property, involving United Nations nationals and Italian nationals who, by reason of the state of war, were unable to take judicial action or to comply with the formalities necessary to safeguard their rights, irrespective of whether these periods commenced before or after the outbreak of war, shall be regarded as having been suspended, for the duration of the war, in Italian territory on the one hand, and on the other hand in the territory of those United Nations which grant to Italy, on a reciprocal basis, the benefit of the provisions of this paragraph. These periods shall begin to run again on the coming into force of the present Treaty. The provisions of this paragraph shall be applicable in regard to the periods fixed for the presentation of interest or dividend coupons or for the presentation for payment of securities drawn for repayment or repayable on any other ground.

2. Where, on account of failure to perform any act or to comply with any formality during the war, measures of execution have been taken in Italian territory to the prejudice of a national of one of the United Nations, the Italian Government shall restore the rights which have been detrimentally affected. If such restoration is impossible or would be inequitable, the Italian Government shall provide that the United Nations national shall be afforded such relief as may be just and equitable in the circumstances.

C. NEGOTIABLE INSTRUMENTS

1. As between enemies, no negotiable instrument made before the war shall be deemed to have become invalid by reason only of failure within the required time to present the instrument for acceptance or payment, or to give notice of non-acceptance or non-payment to drawers or endorsers, or to protest the instrument, nor by reason of failure to complete any formality during the war.

2. Where the period within which a negotiable instrument should have been presented for acceptance or for payment, or within which notice of non-acceptance or non-payment should have been given to the drawer or endorser, or within which the instrument should have been protested, has elapsed during the war, and the party who should have presented or protested the instrument or have given notice of non-acceptance or non-payment has failed to do so during the war, a period of not less than three months from the coming into force of the present Treaty shall be allowed within which presentation, notice of non-acceptance or non-payment, or protest may be made.

3. If a person has, either before or during the war, incurred obligations under a negotiable instrument in consequence of an undertaking given to him by a person who has subsequently become an enemy, the latter shall remain liable to indemnify the former in respect of these obligations, notwithstanding the outbreak of war.

D. SPECIAL PROVISIONS

1. For the purposes of this Annex, natural or juridical persons shall be regarded as enemies from the date when trading between them shall have

become unlawful under laws, orders or regulations to which such persons or the contracts were subject.

2. Having regard to the legal system of the United States of America, the provisions of this Annex shall not apply as between the United States of America and Italy.

ANNEX XVII

Prize Courts and Judgments

A. PRIZE COURTS

Each of the Allied and Associated Powers reserves the right to examine, according to a procedure to be established by it, all decisions and orders of the Italian Prize Courts in cases involving ownership rights of its nationals, and to recommend to the Italian Government that revision shall be undertaken of such of those decisions or orders as may not be in conformity with international law.

The Italian Government undertakes to supply copies of all documents comprising the records of these cases, including the decisions taken and orders issued, and to accept all recommendations made as a result of the examination of the said cases, and to give effect to such recommendations.

B. JUDGMENTS

The Italian Government shall take the necessary measures to enable nationals of any of the United Nations at any time within one year from the coming into force of the present Treaty to submit to the appropriate Italian authorities for review any judgment given by an Italian court between June 10, 1940, and the coming into force of the present Treaty in any proceeding in which the United Nations national was unable to make adequate presentation of his case either as plaintiff or defendant. The Italian Government shall provide that, where the United Nations national has suffered injury by reason of any such judgment, he shall be restored in the position in which he was before the judgment was given or shall be afforded such relief as may be just and equitable in the circumstances. The term "United Nations nationals" includes corporations or associations organised or constituted under the laws of any of the United Nations.

RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE

№ 747. МИРНЫЙ ДОГОВОР С ИТАЛИЕЙ

Союз Советских Социалистических Республик, Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии, Соединенные Штаты Америки, Китай, Франция, Австралия, Бельгия, Белорусская Советская Социалистическая Республика, Бразилия, Канада, Чехословакия, Эфиопия, Греция, Индия, Нидерланды, Новая Зеландия, Польша, Украинская Советская Социалистическая Республика, Южно-Африканский Союз и Федеративная Народная Республика Югославии, именуемые в дальнейшем «Союзные и Соединенные Державы», с одной стороны,

и Италия, с другой стороны,

Принимая во внимание, что Италия под фашистским режимом стала участником тройственного пакта с Германией и Японией, предприняла агрессивную войну и тем самым вызвала состояние войны со всеми Союзными и Соединенными Державами и с другими Объединенными Нациями, и несет свою долю ответственности за эту войну; и

Принимая во внимание, что в результате побед вооруженных сил Союзников и с помощью демократических элементов итальянского народа фашистский режим в Италии был 25 июля 1943 года свергнут, и Италия, безоговорочно капитулировав, 3 и 29 сентября того же года подписала условия Перемирия; и

Принимая во внимание, что после указанного Перемирия итальянские вооруженные силы, как правительственные, так и движения сопротивления, приняли активное участие в войне против Германии, и 13 октября 1943 года Италия объявила войну Германии и тем самым стала совоюющей против Германии; и

Принимая во внимание, что Союзные и Соединенные Державы и Италия желают заключить мирный договор, который, соответствуя принципам справедливости, урегулирует вопросы, остающиеся еще нерешенными в результате перечисленных выше событий, и явится основой дружественных отношений между ними, тем самым давая Союзным и Соединенным Державам возможность поддержать обращение Италии о принятии ее в члены Организации Объединенных Наций, а также о присоединении Италии к любой конвенции, заклю-

ченной по почину Организации Объединенных Наций;

В соответствии с этим решили объявить о прекращении состояния войны и для этой цели заключить настоящий Мирный Договор и назначили для этого нижеподписавшихся в качестве своих Полномочных Представителей, которые по представлении своих полномочий, найденных в порядке и надлежащей форме, согласились о следующих постановлениях:

ЧАСТЬ I.

ТЕРРИТОРИАЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Раздел I. Границы.

Статья 1.

Границами Италии должны быть границы, существовавшие на 1 января 1938 года, с изменениями, установленными в статьях 2, 3, 4, 11 и 22. Эти границы показаны на картах, прилагаемых к настоящему Договору (Приложение I). В случае расхождения между описанием границ в тексте и картами, правильным будет считаться описание.

Статья 2.

Граница между Италией и Францией, существовавшая на 1 января 1938 года, должна быть изменена следующим образом:

1. Перевал Малый Сен Вернар.

Граница следует по водоразделу, отходя от нынешней границы в точке около 2 километров к северо-западу от Оспис, пересекая дорогу приблизительно в 1 километре к северо-востоку от Оспис и примыкая к нынешней границе приблизительно в 2 километрах к юго-востоку от Оспис.

2. Плато Мон Сени.

Граница оставляет нынешнюю границу приблизительно в 3 километрах к северо-западу от вершины Ропмелон, пересекает дорогу приблизительно в 4 километрах к юго-востоку от Оспис и примыкает к нынешней границе приблизительно в 4 километрах к северо-востоку от Мон д'Амбэн.

3. Мон Табор-Шабертои.

а) В районе Мон Табор граница оставляет нынешнюю границу приблизительно в 5 километрах к востоку от Мон Табор и напра-

вляется к юго-востоку до соединения с нынешней границей приблизительно в 3 километрах к западу от Пуэнт де Шарра.

b) В районе Шабертона граница отходит от нынешней границы приблизительно в 3 километрах к северо-северо-западу от Шабертона, который она огибает с востока, пересекает дорогу приблизительно в 1 километре от нынешней границы и соединяется с последней приблизительно в 2 километрах к юго-востоку от поселка Монженевр.

4. Верховья долин рек Тине, Везубия и Роя.

Граница отходит от нынешней границы у Колла Лонга, следует вдоль водораздела через гору Кланье, перевал Тенда, гору Маргарейс, далее идет на юг через гору Саккарелло, гору Вакке, гору Пьетравеккия, гору Лега и достигает точки приблизительно в 100 метрах от нынешней границы близ перевала Пегайроле, около 5 километров к северо-востоку от Брейль; граница затем идет в юго-западном направлении и примыкает к нынешней границе приблизительно в 100 метрах к юго-западу от горы Мерго.

5. Подробное описание участков границы, соответствующее изменениям, установленным в пунктах 1, 2, 3 и 4 выше, содержится в Приложении II к настоящему Договору, причем карты, на которые делается ссылка в этом описании, являются частью Приложения I.

Статья 3.

Граница между Италией и Югославией будет определена следующим образом:

(i) новая граница идет по линии, исходящей из точки соединения границ Австрии, Италии и Югославии, как они существовали на 1 января 1938 года, и следует на юг по границе 1938 года между Югославией и Италией до точки соединения этой границы с административной границей, разделяющей итальянские провинции Фриули (Удине) и Гориза;

(ii) от этой точки линия границы совпадает с указанной административной границей до точки, расположенной приблизительно в 0,5 км. к северу от деревни Мернико в долине Иудро;

(iii) оставляя в этой точке административную границу, разделяющую итальянские провинции Фриули и Горица, линия границы идет на восток до точки, расположенной приблизительно в 0,5 км. к западу от деревни Верколья ди Косбана, и оттуда направляется на юг, между долинами Куарница и Косбана, до точки, расположенной приблизительно в 1 километре к юго-западу от деревни Флеана, делая при этом изгиб и пересекая реку Рекка в точке, расположенной приблизительно в 1,5 км. к востоку от Иудрио, и оставляя на востоке дорогу, ведущую из Косбана через Небола в Кастьель Добра;

(iv) отсюда линия границы продолжает следовать на юго-восток, проходя непосредственно на юг от дороги между высотами 111 и 172, затем через высоты 57 и 122 южнее дороги из Випульцано в Укланци, которую она пересекает приблизительно в 100 м. восточнее высоты 122, и отклоняется на север в направлении точки, расположенной в 350 м. к юго-востоку от высоты 266;

(v) проходя примерно в 0,5 км. севернее деревни Сан Флориано, линия границы идет на восток до горы Саботино (610), оставляя севернее деревню Поджо Сан Валентино;

(vi) от горы Саботино линия границы идет на юг, пересекает реку Соча (Изонцо) у города Салькано, который остается на территории Югославии, и идет вдоль линии железной дороги из Канале д'Изонцо в Монтеспино непосредственно к западу от нее до точки приблизительно в 750 м. к югу от дороги Горица-Айзовицца;

(vii) отходя затем от железной дороги, линия границы отклоняется в югозападном направлении, оставляя на территории Югославии город Сан Пьетро и на территории Италии — Оспие и проходящую около него дорогу, пересекает приблизительно в 700 м. от станции Горица Сан Марко ветку, которая связывает упомянутую выше железную дорогу с железной дорогой Заградо — Кормонс, огибает кладбище Горицы, остающееся на территории Италии, проходит между шоссе № 55 из Горицы в Триест, остающимся на территории Италии, и перекрестком дорог у высоты 54, оставляя на территории Югославии города Вертойба и Мерна, и достигает точки, расположенной примерно у высоты 49;

(viii) отсюда линия границы идет в южном направлении, пересекая плато Карсо приблизительно в 1 км. восточнее шоссе № 55 и оставляя восточнее деревню Опакиаселла и западнее деревню Иамиано;

(ix) от точки, расположенной примерно в 1 км. к востоку от Иамиано, линия границы следует по административной границе, разделявшей провинции Горница и Триест, до точки, расположенной примерно в 2 км. к северо-востоку от деревни Сан Джованни и приблизительно в 0,5 км. к северо-западу от высоты 208 и являющейся точкой соединения границ Югославии, Италии и Свободной Территории Триест.

Карта, к которой относится это описание, является частью Приложения I.

Статья 4.

Граница между Италней и Свободной Территорией Триест будет определена следующим образом:

(i) линия границы начинается от точки, расположенной на административной границе, разделявшей провинции Горница и Триест приблизительно в 2 км. к северо-востоку от деревни Сан Джованни и приблизительно в 0,5 км. к северо-западу от высоты 208 и являющейся точкой соединения границ Югославии, Италии и Свободной Территории Триест, идет в направлении на юго-запад до точки у шоссе № 14 примерно в 1 км. к северо-западу от стыка шоссе № 55 и 14, идущих соответственно из Горницы и Монфальконе на Триест;

(ii) далее линия границы идет в южном направлении до точки в заливе Панцано, расположенной на равном расстоянии от Пунта Сдобба, у устья реки Соца (Изоицо), и Каstellо Веккио, у Дуино, приблизительно в 3,3 км. к югу от той точки, где линия границы отходит от линии побережья примерно в 2 км. к северо-западу от города Дуино;

(iii) далее граница выходит к открытому морю, следуя линии, равноотстоящей от черты итальянского берега и черты берега Свободной Территории Триест.

Карта, к которой относится это описание, является частью Приложения I.

Статья 5.

1. Точная линия новых границ, установленных в статьях 2, 3, 4 и 22 настоящего Договора, должна быть определена на местности пограничными комиссиями, состоящими из представителей двух заинтересованных Правительств.

2. Комиссии приступят к работе немедленно по вступлении в силу настоящего Договора и закончат ее как можно скорее и, во всяком случае, в течение шестимесячного срока.

3. Любые вопросы, по которым комиссии не смогут достигнуть соглашения, будут передаваться Послам Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме, действующим, как это предусмотрено в статье 86, для окончательного урегулирования такими методами, какие они могут определить, включая, в случае необходимости, назначение беспристрастного третьего члена комиссии.

4. Расходы пограничных комиссий будут покрываться в равных долях двумя заинтересованными Правительствами.

5. В целях определения на местности точных границ, установленных в статьях 3, 4 и 22, уполномоченным будет разрешено отклоняться на 0,5 километра от установленной в настоящем Договоре линии с тем, чтобы приспособить границу к местным географическим и экономическим условиям, имея в виду, чтобы ни одна деревня или город с населением более 500 жителей, ни одна важная железная или шоссе́нная дорога, ни одна важная установка энергоснабжения или водоснабжения не были поставлены под суверенитет, иной чем тот, который следует из разграничений, установленных в настоящем Договоре.

Раздел II. Франция (специальные постановления).

Статья 6.

Италия настоящим передает Франции на правах полного суверенитета прежние итальянские территории, расположенные на

французской стороне франко-итальянской границы, определенной в статье 2.

Статья 7.

Правительство Италии обязуется передать Правительству Франции все исторические и административные архивы периода до 1860 года, касающиеся территории, перешедшей к Франции по договору от 24 марта 1860 года и по конвенции от 23 августа 1860 года.

Статья 8.

1. Правительство Италии окажет содействие Правительству Франции в отношении возможного установления железнодорожной связи между Бриапсон и Модана через Бардонеш.

2. Правительство Италии обязуется разрешить без взимания пошлин и без таможенного досмотра, без паспортных и других подобных формальностей пассажирские и грузовые железнодорожные перевозки, осуществляемые по построенной таким образом ветке через итальянскую территорию между двумя пунктами, расположенными во Франции, в обоих направлениях, и принимать все меры, необходимые для обеспечения того, чтобы французским поездам разрешалось проходить по указанной ветке на тех же условиях, беспроцентно и без необоснованных задержек.

3. Необходимые соглашения будут в надлежащее время заключены между двумя Правительствами.

Статья 9.

1. Плато Мон Сени.

В целях обеспечения за Италией тех же возможностей, которыми она обладала в отношении гидроэлектроэнергии и водоснабжения из озера Мон Сени до перехода этого района к Франции, последняя, путем двустороннего соглашения с Италией, предоставит Италии технические гарантии, указанные в Приложении III.

2. Район Тенда-Брига.

Для того, чтобы никоим образом не уменьшилось снабжение Италии электроэнергией, которой она пользовалась из источников,

существующих в районе Тенда-Брига, до перехода его к Франции, последняя, путем двустороннего соглашения с Италией, предоставит Италии технические гарантии, указанные в Приложении III.

Раздел III. Австрия (специальные постановления).

Статья 10.

1. Италия заключит или подтвердит соглашения с Австрией, чтобы гарантировать беспрепятственное пассажирское и грузовое движение между Северным и Восточным Тиролем.

2. Союзные и Соединенные Державы приняли к сведению те постановления (текст которых содержится в Приложении IV), по которым Правительства Австрии и Италии достигли соглашения 5 сентября 1946 года.

Раздел IV. Федеративная Народная Республика Югославии (специальные постановления).

Статья 11.

1. Италия настоящим передает Югославии на правах полного суверенитета территорию, расположенную между новыми границами Югославии, определенными в статьях 3 и 22, и итало-югославской границей, существовавшей на 1 января 1938 года, а также коммуну Зара и все острова и прилегающие островки, расположенные в следующих зонах:

a) в зоне, ограниченной:

- с севера—параллелью $42^{\circ}50'$ северной широты,
- с юга—параллелью $42^{\circ}42'$ северной широты,
- с востока—меридианом $17^{\circ}10'$ восточной долготы,
- с запада—меридианом $16^{\circ}25'$ восточной долготы;

b) в зоне, ограниченной:

- с севера—линией, проходящей через Порто дель Квието на равном расстоянии от черты побережья Свободной Территории Триест и Югославии, а затем к точке с координатами $45^{\circ}15'$ северной широты и $13^{\circ}24'$ восточной долготы,
- с юга—параллелью $44^{\circ}23'$ северной широты,

с запада—линией, соединяющей следующие точки:

- 1) 45°15′ северной широты, 13°24′ восточной долготы,
 - 2) 44°51′ северной широты, 13°37′ восточной долготы,
 - 3) 44°23′ северной широты, 14°18′30″ восточной долготы,
- с востока—западным побережьем Истрии, островами и материковым берегом Югославии.

Карта вышеупомянутых зон является частью Приложения I.

2. Италия настоящим передает Югославии на правах полного суверенитета остров Пелагоса и прилегающие островки.

Остров Пелагоса должен оставаться демилитаризованным.

Итальянские рыбаки должны пользоваться на Пелагосе и в окружающих водах такими же правами, какими там пользовались югославские рыбаки до 6 апреля 1941 года.

Статья 12.

1. Италия вернет Югославии все предметы художественного, исторического, научного, педагогического или религиозного характера (включая все акты, рукописи, документы и библиографические материалы), а также архивы административного характера (досье, регистры, планы и документы любого рода), которые были вывезены между 4 ноября 1918 года и 2 марта 1924 года, в связи с итальянской оккупацией, с территорий, перешедших к Югославии на основании договоров, подписанных в Раппало 12 ноября 1920 года и в Риме 27 января 1924 года. Италия равным образом вернет все предметы, относящиеся к этим территориям и входящие в указанные выше категории, которые были вывезены итальянской миссией по перемирию, пребывавшей в Вене после первой мировой войны.

2. Италия передаст Югославии все предметы публично-правового характера, относящиеся к категориям, предусмотренным в пункте 1 настоящей статьи, и вывезенные, начиная с 4 ноября 1918 года, с территорий, переходящих к Югославии на основании настоящего Договора, а также предметы, относящиеся к упомянутым территориям, которые Италия получила от Австрии и Венгрии на основании мирных договоров, подписанных в Сен-Жермене 10 сен-

тября 1919 года и в Трианоне 4 июня 1920 года, и конвенции между Австрией и Италией, подписанной в Вене 4 мая 1920 года.

3. Если в отдельных случаях Италия не сможет вернуть или передать Югославии предметы, предусмотренные в пунктах 1 и 2 настоящей статьи, то она обязуется передать Югославии предметы того же рода и приблизительно равноценные вывезенным предметам, поскольку такие предметы могут быть получены в Италии.

Статья 13.

Водоснабжение Горщы и ее окрестностей будет урегулировано в соответствии с положениями Приложения V.

Раздел V. Греция (специальные постановления).

Статья 14.

1. Италия настоящим передает Греции на правах полного суверенитета нижеперечисленные Додеканезские острова, а именно: Стампалия (Астропалия), Родос, Калки (Харки), Скарпанто, Кассос (Кассо), Пископис (Тилос), Миспрос (Ниспрос), Калимнос, Лерос, Патмос, Липсос (Липсо), Сими, Кос, Каstellориццо и островки, прилегающие ко всем этим островам.

2. Эти острова должны быть и останутся демилитаризованными.

3. Порядок и технические условия передачи этих островов Греции будут установлены соглашением между Правительствами Соединенного Королевства и Греции, причем будет предусмотрен вывод иностранных войск в течение срока не более 90 дней со дня вступления в силу настоящего Договора.

ЧАСТЬ II.

ПОЛИТИЧЕСКИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Раздел I. Общий.

Статья 15.

Италия обязуется принять все меры, необходимые для обеспечения того, чтобы все лица, находящиеся под итальянской юрисдикцией, без различия расы, пола, языка или религии, пользовались

правами человека и основными свободами, включая свободу слова, печати и изданий, религиозного культа, политических убеждений и публичных собраний.

Статья 16.

Италия не будет преследовать или притеснять итальянских граждан, в частности, военнослужащих, исключительно на том основании, что в период с 10 июня 1940 года до даты вступления в силу настоящего Договора они выражали сочувствие делу Союзных и Соединенных Держав или предпринимали действия для поддержки этого дела.

Статья 17.

Италия, которая в соответствии со статьей 30 Соглашения о Перемирии предприняла меры по роспуску фашистских организаций в Италии, не должна разрешать возрождения на итальянской территории таких организаций, будь то политических, военных или военизированных, целью которых является лишение народа его демократических прав.

Статья 18.

Италия обязуется признать полную силу Мирных Договоров с Румынией, Болгарией, Венгрией и Финляндией и других соглашений или урегулирований, которые были или будут достигнуты Союзными и Соединенными Державами относительно Австрии, Германии и Японии для восстановления мира.

Раздел II. Гражданство. Гражданские и политические права.

Статья 19.

1. Итальянские граждане, которые постоянно проживали к 10 июня 1940 года на территории, переходящей от Италии к другому государству на основании настоящего Договора, и их дети, родившиеся после этой даты, станут, за исключением случаев, предусмотренных в нижеследующем пункте, гражданами, обладающими полными гражданскими и политическими правами, государства, к которому переходит территория, в соответствии с законами, которые должны быть введены с этой целью этим государством

в течение трех месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора. По приобретении гражданства государства, о котором идет речь, они теряют итальянское гражданство.

2. Правительство государства, к которому переходит территория, путем соответствующих законов обеспечит в течение трех месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, чтобы все лица, упомянутые в пункте 1, старше 18 лет (или состоящие в браке лица, достигшие или не достигшие этого возраста) и обиходным языком которых является итальянский, имели право оптировать итальянское гражданство в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора. Любое лицо, оптирующее таким образом, сохранит итальянское гражданство и не будет считаться приобретшим гражданство государства, к которому перешла территория. Оптация мужа не влечет за собой оптации со стороны жены. Оптация со стороны отца или, если отца нет в живых, со стороны матери будет, однако, автоматически включать всех несостоящих в браке детей моложе 18 лет.

3. Государство, к которому переходит территория, может потребовать, чтобы лица, которые воспользовались правом оптации, переселились в Италию в течение года со дня совершения оптации.

4. Государство, к которому переходит территория, обеспечит в соответствии с его основными законами всем лицам на этой территории, без различия расы, пола, языка или религии, пользование правами человека и основными свободами, включая свободу слова, печати и изданий, религиозного культа, политических убеждений и публичных собраний.

Статья 20.

1. В течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора итальянские граждане старше 18 лет (или состоящие в браке лица, достигшие или не достигшие этого возраста), обиходным языком которых является один из югославских языков (сербский, хорватский или словенский) и которые постоянно проживают на итальянской территории, могут, обратившись к дипломатиче-

скому или консульскому представителю Югославии в Италии с соответствующей просьбой, получить югославское гражданство, если югославские власти удовлетворят эту просьбу.

2. В таких случаях Правительство Югославии будет передавать Правительству Италии дипломатическим путем списки лиц, которые получают таким образом югославское гражданство. Лица, занесенные в эти списки, теряют итальянское гражданство с момента такого официального сообщения.

3. Правительство Италии может потребовать от этих лиц, чтобы они переселились в Югославию в годичный срок, считая со дня упомянутого официального сообщения.

4. Правила, касающиеся последствий оптации для жен и детей, установленные в пункте 2 статьи 19, применяются для целей настоящей статьи.

5. Положения пункта 10 Приложения XIV к настоящему Договору, относящиеся к передаче имущества, принадлежащего лицам, оптирующим итальянское гражданство, будут равным образом применяться к передаче имущества, принадлежащего лицам, оптирующим югославское гражданство согласно настоящей статье.

Раздел III. Свободная Территория Триест.

Статья 21.

1. Постоящим создается Свободная Территория Триест, состоящая из района, лежащего между Адриатическим морем и границами, определенными в статьях 4 и 22 настоящего Договора. Свободная Территория Триест признается Союзными и Соединенными Державами и Италией, которые соглашаются, что ее целостность и независимость должны обеспечиваться Советом Безопасности Объединенных Наций.

2. Итальянский суверенитет над районом, составляющим Свободную Территорию Триест, как этот район определен выше, прекратится по вступлении в силу настоящего Договора.

3. По прекращении итальянского суверенитета Свободная Территория Триест будет управляться в соответствии с Положением

о временном режиме, составленным Советом Министров Иностраных Дел и утвержденным Советом Безопасности. Это Положение будет оставаться в силе до даты, которую Совет Безопасности определит для вступления в силу утвержденного им Постоянного Статута. Свободная Территория с этой даты будет управляться согласно постановлениям такого Постоянного Статута. Тексты Постоянного Статута и Положения о временном режиме содержатся в Приложениях VI и VII.

4. Свободная Территория Триест не должна рассматриваться как переходящая территория в значении статьи 19 и Приложения XIV настоящего Договора.

5. Италия и Югославия обязуются предоставить Свободной Территории Триест гарантии, установленные в Приложении IX.

Статья 22.

Граница между Югославией и Свободной Территорией Триест будет определена следующим образом:

(i) граница начинается от точки, расположенной на административной границе, разделявшей провинции Горица и Триест, приблизительно в 2 км. к северо-востоку от деревни Сан Джованни и приблизительно 0,5 км. к северо-западу от высоты 208 и являющейся точкой соединения границ Югославии, Италии и Свободной Территории Триест, и следует по этой административной границе до горы Ланаро (546); отсюда она идет в юговосточном направлении до горы Кокуссо (672) через высоту 461, Медуча (475), гору деи Пии (476) и высоту 407, пересекая шоссе № 58 из Триеста в Сесана, приблизительно в 3,3 км. югозападнее этого города, и оставляя на востоке деревни Вольяно и Орле и приблизительно в 0,4 км. на западе деревню Цолла;

(ii) от горы Кокуссо линия границы, продолжая идти на юго-восток, достигает горы Голи (621), оставляя деревню Гроцана на западе, а затем, направляясь на юго-запад, пересекает дорогу Триест-Козина у высоты 455 и железную дорогу у высоты 485, проходит через высоты 416 и 326, оставляя деревни Бека и Капель на территории Югославии, пересекает дорогу Оспо-Габровица д'Ист-

рия приблизительно в 100 м. па юго-восток от Оспо; затем пересекает реку Ризана и дорогу Вилла Декани-Ризапо в точке, расположенной приблизительно в 350 м. па запад от этой последней деревни, причем деревня Розарио и дорога Ризано-Сан Серджо остаются па территории Югославии; от этой точки линия границы направляется к перекрестку дорог, расположенному приблизительно в одном километре на северо-восток от высоты 362, проходя через высоты 285 и 354;

(iii) отсюда линия границы направляется к точке, расположенной приблизительно в 0,5 км. на восток от деревни Чернова, пересекая реку Драгопья приблизительно в одном километре севернее этой деревни и оставляя западнее деревни Буччай и Трусколо и восточнее — деревню Терсекко, затем идет в юго-западном направлении к юго-востоку от дороги, соединяющей деревни Черпова и Кервой, отходя от этой дороги приблизительно в 0,8 км. восточнее деревни Куччани, и затем идет в общем юго-югозападном направлении, проходя приблизительно в 0,4 км. па восток от горы Браико и приблизительно в 0,4 км. на запад от деревни Стерна Филарпа, оставляя восточнее дорогу, которая ведет из этой деревни в город Пьемонте, проходя приблизительно в 0,4 км. западнее этого города и приблизительно в 0,5 км. восточнее города Кастанья, и достигает реки Квието в точке, расположенной приблизительно в 1,6 км. юго-западнее города Кастанья;

(iv) отсюда граница следует по главному улучшенному руслу Квието до устья этой реки и, проходя через Порто дель Квието, достигает открытого моря, следуя по линии, равноотстоящей от черты берега Свободной Территории Триест и от черты берега Югославии.

Карта, к которой относится это описание, является частью Приложения I.

Раздел IV. Итальянские колонии.

Статья 23.

1. Италия отказывается от всех прав и правооснований па итальянские территориальные владения в Африке, а именно, па Ливию, Эритрею и Итальянское Сомали.

2. Впредь до окончательного решения их судьбы означенные владения будут оставаться под своим нынешним управлением.

3. Окончательная судьба этих владений будет определена совместно Правительствами Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора путем, указанным в Совместной Декларации от 10 февраля 1947 года, принятой указанными выше Правительствами и приведенной в Приложении XI.

Раздел V. Особые интересы Китая.

Статья 24.

Италия отказывается в пользу Китая от всех выгод и привилегий, вытекающих из положений Заключительного Протокола, подписанного в Пекине 7 сентября 1901 года, а также из всех приложений, нот и документов, дополняющих его, и соглашается на отмену упомянутых Протокола, приложений, нот и документов в отношении Италии. Италия равным образом отказывается от всех претензий на возмещение по этим документам.

Статья 25.

Италия соглашается на аннулирование договора об аренде у Китайского Правительства, по которому была предоставлена итальянская концессия в Тяньцзине, а также на передачу Китайскому Правительству всей собственности и архивов, принадлежащих муниципалитету упомянутой концессии.

Статья 26.

Италия отказывается в пользу Китая от прав, предоставленных Италии в отношении международных селъментов в Шаихае и Амое, и соглашается на возвращение упомянутых селъментов под управление и контроль Китайского Правительства.

Раздел VI. Албания.

Статья 27.

Италия признает и обязуется уважать суверенитет и независимость Албанского государства.

Статья 28.

Италия признает, что остров Сасено является частью территории Албании, и отказывается от всяких претензий на этот остров.

Статья 29.

Италия формально отказывается в пользу Албании от всей собственности (кроме зданий, обычно занимаемых дипломатическими и консульскими представительствами), от всех прав, концессий, интересов и преимуществ всякого рода в Албании, принадлежащих итальянскому государству или итальянским парастатальным учреждениям. Италия равным образом отказывается от всех претензий на особые интересы или влияние в Албании, которыми она пользовалась в результате агрессии 7 апреля 1939 года или в силу договоров или соглашений, заключенных до этой даты.

В отношении другой итальянской собственности и других экономических отношений между Албанией и Италией действуют экономические статьи настоящего Договора, подлежащие применению к Союзным и Соединенным Державам.

Статья 30.

Итальянские граждане в Албании будут пользоваться тем же юридическим статусом, как и другие иностранные граждане, но Италия признает законность всех албанских мероприятий, аннулирующих концессии или изменяющих их условия, или аннулирующих или изменяющих особые права, предоставленные итальянским гражданам, при условии, что такие мероприятия будут проведены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

Статья 31.

Италия признает, что все соглашения и урегулирования между Италией и властями, установленными Италией в Албании в период между 7 апреля 1939 года и 3 сентября 1943 года, считаются несуществующими.

Статья 32.

Италия признает законность любых мероприятий, которые Албания может счесть необходимым предпринять с целью подтверждения или проведения в жизнь вышеизложенных положений.

Раздел VII. Эфиопия.**Статья 33.**

Италия признает и обязуется уважать суверенитет и независимость Эфиопского государства.

Статья 34.

Италия формально отказывается в пользу Эфиопии от всей собственности (кроме зданий, обычно занимаемых дипломатическими и консульскими представительствами), прав, интересов и преимуществ всякого рода, приобретенных когда-либо итальянским государством в Эфиопии, а также от всей парастатальной собственности, как она определена в пункте 1 Приложения XIV к настоящему Договору.

Италия также отказывается от всех претензий на особые интересы или влияние в Эфиопии.

Статья 35.

Италия признает законность всех мероприятий, которые Правительство Эфиопии предприняло или в будущем может предпринять с целью аннулирования итальянских мероприятий в отношении Эфиопии, имевших место после 3 октября 1935 года, а также последствий этих мероприятий.

Статья 36.

Итальянские граждане в Эфиопии будут пользоваться тем же юридическим статусом, как и другие иностранные граждане, но Италия признает законность всех мероприятий Эфиопского Правительства, аннулирующих концессии или изменяющих их условия, или аннулирующих или изменяющих особые права, предоставленные итальянским гражданам, при условии, что такие мероприятия будут проведены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

Статья 37.

В течение 18 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора Италия возвратит все принадлежащие Эфиопии или ее гражданам произведения искусства, предметы религиозного харак-

тера, архивы, а также предметы исторического значения, вывезенные из Эфиопии в Италию после 3 октября 1935 года.

Статья 38.

Датой, с которой положения настоящего Договора будут применяться в отношении всех мер и действий любого рода, влекущих за собой ответственность Италии или итальянских граждан в отношении Эфиопии, будет считаться 3 октября 1935 года.

Раздел VIII. Международные соглашения.

Статья 39.

Италия обязуется принять любые соглашения, которые были или могут быть заключены для ликвидации Лиги Наций, Постоянной Палаты Международного Правосудия, а также Международной Финансовой Комиссии в Греции.

Статья 40.

Италия настоящим отказывается от всех прав, правооснований и притязаний, вытекающих из мандатной системы или из любых обязательств, возникших в связи с ней, и от всех особых прав итальянского государства в отношении любой подмандатной территории.

Статья 41.

Италия признает постановления Заключительного Акта от 31 августа 1945 года и франко-британского Соглашения от того же числа о статуте Танжера так же, как все постановления, которые могут быть приняты для проведения в жизнь этих документов подписавшими их Державами.

Статья 42.

Италия обязуется принять и признать любые соглашения, которые могут быть заключены заинтересованными Союзными и Соединенными Державами об изменении договоров о бассейне Конго с целью приведения их в соответствие с Уставом Организации Объединенных Наций.

Статья 43.

Италия настоящим отказывается от любых прав и интересов,

которые она может иметь в силу статьи 16 Лозаннского Договора, подписанного 24 июля 1923 года.

Раздел IX. Двусторонние договоры.

Статья 44.

1. Каждая Союзная или Соединенная Держава нотифицирует Италии в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора о своих довоенных двусторонних договорах с Италией, которые эта Держава желает сохранить в силе или действие которых она желает возобновить. Любые положения, не находящиеся в соответствии с настоящим Договором, будут, однако, исключены из вышеупомянутых договоров.

2. Все вышеупомянутые договоры, о которых будет нотифицировано таким образом, будут зарегистрированы в Секретариате Объединенных Наций в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций.

3. Все вышеупомянутые договоры, о которых не будет нотифицировано таким образом, будут считаться отмененными.

ЧАСТЬ III.

ВОЕННЫЕ ПРЕСТУПНИКИ.

Статья 45.

1. Италия обязуется принять все необходимые меры, чтобы обеспечить задержание и выдачу для суда над ними:

a) лиц, обвиняемых в том, что они совершили военные преступления и преступления против мира или против человечности, дали приказ о совершении таких преступлений или содействовали их совершению;

b) граждан какой-либо из Союзных и Соединенных Держав, которые обвиняются в нарушении законов их стран изменой или сотрудничеством с врагом во время войны.

2. Италия, по требованию Правительства заинтересованной Объединенной Нации, также обеспечит явку в качестве свидетелей находящихся под ее юрисдикцией лиц, показания которых потребуются для суда над лицами, указанными в пункте 1 настоящей статьи.

3. Всякое разногласие относительно применения постановлений пунктов 1 и 2 настоящей статьи должно быть передано любым заинтересованным Правительством Послам Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме, которые достигнут соглашения по поводу этого затруднения.

ЧАСТЬ IV.

ВОЕННЫЕ, ВОЕННО-МОРСКИЕ И ВОЕННО-ВОЗДУШНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Раздел I. Срок действия ограничений.

Статья 46.

Каждая из военных, военно-морских и военно-воздушных статей настоящего Договора будет оставаться в силе до тех пор, пока она не будет изменена полностью или частично по соглашению между Союзными и Соединенными Державами и Италией или же, — после того как Италия станет членом Организации Объединенных Наций, — по соглашению между Советом Безопасности и Италией.

Раздел II. Общие сграничения.

Статья 47.

1. а) Система долговременных итальянских укреплений и военных сооружений вдоль франко-итальянской границы и их вооружение будут уничтожены или удалены.

б) Эта система считается состоящей только из артиллерийских и пехотных укреплений, как групповых, так и изолированных, бетонных огневых точек всех типов, защищенных сооружений для личного состава, продовольствия, материалов и боеприпасов, наблюдательных пунктов и военных подвесных дорог, каковы бы ни были их значение и действительное состояние эксплуатации или строительства, и которые построены из металла, камня или железобетона или высечены в скале.

2. Упомянутые в пункте 1 выше уничтожение или удаление ограничиваются пределами 20-километровой дистанции от любой точки границы, как она определена настоящим Договором, и будут

закончены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

3. Всякая реконструкция вышеуказанных укреплений и сооружений запрещается.

4. а) К востоку от франко-итальянской границы запрещается следующее строительство: долговременных укреплений, где может быть установлено оружие, способное вести огонь по французской территории или территориальным водам; долговременных военных сооружений, которые могут быть использованы для управления огнем по французской территории или территориальным водам или для его координирования; а также долговременных средств снабжения и складирования, установленных исключительно для использования вышеупомянутых укреплений и сооружений.

б) Это запрещение не распространяется на другие типы недолговременных укреплений, надземных помещений и сооружений, которые предназначаются исключительно для задач внутреннего характера и местной обороны границ.

5. В прибрежном районе глубиной в 15 километров, простирающемся от франко-итальянской границы до меридиана $9^{\circ}30'$ восточной долготы, Италии не будет разрешено ни создание каких-либо новых, ни расширение каких-либо существующих военно-морских баз или долговременных военно-морских сооружений. Этим не запрещаются поддержание существующих военно-морских сооружений в исправном состоянии и незначительные изменения в них, но с условием, что их общая мощность при этом не будет увеличена.

Статья 48.

1. а) Любые долговременные итальянские укрепления и военные сооружения вдоль итало-югославской границы и их вооружение будут уничтожены или удалены.

б) Эти укрепления и сооружения считаются состоящими только из артиллерийских и пехотных укреплений, как групповых, так и изолированных, бетонных огневых точек любого типа, защищенных сооружений для личного состава, продовольствия, материалов и боеприпасов, наблюдательных пунктов и военных подвесных

дорог, каковы бы ни были их значение и действительное состояние эксплуатации или строительства, и которые построены из металла, камня или железобетона или высечены в скале.

2. Упомянутые в пункте 1 выше уничтожение или удаление ограничиваются пределами 20-километровой дистанции от любой точки границы, как она определена настоящим Договором, и будут закончены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

3. Всякая реконструкция вышеуказанных укреплений и сооружений запрещается.

4. а) К западу от итало-югославской границы запрещается следующее строительство: долговременных укреплений, где может быть установлено оружие, способное вести огонь по югославской территории или территориальным водам; долговременных военных сооружений, которые могут быть использованы для управления огнем по югославской территории или территориальным водам или для его координирования; а также долговременных средств снабжения и складирования, установленных исключительно для использования вышеупомянутых укреплений и сооружений.

б) Это запрещение не распространяется на другие типы недолговременных укреплений, надземных помещений и сооружений, которые предназначаются исключительно для задач внутреннего характера и местной обороны границ.

5. В прибрежном районе глубиной в 15 километров, простирающемся от итало-югославской границы и границы между Италией и Свободной Территорией Трпест до параллели $44^{\circ}50'$ северной широты, и на прилегающих к этому побережью островах, Италии не будет разрешено ни создание каких-либо новых, ни расширение каких-либо существующих военно-морских баз или долговременных военно-морских сооружений. Этим не запрещаются поддержание существующих военно-морских сооружений и баз в исправном состоянии и незначительные изменения в них, но с условием, что их общая мощность при этом не будет увеличена.

6. На Апулийском полуострове к востоку от меридиана $17^{\circ}45'$ восточной долготы Италии не будет разрешено ни строительство каких-либо новых долговременных военных, военно-морских или военно-воздушных сооружений, ни расширение существующих сооружений. Этим не запрещаются поддержание существующих сооружений в исправном состоянии и незначительные изменения в них, но с условием, что их общая мощность при этом не будет увеличена. Однако, будут разрешены такие помещения для войск внутренней безопасности, какие могут потребоваться для задач внутреннего характера и местной обороны границ.

Статья 49.

1. Пантеллерия, Пелагские острова (Лампедуза, Лампионе и Линоза) и Пианоза (в Адриатическом море) должны быть и остаются демилитаризованными.

2. Такая демилитаризация должна быть закончена в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

Статья 50.

1. В Сардинии все долговременные артиллерийские площадки береговой обороны и их вооружение, а также все военно-морские сооружения, которые находятся в пределах 30 километров от французских территориальных вод, должны быть перенесены на материк Италии или уничтожены в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

2. В Сицилии и Сардинии все долговременные сооружения и оборудование для ремонта и складирования торпед, морских мин и бомб и для ухода за ними должны быть уничтожены или перенесены на материк Италии в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

3. В Сицилии и Сардинии не будут разрешены улучшение, реконструкция или расширение существующих сооружений или долговременных укреплений, однако, за исключением описанных в пункте 1 выше районов северной Сардинии, нормальное содержание таких сооружений или долговременных укреплений и уже установленного в них вооружения может иметь место.

4. Италии запрещается строительство в Сицилии и Сардинии каких бы то ни было военно-морских, военных или военно-воздушных сооружений или укреплений, за исключением таких помещений для войск внутренней безопасности, какие могут потребоваться для задач внутреннего характера.

Статья 51.

Италия не должна иметь, производить или экспериментировать: (i) любые виды атомного вооружения; (ii) какие-либо самодвижущиеся или управляемые снаряды или аппараты, связанные с их выбрасыванием (за исключением торпед и торпедных аппаратов, составляющих нормальное вооружение военно-морских кораблей, разрешенных настоящим Договором); (iii) какие-либо орудия, способные вести огонь на дистанцию свыше 30 километров; (iv) морские мины или торпеды неконтактного типа, действующие от чувствительных механизмов; (v) какие-либо торпеды, которые могут быть укомплектованы людьми.

Статья 52.

Италии запрещается приобретение военных материалов и техники германского или японского происхождения или конструкции как в Италии, так и вне пределов ее территории, или их производство.

Статья 53.

Италия не должна иметь или производить как в государственном, так и в частном порядке какие-либо военные материалы и технику, по количеству или по типам выходящие за пределы того, что требуется для военных сил, разрешенных разделами III, IV и V ниже.

Статья 54.

Общее число средних и тяжелых танков в итальянских вооруженных силах не должно превышать 200.

Статья 55.

Ни в коем случае ни один офицер или унтер-офицер бывшей фашистской милиции или бывшей фашистской ресиубликанской армии не должен быть допущен к службе в чине офицера или унтер-офицера в итальянской армии, военно-морском флоте, военно-воз-

душных силах или в войсках карабинеров, за исключением тех лиц, которые были реабилитированы надлежащим органом в соответствии с итальянским законом.

Раздел III.

Ограничения, налагаемые на итальянский военно-морской флот.

Статья 56.

1. Существующий итальянский военно-морской флот должен быть уменьшен до единиц, именованных в Приложении XII А.

2. Дополнительные единицы, не именованные в Приложении XII и используемые только для специальных целей траления, могут быть и далее использованы до окончания периода траления, установленного Международной Центральной Коллегией по тралению мин в европейских водах.

3. В течение двух месяцев после окончания названного периода те из упомянутых выше судов, которые были заимобразно переданы итальянскому военно-морскому флоту другими державами, должны быть возвращены этим державам, а все остальные дополнительные единицы должны быть разоружены и приспособлены для гражданского использования.

Статья 57.

1. Италия должна выполнить следующее распоряжение в отношении кораблей итальянского военно-морского флота, именованных в Приложении XII В:

а) вышеуказанные корабли должны быть переданы в распоряжение Правительств Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции;

б) корабли, подлежащие передаче в соответствии с подпунктом «а» выше, должны быть полностью оборудованы и в пригодном для любых действий состоянии, включая полный комплект запасов вооружения, и снабжены корабельными запасными частями и всей необходимой технической документацией;

с) передача кораблей, указанных выше, должна быть выполнена в течение трех месяцев со дня вступления настоящего Договора

в силу, за исключением таких случаев, когда корабли не могут быть отремонтированы в течение трех месяцев; в этих случаях сроки передачи могут быть продлены Четырьюма Правительствами;

d) базовые запасные части и запасы вооружения для указанных выше кораблей должны, насколько это возможно, передаваться вместе с кораблями.

Недостающие базовые запасные части и запасы вооружения должны быть поставлены в размерах и в сроки, которые будут установлены Четырьюма Правительствами, и, во всяком случае, в течение не более чем одного года со дня вступления в силу настоящего Договора.

2. Подробности, относящиеся к вышеуказанной передаче, будут установлены Комиссией Четырех Держав, которая должна быть создана в соответствии с отдельным протоколом.

3. В случае потери или повреждения, какова бы ни была их причина, любого из кораблей, поименованных в Приложении XII В и предназначенных для передачи, если потеря или повреждение не могут быть возмещены или исправлены к дате, установленной для передачи соответствующего корабля или кораблей, Италия обязуется заменить такой корабль или корабли эквивалентным тоннажем из числа кораблей, поименованных в Приложении XII А, причем корабль или корабли для замены будут выбраться Послами Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме.

Статья 58.

1. Италия должна выполнить следующее распоряжение в отношении подводных лодок и не находящихся в строю военно-морских кораблей. Сроки, указанные ниже, должны считаться со дня вступления настоящего Договора в силу.

a) Военно-морские надводные корабли на плаву, не поименованные в Приложении XII, включая военно-морские корабли, находящиеся в постройке на плаву, в течение девяти месяцев должны быть уничтожены или разобраны на металл.

b) Военно-морские корабли, находящиеся в постройке на ста-

пелях, в течение девяти месяцев должны быть уничтожены или разобраны на металл.

с) Подводные лодки на плаву, не поименованные в Приложении XII В, должны быть в течение трех месяцев потоплены в открытом море на глубине свыше 100 сажен.

d) Военно-морские корабли, потопленные в итальянских гаванях и входных каналах, мешающие нормальному судоходству, должны быть в течение двух лет или уничтожены на месте или подняты и впоследствии уничтожены или же разобраны на металл.

e) Военно-морские корабли, потопленные на малых глубинах в итальянских водах, не мешающие нормальному судоходству, должны быть приведены в течение одного года в такое состояние, при котором они не могут быть подняты.

f) Военно-морские корабли, которые могут быть переоборудованы и не подходят под определение военных материалов и которые не перечислены в Приложении XII, могут быть в течение двух лет переоборудованы для гражданского использования или должны быть разрушены.

2. Италия обязуется перед потоплением или уничтожением военно-морских кораблей и подводных лодок, как предусмотрено в предыдущем пункте, снять такое оборудование и запасные части, которые могут быть использованы для пополнения корабельных и базовых запасных частей и оборудования, которые должны быть поставлены, в соответствии с пунктом 1 статьи 57, для всех кораблей, поименованных в Приложении XII В.

Под наблюдением Послов Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме Италия может также снять оборудование и запасные части невоенного характера, которые могут быть легко приспособлены для использования в ее гражданской экономике.

Статья 59.

1. Италия не должна строить, приобретать или заменять линейные корабли.

2. Италия не должна строить, приобретать или использовать

авианосцы, подводные лодки или другие типы подводных судов, торпедные катеры или специализированные типы штурмовых судов и производить с ними эксперименты.

3. Общее стандартное водоизмещение военных кораблей итальянского военно-морского флота, кроме линейных кораблей, включая строящиеся корабли после их спуска, не должно превышать 67.500 тонн.

4. Любая замена военных кораблей должна производиться Италией в пределах тоннажа, указанного в пункте 3. Не налагается ограничений на замену вспомогательных судов.

5. Италия обязуется не приобретать и не закладывать каких бы то ни было военных кораблей раньше 1 января 1950 года, за исключением тех, которые необходимы для замены любого корабля, кроме линейных кораблей, потерянного в результате несчастного случая, причем в этом случае водоизмещение нового корабля не должно превышать более чем на 10% водоизмещение потерянного корабля.

6. Термины, применяемые в этой статье, для целей настоящего Договора определены в Приложении XIII А.

Статья 60.

1. Общая численность личного состава итальянского военно-морского флота, за исключением личного состава морской авиации, не должна превышать 25.000 офицеров и рядовых.

2. На период траления мин, установленный Международной Центральной Коллегией по тралению мин в европейских водах, Италии будет разрешено использовать для этой цели дополнительное количество офицеров и рядовых не свыше 2.500 человек.

3. Постоянный личный состав военно-морского флота, превышающий то, что разрешено в пункте 1, должен быть постепенно уменьшен, как указано ниже, в сроки, которые считаются со дня вступления Договора в силу:

- а) до 30.000 в течение шести месяцев;
- б) до 25.000 в течение девяти месяцев.

Через два месяца после окончания траления мин итальянским военно-морским флотом дополнительный личный состав, разрешенный в пункте 2, должен быть распущен или включен в численность, указанную выше.

4. Никакой личный состав свыше количества, разрешенного на основании пунктов 1 и 2, и никакой личный состав военно-морской авиации свыше разрешенного на основании статьи 65, не должен проходить военно-морского обучения в какой-либо форме, как оно определено в Приложении XIII В.

Раздел IV. Ограничения, налагаемые на итальянскую армию.

Статья 61.

Итальянская армия, включая пограничную охрану, будет ограничена контингентом в 185.000 строевого, нестроевого состава и штабного персонала и в 65.000 карабинеров, однако, любая из вышеуказанных цифр может быть уменьшена или увеличена на число в пределах 10.000 человек, при условии, что общая численность не будет превышать 250.000 человек. Организация и вооружение итальянских сухопутных сил, а также их дислокация по всей Италии будут проведены таким образом, чтобы отвечать лишь задачам внутреннего характера, местной обороны итальянских границ и противовоздушной обороны.

Статья 62.

Итальянская армия, превышающая то, что разрешено статьей 61 выше, будет распущена в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора.

Статья 63.

Личный состав, кроме того, который является частью итальянской армии или карабинеров, не должен проходить военного обучения в какой-либо форме, как оно определено в Приложении XIII В.

**Раздел V. Ограничения, налагаемые на итальянские
военно-воздушные силы.**

Статья 64.

1. Итальянские военно-воздушные силы, включая воздушные силы военно-морского флота, будут ограничены количеством в 200 самолетов истребительных и разведывательных и 150 самолетов транспортных, морских спасательных, тренировочных (учебного типа) и связных. Эти общие цифры включают и резервные самолеты. Все самолеты, за исключением истребительных и разведывательных самолетов, будут невооруженными. Организация и вооружение итальянских военно-воздушных сил, а также их дислокация по всей Италии будут проведены таким образом, чтобы отвечать лишь задачам внутреннего характера, местной обороны итальянских границ и обороны против нападения с воздуха.

2. Италия не должна иметь или приобретать каких-либо самолетов, спроектированных в основном как бомбардировщики с приспособлениями для внутренней подвески бомб.

Статья 65.

1. Личный состав итальянских военно-воздушных сил, включая любой личный состав морской авиации, будет ограничен общей численностью в 25.000 человек, включая строевой, нестроевой состав и штабной персонал.

2. Личный состав, не входящий в состав итальянских военно-воздушных сил, не должен проходить военно-воздушного обучения в какой-либо форме, как оно определено в Приложении XIII В.

Статья 66.

Итальянские военно-воздушные силы, превыщающие то, что разрешено статьей 65 выше, будут распущены в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора.

**Раздел VI. Распоряженне военными материалами и техникой
(как они определены в Приложении XIII С).**

Статья 67.

1. Все итальянские военные материалы и техника, превышающие то, что разрешено для вооруженных сил, предусмотренных разделами III, IV и V, будут переданы в распоряжение Правительств Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции согласно указаниям, которые могут быть даны ими Италии.

2. Все союзные военные материалы и техника, превышающие то, что разрешено для вооруженных сил, предусмотренных разделами III, IV и V, будут переданы в распоряжение соответствующей Союзной или Соединенной Державы согласно указаниям, которые будут даны Италии соответствующей Союзной или Соединенной Державой.

3. Все германские и японские военные материалы и техника, превышающие то, что разрешено для вооруженных сил, предусмотренных разделами III, IV и V, и все германские или японские чертежи, включая существующие «синьки», прототипы, экспериментальные модели и планы, будут переданы в распоряжение Четырех Правительств согласно указаниям, которые могут быть даны ими Италии.

4. Италия отказывается от всех прав на вышеупомянутые военные материалы и технику и выполнит положения этой статьи в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора с теми исключениями, которые предусмотрены статьями 56-58 выше.

5. Италия должна представить Четырем Правительствам списки всех излишков военных материалов и техники в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора.

Раздел VII. Предотвращение возрождения вооружения Германии и Японии.

Статья 68.

Италия обязуется полностью сотрудничать с Союзными и Соединенными Державами с целью обеспечения того, чтобы Германия и Япония не смогли предпринять каких-либо мер за пределами германской и японской территорий в направлении возрождения своего вооружения.

Статья 69.

Италия обязуется не допускать найма на работу или обучения в Италии каких-либо технических специалистов, включая военный или гражданский авиационный персонал, из числа лиц, которые являются или являлись гражданами Германии или Японии.

Статья 70.

Италия обязуется не приобретать и не производить гражданских самолетов германской или японской конструкции или самолетов, включающих крупные узлы германского или японского производства или конструкции.

Раздел VIII. Военнопленные.

Статья 71.

1. Итальянские военнопленные должны быть репатрированы как можно скорее в соответствии с соглашениями между отдельными державами, содержащими этих военнопленных, и Италией.

2. Все издержки на перевозку итальянских военнопленных, включая их содержание, от сборных пунктов, установленных Правительством соответствующей Союзной или Соединенной Державы, до пункта вступления на итальянскую территорию, будет нести Правительство Италии.

Раздел IX. Треление мин.

Статья 72.

Со дня вступления настоящего Договора в силу Италия будет приглашена вступить в Коллегию зоны Средиземного моря Между-

народной Организации по тралению мин в европейских водах и должна сохранить в распоряжении Центральной Коллегии по тралению мин все свои миннотральные силы до конца установленного Центральной Коллегией периода послевоенного траления.

ЧАСТЬ V.

ВЫВОД СОЮЗНЫХ ВОЙСК.

Статья 73.

1. Все вооруженные силы Союзных и Соединенных Держав будут выведены из Италии в возможно короткий срок и, во всяком случае, не более чем в 90 дней со дня вступления в силу настоящего Договора.

2. Все итальянское имущество, за которое не была предоставлена компенсация и которое будет находиться в распоряжении вооруженных сил Союзных и Соединенных Держав в Италии на день вступления настоящего Договора в силу, будет возвращено Правительству Италии в пределах того же срока 90 дней или за него будет предоставлена надлежащая компенсация.

3. Все остатки по банковским счетам и остатки наличных средств, находящихся в распоряжении вооруженных сил Союзных и Соединенных Держав на день вступления в силу настоящего Договора, предоставленных безвозмездно Правительством Италии, будут таким же образом возвращены, или соответствующие кредиты будут открыты Правительству Италии.

ЧАСТЬ VI.

ПРЕТЕНЗИИ, ВЫТЕКАЮЩИЕ ИЗ ВОЙНЫ.

Раздел I. Репарации.

Статья 74.

A. РЕПАРАЦИИ В ПОЛЬЗУ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК.

1. Италия должна выплатить Советскому Союзу репарации на сумму в 100.000.000 долларов США в течение семилетнего срока, начиная со дня вступления в силу настоящего Договора. Поставки

из текущей продукции промышленности не будут производиться в течение первых двух лет.

2. Ремонтации будут покрываться из следующих источников:

а) часть итальянского заводского и инструментального оборудования, предназначенного для производства военных материалов и техники, которое не требуется для разрешенных военных формирований, не может быть легко приспособлено для гражданских целей и которое будет изъято из Италии в соответствии со статьей 67 настоящего Договора;

б) итальянские активы в Румынии, Болгарии и Венгрии, за исключением указанных в пункте 6 статьи 79;

в) текущая продукция итальянской промышленности, включая продукцию добывающей промышленности.

3. Количество и виды товаров, подлежащих поставке, должны явиться предметом соглашений между Правительством Советского Союза и Правительством Италии, и эти товары должны выбираться, а поставки распределяться во времени таким путем, чтобы не помешать экономической реконструкции Италии и не создавать дополнительных обязательств для других Союзных или Соединенных Держав. Заключенные согласно этому пункту соглашения должны сообщаться Послам Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме.

4. Советский Союз будет поставлять Италии на коммерческих условиях материалы, которые обычно импортируются в Италию и которые необходимы для производства этих товаров. Оплата этих материалов будет производиться путем вычета стоимости поставленных материалов из стоимости доставленных в Советский Союз товаров.

5. Четыре Посла должны определить сумму итальянских активов, подлежащих передаче Советскому Союзу.

6. В основу расчетов по платежам, предусмотренным в настоящей статье, положен доллар США по его золотому паритету на 1 июля 1946 года, т. е. 35 долларов за одну унцию золота.

В. РЕПАРАЦИИ В ПОЛЬЗУ АЛБАНИИ, ЭФИОПИИ, ГРЕЦИИ И ЮГОСЛАВИИ.

1. Италия должна платить репарации следующим государствам:

Албании	— на сумму	5.000.000	долларов США,
Эфиопии	— на сумму	25.000.000	долларов США,
Греции	— на сумму	105.000.000	долларов США,
Югославии	— на сумму	125.000.000	долларов США.

Эти платежи должны быть произведены в течение 7 лет, начиная со дня вступления в силу настоящего Договора. Поставки из текущей продукции промышленности не будут производиться в течение первых двух лет.

2. Репарации будут покрываться из следующих источников:

а) часть итальянского заводского и инструментального оборудования, предназначенного для производства военных материалов и техники, которое не требуется для разрешенных военных формирований, не может быть легко приспособлено для гражданских целей и которое будет изъято из Италии в соответствии со статьей 67 настоящего Договора;

б) текущая продукция итальянской промышленности, включая продукцию добывающей промышленности;

в) все другие виды капитальных ценностей или услуг, за исключением итальянских активов, на которые в силу статьи 79 настоящего Договора распространяется юрисдикция государств, перечисленных в предыдущем пункте 1. Поставки, производимые согласно настоящему пункту, будут включать пассажирские суда «Сатурния» и «Вулкания», или любое из них, если, после оценки их стоимости Четырьмя Послами, в течение 90 дней на них будут заявлены претензии со стороны одного из государств, указанных в предыдущем пункте 1. Такие поставки могут включать также семена.

3. Количество и виды товаров, подлежащих поставке, а также услуги, которые должны быть оказаны, явятся предметом соглашений между Правительствами, которые имеют право на репарации,

и Правительством Италии, и эти товары и услуги должны выбираться, а поставки распределяться во времени таким путем, чтобы не помешать экономической реконструкции Италии и не создавать дополнительных обязательств для других Союзных или Соединенных Держав.

4. Государства, имеющие право на репарации за счет текущей промышленной продукции, будут поставлять Италию на коммерческих условиях материалы, которые обычно импортируются в Италию и которые необходимы для производства этих товаров. Оплата этих материалов будет производиться путем вычета стоимости поставленных материалов из стоимости доставленных товаров.

5. В основу расчетов по платежам, предусмотренным в настоящей статье, положен доллар США по его золотому паритету на 1 июля 1946 года, т. е. 35 долларов за 1 унцию золота.

6. Требования государств, перечисленных в пункте 1 части В настоящей статьи, в размере, превышающем суммы репараций, определенные в указанном пункте 1, будут удовлетворены за счет итальянских активов, поставленных под юрисдикцию соответственных государств на основании статьи 79 настоящего Договора.

7. а) Четыре Посла будут координировать и наблюдать за выполнением положений части В настоящей статьи. Они будут консультироваться с Главами дипломатических миссий в Риме, представляющими государства, поименованные в пункте 1 части В, и, когда потребуют обстоятельства, — с Правительством Италии, а также будут давать им советы. Для целей настоящей статьи Четыре Посла будут продолжать действовать до истечения периода репарационных поставок, предусмотренного в пункте 1 части В.

б) Для того, чтобы избежать конфликтов или взаимно исключаящих совпадений при распределении итальянской продукции и ресурсов между различными государствами, имеющими право на репарации согласно части В настоящей статьи, Четыре Посла будут информироваться любым из Правительств, имеющих право на репарации согласно части В настоящей статьи, и Правительством

Италии о начале переговоров по заключению соглашения, согласно пункту 3 выше, и о ходе таких переговоров. В случае каких-либо разногласий, возникающих в ходе переговоров, Четыре Посла будут правомочны разрешать любой вопрос, переданный им тем или другим из Правительств, ведущих переговоры, или любым другим Правительством, имеющим право на репарации согласно части В настоящей статьи.

с) Заключенные соглашения должны сообщаться Четырем Послам. Четыре Посла могут рекомендовать внести соответствующие изменения в соглашение, которое не соответствует или перестало соответствовать целям, изложенным в пункте 3 или в подпункте «b» настоящего пункта.

С. СПЕЦИАЛЬНОЕ ПОСТАНОВЛЕНИЕ О ДОСРОЧНЫХ ПОСТАВКАХ.

Что касается поставок за счет текущей промышленной продукции, как они предусмотрены в пункте 2 «с» части А и пункте 2 «b» части В, то ничто в частях А и В настоящей статьи не должно рассматриваться как предотвращающее поставки в течение первых двух лет, если такие поставки производятся в соответствии с соглашениями между Правительством, имеющим право на репарации, и Правительством Италии.

Д. РЕПАРАЦИИ В ПОЛЬЗУ ДРУГИХ ГОСУДАРСТВ.

1. Претензии других Союзных и Соединенных Держав будут удовлетворены за счет итальянских активов, находящихся соответственно в пределах их юрисдикции согласно статье 79 настоящего Договора.

2. Претензии любого государства, к которому переходят территории согласно настоящему Договору и которое не упомянуто в части В настоящей статьи, будут также удовлетворены путем безвозмездной передачи указанному государству промышленных предприятий и оборудования, находящихся на переходящих территориях и используемых для водоснабжения и для производства и распределения газа и электроэнергии и принадлежащих какой-либо итальян-

янской компании, главная контора которой находится в Италии или переведена в Италию, а также путем передачи всех других активов таких компаний на переходящих территориях.

3. Правительство Италии принимает на себя ответственность по финансовым обязательствам, обеспеченным закладными, залоговыми и другими обременениями такой собственности.

Е. КОМПЕНСАЦИЯ ЗА СОБСТВЕННОСТЬ, ИЗЪЯТУЮ ДЛЯ ЦЕЛЕЙ РЕПАРАЦИЙ.

Правительство Италии обязуется компенсировать всех физических или юридических лиц, собственность которых изъята для репарационных целей в соответствии с настоящей статьей.

Раздел II. Реституции, осуществляемые Италией.

Статья 75.

1. Италия принимает принципы Декларации Объединенных Наций от 5 января 1943 года и вернет в возможно кратчайший срок имущество, вывезенное с территории любой из Объединенных Наций.

2. Обязательство производить реституции относится ко всей опознаваемой собственности, находящейся в настоящее время в Италии, которая была вывезена насильственно или по принуждению какой-либо из держав оси с территории любой из Объединенных Наций, независимо от каких-либо последующих сделок, путем которых нынешний владелец такой собственности вступил во владение ею.

3. Правительство Италии должно вернуть указанное в настоящей статье имущество в сохранности и принять на себя в этом отношении все расходы в Италии, относящиеся к рабочей силе, материалам и транспорту.

4. Правительство Италии будет оказывать содействие Объединенным Нациям и предоставит за свой счет все необходимые возможности для розыска и реституции имущества, подлежащего реституции согласно настоящей статье.

5. Правительство Италии примет необходимые меры, чтобы добиться возвращения имущества, указанного в настоящей статье, которым владеют в любой третьей стране лица, находящиеся под итальянской юрисдикцией.

6. Требования реституции имущества должны быть предъявлены Правительству Италии Правительством той страны, с территории которой было вывезено это имущество; при этом понимается, что железнодорожный подвижной состав будет рассматриваться как вывезенный из страны, которой он первоначально принадлежал. Такие требования могут предъявляться в течение шести месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора.

7. Бремя доказательства в отношении опознавания имущества и доказательства права собственности возлагается на Правительство, предъявляющее претензию, а бремя доказательства того, что имущество не было вывезено насильственно или по принуждению, возлагается на Правительство Италии.

8. Правительство Италии должно вернуть Правительству соответствующей Объединенной Нации все монетное золото, награбленное или незаконно вывезенное в Италию, или передать Правительству соответствующей Объединенной Нации количество золота, равное по весу и пробе тому количеству, которое было награблено или незаконно вывезено. Это обязательство признается Правительством Италии существующим независимо от каких бы то ни было передач или вывоза золота из Италии в любую другую державу или в нейтральную страну.

9. Если в отдельных случаях для Италии является невозможным произвести реституцию предметов, представляющих художественную, историческую или археологическую ценность, которые составляют часть культурного достояния Объединенной Нации, с территории которой эти предметы были вывезены итальянскими армиями, властями или гражданами насильственно или по принуждению, Италия обязуется передать заинтересованной Объединенной Нации предметы того же рода и приблизительно равноценные вывезенным предметам, поскольку такие предметы могут быть получены в Италии.

Раздел III. Отказ Италии от претензий.

Статья 76.

1. Италия отказывается от всех претензий любого характера, от имени Правительства Италии или итальянских граждан, к Союзным и Соединенным державам, связанных непосредственно с войной или вытекающих из мероприятий, предпринятых в силу существования состояния войны в Европе после 1 сентября 1939 года, независимо от того, находилась ли в это время соответствующая Союзная или Соединенная держава в состоянии войны с Италией или нет. Этот отказ от претензий включает нижеследующее:

a) претензии в связи с потерями или ущербом, понесенными вследствие действий вооруженных сил или властей Союзных или Соединенных Держав;

b) претензии, вытекающие из присутствия, операций или действий вооруженных сил или властей Союзных или Соединенных Держав на итальянской территории;

c) претензии в отношении решений или распоряжений призовых судов Союзных или Соединенных Держав, причем Италия признает действительными и обязательными все решения и распоряжения таких призовых судов, вынесенные 1 сентября 1939 года или позднее, относительно итальянских судов или итальянских грузов или оплаты издержек;

d) претензии, вытекающие из осуществления прав воюющей стороны или из мер, принятых с целью осуществления этих прав.

2. Положения настоящей статьи должны исключать полностью и окончательно все претензии указанного выше характера, которые отныне будут прекращены, кто бы ни являлся заинтересованной стороной. Правительство Италии соглашается выплатить справедливую компенсацию в лирах лицам, которые предоставили вооруженным силам Союзных или Соединенных Держав на итальянской территории снабжение или услуги по реквизиции, а также для удовлетворения возникших на итальянской территории претензий за невоенный ущерб, предъявленных вооруженным силам Союзных или Соединенных Держав.

3. Италия равным образом отказывается от всех претензий такого характера, который указан в пункте 1 настоящей статьи, от имени Правительства Италии или итальянских граждан, к любой из Объединенных Наций, порвавшей дипломатические отношения с Италией и предпринявшей действия в сотрудничестве с Союзными и Соединенными Державами.

4. Правительство Италии должно принять на себя полную ответственность за всю военную валюту союзников, выпущенную в Италии союзными военными властями, включая всю такую валюту, которая будет находиться в обращении на день вступления в силу настоящего Договора.

5. Отказ Италии от претензий согласно пункту 1 настоящей статьи включает любые претензии, вытекающие из мер, принятых любой из Союзных и Соединенных Держав в отношении итальянских судов между 1 сентября 1939 года и днем вступления в силу настоящего Договора, а также любые претензии по долги, вытекающие из ныне действующих конвенций о военнопленных.

6. Положения настоящей статьи не должны рассматриваться как затрагивающие право собственности на подводные кабели, которые к началу войны принадлежали Правительству Италии или итальянским гражданам. Этот пункт не исключает применения к подводным кабелям статьи 79 и Приложения XIV.

Статья 77.

1. Со дня вступления в силу настоящего Договора собственность Италиин и итальянских граждан, находящаяся в Германии, не будет больше рассматриваться как вражеская собственность, и все ограничения, связанные с таким режимом, должны быть отменены.

2. Опознаваемая собственность Италии и итальянских граждан, вывезенная насильственно или по принуждению с территории Италии в Германию германскими вооруженными силами или властями после 3 сентября 1943 года, подлежит возврату.

3. Реституция и восстановление итальянской собственности

в Германии будут осуществляться в соответствии с мероприятиями, которые будут определены Державами, оккупирующими Германию.

4. Без ущерба для вышеизложенных и для любых других постановлений, принятых в пользу Италии и ее граждан Державами, оккупирующими Германию, Италия, от своего имени и от имени итальянских граждан отказывается от всех оставшихся неурегулированными на 8 мая 1945 года претензий в отношении Германии и германских граждан, за исключением претензий, вытекающих из контрактов и других обязательств, заключенных до 1 сентября 1939 года, и прав, приобретенных до этой даты. Этот отказ будет рассматриваться как включающий долги, все межправительственные претензии, связанные с соглашениями, заключенными во время войны, и все претензии на возмещение за потери или ущерб, возникшие во время войны.

5. Италия соглашается принять все необходимые меры для облегчения такой передачи германских активов, находящихся в Италии, какая может быть определена теми из оккупирующих Германию Держав, которые имеют право распоряжаться указанными активами.

ЧАСТЬ VII.

СОБСТВЕННОСТЬ, ПРАВА И ИНТЕРЕСЫ.

Раздел I. Собственность Объединенных Наций в Италии.

Статья 78.

1. Италия, поскольку ею это еще не сделано, восстановит все законные права и интересы Объединенных Наций и их граждан в Италии, как они существовали на 10 июня 1940 года, и вернет всю собственность Объединенных Наций и их граждан в Италии в том состоянии, в котором она находится в настоящее время.

2. Правительство Италии обязуется восстановить всю собственность, права и интересы, подпадающие под действие настоящей статьи, без всяких обременений и обложений любого вида, ко-

торым они могли подвергнуться вследствие войны, и без взимания Правительством Италии каких-либо сборов в связи с их возвращением. Правительство Италии аннулирует все мероприятия, включая отобрание, секвестр или контроль, проведенные им в отношении собственности Объединенных Наций между 10 июня 1940 года и днем вступления в силу настоящего Договора. В случаях невозвращения собственности в течение 6 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, заявление о возвращении собственности должно быть подано итальянским властям не позднее чем в течение 12 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, за исключением случаев, когда заявитель может доказать, что он не мог подать своего заявления в течение этого срока.

3. Правительство Италии должно аннулировать передачи, относящиеся к собственности, правам и интересам всякого рода, принадлежащим гражданам Объединенных Наций, в тех случаях, когда такие передачи были результатом насилия или принуждения со стороны правительств держав оси или их органов во время войны.

4. а) Правительство Италии несет ответственность за приведение во вполне исправное состояние собственности, возвращаемой гражданам Объединенных Наций согласно пункту 1 настоящей статьи. В тех случаях, когда собственность не может быть возвращена, или когда в результате войны гражданин Объединенных Наций потерпел убыток вследствие повреждения или порчи собственности в Италии, он должен получить от Правительства Италии компенсацию в лирах в пределах двух третей суммы, необходимой в день выплаты для того, чтобы купить аналогичную собственность или возместить понесенный убыток. Граждане Объединенных Наций ни в коем случае не должны ставиться в менее благоприятное положение в отношении компенсации, чем итальянские граждане.

б) Граждане Объединенных Наций, имеющие прямой или косвенный собственнический интерес в корпорациях или ассоциациях, национальность которых не является национальностью Объединенных Наций в значении пункта 9 «а» настоящей статьи, но которые потерпели убыток вследствие повреждения или порчи собственности в Италии, должны получить компенсацию в соответствии

с подпунктом «а» выше. Эта компенсация должна исчисляться на основе общих убытков или ущерба, понесенных корпорацией или ассоциацией, и должна составлять по отношению к таким убыткам или ущербу ту же пропорцию, какую составляют приносящие доход интересы таких граждан по отношению к общему капиталу корпорации или ассоциации.

с) Компенсация должна выплачиваться без каких-либо обложений, налогов или других сборов. Она может свободно использоваться в Италии, но должна подлежать правилам контроля над иностранными девидами, которые могут время от времени вводиться в Италии.

д) Правительство Италии предоставит гражданам Объединенных Наций возмещение в лирах в том же самом размере, который предусмотрен в подпункте «а» выше, чтобы компенсировать потери или ущерб, возникшие в результате особых мер, которые применялись к их собственности во время войны, но которые не применялись к итальянской собственности. Этот подпункт не распространяется на упущенные выгоды.

5. Все произведенные в Италии разумные расходы по предъявлению претензий, включая расходы на подсчет потерь или ущерба, должно нести Правительство Италии.

6. Граждане Объединенных Наций и их собственность должны быть освобождены от всяких исключительных налогов, сборов или податей, налагавшихся на их основные фонды в Италии Правительством Италии или любой итальянской властью в период между 3 сентября 1943 года и днем вступления в силу настоящего Договора со специальной целью покрытия расходов, связанных с войной, или покрытия издержек на оккупационные силы или на репарации в пользу любой из Объединенных Наций. Любые суммы, выплаченные таким образом, должны быть возвращены.

7. Несмотря на переход территорий, предусмотренный в настоящем Договоре, Италия продолжает нести ответственность за убытки или ущерб, понесенные во время войны на переходящей территории или на Свободной Территории Трест собственностью,

принадлежащей гражданам Объединенных Наций. Обязательства, содержащиеся в пунктах 3, 4, 5 и 6 настоящей статьи, также лежат на Правительстве Италии в отношении находящейся на переходящей территории и на Свободной Территории Трест собственности граждан Объединенных Наций, за исключением случаев, когда это противоречит положениям пункта 14 Приложения X и пункта 14 Приложения XIV к настоящему Договору.

8. Заинтересованный собственник и Правительство Италии могут заключать соглашения взамен положений настоящей статьи.

9. Применяемые в настоящей статье:

а) Выражение «граждане Объединенных Наций» означает физических лиц, являющихся к моменту вступления в силу настоящего Договора гражданами любой из Объединенных Наций, или корпорации или ассоциации, организованные к этому моменту по законам любой из Объединенных Наций, при условии, что указанные лица, корпорации или ассоциации имели такой статус также и в момент заключения Перемирия с Италией 3 сентября 1943 года.

Выражение «граждане Объединенных Наций» также включает всех физических лиц, корпорации или ассоциации, которые на основании законов, действовавших в Италии во время войны, рассматривались как вражеские.

б) Выражение «собственник» означает гражданина Объединенных Наций, как определено в подпункте «а» выше, имеющего право на данную собственность, и включает преемника такого собственника, при условии, что преемник также является гражданином одной из Объединенных Наций, как определено в подпункте «а». Если преемник приобрел собственность в поврежденном виде, то лицо передающее сохраняет свои права на возмещение на основании настоящей статьи без ущерба для обязательств, существующих между лицом передающим и лицом приобретающим в соответствии с внутренними законами.

с) Выражение «собственность» означает всю движимую или недвижимую собственность, материальную или нематериальную, включая промышленную, литературную и художественную собственность, а также все права или интересы всякого рода в соб-

ственности. Без ущерба для общего характера предыдущих постановлений выражение «собственность Объединенных Наций и их граждан» включает все морские и речные суда вместе с их инвентарем и оборудованием, которые либо принадлежали Объединенным Нациям или их гражданам, либо были зарегистрированы на территории одной из Объединенных Наций, либо плавали под флагом одной из Объединенных Наций, и которые после 10 июня 1940 года, во время нахождения их в итальянских водах или после их насильственного привода в итальянские воды, либо были поставлены под контроль итальянских властей, как вражеская собственность, либо перестали находиться в Италии в свободном распоряжении Объединенных Наций или их граждан вследствие проведения итальянскими властями мероприятий по контролю в связи с существованием состояния войны между Объединенными Нациями и Германией.

Раздел II. Итальянская собственность на территории Союзных и Соединенных Держав.

Статья 79.

1 Каждая из Союзных и Соединенных Держав будет иметь право взять, удержать, ликвидировать или предпринять любое другое действие в отношении всей собственности, прав и интересов, которые на день вступления в силу настоящего Договора будут находиться на ее территории и принадлежать Италии или итальянским гражданам, а также использовать такую собственность или выручку от нее для таких целей, какие эта держава сочтет желательными в пределах претензий этой державы и ее граждан к Италии или к итальянским гражданам, — включая долги, — которые не были полностью удовлетворены в силу других статей настоящего Договора. Вся итальянская собственность или выручка от ее ликвидации, превышающие сумму таких претензий, должны быть возвращены.

2. Ликвидация итальянской собственности и распоряжение ею будут проводиться в соответствии с законом заинтересованной

Союзной или Соединенной Державы. Итальянский собственник не будет иметь прав в отношении такой собственности, за исключением тех, которые могут быть предоставлены ему в силу этого закона.

3. Правительство Италии обязуется компенсировать итальянских граждан, собственность которых изъята в силу настоящей статьи и не возвращена им.

4. Данная статья не возлагает на ту или иную из Союзных или Соединенных Держав никакого обязательства возратить Правительству Италии или итальянским гражданам промышленную собственность или включить такую собственность при определении суммы, которая может быть удержана согласно пункту 1 настоящей статьи. Правительство каждой из Союзных и Соединенных Держав будет иметь право установить такие ограничения и условия в отношении прав или интересов, касающихся промышленной собственности, приобретенной до дня вступления в силу настоящего Договора на территории этой Союзной или Соединенной Державы Правительством или гражданами Италии, какие Правительство данной Союзной или Соединенной Державы сочтет необходимыми в своих национальных интересах.

5. а) Итальянские подводные кабели, соединяющие пункты, расположенные на югославской территории, будут рассматриваться как итальянская собственность в Югославии, даже и в том случае, если некоторая часть этих кабелей находится за пределами югославских территориальных вод.

б) Итальянские подводные кабели, соединяющие пункт, расположенный на территории одной из Союзных или Соединенных Держав, с пунктом на итальянской территории, будут для целей настоящей статьи рассматриваться как итальянская собственность, поскольку это касается конечных сооружений и тех частей кабелей, которые находятся в территориальных водах этой Союзной или Соединенной Державы.

6. Собственность, предусмотренная пунктом 1 настоящей статьи, должна рассматриваться как включающая итальянскую собственность, которая подлежала контролю в силу состояния войны,

существовавшего между Италией и Союзной или Соединенной Державой, имеющей юрисдикцию над этой собственностью, но не должна включать:

a) собственность Правительства Италии, используемую для консульских или дипломатических целей;

b) собственность, принадлежащую религиозным организациям или частным благотворительным учреждениям и используемую исключительно для религиозных или благотворительных целей;

c) собственность физических лиц, которые являются итальянскими гражданами, получившими разрешение проживать в пределах территории той страны, в которой находится эта собственность, или проживать в любом другом месте на территории стран Объединенных Наций, за исключением итальянской собственности, которая когда-либо во время войны являлась объектом мер, не применявшихся как правило к собственности итальянских граждан, проживающих на той же территории;

d) имущественные права, возникшие после возобновления торговых и финансовых отношений между Союзными и Соединенными Державами и Италией или возникшие из сделок между Правительством любой Союзной или Соединенной Державы и Италией после 3 сентября 1943 года;

e) права на литературную и художественную собственность;

f) собственность итальянских граждан, находящуюся на переходящих территориях, к которой должны применяться постановления Приложения XIV;

g) за исключением активов, указанных в пункте 2 «b» части А и пункте 1 части D статьи 74, собственность физических лиц, проживающих на переходящих территориях или на Свободной Территории Триест, которые не оптируют итальянского гражданства в силу настоящего Договора, и собственность корпораций или ассоциаций, имеющих главную контору на переходящих территориях или на Свободной Территории Триест, при условии, что такие корпорации или ассоциации не принадлежат лицам, проживающим в Ита-

лии, или не контролируются ими. Что касается случаев, предусмотренных в пункте 2 «b» части А статьи 74 и в пункте 1 части D той же статьи, то вопрос о компенсации будет разрешен в соответствии с частью E статьи 74.

Раздел III. Заявление Союзных и Соединенных Держав

относительно их претензий.

Статья 80.

Союзные и Соединенные Державы заявляют, что права, которые им предоставлены статьями 74 и 79 настоящего Договора, охватывают все их претензии и претензии их граждан за потери и ущерб в результате войны, включая сюда и мероприятия, принятые в условиях оккупации их территорий, ответственность за которые будет падать на Италию и которые имели место за пределами территории Италии, за исключением, однако, иретензий, основанных на статьях 75 и 78.

Раздел IV. Делги.

Статья 81.

1. Существование состояния войны само по себе не будет считаться фактором, влияющим на обязательство выплачивать денежные долги, вытекающие из обязательств и контрактов, существовавших до возникновения состояния войны, — а также из прав, приобретенных до этого времени, — срок уплаты которых наступил до дня вступления в силу настоящего Договора и которые причитаются с Правительства или граждан Италии Правительству или гражданам одной из Союзных и Соединенных Держав, или которые причитаются с Правительства или граждан одной из Союзных и Соединенных Держав Правительству или гражданам Италии.

2. За исключением случаев, специально предусмотренных в настоящем Договоре, ничто в нем не должно толковаться как наносящее ущерб отношениям между дебиторами и кредиторами, вытекающим из довоенных контрактов, заключенных Правительством или гражданами Италии.

ЧАСТЬ VIII.

ОБЩИЕ ЭКОНОМИЧЕСКИЕ ОТНОШЕНИЯ.

Статья 82.

1. До заключения торговых договоров или соглашений между отдельными Объединенными Нациями и Италией, Правительство Италии будет предоставлять в течение 18 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора нижеуказанный режим каждой из Объединенных Наций, которая на началах взаимности фактически предоставит Италии аналогичный режим в подобных вопросах:

a) Во всем, что касается пошлин и сборов по импорту или экспорту, внутреннего обложения импортируемых товаров, а также всех правил, относящихся к этому, Объединенным Нациям будет предоставлен безусловный режим наибольшего благоприятствования.

b) Во всех других отношениях Италия не должна проводить произвольной дискриминации, направленной против товаров, производимых на любой территории любой из Объединенных Наций или предназначенных для этой территории, по сравнению с подобными товарами, производимыми на территории любой другой из Объединенных Наций или на территории любой другой иностранной державы или предназначенными для этих территорий.

c) Гражданам Объединенных Наций, в том числе юридическим лицам, должен быть предоставлен национальный режим и режим наибольшего благоприятствования во всех вопросах, касающихся торговли, промышленности, мореплавания и других видов торговой деятельности в Италии. Эти постановления не должны применяться к коммерческой авиации.

d) Италия не будет предоставлять никакого исключительного или дискриминационного права какой бы то ни было стране в отношении использования коммерческих самолетов в международном сообщении; она предоставит всем Объединенным Нациям равные возможности в приобретении на итальянской территории прав в области международной коммерческой авиации, включая право посадки для заправки горючим и ремонта; что касается использования коммерче-

ских самолетов в международном сообщении, она предоставит всем Объединенным Нациям на основе взаимности и без дискриминации право беспосадочного полета над итальянской территорией. Эти постановления не должны затрагивать интересов национальной обороны Италии.

2. Вышеупомянутые обязательства Италии должны пониматься в том смысле, что на них распространяются изъятия, обычно включавшиеся в торговые договоры, заключенные Италией до войны, а постановления, относящиеся к взаимности со стороны каждой из Объединенных Наций, должны пониматься в том смысле, что на них распространяются изъятия, обычно включаемые в торговые договоры данного государства.

ЧАСТЬ IX.

РАЗРЕШЕНИЕ СПОРОВ.

Статья 83.

1. Споры, могущие возникнуть при осуществлении статей 75 и 78 и Приложений XIV, XV, XVI и части В Приложения XVII настоящего Договора, должны передаваться Согласительной Комиссии, составленной на паритетных началах из одного представителя Правительства заинтересованной Объединенной Нации и одного представителя Правительства Италии. Если в течение трех месяцев после передачи спора Согласительной Комиссии не будет достигнуто соглашения, каждое из Правительств может потребовать включения в Комиссию третьего члена, избираемого по взаимному соглашению между обоими Правительствами из числа граждан третьих стран. Если два Правительства в течение двух месяцев не смогут достигнуть соглашения относительно избрания третьего члена Комиссии, они обращаются к Послам Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме, которые назначат третьего члена Комиссии. Если Послы не смогут в течение одного месяца согласиться о назначении этого члена, то любая из сторон может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой произвести это назначение.

2. Когда та или иная Согласительная Комиссия будет учреждена согласно пункту 1, в ее компетенцию будет входить разрешение всех споров, которые могут впоследствии возникнуть между заинтересованной страной Объединенных Наций и Италией при применении или толковании статей 75 и 78 и Приложений XIV, XV, XVI и части В Приложения XVII настоящего Договора, и она будет выполнять функции, возложенные на нее этими положениями.

3. Каждая Согласительная Комиссия определит свою собственную процедуру, устанавливая правила, соответствующие принципам справедливости и правосудия.

4. Каждое Правительство будет платить жалование тому члену Согласительной Комиссии, которого оно назначит, а также любому представителю, которому оно может поручить представлять его в Комиссии. Жалование третьего члена будет установлено по специальному соглашению между заинтересованными Правительствами, и это жалование, вместе с общими расходами каждой Комиссии, будет выплачиваться обоими Правительствами в равных долях.

5. Стороны принимают на себя обязательство, что их власти будут оказывать Согласительной Комиссии непосредственно всякое содействие в пределах своих полномочий.

6. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением Комиссии и должно приниматься сторонами как окончательное и обязательное.

ЧАСТЬ X.

РАЗНЫЕ ЭКОНОМИЧЕСКИЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Статья 84.

Статьи 75, 78 и 82 и Приложение XVII настоящего Договора будут применяться к Союзным и Соединенным Державам и к тем из Объединенных Наций, которые порвали дипломатические отношения с Италией или с которыми Италия порвала дипломатические отношения. Эти статьи и Приложение будут также применяться в отношении Албании и Норвегии.

Статья 85.

Постановления Приложений VIII, X, XIV, XV, XVI и XVII, как и постановления других Приложений, будут иметь силу как неотъемлемые части настоящего Договора.

ЧАСТЬ XI.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОСТАНОВЛЕНИЯ.

Статья 86.

1. В течение периода, не превышающего 18 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора, Послы Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции в Риме, действуя по согласованию, будут представлять Союзные и Соединенные Державы в сношениях с Правительством Италии по всем вопросам, касающимся выполнения и толкования настоящего Договора.

2. Четыре Посла будут предоставлять Правительству Италии такие руководство, технические советы и разъяснения, какие могут быть необходимы для обеспечения быстрого и эффективного выполнения настоящего Договора в соответствии с его духом и текстом.

3. Правительство Италии обязуется предоставлять упомянутым Четырем Послам всю необходимую информацию и оказывать любое содействие, которые они могут потребовать при выполнении задач, возложенных на них настоящим Договором.

Статья 87.

1. За исключением тех случаев, когда иной порядок специально предусмотрен какой-либо из статей настоящего Договора, любой спор относительно толкования или выполнения этого Договора, не урегулированный путем прямых дипломатических переговоров, должен передаваться Четырем Послам, действующим на основании статьи 86 с тем исключением, что в этом случае Послы не будут ограничены сроком, предусмотренным этой статьей. Любой такой спор, не разрешенный Послами в течение двух месяцев, должен, если спорящие стороны не придут к взаимному соглашению об иных

способах урегулирования спора, передаваться, по требованию любой из спорящих сторон, в Комиссию в составе одного представителя от каждой из сторон и третьего члена, выбранного по взаимному соглашению двух сторон из граждан третьих стран. Если двум сторонам не удастся в месячный срок прийти к соглашению относительно назначения третьего члена, то любая из них может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой произвести это назначение.

2. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением Комиссии и должно приниматься сторонами как окончательное и обязательное.

Статья 88.

1. Любой член Организации Объединенных Наций, являющийся стороной, подписавшей настоящий Договор, и находящийся в состоянии войны с Италией, а также Албания, может присоединиться к этому Договору и после присоединения будет для целей Договора считаться одной из Соединенных Держав.

2. Акты о присоединении будут сданы Правительству Французской Республики и вступят в силу со дня сдачи.

Статья 89.

Нюстановления настоящего Договора не будут предоставлять каких-либо прав или преимуществ какому-либо государству, поименованному в преамбуле Договора в качестве одной из Союзных и Соединенных Держав, или его гражданам до тех пор, пока такое государство не станет участником Договора путем сдачи на хранение его ратификационных грамот.

Статья 90.

Настоящий Договор, русский, английский и французский тексты которого являются аутентичными, будет ратифицирован Союзными и Соединенными Державами. Договор должен быть также ратифицирован Италией. Договор вступит в силу немедленно после сдачи ратификационных грамот Союзом Советских Социалистических Республик, Соединенным Королевством Великобритании и

Северной Ирландии, Соединенными Штатами Америки и Францией. Ратификационные грамоты будут в кратчайший срок сданы на хранение Правительству Французской Республики.

В отношении каждой из Союзных или Соединенных Держав, ратификационная грамота которой будет сдана после этого, Договор вступит в силу со дня сдачи на хранение. Настоящий Договор будет сдан в архивы Правительства Французской Республики, которое разошлет заверенные копии каждому из подписавших этот Договор государств.

ПЕРЕЧЕНЬ ПРИЛОЖЕНИЙ.

- I. Карты (см. отдельный том).
- II. Франко-итальянская граница. Подробное описание участков границы, к которым относятся изменения, указанные в статье 2.
- III. Гарантии, относящиеся к Мон Сени и к району Тенда-Брига.
- IV. Положения, о которых Правительства Австрии и Италии достигли соглашения 5 сентября 1946 года.
- V. Бодоснабжение коммуны Горица и ее окрестностей.
- VI. Постоянный Статут Свободной Территории Триест.
- VII. Положение о временном режиме Свободной Территории Триест.
- VIII. Положение о Свободном Порте Триест.
- IX. Технические постановления, относящиеся к Свободной Территории Триест.
- X. Экономические и финансовые постановления, относящиеся к Свободной Территории Триест.
- XI. Совместная Декларация Правительств Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции относительно итальянских территориальных владений в Африке.

- XII. Списки военно-морских кораблей:
- A. Список кораблей, оставляемых Италии.
 - B. Список кораблей, передаваемых Италией.
- XIII. Определения:
- A. Военно-морские определения.
 - B. Определение военного, военно-воздушного и военно-морского обучения.
 - C. Определение и перечень военных материалов и техники.
 - D. Определение терминов «де милитаризация» и «де милитаризованный».
- XIV. Экономические и финансовые постановления, относящиеся к переходящим территориям.
- XV. Специальные постановления, относящиеся к некоторым видам собственности:
- A. Промышленная, литературная и художественная собственность.
 - B. Страховое дело.
- XVI. Контракты, сроки давности и ценные бумаги.
- XVII. Призовые суды и судебные решения.

ПРИЛОЖЕНИЕ I.**Карты к Мирному Договору с Италией.**

(см. отдельный том)

- A. Границы Италии (статья 1).
- B. Граница между Италией и Францией (статья 2).
- C. Граница между Италией и Югославией (статья 3).
- D. Границы Свободной Территории Триест (статьи 4 и 22).
- E. Морские зоны, определенные в статье 11 настоящего Договора.

ПРИЛОЖЕНИЕ II.**Франко-итальянская граница.**

Подробное описание участков границы, к которым относятся изменения, указанные в статье 2.

Перевал Малый Сен Бериар.

См. карту 1:20.000, Сент Фуа Тарантез № 1-2.

Новая граница будет следовать по линии, которая начинается на скалистом гребне Лансебранлет, затем, спускаясь к востоку, следует по линии водораздела до высоты 2.180, откуда она идет к Колонна Жу (2.188). Отсюда, продолжая следовать по линии водораздела, она поднимается на гору Коста дель Бельведер, проходит по ее скалистым отрогам, поднимается на гору Бельведер, вершину которой она огибает, оставляя ее на французской территории в 120 м. от границы, и, проходя через высоты 2.570, 2.703, гору Белла Валетта и высоту 2.746, соединяется с прежней границей у горы Валезан.

Плато Мон Сенн.

См. карту 1:20.000, Ланслебург 5-6 и 7-8 и Мон д'Амбэн 1-2.

Новая граница будет следовать по линии, которая отходит от прежней границы у горы Тур, идет к западу по административной

границе, которая обозначена на карте, и вниз по течению горного потока Витун, начиная с того места, где она встречается с его северным рукавом, до Рокка делля Торретта (скала Торретта).

Далее, следуя вдоль скалистых отрогов, линия границы доходит до горного потока, текущего с Альп Ламет, и идет вниз по его течению до подножья скалистого склона, вдоль которого она проходит по тальвегу на протяжении примерно 800 метров до пункта, расположенного приблизительно в 200 метрах к северу от высоты 1.805.

Затем линия идет к вершине гряды оползпей, которая возвышается над Феррера Ченизио, приблизительно в 300 метрах от него, и, продолжая следовать в западном направлении, достигает дороги, которая огибает с востока Реджоне Парадизо, в точке в 400 метрах на запад от ее поворота (1.854), затем сразу отходит от этой дороги и спускается в южном направлении.

Линия границы пересекает затем дорогу, ведущую в Бар Чениза, приблизительно в 100 метрах на юго-восток от убежища 5, пересекает также тальвег, идя в направлении озера Сан Джорджо, следует примерно по горизонтали 1.900 до высоты 1.907, обходя озеро Арнон с южной стороны, и достигает скалистого гребня, по которому она идет в югозападном направлении до слияния горных потоков, берущих начало у ледника Бард (Гьяччайо ди Бард), в пункте приблизительно в 1.400 метрах к юго-западу от озера Арнон.

Отсюда, отклоняясь к югу, линия границы следует примерно по горизонтали 2.500, достигает высоты 2.579, идет затем вдоль горизонтали 2.600, достигает озера Веккия и соединяется у административной границы, обозначенной на карте, примерно в 700 м. к юго-востоку от озера, с тропой, ведущей к перевалу д'Аванца, по которой она идет вдоль скалистого обрыва до прежней границы, соединяясь с ней в точке, расположенной на полпути между перевалом Веккия и перевалом Клапье.

Мон Табор.

См. карту 1:20.000, Певаш 1-2, 5-6 и 7-8.

От вершины Планетт до Роше де Гион (вершина Сюер).

Новая граница будет следовать по линии, которая отходит от прежней границы у вершины Планетт, и, направляясь к югу, проходит по хребту через высоты 2.980, 3.178, Рокка Бернауде (скала Бернауде) (3.228), высоты 2.842, 2.780, 2.877, перевал Галлина (2.671), высоты 2.720, 2.806 и пик Кваттро Сорелле (2.700).

Спускаясь по восточному склону этого пика, линия границы оставляет на французской территории высоту 2.420, откуда далее она выходит к тропе и следует вдоль нее с восточной стороны по направлению к постройкам, расположенным приблизительно в 200 метрах от высоты 2.253, оставляя эту тропу и эти постройки на французской территории. Затем она выходит к тальвегу, проходя по нему приблизительно в 300 метрах к северо-востоку от высоты 1.915, откуда она достигает северозападного края водохранилища в Валле Стретта (Узкая Долина), которое питает гидроэлектрические сооружения Сетте Фонтане, оставляя это водохранилище и эти сооружения на итальянской территории. Огибая водохранилище с юга, она достигает перекрестка дорог у высоты 1.499.

Затем она выходит к тропе, идущей по опушке леса вдоль горизонтали 1.500, и следует по ней до Комба делья Горджа (приблизительно у горизонтали 1.580) далее она идет вверх по тальвегу к высоте 1.974, выходит к гребню скалистых отрогов Сюер через высоты 2.272, 2.268, 2.239, 2.266, 2.267 и идет вдоль этих отрогов вплоть до прежней границы; причем гребень отрогов и тропа, которая идет вдоль него, остаются на французской территории.

Шабертон.

См. карту 1:20.000, Бриансон 3-4.

Новая граница будет следовать по линии, которая, отходя от прежней границы у высоты 3.042 (к северу от высоты 3.070 и к северу от пика Труа Си), идет по скалистому гребню до Кроче дель Валлонетто.

От Кроче дель Валлонетто линия границы направляется к югу вдоль скалистого гребня и достигает дороги, ведущей к Шабертон в том пункте, где эта дорога входит в котловину Кло де Мор.

Пересекая эту дорогу и тальвег, вдоль которого эта дорога идет, линия границы следует на протяжении 1.250 м. приблизительно по горизонтали 2.300, которая на местности проходит к юго-востоку по ряду скалистых отрогов и осыпей, затем она пересекает по прямой восточный склон горы Шабертон и доходит до точки, расположенной примерно в 400 метрах к западу от высоты 2.160, оставляя на французской территории промежуточную опору канатной дороги, находящуюся в этом месте.

Отсюда линия границы идет также по прямой, пересекает ряд скалистых гряд и крутых скатов, и, направляясь к позиции Фонтен де Шамуа, не обозначенной на карте, у высоты 2.228 (приблизительно в 1.400 метрах к северо-востоку от Клавьера), которую она огибает с востока, идет по второй петле дороги, связывающей эту позицию с укрепленной казармой Шабертона (на дороге от Сезанн (Чезана) в Клавьер), оставляя укрепления в Фонтен де Шамуа на французской территории.

Затем линия границы, следуя сначала в южном направлении по показанной на карте административной границе коммун и по скалистой гряде приблизительно в 400 метрах на север от дороги Клавьер-Сезанн (Чезана), отклоняется затем на юго-запад, проходя у подножья скал на таком расстоянии, чтобы имелось достаточно места для постройки дороги с двусторонним движением.

Огибая таким образом с севера деревню Клавьер, остающуюся на итальянской территории, она выходит к реке Секко, примерно в 200 метрах выше моста Клавьер, и затем спускается по течению этой реки и далее по течению реки Дуар Рипер (Дориа Риариа) до дороги из Клавьера в долину Жимон, которая остается за Италией, и идет по этой дороге до моста через реку Жимон.

Следуя вверх по течению этой реки, примерно на протяжении 300 м., линия затем отходит от нее, следуя вдоль горной дороги, доходит до верхней опоры канатной дороги Клавьер (у перевала Мон-Фор дю Беф), которую она оставляет на французской территории, и затем, проходя по краю, достигает нынешней границы у горы ля Плап, у пограничного знака 251. Дорога в долине реки Жимон остается на итальянской территории.

Верховья долин Тине, Везубия и Ройя.

1. От вершины Колла Лонга до вершины Меркантур.

См. карту 1:20.000, Сент-Этьен де Тине 3-4 и 7-8, Труа Пон 5-6.

Новая граница будет следовать по линии, которая отходит от прежней границы у вершины Колла Лонга и, направляясь к востоку по водоразделу, идет вдоль скалистого гребня, проходя через высоты 2.719, 2.562, перевал Сечча, достигает у высоты 2.760 Теста дель Аутарет, проходит через высоту 2.672 к перевалу Герча (2.456) и через высоты 2.640, 2.693, 2.689 достигает Рокке ди Сабоуле и идет вдоль северного гребня этой горы.

Следуя по этому гребню, линия границы доходит, через высоты 2.537, 2.513, перевал Лаусфер (2.461) и высоту 2.573, до высоты Теста Ауа дель Лаусфер (2.587), откуда она отклоняется к югу до Теста Колла Ауа, проходя через вершину Лаусфер (2.544) и оставляя ее за Италией. Отсюда она идет через высоту 2.484 вдоль тропы, идущей по гребню горы, оставляя эту тропу на французской территории, через высоты 2.240 и 2.356, пересекает перевал Санта-Анна и достигает, проходя через высоты 2.420 и 2.407, точки, расположенной в 80 метрах к югу от высоты 2.378 (вершина Мораваччера).

Следуя по остающейся на французской территории тропе, проходящей по хребту, линия границы проходит через Теста Га дель Каваль и через высоту 2.331, которые остаются на французской территории, затем, отходя от дороги, она идет по гребню Теста дель Адрек (2.475) и, через перевал Ломбарда и высоту 2.556, достигает вершины Ломбарда (2.801).

Отклоняясь к юго-востоку, линия границы далее проходит по скалистому гребню и, через проход Пеаниа, вершину Вермейль, высоту 2.720, которая остается на французской территории, Теста Комба Гросса (2.792), перевал Лупо (2.730) и высоту 2.936, достигает горы Малинверн.

Далее, идя в южном направлении через высоты 2.701, 2.612 и вершину Тавельс (2.804) и оттуда в восточном направлении, через высоту 2.823, линия границы достигает Теста дель Клаус (2.889).

Далее, отклоняясь в общем юговосточном направлении, линия границы пересекает перевал Портетте, идет через высоту 2.814, Теста делля Портетте, высоту 2.868, Теста Марджоля (2.831), Кайре ди Префоунс (2.840), перевал Префоунс (2.620), Теста ди Таблассес (2.851), перевал Брессес (2.794), Теста ди Брессес (2.820), вершину Фремаморта (2.731), перевал Фремаморта, высоты 2.625, 2.675 и 2.539, вершину Пагари (2.686), вершину Научетас (2.706), высоты 2.660 и 2.673, перевал Чприеджа (2.581) и достигает вершины Меркантур (2.775).

2. От вершины Меркантур до горы Клапье.

См. карту 1:20.000, Труа Пон 5-6 и итальянскую карту 1:20.000, Мадонна делле Финестре.

Линия границы идет от вершины Меркантур через высоту 2.705, перевал Меркантур (2.611), вершину Гилье (2.998), высоты 2.939 и 2.955, Теста делля Ровина (2.981), высоты 2.844 и 2.862, перевал Ровина, Кайре дель Аньель (2.935, 2.867, 2.784), вершину Кайре дель Аньель (2.830), вершину Малларива (2.860), вершину Кайрас (2.831), вершину Кугурда (2.881, 2.921), вершину Гаиссес (2.896), высоты 2.766, 2.824, вершину Ломбарда (2.842), высоты 2.831, 2.717, 2.591, 2.600 и 2.582, Бочча Форно, вершину Финестре (2.657), перевал Финестре, высоты 2.634, 2.686, 2.917 и достигает вершины Джелас (3.143); затем идет через высоту 3.070 и вершину Маледиа (3.061), следует вдоль тропы, ведущей к перевалу Пагари (2.819), затем, по показанной на карте административной границе коммуны, доходит до перевала горы Клапье (2.827) и огибает гору Клапье (3.045) с северной и восточной стороны, проходя по административной границе, нанесенной на карте.

3. От горы Клапье до перевала Тенда.

См. итальянскую карту 1:20.000, Мадонна делле Финестре и Колле ди Тенда.

От горы Клапье линия границы, следуя по административной границе, показанной на карте, и через высоты 2.915, 2.887, 2.562, перевал Аньель и высоту 2.679, достигает вершины Аньель (2.775).

Идя в восточном направлении и продолжая следовать по пока-

занной на карте административной границе и через высоты 2.845 и 2.843 кряжа Аньель, линия границы доходит до вершины Скандейера (2.706), пересекает перевал Саббионе (2.332), проходит через высоты 2.373, 2.226, 2.303 и 2.313, вершину Саббионе (2.610), высоту 2.636, пик Пейрафика, высоты 2.609, 2.585, 2.572 и 2.550 и достигает Рокка дель Абиссо (скала Абиссо) (2.755).

Продолжая следовать по показанной на карте административной границе до восточного склона высоты 2.360, а затем, следуя вдоль скалистых отрогов на север от Реджоне Пьян Миссон, линия границы выходит на тропу, идущую к горе Бекко Россо, и следует по ней к северу от высот 2.181, 2.116, 1.915, затем она идет вдоль шоссе на протяжении около 1 км. в северном направлении, а затем опять возвращается к указанной тропе и следует по ней до перевала Тенда, причем как тропа, так и уюмянутый отрезок шоссе остаются на французской территории.

4. От перевала Тенда до вершины Миссун.

См. итальянскую карту 1:20.000, Тенда и Чертоза ди Пецио.

От перевала Тенда новая линия границы, оставляя тропу на французской территории, идет через высоты 1.887 и 2.206, отходит от этой тропы и следует вдоль скалистого гребня, по показанной на карте административной границе, до вершины Бекко (2.300), проходя через высоту 2.262.

Идя к северу вдоль показанной на карте административной границы, линия границы проходит через перевал Перла (2.086), следует по тропе, которая идет вдоль скалистого сброса на вершине Куни до перевала Боайра, где она отходит от этой тропы и идет по кряжу в северном направлении, оставляя уюмянутую тропу на французской территории.

Проходя затем по скалистому сбросу, линия границы идет к высоте 2.275, доходит до Теста Чаудон (2.386), идет вдоль скалистых скатов, пересекает перевал Пьяна (2.219) и доходит до высоты 2.355 горы Карсене, остающейся за Францией, проходя по ее северному скалистому гребню, через пик Стральди (2.375) и высоты 2.321 и 2.305 до перевала Скаразон, затем резко поворачивает к северу до высоты 2.352, где она сходится с обозначенной

на карте административной границей, по которой она следует до пика Маргарейс (2.651) через высоты 2.510 и 2.532.

Отклоняясь затем к югу, линия границы идет по кряжу, проходит через высоту 2.585 и, спускаясь вдоль скалистого гребня, доходит до перевала Лаго деи Синьори.

Следуя затем по остающейся на французской территории тропе, проходящей по склону горы, и, проходя далее по гребню горы Пертега, линия границы доходит до ее вершины (2.402), спускаясь вдоль скалистого сброса до перевала Веккие (2.106) и следует оттуда по тропе, остающейся на французской территории, до горы Бертран, проходя через высоты 2.190, 2.162, вершину Весково (2.257) и вершину Велега (2.366).

От горы Бертран (2.481) линия границы идет по административной границе, показанной на карте, до перевала Росса, где она снова сходится с тропой, идущей по кряжу, идет вдоль нее через высоты 2.179 и 2.252 до вершины Миссун (2.356), огибая ее с востока, и продолжает следовать по той же тропе, оставляя ее на французской территории.

5. От вершины Миссун до перевала Пегайроле.

См. карту 1:20.000, Пуэнт де Люго 1-2 и 5-6.

Следуя вдоль этой тропы по кряжу, линия границы проходит мимо перевала Кравирора и восточнее высоты 2.265 к пику Фаренга. Затем она отходит от тропы, обходя с востока вершину Вентоза, выходит на тропу, идущую через перевал Танарелло, оставляя за Францией расположенные у тропы строения, и идет далее мимо горы Танарелло. Она пересекает затем перевал Базера (2.038), огибают гору Сакарелло, оставляя ее примерно в 300 метрах к западу, и, следуя сначала по скалистому гребню, а затем вверх по тропе до перевала Колларденте, достигает гребня, по которому она идет к горе Колларденте, оставляя Франции высоту 1.762. С этого места она следует вдоль тропы, которую оставляет на итальянской территории, достигает горы Колларденте, оставляя за Францией тропу, которая пересекает эту гору, и затем следует по этой тропе через Басса ди Сансон, огибая с востока и с юга высоту 1.769, до строений, находящихся примерно в 500 м. на восток от Теста делля

Нава (высота 1.934) и остающихся на французской территории.

Отходя от тропы у этих строений, линия границы проходит по гребню горы Теста делля Нава, сходится с тропой, идущей по этому гребню и остающейся на французской территории, и следует вдоль нее до строений юговосточнее вершины горы Марта (Вакке), мимо которой она проходит с востока.

Оттуда вдоль тропы, идущей по гребню и остающейся на французской территории, линия границы проходит мимо горы Чериапа, отходит от тропы и достигает горы Граи (2.014), и вновь выходит к тропе у перевала (1.875). По этой тропе она идет, огибая вершину Валетта и гору Пьетравеккиа, до скалистого гребня последней горы.

Линия границы пересекает затем дефиле Инейза, идет вдоль гребня, через высоту 1.759, до горы Тораджо (1.972), затем до вершины Логамбон и дефиле Корво, идет мимо горы Баузо и горы Лега (1.552, 1.563 и 1.556) и спускается по гребню последней горы до перевала Муратоне.

Идя вдоль гребня по тропе, остающейся на французской территории, линия границы выходит к горе Скарассан, идя далее к югу от горы Баттолино и южнее высоты 1.358 до перевала Негайроле.

6. От перевала Пегайроле до горы Мерго.

См. карту 1:20.000, Пуэнт де Люго 5-6, Сан-Ремо 1-2, Мейтона 3-4.

От перевала Пегайроле линия границы следует по административной границе, отмеченной на карте, оставляя Чистерне за Францией, поднимается на гору Симонассо, спускается до перевала и идет вдоль тропы на Маргериа Суан, оставляя эту тропу на французской территории, а шале — на итальянской территории.

Продолжая следовать вдоль этой тропы, остающейся на французской территории, линия границы идет восточнее горы Теста д'Альпе через Фонтана деи Драги к источникам у высоты 1.406. Оттуда через высоту 1.297 она проходит к востоку от Колла Сгора, минует высоты 1.088, 1.016, и 1.026, пересекает скалистый кряж горы Коломбии и идет по административной границе кантона, показанной на карте. Далее она идет по вершине горы Релье (846

и 858), на юго-западе от которой она отходит от административной границы, следует в югозападном направлении, спускаясь по кряжу Серра дель Арпетта (543, 474 и 416) до тальвега реки Ройя, и пересекает эту реку приблизительно в 200 метрах к северо-западу от моста Фангетто.

Линия границы поднимается затем по другому берегу Ройя до пункта, расположенного приблизительно в 350 метрах от упомянутого моста, и оттуда отходит от реки в югозападном направлении до высоты 566. От этого пункта она идет в западном направлении до оврага, который спускается к Оливетта, затем идет по нему до шоссеиной дороги, оставляя на итальянской территории жилые дома вдоль этой дороги, и поднимается по долине Троне приблизительно на 200 метров. Далее она направляется к высоте 410 до пересечения с горной дорогой Оливетта — Сан Джироламо. Отсюда, пройдя по этой дороге приблизительно на 100 метров в юговосточном направлении, она снова идет в общем направлении на юго-запад до высоты 403, идя приблизительно в 20 метрах к югу вдоль дороги, отмеченной на карте. От высоты 403 она идет по гребню пика Бекке до отметки 379, затем, снова направляясь на юго-запад, пересекает поток Бевера, идя по тальвегу в направлении горы Мерго, вершину которой (высота 686) она огибает приблизительно в 50 метрах к югу, оставляя ее на французской территории, и соединяется с прежней границей в точке, расположенной приблизительно в 100 метрах к югозападу от упомянутой вершины.

ПРИЛОЖЕНИЕ III.

Гарантии, относящиеся к Мон Сени и району Тенда-Брига.

(см. статью 9)

А. ГАРАНТИИ, КОТОРЫЕ ДОЛЖНЫ БЫТЬ ПРЕДОСТАВЛЕНЫ ФРАНЦИЕЙ ИТАЛИИ В СВЯЗИ С ПЕРЕХОДОМ ПЛАТО МОН СЕНИ:

1. В отношении водной энергии, поступающей из озера Мон Сени для гидроэлектрических целей:

а) Франция будет контролировать поступление воды из озера Мон Сени в подземный трубопровод, снабжающий гидростанции

в Гран Скала, Венаус и Момпантеро с таким расчетом, чтобы подавать этим электростанциям такое количество воды и при таком режиме, как это может потребоваться для Италии;

b) Франция должна ремонтировать и содержать в хорошем и вполне исправном состоянии и, по мере надобности, обновлять все необходимые для регулирования и подачи воды сооружения, как это предусмотрено в и. «а», поскольку эти сооружения находятся на французской территории;

c) Франция должна информировать Италию, поскольку и когда Италия потребует этого, о количестве запасов воды в озере Мон Сени, а также давать ей всякую другую информацию, относящуюся к этому вопросу, с тем, чтобы дать Италии возможность определять количество подлежащей подаче через указанный подземный трубопровод воды и ее режим;

d) Франция будет выполнять вышеуказанные постановления с соблюдением должной экономии и относить за счет Италии фактические расходы, понесенные при этом.

2. В отношении электроэнергии, вырабатываемой на гидроэлектростанции Гран Скала:

a) Франция должна эксплуатировать гидроэлектростанцию Гран Скала таким образом, чтобы вырабатывать (при условии контроля водоснабжения, как это предусмотрено в разделе 1 настоящего Приложения) такое количество электроэнергии и при таком режиме, которые могут потребоваться Италии, после того как будут удовлетворены местные нужды (которые не будут существенно превышать теперешние потребности) в районе Гран Скала на французской территории;

b) Франция будет эксплуатировать водонасосную станцию у электростанции Гран Скала с тем, чтобы подавать воду в озеро Мон Сени, поскольку и когда это будет нужно Италии;

c) Франция должна ремонтировать и содержать в хорошем и вполне исправном состоянии и, по мере необходимости, обновлять все сооружения, составляющие гидроэлектростанцию Гран Скала и водонасосную станцию, вместе с оборудованием и линиями передач от станции Гран Скала до франко-итальянской границы.

d) Франция должна передавать через линию передачи, идущую от Гран Скала до франко-итальянской границы, электроэнергию, необходимую Италии, как указано выше, и должна подавать эту электроэнергию Италии в том пункте, где указанная линия передачи пересекает франко-итальянскую границу и переходит на итальянскую территорию;

e) Франция должна поддерживать напряжение и частоту поставляемого в соответствии с вышеуказанными постановлениями электротока на таком уровне, как этого Италия может обоснованно потребовать;

f) Франция должна условиться с Италией об установлении телефонной связи между Гран Скала и Италией и должна поддерживать связь с Италией в целях обеспечения того, чтобы эксплуатация гидроэлектростанции Гран Скала, водонасосной станции и линии передачи осуществлялась в соответствии с вышеуказанными гарантиями;

g) Цена, устанавливаемая Францией и уплачиваемая Италией за электроэнергию, поставляемую Италии с гидроэлектростанции Гран Скала (после удовлетворения местных нужд, как указано выше), будет равна цене, установленной во Франции за такое же количество гидроэлектроэнергии на французской территории в соседних с Мон Сени районах или других таких районах, где условия являются примерно такими же.

3. Сроки гарантий:

Если не будет достигнуто иного соглашения между Францией и Италией, эти гарантии останутся в силе на вечные времена.

4. Наблюдательная Техническая Комиссия:

Создается франко-итальянская Наблюдательная Техническая Комиссия, составляемая из равного числа французских и итальянских представителей, с целью наблюдения за выполнением вышеуказанных гарантий, которые направлены на обеспечение таких же возможностей, которыми Италия пользовалась в отношении гидроэлектрических и водных ресурсов из озера Мон Сени до перехода этого района к Франции, а также для содействия выполнению этих гарантий. Равным образом в компетенцию Наблюдательной Технической Комиссии будет входить сотрудничество с соответствующей

щими техническими службами Франции для обеспечения того, чтобы безопасность нижележащих долин не была поставлена под угрозу.

В. ГАРАНТИИ, КОТОРЫЕ ДОЛЖНЫ БЫТЬ ДАНЫ ФРАНЦИЕЙ ИТАЛИИ В СВЯЗИ С ПЕРЕХОДОМ РАЙОНА ТЕНДАБРИГА К ФРАНЦИИ:

1. **Гарантин**, обеспечивающие снабжение Италии электроэнергией, вырабатываемой на двух $16\frac{2}{3}$ -периодных генераторах гидроэлектростанции в Сан Далмаццо, и энергией в 50 периодов, вырабатываемой на гидроэлектростанциях в Ле Меше, Сан Далмаццо и Конфине сверх той, которая может потребоваться Франции для снабжения районов Соспель, Ментоны и Ниццы до окончательного завершения реконструкции поврежденных электростанций в Врейле и Фонтане; при чем предполагается, что это количество энергии будет сокращаться по мере реконструкции этих электростанций, и оно не будет превышать 5.000 квт. и 3.000.000 квч. в месяц, и что если не встретится никаких особых трудностей в реконструкции этих электростанций, то работы по их восстановлению должны быть закончены не позднее конца 1947 года:

а) Франция должна эксплуатировать упомянутые станции таким образом, чтобы (в соответствии с ограничениями, которые могут налагаться в зависимости от количества имеющейся в наличии воды, и принимая во внимание, насколько это практически возможно, нужды электростанций нижнего течения реки) производить такое количество энергии и при таком режиме, какие могут потребоваться для Италии: во-первых, энергии в $16\frac{2}{3}$ периода для итальянских железных дорог в Лигурии и Южном Ньемонте, и, во-вторых, энергии в 50 периодов для общих потребностей после удовлетворения нужд Франции для снабжения районов Соспель, Ментоны и Ниццы, как указано выше, а также после удовлетворения местных нужд района Сан Далмаццо;

б) Франция должна ремонтировать и содержать в хорошем состоянии и, по мере необходимости, обновлять все сооружения, относящиеся к системе электростанций Ле Меше, Сан Далмаццо и Конфине, а также оборудование и линии передачи, связывающие

станции Ле Меше и Конфине со станцией Сан Далмаццо и, кроме того, оборудование и главные линии передачи, идущие от станции Сан Далмаццо к франко-итальянской границе;

с) Франция должна информировать Италию, поскольку и когда Италия будет этого требовать, о скорости течения воды у электростанций Ле Меше и Конфине и о количестве воды в Сан-Далмаццо, а также давать ей всякую другую информацию по этому вопросу с тем, чтобы дать возможность Италии определить свои потребности в электроэнергии, как указано выше в подпункте «а»;

д) Франция должна передавать через главные линии передачи, идущие от Сан Далмаццо к франко-итальянской границе, электроэнергию, необходимую Италии, как указано выше, и должна передавать эту электроэнергию Италии в пунктах, где указанные главные линии передачи пересекают франко-итальянскую границу и переходят на итальянскую территорию;

е) Франция должна поддерживать напряжение и частоту поставляемого в соответствии с вышеуказанными постановлениями электроток на таком уровне, как это может действительно потребоваться Италии;

ф) Франция должна условиться с Италией об установлении телефоинной связи между Сан Далмаццо и Италией и должна поддерживать связь с Италией для того, чтобы обеспечить работу упомянутых гидроэлектростанций и линий передачи в соответствии с вышеуказанными гарантиями.

2. Гарантия, касающаяся цены, установленной Францией для Италии за электроэнергию, предоставляемую в распоряжение Италии согласно пункту 1 выше, до истечения срока действия этой гарантии в соответствии с пунктом 3 ниже:

Цена, которая должна быть установлена Францией и должна уплачиваться Италией за электроэнергию, предоставляемую Италии с гидроэлектростанций Ле Меше, Сан Далмаццо и Конфине после удовлетворения потребностей Франции для снабжения районов Соспель, Ментоны и Ниццы и после удовлетворения местных нужд в районе Сан Далмаццо, как предусмотрено в пункте 1 «а», будет равна цене, установленной во Франции для такого же коли-

чества гидроэлектроэнергии на французской территории в соседних с долиной верхней Ройя районах или других районах, где условия являются примерно такими же.

3. Гарантия относительно поставки Францией электроэнергии Италии в течение разумного периода времени:

Гарантии 1 и 2 останутся в силе до 31 декабря 1961 года, если по соглашению между Францией и Италией не будет решено иначе, и срок их действия прекратится с того времени или с 31 декабря какого-либо последующего года, если одна из сторон не меньше чем за два года известит в письменной форме другую сторону о своем намерении прекратить действие этих гарантий.

4. Гарантия полного и справедливого использования Францией и Италией вод реки Ройя и ее притоков для производства гидроэлектроэнергии:

а) Франция будет использовать электростанции на реке Ройя, находящиеся на французской территории, учитывая, насколько это практически возможно, потребности станций, находящихся в низовьях этой реки. Франция будет информировать Италию заранее о количестве воды, которое возможно иметь каждый день, а также будет давать любую другую информацию, имеющую к этому отношение;

б) Франция и Италия выработают посредством двусторонних переговоров обоюднo приемлемый координированный план для использования гидроресурсов реки Ройя.

5. Для наблюдения за выполнением плана, упомянутого в пункте 4 «б», и для обеспечения осуществления гарантий, изложенных в пунктах 1-4, будет создана комиссия или другой подобный орган, в зависимости от того, как об этом договорятся.

ПРИЛОЖЕНИЕ IV.

Положения, о которых Правительства Австрии и Италии достигли соглашения 5 сентября 1946 года.

(см. статью 10)

1. Говорящим на немецком языке жителям провинции Больцано и соседних двуязычных коммун провинции Тренто будет обес-

печено полное равенство прав с жителями, говорящими на итальянском языке, в рамках специальных постановлений, предназначенных для охраны этнического характера и культурного и экономического развития говорящей на немецком языке части населения.

В соответствии с уже введенным или подлежащим введению законодательством вышеупомянутым гражданам, говорящим на немецком языке, будет предоставлено, в частности, следующее:

a) обучение в начальной и средней школе на родном языке;

b) пользование на равных основаниях немецким и итальянским языками в государственных учреждениях и официальных документах, а также в том, что касается двуязычной топографической номенклатуры;

c) право восстановления немецких фамилий, итальянизированных за последние годы;

d) равенство прав в отношении доступа к государственным должностям для того, чтобы обеспечить более правильное соотношение находящихся на государственной службе лиц, принадлежащих к этим двум этническим группам.

2. Население вышеупомянутых зон будет пользоваться местной законодательной и административной автономией. Пределы, в которых эта автономия будет осуществляться, устанавливаются также в порядке консультации с местными элементами, представляющими говорящую на немецком языке часть населения.

3. Правительство Италии в целях установления добрососедских отношений между Австрией и Италией обязуется, консультируясь с Правительством Австрии, в течение одного года со дня подписания настоящего соглашения:

a) пересмотреть в духе справедливости и терпимости вопрос об отмене гражданства, связанный с соглашениями от 21 октября 1939 года;

b) прийти к соглашению о взаимном признании действительности некоторых ученых степеней и университетских дипломов;

c) подготовить конвенцию для свободного транзита пассажиров и грузов между Северным и Восточным Тиролем как по железной дороге, так и, в пределах возможного, по шоссе и дорогам;

d) заключить специальные соглашения с целью облегчить более широкое пограничное сообщение между Австрией и Италией, а также местный обмен некоторым количеством характерных для данной области продуктов и товаров.

ПРИЛОЖЕНИЕ V.

Водоснабжение коммуны Горица и ее окрестностей.

(см. статью 13)

1. Югославия в качестве собственника будет содержать и эксплуатировать источники и установки водоснабжения, находящиеся в Фонте Фредда и Монкоропа, и будет осуществлять водоснабжение той части коммуны Горица, которая согласно условиям настоящего Договора остается в Италии. Италия будет продолжать содержать и эксплуатировать резервуар и водораспределительную систему на итальянской территории, которые пополняются из вышеупомянутых источников, и будет осуществлять водоснабжение тех районов в Югославии, которые согласно условиям настоящего Договора перейдут к этому государству и которые снабжаются с итальянской территории.

2. Поставляемая таким образом вода должна быть в таких количествах, в которых она обычно поставлялась этому району в прошлом. Если потребители в любом из этих государств будут нуждаться в дополнительном количестве воды, оба Правительства рассмотрят вопрос совместно с целью достижения соглашения о таких мероприятиях, которые могут разумно потребоваться для удовлетворения этих нужд. Если произойдет временное сокращение количества имеющейся воды в силу естественных причин, то подача воды из вышеупомянутых источников потребителям в Югославии и Италии будет соответственно сокращена пропорционально их предыдущему потреблению.

3. Плата, которая должна производиться коммуной Горица Югославии за поставляемую ей воду, а также плата, которая должна производиться потребителями на югославской территории коммуне

Горица, должны устанавливаться исключительно на основании стоимости эксплуатации и содержания системы водоснабжения, а также на основании новых капитальных расходов, которые могут потребоваться для осуществления изложенных выше постановлений.

4. Югославия и Италия в течение одного месяца со дня вступления в силу настоящего Договора заключат соглашение, определяющее их соответствующие обязательства согласно вышеуказанным положениям и устанавливающее плату, которая должна производиться согласно этим положениям. Оба Правительства создадут совместную комиссию для наблюдения за выполнением упомянутого соглашения.

5. По истечении десятилетнего периода со дня вступления в силу настоящего Договора Югославия и Италия пересмотрят вышеприведенные положения в свете условий, которые будут существовать в то время, для того, чтобы определить, должны ли быть произведены какие-либо изменения в этих положениях, и произведут такие изменения и внесут такие дополнения, которые могут быть ими согласованы. Всякие споры, которые могут возникнуть в результате этого пересмотра, должны передаваться на решение согласно процедуре, изложенной в статье 87 настоящего Договора.

ПРИЛОЖЕНИЕ VI.

Постоянный Статут Свободной Территории Триест.

(см. статью 21)

Статья 1. Район Свободной Территории Триест.

Районом Свободной Территории Триест будет территория в границах, описанных в статьях 4 и 22 настоящего Договора, в том виде, как они будут определены на местности в соответствии со статьей 5 Договора.

Статья 2. Целостность и независимость.

Целостность и независимость Свободной Территории обеспе-

чиваются Советом Безопасности Организации Объединенных Наций. Эта ответственность подразумевает, что Совет должен:

- a) обеспечить соблюдение настоящего Статута и, в частности, защиту основных прав человека;
- b) обеспечить поддержание общественного порядка и безопасности на Свободной Территории.

Статья 3. Демилитаризация и нейтральность.

1. Свободная Территория будет демилитаризована и объявлена нейтральной.

2. Никакие вооруженные силы, кроме как по распоряжению Совета Безопасности, не должны находиться на Свободной Территории.

3. Никакие военизированные формирования, маневры или деятельность в пределах Свободной Территории не будут разрешены.

4. Правительство Свободной Территории не будет заключать или обсуждать какие-либо военные соглашения или обязательства с каким-либо государством.

Статья 4. Права человека и основные свободы.

Конституция Свободной Территории должна обеспечить всем лицам, находящимся под юрисдикцией Свободной Территории, без различия этнического происхождения, пола, языка или религии, пользование основными правами человека и основными свободами, включая свободу религиозного культа, языка, слова и изданий, образования, собраний и союзов. Гражданам Свободной Территории будут обеспечены равные условия занятия государственных должностей.

Статья 5. Гражданские и политические права.

Ни одно лицо, которое приобрело гражданство Свободной Территории, не будет лишено гражданских или политических прав, кроме как по суду в наказании за нарушение уголовных законов Свободной Территории.

Статья 6. Гражданство.

1. Итальянские граждане, домицилированные к 10 июня 1940 года в пределах границ Свободной Территории, и их дети, родившиеся после этой даты, станут коренными гражданами Свободной Территории с полными гражданскими и политическими правами. По приобретении гражданства Свободной Территории они потеряют итальянское гражданство.

2. Правительство Свободной Территории обеспечит, однако, чтобы лица, упомянутые в пункте 1, старше 18 лет (или состоящие в браке лица, достигшие или не достигшие этого возраста), и обиходным языком которых является итальянский, имели право оптировать итальянское гражданство в течение шести месяцев после вступления в силу Конституции на условиях, которые будут предусмотрены этой Конституцией. Любое лицо, оптирующее таким образом, будет считаться приобретшим вновь итальянское гражданство. Оптация мужа не влечет за собой оптации со стороны жены. Оптация со стороны отца или, если отца нет в живых, со стороны матери будет, однако, автоматически включать всех не состоящих в браке детей моложе 18 лет.

3. Свободная Территория может потребовать, чтобы те, кто воспользовались правом оптации, переселились в Италию в течение года со дня совершения оптации.

4. Условия приобретения гражданства лицами, которые не имеют оснований для приобретения коренного гражданства, будут определены Учредительным Собранием Свободной Территории и включены в Конституцию. Такие условия, однако, будут исключать приобретение гражданства членами бывшей итальянской фашистской полиции (О.В.Р.А.), которые не были реабилитированы компетентными властями, в том числе союзными военными властями, которые несли ответственность за управление этим районом.

Статья 7. Официальные языки.

Официальными языками Свободной Территории будут итальянский и словенский. Конституция предусмотрит условия использования хорватского языка как третьего официального языка.

Статья 8. Флаг и герб.

Свободная Территория будет иметь свой флаг и свой герб. Ее флаг будет традиционным флагом города Триест, а ее герб — его историческим гербом.

Статья 9. Органы правления.

Для управления Свободной Территорией будут Губернатор, Правительственный Совет, Народное Собрание, избранное народом Свободной Территории, и судебное ведомство. Их соответствующие полномочия будут осуществляться в соответствии с положениями настоящего Статута и Конституции Свободной Территории.

Статья 10. Конституция.

1. Конституция Свободной Территории будет составлена в соответствии с демократическими принципами и будет принята Учредительным Собранием большинством двух третей поданных голосов. Конституция должна быть согласована с положениями настоящего Статута. Она не должна войти в силу до вступления в силу Статута.

2. Если, по мнению Губернатора, какие-либо положения Конституции, предложенной Учредительным Собранием, или какие-либо последующие изменения в ней, находятся в противоречии со Статутом, он может предотвратить введение их в силу, при условии обращения к Совету Безопасности в том случае, если Собрание не примет его взглядов и рекомендаций.

Статья 11. Назначение Губернатора.

1. Губернатор будет назначен Советом Безопасности после консультации с Правительствами Югославии и Италии. Он не должен быть гражданином Югославии или Италии или Свободной Территории. Он будет назначен на срок в пять лет и может быть назначен на новый срок. Его жалование и средства на содержание будут выплачиваться Организацией Объединенных Наций.

2. Губернатор может уполномочить избранное им лицо замещать его в случае временного отсутствия или временной неспособности выполнять свои обязанности.

3. Если Совет Безопасности считает, что Губернатор не выполнил своих обязанностей, он может временно отстранить его и, с соблюдением надлежащих гарантий в отношении расследования и заслушивания дела, уволить его с должности. В случае его временного отстранения или увольнения или в случае его смерти или неспособности, Совет Безопасности может выделить или назначить другое лицо в качестве временного Губернатора, которое будет действовать до тех пор, пока Губернатор не станет способным выполнять свои обязанности или пока не будет назначен новый Губернатор.

Статья 12. Законодательная власть.

Законодательная власть будет осуществляться Народным Собранием, состоящим из одной палаты, избранной на основе пропорционального представительства гражданами обоого пола Свободной Территории. Выборы в Народное Собрание будут проводиться на основе всеобщего, равного, прямого и тайного голосования.

Статья 13. Правительственный Совет.

1. При сохранении ответственности, возложенной на Губернатора согласно настоящему Статуту, исполнительная власть на Свободной Территории будет осуществляться Правительственным Советом, который образуется Народным Собранием и несет ответственность перед ним.

2. Губернатор имеет право присутствовать на всех заседаниях Правительственного Совета. Он может излагать свои взгляды в отношении всех вопросов, касающихся своей ответственности.

3. Директор общественной безопасности и Директор Свободного Порта будут приглашаться на заседания Совета и могут излагать свои взгляды, когда Правительственный Совет обсуждает вопросы, затрагивающие их ответственность.

Статья 14. Осуществление судебной власти.

Судебная власть на Свободной Территории будет осуществляться судами, учрежденными в соответствии с Конституцией и законами Свободной Территории.

Статья 15. Свобода и независимость судебной власти.

Конституция Свободной Территории должна гарантировать

полную свободу и независимость судебной власти и предусматривать апелляционную юрисдикцию.

Статья 16. Назначение чинов судебного ведомства.

1. Губернатор назначает чинов судебного ведомства из числа кандидатов, представляемых Правительственным Советом, или из числа других лиц, после консультации с Правительственным Советом, если Конституция не предусматривает иного порядка зановления судебных должностей, и, при условии соблюдения гарантий, которые должны быть установлены Конституцией, может увольнять чинов судебного ведомства за поведение, несовместимое с их судебными функциями.

2. Народное Собрание решением в две трети поданных голосов может просить Губернатора расследовать любое обвинение, выдвинутое против чинов судебного ведомства, которое, в случае, если оно будет доказано, даст основание для их временного отстранения от должности или увольнения.

Статья 17. Ответственность Губернатора перед Советом Безопасности.

1. Губернатор в качестве представителя Совета Безопасности несет ответственность в отношении наблюдения за соблюдением настоящего Статута, включая защиту основных прав человека, а также в отношении обеспечения того, чтобы общественный порядок и безопасность поддерживались Правительством Свободной Территории в соответствии с настоящим Статутом, Конституцией и законами Свободной Территории.

2. Губернатор должен представлять Совету Безопасности ежегодно отчеты относительно применения Статута и выполнения своих обязанностей.

Статья 18. Права Собрания.

Народное Собрание имеет право рассматривать и обсуждать любые вопросы, затрагивающие интересы Свободной Территории.

Статья 19. Издание законов.

1. Законодательная инициатива может осуществляться членами Народного Собрания и Правительственным Советом, а также

Губернатором в тех вопросах, которые, по его мнению, затрагивают ответственность Совета Безопасности, как она определена в статье 2 настоящего Статута.

2. Ни один закон не должен вступать в силу до тех пор, пока он не будет опубликован. Опубликование законов будет производиться в соответствии с постановлениями Конституции Свободной Территории.

3. До опубликования закон, принятый Собранием, должен быть представлен Губернатору.

4. Если Губернатор считает, что такой закон противоречит настоящему Статуту, он может, в течение 10 дней после представления ему этого закона, вернуть его Собранию со своими замечаниями и рекомендациями. Если Губернатор не вернет этого закона в течение 10 дней или если он уведомит Собрание в течение того же периода о том, что закон не вызывает замечаний или рекомендаций с его стороны, то закон будет опубликован немедленно.

5. Если Собрание заявит о своем отказе взять назад закон, возвращенный Собранию Губернатором, или изменить его соответственно замечаниям или рекомендациям Губернатора, то последний должен, — за исключением случая, когда он согласится снять свои замечания или рекомендации, и в этом случае закон должен быть опубликован немедленно, — без промедления доложить по этому вопросу Совету Безопасности. Губернатор равным образом передаст Совету Безопасности без промедления любое сообщение, которое Собрание может пожелать передать Совету по этому вопросу.

6. Закон, который согласно положениям предыдущего пункта составляет предмет доклада Совету Безопасности, будет опубликован лишь по указанию Совета Безопасности.

Статья 20. Права Губернатора в отношении административных мер.

1. Губернатор может потребовать от Правительственного Совета приостановления административных мер, которые, по его мнению, находятся в противоречии с его ответственностью, как она

определена в настоящем Статуте (соблюдение Статута, поддержание общественного порядка и безопасности, уважение прав человека). Если Правительственный Совет будет возражать, то Губернатор может приостановить эти административные меры, и Губернатор или Правительственный Совет могут передать весь вопрос на решение Совета Безопасности.

2. В вопросах, затрагивающих его ответственность, как она определена в Статуте, Губернатор может предложить Правительственному Совету принять любые административные меры. Если Правительственный Совет не примет таких предложений, Губернатор может, без ущерба для положений статьи 22 настоящего Статута, передать вопрос на решение Совета Безопасности.

Статья 21. Бюджет.

1. Правительственный Совет несет ответственность за составление бюджета Свободной Территории, включая доходы и расходы, и за его представление Народному Собранию.

2. Если Собрание не примет бюджета в течение надлежащего срока, то статьи бюджета предыдущего периода будут применяться в новом бюджетном периоде до тех пор, пока не будет принят новый бюджет.

Статья 22. Особые полномочия Губернатора.

1. Для того, чтобы иметь возможность нести ответственность перед Советом Безопасности согласно настоящему Статуту, Губернатор может, — в случаях, не терпящих, по его мнению, отлагательства, угрожающих независимости или целостности Свободной Территории, общественному порядку или уважению нрав человека, — непосредственно приказать и потребовать осуществления надлежащих мероприятий при условии, что он немедленно сообщит об этом Совету Безопасности. При этих обстоятельствах Губернатор может взять на себя, если он это считает необходимым, руководство службами безопасности.

2. Народное Собрание может ходатайствовать перед Советом Безопасности в связи с любым осуществлением Губернатором своих полномочий согласно пункту 1 настоящей статьи.

Статья 23. Право помилования и смягчения приговора.

Право помилования и смягчения приговора принадлежит Губернатору и осуществляется им в соответствии с положениями, которые будут предусмотрены в Конституции.

Статья 24. Внешние отношения.

1. Губернатор должен обеспечить, чтобы внешние отношения Свободной Территории велись в соответствии со Статутом, Конституцией и законами Свободной Территории. С этой целью Губернатор будет иметь право предотвращать вступление в силу договоров или соглашений, касающихся внешних отношений и, по его мнению, противоречащих Статуту, Конституции и законам Свободной Территории.

2. Договоры и соглашения, так же как и экзекатуры и консульские патенты, должны подписываться совместно Губернатором и представителем Правительственного Совета.

3. Свободная Территория может являться или стать стороной в международных конвенциях или может стать членом международных организаций, при условии, что целью таких конвенций или организаций является урегулирование экономических, технических, культурных и социальных вопросов и вопросов здравоохранения.

4. Экономическая уния или объединения исключительного характера с каким-либо государством несовместимы со статусом Свободной Территории.

5. Свободная Территория признает полную силу Мирного Договора с Италией и должна проводить в жизнь те постановления этого Договора, которые к ней применимы. Свободная Территория также признает полную силу других соглашений или урегулирований, которые были или будут достигнуты Союзными и Соединенными Державами для восстановления мира.

Статья 25. Независимость Губернатора и его штата.

При исполнении своих обязанностей Губернатор и его штат не должны запрашивать или получать указаний от какого бы то ни было правительства или власти, кроме Совета Безопасности. Они

должны воздерживаться от всяких действий, которые могли бы отразиться на их положении как международных чиновников, ответственных лишь перед Советом Безопасности.

Статья 26. Назначение и увольнение
административных чиновников.

1. Назначение на государственные должности на Свободной Территории будет производиться исключительно на основе способностей, компетентности и моральных качеств.

2. Административные чиновники не будут увольняться с должности, кроме как в случае некомпетентности или неподобающего поведения, причем такое увольнение должно производиться при условии соблюдения надлежащих гарантий в отношении расследования и заслушивания дела, которые должны быть установлены законом.

Статья 27. Директор общественной безопасности.

1. Правительственный Совет представляет Губернатору список кандидатов на пост Директора общественной безопасности. Губернатор назначает Директора из числа кандидатов, представленных ему, или из числа других лиц, после консультации с Правительственным Советом. Он может также уволить Директора общественной безопасности после консультации с Правительственным Советом.

2. Директор общественной безопасности не должен быть гражданином Югославии или Италии.

3. Директор общественной безопасности обычно находится под непосредственным начальством Правительственного Совета, от которого он получает инструкции по вопросам, находящимся в его компетенции.

4. Губернатор должен:

а) регулярно получать доклады от Директора общественной безопасности и консультироваться с ним по любым вопросам, входящим в компетенцию Директора;

b) получать информацию от Правительственного Совета относительно его инструкций, даваемых Директору общественной безопасности, и может высказывать свое мнение по поводу этих инструкций.

Статья 28. Полицейские силы.

1. В целях сохранения общественного порядка и безопасности в соответствии со Статутом, Конституцией и законами Свободной Территории Правительство Свободной Территории будет иметь право содержать полицию и службу безопасности.

2. Служащие полиции и службы безопасности набираются Директором общественной безопасности и могут им увольняться.

Статья 29. Местное управление.

Конституция Свободной Территории должна предусматривать учреждение на основе пропорционального представительства органов местного управления, построенного на демократических принципах, включая всеобщее, равное, прямое и тайное голосование.

Статья 30. Денежная система.

Свободная Территория будет иметь свою собственную денежную систему.

Статья 31. Железные дороги.

Свободная Территория, без ущерба для своих прав собственности в отношении железных дорог в пределах своих границ и контроля над администрацией железных дорог, может заключить с Югославией и Италией соглашения с целью обеспечения эффективной и экономичной эксплуатации своих железных дорог. Такие соглашения будут предусматривать, на ком лежит ответственность за эксплуатацию железных дорог, идущих в направлении Югославии или Италии соответственно, а также эксплуатацию железнодорожного узла Триест и той части линии, которая является общей для всех. В последнем случае такая эксплуатация будет осуществляться особой комиссией, состоящей из представителей Свободной Территории, Югославии и Италии под председательством представителя Свободной Территории.

Статья 32. Коммерческая авиация.

1. Коммерческим самолетам, зарегистрированным на территории любой из Объединенных Наций, которая предоставляет на своей территории те же самые права коммерческим самолетам, зарегистрированным на Свободной Территории, будут предоставлены права международной коммерческой авиации, включая право посадки для заправки горючим и ремонта, беспосадочного полета над Свободной Территорией и пользования для коммерческих целей теми аэропортами, которые могут быть указаны компетентными властями Свободной Территории.

2. Эти права не будут подвергаться никаким другим ограничениям, кроме как тем, которые установлены, на основе неприменения дискриминации, законами и правилами, действующими на Свободной Территории и в заинтересованных странах, или вытекающими из особого характера Свободной Территории как территории нейтральной и демилитаризованной.

Статья 33. Регистрация судов.

1. Свободная Территория имеет право завести реестры для регистрации судов, принадлежащих Правительству Свободной Территории или лицам или организациям, домицилированным в пределах Свободной Территории.

2. Свободная Территория будет открывать специальные судовые реестры для чехословацких и швейцарских судов, по просьбе соответствующих Правительств, а также для венгерских и австрийских судов, по просьбе соответствующих Правительств, после заключения Мирного Договора с Венгрией и договора о восстановлении независимости Австрии, соответственно. Суда, внесенные в эти реестры, будут плавать под флагом соответствующего государства.

3. Осуществляя вышеприведенные положения и при условии соблюдения любой международной конвенции, которая может быть заключена по этим вопросам с участием Правительства Свободной Территории, последнее будет иметь право устанавливать такие условия регистрации, сохранения записей в реестре или исключения их из него, которые предотвратят всякое злоупотребление предоставлен-

ными таким образом льготами. В частности, в том, что касается судов, зарегистрированных в соответствии с пунктом 1 выше, право регистрации будет распространяться только на те суда, которые контролируются со Свободной Территории и регулярно обслуживают нужды или интересы Свободной Территории. В том, что касается судов, зарегистрированных в соответствии с пунктом 2 выше, право регистрации будет распространяться только на те суда, которые базируются на порт Триест и регулярно и постоянно обслуживают нужды своих соответствующих стран через порт Триест.

Статья 34. Свободный Порт.

На Свободной Территории будет создан Свободный Порт, управляемый на основе постановлений международного Положения, составленного Советом Министров Иностранных Дел, утвержденного Советом Безопасности и приложенного к настоящему Договору (Приложение VIII). Правительство Свободной Территории издаст все необходимые законы и примет все необходимые меры для осуществления постановлений такого Положения.

Статья 35. Свобода транзита.

В соответствии с обычными международными соглашениями Свободная Территория и государства, через территорию которых производится транзит, обеспечат свободу транзита товарам, перевозимым по железной дороге между Свободным Портом и государствами, которые он обслуживает, без всякой дискриминации и взимания таможенных или фискальных пошлин, кроме оплаты оказанных услуг.

Статья 36. Толкование Статута.

За исключением тех случаев, когда иной порядок специально предусмотрен какой-либо из статей настоящего Статута, всякий спор относительно толкования или выполнения Статута, оставшийся неразрешенным путем прямых переговоров, должен, если спорящие стороны не придут к взаимному соглашению относительно иного способа урегулирования спора, быть передан, по требованию любой из спорящих сторон, в Комиссию в составе одного представителя от каждой стороны и третьего члена, избранного по взаимному

соглашению двух сторон из граждан третьих стран. Если две стороны в месячный срок не смогут прийти к соглашению относительно назначения третьего члена, то любая из них может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой проинформировать это назначение. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением этой Комиссии и должно быть принято сторонами как окончательное и обязательное.

Статья 37. Изменение Статута.

Настоящий Статут является Постоянным Статутом Свободной Территории при условии, что те или иные изменения могут быть впоследствии внесены Советом Безопасности. ходатайства об изменении Статута могут быть представлены Совету Безопасности Народным Собранием в результате решения, принятого большинством в две трети поданных голосов.

Статья 38. Вступление Статута в силу.

Настоящий Статут вступит в силу в день, который будет установлен Советом Безопасности Объединенных Наций.

ПРИЛОЖЕНИЕ VII.

Положение о временном режиме Свободной Территории Триест.

(см. статью 21)

Впредь до вступления в силу Постоянного Статута для управления Свободной Территорией Триест будут применяться следующие положения:

Статья 1.

Губернатор приступит к исполнению своих обязанностей на Свободной Территории сразу, как это будет возможно, после вступления в силу настоящего Мирного Договора. До вступления Губернатора в исполнение его обязанностей Свободная Территория будет продолжать управляться Союзными командованиями, действующими каждое в своей соответствующей зоне.

Статья 2.

Вступив в исполнение своих обязанностей на Свободной Территории Триест, Губернатор будет уполномочен избрать среди

лиц, постоянно проживающих на Свободной Территории, после консультации с Югославским и Итальянским Правительствами, Временный Правительственный Совет. Губернатор будет иметь право производить изменения в составе Временного Правительственного Совета, когда он сочтет это необходимым. Губернатор и Временный Правительственный Совет будут осуществлять свои функции согласно порядку, предусмотренному положениями Постоянного Статута, поскольку и когда эти положения окажутся применимыми и поскольку они не заменены настоящим Положением.

Равным образом, все другие постановления Постоянного Статута будут применяться в течение периода временного режима, поскольку и когда эти постановления окажутся применимыми и поскольку они не заменены настоящим Положением.

В своих действиях Губернатор будет руководствоваться, главным образом, нуждами населения и его благосостоянием.

Статья 3.

Местопребыванием Правительства является Триест. Губернатор направляет свои доклады непосредственно председателю Совета Безопасности и будет этим путем снабжать Совет Безопасности всей необходимой информацией относительно управления Свободной Территорией.

Статья 4.

Первой обязанностью Губернатора является обеспечение поддержания общественного порядка и безопасности. Он назначает на временной основе Директора общественной безопасности, который реорганизует полицию и службу безопасности и управляет ими.

Статья 5.

a) С даты вступления в силу настоящего Договора количество войск, находящихся на Свободной Территории, не должно превышать 5.000 человек Соединенного Королевства, 5.000 человек Соединенных Штатов Америки и 5.000 человек Югославии;

b) Эти войска будут переданы в распоряжение Губернатора на период в 90 дней, начиная со вступления его в исполнение своих обязанностей на Свободной Территории. По окончании этого

периода эти войска не будут более находиться в распоряжении Губернатора и будут выведены с Территории в дополнительный срок 45 дней, если Губернатор не известит Совет Безопасности, что он считает необходимым в интересах Территории сохранить эти войска полностью или частично. В случае этой последней возможности войска, требуемые Губернатором, будут оставаться в течение периода не более 45 дней, после того как Губернатор известит Совет Безопасности, что внутренний порядок на Территории может быть обеспечен силами службы общественной безопасности без помощи иностранных войск.

с) Операции по выводу войск, предусмотренные в пункте «b», должны проводиться таким образом, чтобы по возможности сохранялась пропорция, предусмотренная в пункте «a», между войсками трех заинтересованных Держав.

Статья 6.

Губернатор имеет право в любое время обращаться за поддержкой к командующим упомянутыми войсками, и такая поддержка должна быстро оказываться. Губернатор при всякой возможности консультируется с соответствующим командующим перед отдачей своих указаний, однако, он не вмешивается в военную сторону использования войск, исполняющих его указания. Каждый командующий имеет право докладывать своему Правительству указания, полученные от Губернатора, информируя Губернатора о содержании таких докладов. Соответствующее Правительство имеет право отказаться от участия своими войсками в данной операции и в соответствии с этим информирует Совет Безопасности.

Статья 7.

Необходимые соглашения о размещении, управлении и снабжении военных контингентов Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Югославии будут заключены между Губернатором и командующими этими контингентами.

Статья 8.

Губернатор, консультируясь с Временным Правительственным Советом, будет уполномочен организовать выборы членов Учреди-

тельного Собрания в соответствии с положениями Статута, установленными для выборов Народного Собрания.

Выборы должны иметь место не позже чем через четыре месяца после вступления Губернатора в его обязанности. В случае технической невозможности проведения выборов в установленный срок Губернатор доложит Совету Безопасности.

Статья 9.

Губернатор при консультации с Временным Правительственным Советом подготовит временный бюджет и временную программу экспорта и импорта. Он должен убедиться в том, что Временным Правительственным Советом приняты надлежащие меры для управления финансами на Свободной Территории.

Статья 10.

Существующие законы и постановления останутся в силе, если и пока действие их не будет отменено или приостановлено Губернатором.

Губернатор будет иметь право, по согласованию с большинством Временного Правительственного Совета, вносить изменения в действующие законы и постановления и издавать новые. Такие измененные и новые законы и постановления, равно как и декреты Губернатора об отмене или приостановлении законов или постановлений, будут иметь силу, если и пока они не будут изменены, отменены или заменены актами Народного Собрания или Правительственного Совета в их соответствующих областях после вступления в силу Конституции.

Статья 11.

Впредь до установления отдельного валютного режима для Свободной Территории итальянская лира будет продолжать оставаться законным платежным средством на Свободной Территории. Правительство Италии будет удовлетворять нужды Свободной Территории в иностранных деvisaх и в валюте на условиях, не менее благоприятных, чем те, которые применяются в Италии.

Италия и Свободная Территория заключат соглашение с целью осуществления вышеприведенных положений, а также с той целью,

чтобы предусмотреть всякие расчеты между обоими Правительствами, которые окажутся необходимыми.

ПРИЛОЖЕНИЕ VIII.

Положение о Свободном Порте Триест.

Статья 1.

1. Для обеспечения того, чтобы порт и транзитные льготы Триеста могли быть доступны для пользования на равных условиях для всей международной торговли и для Югославии, Италии и государств Центральной Европы, как это принято в других свободных портах мира:

- a) в пределах Свободной Территории Триест будет порт в границах, указанных или установленных в соответствии со статьей 3 настоящего Положения, где не будет таможенного обложения;
- b) грузы, проходящие через Свободный Порт Триест, будут пользоваться свободой транзита, как это указано в статье 16 настоящего Положения.

2. Международный режим Свободного Порта будет регулироваться постановлениями настоящего Положения.

Статья 2.

1. Свободный Порт будет учрежден и будет управляться в качестве государственной организации Свободной Территории Триест, наделенной правами юридического лица и функционирующей в соответствии с постановлениями настоящего Положения.

2. Вся итальянская государственная и приравненная к ней собственность в пределах Свободного Порта, которая согласно положениям настоящего Мирного Договора должна перейти к Свободной Территории, будет передана бесплатно Свободному Порту.

Статья 3.

1. Район Свободного Порта будет включать территорию и сооружения свободных зон Порта Триест в пределах границ 1939 года.

2. Образование особых зон в пределах Свободного Порта под исключительной юрисдикцией какого бы то ни было государства несовместимо со статусом Свободной Территории и Свободного Порта.

3. Однако, с целью удовлетворения особых нужд судоходства Югославии и Италии в Адриатическом море Директор Свободного Порта, по просьбе Правительства Югославии или Италии и при паличии положительного совета со стороны Международной Комиссии, предусмотренной в статье 21, может предоставить торговым судам, плавающим под флагом любого из этих двух государств, исключительное право пользования причалами в некоторых частях района Свободного Порта.

4. В случае возникновения необходимости в расширении территории Свободного Порта такое расширение по представлению Директора Свободного Порта может быть произведено решением Правительственного Совета с согласия Народного Собрания.

Статья 4.

Поскольку иное не предусмотрено настоящим Положением, законы и правила, действующие на Свободной Территории, подлежат применению к лицам и имуществу в пределах границ Свободного Порта, а власти, ответственные за их применение на Свободной Территории, будут осуществлять свои функции в пределах границ Свободного Порта.

Статья 5.

1. Торговые суда и грузы всех стран будут беспрепятственно допускаться в Свободный Порт для производства погрузки и выгрузки товаров, как транзитных, так и предназначенных для Свободной Территории Триест или вывозимых с этой Территории.

2. Власти Свободной Территории не будут взимать с этих товаров таможенных пошлин или других налогов, кроме оплаты оказанных услуг, в связи с их ввозом, вывозом или провозом транзитом через Свободный Порт.

3. Однако, в отношении товаров, ввозимых через Свободный Порт для потребления в пределах Свободной Территории или вы-

возимых из пределов этой Территории через Свободный Порт, будут применяться соответствующие законоположения и правила, действующие на Свободной Территории.

Статья 6.

В Свободном Порту Триест в соответствии с общими правилами, установленными Директором Свободного Порта, будет разрешаться хранение товаров на складах, осмотр, сортировка, упаковка и переупаковка и другие операции подобного рода, которые обычно допускались в свободных зонах порта Триест.

Статья 7.

1. Директором Свободного Порта может быть также разрешена переработка товаров в Свободном Порту.

2. Производственная деятельность в Свободном Порту будет разрешена тем предприятиям, которые находились в свободных зонах порта Триест до вступления в силу настоящего Положения. По представлению Директора Свободного Порта Правительственный Совет может разрешить создание новых производственных предприятий в пределах границ Свободного Порта.

Статья 8.

Инспектирование властями Свободной Территории будет допускаться в Свободном Порту в пределах, необходимых для осуществления таможенных и других правил Свободной Территории по борьбе с контрабандой.

Статья 9.

1. Властям Свободной Территории предоставляется право устанавливать и взимать корабельные сборы в Свободном Порту.

2. Директор Свободного Порта установит размер всех обложений за пользование средствами и услугами Свободного Порта. Такие обложения будут разумными и соответствующими стоимости эксплуатации, управления, содержания в порядке и развития Свободного Порта.

Статья 10.

При установлении и взимании в Свободном Порту корабельных сборов и других обложений, указанных в статье 9, а также при

оказании услуг и при предоставлении средств Свободного Порта не будет допускаться дискриминация в зависимости от флага судна, принадлежности товаров или по каким-либо другим основаниям.

Статья 11.

Допуск всех лиц в Свободный Порт, а равно и выход из Порта, будут регулироваться теми правилами, которые могут быть установлены властями Свободной Территории. Однако, эти правила будут установлены таким образом, чтобы не создавать ненужных затруднений в допуске в Свободный Порт и выходе из Порта для граждан любого государства, которые имеют какое-либо законное занятие в Свободном Порту.

Статья 12.

Действующие в Свободном Порту правила и обязательные постановления, а равно тарифы взимаемых в Порту сборов, должны быть опубликованы.

Статья 13.

Каботажное судоходство и прибрежная торговля в пределах Свободной Территории будут осуществляться в соответствии с правилами, издаваемыми властями Свободной Территории, причем постановления настоящего Положения не будут рассматриваться как устанавливающие для этих властей какие-либо ограничения в этом отношении.

Статья 14.

В пределах Свободного Порта в отношении судов и грузов мероприятия по здравоохранению, а также мероприятия по борьбе с болезнями растений и животных, будут осуществляться властями Свободной Территории.

Статья 15.

Обеспечение Свободного Порта водоснабжением, газом, электроэнергией, средствами связи, канализацией и другими коммунальными услугами, а равно принятие мер полицейской и противопожарной охраны, будут лежать на обязанности властей Свободной Территории.

Статья 16.

1. В соответствии с обычными международными соглашениями Свободная Территория и государства, через территорию которых производится транзит, обеспечат свободу транзита товарам, перевозимым по железной дороге между Свободным Портом и государствами, которые он обслуживает, без всякой дискриминации и взимания таможенных или фискальных пошлин, кроме оплаты оказанных услуг.

2. Свободная Территория и государства, принявшие на себя обязательства, содержащиеся в настоящем Положении, через территорию которых осуществляются такие транзитные перевозки в любом направлении, сделают все, что в их силах, для того, чтобы оказать по возможности лучшее содействие во всех отношениях в целях быстрого и эффективного осуществления таких перевозок по разумной стоимости, и не будут принимать по отношению к перевозкам товаров в Свободный Порт и из него каких-либо дискриминационных мер в отношении тарифов, услуг, таможенных, санитарных, полицейских и любых других правил.

3. Государства, принявшие на себя обязательства, содержащиеся в настоящем Положении, не будут принимать никаких мер в отношении правил или тарифов, которые искусственным образом отвлекали бы перевозки от Свободного Порта Триест в пользу других морских портов. Меры, предпринимаемые Правительством Югославии для того, чтобы обеспечить перевозки через порты в южной Югославии, не должны рассматриваться как меры, предназначенные для искусственного отвлечения перевозок.

Статья 17.

Свободная Территория и государства, принимающие на себя обязательства, содержащиеся в настоящем Положении, предоставят, в соответствии с обычными международными соглашениями, в пределах своих соответствующих территорий, без какой-либо дискриминации, свободу почтовой, телеграфной и телефонной связи между территорией Свободного Порта и любой страной для передачи

сообщений, отправным пунктом которых или местом их назначения является территория Свободного Порта.

Статья 18.

1. Управление Свободным Портом будет осуществляться Директором Свободного Порта, который будет представлять Порт как юридическое лицо. Правительственный Совет представляет Губернатору список квалифицированных кандидатов на пост Директора Свободного Порта. Губернатор назначает Директора из числа кандидатов, представленных ему, после консультации с Правительственным Советом. В случае разногласия вопрос будет передан Совету Безопасности. Губернатор может также уволить Директора по рекомендации Международной Комиссии, предусмотренной в статье 21, или Правительственного Совета.

2. Директор не должен быть гражданином Югославии или Италии.

3. Назначение всех остальных служащих Свободного Порта будет производиться Директором. При всех назначениях служащих Свободного Порта предпочтение должно быть оказано гражданам Свободной Территории.

Статья 19.

Директор Свободного Порта, с соблюдением постановлений настоящего Положения, будет осуществлять все разумные и необходимые мероприятия по управлению, эксплуатации, содержанию в порядке и развитию Свободного Порта в качестве эффективно действующего порта, достаточного для быстрого обслуживания всего грузооборота этого порта. В частности, Директор будет нести ответственность за производство всякого рода портовых работ в Свободном Порту, распоряжаться эксплуатацией портовых сооружений и другого портового оборудования, устанавливать в соответствии с законодательством Свободной Территории условия труда в Свободном Порту, а также будет наблюдать за выполнением в Свободном Порту постановлений и распоряжений властей Свободной Территории в отношении навигации.

Статья 20.

1. Директор Свободного Порта будет издавать такие правила и обязательные постановления, какие он сочтет необходимыми при осуществлении своих функций, указанных в предыдущей статье.

2. Автономный бюджет Свободного Порта будет подготавливаться Директором Свободного Порта и будет утверждаться и осуществляться согласно законодательству, которое в этом отношении будет установлено Народным Собранием Свободной Территории.

3. Директор Свободного Порта будет представлять ежегодный доклад о деятельности Свободного Порта Губернатору и Правительственному Совету Свободной Территории. Копия доклада будет представляться Международной Комиссии, предусмотренной в статье 21.

Статья 21.

1. Будет учреждена Международная Комиссия по Свободному Порту, в дальнейшем именуемая «Международная Комиссия», в состав которой войдут представитель Свободной Территории и по одному представителю от каждого из следующих государств: Союза Советских Социалистических Республик, Соединенных Штатов Америки, Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии, Франции, Федеративной Народной Республики Югославии, Италии, Польши, Чехословакии, Швейцарии, Австрии и Венгрии, при условии, что данное государство примет на себя обязательства, содержащиеся в настоящем Положении.

2. Представитель Свободной Территории будет постоянным председателем Международной Комиссии. В случае равного деления голосов при голосовании, голос председателя будет решающим.

Статья 22.

Международная Комиссия будет находиться в Свободном Порту. Ее учреждение и деятельность будут свободны от местной юрисдикции. Члены и должностные лица Международной Комиссии будут пользоваться на Свободной Территории такими привилегиями и иммунитетом, которые необходимы для независимого осуществления их функций. Международная Комиссия сама будет решать вопрос о своем секретарнате, процедуре и бюджете. Общие

расходы Международной Комиссии будут справедливым образом оплачиваться государствами-членами, как это будет согласовано между ними через посредство этой Комиссии.

Статья 23.

Международная Комиссия будет иметь право расследовать и рассматривать все вопросы, касающиеся эксплуатации, использования и управления Свободного Порта или технических вопросов транзита между Свободным Портом и государствами, которые он обслуживает, включая вопросы унификации операций по обработке грузов. Международная Комиссия будет действовать как по своей собственной инициативе, так и тогда, когда такие вопросы будут доведены до ее сведения каким-либо государством или Свободной Территорией или Директором Свободного Порта. Международная Комиссия будет сообщать свое мнение или рекомендации по таким вопросам заинтересованному государству или государствам или Свободной Территории или Директору Свободного Порта. Такие рекомендации будут рассмотрены, и будут приняты необходимые меры. Если Свободная Территория или заинтересованное государство или государства сочтут, однако, такие меры несовместимыми с постановлениями настоящего Положения, то этот вопрос может, по просьбе Свободной Территории или любого заинтересованного государства, решаться, как это предусмотрено в статье 24.

Статья 24.

Всякий спор относительно толкования или выполнения настоящего Положения, оставшийся неразрешенным путем прямых переговоров, должен, если спорящие стороны не придут к взаимному соглашению относительно иного способа урегулирования спора, быть передан, по требованию любой из спорящих сторон, в Комиссию в составе одного представителя от каждой стороны и третьего члена, избранного по взаимному соглашению двух сторон из граждан третьих стран. Если две стороны в месячный срок не смогут прийти к соглашению относительно назначения третьего члена, то любая из них может обратиться к Генеральному Секретарю Объединенных Наций с просьбой произвести это назначение. Решение большинства членов Комиссии будет являться решением этой Комиссии и должно быть принято сторонами как окончательное и обязательное.

Статья 25.

Предложения, вносящие исправки в настоящее Положение, могут быть представлены Совету Безопасности Правительственным Советом Свободной Территории или тремя или более государствами, представленными в Международной Комиссии. Поправка, одобренная Советом Безопасности, вступит в силу в срок, определенный Советом Безопасности.

Статья 26.

Для целей настоящего Положения государство будет считаться принявшим на себя обязательства настоящего Положения, если оно является стороной в Мирном Договоре с Италией или если оно нотифицировало Правительству Французской Республики о принятии на себя таких обязательств.

ПРИЛОЖЕНИЕ IX.

Технические постановления, относящиеся к Свободной Территории Триест. (см. статью 21)

А. Водоснабжение северозападной Истрии.

Югославия будет продолжать снабжение водой района северозападной Истрии, расположенного в пределах Свободной Территории Триест, из источника Сан Джованни де Пингуенте через систему водоснабжения Квието и из источника Санта Мария дель Ризано через систему Ризано. Подаваемое таким образом количество воды не должно значительно превышать того количества, которое обычно подавалось этому району; водный режим при этом будет соответствовать тем требованиям, какие могут быть предъявлены со стороны Свободной Территории, но лишь в пределах, допускаемых естественными условиями. Югославия обеспечит функционирование водопроводов, резервуаров, водокачек, системы фильтров и других подобных сооружений в пределах югославской территории, поскольку это может потребоваться для выполнения настоящего постановления. В отношении вышеупомянутых обязательств Югославия будет допущена временные отступления для производства необходимого ремонта, связанного с теми повреж-

дениями, которые были нанесены сооружениям водоснабжения войной. Свободная Территория должна уплачивать за подаваемую в этих условиях воду разумную цену, представляющую пропорциональную долю, исчисляемую на основе количества воды, потребляемой в пределах Свободной Территории, от общей стоимости эксплуатации и содержания систем водоснабжения Квпето и Ризапо. Если в будущем для Свободной Территории потребуется дополнительное снабжение водой, Югославия рассмотрит этот вопрос совместно с властями Свободной Территории и предпримет по соглашению те меры, какие окажутся разумными для удовлетворения этих требований.

В. Снабжение электроэнергией.

1. Югославия и Италия сохраняют существующее снабжение электроэнергией Свободной Территории Триест, поставляя Свободной Территории такое количество электроэнергии и по такому графику, как это может ей потребоваться. Поставляемое количество электроэнергии не должно вначале значительно превышать количества, в которых она обычно поставлялась району, входящему в Свободную Территорию, но Югославия и Италия будут, по просьбе Свободной Территории, поставлять увеличивающиеся количества по мере роста потребностей Свободной Территории, при условии, что любое такое увеличение более, чем на 20% количества, обычно поставлявшегося Свободной Территории из соответствующих источников, должно явиться предметом соглашения между заинтересованными Правительствами.

2. Цена, которая будет взиматься Югославией или Италией и уплачиваться Свободной Территорией за поставляемую ей электроэнергию, не должна превышать цену, взимаемую в Югославии или Италии за поставку таких же количеств электроэнергии из тех же гидроэлектрических установок на югославской или итальянской территории.

3. Югославия, Италия и Свободная Территория будут постоянно обмениваться той информацией о водном режиме, запасах воды и выработке электроэнергии, которая относится к электростан-

циям, снабжающим бывший итальянский район Венеция Джулия, для того, чтобы каждая из трех сторон имела возможность определить свои потребности.

4. Югославия, Италия и Свободная Территория будут содержать в хорошем и исправном состоянии все электростанции, линии передачи, подстанции и другие установки, необходимые для непрерывного снабжения электроэнергией бывшего итальянского района Венеция Джулия.

5. Югославия обеспечит, чтобы ныне существующие и любые будущие силовые установки на Соча (Изонцо) эксплуатировались таким образом, чтобы запасы воды, какие Италия может время от времени просить, могли быть отведены с Соча (Изонцо) для орошения в районе от Горицы на юго-запад к Адриатике. Италия не может претендовать на право получения воды из Соча (Изонцо) в большем количестве и на более благоприятных условиях, чем это обычно имело место в прошлом.

6. Югославия, Италия и Свободная Территория путем совместных переговоров, в соответствии с вышеизложенными постановлениями, придут к взаимно приемлемому соглашению о продолжении эксплуатации электроэнергетической системы, которая обслуживает бывший итальянский район Венеция Джулия. Будет создана совместная комиссия с равным представительством трех Правительств для наблюдения за выполнением обязательств, вытекающих из пунктов 1-5 выше.

7. По истечении десятилетнего периода со дня вступления в силу настоящего Договора Югославия, Италия и Свободная Территория пересмотрят вышеприведенные положения в свете условий, которые будут существовать в то время, для того, чтобы в подлежащем случае определить, какие из вышеприведенных обязательств больше не требуются, и произведут такие изменения, исключения и внесут такие дополнения, которые могут быть ими согласованы. Всякие споры, которые могут возникнуть в результате этого пересмотра, должны передаваться на решение согласно процедуре, изложенной в статье 87 настоящего Договора.

С. Содействие местной пограничной торговле.

В течение одного месяца со дня вступления в силу настоящего Договора Югославия и Свободная Территория Триест, а также Италия и Свободная Территория Триест, начнут переговоры с целью заключения соглашений, которые будут способствовать движению через границы между Свободной Территорией и прилегающими районами Югославии и Италии продовольствия и других видов товаров, которые обычно обращались между этими районами в порядке местной торговли, при условии, что эти товары выращиваются, производятся или вырабатываются на этих территориях соответственно. Это обращение товаров в порядке местной торговли будет поощряться соответствующими мерами, включая освобождение таких товаров, в пределах согласованных количеств или стоимости, от пошлин, таможенных сборов и всякого рода налогов на экспорт или импорт.

ПРИЛОЖЕНИЕ X.

Экономические и финансовые постановления, относящиеся к Свободной Территории Триест.

1. Свободная Территория Триест должна безвозмездно получить итальянскую государственную и парастатальную (приравненную к государственной) собственность в пределах Свободной Территории.

Для целей настоящего Приложения государственной и парастатальной собственностью считается следующее: движимая и недвижимая собственность Итальянского государства, местных властей и публичных учреждений, а также компаний и ассоциаций, принадлежащих публично-правовым организациям, равно как движимая и недвижимая собственность, ранее принадлежавшая фашистской партии или ее вспомогательным организациям.

2. Все передачи итальянской государственной и парастатальной собственности, как это определено в пункте 1 выше, совершенные после 3 сентября 1943 года, будут считаться недействительными и несуществующими. Это постановление не распространяется, однако, на законные действия, относящиеся к текущей деятельности

государственных и парастатальных предприятий, поскольку они касаются продажи в нормальных пределах товаров, обычно производимых или продаваемых ими при осуществлении нормальных торговых сделок или в ходе нормальной правительственной административной деятельности.

3. Подводные кабели, принадлежащие итальянским государственным или парастатальным организациям, подпадают под действие положений пункта 1, поскольку это касается конечных устройств и участков кабелей, находящихся в пределах территориальных вод Свободной Территории.

4. Италия передаст Свободной Территории все соответствующие архивы и документы административного характера или представляющие исторический интерес, касающиеся Свободной Территории или относящиеся к собственности, переходящей согласно пункту 1 настоящего Приложения. Свободная Территория передаст Югославии все документы того же характера, относящиеся к территории, переходящей к Югославии согласно настоящему Договору, а Италии — все документы того же характера, касающиеся итальянской территории, которые могут оказаться на Свободной Территории.

Югославия заявляет о своей готовности передать Свободной Территории все архивы и документы административного характера, касающиеся и требуемые исключительно для администрации Свободной Территории, являющиеся документами такого рода, которые до 3 сентября 1943 года обычно хранились местными властями, имевшими юрисдикцию над районами, которые сейчас составляют часть Свободной Территории.

5. Свободная Территория будет освобождена от уплаты итальянского государственного долга; однако, она примет на себя обязательства Итальянского государства перед теми держателями облигаций, которые продолжают проживать на Свободной Территории или которые, являясь юридическими лицами, сохраняют там свои главные конторы или основное место своей деятельности, поскольку такие обязательства соответствуют той части этого долга, которая

была сделана до 10 июня 1940 года и которая относится к общепольным сооружениям и гражданским административным службам, приносящим пользу упомянутой территории, но не имеет прямого или косвенного отношения к военным целям.

От держателей может быть потребовано полное доказательство в отношении источника приобретения таких облигаций.

Италия и Свободная Территория заключат соглашения, которые определяют часть итальянского государственного долга, упомянутую в этом пункте, и способы осуществления этих постановлений.

6. Будущий статус внешних обязательств, обеспеченных обременениями собственности или доходов Свободной Территории, будет регулироваться дальнейшими соглашениями между заинтересованными сторонами.

7. Между Италией и Свободной Территорией будут заключены специальные соглашения для определения условий, на которых обязательства итальянских государственных или частных организаций социального страхования в отношении жителей Свободной Территории и соответствующая часть резервов, накопленных указанными организациями, будут переданы подобным организациям на Свободной Территории.

Между Свободной Территорией и Италией, а также между Свободной Территорией и Югославией, будут заключены подобные соглашения, имеющие целью регулировать обязательства государственных и частных организаций социального страхования, главные конторы которых находятся на Свободной Территории, в отношении полисодержателей или застрахованных лиц, проживающих соответственно в Италии или на территории, переходящей к Югославии в соответствии с настоящим Договором.

Между Свободной Территорией и Югославией будут также заключены подобные соглашения, имеющие целью регулировать обязательства государственных и частных организаций социального страхования, главные конторы которых находятся на территории, переходящей к Югославии в соответствии с настоящим Договором, в отношении полисодержателей или застрахованных лиц, проживающих на Свободной Территории.

8. Италия должна продолжать нести ответственность за выплату гражданских или военных пенсий, причитающихся на день вступления в силу настоящего Договора за службу в итальянских государственных, муниципальных или в других местных государственных учреждениях лицам, приобретшим гражданство Свободной Территории согласно этому Договору, включая права на пенсии, срок реализации которых еще не наступил. Между Италией и Свободной Территорией должны быть заключены соглашения, предусматривающие метод, посредством которого это обязательство будет выполнено.

9. Собственность, права и интересы итальянских граждан, постоянно проживающих на Свободной Территории после 10 июня 1940 года, и лиц, которые оптируют итальянское гражданство согласно Статуту Свободной Территории Триест, должны, если они приобретены законно, уважаться в той же мере, что и вообще собственность, права и интересы граждан Свободной Территории, в течение трехлетнего периода со дня вступления в силу настоящего Договора.

Собственность, права и интересы на Свободной Территории, принадлежащие другим итальянским гражданам, а также итальянским юридическим лицам, должны, если они приобретены законно, подлежать лишь такому законодательству, которое может время от времени вводиться в отношении вообще собственности иностранных граждан и юридических лиц.

10. Лицам, оптирующим итальянское гражданство и переезжающим в Италию, должно быть разрешено, после уплаты всяких долгов или налогов, причитающихся с них на Свободной Территории, брать с собой свою движимую собственность и переводить свои денежные средства, при условии, что такая собственность и денежные средства были приобретены законно. Никакие экспортные или импортные пошлины не должны налагаться в связи с перемещением такой собственности. Кроме того, указанным лицам должно быть разрешено продавать свою движимую и недвижимую собственность на тех же условиях, что и гражданам Свободной Территории.

Вывоз собственности в Италию будет осуществляться на условиях, не противоречащих Конституции Свободной Территории, и в порядке, согласованном между Италией и Свободной Территорией. Условия и сроки перевода денежных средств, включая выручку от продаж, должны быть установлены таким же образом.

11. Собственность, права и интересы бывших итальянских граждан, являющихся жителями Свободной Территории и согласно настоящему Договору ставших гражданами Свободной Территории, которые будут существовать в Италии ко дню вступления в силу настоящего Договора, должны уважаться Италией в той же мере, что и вообще собственность, права и интересы итальянских граждан, в течение трехлетнего периода со дня вступления в силу настоящего Договора.

Таким лицам разрешается осуществлять перевод и ликвидацию их собственности, прав и интересов на условиях, которые могут быть установлены на основании пункта 10 выше.

12. С компаниями, которые учреждены по итальянскому закону и имеют главную контору на Свободной Территории и которые пожелают перевести главную контору в Италию или Югославию, должно быть равным образом поступлено согласно положениям пункта 10 выше, при условии, что более 50% капитала компании принадлежит лицам, обычно проживающим вне пределов Свободной Территории, или лицам, которые переедут в Италию или Югославию.

13. Долги, причитающиеся с лиц в Италии или на территории, переходящей к Югославии, лицам на Свободной Территории или с лиц на Свободной Территории лицам в Италии или на территории, переходящей к Югославии, не должны затрагиваться переходом территории. Италия, Югославия и Свободная Территория обязуются способствовать выполнению таких обязательств. Применяемое в настоящем пункте выражение «лица» включает юридические лица.

14. Находящаяся на Свободной Территории собственность любой из Объединенных Наций и ее граждан, если она еще не освобождена от итальянских мероприятий по секвестру или контролю и

не возвращена ее собственнику, должна быть возвращена в состоянии, в котором она существует в настоящее время.

15. Италия вернет собственность, незаконно вывезенную после 3 сентября 1943 года со Свободной Территории в Италию. Пункты 2, 3, 4, 5 и 6 статьи 75 будут регулировать применение этого обязательства, за исключением случаев, когда в отношении собственности предусмотрено иное в настоящем Приложении.

Положения пунктов 1, 2, 5 и 6 статьи 75 будут применяться в отношении реституции Свободной Территорией собственности, вывезенной с территорий Объединенных Наций во время войны.

16. Италия должна в возможно кратчайший срок возвратить Свободной Территории любые находящиеся в итальянском владении суда, принадлежавшие на 3 сентября 1943 года проживающим на Свободной Территории физическим лицам, приобретшим гражданство Свободной Территории согласно настоящему Договору, или принадлежавшие итальянским юридическим лицам, имеющим и сохраняющим главные конторы на Свободной Территории, за исключением судов, которые были добросовестно проданы.

17. Италия и Свободная Территория, а также Югославия и Свободная Территория, заключат соглашения, предусматривающие законное и справедливое распределение собственности, принадлежащей любому существующему местному органу, район которого разделяется любым урегулированием границ в соответствии с настоящим Договором, а также предусматривающие сохранение для жителей необходимых коммунальных услуг, которые специально не охвачены другими частями настоящего Договора.

Будут заключены аналогичные соглашения о законном и справедливом распределении подвижного состава и железнодорожного оборудования, а также доковых и портовых пловучих средств и оборудования, равно как и о всяких других неразрешенных экономических вопросах, не охваченных настоящим Приложением.

18. Граждане Свободной Территории, несмотря на переход суверенитета и на то или иное изменение гражданства, последовав-

шее за этим переходом, должны продолжать пользоваться в Италии всеми правами в отношении промышленной, литературной и художественной собственности, на которую они имели право согласно законам, действовавшим в Италии к моменту перехода суверенитета.

Свободная Территория должна признать и предоставить возможность осуществить права на промышленную, литературную и художественную собственность, которые существовали согласно итальянским законам, имевшим силу на Свободной Территории к моменту указанного перехода, или которые должны быть восстановлены в соответствии с частью А Приложения XV к настоящему Договору. Эти права будут оставаться в силе на Свободной Территории в течение того же периода, в течение которого они оставались бы в силе согласно итальянским законам.

19. Всякий спор, который может возникнуть при осуществлении настоящего Приложения, должен разрешаться в том же порядке, как это предусмотрено в статье 83 настоящего Договора.

20. Пункты 1, 3 и 5 статьи 76, статья 77, пункт 3 статьи 78, статья 81, часть А Приложения XV, Приложение XVI и часть В Приложения XVII применяются к Свободной Территории Триест в том же порядке, что и к Италии.

ПРИЛОЖЕНИЕ XI.

СОВМЕСТНАЯ ДЕКЛАРАЦИЯ

**Правительств Советского Союза, Соединенного Королевства,
Соединенных Штатов Америки и Франции относительно
итальянских территориальных владений в Африке.**

(см. статью 23).

1. Правительства Союза Советских Социалистических Республик, Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии, Соединенных Штатов Америки и Франции соглашаются путем совместно принятого решения определить в течение одного года с момента вступления в силу Мирного Договора с Италией от

10 февраля 1947 года окончательную судьбу территориальных владений Италии в Африке, в отношении которых Италия отказывается от всех своих прав и правооснований в силу статьи 23 Договора.

2. Четыре Державы определяют окончательную судьбу территорий, о которых идет речь, и произведут надлежащее уточнение их границ, принимая во внимание желания и благосостояние жителей, равно как и интересы мира и безопасности, и учитывая точки зрения других заинтересованных правительств.

3. Если Четыре Державы не смогут договориться о судьбе какой-либо из этих территорий в течение одного года со дня вступления в силу Мирного Договора с Италией, вопрос будет передан Генеральной Ассамблее Объединенных Наций для того, чтобы последняя сделала рекомендацию по этому вопросу, и Четыре Державы соглашаются принять рекомендацию и предпринять надлежащие меры для ее выполнения.

4. Заместители Министров Иностранных Дел будут продолжать рассмотрение вопроса о судьбе бывших итальянских колоний с целью представить Совету Министров Иностранных Дел свои рекомендации по этому вопросу. Кроме того, они направят комиссии по обследованию в любую из бывших итальянских колоний с тем, чтобы представить Заместителям необходимые данные по этому вопросу и определить взгляды местного населения.

ПРИЛОЖЕНИЕ XII.

(см. статью 56)

Названия судов, указанные в настоящем Приложении, были в употреблении в итальянском военно-морском флоте на 1 июня 1946 года.

ЧАСТЬ А.

Список военно-морских судов, оставляемых Италии.

Большие военные корабли.

Линейные корабли Андреа Дориа
Кайо Дуилио

Крейсеры Луиджи ди Савойя дука
 дельи Абруцци
 Джузешпе Гарибальди
 Раймондо Монтекукколи
 Луиджи Кадорна

Эскадренные миноносцы . . Карабиниери
 Гранатиери
 Грекале
 Николозо да Рекко

Миноносцы . . Джузешпе Чезаре Абба	Корветы Але
Аретуза	Байонетта
Каллионе	Чимера
Джиацинто Карини	Корморано
Кассиопея	Данаиде
Клио	Дриаде
Никола Фабризи	Фениче
Эрнесто Дживаннини	Флора
Либра	Фолага
Монзамбано	Габбиано
Антонио Мосто	Гру
Орионе	Ибис
Орса	Минерва
Розалино Пило	Пелликано
Саджиттаро	Помона
Сирио	Сцимиттара
	Сфиндже
	Сибилла
	Урания

Вместе с одним корветом, который
 будет поднят или достроен или
 построен.

Малые военные корабли.

Тральщики..... RD №№ 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103,
104, 105, 113, 114, 129, 131,
132, 133, 134, 148, 149, вместе
с 16 минными тральщиками
типа „YMS“, приобретенными у
Соединенных Штатов Америки.

Сторожевые катеры..... VAS №№ 201, 204, 211, 218, 222, 224,
233, 235.

Вопомогательные военно-морские суда.

Танкеры... Неттуно	Буксиры..... Ликоза
Лете	(большие) Лилибео
	Лиоза
Водолеи.. Арно	Местре
Фриджидо	Пиомбино
Минчио	Порто Эмпедокле
Офанто	Порто Фоссоне
Ористано	Порто Пизано
Пескара	Порто Розе
По	Порто Реканати
Сесиа	Сан Пиетро
Симето	Сан Вито
Стура	Вентимилья
Тронто	
Виаччо	Букспры..... Арджеитаро
Буксиры.. Аббазиа	(малые) Астикко
(большие) Асинара	Кордеволе
Атланте	Дженерале Поцци
Капрайя	Ирене
Чиогтия	Пассеро
Эмилио	Порто Россо
Гальярдо	Порто Веккио
Горгона	Сан Бартоломео

Сан Бенедетто	N 47
Тальяменто	N 52
N 1	N 53
N 4	N 78
N 5	N 96
N 9	N 104
N 22	RLN 1
N 26	RLN 3
N 27	RLN 9
N 32	RLN 10
Учебный корабль.....	Америго Веспуччи
Транспорты.....	Амалиа Мессина Монтеграшпа Тарантола
Судно снабжения.....	Джузеппе Миралиа
Ремонтная мастерская.....	Антонио Пачинотти (после переделки из пловучей базы подводных лодок)
Гидрографические суда.....	Азио (после переделки из минного заградителя) Черсо
Судно обслуживания маяков...	Буффолуто
Кабелепрокладчик.....	Рампино

ЧАСТЬ В.

Список военно-морских судов, передаваемых в распоряжение Правительств Советского Союза, Соединенного Королевства, Соединенных Штатов Америки и Франции.

Большие военные корабли.

Линейные корабли.....	Джулио Чезаре Италия Витторио Венето
-----------------------	--

Крейсеры..... Эммануэле Филиберто дука д'Аоста
 Помпео Магно
 Атилио Реголо
 Эугенио ди Савойя
 Сципионе Африкано

Шлюп..... Эритрея

Эскадренные миноносцы.. Артильери
 Фусилиери
 Леджионарио
 Митральери
 Альфредо Ориани
 Аугусто Риботи
 Велите

Миноносцы.. Ализео	Подводные лодки.. Аладжи
Анимозо	Атропо
Ардиментозо	Дандоло
Ариете	Джиада
Фортунале	Мареа
Индомито	Ничелио
	Платино
	Вортиче

Малые военные корабли.

Торпедные катеры..... MS №№ 11, 24, 31, 35, 52, 53, 54, 55,
 61, 65, 72, 73, 74, 75.

MAS №№ 433, 434, 510, 514, 516, 519,
 520, 521, 523, 538, 540, 543,
 545, 547, 562.

ME №№ 38, 40, 41.

Тральщики..... RD №№ 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29.

Канонерская лодка..... Иллириа

Сторожевые катеры..... VAS №№ 237, 240, 241, 245, 246, 248.

Десантные баржиMZ №№ 713, 717, 722, 726, 728, 729,
737, 744, 758, 776, 778, 780,
781, 784, 800, 831.

Вспомогательные военно-морские суда.

Танкеры	Прометео	Буксиры	Меско
	Стидже	(большие)	Молара
	Тарвизио		Нерео
	Урано		Порто Конте
Водолеи	Анапо		Порто Адриано
	Атерно		Порто Квието
	Басенто		Порто Торрес
	Бисаньо		Порто Трикасе
	Далмация		Прочида
	Идрия		Промонгора
	Исарко		Рапалло
	Истрия		Сальворе
	Лири		Сан Анджело
	Метауро		Сан Антиоко
	Полчевера		Сан Ремо
	Сиругола		Таламоне
	Тимаво		Таормина
	Тирсо		Теуладо
			Тифео
			Бадо
Буксиры	Арсачена		Вигорозо
(большие)	Базилуццо	Буксиры	Дженерале
	Каио д'Истрия	(малые)	Вальфре
	Карбонара		Ликата
	Чефалу		Ноли
	Эрколе		Волоска
	Гаета		N 2
	Лампедуза		N 3
	Липари		N 23
	Лисканера		N 24
	Мареччиаро		

Буксиры	N 28	N 37
(малые)	N 35	N 80
	N 36	N 94

Пловучая база Антео

Учебный корабль Кристофоро Колумбо

Вспомогательный минный заградитель . . Фазана

Транспорты Джузенпе Мессина
 Монтекукко
 Панигалья

ПРИЛОЖЕНИЕ XIII.

ЧАСТЬ А. ВОЕННО-МОРСКИЕ ОПРЕДЕЛЕНИЯ.

(см. статью 59)

Стандартное водоизмещение.

Стандартное водоизмещение надводного корабля есть водоизмещение законченного иостройкой корабля с полным своим экипажем, с установленными машинами и котлами, готового к выходу в море, со всем вооружением и боеприпасами, оборудованием, установками, запасами продовольствия и пресной воды для экипажа, различными запасами и оборудованием всякого рода, которые корабль должен иметь во время войны, но без топлива или запасов котельной воды.

Стандартное водоизмещение выражается в тоннах. Под словом «тонна» должна пониматься тонна — 2.240 фунтов (1016 кг.).

Военный корабль.

Военный корабль любого водоизмещения есть :

1. корабль, специально построенный или приспособленный как боевая единица для ведения морской, земноводной или воздушной войны на море;

2. или корабль, который имеет одну из следующих характеристик:

a) установлено орудие калибром свыше 4,7 дюйма (120 мм.);

- b)* установлено более, чем 4 орудия калибром свыше 3 дюймов (76 мм.);
 - c)* спроектирован или оборудован для стрельбы торпедами или для постановки мин;
 - d)* спроектирован или оборудован для выпуска самодвижущихся или управляемых снарядов;
 - e)* спроектирован для защиты броневыми плитами толщиной свыше 1 дюйма (25 мм.);
 - f)* спроектирован или приспособлен специально для использования самолетов в море;
 - g)* установлено больше, чем два приспособления для выпуска самолетов;
 - h)* спроектирован для скорости хода больше, чем 20 узлов, если на нем установлено орудие калибром свыше 3 дюймов (76 мм.).
- Военный корабль, принадлежащий к подкатегории 1, не рассматривается больше как таковой после 20 лет с момента его постройки, если с него снято все вооружение.

Линейный корабль.

Линейный корабль есть военный корабль, не являющийся авианосцем, стандартное водоизмещение которого превышает 10.000 тонн или на котором установлено орудие калибром свыше 8 дюймов (203 мм.).

Авианосец.

Авианосец есть военный корабль любого водоизмещения, спроектированный или приспособленный специально для целей несения и использования самолетов в море.

Подводная лодка.

Подводная лодка является кораблем, спроектированным для действия под поверхностью моря.

Специализированные типы штурмовых судов.

1. Все типы судов, специально спроектированных или приспособленных для земноводных операций.
2. Все типы небольших судов, специально спроектированных или приспособленных для несения взрывчатых или зажигательных зарядов для атак кораблей или гаваней.

Торпедный катер.

Торпедный катер есть корабль, водоизмещение которого меньше 200 тонн, способный развивать скорость хода свыше 25 узлов и использовать торпеды.

ЧАСТЬ В. ОПРЕДЕЛЕНИЕ ВОЕННОГО, ВОЕННО-ВОЗДУШНОГО И ВОЕННО-МОРСКОГО ОБУЧЕНИЯ.

(см. статьи 60, 63, 65)

1. Термин «военное обучение» означает изучение и упражнения в области применения военных материалов и техники, специально предназначенных или приспособленных для военных целей, и учебных приспособлений, имеющих отношение к этому; изучение и выполнение всех строевых упражнений или передвижений, предназначенных для обучения маневрированию или для выполнения маневрирования, применяемого действующими частями в бою; а также организованное изучение тактики, стратегии и штабной работы.

2. Термин «военно-воздушное обучение» означает изучение и упражнения в области применения военных материалов и техники, специально предназначенных или приспособленных для военно-воздушных целей, и учебных приспособлений, имеющих отношение к этому; изучение и выполнение всех специализированных эволюций, включая полеты соединением, которые применяются авиацией при выполнении боевых заданий; а также организованное изучение военно-воздушной тактики, стратегии и штабной работы.

3. Термин «военно-морское обучение» означает изучение, руководство или практику в использовании военных кораблей, военно-морских сооружений или учреждений, а также изучение или применение всех относящихся к этому приборов и учебных приспособлений, которые используются для ведения морской войны, кроме тех, которые обычно также используются для гражданских целей; а также преподавание, практику или организованное изучение морской тактики, стратегии и штабной работы, включая выполнение всех операций и маневров, которые не требуются для мирного использования кораблей.

ЧАСТЬ С. ОПРЕДЕЛЕНИЕ И ПЕРЕЧЕНЬ ВОЕННЫХ МАТЕРИАЛОВ И ТЕХНИКИ.

(см. статью 67)

Термин «военные материалы и техника», применяемый в настоящем Договоре, должен включать все оружие, боеприпасы и средства, специально сконструированные или приспособленные для использования в войне, как это перечисляется ниже.

Союзные и Соединенные Державы сохраняют за собой право изменять периодически данный перечень путем внесения поправок или добавлений, в свете дальнейшего развития науки.

Категория I.

1. Военные винтовки, карабины, револьверы и пистолеты; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей.

2. Пулеметы, военные автоматические или самозарядные винтовки, пистолеты-пулеметы; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей; пулеметные установки.

3. Пушки, гаубицы, мортиры, специальные пушки для самолетов, беззатворные или безоткатные орудия и огнеметы; стволы и другие запасные части к этому оружию, которые не могут быть легко приспособлены для гражданских целей; лафеты и установки для вышенерчисленного оружия.

4. Установки для запуска ракет; запускные и контрольные приборы для самодвижущихся и управляемых снарядов; установки для них.

5. Начиненные или неначиненные самодвижущиеся и управляемые снаряды, ракеты, унитарные патроны и патроны, предназначенные для оружия, перечисленного в пунктах 1-4 выше, приспособления для обращения с ними или для производства взрыва, а также взрыватели и трубки, за исключением взрывателей, необходимых для гражданских нужд.

6. Начиненные или неначиненные гранаты, бомбы, торпеды,

мины, глубинные бомбы и зажигательные вещества или заряды, а также все средства для обращения с ними или для производства взрыва, за исключением взрывателей, необходимых для гражданских нужд.

7. Штыки.

Категория II.

1. Бронированные боевые машины; броненоезда, которые технически не могут быть переделаны для гражданских целей.

2. Механические и самодвижущиеся лафеты для всякого оружия, перечисленного в категории 1, специального типа военные шасси или кузова, кроме перечисленных в пункте 1 выше.

3. Броневые плиты толщиной свыше 3 дюймов, используемые для целей защиты на войне.

Категория III.

1. Прицельные и вычислительные приборы для управления огнем, включая линейки зенитного иланшета и построители; приборы для пристрелки; орудийные прицелы, прицелы для бомбометания; трубочные номероустановки; инструменты и приборы для калибрования орудий и для выверки приборов управления огнем.

2. Штурмовые мостки и штурмовые лодки.

3. Средства для ведения замаскированных военных действий, а также ослепляющие средства и средства для обмана.

4. Личное военное снаряжение специального характера, которое трудно приспособить для использования в гражданских целях.

Категория IV.

1. Военные суда любого типа, включая переделанные суда и пловучие средства, спроектированные или предназначенные для их обслуживания или поддержки, которые технически не могут быть переделаны для гражданского использования, а также вооружение, броня, боеприпасы, самолеты и всякое другое оборудование, материалы, машины и установки, которые не применяются в мирное время на судах, кроме военных судов.

2. Десантные суда и земноводные перевозочные средства или приспособления всякого рода; штурмовые лодки или приспособления всякого рода, а также катапульты и другие аппараты для выпуска самолетов, ракет, движимых боевых средств или всяких других снарядов, аппаратов или приспособлений, укомплектованных или некомплектованных людьми, управляемых или неуправляемых.

3. Подводные или полуподводные суда, пловучие средства, боевые средства, приспособления или аппараты всякого рода, включая специально сконструированные защитные боны для гавани, за исключением тех случаев, когда это может быть потребовано для целей спасения или для других гражданских целей, а также все оборудование, принадлежности, запасные части, экспериментальные или учебные средства, приборы или установки, которые могут быть специально предназначены для строительства, испытания, содержания или хранения вышеперечисленного.

Категория V.

1. Собранные и несобранные летательные аппараты тяжелее и легче воздуха, которые предназначены или приспособлены для воздушных боевых действий посредством применения пулеметов, артиллерии, установок для выбрасывания ракет, или предназначены или приспособлены для перевозки и сбрасывания бомб, или оборудованы или же по своему типу или конструкции могут быть оборудованы какими-либо из приспособлений, перечисленных в пункте 2 ниже.

2. Авиационные орудийные установки и рамы, бомбодержатели, торпедодержатели, а также механизмы для сбрасывания бомб или торпед; орудийные башни и боковые пулеметные башни.

3. Оснащение, специально предназначенное и используемое исключительно в авиадесантных войсках.

4. Катапульты или запускные аппараты для запуска самолетов с судов, суши и моря; катапульты для запуска самолетов-снарядов.

5. Заградительные аэростаты.

Категория VI.

Удушающие, смертоносные, отравляющие и выводящие из строя вещества, предназначенные для военных целей или производимые сверх того, что требуется для гражданских целей.

Категория VII.

Метательные средства, взрывчатые вещества, пиротехнические средства и жидкие газы, предназначенные для метания, взрыва, заряжания и наполнения перечисленных в настоящих категориях военных материалов или для использования в связи с последними, которые не могут быть использованы для гражданских целей или производство которых превышает то, что требуется для гражданских целей.

Категория VIII.

Фабричное и инструментальное оборудование, которое специально сконструировано для производства и содержания вышеперечисленных материалов и техники и которое технически не может быть приспособлено для гражданских целей.

ЧАСТЬ D. ОПРЕДЕЛЕНИЕ ТЕРМИНОВ «ДЕМИЛИТАРИЗАЦИЯ» И «ДЕМИЛИТАРИЗОВАННЫЙ».

(см. ст. ст. 11, 14, 49 и ст. 3 Приложения VI)

Для целей настоящего Договора термины «демилиитаризация» и «демилиитаризованный» будут означать запрещение в пределах данной территории и территориальных вод всех военно-морских, военных и военно-воздушных сооружений, укреплений и их вооружения; искусственных военных, военно-морских и военно-воздушных заграждений; базирования или пребывания, как постоянного, так и временного, каких-либо частей сухопутных, военно-морских и военно-воздушных сил; военного обучения в какой-либо форме; и производства военных материалов и техники.

Этим не запрещается персонал внутренней охраны ограниченной численности, отвечающей задачам внутреннего характера,

вооруженный таким оружием, которое может быть носимо и используется одним человеком, и необходимое для этого персонала военное обучение.

ПРИЛОЖЕНИЕ XIV.

Экономические и финансовые постановления, относящиеся к переходящим территориям.

1. Государство-преемник должно безвозмездно получить итальянскую государственную и парастатальную (приравненную к государственной) собственность в пределах территории, переходящей к нему в силу настоящего Договора, а также все соответствующие архивы и документы административного характера или представляющие исторический интерес, касающиеся данной территории или относящиеся к собственности, переходящей в соответствии с настоящим пунктом.

Для целей настоящего Приложения государственной и парастатальной собственностью считается следующее: движимая и недвижимая собственность итальянского государства, местных властей и публичных учреждений, а также компаний и ассоциаций, принадлежащих публично-правовым организациям, равно как движимая и недвижимая собственность, ранее принадлежавшая фашистской партии или ее вспомогательным организациям.

2. Все передачи итальянской государственной и парастатальной собственности, как это определено в пункте 1 выше, совершенные после 3 сентября 1943 года, будут считаться недействительными и несуществующими. Это постановление не распространяется, однако, на законные действия, относящиеся к текущей деятельности государственных и парастатальных предприятий, поскольку они касаются продажи в нормальных пределах товаров, обычно производимых или продаваемых ими при осуществлении нормальных торговых сделок или в ходе нормальной правительственной административной деятельности.

3. Итальянские подводные кабели, соединяющие пункты на переходящей территории или соединяющие какой-либо пункт на

переходящей территории с пунктом на другой территории государства-преемника, будут считаться итальянской собственностью на переходящей территории, несмотря на то, что части этих кабелей могут проходить вне территориальных вод. Итальянские подводные кабели, соединяющие какой-либо пункт на переходящей территории с пунктом, находящимся вне юрисдикции государства-преемника, будут считаться итальянской собственностью на переходящей территории, поскольку это касается конечных устройств и тех частей кабелей, которые находятся в территориальных водах переходящей территории.

4. Правительство Италии передаст государству-преемнику все предметы, имеющие художественную, историческую или археологическую ценность, принадлежащие к культурному достоянию переходящей территории и которые во время итальянского контроля над этой территорией были вывезены оттуда без оплаты и находятся в распоряжении Правительства Италии или итальянских публичных учреждений.

5. Государство-преемник должно урегулировать конвертирование в свою валюту итальянской валюты, находящейся на переходящей территории у физических лиц, продолжающих проживать на упомянутой территории, или у юридических лиц, продолжающих там вести дела. От держателей может быть потребовано полное доказательство в отношении источника приобретения фондов, подлежащих конвертированию.

6. Правительство государства-преемника будет освобождено от уплаты итальянского государственного долга; однако, оно примет на себя обязательства итальянского государства перед теми держателями облигаций, которые продолжают проживать на переходящей территории или которые, являясь юридическими лицами, сохраняют там свои главные конторы или основное место своей деятельности, поскольку такие обязательства соответствуют той части этого долга, которая была сделана до 10 июня 1940 года и которая относится к общепольным сооружениям и гражданским админи-

стративным службам, приносящим пользу упомянутой территории, но не имеет прямого или косвенного отношения к военным целям.

От держателей может быть потребовано полное доказательство в отношении источника приобретения таких облигаций.

Государство-преемник и Италия заключат соглашения, которые определяют часть итальянского государственного долга, упомянутую в этом пункте, и способы осуществления этих постановлений.

7. Между государством-преемником и Италией будут заключены специальные соглашения для определения условий, на которых обязательства итальянских государственных или частных организаций социального страхования в отношении жителей переходящей территории и соответственная часть резервов, накопленных указанными организациями, будут переданы подобным организациям государства-преемника.

Между государством-преемником и Италией будут также заключены подобные соглашения, имеющие целью регулировать обязательства государственных и частных организаций социального страхования, главные конторы которых находятся на переходящей территории, в отношении полисодержателей или застрахованных лиц, проживающих в Италии.

8. Италия должна продолжать нести ответственность за выплату гражданских или военных пенсий, причитающихся на день вступления в силу настоящего Договора за службу в итальянских государственных, муниципальных или в других местных государственных учреждениях лицам, приобретшим гражданство государства-преемника согласно этому Договору, включая права на пенсии, срок реализации которых еще не наступил. Между государством-преемником и Италией будут заключены соглашения, предусматривающие метод, посредством которого это обязательство будет выполнено.

9. Собственность, права и интересы итальянских граждан.

являющихся в день вступления в силу настоящего Договора постоянными жителями переходящих территорий, должны, если они приобретены законно, уважаться наравне с правами граждан государства-преемника.

Собственность, права и интересы на переходящих территориях, принадлежащие другим итальянским гражданам, а также итальянским юридическим лицам, должны, если они приобретены законно, подлежать лишь такому законодательству, которое может время от времени вводиться в отношении вообще собственности иностранных граждан и юридических лиц.

Такие собственность, права и интересы не должны подвергаться удержанию или ликвидации согласно положениям статьи 79 настоящего Договора, а должны быть возвращены их собственникам освобожденными от всяких мер такого рода и от любой другой меры по передаче, принудительному управлению или секвестру, принятых в период между 3 сентября 1943 г. и днем вступления в силу настоящего Договора.

10. Лицам, опирающимся на итальянское гражданство и переезжающим в Италию, должно быть разрешено, после уплаты всяких долгов или налогов, причитающихся с них на переходящей территории, брать с собой свою движимую собственность и переводить свои денежные средства, при условии, что такие собственность и денежные средства были приобретены законно. Никакие экспортные или импортные пошлины не должны палгаться в связи с перемещением такой собственности. Кроме того, им должно быть разрешено продавать свою движимую и недвижимую собственность на тех же условиях, что и гражданам государства-преемника.

Вывоз собственности в Италию должен осуществляться на условиях и в пределах, согласованных между государством-преемником и Италией. Условия и сроки перевода денежных средств, включая выручку от продаж, должны быть равным образом согласованы.

11. Собственность, права и интересы бывших итальянских граждан, являющихся жителями переходящих территорий и, согласно настоящему Договору, ставших гражданами другого государства, которые будут существовать в Италии ко дню вступления в силу настоящего Договора, должны уважаться Италией в той же мере, что и вообще собственность, права и интересы граждан Объединенных Наций.

Таким лицам разрешается осуществлять перевод и ликвидацию их собственности, прав и интересов на тех же условиях, которые могут быть установлены на основании пункта 10 выше.

12. С учрежденными по итальянским законам компаниями, которые имеют главную контору на переходящей территории и которые пожелают перевести главную контору в Италию, должно быть равным образом поступлено согласно пункту 10 выше, при условии, что более 50% капитала компании принадлежит лицам, обычно проживающим вне пределов переходящей территории, или лицам, которые, согласно настоящему Договору, оптируют итальянское гражданство и переедут в Италию, а также при условии, что компания проводит большую часть своей деятельности вне пределов переходящей территории.

13. Долги, причитающиеся с лиц в Италии лицам на переходящей территории или с лиц на переходящей территории лицам в Италии, не должны затрагиваться переходом территории. Италия и государство-преемник обязуются способствовать выполнению таких обязательств. Применяемое в настоящем пункте выражение «лица» включает юридические лица.

14. Находящаяся на переходящей территории собственность любой из Объединенных Наций и ее граждан, если она еще не освобождена от итальянских мероприятий по секвестру или контролю и не возвращена ее собственнику, должна быть возвращена в том состоянии, в котором она существует в настоящее время.

15. Правительство Италии признает, что соглашение в Бриане от 10 августа 1942 года является несуществующим. Оно обязуется участвовать с другими сторонами, подписавшими Римское соглашение от 29 марта 1923 года, в любых переговорах, имеющих

целью включение в его постановления необходимых изменений для обеспечения справедливого урегулирования предусмотренных в нем платежей.

16. Италия вернет собственность, незаконно вывезенную после 3 сентября 1943 года с переходящей территории в Италию. Пункты 2, 3, 4, 5 и 6 статьи 75 будут регулировать применение этого обязательства, за исключением случаев, когда в отношении собственности предусмотрено иное в настоящем Приложении.

17. Италия должна в возможно кратчайший срок возвратить государству-преемнику любые находящиеся в итальянском владении суда, принадлежавшие на 3 сентября 1943 года проживающим на переходящей территории физическим лицам, приобретшим гражданство государства-преемника согласно настоящему Договору, или принадлежавшие итальянским юридическим лицам, имеющим и сохраняющим главные конторы на переходящей территории, за исключением судов, которые были добросовестно проданы.

18. Италия и государства-преемники должны заключить соглашения, предусматривающие законное и справедливое распределение собственности, принадлежащей любому существующему местному органу, район которого разделяется любым урегулированием границ в соответствии с настоящим Договором, а также предусматривающие сохранение для жителей необходимых коммунальных услуг, которые специально не охвачены другими частями настоящего Договора.

Будут заключены аналогичные соглашения о законном и справедливом распределении подвижного состава и железнодорожного оборудования, а также доковых и портовых пловучих средств и оборудования, равно как и о всяких других неразрешенных экономических вопросах, не охваченных настоящим Приложением.

19. Постановления настоящего Приложения не должны распространяться на бывшие итальянские колонии. Экономические и финансовые постановления, которые будут применяться к бывшим итальянским колониям, составят часть соглашений относительно окончательного решения судьбы этих владений в соответствии со статьей 23 настоящего Договора.

ПРИЛОЖЕНИЕ XV.

Специальные постановления, относящиеся к некоторым видам собственности.

А. Промышленная, литературная и художественная собственность.

1. а) Союзным и Соединенным Державам и их гражданам должен быть предоставлен срок в один год со дня вступления в силу настоящего Договора для того, чтобы дать им возможность, без взимания с них дополнительных сборов или других штрафов любого рода, совершить все необходимые акты для приобретения или сохранения в Италии прав промышленной, литературной и художественной собственности, которые не могли быть совершены вследствие существования состояния войны.

б) Союзные и Соединенные Державы или их граждане, которые надлежащим образом сделали заявку на территории любой Союзной или Соединенной Державы о патенте или о регистрации образца не ранее, чем за 12 месяцев до возникновения войны с Италией или в течение войны, или о регистрации промышленного рисунка, или модели, или товарного знака не ранее, чем за 6 месяцев до возникновения войны с Италией или во время войны, будут иметь право в течение 12 месяцев со дня вступления в силу настоящего Договора сделать заявку о соответствующих правах в Италии вместе с правом приоритета, основанным на более ранней регистрации заявки на территории этой Союзной или Соединенной Державы.

с) Каждой из Союзных и Соединенных Держав и ее гражданам должен быть предоставлен срок в один год со дня вступления в силу настоящего Договора, в течение которого они могут возбуждать дело в Италии против тех физических или юридических лиц, в отношении которых утверждается, что они незаконно нарушили их права промышленной, литературной или художественной собственности между датой возникновения войны и датой вступления в силу настоящего Договора.

2. Период с момента возникновения войны до истечения 18 месяцев после вступления в силу настоящего Договора должен быть

исключен при исчислении срока, в течение которого патент должен был быть осуществлен или рисунок или товарный знак—использован.

3. Период с момента возникновения войны до дня вступления в силу настоящего Договора должен быть исключен из нормального срока прав промышленной, литературной и художественной собственности, которые имели силу в Италии к моменту возникновения войны, или которые признаны или установлены на основании части А настоящего Приложения и которые принадлежат любой из Союзных и Соединенных Держав или ее гражданам. Поэтому нормальная продолжительность таких прав должна считаться автоматически продленной в Италии на дальнейший срок, соответствующий исключенному таким образом периоду.

4. Предшествующие положения, касающиеся прав в Италии Союзных и Соединенных Держав и их граждан, должны равным образом применяться в отношении прав Италии и ее граждан на территориях Союзных и Соединенных Держав. Однако, ничто в этих положениях не дает Италии или ее гражданам права на более благоприятный режим на территории какой-либо из Союзных и Соединенных Держав, чем тот, который предоставляется в подобных случаях этой Державой какой-либо другой из Объединенных Наций или ее гражданам. Италия не будет также обязана на основании этих положений предоставлять любой из Союзных и Соединенных Держав или ее гражданам более благоприятный режим, чем тот, которым пользуются на территории этой Державы Италия или ее граждане в вопросах, предусмотренных в предшествующих положениях.

5. Третьим лицам на территориях любой из Союзных и Соединенных Держав или Италии, которые до дня вступления в силу настоящего Договора добросовестно приобрели права на промышленную, литературную или художественную собственность, находящиеся в противоречии с правами, восстановленными на основании части А настоящего Приложения, или в противоречии с правами, приобретенными на основании приоритета в силу этого же Приложения, или которые добросовестно изготовили, опубликовали, воспроизвели, использовали или продали предмет, к которому

относятся эти права, будет разрешено, без всякой ответственности за нарушение, продолжать осуществлять такие права и продолжать или возобновить такое изготовление, публикацию, репродукцию, использование или продажу, которые были добросовестно приобретены или начаты. В Италии такое разрешение будет носить форму неисключительной лицензии, предоставляемой на условиях по взаимному соглашению сторон, а при отсутствии соглашения — на условиях, устанавливаемых Согласительной Комиссией, учрежденной на основании статьи 83 настоящего Договора. Однако, на территории каждой из Союзных и Соединенных Держав добросовестные третьи лица будут пользоваться такой защитой, которая предоставляется при аналогичных обстоятельствах добросовестным третьим лицам, права которых находятся в противоречии с правами граждан других Союзных и Соединенных Держав.

6. Ничто в части А настоящего Приложения не должно толковаться как дающее Италии или ее гражданам право на какой-либо патент или образец на территории какой-либо из Союзных и Соединенных Держав в отношении изобретений, относящихся к любому предмету, поименованному в определении и перечне военных материалов и техники, данных в Приложении XIII к настоящему Договору, которые сделаны или в отношении которых заявки были зарегистрированы Италией или любым из ее граждан в Италии или на территории любой из держав оси или на территории, которая была оккупирована вооруженными силами держав оси, в течение периода времени, когда данная территория находилась под контролем вооруженных сил или властей держав осп.

7. Италия равным образом распространит действие предыдущих положений настоящего Приложения на неявляющиеся Союзными или Соединенными Державами Объединенные Нации, дипломатические отношения которых с Италией были порваны во время войны и которые обязуются предоставить Италии преимущества, предоставляемые Италии этими же положениями.

8. Ничто в части А настоящего Приложения не будет пониматься как противоречащее статьям 78, 79 и 81 настоящего Договора.

В. Страхование дело.

1. Никакие препятствия, кроме тех, которые вообще устанавливаются в отношении страховщиков, не должны ставиться к возобновлению страховщиками, являющимися гражданами Объединенных Наций, их бывших деловых портфелей.

2. Если страховщик из числа граждан любой из Объединенных Наций желает возобновить свою профессиональную деятельность в Италии и если будет установлено, что стоимость гарантийных депозитов или резервных фондов, требующихся в качестве условия для ведения дела в Италии, уменьшилась вследствие потери или обесценения ценных бумаг, из которых состояли эти депозиты или резервные фонды, Правительство Италии обязуется считать в течение 18 месяцев такие ценные бумаги, которые сохранились, удовлетворяющими предписаниям закона в отношении депозитов и резервных фондов.

ПРИЛОЖЕНИЕ XVI.

Контракты, сроки давности и ценные бумаги.

А. Контракты.

1. Всякий контракт, который для своего выполнения требовал установления сношений между любыми из его сторон, ставшими врагами, как это определено в части D настоящего Приложения, должен, при условии соблюдения исключений, изложенных в пунктах 2 и 3 ниже, считаться расторгнутым с того времени, когда любые из его сторон стали врагами. Такое расторжение, однако, не затрагивает положений статьи 81 настоящего Договора, и оно не должно освобождать ту или иную сторону контракта от обязательства вернуть суммы, полученные в качестве авансов или частичных платежей, в отношении которых такая сторона ничего не сделала взамен.

2. Несмотря на положения пункта 1 выше, не подлежат расторжению и, без ущерба для прав, изложенных в статье 79 настоящего Договора, остаются в силе такие части любого контракта, которые отделимы и не требовали для своего исполнения установ-

ления сношений между любыми из его сторон, ставшими врагами, как это определено в части D настоящего Приложения. Если положения того или иного контракта не могут быть таким образом отделены, контракт должен считаться полностью расторгнутым. Вышеизложенное имеет силу при условии применения внутренних законов, распоряжений или правил, изданных любой из Союзных и Соединенных Держав, имеющих юрисдикцию в отношении контракта или в отношении любой из его сторон, а также будет подчиняться условиям контракта.

3. Ничто в части А настоящего Приложения не должно рассматриваться как аннулирующее сделки, законно осуществленные в соответствии с контрактом между врагами, если они осуществлены с разрешения Правительства любой из Союзных и Соединенных Держав.

4. Несмотря на вышеприведенные положения, контракты по страхованию и перестрахованию будут подчиняться отдельным соглашениям между Правительством заинтересованной Союзной или Соединенной Державы и Правительством Италии.

В. Сроки давности.

1. Все сроки давности или сроки ограничения права на иск или права принимать охранительные меры в отношениях, касающихся лиц или собственности и затрагивающих граждан Объединенных Наций и итальянских граждан, которые в силу состояния войны не могли предъявить иска или выполнить формальностей, необходимых для обеспечения своих прав, независимо от того, началось ли течение этих сроков до или после возникновения войны, будут считаться приостановленными на время войны на территории Италии, с одной стороны, и на территории тех из Объединенных Наций, которые предоставят Италии на началах взаимности преимущества, предусматриваемые положениями настоящего пункта, — с другой. Течение приостановленных сроков давности возобновится со дня вступления в силу настоящего Договора. Положения настоящего пункта будут применимы в отношении сроков, установленных для предъявления процентных купонов или купонов на дивиденд или

для предъявления к оплате ценных бумаг, вышедших в тираж или подлежащих оплате на каком-либо другом основании.

2. В тех случаях, когда, вследствие невыполнения какого-либо акта или какой-либо формальности во время войны, были приняты исполнительные меры на итальянской территории в ущерб тому или иному гражданину любой из Объединенных Наций, Правительство Италии восстановит права, которым был нанесен ущерб. Если такое восстановление является несправедливым или невозможным, Правительство Италии примет меры к тому, чтобы гражданину Объединенных Наций было предоставлено такое пособие, которое может оказаться справедливым при этих обстоятельствах.

С. Ценные бумаги.

1. В отношениях между врагами ни одна ценная бумага, составленная до войны, не будет рассматриваться как утратившая силу только потому, что эта бумага не была в установленные сроки предъявлена для акцепта или оплаты, или не было сделано уведомление составителю или лицу, учинившему передаточную надпись, об отказе в акценте или платеже, или она не была опротестована, или же потому, что не была выполнена какая-либо формальность во время войны.

2. В тех случаях, когда срок, установленный для того, чтобы ценная бумага была предъявлена для акцепта или оплаты, или срок, в который уведомление об отказе от акцепта или платежа должно было быть сделано составителю или лицу, учинившему передаточную надпись, или в течение которого документ должен был быть опротестован, истек во время войны, а сторона, которая должна была предъявить или опротестовать документ или уведомить об отказе от акцепта или платежа, не сделала этого во время войны, ей будет предоставлен срок не менее трех месяцев, считая со дня вступления в силу настоящего Договора, в течение которого может быть сделано предъявление, уведомление об отказе от акцепта или платежа или опротестование.

3. Если какое-либо лицо до или во время войны вступило в обязательство по какой-либо ценной бумаге в связи с обязатель-

ством, выданным ему лицом, ставшим в дальнейшем врагом, то последнее остается обязанным предоставить первому возмещение в отношении этого обязательства, независимо от возникновения войны.

Д. Особые постановления.

1. Для целей настоящего Приложения физические или юридические лица будут рассматриваться как враги с того дня, когда торговля между ними стала незаконной на основании законов, распоряжений или правил, действию которых такие лица или контракты подлежали.

2. Принимая во внимание особенности правовой системы Соединенных Штатов Америки, постановления настоящего Приложения не будут применяться в отношениях между Соединенными Штатами Америки и Италией.

ПРИЛОЖЕНИЕ XVII.

Призовые суды и судебные решения.

А. Призовые суды.

Каждая из Союзных и Соединенных Держав оставляет за собой право рассмотреть в соответствии с процедурой, которая должна быть ею установлена, все решения и распоряжения итальянских призовых судов по делам относительно прав собственности ее граждан и рекомендовать Правительству Италии, чтобы был принят пересмотр тех решений или распоряжений, которые могут оказаться несоответствующими международному праву.

Правительство Италии обязуется предоставить копии всех документов, составляющих досье этих дел, включая вынесенные решения и распоряжения, и принять все рекомендации, сделанные в результате рассмотрения упомянутых дел, и осуществить такие рекомендации.

В. Судебные решения.

Правительство Италии предпримет необходимые меры для того, чтобы дать гражданам любой из Объединенных Наций возможность в любое время в течение одного года со дня вступления в силу настоящего Договора передать соответствующим итальян-

ским властям для пересмотра любое судебное решение, вынесенное итальянским судом между 10 июня 1940 года и днем вступления в силу настоящего Договора при любом судебном разбирательстве, в котором гражданин Объединенных Наций не смог в достаточной мере изложить свое дело в качестве истца или ответчика. Правительство Италии должно предусмотреть, чтобы в тех случаях, когда гражданин Объединенных Наций потерпел ущерб в силу любого такого судебного решения, он был бы восстановлен в том положении, в котором он находился до вынесения этого судебного решения, или чтобы ему было предоставлено такое пособие, которое может оказаться справедливым при этих обстоятельствах. Выражение «граждане Объединенных Наций» включает корпорации или ассоциации, организованные или учрежденные на основании законов любой из Объединенных Наций.

ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN

N° 747. TRATTATO DI PACE CON L'ITALIA

L'Unione delle Repubbliche Sovietiche Socialiste, il Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord, gli Stati Uniti d'America, la Cina, la Francia, l'Australia, il Belgio, la Repubblica Sovietica Socialista di Bielorussia, il Brasile, il Canada, la Cecoslovacchia, l'Etiopia, la Grecia, l'India, i Paesi Bassi, la Nuova Zelanda, la Polonia, la Repubblica Sovietica Socialista d'Ucraina, l'Unione del Sud Africa, la Repubblica Federale Popolare di Jugoslavia, in appresso designate "Le Potenze Alleate ed Associate" da una parte

e l'Italia dall'altra parte

Premesso che l'Italia sotto il regime fascista ha partecipato al Patto tripartito con la Germania ed il Giappone, ha intrapreso una guerra di aggressione ed ha in tal modo provocato uno stato di guerra con tutte le Potenze Alleate ed Associate e con altre fra le Nazioni Unite e che ad essa spetta la sua parte di responsabilità della guerra; e

Premesso che a seguito delle vittorie delle Forze alleate e con l'aiuto degli elementi democratici del popolo italiano, il regime fascista venne rovesciato il 25 luglio 1943 e l'Italia, essendosi arresa senza condizioni, firmò i patti d'armistizio del 3 e del 29 settembre del medesimo anno; e

Premesso che dopo l'armistizio suddetto Forze Armate italiane, sia quelle governative che quelle appartenenti al Movimento della Resistenza, presero parte attiva alla guerra contro la Germania, l'Italia dichiarò guerra alla Germania alla data del 13 ottobre 1943 e così divenne cobelligerante nella guerra contro la Germania stessa; e

Premesso che le Potenze Alleate ed Associate e l'Italia desiderano concludere un trattato di pace che, conformandosi ai principi di giustizia, regoli le quistioni che ancora sono pendenti a seguito degli avvenimenti di cui nelle premesse che precedono, e che costituisca la base di amichevoli relazioni fra di esse, permettendo così alle Potenze Alleate ed Associate di appoggiare le domande che l'Italia presenterà per entrare a far parte delle Nazioni Unite ed anche per aderire a qualsiasi convenzione stipulata sotto gli auspici delle predette Nazioni Unite;

hanno pertanto convenuto di dichiarare la cessazione dello stato di guerra e di concludere a tal fine il presente Trattato di Pace ed hanno di conseguenza nominato i plenipotenziari sottoscritti, i quali dopo aver presentato i loro pieni poteri, che vennero trovati in buona e debita forma, hanno concordato le condizioni seguenti:

PARTE I

CLAUSOLE TERRITORIALI

SEZIONE I—FRONTIERE

Articolo 1

I confini dell'Italia, salvo le modifiche indicate agli Articoli 2, 3, 4, 11 e 22, rimarranno quelli in esistenza il 1° gennaio 1938. Tali confini sono tracciati nelle carte allegate al presente trattato (Allegato I). In caso di discrepanza fra la descrizione dei confini fatta nel testo e le carte, sarà il testo che farà fede.

Articolo 2

Le frontiere fra la Francia e l'Italia, quali erano segnate al 1° gennaio 1938, saranno modificate nel modo seguente:

1. *Passo del Piccolo San Bernardo*

Il confine seguirà lo spartiacque, lasciando il confine attuale ad un punto a circa 2 chilometri a nord-ovest dell'Ospizio, intersecando la strada a circa un chilometro a nord-est dell'Ospizio stesso e raggiungendo il confine attuale a circa 2 chilometri a sud-est dell'Ospizio.

2. *Ripiano del Moncenisio*

Il confine lascerà il confine attuale a circa 3 chilometri a nord-ovest dalla cima del Rocciamelone, intersecherà la strada a circa 4 chilometri a sud-est dell'Ospizio e si ricongiungerà al confine attuale a circa 4 chilometri a nord-est del Monte di Ambin.

3. *Monte Tabor—Chaberton*

(a) Nella zona del Monte Tabor, il confine abbandonerà il tracciato attuale a circa 5 chilometri ad est del Monte Tabor e precederà verso sud-est per ricongiungersi al confine attuale a circa 3 chilometri ad ovest dalla Punta di Charra.

(b) Nella zona dello Chaberton, il confine abbandonerà il tracciato attuale a circa 3 chilometri a nord-nord-ovest dello Chaberton, che contornerà verso oriente, taglierà poi la strada a circa un chilometro dal confine attuale, al quale si ricongiungerà a circa due chilometri a sud-est del villaggio di Montgenèvre.

4. *Valli Superiori della Tinea, della Vesubie e della Roja*

Il confine lascerà il tracciato attuale a Colla Longa, seguirà lo spartiacque passando per il Monte Clapier, il Colle di Tenda, il Monte Marguaris, da cui discenderà verso mezzogiorno passando dal Monte Saccarello, Monte Vacchi, Monte Pietravecchia, Monte Lega, per raggiungere un punto a circa 100 metri dal confine attuale, presso la Colla Pegairolle, a circa 5 chilometri a nord-est di Breil; di lì proseguirà in direzione di sud-ovest e si ricongiungerà con il confine ora esistente a circa 100 metri a sud-ovest dal Monte Mergo.

5. La descrizione dettagliata di questi tratti di confine ai quali si applicano le modifiche indicate nei precedenti paragrafi 1, 2, 3, e 4 è contenuta nell'Allegato II del presente trattato e le carte alle quali tale descrizione si riferisce fanno parte dell'Allegato I.

Articolo 3

Le frontiere fra l'Italia e la Jugoslavia saranno determinate nel modo seguente:

(i) Il nuovo confine seguirà una linea che parte dal punto di congiunzione delle frontiere dell'Austria, Italia e Jugoslavia, quali esistevano al 1° gennaio 1938 e procederà verso sud, seguendo il confine del 1938 fra la Jugoslavia e l'Italia fino alla congiunzione di detto confine con la linea di demarcazione amministrativa fra le province italiane del Friuli (Udine) e di Gorizia;

(ii) da questo punto la linea di confine coincide con la predetta linea di demarcazione fino ad un punto che trovasi approssimativamente a mezzo chilometro a nord del villaggio di Mernico nella Valle dell'Iudrio;

(iii) abbandonando a questo punto la linea di demarcazione fra le province italiane del Friuli e di Gorizia, la frontiera si prolunga verso oriente fino ad un punto situato approssimativamente a mezzo chilometro ad ovest del villaggio di Vercoglià di Cosbana e quindi verso sud fra le

valli del Quarnizzo e della Cosbana fino ad un punto a circa 1 chilometro a sud-ovest del villaggio di Fleana, piegandosi in modo da intersecare il fiume Recca ad un punto a circa un chilometro e mezzo ad est del Iudrio, lasciando ad est la strada che allaccia Cosbana a Castel Dobra, per via di Nebola;

(iv) la linea quindi continua verso sud-est, passando immediatamente a sud della strada fra le quote 111 e 172, poi a sud della strada da Vipulzano ad Uclanzi, passando per le quote 57 e 122, quindi intersecando quest'ultima strada a circa 100 metri ad est della quota 122, e piegando verso nord in direzione di un punto situato a 350 metri a sud-est della quota 266;

(v) passando a circa mezzo chilometro a nord del villaggio di San Floriano, la linea si estende verso oriente al Monte Sabotino (quota 610) lasciando a nord il villaggio di Poggio San Valentino;

(vi) dal Monte Sabotino la linea si prolunga verso sud, taglia il fiume Isonzo (Soca) all'altezza della città di Salcano, che rimane in Jugoslavia e corre immediatamente ad ovest della linea ferroviaria da Canale d'Isonzo a Montespino fino ad un punto a circa 750 metri a sud della strada Gorizia-Aisovizza;

(vii) allontanandosi dalla ferrovia, la linea quindi piega a sud-ovest, lasciando alla Jugoslavia la città di San Pietro ed all'Italia l'Ospizio e la strada che lo costeggia ed a circa 700 metri dalla stazione di Gorizia-S. Marco, taglia il raccordo ferroviario fra la ferrovia predetta e la ferrovia Sagrado-Cormons, costeggia il Cimitero di Gorzia, che rimane all'Italia, passa fra la Strada Nazionale N.° 55 fra Gorizia e Trieste, che resta in Italia, ed il crocevia alla quota 54, lasciando alla Jugoslavia le città di Vertoiba e Merna, e raggiunge un punto situato approssimativamente alla quota 49;

(viii) di là, la linea continua in direzione di mezzogiorno attraverso l'altipiano del Carso, a circa 1 chilometro ad est della Strada Nazionale N.° 55, lasciando ad est il villaggio di Opacchiasella ed a ovest il villaggio di Iamiano;

(ix) partendo da un punto a circa 1 chilometro ad est di Iamiano, il confine segue la linea di demarcazione amministrativa fra le province di

Gorizia e di Trieste fino ad un punto a circa 2 chilometri a nord-est del villaggio di San Giovanni ed a circa mezzo chilometro a nord-ovest di quota 208, che segna il punto di incontro fra le frontiere della Jugoslavia, dell'Italia e del Territorio Libero di Trieste.

La carta, alla quale la presente descrizione si riferisce, fa parte dell'Allegato I.

Articolo 4

I confini fra l'Italia ed il Territorio Libero di Trieste saranno fissati come segue:

(i) La linea di confine parte da un punto situato sulla linea di demarcazione amministrativa fra le provincie di Gorizia e di Trieste, a circa 2 chilometri a nord-est del villaggio di San Giovanni ed a circa mezzo chilometro a nord-ovest della quota 208, che segna il punto d'incontro delle frontiere della Jugoslavia, dell'Italia e del Territorio Libero di Trieste e corre in direzione di sud-ovest fino ad un punto adiacente alla Strada Nazionale N.° 14 ed a circa 1 chilometro a nord-ovest della congiunzione fra le strade Nazionali N.° 55 e 14, che conducono rispettivamente da Gorizia e da Monfalcone a Trieste;

(ii) la linea si prolunga quindi in direzione di mezzogiorno fino ad un punto nel golfo di Panzano, che è equidistante dalla Punta Sdohba, alla foce del fiume Isonzo (Soca) e da Castel Vecchio a Duino, a circa chilometri 3,3 a sud dal punto dove si allontana dalla linea costiera, che è ad approssimativamente 2 chilometri a nord-ovest dalla città di Duino;

(iii) il tracciato quindi raggiunge il mare aperto, seguendo una linea situata ad eguale distanza dalla costa d'Italia e da quella del Territorio Libero di Trieste.

La carta alla quale la descrizione presente si riferisce, fa parte dell'Allegato I.

Articolo 5

1. Il preciso tracciato di confine delle nuove frontiere fissate negli Articoli 2, 3, 4 e 22 del presente Trattato sarà stabilito sul posto dalle Commissioni confinarie composte dei rappresentanti dei due Governi interessati.

2. Le Commissioni inizieranno i loro lavori immediatamente dopo

l'entrata in vigore del presente Trattato e li porteranno a termine al più presto possibile e comunque entro un termine di sei mesi.

3. Qualsiasi questione sulla quale le Commissioni siano incapaci di raggiungere un accordo sarà sottoposta ai quattro Ambasciatori a Roma della Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, i quali, procedendo nel modo previsto all'Articolo 86, la risolveranno in modo definitivo, seguendo i metodi che piacerà loro di determinare, ivi compreso, occorrendo, quello della nomina di un terzo Commissario imparziale.

4. Le spese della Commissione confinaria saranno sopportate in parti eguali dai due Governi interessati.

5. Al fine di determinare sul posto le esatte frontiere fissate dagli Articoli 3, 4 e 22, i Commissari avranno facoltà di allontanarsi di mezzo chilometro dalla linea di confine fissata nel presente Trattato per adeguare la frontiera alle condizioni geografiche ed economiche locali, ma ciò alla condizione che nessun villaggio o città di più di 500 abitanti, nessuna ferrovia o strada importante, e nessuna importante sorgente di energia elettrica o d'acqua venga ad essere sottoposta in tal modo ad una sovranità che non sia quella risultante dalle delimitazioni stabilite dal presente Trattato.

SEZIONE II—FRANCIA (Clausole Speciali)

Articolo 6

L'Italia cede, mediante il presente Trattato, in piena sovranità alla Francia, il territorio già italiano situato sul versante francese del confine franco-italiano, quale è stato definito all'Articolo 2.

Articolo 7

Il Governo italiano consegnerà al Governo francese tutti gli archivi, storici ed amministrativi, precedenti al 1860 che riguardano il territorio ceduto alla Francia in base al Trattato del 24 marzo 1860 ed alla Convenzione del 23 agosto 1860.

Articolo 8

1. Il Governo italiano collaborerà col Governo francese per l'eventuale

creazione di un collegamento ferroviario fra Briançon e Modane, per via di Bardonecchia.

2. Il Governo italiano permetterà che il traffico ferroviario di passeggeri e di merci che si varrà di tale collegamento, in una direzione come nell'altra, per recarsi da un punto all'altro del territorio francese, passando attraverso il territorio italiano, avvenga in franchigia doganale, sia quanto a dazi, che quanto a visita, senza verifica di passaporti ed altre simili formalità; e prenderà tutte le misure del caso per assicurare che i treni francesi che useranno del suddetto collegamento abbiano facoltà di passare, in condizioni analoghe, in franchigia doganale e senza ingiustificati ritardi.

3. Gli accordi necessari verranno conclusi fra i due Governi al momento opportuno.

Articolo 9

1. Ripiano del Moncenisio

Al fine di garantire all'Italia lo stesso godimento dell'energia idroelettrica e delle acque provenienti dal Lago del Cenisio, come prima della cessione del relativo territorio alla Francia, quest'ultima concederà all'Italia, in forza di un accordo bilaterale, le garanzie tecniche stabilite nell'Allegato III.

2. Territorio di Tenda-Briga

Affinchè l'Italia non debba soffrire alcuna diminuzione nelle forniture di energia elettrica che essa traeva da sorgenti esistenti nel territorio di Tenda-Briga prima della cessione di tale territorio alla Francia, quest'ultima darà all'Italia, in forza di un accordo bilaterale, le garanzie tecniche stabilite all'Allegato III.

SEZIONE III—AUSTRIA (Clausole Speciali)

Articolo 10

1. L'Italia concluderà con l'Austria, ovvero confermerà gli accordi esistenti intesi a garantire il libero traffico di passeggeri e merci fra il Tirolo settentrionale ed il Tirolo orientale.

2. Le Potenze Alleate ed Associate hanno preso atto delle intese (il cui testo è riportato nell'Allegato IV) prese di comune accordo fra il Governo austriaco ed il Governo italiano il 5 settembre 1946.

SEZIONE IV — REPUBBLICA FEDERALE POPOLARE DI JUGOSLAVIA
(Clausole Speciali)

Articolo 11

1. L'Italia cede, mediante il presente Trattato, in piena sovranità alla Jugoslavia il territorio situato fra i nuovi confini della Jugoslavia, come sono definiti dagli Articoli 3 e 22 ed i confini italo-jugoslavi, quali esistevano il 1° gennaio 1938, come pure il commune di Zara e tutte le isole e isolette adiacenti, che sono comprese nelle zone seguenti:

(a) La zona delimitata:

- al nord dal parallelo $42^{\circ} 50' N$;
- al sud dal parallelo $42^{\circ} 42' N$;
- al'est dal meridiano $17^{\circ} 10' E$;
- all'ovest dal meridiano $16^{\circ} 25' E$;

(b) La zona delimitata:

- al nord da una linea che passa attraverso il Porto del Quieto, equidistante dalla costa del Territorio Libero di Trieste e da quella della Jugoslavia, e di là raggiunge il punto $45^{\circ} 15' N - 13^{\circ} 24' E$.
- al sud dal parallelo $44^{\circ} 23' N$;
- all'ovest da una linea che congiunge i punti seguenti:
 - 1) $45^{\circ} 15' N - 13^{\circ} 24' E$
 - 2) $44^{\circ} 51' N - 13^{\circ} 37' E$
 - 3) $44^{\circ} 23' N - 14^{\circ} 18' 30'' E$
- ad oriente dalla costa occidentale dell'Istria, le isole ed il territorio continentale della Jugoslavia.

Una carta di queste zone figura nell'Allegato I.

2. L'Italia cede alla Jugoslavia in piena sovranità l'Isola di Pelagosa e le isolette adiacenti.

L'Isola di Pelagosa rimarrà smilitarizzata.

I pescatori italiani godranno a Pelagosa e nelle acque circostanti degli stessi diritti di cui godevano i pescatori jugoslavi prima del 6 aprile 1941.

Articolo 12

1. L'Italia restituirà alla Jugoslavia tutti gli oggetti di carattere artistico, storico, scientifico, educativo o religioso (compresi tutti gli atti, manoscritti, documenti e materiale bibliografico) come pure gli archivi amministrativi (pratiche, registri, piani e documenti di qualunque specie) che, per effetto dell'occupazione italiana, vennero rimossi fra il 4 novembre 1918 ed il 2 marzo 1924 dai territori ceduti alla Jugoslavia in base ai Trattati firmati a Rapallo il 12 Novembre 1920 ed a Roma il 27 Gennaio 1924. L'Italia restituirà pure tutti gli oggetti appartenenti ai detti territori e facenti parte delle categorie di cui sopra, rimossi dalla Missione italiana di armistizio che sedette a Vienna dopo la prima guerra mondiale.

2. L'Italia consegnerà alla Jugoslavia tutti gli oggetti aventi giuridicamente carattere di beni pubblici e facenti parte delle categorie di cui al paragrafo 1 dell'articolo presente, rimossi a partire dal 4 novembre 1918 dal territorio che, in base al presente Trattato, viene ceduto alla Jugoslavia e quelli, relativi al detto territorio, che l'Italia ricevette dall'Austria e dall'Ungheria per effetto dei Trattati di pace firmati a St. Germain il 10 settembre 1919 ed al Trianon il 4 giugno 1920 ed in base alla Convenzione fra l'Austria e l'Italia firmata a Vienna il 4 maggio 1920.

3. Se, in determinati casi, l'Italia si trovasse nell'impossibilità di restituire o consegnare alla Jugoslavia gli oggetti di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente Articolo, l'Italia consegnerà alla Jugoslavia oggetti dello stesso genere e di valore approssimativamente equivalente a quello degli oggetti rimossi, in quanto siffatti oggetti possano trovarsi in Italia.

Articolo 13

L'approvvigionamento dell'acqua per Gorizia ed i suoi dintorni sarà regolato a norma delle disposizioni dell'Allegato V.

SEZIONE V—GRECIA (Clauseole Speciali)*Articolo 14*

1. L'Italia cede alla Grecia in sovranità piena le Isole del Dodecaneso in appresso indicate e precisamente: Stampalia (Astropalia), Rodi (Rhodos), Calki (Kharki), Scarpanto, Casos (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi), Cos (Kos) e Castellorizo, come pure le isolette adiacenti.

2. Le predette isole saranno e rimarranno smilitarizzate.

3. La procedura e le condizioni tecniche che regoleranno il trapasso di tali isole alla Grecia saranno stabilite d'accordo fra i Governi del Regno Unito e di Grecia ed accordi verranno presi per il ritiro delle truppe straniere non oltre 90 giorni dall'entrata in vigore del presente Trattato.

PARTE II**CLAUSOLE POLITICHE****SEZIONE I—CLAUSOLE GENERALI***Articolo 15*

L'Italia prenderà tutte le misure necessarie per assicurare a tutte le persone soggette alla sua giurisdizione, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi compresa la libertà d'espressione, di stampa e di diffusione, di culto, di opinione politica e di pubblica riunione.

Articolo 16

L'Italia non incriminerà, nè altrimenti perseguiterà alcun cittadino italiano, compresi gli appartenenti alle forze armate, pel solo fatto di avere, durante il periodo di tempo corrente dal 10 giugno 1940 all'entrata in vigore del presente Trattato, espressa simpatia od avere agito in favore della causa delle Potenze Alleate ed Associate.

Articolo 17

L'Italia, la quale, in conformità dell'articolo 30 della Convenzione di Armistizio, ha preso misure per sciogliere le organizzazioni fasciste in Italia, non permetterà, in territorio italiano, la rinascita di simili organizzazioni, siano esse politiche, militari o militarizzate, che abbiano per oggetto di privare il popolo dei suoi diritti democratici.

Articolo 18

L'Italia si impegna a riconoscere piena forza ai Trattati di Pace con la Romania, Bulgaria, Ungheria e Finlandia ed a quelle altre convenzioni od accordi che siano stati o siano per essere raggiunti dalle Potenze Alleate ed Associate rispetto all'Austria, alla Germania ed al Giappone, al fine di ristabilire la pace.

SEZIONE II—NAZIONALITÀ—DIRITTI CIVILI E POLITICI

Articolo 19

1. I cittadini italiani che, al 10 giugno 1940, erano domiciliati in territorio ceduto dall'Italia ad un altro Stato per effetto del presente Trattato, ed i loro figli nati dopo quella data diverranno, sotto riserva di quanto dispone il paragrafo seguente, cittadini godenti di pieni diritti civili e politici dello Stato al quale il territorio viene ceduto, secondo le leggi che a tale fine dovranno essere emanate dallo Stato medesimo entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato. Essi perderanno la loro cittadinanza italiana al momento in cui diverranno cittadini dello Stato subentrante.

2. Il Governo dello Stato al quale il territorio è trasferito, dovrà disporre, mediante appropriata legislazione entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, perchè tutte le persone di cui al paragrafo 1, di età superiore ai diciotto anni (e tutte le persone coniugate, siano esse al disotto od al disopra di tale età) la cui lingua usuale è l'italiano, abbiano facoltà di optare per la cittadinanza italiana entro il termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato. Qualunque persona che opti in tal senso conserverà la cittadinanza italiana e non si considererà avere acquistato la cittadinanza dello Stato al quale il territorio viene trasferito. L'opzione esercitata dal marito non verrà considerata opzione da parte della

moglie. L'opzione esercitata dal padre, o se il padre non è vivente, dalla madre, si estenderà tuttavia automaticamente a tutti i figli non coniugati, di età inferiore ai diciotto anni.

3. Lo Stato al quale il territorio è ceduto potrà esigere che coloro che si avvalgono dell'opzione, si trasferiscano in Italia entro un anno dalla data in cui l'opzione venne esercitata.

4. Lo Stato al quale il territorio è ceduto dovrà assicurare, conformemente alle sue leggi fondamentali, a tutte le persone che si trovano nel territorio stesso, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi comprese la libertà di espressione, di stampa e di diffusione, di culto, di opinione politica, e di pubblica riunione.

Articolo 20

1. Entro il termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato, i cittadini italiani di oltre 18 anni di età (e quelli coniugati, siano essi al disotto od al disopra di tale età), la cui lingua usuale è una delle lingue jugoslave (serbo, croato o sloveno) e che sono domiciliati in territorio italiano, potranno, facendone domanda ad un rappresentante diplomatico o consolare jugoslavo in Italia, acquistare la nazionalità jugoslava, se le autorità jugoslave accetteranno la loro istanza.

2. In siffatti casi il Governo jugoslavo comunicherà al Governo italiano, per via diplomatica, gli elenchi delle persone che avranno così acquistato la nazionalità jugoslava. Le persone indicate in tali elenchi perderanno la loro nazionalità italiana alla data della suddetta comunicazione ufficiale.

3. Il Governo italiano potrà esigere che tali persone trasferiscano la loro residenza in Jugoslavia entro il termine di un anno dalla data della suddetta comunicazione ufficiale.

4. Ai fini del presente Articolo varrauno le medesime norme, relative all'effetto delle opzioni rispetto alle mogli ed ai figli, contenute nell'articolo 19, paragrafo 2.

5. Le disposizioni dell'Allegato XIV, paragrafo 10 del presente Trattato, che si applicano al trasferimento dei beni appartenenti alle persone che optano per la nazionalità italiana, si applicheranno egualmente al trasferi-

mento dei beni appartenenti alle persone che optano per la nazionalità jugoslava, in base al presente Articolo.

SEZIONE III—TERRITORIO LIBERO DI TRIESTE

Articolo 21

1. È costituito in forza del presente Trattato il Territorio Libero di Trieste, consistente dell'area che giace fra il mare Adriatico ed i confini definiti negli Articoli 4 e 22 del presente Trattato. Il Territorio Libero di Trieste è riconosciuto dalle Potenze Alleate ed Associate e dall'Italia, le quali convengono che la sua integrità e indipendenza saranno assicurate dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite.

2. La sovranità italiana sulla zona costituente il Territorio Libero di Trieste, così come esso è sopra definito, cesserà con l'entrata in vigore del presente Trattato.

3. Dal momento in cui la sovranità italiana sulla predetta zona avrà cessato d'esistere il Territorio Libero di Trieste sarà governato in conformità di uno Strumento per il regime provvisorio, redatto dal Consiglio dei Ministri degli Esteri e approvato dal Consiglio di Sicurezza. Detto Strumento resterà in vigore fino alla data che il Consiglio di Sicurezza determinerà per l'entrata in vigore dello Statuto Permanente, che dovrà essere stato da esso Consiglio approvato. A decorrere da tale data, il Territorio Libero sarà governato secondo le disposizioni dello Statuto Permanente. I testi dello Statuto permanente e dello Strumento per il regime provvisorio sono contenuti negli Allegati VI e VII.

4. Il Territorio Libero di Trieste non sarà considerato come territorio ceduto, ai sensi dell'Articolo 19 e dell'Allegato XIV del presente Trattato.

5. L'Italia e la Jugoslavia s'impegnano a dare al Territorio Libero di Trieste le garanzie di cui all'Allegato IX.

Articolo 22

La frontiera fra la Jugoslavia ed il Territorio Libero di Trieste sarà fissata come segue:

(i) Il confine parte da un punto situato sulla linea di demarcazione amministrativa che separa le province di Gorizia e di Trieste, a circa 2 chilometri a nord-est del villaggio di S. Giovanni e a circa mezzo chilometro a nord-ovest di quota 208, che costituisce il punto d'incontro delle frontiere della Jugoslavia, dell'Italia e del Territorio Libero di Trieste; segue la detta linea di demarcazione fino a Monte Lanaro (quota 546); continua a sud-est fino a Monte Cocusso (quota 672) passando per le quote 461, Meducia (quota 475), Monte dei Pini (quota 476) e quota 407, che taglia la Strada Nazionale N° 58, che va da Trieste a Sesana, a circa 3,3 chilometri a sud-ovest di detta città e lasciando ad est i villaggi di Vogliano e di Orle e a circa 0,4 chilometri ad ovest, il villaggio di Zolla.

(ii) Da Monte Cocusso, la linea, continuando in direzione sud-est lascia ad ovest il villaggio di Grozzana, raggiunge il Monte Goli (quota 621), poi, proseguendo verso sud-ovest, taglia la strada tra Trieste e Cosina alla quota 455 e la linea ferroviaria alla quota 485; passa per le quote 416 e 326, lasciando i villaggi di Beca e Castel in territorio jugoslavo, taglia la strada tra Ospio e Gabrovizza d'Istria a circa 100 metri a sud-est di Ospio; taglia poi il fiume Risana e la strada fra Villa Decani e Risano ad un punto a circa 350 metri ad ovest di Risano, lasciando in territorio jugoslavo il villaggio di Rosario e la strada tra Risano e San Sergio. Da questo punto la linea procede fino al crocevia situato a circa 1 chilometro a nord-est della quota 362, passando per le quote 285 e 354.

(iii) Di qui, la linea prosegue fino ad un punto a circa mezzo chilometro ad est del villaggio di Cernova, tagliando il fiume Dragogna a circa 1 chilometro a nord di detto villaggio, lasciando ad ovest i villaggi di Bucciai e Truscolo e ad est il villaggio di Tersecco; di qui, procede in direzione di sud-ovest a sud-est della strada che congiunge i villaggi di Cernova e Chervoi, lasciando questa strada a 0,8 chilometri ad est del villaggio di Cucciani; prosegue poi in direzione generale di sud, sud-ovest, passando a circa 0,4 chilometri ad est del monte Braico e a circa 0,4 chilometri ad ovest del villaggio di Sterna Filaria, lasciando ad oriente la strada che va da detto villaggio a Piemonte, passando a circa 0,4 chilometri ad ovest della città di Piemonte e a circa mezzo chilometro ad est della città di Castagna e raggiungendo il fiume Quieto ad un punto a 1,6 chilometri circa, a sud-ovest della città di Castagna.

(iv) Di qui il tracciato segue il canale principale rettificato del Quieto fino alla foce, e, passando attraverso Porto del Quieto, raggiunge il mare aperto, seguendo una linea ad eguale distanza dalla costa del Territorio Libero di Trieste e da quella della Jugoslavia.

La carta alla quale la descrizione presente si riferisce, fa parte dell'Allegato I.

SEZIONE IV — COLONIE ITALIANE

Articolo 23

1. L'Italia rinuncia a ogni diritto e titolo sui possedimenti territoriali italiani in Africa e cioè la Libia, l'Eritrea e la Somalia italiana.

2. I detti possedimenti resteranno sotto l'attuale loro amministrazione, finchè non sarà decisa la loro sorte definitiva.

3. La sorte definitiva di detti possedimenti sarà decisa di comune accordo dai Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato e secondo i termini della dichiarazione comune fatta dai detti Governi il 10 febbraio 1947, il cui testo è riprodotto nell'Allegato XI.

SEZIONE V — SPECIALI INTERESSI DELLA CINA

Articolo 24

L'Italia rinuncia a favore della Cina a tutti i benefici e privilegi risultanti dalle disposizioni del Protocollo finale, firmato a Pechino il 7 settembre 1901 e dei relativi allegati, note e documenti complementari ed accetta l'abrogazione, per quanto la riguarda, del detto Protocollo, allegati, note e documenti. L'Italia rinuncia egualmente a far valere qualsiasi domanda d'indennità al riguardo.

Articolo 25

L'Italia accetta l'annullamento del contratto d'affitto concessole dal Governo cinese in base al quale era stabilita la Concessione italiana a Tientsin ed accetta inoltre di trasmettere al Governo cinese tutti i beni e gli archivi appartenenti al Municipio di detta Concessione.

Articolo 26

L'Italia rinuncia a favore della Cina ai diritti accordatili rispetto alle Concessioni internazionali di Shanghai e di Amoy ed accetta che l'ammini-

strazione e il controllo di dette Concessioni siano ritrasferite al Governo cinese.

SEZIONE VI—ALBANIA

Articolo 27

L'Italia riconosce e s'impegna a rispettare la sovranità e l'indipendenza dello Stato di Albania.

Articolo 28

L'Italia riconosce che l'isola di Saseno fa parte del territorio albanese e rinuncia a qualsiasi rivendicazione a suo riguardo.

Articolo 29

1. L'Italia rinuncia formalmente in favore dell'Albania a tutti i beni (eccettuati gli immobili normalmente occupati dalle Rappresentanze diplomatiche e consolari) a tutti i diritti, concessioni, interessi e vantaggi di ogni genere spettanti allo Stato italiano o ad enti parastatali italiani in Albania. L'Italia rinuncia egualmente a rivendicare ogni speciale interesse o influenza in Albania, acquisita a seguito dell'aggressione del 7 aprile 1939 o in virtù di trattati od accordi conclusi prima di detta data.

2. Le clausole economiche del presente Trattato, applicabili alle Potenze Alleate ed Associate, si applicheranno agli altri beni italiani ed agli altri rapporti economici tra l'Italia e l'Albania.

Articolo 30

I cittadini italiani in Albania godranno dello stesso statuto giuridico dei cittadini degli altri paesi stranieri; l'Italia tuttavia riconosce la validità di tutti i provvedimenti che potranno essere presi dall'Albania per l'annullamento o la modificazione delle concessioni o dei speciali diritti accordati a cittadini italiani, a condizione che tali provvedimenti siano attuati entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

Articolo 31

L'Italia riconosce che tutte le convenzioni ed intese intervenute tra l'Italia e le autorità insediate dall'Italia in Albania tra il 7 aprile 1939 ed il 3 settembre 1943 siano considerate nulle e non avvenute.

Articolo 32

L'Italia riconosce la validità di ogni provvedimento che l'Albania potrà ritenere necessario di adottare in applicazione od esecuzione delle disposizioni di cui sopra.

SEZIONE VII — ETIOPIA

Articolo 33

L'Italia riconosce e s'impegna a rispettare la sovranità e l'indipendenza dello Stato etiopico.

Articolo 34

1. L'Italia rinuncia formalmente a favore dell'Etiopia a tutti i beni (eccettuati gli immobili normalmente occupati dalle Rappresentanze diplomatiche o consolari), a tutti i diritti, interessi e vantaggi di qualsiasi natura, acquisiti in qualsiasi momento in Etiopia da parte dello Stato italiano e a tutti i beni parastatali, quali sono definiti dal 1° paragrafo dell'Allegato XIV del presente Trattato.

2. L'Italia rinuncia egualmente a rivendicare qualsiasi interesse speciale od influenza particolare in Etiopia.

Articolo 35

L'Italia riconosce la validità di tutti i provvedimenti adottati o che potrà adottare lo Stato etiopico, allo scopo di annullare le misure prese dall'Italia nei riguardi dell'Etiopia, dopo il 3 ottobre 1935, e gli effetti relativi.

Articolo 36

I cittadini italiani in Etiopia godranno dello stesso statuto giuridico degli altri cittadini stranieri; l'Italia tuttavia riconosce la validità di tutti i provvedimenti che potranno essere presi dal Governo etiopico per annullare o modificare le concessioni o gli speciali diritti accordati a cittadini italiani, a condizione che tali provvedimenti siano attuati entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

Articolo 37

Entro diciotto mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, l'Italia

restituirà tutte le opere d'arte, gli archivi e oggetti di valore religioso o storico appartenenti all'Etiopia od ai cittadini etiopici e portati dall'Etiopia in Italia dopo il 3 ottobre 1935.

Articolo 38

La data, a decorrere dalla quale le disposizioni del presente Trattato diverranno applicabili, per quanto riguarda le misure e gli atti di qualsiasi natura che comportino responsabilità per l'Italia o per i cittadini italiani nei riguardi della Etiopia, s'intenderà fissata al 3 ottobre 1935.

SEZIONE VIII—ACCORDI INTERNAZIONALI

Articolo 39

L'Italia s'impegna ad accettare ogni intesa che sia già stata o sia per essere conclusa per la liquidazione della Società delle Nazioni, della Corte Permanente di giustizia internazionale e della Commissione finanziaria internazionale in Grecia.

Articolo 40

L'Italia rinuncia a ogni diritto, titolo e rivendicazione risultanti dal regime dei Mandati o da impegni di qualsiasi natura risultanti da detto regime, e ad ogni diritto speciale dello Stato italiano nei riguardi di qualsiasi territorio sotto mandato.

Articolo 41

L'Italia riconosce le disposizioni dell'Atto finale del 31 agosto 1945 e dell'Accordo franco-britannico dello stesso giorno sullo statuto di Tangeri, come pure ogni disposizione che le Potenze firmatarie potranno adottare, allo scopo di dare esecuzione ai detti strumenti.

Articolo 42

L'Italia accetterà e riconoscerà ogni accordo che possa essere concluso dalle Potenze Alleate ed Associate, per modificare i trattati relativi al bacino del Congo, ai fini di farli conformare alle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite.

Articolo 43

L'Italia rinuncia ad ogni diritto od interesse che possa avere, in virtù dell'Articolo 16 del Trattato di Losanna, firmato il 24 luglio 1923.

SEZIONE IX—TRATTATI BILATERALI

Articolo 44

1. Ciascuna delle Potenze Alleate o Associate notificherà all'Italia, entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, i trattati bilaterali conclusi con l'Italia anteriormente alla guerra, di cui desideri il mantenimento o la rimessa in vigore. Tutte le disposizioni dei trattati di cui sopra, che non siano compatibili con il presente Trattato, saranno tuttavia abrogate.

2. Tutti i trattati che formeranno oggetto di tale notificazione saranno registrati presso il Segretariato delle Nazioni Unite, in conformità dell'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

3. Tutti i trattati che non formeranno oggetto di tale notifica, si avranno per abrogati.

PARTE III

CRIMINALI DI GUERRA

Articolo 45

1. L'Italia prenderà tutte le misure necessarie per assicurare l'arresto e la consegna ai fini di un successivo giudizio:

(a) delle persone accusate di aver commesso od ordinato crimini di guerra e crimini contro la pace o l'umanità, o di complicità in siffatti crimini;

(b) dei sudditi delle Potenze Alleate od Associate, accusati di aver violato le leggi del proprio paese, per aver commesso atti di tradimento o di collaborazione con il nemico, durante la guerra.

2. A richiesta del Governo della Nazione Unita interessata, l'Italia dovrà assicurare inoltre la comparizione come testimoni delle persone sottoposte alla sua giurisdizione, le cui deposizioni siano necessarie per poter giudicare le persone di cui al paragrafo 1 del presente Articolo.

3. Ogni divergenza concernente l'applicazione delle disposizioni dei

paragrafi 1 e 2 del presente Articolo sarà sottoposta da uno qualsiasi dei Governi interessati agli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, i quali dovranno reggiungere un accordo sulla questione oggetto della divergenza.

PARTE IV

CLAUSOLE MILITARI, NAVALI ED AEREE

SEZIONE I—DURATA DI APPLICAZIONE

Articolo 46

Ognuna delle clausole militari, navali ed aeree del presente Trattato resterà in vigore, finchè non sarà stata modificata in tutto o in parte, mediante accordo tra le Potenze Alleate ed Associate e l'Italia, o, dopo che l'Italia sia divenuta membro delle Nazioni Unite, mediante accordo tra il Consiglio di Sicurezza e l'Italia.

SEZIONE II—RESTRIZIONI GENERALI

Articolo 47

1. (a) Il sistema di fortificazioni ed installazioni militari permanenti italiane lungo la frontiera franco-italiana e i relativi armamenti saranno distrutti o rimossi.

(b) Dovranno intendersi comprese in tale sistema soltanto le opere d'artiglieria e di fanteria, sia in gruppo che isolate, le casematte di qualsiasi tipo, i ricoveri protetti per il personale, le provviste e le munizioni, gli osservatori e le teleferiche militari, le quali opere od impianti siano costruiti in metallo, in muratura o in cemento, oppure scavati nella roccia, qualunque sia la loro importanza e l'effettivo loro stato di conservazione o di costruzione.

2. La distruzione o la rimozione, prevista dal paragrafo 1, di cui sopra, dovrà effettuarsi soltanto nel limite di 20 chilometri da qualsiasi punto della frontiera, quale è determinata dal presente Trattato e dovrà essere completata entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato.

3. Ogni ricostruzione delle predette fortificazioni ed installazioni è vietata.

4. (a) Ad est della frontiera franco-italiana è vietata la costruzione delle opere seguenti: fortificazioni permanenti, in cui possano essere installate armi capaci di sparare sul territorio francese o sulle acque territoriali francesi; installazioni militari permanenti, che possano essere usate per condurre o dirigere il tiro sul territorio francese o sulle acque territoriali francesi; locali permanenti di rifornimento e di magazzinaggio, edificati unicamente per l'uso delle fortificazioni ed installazioni di cui sopra.

(b) Tale proibizione non riguarda altri tipi di fortificazioni non permanenti, nè le sistemazioni ed i locali di superficie, che siano destinati unicamente a soddisfare esigenze di ordine interno e di difesa locale delle frontiere.

5. In una zona costiera della profondità di 15 chilometri, compresa tra la frontiera franco-italiana e il meridiano 9°30'E., l'Italia non dovrà stabilire nuove basi o installazioni navali permanenti, nè estendere quelle già esistenti. Tale divieto non involge le modifiche di minore importanza, nè lavori per la buona conservazione delle installazioni navali esistenti, purchè la capacità di tali installazioni, considerate nel loro insieme, non sia in tal modo accresciuta.

Articolo 48

1. (a) Ogni fortificazione e installazione militare permanente italiana lungo la frontiera italo-jugoslava e i relativi armamenti dovranno essere distrutti o rimossi.

(b) Si intende che tali fortificazioni e installazioni comprendono soltanto le opere di artiglieria e di fanteria, sia in gruppo che isolate, le casematte di qualsiasi tipo, i ricoveri protetti per il personale, le provviste e le munizioni, gli osservatori e le teleferiche militari, le quali opere od impianti siano, costruiti in metallo, in muratura o in cemento, oppure scavati nella roccia, qualunque possa essere la loro importanza e l'effettivo loro stato di conservazione o di costruzione.

2. La distruzione o la rimozione, prevista dal paragrafo 1 di cui sopra, dovrà effettuarsi soltanto nel limite di 20 chilometri da qualsiasi punto della frontiera, quale è determinata dal presente Trattato e dovrà essere completata entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato.

3. Ogni ricostruzione delle predette fortificazioni e installazioni è vietata.

4. (a) Ad ovest della frontiera italo-jugoslava, è proibita la costruzione delle opere seguenti: fortificazioni permanenti in cui possano essere installate armi capaci di sparare sul territorio jugoslavo o sulle acque territoriali jugoslave; installazioni militari permanenti che possano essere usate per condurre o dirigere il tiro sul territorio jugoslavo o sulle acque territoriali jugoslave; locali permanenti di rifornimento e di magazzinaggio, edificati unicamente per l'uso delle fortificazioni e installazioni di cui sopra.

(b) Tale proibizione non riguarda altri tipi di fortificazioni non permanenti o le sistemazioni ed i locali di superficie, che siano destinati unicamente a soddisfare esigenze di ordine interno o di difesa locale delle frontiere.

5. In una zona costiera della profondità di 15 chilometri, compresa tra la frontiera fra l'Italia e la Jugoslavia e fra l'Italia e il Territorio Libero di Trieste e il parallelo $44^{\circ}50'N$. e nelle isole situate lungo tale zona costiera, l'Italia non dovrà stabilire nuove basi o installazioni navali permanenti, nè sviluppare le basi o installazioni già esistenti. Tale divieto non involge le modifiche di minore importanza, nè i lavori per la buona conservazione delle installazioni navali esistenti, purchè la capacità di tali installazioni, considerate nel loro insieme, non sia in tal modo accresciuta.

6. Nella penisola delle Puglie ad est del meridiano $17^{\circ}45'E$., l'Italia non dovrà costruire alcuna nuova installazione permanente militare, navale o aeronautica, nè sviluppare le installazioni esistenti. Tale divieto non involge le modifiche di minore importanza nè i lavori per la buona conservazione delle installazioni esistenti, purchè la capacità di tali installazioni, considerate nel loro insieme, non sia in tal modo accresciuta. Tuttavia, sarà autorizzata la costruzione di opere per provvedere gli alloggiamenti di quelle forze di sicurezza, che fossero necessarie per compiti d'ordine interno o per la difesa locale delle frontiere.

Articolo 49

1. Pantelleria, le Isole Pelagie (Lampedusa, Lampione e Linosa) e Pianosa (nell'Adriatico) saranno e rimarranno smilitarizzate.

2. Tale smilitarizzazione dovrà essere completata entro un anno a decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato.

Articolo 50

1. In Sardegna, tutte le postazioni permanenti d'artiglieria per la difesa costiera e i relativi armamenti e tutte le installazioni navali situate a meno di 30 chilometri dalle acque territoriali francesi, saranno o trasferite nell'Italia continentale o demolite entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

2. In Sicilia e Sardegna, tutte le installazioni permanenti e il materiale per la manutenzione e il magazzinaggio delle torpedini, delle mine marine e delle bombe saranno o demolite o trasferite nell'Italia continentale entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

3. Non sarà permesso alcun miglioramento o alcuna ricostruzione o estensione delle installazioni esistenti o delle fortificazioni permanenti della Sicilia e della Sardegna; tuttavia, fatta eccezione per le zone della Sardegna settentrionale di cui al paragrafo 1 di cui sopra, potrà procedersi alla normale conservazione in efficienza di quelle installazioni o fortificazioni permanenti e delle armi che vi siano già installate.

4. In Sicilia e Sardegna è vietato all'Italia di costruire alcuna installazione o fortificazione navale, militare o per l'aeronautica militare, fatta eccezione per quelle opere destinate agli alloggiamenti di quelle forze di sicurezza, che fossero necessarie per compiti d'ordine interno.

Articolo 51

L'Italia non dovrà possedere, costruire o sperimentare: (i) alcuna arma atomica, (ii) alcun proiettile ad auto-propulsione o guidato, o alcun dispositivo impiegato per il lancio di tali proiettili (salvo le torpedini o dispositivi di lancio di torpedini facenti parte dell'armamento normale del naviglio autorizzato dal presente Trattato), (iii) alcun cannone di una portata superiore ai 30 chilometri, (iv) mine marine o torpedini di tipo non a percussione azionate mediante meccanismo ad influenza, (v) alcuna torpedine umana.

Articolo 52

È vietato all'Italia l'acquisto, sia all'interno che all'estero, o la fabbricazione di materiale bellico di origine o disegno germanico o giapponese.

Articolo 53

L'Italia non dovrà fabbricare o possedere, a titolo pubblico o privato, alcun materiale bellico in eccedenza o di tipo diverso da quello necessario per le forze autorizzate dalle seguenti Sezioni III, IV, e V.

Articolo 54

Il numero totale dei carri armati pesanti e medi delle Forze armate italiane non dovrà superare 200.

Articolo 55

In nessun caso, un ufficiale o sottufficiale dell'ex-milizia fascista o dell'ex-esercito repubblicano fascista potrà essere ammesso, con il grado di ufficiale o di sottufficiale, nella Marina, nell'Esercito, nell'Aeronautica italiana, o nell'Arma dei Carabinieri, fatta eccezione per coloro che siano stati riabilitati dalle autorità competenti, in conformità della legge italiana.

SEZIONE III—RESTRIZIONI IMPOSTE ALLA MARINA ITALIANA*Articolo 56*

1. La flotta italiana attuale sarà ridotta alle unità enumerate nell'Allegato XII A.

2. Unità supplementari, non enumerate nell'Allegato XII e utilizzate soltanto per il fine esclusivo della rimozione delle mine, potranno continuare ad essere utilizzate fino alla fine del periodo della rimozione delle mine, nel modo che verrà fissato dalla Commissione Centrale Internazionale per la rimozione delle mine dalle acque europee.

3. Entro due mesi dalla fine di detto periodo, quelle unità che siano state prestate alla Marina italiana da altre Potenze, saranno restituite a tali Potenze e tutte le altre unità supplementari saranno disarmate e trasformate per usi civili.

Articolo 57

1. L'Italia disporrà come segue delle unità della Marina italiana enumerate nell'Allegato XII B:

(a) Dette unità dovranno essere messe a disposizione dei Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia.

(b) Le navi da guerra che devono essere trasferite in conformità dell'alinea (a) di cui sopra, dovranno essere interamente equipaggiate, in condizioni di poter operare con armamento completo, pezzi di ricambio di bordo e tutta la documentazione tecnica necessaria.

(c) Il trasferimento delle navi da guerra sopra indicate sarà effettuato entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato. Tuttavia, nel caso di unità che non possano essere riparate entro tre mesi, il termine per il trasferimento potrà essere prorogato dai Quattro Governi.

(d) Una riserva di pezzi di ricambio e d'armamento di scorta per le unità sopra indicate dovrà essere fornita, per quanto possibile, insieme con le unità stesse.

Il saldo dei pezzi di ricambio di riserva e delle scorte d'armamento dovrà essere fornito nella misura ed alle date che saranno fissate dai Quattro Governi, ma comunque entro il termine massimo di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato.

2. Le modalità pel trasferimento di cui sopra saranno stabilite da una Commissione delle Quattro Potenze, che sarà istituita con protocollo a parte.

3. In caso di perdita od avaria, dovuta a qualsiasi causa, di qualunque delle unità enumerate nell'Allegato XII B e destinate ad esser trasferite, che non possa essere riparata entro la data fissata per il trasferimento, l'Italia s'impegna a sostituire detta o dette unità con tonnellaggio equivalente, tratto dalle unità di cui all'Allegato XII A. Detta o dette unità in sostituzione dovranno essere scelte dagli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia.

Articolo 58

1. L'Italia dovrà prendere le seguenti misure, per quanto riguarda i sommergibili e le navi da guerra in disarmo. I termini di tempo sotto

indicati dovranno intendersi decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato.

(a) Il naviglio da guerra di superficie, galleggiante, non compreso nella lista di cui all'Allegato XII, compreso il naviglio in costruzione ma galleggiante, dovrà essere distrutto o demolito per trarne rottame entro nove mesi.

(b) Il naviglio da guerra in costruzione, non ancora varato, dovrà essere distrutto o demolito per trarne rottame entro nove mesi.

(c) I sommergibili galleggianti, non compresi nella lista di cui all'Allegato XII B, dovranno essere affondati in mare aperto, ad una profondità di oltre 100 braccia entro tre mesi.

(d) Il naviglio da guerra affondato nei porti italiani e nei canali d'entrata di detti porti, che ostacoli la navigazione normale, dovrà essere, entro due anni, o distrutto sul posto o recuperato e successivamente distrutto o demolito per trarne rottame.

(e) Il naviglio da guerra affondato in acque italiane poco profonde e che non ostacoli la navigazione normale, dovrà, entro un anno, essere messo in condizione di non poter essere recuperato.

(f) Il naviglio da guerra, che si trovi in condizioni di essere riconvertito, e non rientri nella definizione di materiale bellico e non sia compreso nella lista di cui all'Allegato XII, potrà essere riconvertito per usi civili, oppure dovrà essere demolito entro due anni.

2. L'Italia s'impegna, prima di procedere all'affondamento o alla distruzione del naviglio da guerra e dei sommergibili, ai sensi del paragrafo precedente, a recuperare il materiale ed i pezzi di ricambio che potessero servire a completare le riserve di bordo e le scorte di pezzi di ricambio e di materiale, che dovranno essere forniti, in base all'Articolo 57, paragrafo 1, per tutte le navi comprese nella lista di cui all'Allegato XII B.

3. L'Italia potrà inoltre, sotto il controllo degli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, provvedere al recupero di quel materiale e pezzi di ricambio di carattere non bellico, che siano facilmente utilizzabili nell'economia italiana, per usi civili.

Articolo 59

1. Nessuna nave da battaglia potrà essere costruita, acquistata o sostituita dall'Italia.

2. Nessuna nave portaerei, nessun sottomarino o altro naviglio sommergibile, nessuna moto-silurante o tipo specializzato di naviglio d'assalto potrà essere costruito, acquistato, utilizzato o sperimentato dall'Italia.

3. La stazza totale media del naviglio da guerra, escluse le navi da battaglia, della Marina italiana, comprese le navi in costruzione, dopo la data del loro varo, non potrà superare 67.500 tonnellate.

4. Ogni sostituzione di naviglio da guerra da parte dell'Italia dovrà essere effettuata entro i limiti del tonnellaggio di cui al paragrafo 3. La sostituzione del naviglio ausiliario non sarà sottoposta ad alcuna restrizione.

5. L'Italia s'impegna a non acquistare od impostare in cantiere navi da guerra prima del 1° gennaio 1950, salvo che sia necessario sostituire un'unità, che non sia una nave da battaglia, accidentalmente perduta. In tal caso il tonnellaggio della nuova unità non dovrà superare di più del dieci per cento il tonnellaggio dell'unità perduta.

6. I termini usati nel presente Articolo sono definiti, ai fini del presente Trattato, nell'Allegato XIII A.

Articolo 60

1. Gli effettivi totali della Marina italiana, non compreso il personale dell'Aviazione per la Marina, non potranno superare i 25 mila uomini, fra ufficiali e marinai.

2. Durante il periodo del dragaggio delle mine, che sarà fissato dalla Commissione Internazionale Centrale per la rimozione delle mine dalle acque europee, l'Italia sarà autorizzata ad impiegare a questo scopo un numero supplementare di ufficiali e di marinai che non dovrà superare 2500.

3. Il personale della Marina in servizio permanente, che risulterà in eccedenza agli effettivi autorizzati dal paragrafo 1, sarà gradualmente ri-

dotto come segue, considerandosi i limiti di tempo come decorrenti dall'entrata in vigore del presente Trattato:

(a) a 30.000 entro sei mesi;

(b) a 25.000 entro nove mesi.

Due mesi dopo la conclusione delle operazioni di dragaggio delle mine da parte della Marina italiana, il personale in soprannumero, autorizzato dal paragrafo 2 dovrà essere smobilitato o assorbito negli effettivi sopra indicati.

4. All'infuori degli effettivi autorizzati ai sensi dei paragrafi 1 e 2 e del personale dell'Aviazione per la Marina autorizzato ai sensi dell'Articolo 65, nessun altro personale potrà ricevere qualsiasi forma di istruzione navale, secondo la definizione datane nell'Allegato XIII B.

SEZIONE IV—RESTRIZIONI IMPOSTE ALL'ESERCITO ITALIANO

Articolo 61

Gli effettivi dell'Esercito italiano, compresa la guardia di frontiera, saranno limitati a 185.000 uomini, comprendenti le unità combattenti, i servizi ed il personale di comando e a 65.000 carabinieri. Ciascuno dei due elementi potrà tuttavia variare di 10.000 uomini, purchè gli effettivi totali non superino i 250.000 uomini. L'organizzazione e l'armamento delle forze italiane di terra, e la loro dislocazione nel territorio italiano dovranno essere concepiti in modo da soddisfare unicamente compiti di carattere interno, di difesa locale delle frontiere italiane e di difesa antiaerea.

Articolo 62

Il personale dell'Esercito italiano in eccedenza agli effettivi autorizzati dall'Articolo 61 di cui sopra, dovrà essere smobilitato entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato.

Articolo 63

Nessun personale che non sia quello incorporato nell'Esercito italiano o nell'Arma dei Carabinieri potrà ricevere alcuna forma di istruzione militare, secondo la definizione datane nell'Allegato XIII B.

SEZIONE V—RESTRIZIONI IMPOSTE ALL'AERONAUTICA
MILITARE ITALIANA

Articolo 64

1. L'Aeronautica militare italiana, compresa tutta l'Aviazione per la Marina, dovrà essere limitata ad una forza di 200 apparecchi da caccia e da ricognizione e di 150 apparecchi da trasporto, da salvataggio in mare, da allenamento (apparecchi-scuola) e da collegamento. Nelle cifre predette sono compresi gli apparecchi di riserva. Tutti gli apparecchi, fatta eccezione per quelli da caccia e da ricognizione, dovranno essere privi di armamento. L'organizzazione e l'armamento dell'Aeronautica italiana e la relativa dislocazione sul territorio italiano dovranno essere concepite in modo da soddisfare soltanto esigenze di carattere interno, di difesa locale delle frontiere italiane e di difesa contro attacchi aerei.

2. L'Italia non potrà possedere o acquistare apparecchi concepiti essenzialmente come bombardieri e muniti dei dispositivi interni per il trasporto delle bombe.

Articolo 65

1. Il personale dell'Aeronautica militare italiana, compreso quello dell'Aviazione per la Marina, dovrà essere limitato ad un effettivo totale di 25.000 uomini, comprendente il personale combattente, i comandi ed i servizi.

2. Nessun altro personale, che non sia quello incorporato nell'Aeronautica militare italiana, potrà ricevere qualsiasi forma di istruzione aeronautica militare, secondo la definizione datane nell'Allegato XIII B.

Articolo 66

Il personale dell'Aeronautica militare italiana in eccedenza agli effettivi autorizzati dall'Articolo 65 di cui sopra, dovrà essere smobilitato entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato.

SEZIONE VI—DESTINAZIONE DEL MATERIALE BELLICO
(come definito dall'Allegato XIII, C)

Articolo 67

1. Tutto il materiale bellico italiano, in eccedenza a quello consentito per le Forze armate di cui alle Sezioni III, IV e V, dovrà essere messo a

disposizione dei Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, in conformità alle istruzioni ch'essi potranno dare all'Italia.

2. Tutto il materiale bellico di provenienza alleata, in eccedenza a quello consentito per le Forze armate, di cui alle Sezioni III, IV e V, dovrà essere messo a disposizione della Potenza Alleata o Associata interessata, in conformità delle istruzioni che la stessa Potenza Alleata o Associata potrà dare all'Italia.

3. Tutto il materiale bellico di provenienza tedesca o giapponese in eccedenza a quello consentito per le Forze armate di cui alle Sezioni III, IV, e V, e tutti i disegni di provenienza tedesca o giapponese, comprese cianotipie, prototipi, modelli e piani sperimentali esistenti, dovranno essere messi a disposizione dei Quattro Governi, in conformità delle istruzioni ch'essi potranno dare all'Italia.

4. L'Italia rinuncia a tutti i suoi diritti sul materiale di guerra sopra citato e si conformerà alle disposizioni del presente Articolo entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato, salvo per quanto è disposto negli Articoli 56-58 di cui sopra.

5. L'Italia fornirà ai Quattro Governi, entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, gli elenchi di tutto il materiale bellico in eccedenza.

SEZIONE VII — AZIONE PREVENTIVA CONTRO IL RIARMO DELLA GERMANIA E DEL GIAPPONE

Articolo 68

L'Italia s'impegna a prestare alle Potenze Alleate e Associate tutta la sua collaborazione, allo scopo di mettere la Germania e il Giappone in condizione di non poter adottare, fuori dei territori della Germania e del Giappone, misure tendenti al proprio riarmo.

Articolo 69

L'Italia s'impegna a non permettere l'impiego o l'allenamento in Italia di tecnici, compreso il personale dell'aviazione militare o civile, che siano o siano stati sudditi della Germania o del Giappone.

Articolo 70

L'Italia s'impegna a non acquistare e a non fabbricare alcun apparecchio civile che sia di disegno tedesco o giapponese o che comporti importanti elementi di fabbricazione o di disegno tedesco o giapponese.

SEZIONE VIII — PRIGIONIERI DI GUERRA

Articolo 71

1. I prigionieri di guerra italiani saranno rimpatriati al più presto possibile, in conformità degli accordi conclusi tra ciascuna delle Potenze che detengono tali prigionieri e l'Italia.

2. Tutte le spese, comprese le spese per il loro mantenimento, incorse per il trasferimento dei prigionieri di guerra italiani, dai rispettivi centri di rimpatrio, scelti dal Governo della Potenza Alleata o Associata interessata, al luogo del loro arrivo in territorio italiano, saranno a carico del Governo italiano.

SEZIONE IX — RIMOZIONE DELLE MINE

Articolo 72

A decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato, l'Italia sarà invitata a diventare membro delle Commissioni per la Zona Mediterranea dell'Organizzazione Internazionale per la rimozione delle mine dalle acque europee e manterrà a disposizione della Commissione Centrale per la rimozione delle mine tutte le sue forze dragamine, fino alla fine del periodo postbellico di dragaggio delle mine, quale verrà determinato dalla Commissione Centrale suddetta.

PARTE V

RITIRO DELLE FORZE ALLEATE

Articolo 73

1. Tutte le forze armate delle Potenze Alleate ed Associate saranno ritirate dall'Italia al più presto possibile e comunque non oltre 90 giorni dall'entrata in vigore del presente Trattato.

2. Tutti i beni italiani che non abbiano formato oggetto di indennità e che si trovino in possesso delle Forze Armate delle Potenze Alleate e Associate in Italia, all'entrata in vigore del presente Trattato, dovranno essere restituiti al Governo italiano, entro lo stesso periodo di 90 giorni o daranno luogo al pagamento di una adeguata indennità.

3. Tutte le somme in banca ed in contanti che saranno in possesso delle Forze Armate delle Potenze Alleate e Associate all'entrata in vigore del presente Trattato, e che siano state provvedute gratuitamente dal Governo italiano, dovranno essere restituite egualmente, ovvero un ammontare corrispondente dovrà essere accreditato a favore del Governo italiano.

PARTE VI

INDENNITÀ IN CONSEGUENZA DELLA GUERRA

SEZIONE I—RIPARAZIONI

Articolo 74

A. Riparazioni a Favore dell'Unione delle Repubbliche Sovietiche Socialiste

1. L'Italia pagherà all'Unione Sovietica riparazioni per un ammontare di 100 milioni di dollari degli Stati Uniti nello spazio di 7 anni, decorrenti dall'entrata in vigore del presente Trattato. Durante i primi due anni non si farà luogo a prestazioni tratte dalla produzione industriale corrente.

2. Le riparazioni saranno tratte dalle seguenti fonti:

(a) una parte di quel macchinario ed attrezzatura utensile italiana, destinata alla fabbricazione di materiale bellico, non necessaria agli effettivi militari autorizzati, nè immediatamente adattabile ad usi civili, che sarà rimossa dall'Italia ai termini dell'Articolo 67 del presente Trattato;

(b) beni italiani in Romania, Bulgaria e Ungheria, salve le eccezioni di cui al paragrafo 6 dell'Articolo 79;

(c) produzione industriale italiana corrente, compresa la produzione delle industrie estrattive.

3. I quantitativi ed i tipi delle merci da consegnare saranno oggetto di accordi tra il Governo dell'Unione Sovietica e il Governo italiano; la scelta sarà effettuata e le consegne saranno distribuite nel tempo in modo da non creare interferenze con la ricostruzione economica dell'Italia e da evitare l'imposizione di ulteriori oneri a carico di altre Potenze Alleate od Associate. Gli accordi conclusi in base a questo paragrafo saranno comunicati agli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia.

4. L'Unione Sovietica fornirà all'Italia, a condizioni commerciali, le materie prime ed i prodotti che l'Italia importa normalmente e che sono necessari alla produzione di dette merci. Il pagamento di tali materie prime e di tali prodotti sarà effettuato, deducendo il relativo valore da quello delle merci consegnate all'Unione Sovietica.

5. I Quattro Ambasciatori determineranno il valore dei beni italiani che dovranno essere trasferiti all'Unione Sovietica.

6. La base del calcolo per il regolamento previsto dal presente Articolo sarà il dollaro degli Stati Uniti, secondo la sua parità-oro alla data del 1° luglio 1946 e cioè 35 dollari per un'oncia d'oro.

B. Riparazioni a Favore dell'Albania, dell'Etiopia, della Grecia e della Jugoslavia

1. L'Italia pagherà riparazioni a favore dei seguenti Stati:

Albania, per un ammontare di 5.000.000 di dollari

Etiopia, per un ammontare di 25.000.000 di dollari

Grecia, per un ammontare di 105.000.000 di dollari

Jugoslavia, per un ammontare di . . 125.000.000 di dollari

Tali pagamenti saranno effettuati nello spazio di 7 anni, a decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato. Durante i primi due anni non si farà luogo a prestazioni tratte dalla produzione italiana corrente.

2. Le riparazioni saranno tratte dalle seguenti fonti:

(a) una parte di quel macchinario ed attrezzatura utensile italiana, destinata alla fabbricazione di materiale bellico, non necessaria agli effettivi militari autorizzati, nè immediatamente adattabile ad usi civili, che sarà

rimossa dall'Italia ai termini dell'Articolo 67 del presente Trattato;

(b) produzione industriale italiana corrente, compresa la produzione delle industrie estrattive;

(c) tutte quelle altre categorie di beni e di servizi, esclusi gli averi italiani che, in base all'Articolo 79 del presente Trattato, sono sottoposti alla giurisdizione degli Stati enumerati al paragrafo 1, di cui sopra. Le prestazioni da corrispondersi ai sensi del presente paragrafo, comprenderanno anche entrambe le motonavi Saturnia e Vulcania o una soltanto di esse, se, dopo che il loro valore sia stato determinato dai Quattro Ambasciatori, esse saranno richieste, entro 90 giorni, da uno degli Stati enumerati al paragrafo 1. Le prestazioni da farsi ai sensi del presente paragrafo potranno anche comprendere semi.

3. I quantitativi ed i tipi delle merci e dei servizi che dovranno essere forniti, formeranno oggetto di accordi tra i Governi aventi diritto alle riparazioni e il Governo italiano; la scelta sarà effettuata e le consegne saranno distribuite nel tempo in modo da non creare interferenze con la ricostruzione economica dell'Italia e da evitare l'imposizione di ulteriori oneri a carico di altre Potenze Alleate od Associate.

4. Gli Stati aventi diritto alle riparazioni da trarsi dalla produzione industriale corrente, forniranno all'Italia, a condizioni commerciali, le materie prime ed i prodotti che l'Italia importa normalmente e che saranno necessari per la produzione di dette merci. Il pagamento di tali materie prime e di tali prodotti sarà effettuato, deducendo il relativo valore da quello delle merci consegnate.

5. La base del calcolo per il regolamento previsto dal presente Articolo sarà il dollaro degli Stati Uniti, secondo la sua parità-oro alla data del 1° luglio 1946 e cioè 35 dollari per un'oncia d'oro.

6. Le pretese degli Stati enumerati nel paragrafo 1, capo B del presente Articolo, eccedenti l'ammontare delle riparazioni specificate in detto paragrafo, saranno soddisfatte sugli averi italiani soggetti alla loro rispettiva giurisdizione, ai sensi dell'Articolo 79 del presente Trattato.

7. (a) I Quattro Ambasciatori coordineranno e controlleranno l'esecu-

zione delle disposizioni di cui al capo B del presente Articolo. Essi si consulteranno con i Capi delle Missioni diplomatiche in Roma degli Stati enumerati al paragrafo 1 del capo B e, quando le circostanze lo richiederanno, con il Governo italiano, e daranno il loro consiglio. Ai fini del presente Articolo, i Quattro Ambasciatori continueranno ad esplicitare le loro predette funzioni fino allo spirare del termine previsto al paragrafo 1 del capo B per le consegne a titolo di riparazioni.

(b) Allo scopo di evitare controversie o conflitti d'attribuzione nella ripartizione della produzione italiana e delle risorse italiane tra i diversi Stati, aventi diritto alle riparazioni ai sensi del capo B del presente Articolo, i Quattro Ambasciatori saranno informati da ognuno dei Governi aventi diritto alle riparazioni ai sensi del capo B del presente Articolo e dal Governo italiano, dell'inizio di negoziati per un accordo, in conformità delle disposizioni del paragrafo 3 di cui sopra, e dello sviluppo di tali negoziati. In caso di controversia sorgente nel corso dei negoziati, i Quattro Ambasciatori saranno competenti a decidere di ogni questione che sia ad essi sottoposta da uno qualsiasi di detti Governi o da qualsiasi altro Governo avente diritto a riparazioni ai sensi del capo B del presente Articolo.

(c) Appena conclusi, gli accordi saranno resi noti ai Quattro Ambasciatori. Questi potranno raccomandare che un accordo che non fosse o che avesse cessato di essere conforme agli obiettivi enunciati al paragrafo 3 o all'alinea (b) di cui sopra, sia opportunamente modificato.

C. *Disposizioni Speciali per Prestazioni Anticipate*

Per quanto concerne le prestazioni provenienti dalla produzione corrente, ai sensi del capo A, paragrafo 2 (c) e del capo B, paragrafo 2 (b), nessuna disposizione del capo A e del capo B del presente Articolo dovrà essere interpretata nel senso di escludere siffatte prestazioni, durante i primi due anni, a condizione che siano fatte in conformità di accordi tra il Governo avente diritto alle riparazioni e il Governo italiano.

D. *Riparazioni a Favore di Altri Stati*

1. Le ragioni delle altre Potenze Alleate e Associate saranno soddisfatte a valere sui beni italiani sottoposti alla loro rispettiva giurisdizione, in base all'Articolo 79 del presente Trattato.

2. Le ragioni di ogni Stato al quale siano fatte cessioni territoriali in applicazione del presente Trattato e che non sia menzionato nella parte B del presente Articolo, saranno ugualmente soddisfatte, attraverso il trasferimento a suo favore, senza pagamento, delle installazioni e dell'attrezzatura industriale esistenti nei territori ceduti, destinati sia alla distribuzione dell'acqua che alla produzione e alla distribuzione del gas e dell'elettricità e che appartengano a qualsiasi società italiana, la cui sede sociale sia in Italia o sia trasferita in Italia. Le ragioni di detti Stati potranno essere soddisfatte anche mediante il trasferimento di tutti gli altri beni di società di tale natura, che si trovino nei territori ceduti.

Il Governo italiano assumerà l'onere risultante dalle obbligazioni finanziarie garantite da ipoteche, da privilegi e da altri vincoli gravanti su tali beni.

E. Indennità per Beni Presi a Titolo di Riparazioni

Il Governo italiano s'impegna ad indennizzare le persone fisiche o giuridiche, dei cui beni ci si sia appropriati, in base alle disposizioni del presente Articolo, a titolo di riparazioni.

SEZIONE II—RESTITUZIONI DA PARTE DELL'ITALIA

Articolo 75

1. L'Italia accetta i principi della Dichiarazione delle Nazioni Unite del 5 gennaio 1943 e restituirà, nel più breve tempo possibile, i beni sottratti dal territorio di una qualsiasi delle Nazioni Unite.

2. L'obbligo di restituire si applica a tutti i beni identificabili, che si trovino attualmente in Italia e che siano stati sottratti, con la violenza o la costrizione, dal territorio di una delle Nazioni Unite, da qualunque delle Potenze dell'Asse, qualunque siano stati i successivi negozi, mediante i quali l'attuale detentore di tali beni se ne sia assicurato il possesso.

3. Il Governo italiano restituirà i beni di cui al presente Articolo in buone condizioni e prenderà a suo carico tutte le spese di mano d'opera, di materiali e di trasporto che siano state, a tale effetto, sostenute in Italia.

4. Il Governo italiano collaborerà con le Nazioni Unite e provvederà

a sue spese tutti i mezzi necessari per la ricerca e la restituzione dei beni da restituirsì ai sensi del presente Articolo.

5. Il Governo italiano prenderà le misure necessarie per far luogo alla restituzione dei beni previsti dal presente Articolo, che siano detenuti in qualunque terzo Paese da persone soggette alla giurisdizione italiana.

6. Le richieste di restituzione di beni saranno presentate al Governo italiano dal Governo del paese, dal territorio del quale i beni furono sottratti, essendo inteso che il materiale rotabile dovrà considerarsi come sottratto dal territorio al quale esso apparteneva in origine. Le domande dovranno essere presentate entro sei mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato.

7. Spetterà al Governo richiedente d'identificare i beni e di fornire la prova della proprietà, mentre al Governo italiano incomberà l'onere della prova che il bene non fu sottratto con la violenza o la costrizione.

8. Il Governo italiano restituirà al Governo della Nazione Unita interessata tutto l'oro coniato, sottratto o indebitamente trasferito in Italia, oppure consegnerà al Governo della Nazione Unita interessata una quantità d'oro uguale in peso e titolo a quella sottratta o indebitamente trasferita. Il Governo italiano riconosce che tale obbligo sussiste, indipendentemente da qualsiasi trasferimento o rimozione di oro che abbia potuto essere effettuata dal territorio italiano ad altre Potenze dell'Asse o ad un paese neutro.

9. Se, in casi specifici, fosse impossibile per l'Italia di effettuare la restituzione di oggetti aventi un valore artistico, storico od archeologico e appartenenti al patrimonio culturale della Nazione Unita, dal territorio della quale tali oggetti vennero sottratti, con la violenza o la costrizione, da parte delle Forze Armate, delle autorità o di cittadini italiani, l'Italia s'impegna a consegnare alla Nazione Unita interessata oggetti della stessa natura e di valore approssimativamente equivalente a quello degli oggetti sottratti, in quanto siffatti oggetti possano procurarsi in Italia.

SEZIONE III—RINUNCIA A RAGIONI DA PARTE DELL'ITALIA

Articolo 76

1. L'Italia rinuncia a far valere contro le Potenze Alleate ed Associate, ogni ragione di qualsiasi natura, da parte del Governo o di cittadini italiani,

che possa sorgere direttamente dal fatto della guerra o dai provvedimenti adottati a seguito dell'esistenza di uno stato di guerra in Europa, dopo il 1° settembre 1939, indipendentemente dal fatto che la Potenza Alleata o Associata interessata fosse o non fosse in guerra con l'Italia a quella data. Sono comprese in tale rinuncia:

(a) le domande pel risarcimento di perdite o danni subiti in conseguenza di atti delle Forze Armate o delle autorità di Potenze Alleate o Associate;

(b) le ragioni risultanti dalla presenza, dalle operazioni o dalle azioni delle Forze Armate od autorità di Potenze Alleate o Associate in territorio italiano;

(c) le doglianze rispetto a decreti ed ordinanze dei tribunali delle Prede di Potenze Alleate o Associate, impegnandosi l'Italia a riconoscere come validi e aventi forza esecutiva tutti i decreti e le ordinanze di detti tribunali emessi alla data del 1° settembre 1939 o successivamente e concernenti navi italiane, merci italiane o il pagamento delle spese;

(d) le ragioni risultanti dall'esercizio o dall'asserto esercizio di diritti di belligeranza.

2. Le disposizioni del presente Articolo precluderanno, completamente e definitivamente, ogni domanda della specie di quelle a cui questo Articolo si riferisce, che rimarrà da questo momento estinta, quali che siano le parti interessate. Il Governo italiano accetta di corrispondere equa indennità in lire alle persone che abbiano fornito, a seguito di requisizione, merci o servizi a favore delle Forze Armate di Potenze Alleate o Associate in territorio italiano e per soddisfare le domande avanzate contro le Forze Armate di Potenze Alleate o Associate relative a danni causati in territorio italiano e non provenienti da fatti di guerra.

3. L'Italia rinuncia ugualmente a fare valere domande della specie di quelle previste dal paragrafo 1 del presente Articolo, da parte del Governo od cittadini italiani contro una qualsiasi delle Nazioni Unite, che abbia rotto le relazioni diplomatiche con l'Italia e che abbia adottato provvedimenti in collaborazione con le Potenze Alleate ed Associate.

4. Il Governo italiano assumerà piena responsabilità della valuta mili-

tare alleata emessa in Italia dalle autorità militari alleate, compresa tutta la valuta in circolazione alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato.

5. La rinuncia da parte dell'Italia, ai sensi del paragrafo 1 del presente Articolo, si estende ad ogni domanda nascente dai provvedimenti adottati da qualunque delle Potenze Alleate ed Associate nei confronti delle navi italiane, tra il 1° settembre 1939 e la data di entrata in vigore del presente Trattato e ad ogni domanda o debito risultante dalle Convenzioni sui prigionieri di guerra, attualmente in vigore.

6. Le disposizioni del presente Articolo non dovranno essere interpretate nel senso di recare pregiudizio ai diritti di proprietà sui cavi sottomarini, che, allo scoppio delle ostilità, appartenevano al Governo italiano od a cittadini italiani. Il presente paragrafo non precluderà l'applicazione, nei riguardi dei cavi sottomarini, dell'Articolo 79 e dell'Allegato XIV.

Articolo 77

1. A decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato, i beni esistenti in Germania ed appartenenti allo Stato italiano ed a cittadini italiani, non saranno più considerati come beni nemici e tutte le restrizioni fondate su tale qualifica saranno abrogate.

2. I beni identificabili appartenenti allo Stato italiano ed a cittadini italiani, che le Forze Armate germaniche o le autorità germaniche abbiano trasferito con la violenza o la costrizione, dal territorio italiano in Germania, dopo il 3 settembre 1943, daranno luogo a restituzione.

3. La restituzione e la rimessa in pristino dei beni italiani saranno effettuate in conformità delle misure che saranno adottate dalle Potenze che occupano la Germania.

4. Senza pregiudizio di tali disposizioni e di quelle altre disposizioni che fossero adottate in favore dell'Italia e dei cittadini italiani dalle Potenze che occupano la Germania, l'Italia rinuncia, a suo nome e a nome dei cittadini italiani, a qualsiasi domanda contro la Germania e i cittadini germanici pendente alla data dell' 8 maggio 1945, salvo quelle risultanti da contratti o da altre obbligazioni che fossero in forza, ed ai diritti che fossero stati acquisiti, prima del 1° settembre 1939. Questa rinuncia sarà considerata applicarsi ai debiti, a tutte le ragioni di carattere interstatale relative

ad accordi conclusi nel corso della guerra e a tutte le domande di risarcimento di perdite o di danni occorsi durante la guerra.

5. L'Italia si impegua a prendere tutti i provvedimenti necessari per facilitare quei trasferimenti dei beni germanici in Italia, che verranno stabiliti da quelle fra le Potenze occupanti la Germania che abbiano facoltà di disporre di detti beni.

PARTE VII

BENI, DIRITTI ED INTERESSI

SEZIONE I—BENI DELLE NAZIONI UNITE IN ITALIA

Articolo 78

1. In quanto non l'abbia già fatto, l'Italia ristabilirà tutti i legittimi diritti ed interessi delle Nazioni Unite e dei loro cittadini in Italia, quali esistevano alla data del 10 giugno 1940 e restituirà ad esse e ai loro cittadini, tutti i beni ad essi appartenenti, nello stato in cui attualmente si trovano.

2. Il Governo italiano restituirà tutti i beni, diritti ed interessi di cui al presente Articolo, liberi da ogni vincolo o gravame di qualsiasi natura, a cui possano essere stati assoggettati per effetto della guerra e senza che la restituzione dia luogo alla percezione di qualsiasi somma da parte del Governo italiano. Il Governo italiano annullerà tutti i provvedimenti, compresi quelli di requisizione, di sequestro o di controllo, che siano stati adottati nei riguardi dei beni delle Nazioni Unite tra il 10 giugno 1940 e la data di entrata in vigore del presente Trattato. Nel caso in cui i beni non siano restituiti entro 6 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, dovrà essere presentata istanza alle autorità italiane nel termine di 12 mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, salvo il caso in cui il richiedente sia in grado di dimostrare che gli era impossibile di presentare la propria istanza entro il termine suddetto.

3. Il Governo italiano annullerà i trasferimenti riguardanti beni, diritti e interessi di qualsiasi natura appartenenti a cittadini delle Nazioni

Unite, quando tali trasferimenti siano stati effettuati con violenza o costrizione da parte di Governi dell'Asse o di loro organi, durante la guerra.

4. (a) Il Governo italiano sarà responsabile della rimessa in ottimo stato dei beni restituiti a cittadini delle Nazioni Unite, ai sensi del paragrafo 1 del presente Articolo. Nei casi in cui i beni non possano essere restituiti o in cui, per effetto della guerra, un cittadino delle Nazioni Unite abbia subito una perdita, a seguito di lesione o danno arrecato ad un bene in Italia, egli riceverà dal Governo italiano, a titolo d'indennità, una somma in lire, fino alla concorrenza di due terzi della somma necessaria, alla data del pagamento, per l'acquisto di un bene equivalente o per compensare la perdita subita. In nessun caso i cittadini delle Nazioni Unite potranno avere, in materia d'indennità, un trattamento meno favorevole di quello accordato ai cittadini italiani.

(b) I cittadini delle Nazioni Unite, che posseggono direttamente o indirettamente partecipazioni in società o associazioni che non abbiano la nazionalità di una delle Nazioni Unite, secondo la definizione datane dal paragrafo 9 (a) del presente Articolo, ma che abbiano subito una perdita, a seguito di lesione o danno arrecato a beni in Italia, saranno indennizzati ai sensi dell'alinea (a) di cui sopra. Tale indennità sarà calcolata in funzione della perdita totale o del danno subito dalla società o associazione e il suo ammontare, rispetto alla perdita o al danno subito, sarà nella medesima proporzione intercorrente tra la quota di partecipazione posseduta da detti cittadini nella società o associazione in parola, ed il capitale complessivo della società od associazione stessa.

(c) L'indennità sarà versata, al netto da ogni imposta, tassa o altra forma d'imposizione fiscale. Tale indennità potrà essere liberamente spesa in Italia, ma sarà sottoposta alle disposizioni, che siano via via in vigore in Italia in materia di controllo dei cambi.

(d) Il Governo italiano accorderà ai cittadini delle Nazioni Unite un'indennità in lire, nella stessa misura prevista all'alinea (a), per compensare le perdite o i danni risultanti dall'applicazione di speciali provvedimenti, adottati durante la guerra nei confronti dei loro beni, che non si applicavano invece ai beni italiani. Il presente alinea non si applica ai casi di lucro cessante.

5. Tutte le spese ragionevoli a cui darà luogo in Italia la procedura di esame delle domande, compresa la determinazione dell'ammontare delle perdite e dei danni, saranno a carico del Governo italiano.

6. I cittadini delle Nazioni Unite ed i loro beni saranno esentati da ogni imposta, tassa o contributo di carattere straordinario a cui il Governo italiano o altra autorità italiana abbia sottoposto i loro capitali in Italia nel periodo compreso tra il 3 settembre 1943 e la data di entrata in vigore del presente Trattato, allo scopo specifico di coprire spese risultanti dalla guerra o per far fronte al costo delle forze di occupazione o delle riparazioni da pagarsi ad una qualsiasi delle Nazioni Unite. Tutte le somme, che siano state a detto titolo percepite, dovranno essere restituite.

7. Nonostante i trasferimenti territoriali, a cui si provvede con il presente Trattato, l'Italia continuerà ad essere responsabile per le perdite o i danni subiti durante la guerra dai beni appartenenti a cittadini delle Nazioni Unite nei territori ceduti o nel Territorio Libero di Trieste. Gli obblighi contenuti nei paragrafi 3, 4, 5 e 6 del presente Articolo saranno egualmente a carico del Governo italiano, rispetto ai beni appartenenti a cittadini delle Nazioni Unite nei territori ceduti o nel Territorio Libero di Trieste, ma soltanto nella misura in cui ciò non sia in contrasto con le disposizioni del paragrafo 14 dell'Allegato X e del paragrafo 14 dell'Allegato XIV del presente Trattato.

8. Il proprietario dei beni di cui trattasi e il Governo italiano potranno concludere tra loro accordi in sostituzione delle disposizioni del presente Articolo.

9. Ai fini del presente Articolo:

(a) L'espressione "cittadini delle Nazioni Unite" si applica alle persone fisiche, che siano cittadini di una qualsiasi delle Nazioni Unite ed alle società o associazioni costituite secondo le leggi di una delle Nazioni Unite alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato, a condizione ch'esse già possedessero tale qualità il 3 settembre 1943, alla data cioè dell'Armistizio con l'Italia.

L'espressione "cittadini delle Nazioni Unite" s'applica anche a tutte le

persone fisiche e alle società o associazioni, che, ai sensi della legislazione in vigore in Italia durante la guerra, siano state considerate come nemiche.

(b) Il termine “proprietario” serve a designare il cittadino di una delle Nazioni Unite, secondo la definizione datane all’alinea (a) di cui sopra, che abbia un titolo legittimo di proprietà sul bene di cui trattasi e si applica anche al successore del proprietario, a condizione che tale successore sia anch’egli cittadino delle Nazioni Unite, ai sensi dell’alinea (a). Se il successore ha acquistato il bene, quando questo era già danneggiato, il venditore conserverà i suoi diritti all’indennità prevista dal presente Articolo, senza pregiudizio delle obbligazioni esistenti tra il venditore e l’acquirente, ai sensi della legislazione locale.

(c) Il termine “beni” serve a designare tutti i beni mobili e immobili, materiali ed incorporei, compresi i diritti di proprietà industriale, letteraria e artistica e tutti i diritti od interessi in beni di qualsiasi natura. Senza pregiudizio delle disposizioni generali precedenti, l’espressione “beni delle Nazioni Unite e dei loro cittadini” comprende tutti i bastimenti destinati alla navigazione marittima e fluviale, compresi gli strumenti e l’armamento di bordo, che hanno appartenuto alle Nazioni Unite o ai loro cittadini o che sono stati iscritti nel territorio di una delle Nazioni Unite o hanno navigato battendo la bandiera di una delle Nazioni Unite e che, posteriormente al 10 giugno 1940, sia che si trovassero in acque italiane o che vi fossero state portate a forza, sono state poste sotto il controllo delle autorità italiane come beni nemici o hanno cessato di essere a libera disposizione in Italia delle Nazioni Unite o dei loro cittadini, a seguito delle misure di controllo adottate dalle autorità italiane in relazione all’esistenza di uno stato di guerra tra membri delle Nazioni Unite e la Germania.

SEZIONE II — BENI ITALIANI SITUATI NEL TERRITORIO DELLE POTENZE ALLEATE E ASSOCIATE

Articolo 79

1. Ciascuna delle Potenze Alleate e Associate avrà il diritto di requisire, detenere, liquidare o prendere ogni altra azione nei confronti di tutti i beni, diritti e interessi, che, alla data dell’entrata in vigore del presente

Trattato si trovino entro il suo territorio e che appartengano all'Italia o a cittadini italiani e avrà inoltre il diritto di utilizzare tali beni o i proventi della loro liquidazione per quei fini che riterrà opportuni, entro il limite dell'ammontare delle sue domande o di quelle dei suoi cittadini contro l'Italia o i cittadini italiani, ivi compresi i crediti che non siano stati interamente regolati in base ad altri Articoli del presente Trattato. Tutti i beni italiani od i proventi della loro liquidazione, che eccedano l'ammontare di dette domande, saranno restituiti.

2. La liquidazione dei beni italiani e le misure in base alle quali ne verrà disposto, dovranno essere attuate in conformità della legislazione delle Potenze Alleate o Associate interessate. Per quanto riguarda detti beni, il proprietario italiano non avrà altri diritti che quelli che a lui possa concedere la legislazione suddetta.

3. Il Governo italiano s'impegna a indennizzare i cittadini italiani, i cui beni saranno confiscati ai sensi del presente Articolo e non saranno loro restituiti.

4. Il presente Articolo non pone l'obbligo per alcuna delle Potenze Alleate o Associate, di restituire al Governo italiano od ai cittadini italiani, diritti di proprietà industriale, nè di contare tali diritti nel calcolo delle somme, che potranno essere trattenute, ai sensi del paragrafo 1 del presente Articolo. Il Governo di ognuna delle Potenze Alleate ed Associate avrà il diritto di imporre sui diritti e interessi afferenti alla proprietà industriale sul territorio di detta Potenza Alleata o Associata, acquisiti dal Governo italiano o da cittadini italiani prima dell'entrata in vigore del presente Trattato, quelle limitazioni, condizioni e restrizioni che il Governo della Potenza Alleata o Associata interessata potrà considerare necessarie nell'interesse nazionale.

5. (a) I cavi sottomarini italiani colleganti punti situati in territorio jugoslavo saranno considerati come beni italiani in Jugoslavia, anche se una parte di tali cavi si trovi a giacere al di fuori delle acque territoriali jugoslave.

(b) I cavi sottomarini italiani, colleganti un punto situato sul territorio di una Potenza Alleata o Associata e un punto situato in territorio

italiano, saranno considerati beni italiani, ai sensi del presente Articolo, per quanto concerne gli impianti terminali e quella parte dei cavi che giace entro le acque territoriali di detta Potenza Alleata o Associata.

6. I beni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo saranno considerati come comprendenti anche i beni italiani che abbiano formato oggetto di misure di controllo, a causa dello stato di guerra esistente tra l'Italia e la Potenza Alleata o Associata, avente giurisdizione sui beni stessi, ma non comprenderanno:

(a) i beni del Governo italiano utilizzati per le esigenze delle Rappresentanze diplomatiche o consolari;

(b) i beni appartenenti ad istituzioni religiose o ad enti privati di assistenza e beneficenza ed usati esclusivamente a fini religiosi o filantropici;

(c) i beni delle persone fisiche, che siano cittadini italiani, autorizzati a risiedere sia sul territorio del paese, dove sono situati i beni, che sul territorio di una qualsiasi delle Nazioni Unite, esclusi i beni, che in qualsiasi momento, nel corso della guerra, siano stati sottoposti a provvedimenti non applicabili in linea generale ai beni dei cittadini italiani residenti nello stesso territorio;

(d) i diritti di proprietà sorti dopo la ripresa dei rapporti commerciali e finanziari tra le Potenze Alleate e Associate e l'Italia o sorti da operazioni e negozi tra il Governo di una delle Potenze Alleate o Associate e l'Italia, dopo il 3 settembre 1943;

(e) i diritti di proprietà letteraria e artistica;

(f) i beni dei cittadini italiani, situati nei territori ceduti, a cui si applicheranno le disposizioni dell'Allegato XIV;

(g) fatta eccezione per i beni indicati all'Articolo 74, capo A, paragrafo 2 (b) e capo D paragrafo 1, i beni delle persone fisiche, residenti nei territori ceduti o nel Territorio Libero di Trieste, che non eserciteranno il diritto d'opzione per la nazionalità italiana previsto dal presente Trattato, e i beni delle società o associazioni, la cui sede sociale sia situata nei territori ceduti o nel Territorio Libero di Trieste, a condizione che tali società o asso-

ciazioni non appartengano o siano controllate da persone residenti in Italia. Nei casi previsti dall'Articolo 74, capo A, paragrafo 2 (b) e capo D, paragrafo 1, la questione dell'indennità sarà regolata in conformità delle disposizioni di cui all'Articolo 74, capo E.

SEZIONE III—DICHIARAZIONE DELLE POTENZE ALLEATE E ASSOCIATE IN ORDINE ALLE LORO DOMANDE

Articolo 80

Le Potenze Alleate e Associate dichiarano che i diritti ad esse attribuiti in base agli Articoli 74 e 79 del presente Trattato esauriscono tutte le loro domande e le domande dei loro cittadini per perdite o danni risultanti da fatti di guerra, ivi compresi i provvedimenti adottati durante l'occupazione dei loro territori, che siano imputabili all'Italia e che si svolsero fuori del territorio italiano, eccezione fatta delle domande fondate sugli Articoli 75 e 78.

SEZIONE IV—DEBITI

Articolo 81

1. L'esistenza dello stato di guerra non deve, di per sè, essere considerata come precludente l'obbligo di pagare i debiti pecuniari risultanti da obbligazioni e da contratti che erano in vigore, e da diritti, che erano stati acquisiti prima dell'esistenza dello stato di guerra e che erano divenuti esigibili prima dell'entrata in vigore del presente Trattato e che sono dovuti dal Governo italiano o da cittadini italiani al Governo o ai cittadini di una delle Potenze Alleate ed Associate o sono dovute dal Governo o da cittadini di una delle Potenze Alleate ed Associate al Governo italiano od a cittadini italiani.

2. Salvo disposizioni espressamente contrarie contenute nel presente Trattato, nessuna sua clausola dovrà essere interpretata nel senso di precludere o colpire i rapporti di debito e credito, risultanti da contratti conclusi prima della guerra, sia dal Governo, che da cittadini italiani.

PARTE VIII

RELAZIONI ECONOMICHE GENERALI

Articolo 82

1. In attesa della conclusione di trattati o accordi commerciali tra le singole Nazioni Unite e l'Italia, il Governo italiano dovrà, durante i 18 mesi che seguiranno l'entrata in vigore del presente Trattato, accordare a ciascuna delle Nazioni Unite, che già accordano a titolo di reciprocità un trattamento analogo all'Italia in tale materia, il trattamento seguente:

(a) Per tutto quanto si riferisce a dazi ed a tasse sull'importazione e l'esportazione, alla tassazione interna delle merci importate e a tutti i regolamenti in materia, le Nazioni Unite godranno incondizionatamente della clausola della nazione più favorita;

(b) sotto ogni altro riguardo, l'Italia non adotterà alcuna discriminazione arbitraria contro merci provenienti dal territorio o destinate al territorio di alcuna delle Nazioni Unite, rispetto a merci analoghe proveniente dal territorio o destinate al territorio di alcun'altra Nazione Unita, o di qualunque altro paese straniero;

(c) i cittadini delle Nazioni Unite, comprese le persone giuridiche, godranno dello stesso trattamento dei cittadini e di quello della nazione più favorita, in ogni questione che si riferisca al commercio, all'industria, alla navigazione ed alle altre forme di attività commerciale in Italia. Tali disposizioni non si applicheranno all'aviazione civile.

(d) L'Italia non accorderà ad alcun paese diritti esclusivi o preferenziali, per quanto riguarda le operazioni dell'aviazione civile nel campo dei traffici internazionali e offrirà a tutte le Nazioni Unite condizioni di parità nell'acquisizione dei diritti in materia di trasporti aerei commerciali internazionali in territorio italiano, compreso il diritto di atterraggio per rifornimento e riparazioni ed accorderà, per gli apparecchi civili operanti nel campo dei traffici internazionali, a tutte le Nazioni Unite, su una base di reciprocità e di non-discriminazione, il diritto di sorvolo sul territorio italiano senza atterraggio. Queste disposizioni non dovranno recare pregiudizio agli interessi della difesa nazionale dell'Italia.

2. Gli impegni come sopra assunti dall'Italia, debbono intendersi soggetti alle eccezioni normalmente incluse nei trattati di commercio conclusi dall'Italia prima della guerra; e le disposizioni in materia di reciprocità accordate da ciascuna delle Nazioni Unite debbono intendersi soggette alle eccezioni normalmente incluse nei trattati di commercio da ciascuna di dette Nazioni.

PARTE IX

REGOLAMENTO DELLE CONTROVERSIE

Articolo 83

1. Ogni controversia che possa sorgere a proposito dell'applicazione degli Articoli 75 e 78 e degli Allegati XIV, XV, XVI e XVII, parte B, del presente Trattato, dovrà essere sottoposta ad una Commissione di Conciliazione, composta di un rappresentante del Governo della Nazione Unita interessata e di un rappresentante del Governo italiano, esercitanti le loro funzioni su una base di parità. Se entro tre mesi dal giorno in cui la controversia è stata sottoposta alla Commissione di Conciliazione, nessun accordo è intervenuto, ciascuno dei due Governi potrà chiedere che sia aggiunto alla Commissione un terzo membro, scelto di comune accordo tra i due Governi, tra i cittadini di un terzo paese. Qualora entro due mesi, i due Governi non riescano ad accordarsi sulla scelta di un terzo membro, i Governi si rivolgeranno agli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, i quali provvederanno a designare il terzo membro della Commissione. Se gli Ambasciatori non riescono a mettersi d'accordo entro un mese sulla designazione del terzo membro, l'una o l'altra parte interessata potrà chiedere al Segretario Generale delle Nazioni Unite di procedere alla relativa designazione.

2. Quando una Commissione di Conciliazione sia stata costituita ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra, essa avrà giurisdizione su tutte le controversie che, in seguito, possano sorgere tra la Nazione Unita interessata e l'Italia, in sede di applicazione o di interpretazione degli Articoli 75 e 78

e degli Allegati XIV, XV, XVI, e XVII, Parte B, del presente Trattato ed eserciterà le funzioni ad essa devolute dalle dette disposizioni.

3. Ciascuna Commissione di Conciliazione determinerà la propria procedura, adottando norme conformi alla giustizia e all'equità.

4. Ciascun Governo pagherà gli onorari del membro della Commissione di Conciliazione ch'esso abbia nominato e di ogni agente ch'esso Governo possa designare per rappresentarlo davanti alla Commissione. Gli onorari del terzo membro saranno fissati mediante accordo speciale tra i Governi interessati e tali onorari, così come le spese comuni di ogni Commissione, saranno pagati per metà da ciascuno dei due Governi.

5. Le parti si impegnano a far in modo che le loro autorità forniscano direttamente alla Commissione di Conciliazione tutta l'assistenza che sarà in loro potere di fornire.

6. La decisione presa dalla maggioranza dei membri della Commissione costituirà la decisione della Commissione e sarà accettata dalle parti come definitiva e obbligatoria.

PARTE X

CLAUSOLE ECONOMICHE VARIE

Articolo 84

Gli Articoli 75, 78, 82 e l'Allegato XVII del presente Trattato si applicheranno alle Potenze Alleate e Associate e a quelle Nazioni Unite, che abbiano rotto le relazioni diplomatiche con l'Italia o con cui l'Italia abbia rotto le relazioni diplomatiche. Questi Articoli e l'Allegato suddetto, si applicheranno anche all'Albania e alla Norvegia.

Articolo 85

Le disposizioni degli Allegati VIII, X, XIV, XV, XVI e XVII, come pure quelle degli altri Allegati, saranno considerate come parte integrante del presente Trattato e ne avranno lo stesso valore ed effetto.

PARTE XI

CLAUSOLE FINALI

Articolo 86

1. Durante un periodo che non supererà i diciotto mesi, a decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato, gli Ambasciatori a Roma dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, agendo di comune accordo, rappresenteranno le Potenze Alleate ed Associate, per trattare con il Governo italiano ogni questione relativa all'esecuzione e all'interpretazione del presente Trattato.

2. I Quattro Ambasciatori daranno al Governo italiano i consigli, i pareri tecnici ed i chiarimenti che potranno essere necessari per assicurare l'esecuzione rapida ed efficace del presente Trattato, sia nella lettera che nello spirito.

3. Il Governo italiano fornirà ai Quattro Ambasciatori tutte le informazioni necessarie e tutta l'assistenza di cui essi potranno aver bisogno nell'esercizio delle funzioni ad essi conferite dal presente Trattato.

Articolo 87

1. Salvo i casi per i quali una diversa procedura sia prevista da un Articolo del presente Trattato, ogni controversia relativa all'interpretazione od all'esecuzione del presente Trattato, che non sia stata regolata per via di negoziati diplomatici diretti, sarà sottoposta ai Quattro Ambasciatori, che procederanno ai sensi dell'Articolo 86. In tal caso però gli Ambasciatori non saranno tenuti ad osservare i termini di tempo fissati in detto Articolo. Ogni controversia di tale natura, ch'essi non abbiano regolato entro un periodo di due mesi, salvo che le parti interessate si mettano d'accordo su un altro mezzo per dirimere la controversia stessa, sarà sottoposta, a richiesta di una o dell'altra delle parti, ad una Commissione composta di un rappresentante di ciascuna delle parti e di un terzo membro scelto di comune accordo tra le due parti tra i cittadini di un terzo paese. In mancanza di accordo tra le due parti entro un mese sulla questione della designazione di detto terzo membro, l'una o l'altra delle parti potrà chiedere al Segretario Generale delle Nazioni Unite di procedere alla relativa designazione.

2. La decisione presa dalla maggioranza dei membri della Commissione costituirà la decisione della Commissione e sarà accettata dalle parti come definitiva e obbligatoria.

Articolo 88

1. Ogni altro membro delle Nazioni Unite che sia in guerra con l'Italia e che non sia firmatario del presente Trattato, e l'Albania, potranno aderire al Trattato e, dal momento dell'adesione, saranno considerati come Potenze Associate ai fini del presente Trattato.

2. Gli strumenti d'adesione saranno depositati presso il Governo della Repubblica francese e avranno valore dal momento del loro deposito.

Articolo 89

Le disposizioni del presente Trattato non conferiranno alcun diritto o beneficio ad alcuno Stato designato nelle Premesse come una delle Potenze Alleate e Associate o ai rispettivi cittadini, finchè detto Stato non sia divenuto parte contraente del Trattato, attraverso il deposito del proprio strumento di ratifica.

Articolo 90

Il presente Trattato, di cui il testo francese, inglese e russo fanno fede, dovrà essere ratificato dalle Potenze Alleate e Associate. Esso dovrà anche essere ratificato dall'Italia. Esso entrerà in vigore immediatamente dopo il deposito delle ratifiche da parte dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord, degli Stati Uniti d'America e della Francia. Gli strumenti di ratifica saranno, nel più breve tempo possibile, depositati presso il Governo della Repubblica francese.

Per quanto concerne ciascuna delle Potenze Alleate o Associate, i cui strumenti di ratifica saranno depositati in epoca successiva, il Trattato entrerà in vigore alla data del deposito. Il presente Trattato sarà depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese, che rimetterà copie autentiche a ciascuno degli Stati firmatari.

ELENCO DEGLI ALLEGATI

- I. Carte (vedi raccolta a parte)
- II. Descrizione dettagliata dei tratti di frontiera a cui si applicano le modificazioni di cui all'Articolo 2
- III. Garanzie relative al Moncenisio e alla regione di Tenda e di Briga
- IV. Accordo tra il Governo Italiano e il Governo Austriaco in data 5 settembre 1946
- V. Approvvigionamento dell'acqua per il comune di Gorizia e dintorni
- VI. Statuto Permanente del Territorio Libero di Trieste
- VII. Strumento relativo al regime provvisorio del Territorio Libero di Trieste
- VIII. Strumento relativo al Porto Franco di Trieste
- IX. Disposizioni tecniche relative al Territorio Libero di Trieste
- X. Disposizioni economiche e finanziarie relative al Territorio Libero di Trieste
- XI. Dichiarazione comune dei Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, concernente i possedimenti territoriali italiani in Africa
- XII. Elenco delle navi da guerra:
 - A. che l'Italia può conservare
 - B. che l'Italia deve conseguare
- XIII. Definizioni:
 - A. Termini navali
 - B. Istruzione militare, navale ed aerea
 - C. Definizione ed elenco del materiale bellico
 - D. Definizione dei termini "Smilitarizzazione" e "Smilitarizzato"
- XIV. Disposizioni economiche e finanziarie relative ai territori ceduti
- XV. Disposizioni speciali concernenti certe categorie di beni:
 - A. Proprietà industriale, letteraria ed artistica
 - B. Assicurazioni
- XVI. Contratti, prescrizione, titoli all'ordine
- XVII. Tribunali delle prede e giudizi

ALLEGATO I

Carte Allegate al Trattato di Pace con l'Italia

(vedi raccolta a parte)

- A. Frontiere dell'Italia (Articolo 1)
- B. Frontiera franco-italiana (Articolo 2)
- C. Frontiera italo-jugoslava (Articolo 3)
- D. Frontiera del Territorio Libero di Trieste (Articoli 4 e 22)
- E. Zone maritime definite all'Articolo 11 del presente Trattato

ALLEGATO II

Frontiera Franco-Italiana

Descrizione dettagliata dei tratti di frontiera a cui si applicano le modificazioni di cui all'Articolo 2

Passo del Piccolo San Bernardo

Riferimento: carta 1:20.000: Ste Foy Tarentaise N. 1 e 2

Il nuovo confine segue un tracciato che parte dalla cresta rocciosa di Lancebranlette, poi, discendendo verso oriente, segue la linea dello spartiacque al livello di 2180 metri donde passa alla colonna Joux (2188). Di qui, seguendo ancora la linea dello spartiacque, risale alla Costa del Belvedere di cui segue gli affioramenti rocciosi, risale il Monte Belvedere, di cui contorna la cima, lasciando quest'ultimo in territorio francese a 120 metri dalla frontiera e passando per le quote 2570, 2703, la Bella Valletta e la quota 2746, si ricongiunge all'antico confine al Monte Valaisan.

Ripiano del Moncenisio

Riferimento: carte 1:20.000 di Lanslebourg N. 5-6 e 7-8 e di Monte D'Ambin, N. 1-2

Il nuovo confine segue un tracciato che abbandona l'antica frontiera a Monte Tour, segue verso occidente la linea di demarcazione amministra-

tiva, che figura nella carta, segue poi il Vitoun dal punto in cui incontra il suo braccio settentrionale e ne discende il corso fino alla Rocca della Torretta.

Continuando poi a seguire la linea degli affioramenti rocciosi, raggiunge il torrente che viene dall'Alpe Lamet e discende con esso fino alla base della scarpata rocciosa lungo la quale esso corre per circa 800 metri fino alla linea del thalweg, ad un punto situato a circa 200 metri al nord della quota 1805.

Prosegue quindi fino alla sommità del tratto di terreno franoso che domina Ferrera Cenisio a circa 300 metri da questa e continuando verso occidente, raggiunge la strada che circonda ad est il Rne. Paradiso, a 400 metri ad ovest dello spiazzo terminale (1854), per lasciarla subito e piegare a sud.

Taglia la strada di Bar Cenisia in un punto a circa 100 metri a sud-est del Rifugio No. 5, traversa il thalweg in direzione del lago S. Giorgio, segue all'incirca la costa 1900 fino alla quota 1907, costeggia poi la riva meridionale del Lago d'Arpon e raggiunge la cima rocciosa che continua a seguire in direzione sud-ovest fino alla confluenza dei torrenti che scendono dal Ghiacciaio di Bard ad un punto a circa 1400 metri a sud-ovest del lago d'Arpon.

Di qui, piegando verso sud, segue all'incirca la costa 2500, passa per quota 2579 e poi correndo lungo la costa 2600 raggiunge il Lago della Vecchia e si ricongiunge, alla linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta a 700 metri circa a sud-est del lago, al sentiero di Passo d'Avanza che segue lungo le scarpate rocciose fino all'antica frontiera, a metà strada tra il Col della Vecchia e il Colle del Clapier.

Monte Tabor

Riferimento: carte 1:20.000 di Nevache, N. 1-2, 5-6 e 7-8

Dalla Cima de la Planette al Rocher de Guion (Cima del Sueur)

Il nuovo confine segue un tracciato che lascia l'attuale frontiera a Cima de La Planette e, procedendo verso mezzogiorno, segue la cresta attraverso le quote 2980, 3178, la Rca. Bernaude (3228), le quote 2842, 2780,

2877, il Passo della Gallina (2671), le quote 2720, 2806 e la Punta Quattro Sorelle (2700).

Discendendo il pendio ad oriente di questa cima, il tracciato lascia in territorio francese la quota 2420, di dove raggiunge e segue ad est il sentiero che conduce agli edifici situati a circa 200 metri da quota 2253, restando detto sentiero e detti edifici in territorio francese. Entra poi in un thalweg che passa a circa 300 metri a nord-est di quota 1915, donde raggiunge l'estremità nord-occidentale del bacino che, nella Vallée Etroite (Valle Stretta) alimenta le centrali idroelettriche di Sette Fontane, lasciando detto bacino e dette centrali in territorio italiano. Contornando il bacino a sud, raggiunge il crocevia a quota 1499.

Segue poi il sentiero che affianca strettamente la costa 1500 lungo l'estremità dei boschi e che conduce a Comba della Gorgia, vicino a costa 1580; risale poi il thalweg verso quota 1974 e raggiunge l'estremità delle scarpate rocciose di La Sueur, seguate dalle quote 2272, 2268, 2239, 2266, 2267, mantenendosi su detta estremità sinchè non incontra l'antica frontiera. La cresta delle rocce ad il sentiero che corre lungo di essa resta in territorio francese.

Chaberton

Riferimento: Carte 1:20.000 di Briançon N. 3-4

Il nuovo confine segue un tracciato che abbandona l'antica frontiera a quota 3042 (a nord della quota 3070 e della Pointe des Trois Scies) e segue la cresta rocciosa fino alla Croce del Vallonetto.

Dalla Croce del Vallonetto piega verso sud lungo la cresta rocciosa e raggiunge la strada del Chaberton nel punto in cui quest'ultima cna nel l'avvallamento circolare del Clot des Morts.

Traversata detta strada e il thalweg che la delimita, il tracciato segue all'incirca per 1250 metri la costa 2300, che, sul terreno, segue verso sud-est una serie di affioramenti rocciosi e di detriti, poi taglia direttamente il versante orientale del Monte Chaberton, raggiunge un punto a circa 400 metri ad ovest della quota 2160, lasciando in territorio francese il pilone intermedio della teleferica che vi si trova.

Di là si dirige direttamente, attraverso una serie di sbarramenti roc-

ciosi e di dirupi, verso la posizione (non segnata sulla carta) di La Fontaine des Chamois, vicino alla quota 2228 (circa 1400 metri a nordest di Clavières), che fiancheggia verso est, seguendo la seconda curva della strada che unisce questo punto alla caserma fortificata del Chaberton, sulla strada da Cézanne (Cesana) a Clavières, lasciando le opere fortificate di La Fontaine des Chamois in territorio francese.

Di qui, seguendo in un primo momento in direzione sud la linea di demarcazione comunale segnata sulla carta e poi lo sbarramento roccioso a circa 400 metri a nord della strada Clavières-Cézanne (Cesana), piega verso sud-ovest passando ai piedi della parete rocciosa, a una distanza da quest'ultima, sufficiente per consentire la costruzione di una strada a doppia circolazione.

Contornando così a nord il villaggio di Clavières, che resta in territorio italiano, il tracciato raggiunge il Rio Secco a circa 200 metri a monte del ponte di Clavières, ne discende il corso, segue poi il corso della Doire Ripaire (Dora Riparia) fino alla strada da Clavières a Val Gimont, che è lasciata all'Italia e segue quindi detta strada fino al ponte sul Gimont.

Risalendo il corso di quest'ultimo per circa 300 metri, il tracciato l'abbandona poi per seguire la mulattiera che lo porta fino al pilone superiore della teleferica di Clavières (Col du Mont Fort du Boeuf) che è lasciato in territorio francese. Poi, attraverso la cresta, si ricongiunge all'attuale frontiera a Mont La Plane, posto di frontiera 251. La strada della Valle del Gimont è lasciata in territorio italiano.

Valli superiori della Tinea, della Vesubie e della Roya

1. Dalla Cima di Colla Longa alla Cima di Mercantour

Riferimenti: carte 1:20.000 di St. Etienne de Tinée, N. 3-4 e 7-8 e di Les Trois Ponts, N. 5-6

Il nuovo confine segue un tracciato che abbandona la vecchia frontiera alla Cima di Colla Longa e, procedendo verso oriente e seguendo la linea dello spartiacque, va lungo le creste rocciose passando per le quote 2719, 2562, il Colle di Seccia, raggiunge a quota 2760 la Testa dell'Autaret, passa per quota 2672 al Colle della Guercia (2456) e per le quote 2640, 2693 e 2689, raggiunge le Rocche di Saboulé e ne segue la cresta nord.

Seguendo la cresta, il tracciato passa per le quote 2537, 2513, Passo del Lausfer (2461) e quota 2573 fino alla Testa Auta del Lausfer (2587), donde piega verso sud fino a Testa Colla Auta, passando Cima del Lausfer (2554) e lasciando detta quota in Italia.

Di qui, attraverso quota 2484 e seguendo il sentiero di cresta, che rimane in territorio francese, attraverso quote 2240 e 2356 ed il Passo di S. Anna e quote 2420 e 2407, raggiunge un punto a circa 80 metri a sud di quota 2378 (Cima Moravacciera).

Seguendo il sentiero di cresta, lasciato in territorio francese, passa per la Testa Ga del Caval e quota 2331, lasciate entrambe in territorio francese e poi, abbandonando il sentiero, continua sulla cresta di Testa dell'Adreck (2475) e, attraverso il Colle della Lombarda e quota 2556, raggiunge Cima della Lombarda (2801).

Ripiegando verso sud-est, segue quindi la cresta rocciosa e passando per Passo di Peania, Cima di Vermeil, quota 2720, lasciata in territorio francese, Testa Cba. Grossa (2792), Passo del Lupo, (2730) e quota 2936, raggiunge Monte Malinvern.

Di qui, in direzione sud, attraverso quote 2701, 2612 e Cima di Tavel (2804) e poi in direzione est attraverso quota 2823, raggiunge Testa del Claus (2889).

Poi, piegando in direzione generale sud-est, traversa il Passo delle Portette, passa per quota 2814 e Testa delle Portette, quota 2868, Testa Margiola (2831), Caire di Prefouns (2840), Passo del Prefouns (2620), Testa di Tablasses (2851), Passo di Bresses (2794) e Testa di Bresses (2820) e passando per Cima di Fremamorta (2731), Colle Fremamorta, quote 2625, 2675 e 2539, Cima di Pagari (2686), Cima di Naucetas (2706), quote 2660, 2673, e Colle di Ciriegia (2581), raggiunge Cima di Mercantour (2775).

2. Da Cima di Mercantour a Monte Clapier

Riferimento: Carta 1:20.000: Les Trois Ponts, N. 5-6 e carta italiana 1:20.000: Madonna delle Finestre

Dalla Cima di Mercantour procede per quota 2705, Colle Mercantour (2611), Cima Ghilie (2998), le quote 2939 e 2955, Testa della Rovina (2981), quote 2844 e 2862, Passo della Rovina, Caire dell'Agnel (2935,

2867, 2784), Cima del Caire Agnel (2830), Cima Mallariva (2860), Cima Cairas (2831), Cima Cougourda (2881, 2921), Cima dei Gaisnes (2896), quote 2766, 2824, Cima del Lombard (2842), quote 2831, 2717, 2591, 2600 e 2582, Boccia Forno, Cima delle Finestre (2657), Col delle Finestre, quote 2634, 2686 e 2917, e raggiunge Cima dei Gelas (3143) e, attraverso quote 3070, Cima della Maledia (3061), donde segue poi il sentiero di Passo del Pagari (2819); quindi, seguendo la linea di demarcazione comunale, segnata sulla carta, raggiunge il Passo di Monte Clapier (2827) e contorna il Monte Clapier (3045) a nord e ad est, seguendo la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta.

3. *Dal Monte Clapier al Colle di Tenda*

Riferimento: Carta italiana 1:20.000: Madonna delle Finestre e Colle di Tenda

Dal Monte Clapier, il tracciato segue la linea di demarcazione amministrativa rappresentata sulla carta da quote 2915, 2887 e 2562, dal Passo dell'Agnel e da quota 2679, fino a Cima dell'Agnel (2775).

Si dirige poi verso oriente, seguendo sempre la linea di demarcazione amministrativa rappresentata sulla carta da quota 2845 e 2843 delle Rocce dell'Agnel; raggiunge poi Cima della Scandeiera (2706), attraverso il Colle del Sabbione (2332), prosegue per quote 2373, 2226, 2303 e 2313 fino a Cima del Sabbione (2610), quota 2636, Punta Peirafica, quote 2609, 2585, 2572, 2550 e raggiunge la Rocca dell'Abisso (2755).

Il tracciato si mantiene ancora sulla linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta fino ad est della quota 2360, poi corre lungo gli affioramenti rocciosi a nord di Rne. Pian Misson, da cui raggiunge il sentiero di Monte Becco Rosso e lo segue a nord delle quote 2181, 2116 e 1915; costeggia quindi per circa un chilometro la strada in direzione nord prima di riprendere il sentiero surricordato fino al Colle di Tenda. Il sentiero e la parte di strada nazionale sopramenzionata rimangono in territorio francese.

4. *Dal Colle di Tenda alla Cima Missun*

Riferimento: carta italiana 1:20.000: Tenda e Certosa di Pesio

Dal Colle di Tenda il tracciato, lasciando il sentiero in territorio francese, prosegue fino a quote 1887 e 2206, poi abbandona il sentiero per

seguire sulla cresta la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta; quindi passando per quota 2262 raggiunge Cima del Becco (2300).

Dirigendosi verso nord e lungo la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta, raggiunge il Col della Perla (2086), segue il sentiero che corre lungo gli affioramenti rocciosi di Cima del Cuni fino al Col della Boaira, dove l'abbandona per seguire la cresta in direzione nord. Il sentiero sopramenzionato rimane in territorio francese.

Costeggiando l'affioramento roccioso, prosegue fino a quota 2275, raggiunge Testa Ciaudon (2386), corre lungo le scarpate rocciose, attraversa Colla Piana (2219) e raggiunge quota 2355 del Monte delle Carsene, che è lasciato in territorio francese; segue poi la cresta nord di detto monte per Punta Straldi (2375), quote 2321 e 2305, fino a Passo Scarason, poi piega a nord fino alla quota 2352, dove incontra la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta e segue detta linea attraverso quote 2510 e 2532, fino a Punta Marguareis (2651).

Deviando verso mezzogiorno, segue poi la cresta, passa quota 2585 e discendendo lungo lo spigolo roccioso, raggiunge Colle del Lago dei Signori.

Seguendo il sentiero di cresta, che rimane in territorio francese e seguendo quindi la cresta stessa, raggiunge Cima di Pertega (2402), scende lungo la cresta rocciosa fino al Colle delle Vecchie (2106); di qui segue il sentiero di cresta, che lascia in territorio francese, attraverso quote 2190, 2162, Cima del Vescovo (2257) e Cima di Velega (2366), fino a Monte Bertrand.

Da Monte Bertrand (2481) il tracciato segue la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta fino a Colla Rossa, dove riprende il sentiero di cresta che poi costeggia passando attraverso quote 2179 e 2252 fino a Cima Missun (2356); contornando quindi questa cima verso est, continua a seguire il sentiero sopramenzionato, che rimane in territorio francese.

5. *Da Cima Missun a Col de Pegairole*

Riferimento: carta 1:20.000 Pointe de Lugo, N. 1-2 e 5-6

Seguendo lo stesso sentiero di cresta il tracciato attraversa Colla Cravirora e passa ad est della quota 2265 fino a Punta Farenga. Abbandona poi il sentiero per contornare ad est la Cima Ventosa, dopodichè raggiunge

il sentiero del Passo di Tanarello, lasciando in Francia le costruzioni dall'altra parte del sentiero. Il tracciato passa poi lungo il Monte Tanarello, attraversa Passo Basera (2038), contorna il Monte Saccarello, che è lasciato a circa 300 metri in direzione di occidente, poi, seguendo prima la cresta rocciosa e quindi il sentiero fino al Passo di Collardente, raggiunge la cresta che conduce al Monte Collardente, lasciando quota 1762 in territorio francese. A questo punto costeggia un sentiero che è lasciato in territorio italiano e raggiunge il Monte Collardente, lasciando in territorio francese il sentiero che lo attraversa. Il tracciato segue poi questo sentiero attraverso la Bassa di Sanson ad est ed a sud di quota 1769, fino alle costruzioni situate a circa 500 metri ad est di Testa della Nava (1934), che sono lasciate in territorio francese.

Abbandonando la strada all'altezza di dette fabbriche, raggiunge in cresta la strada lungo la cresta di Testa di Nava, che rimane in territorio francese e la segue fino alle fabbriche a sud-est della Cima di Marta o Monte Vacche, contornandolo dall'est.

Di qui, lungo la strada di cresta, lasciata in territorio francese, contorna il Monte Ceriana, abbandona la strada per raggiungere il Monte Grai (2014), la riprende di nuovo al Col (1875), la segue per contornare Cima della Valletta e Monte Pietravecchia, fino alla cresta rocciosa.

Attraversa poi la Gola dell'Incisa, raggiunge per via della cresta e quota 1759 il Monte Toraggio (1972), e poi Cima di Logambon e la Gola del Corvo, contorna il Monte Bauso e Monte Lega (1552, 1563 e 1556) e segue la cresta giù fino al Passo di Muratone.

Lungo la strada di cresta, lasciata in territorio francese, arriva fino a Monte Scarassan, al sud di Monte Battolino e di quota 1358, raggiungendo Colla Pegairole.

6. *Da Colla Pegairole a Monte Mergo*

Riferimento: carta 1:20.000 di Pointe de Lugo N. 5-6, San Remo N. 1-2 e Menton N. 3-4

Da Colla Pegairole il tracciato segue la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta, lasciando Cisterne alla Francia, risale Monte Simonasso, discende fino al Col e segue la strada fino a Margheria Suan, che lascia in territorio francese, mentre i chalets rimangono in territorio italiano.

Continuando a seguire la strada, lasciata in territorio francese, passa ad est di Testa d'Alpe, per Fontana dei Draghi, per le sorgenti di quota 1406, per quota 1297, contorna Colla Sgora ad est, passa per quote 1088, 1016 e 1026, attraversa la cresta rocciosa di Monte Colombin, segue la linea di demarcazione amministrativa segnata sulla carta lungo Cima di Reglie (846 e 858), abbandona detta linea in direzione sudovest per seguire la cresta di Serra dell'Arpetta (543, 474 e 416) fino al thalweg della Roya, che attraversa a circa 200 metri a nordovest del ponte di Fanghetto.

Il tracciato risale poi il thalweg della Roya fino ad un punto situato a circa 350 metri dal ponte sopramenzionato. Abbandona la Roya a detto punto e si dirige a sudovest verso quota 566. Da questo punto procede verso ovest fino ad incontrare il burrone che discende verso Olivetta; lo segue fino alla strada, lasciando in territorio italiano le abitazioni situate sulla strada stessa, risale la Val di Trono per circa 200 metri e poi si dirige verso quota 410, fino alla strada tra Olivetta e S. Girolamo. Di qui, dopo aver seguito la strada per cento metri circa verso sudest, riprende la direzione generale di sudovest fino a quota 403, proseguendo per circa 20 metri lungo ed a sud della strada segnata sulla carta. Da quota 403 segue la cresta di Punta Becche fino a quota 379, poi, dirigendosi di nuovo verso sudovest, attraversa il Bevera, seguendo il thalweg verso Monte Mergo, che contorna a sud a circa 50 metri dalla cima (686) lasciata in territorio francese, e raggiunge l'attuale frontiera ad un punto situato a circa 100 metri a sudovest di detta cima.

ALLEGATO III

Garanzie relative al Moncenisio e alla regione di Tenda-Briga

(vedi Articolo 9)

A—GARANZIE CHE LA FRANCIA DOVRÀ FORNIRE ALL'ITALIA IN RELAZIONE
ALLA CESSIONE DEL RIPIANO DEL MONCENISIO

I. *Garanzie relative alla fornitura d'acqua del Lago del Moncenisio per la
produzione d'energia idroelettrica*

(a) La Francia controllerà il rifornimento dell'acqua dal Lago del Moncenisio alle condotte sotterranee che alimentano le centrali idroelet-

triche di Gran Scala, di Venaus e di Mompantero, in modo da assicurare a dette centrali quei quantitativi d'acqua a quel ritmo di flusso di cui l'Italia potrà aver bisogno.

(b) La Francia riparerà, conserverà in buono stato di funzionamento e rinnoverà quando sia necessario, tutti gli impianti occorrenti per il controllo e la fornitura dell'acqua, in conformità dell'alinea (a), in quanto detti impianti si trovino in territorio francese.

(c) La Francia informerà l'Italia a richiesta di quest'ultima, del volume d'acqua esistente nel lago del Moncenisio e darà al riguardo ogni altra informazione, per consentire all'Italia di determinare i quantitativi d'acqua e il ritmo di flusso, con cui dovranno essere alimentate le dette condotte sotterranee.

(d) La Francia darà esecuzione alle disposizioni che precedono, con il dovuto riguardo all'economia e farà pagare all'Italia le relative spese effettivamente sostenute.

II. *Garanzie relative all'energia elettrica prodotta dalla centrale idroelettrica di Gran Scala*

(a) La Francia farà funzionare l'impianto idroelettrico di Gran Scala, in modo da produrre (sotto riserva del controllo della fornitura d'acqua, come disposto dalla Garanzia I), i quantitativi di energia elettrica di cui l'Italia potrà aver bisogno, al ritmo da essa richiesto, dopo aver coperto il fabbisogno locale (che non dovrà superare sensibilmente il fabbisogno attuale) della regione vicina a Gran Scala, situata in territorio francese.

(b) La Francia farà funzionare l'impianto di pompe adiacente alla centrale di Gran Scala, in modo da far affluire l'acqua al lago del Moncenisio, nella misura e nel momento in cui l'Italia possa averne bisogno.

(c) La Francia riparerà, conserverà in buono stato di funzionamento e rinnoverà, quando sia necessario, tutti gli impianti costituenti la centrale idroelettrica di Gran Scala, compreso l'impianto di pompe e la linea di trasmissione, con relativa attrezzatura, congiungente la centrale di Gran Scala con la frontiera franco-italiana.

(d) La Francia assicurerà, attraverso la linea congiungente Gran Scala

con la frontiera franco-italiana, il trasporto dell'energia elettrica, come sopra occorrente all'Italia e consegnerà tale energia all'Italia nel punto in cui la linea di trasmissione taglia la frontiera franco-italiana per entrare in territorio italiano.

(e) La Francia manterrà il voltaggio e la frequenza dell'energia fornita in conformità delle disposizioni di cui sopra, a quel livello che l'Italia potrà ragionevolmente richiedere.

(f) La Francia prenderà accordi con l'Italia per quanto riguarda il collegamento telefonico tra Gran Scala e l'Italia e resterà in contatto con l'Italia al fine di assicurare che la centrale di Gran Scala, l'impianto delle pompe e la linea di trasmissione siano fatte funzionare in modo conforme alle garanzie sopraenunciate.

(g) Il prezzo che la Francia dovrà fissare e l'Italia dovrà pagare per l'energia elettrica messa a disposizione dell'Italia e prodotta dalla centrale elettrica di Gran Scala (dopo che siano soddisfatte le necessità locali sopradette) dovrà essere eguale al prezzo fissato in Francia per la fornitura di analoghi quantitativi di elettricità d'origine idroelettrica in territorio francese, nelle vicinanze del Moncenisio o in altre regioni in cui si abbiano condizioni analoghe.

III. *Durata delle garanzie*

Salvo che non sia altrimenti convenuto tra la Francia e l'Italia, le garanzie di cui trattasi resteranno perpetuamente in vigore.

IV. *Commissione tecnica di sorveglianza*

Una Commissione tecnica di sorveglianza, franco-italiana, comprendente un egual numero di membri francesi ed italiani, sarà creata per sorvegliare e facilitare l'esecuzione delle clausole di garanzia di cui sopra, che hanno per oggetto di assicurare all'Italia i mezzi identici a quelli di cui essa disponeva quanto ad energia idroelettrica ed al rifornimento idrico proveniente dal Lago del Moncenisio, prima della cessione di questa regione alla Francia. Rientrerà anche tra le funzioni della Commissione tecnica di sorveglianza quella di cooperare con i competenti servizi tecnici francesi per accertarsi che la sicurezza delle valli sottostanti non sia compromessa.

B—GARANZIE CHE LA FRANCIA DOVRÀ FORNIRE ALL'ITALIA IN RELAZIONE
ALLA CESSIONE DELLA REGIONE DI TENDA-BRIGA ALLA FRANCIA

1. *Garanzie* per assicurare all'Italia l'energia elettrica prodotta dai due generatori a frequenza $16\frac{2}{3}$ della centrale idroelettrica di S. Dalmazzo e l'energia elettrica prodotta alla frequenza di 50 dalle centrali idroelettriche di Le Mesce, San Dalmazzo e Confine, in eccedenza al quantitativo proveniente da dette centrali, che sia necessario alla Francia per alimentare le zone di Sospel, Mentone e Nizza, finchè non siano ricostruite le centrali idroelettriche distrutte a Breil e Fontan, rimanendo inteso che dette forniture andranno diminuendo, man mano che le centrali di cui trattasi saranno ricostruite e non dovranno comunque superare 5000 Kilowatts di potenza e 3.000.000 di Kilowatt-ore al mese e che, se la ricostruzione delle centrali non incontrerà speciali difficoltà, i lavori saranno completati non oltre la fine del 1947:

- (a) La Francia farà funzionare i detti impianti in modo da produrre (salve le limitazioni che possano essere imposte dal volume di acqua disponibile e tenendo conto, per quanto ragionevolmente possibile, delle necessità delle centrali situate a valle) i quantitativi di energia elettrica di cui l'Italia possa aver bisogno, al ritmo richiesto, in primo luogo, in corrente della frequenza $16\frac{2}{3}$, per le ferrovie italiane della Liguria e del Piemonte meridionale e in secondo luogo, in corrente della frequenza 50, per usi generali, dopo che siano stati coperti il fabbisogno della Francia per Sospel, Mentone e Nizza, come è detto più sopra, e le necessità locali dei dintorni di San Dalmazzo;
- (b) La Francia riparerà, conserverà in buono stato di funzionamento e rinnoverà, quando sia necessario, tutti gli impianti costituenti le centrali idroelettriche di Le Mesce, San Dalmazzo e Confine, comprese le linee di trasmissione con relative attrezzature congiungenti le centrali di Le Mesce e di Confine con la centrale di San Dalmazzo e le linee di trasmissione principali con relative attrezzature, che vanno dalla centrale di San Dalmazzo alla frontiera franco-italiana;

- (c) La Francia informerà l'Italia, a richiesta di quest'ultima, del flusso dell'acqua a Le Mesce e a Confine e del volume d'acqua in riserva a San Dalmazzo e darà al riguardo ogni altra informazione, per consentire all'Italia di determinare il suo fabbisogno di energia elettrica in conformità alle disposizioni dell'alinea (a);
- (d) La Francia assicurerà, attraverso le linee principali congiungenti San Dalmazzo con la frontiera franco-italiana, il trasporto dell'energia elettrica richiesta dall'Italia in base alle necessità sopradette e consegnerà tale energia all'Italia, nei punti in cui le linee di trasmissione principali tagliano la frontiera franco-italiana per entrare in territorio italiano;
- (e) La Francia manterrà il voltaggio e la frequenza dell'energia fornita in conformità alle disposizioni di cui sopra, a quel livello che all'Italia potrà effettivamente abbisognare;
- (f) La Francia prenderà delle intese con l'Italia per quanto riguarda il collegamento telefonico tra San Dalmazzo e l'Italia e resterà in contatto con l'Italia per assicurare che le dette centrali idroelettriche e le linee di trasmissione siano fatte funzionare in modo conforme alle garanzie sopraenunciate.

2. *Garanzia* relativa al prezzo che la Francia farà pagare all'Italia per l'energia elettrica messa a disposizione dell'Italia ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra, fino alla cessazione della fornitura, in conformità al del paragrafo 3 di cui in appresso:

il prezzo che la Francia fisserà e l'Italia dovrà pagare per l'energia elettrica messa a disposizione dell'Italia e prodotta dalle centrali idroelettriche di Le Mesce, San Dalmazzo e Confine, dopo che siano soddisfatti il fabbisogno della Francia per Sospel, Mentone e Nizza e le necessità locali dei dintorni di San Dalmazzo, in conformità alle disposizioni dell'alinea (a) della Garanzia 1, dovrà essere eguale al prezzo fissato in Francia per le forniture di analoghi quantitativi di elettricità d'origine idroelettrica in territorio francese, nelle vicinanze dell'Alta Valle della Roya o in altre regioni in cui si verificano analoghe condizioni.

3. *Garanzia*, per cui la Francia dovrà fornire energia elettrica all'Italia per un ragionevole periodo di tempo:

salvo che non sia stato altrimenti convenuto tra la Francia e l'Italia, le Garanzie 1 e 2 resteranno in vigore fino al 31 dicembre 1961. Esse cesseranno di essere applicabili a tale data ovvero al 31 dicembre di qualunque anno successivo, a condizione che uno dei due paesi abbia notificato per iscritto all'altro, con almeno due anni di anticipo, l'intenzione di porvi termine.

4. *Garanzia* relative alla piena ed equa utilizzazione da parte della Francia e dell'Italia delle acque della Roya e dei suoi affluenti per la produzione di energia idroelettrica:

(a) la Francia farà funzionare le centrali idroelettriche della vallata della Roya, situate in territorio francese, tenendo conto, per quanto ragionevolmente possibile, delle necessità delle centrali situate a valle. La Francia informerà l'Italia del volume di acqua, che, secondo le previsioni, sarà disponibile ogni giorno e fornirà ogni altra informazione al riguardo;

(b) la Francia e l'Italia elaboreranno, mediante negoziati bilaterali, un piano coordinato per l'utilizzazione delle risorse idriche della Roya, che sia accettabile da entrambe le parti.

5. Una Commissione, o quell'altro analogo organo che si convenga di creare, sarà istituito per controllare l'esecuzione del piano di cui all'alinea (b) della Garanzia 4 e facilitare l'osservanza delle Garanzie 1-4.

ALLEGATO IV

Accordi intervenuti tra il Governo italiano ed il Governo austriaco il
5 settembre 1946

(Testo originale inglese quale venne firmato dalle due Parti e comunicato
alla Conferenza di Parigi il 6 settembre 1946)

(vedi Articolo 10)

1. Gli abitanti di lingua tedesca della provincia di Bolzano e quelli dei vicini comuni bilingui della provincia di Trento, godranno di completa

eguaglianza di diritti rispetto agli abitanti di lingua italiana, nel quadro delle disposizioni speciali destinate a salvaguardare il carattere etnico e lo sviluppo culturale ed economico del gruppo di lingua tedesca.

In conformità dei provvedimenti legislativi già emanati od emanandi, ai cittadini di lingua tedesca sarà specialmente concesso:

(a) l'insegnamento primario e secondario nella loro lingua materna;

(b) l'uso, su di una base di parità, della lingua tedesca e della lingua italiana nelle pubbliche amministrazioni, nei documenti ufficiali, come pure nella nomenclatura topografica bilingue;

(c) il diritto di ristabilire i nomi di famiglia tedeschi, che siano stati italianizzati nel corso degli ultimi anni;

(d) l'eguaglianza di diritti per l'ammissione ai pubblici uffici, allo scopo di attuare una più soddisfacente distribuzione degli impieghi tra i due gruppi etnici.

2. Alle popolazioni delle zone sopradette sarà concesso l'esercizio di un potere legislativo ed esecutivo autonomo, nell'ambito delle zone stesse. Il quadro nel quale detta autonomia sarà applicata sarà determinato, consultando anche elementi locali rappresentanti la popolazione di lingua tedesca.

3. Il Governo italiano, allo scopo di stabilire relazioni di buon vicinato tra l'Austria e l'Italia, s'impegna, dopo essersi consultato con il Governo austriaco, ed entro un anno dalla firma del presente Trattato:

(a) a rivedere, in uno spirito di equità e di comprensione, il regime delle opzioni di cittadinanza, quale risulta dagli accordi Hitler-Mussolini del 1939;

(b) a concludere un accordo per il reciproco riconoscimento della validità di alcuni titoli di studio e diplomi universitari;

(c) ad approntare una convenzione per il libero transito dei passeggeri e delle merci tra il Tirolo settentrionale e il Tirolo orientale, sia per ferrovia che, nella misura più larga possibile, per strada;

(d) a concludere accordi speciali tendenti a facilitare un più esteso traffico di frontiera e scambi locali di determinati quantitativi di prodotti e di merci tipiche tra l'Austria e l'Italia.

ALLEGATO V

Approvvigionamento idrico del Comune di Gorizia e dintorni

(vedi Articolo 13)

1. La Jugoslavia, nella sua qualità di proprietaria delle sorgenti e degli impianti idrici di Fonte Fredda e di Moncorona, ne curerà la manutenzione e l'utilizzazione ed assicurerà l'approvvigionamento idrico di quella parte del Comune di Gorizia, che, ai sensi del presente Trattato, resterà in territorio italiano. L'Italia continuerà ad assicurare la manutenzione e l'utilizzazione del bacino e del sistema di distribuzione dell'acqua, che si trovano in territorio italiano e sono alimentati dalle sorgenti sopradette e continuerà ugualmente a fornire l'acqua a quelle zone situate in territorio jugoslavo, che siano state trasferite alla Jugoslavia ai sensi del presente Trattato e che siano rifornite d'acqua dal territorio italiano.

2. I quantitativi d'acqua da fornirsi come sopra dovranno corrispondere a quelli che sono stati abitualmente forniti nel passato alla regione. Qualora consumatori di uno o dell'altro Stato abbiano bisogno di forniture ulteriori d'acqua, i due Governi csamineranno d'intesa la questione, allo scopo di raggiungere un accordo sui provvedimenti che potranno ragionevolmente essere adottati per soddisfare detti bisogni. Nel caso in cui il quantitativo d'acqua disponibile sia temporaneamente ridotto per cause naturali, i quantitativi d'acqua, provenienti dalle sorgenti di approvvigionamento sopradette, distribuiti ai consumatori trovantisi in Jugoslavia e in Italia, saranno ridotti in proporzione al rispettivo consumo precedente.

3. Il prezzo che il Comune di Gorizia dovrà pagare alla Jugoslavia per l'acqua provvedutale e il prezzo che i consumatori residenti in territorio jugoslavo dovranno pagare al Comune di Gorizia saranno calcolati unicamente sulla base del costo di funzionamento e di manutenzione del sistema di approvvigionamento idrico ed altresì dell'ammontare delle nuove spese che possano essere necessarie per l'attuazione delle presenti disposizioni.

4. La Jugoslavia e l'Italia, entro un mese dall'entrata in vigore del presente Trattato, concluderanno un accordo per la determinazione dei rispettivi oneri, risultanti dalle disposizioni che precedono e la fissazione

delle somme da pagarsi ai sensi delle disposizioni stesse. I due Governi creeranno una commissione mista incaricata di presiedere all'esecuzione di detto accordo.

5. Allo scadere di un termine di dieci anni dall'entrata in vigore del presente Trattato, la Jugoslavia e l'Italia riesamineranno le disposizioni che precedono, alla luce della situazione esistente a quell'epoca, allo scopo di determinare se si debba procedere ad una loro revisione e vi apportheranno quelle modifiche ed aggiunte che converranno di adottare. Ogni controversia che possa sorgere in sede di detto riesame, dovrà essere regolata secondo la procedura prevista all'Articolo 87 del presente Trattato.

ALLEGATO VI

Statuto Permanente del Territorio Libero di Trieste

(vedi Articolo 21)

Articolo 1. Estensione del Territorio Libero

Il Territorio Libero di Trieste sarà delimitato dai confini descritti agli Articoli 4 e 22 del presente Trattato, il cui tracciato sarà stabilito in conformità dell'Articolo 5 del Trattato stesso.

Articolo 2. Integrità e indipendenza

L'integrità e l'indipendenza del Territorio Libero di Trieste sarà garantita dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite. Tale responsabilità comporta l'obbligo da parte del Consiglio:

(a) di assicurare l'osservanza del presente Statuto e in particolare la protezione dei fondamentali diritti umani della popolazione.

(b) di assicurare il mantenimento dell'ordine pubblico e la sicurezza nel Territorio Libero.

Articolo 3. Smilitarizzazione e neutralità

1. Il Territorio Libero sarà smilitarizzato e dichiarato neutro.

2. Nessuna forza armata sarà permessa nel Territorio Libero, salvo che per ordine del Consiglio di Sicurezza.

3. Non saranno permesse, entro i confini del Territorio Libero, formazioni, esercitazioni e attività paramilitari.

4. Il Governo del Territorio Libero non concluderà, nè tratterà accordi o convenzioni militari con alcuno Stato.

Articolo 4. Diritti dell'uomo e libertà fondamentali

La Costituzione del Territorio Libero assicurerà a ogni persona sottoposta alla giurisdizione del Territorio Libero, senza distinzione di origine etnica, di sesso, di lingua o di religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi comprese la libertà di culto, di lingua, di espressione e di stampa, di insegnamento, di riunione e di associazione. Ai cittadini del Territorio Libero sarà assicurata l'eguaglianza rispetto alle condizioni di ammissione ai pubblici uffici.

Articolo 5. Diritti civili e politici

Nessuna persona che abbia acquistato la cittadinanza del Territorio Libero di Trieste potrà essere privata dei suoi diritti civili o politici, se non come condanna penale inflitta dalla autorità giudiziaria, per infrazione delle leggi penali del Territorio Libero.

Articolo 6. Cittadinanza

1. I cittadini italiani che, alla data del 10 giugno 1940, erano domiciliati entro i confini del Territorio Libero ed i loro figli nati dopo detta data, diverranno cittadini originari del Territorio ed avranno pieno godimento dei diritti civili e politici. Diventando cittadini del Territorio Libero, essi perderanno la cittadinanza italiana.

2. Tuttavia il Governo del Territorio Libero disporrà che le persone di cui al paragrafo 1, che abbiano superato i 18 anni (e le persone coniugate, abbiano o non abbiano superato detta età), la cui lingua abituale sia quella italiana, abbiano il diritto di optare per la cittadinanza italiana, entro sei mesi dall'entrata in vigore della Costituzione, sotto determinate condizioni che la Costituzione stessa fisserà. L'esercizio del diritto di opzione sarà considerato come un riacquisto della cittadinanza italiana. L'opzione del marito non verrà considerata opzione da parte della moglie. L'opzione

del padre, o, se il padre è deceduto, quella della madre, importerà peraltro automaticamente l'opzione di tutti i figli minori di 18 anni e non sposati.

3. Il Territorio Libero potrà esigere che le persone che abbiano esercitato il loro diritto di opzione si trasferiscano in Italia, entro un anno dalla data in cui tale diritto d'opzione sarà stato esercitato.

4. Le condizioni per l'acquisto della cittadinanza da parte di persone non aventi i requisiti per ottenere la cittadinanza originaria, saranno stabilite dall'Assemblea Costituente del Territorio Libero e inserite nella Costituzione. Tuttavia tali condizioni vietano l'acquisto della cittadinanza da parte di coloro che abbiano appartenuto alla disciolta polizia fascista (O.V.R.A.) e che non siano stati prosciolti da parte delle Autorità competenti, comprese le Autorità militari alleate, cui era affidata l'amministrazione della zona in questione.

Articolo 7. Lingue ufficiali

Le lingue ufficiali del Territorio Libero saranno l'italiano e lo sloveno.

La Costituzione determinerà le circostanze nelle quali il croato potrà essere usato come terza lingua ufficiale.

Articolo 8. Bandiera e stemma

Il Territorio Libero avrà la sua bandiera ed il suo stemma. La bandiera sarà quella tradizionale della città di Trieste; stemma sarà lo storico stemma della città stessa.

Articolo 9. Organi di Governo

Il governo del Territorio Libero sarà affidato ad un Governatore, un Consiglio di Governo, un'Assemblea popolare eletta dai cittadini del Territorio Libero ed agli organi giudiziari. I rispettivi poteri saranno esercitati, in conformità alle disposizioni del presente Statuto e della Costituzione del Territorio Libero.

Articolo 10. Costituzione

1. La Costituzione del Territorio Libero sarà stabilita in conformità dei principi democratici e adottata da una Assemblea Costituente, a maggioranza di due terzi dei voti espressi. La Costituzione dovrà conformarsi

alle disposizioni del presente Statuto e non entrerà in vigore prima dell'entrata in vigore dello Statuto stesso.

2. Qualora il Governatore ritenesse che una qualunque clausola della Costituzione proposta dall'Assemblea Costituente o qualsiasi successivo emendamento fosse in contraddizione con lo Statuto, egli avrà facoltà di impedirne l'entrata in vigore, salvo riferire la questione al Consiglio di Sicurezza, se l'Assemblea non accettasse le sue vedute e le sue raccomandazioni.

Articolo 11. Nomina del Governatore

1. Il Governatore sarà nominato dal Consiglio di Sicurezza, dopo che siano stati consultati i Governi della Jugoslavia e dell'Italia. Egli non dovrà essere nè cittadino italiano, nè cittadino jugoslavo, nè cittadino del Territorio Libero. Egli sarà nominato per un periodo di cinque anni e potrà essere riconfermato in carica. Il suo stipendio e le sue indennità saranno a carico delle Nazioni Unite.

2. Il Governatore potrà delegare una persona di sua scelta ad esercitare le sue funzioni, in caso di sua assenza temporanea o di temporaneo impedimento.

3. Il Consiglio di Sicurezza, se riterrà che il Governatore sia venuto meno ai doveri della sua carica, potrà disporre la sospensione e, con le opportune garanzie di inchiesta e di difesa da parte del Governatore stesso, revocarlo dalla carica. In caso di sospensione o di revoca dalla carica o in caso di morte o di incapacità, il Consiglio di Sicurezza potrà designare o nominare altra persona, con l'incarico di agire come Governatore provvisorio, fino a che il Governatore sia nuovamente in condizione di poter esercitare le sue funzioni, ovvero un nuovo Governatore sia stato nominato.

Articolo 12. Potere legislativo

Il potere legislativo sarà esercitato da un'Assemblea popolare composta di una sola Camera, eletta sulla base della rappresentanza proporzionale, dai cittadini del Territorio Libero di entrambi i sessi. Le elezioni per l'Assemblea saranno effettuate con il sistema del suffragio universale, eguale, diretto e segreto.

Articolo 13. Consiglio di Governo

1. Subordinatamente alle responsabilità assegnate al Governatore dal presente Statuto, il potere esecutivo nel Territorio Libero sarà esercitato da un Consiglio di Governo, che sarà designato dall'Assemblea popolare e sarà di fronte ad essa responsabile.

2. Il Governatore avrà il diritto di assistere alle sedute del Consiglio di Governo e potrà esprimere il suo parere su tutte le questioni di sua competenza.

3. Il Direttore della Pubblica Sicurezza e il Direttore del Porto Franco saranno invitati ad assistere alle sedute del Consiglio di Governo e ad esporre il loro parere nei casi in cui siano in discussione questioni di loro competenza.

Articolo 14. Esercizio del potere giudiziario

Il potere giudiziario nel Territorio Libero sarà esercitato da tribunali istituiti in conformità della Costituzione e delle leggi del Territorio Libero.

Articolo 15. Libertà e indipendenza del potere giudiziario

La Costituzione del Territorio Libero dovrà garantire al potere giudiziario libertà ed indipendenza e disporre la creazione di una giurisdizione d'appello.

Articolo 16. Nomina dei magistrati

1. Il Governatore nominerà i magistrati, scegliendoli tra i candidati proposti dal Consiglio di Governo o tra altre persone, dopo essersi consultato con il Consiglio di Governo, a meno che la Costituzione non preveda un altro sistema per la nomina dei magistrati. Il Governatore potrà, sotto determinate garanzie fissate dalla Costituzione, rimuoverli dalla carica, nei casi in cui la loro condotta sia incompatibile con l'esercizio delle funzioni giudiziarie.

2. L'Assemblea popolare potrà, a maggioranza di due terzi dei voti espressi, invitare il Governatore a promuovere inchiesta su ogni accusa avanzata contro un funzionario dell'ordine giudiziario, che possa importare, se provata, la sospensione o la rimozione dalla carica del funzionario medesimo.

Articolo 17. Responsabilità del Governatore verso il Consiglio di Sicurezza

1. Il Governatore, nella sua qualità di rappresentante del Consiglio di Sicurezza, avrà il compito di controllare l'applicazione del presente Statuto, compresa la protezione dei diritti fondamentali dell'uomo spettanti alla popolazione e di assicurare il mantenimento dell'ordine pubblico e della sicurezza da parte del Governo del Territorio Libero, in conformità del presente Statuto, della Costituzione e delle leggi del Territorio Libero.

2. Il Governatore presenterà al Consiglio di Sicurezza rapporti annuali sull'applicazione dello Statuto e sull'adempimento dei doveri della sua carica.

Articolo 18. Diritti dell'Assemblea

L'Assemblea popolare avrà il diritto di procedere all'esame ed alla discussione di qualsiasi questione, che concerna gli interessi del Territorio Libero.

Articolo 19. Legislazione

1. L'iniziativa in materia legislativa spetta ai membri dell'Assemblea popolare ed al Consiglio di Governo, come pure al Governatore, qualora si tratti di questioni che, a suo parere, ricadano nella competenza del Consiglio di Sicurezza, quale è determinata dall'Articolo 2 del presente Statuto.

2. Nessuna legge potrà entrare in vigore fino a che non sia stata promulgata. La promulgazione delle leggi avrà luogo in conformità delle disposizioni della Costituzione del Territorio Libero.

3. Ogni legge proposta dall'Assemblea deve essere sottoposta al Governatore, prima di essere promulgata.

4. Se il Governatore ritiene che detta legge sia contraria al presente Statuto, egli può, entro dieci giorni dalla data in cui la legge stessa è stata a lui sottoposta, rinviarla all'Assemblea con le sue osservazioni e raccomandazioni. Se il Governatore non rinvia detta legge entro i dieci giorni previsti od informa l'Assemblea entro lo stesso periodo di tempo, che la legge non dà luogo da parte sua ad alcuna osservazione o raccomandazione, si procederà immediatamente alla promulgazione.

5. Se l'Assemblea manifesta il suo rifiuto di ritirare la legge che ad essa è stata rinviata dal Governatore, o di emendarla in conformità delle

osservazioni o raccomandazioni del Governatore medesimo, questi, a meno che non sia disposto a ritirare le sue osservazioni o raccomandazioni — nel qual caso la legge sarà immediatamente promulgata — dovrà subito sottoporre la questione al Consiglio di Sicurezza. Il Governatore trasmetterà ugualmente senza ritardo al Consiglio di Sicurezza, ogni comunicazione che l'Assemblea ritenesse di far pervenire al Consiglio sulla questione.

6. Le leggi che formeranno oggetto di una relazione al Consiglio di Sicurezza in virtù delle disposizioni del paragrafo precedente, non saranno promulgate che per ordine del Consiglio di Sicurezza.

Articolo 20. Diritti del Governatore in materia di provvedimenti amministrativi

1. Il Governatore può richiedere al Consiglio di Governo di sospendere l'applicazione di provvedimenti amministrativi, che, a suo parere, siano incompatibili con i principi della cui tutela egli è responsabile ai sensi del presente Statuto (osservanza dello Statuto; mantenimento dell'ordine pubblico e della sicurezza; rispetto dei diritti dell'uomo). Nel caso in cui il Consiglio di Governo non sia d'accordo, il Governatore può sospendere l'applicazione di detti provvedimenti amministrativi e il Governatore o il Consiglio di Governo possono rinviare l'intera questione al Consiglio di Sicurezza perchè questo prenda una decisione al riguardo.

2. In materia di competenza del Governatore, secondo la definizione datane dallo Statuto, egli può proporre al Consiglio di Governo l'adozione di qualsiasi provvedimento amministrativo. Qualora il Consiglio di Governo non accolga le proposte, il Governatore può, senza pregiudizio delle disposizioni dell'Articolo 22 del presente Statuto, riferire la questione al Consiglio di Sicurezza, perchè sia adottata una decisione al riguardo.

Articolo 21. Bilancio preventivo

1. Al Consiglio di Governo spetterà la formulazione del bilancio preventivo del Territorio Libero, comprendente sia le entrate che le spese e la sua presentazione all'Assemblea popolare.

2. Nel caso in cui l'Assemblea non dia il suo voto sul bilancio preventivo entro il termine previsto, le disposizioni di bilancio dell'esercizio

precedente saranno applicate al nuovo esercizio, finchè non sia stato votato il nuovo bilancio.

Articolo 22. Poteri speciali del Governatore

1. Per non venir meno alle responsabilità assunte verso il Consiglio di Sicurezza ai sensi del presente Statuto, il Governatore può, in casi che, a suo parere, non ammettano ritardo e che costituiscano una minaccia all'indipendenza o all'integrità del Territorio Libero, all'ordine pubblico o al rispetto dei diritti dell'uomo, direttamente disporre od esigere l'applicazione di opportune misure, riferendone immediatamente al Consiglio di Sicurezza. In dette circostanze, il Governatore può, se lo ritiene necessario, assumere personalmente il controllo dei servizi di pubblica sicurezza.

2. L'Assemblea popolare può presentare al Consiglio di Sicurezza le proprie doglianze in ordine all'esercizio da parte del Governatore dei poteri di cui al paragrafo 1 del presente Articolo.

Articolo 23. Diritto di grazia e di indulto

Il diritto di grazia e di indulto apparterrà al Governatore e sarà da lui esercitato, in conformità delle disposizioni che al riguardo saranno inserite nella Costituzione.

Articolo 24. Relazioni con l'estero

1. Il Governatore dovrà assicurare che la condotta delle relazioni con l'estero del Territorio Libero sia conforme alle disposizioni dello Statuto, della Costituzione e delle leggi del Territorio Libero. A tal fine, il Governatore avrà il potere di impedire l'entrata in vigore di trattati od accordi concernenti le relazioni con l'estero, che, a suo parere, si trovino in contrasto con lo Statuto, la Costituzione o le leggi del Territorio Libero.

2. I trattati ed accordi, così come le concessioni di exequature le patenti consolari, dovranno essere firmati sia dal Governatore, che da un rappresentante del Consiglio di Governo.

3. Il Territorio Libero può essere o divenire firmatario di convenzioni internazionali, o far parte di organizzazioni internazionali, a condizione che lo scopo di dette convenzioni od organizzazioni sia quello di rego-

lare questioni di carattere economico, tecnico, culturale o sociale, o questioni d'igiene.

4. L'unione economica o vincoli di carattere esclusivo con qualsiasi Stato sono incompatibili con lo Statuto del Territorio Libero.

5. Il Territorio Libero di Trieste riconoscerà pieno vigore al Trattato di Pace con l'Italia e darà esecuzione a quelle disposizioni del Trattato stesso, che si applicano al Territorio Libero. Il Territorio Libero riconoscerà ugualmente il pieno vigore degli altri accordi ed intese che siano state o saranno concluse dalle Potenze Alleate e Associate per il ristabilimento della Pace.

Articolo 25. Indipendenza del Governatore e del personale dipendente

Nel compimento dei suoi doveri, il Governatore ed il personale alle sue dipendenze non dovranno sollecitare, nè ricevere istruzioni da alcun Governo o da alcuna autorità che non sia il Consiglio di sicurezza. Essi si asterranno dal compiere qualsiasi atto che sia incompatibile con la loro veste di funzionari internazionali, responsabili soltanto verso il Consiglio di Sicurezza.

Articolo 26. Nomina e revoca dei funzionari amministrativi

1. Le nomine ai pubblici uffici nel Territorio Libero saranno effettuate, tenendo conto esclusivamente della capacità, della competenza e dell'integrità dei candidati.

2. I funzionari amministrativi non potranno essere rimossi dal loro ufficio, se non per incompetenza o cattiva condotta e la revoca sarà sottoposta ad opportune garanzie in materia d'inchiesta e di diritto de difesa, che saranno stabilite per legge.

Articolo 27. Direttore della Pubblica Sicurezza

1. Il Consiglio di Governo sottoporrà al Governatore un elenco di candidati al posto di Direttore della Pubblica Sicurezza. Il Governatore sceglierà il Direttore tra i candidati a lui segnalati o tra altre persone, dopo essersi consultato con il Consiglio di Governo. Egli può anche revocare dalle sue funzioni il Direttore della Pubblica Sicurezza, dopo essersi consultato con il Consiglio di Governo.

2. Il Direttore della Pubblica Sicurezza non potrà essere nè un cittadino jugoslavo, nè un cittadino italiano.

3. Il Direttore della Pubblica Sicurezza sarà normalmente sotto l'immediata autorità del Consiglio di Governo, da cui riceverà istruzioni nelle materie di sua competenza.

4. Il Governatore dovrà

(a) ricevere regolari rapporti dal Direttore della Pubblica Sicurezza e consultarsi con lui su ogni questione che rientri nella competenza del Direttore predetto.

(b) essere informato dal Consiglio di Governo circa le istruzioni da questo impartite al Direttore della Pubblica Sicurezza e potrà esprimere il suo parere al riguardo.

Articolo 28. Forze di polizia

1. Per assicurare l'ordine pubblico e la sicurezza pubblica, in conformità dello Statuto, della Costituzione e delle leggi del Territorio Libero, il Governo del Territorio Libero avrà diritto di mantenere una forza di polizia e dei servizi di pubblica sicurezza.

2. I membri delle forze di polizia e dei servizi di pubblica sicurezza dovranno essere reclutati dal Direttore della Pubblica Sicurezza e potranno essere da lui licenziati.

Articolo 29. Governo locale

La Costituzione del Territorio Libero dovrà prevedere la istituzione, sulla base della rappresentanza proporzionale, di organi di governo locale, secondo i principi democratici, compreso il suffragio universale, eguale, diretto e segreto.

Articolo 30. Sistema monetario

Il Territorio Libero avrà un proprio sistema monetario.

Articolo 31. Ferrovie

Senza pregiudizio dei suoi diritti di proprietà sulle ferrovie correnti entro i suoi confini e del suo controllo sulla amministrazione delle ferrovie

stesse, il Territorio Libero potrà negoziare con la Jugoslavia e l'Italia accordi per assicurare un esercizio efficiente ed economico delle ferrovie. Detti accordi determineranno a chi rispettivamente spetti di assicurare il funzionamento delle ferrovie in direzione della Jugoslavia e dell'Italia, come pure l'utilizzazione del capolinea di Trieste e di quei tratti di linea comuni a tutti. In quest'ultimo caso, l'esercizio potrà essere condotto da una Commissione speciale, composta di rappresentanti del Territorio Libero, della Jugoslavia e dell'Italia, sotto la presidenza del rappresentante del Territorio Libero.

Articolo 32. Aviazione commerciale

1. Gli apparecchi dell'aviazione commerciale immatricolati sul Territorio di qualunque delle Nazioni Unite, la quale accordi sul proprio territorio gli stessi diritti agli apparecchi dell'aviazione commerciale immatricolati nel Territorio Libero, godranno dei diritti accordati all'aviazione commerciale nei traffici internazionali, compreso il diritto di atterraggio per rifornimento di carburante e per riparazioni, il diritto di sorvolo del Territorio Libero senza atterraggio e il diritto di uso, ai fini del traffico di quegli aeroporti che potranno essere designati dalle autorità competenti del Territorio Libero.

2. Questi diritti non saranno sottoposti ad altre restrizioni, che non siano quelle imposte, su una base di non-discriminazione, dalle leggi e dai regolamenti in vigore nel Territorio Libero e nei paesi interessati o che risultino dallo speciale carattere del Territorio Libero, in quanto territorio neutro e smilitarizzato.

Articolo 33. Immatricolazione delle navi

1. Il Territorio Libero ha il diritto di aprire registri per l'immatricolazione delle navi di proprietà del Governo del Territorio Libero o di persone od organizzazioni aventi il loro domicilio nel Territorio Libero.

2. Il Territorio Libero aprirà speciali registri marittimi per le navi cecoslovacche e svizzere su richiesta dei rispettivi Governi. Altrettanto farà per le navi ungheresi ed austriache, su richiesta dei Governi interessati, dopo la conclusione del Trattato di Pace con l'Ungheria e del Trattato per il ristabilimento dell'indipendenza dell'Austria. Le navi immatricolate in detti registri potranno battere bandiera dei rispettivi paesi.

3. Nel dare esecuzione alle disposizioni di cui sopra, e salvo quanto possa essere stabilito in qualunque convenzione internazionale, che concerna tale materia ed a cui partecipi il Governo del Territorio Libero, il Governo stesso potrà stabilire, riguardo all'immatricolazione, alla permanenza od alla cancellazione dalle matricole, norme atte ad impedire ogni abuso, cui potesse dar luogo la concessione delle suddette facilitazioni. Per quanto riguarda in particolare le navi immatricolate in conformità del paragrafo 1 di cui sopra, l'immatricolazione sarà limitata alle navi, la cui gestione sia condotta nel Territorio Libero e siano fatte navigare regolarmente per soddisfare i bisogni o servire gli interessi del Territorio Libero. Nel caso di navi immatricolate ai sensi del paragrafo 2 di cui sopra, l'immatricolazione sarà limitata alle navi che abbiano come porto d'armamento il porto di Trieste e che servano a soddisfare in maniera regolare e permanente i bisogni dei rispettivi paesi, attraverso il porto stesso.

Articolo 34. Porto franco

Verrà creato, nel Territorio Libero, un Porto franco, che sarà amministrato, in conformità delle disposizioni contenute nello Strumento internazionale redatto dal Consiglio dei Ministri degli Esteri, approvato dal Consiglio di Sicurezza ed allegato al presente Trattato (Allegato VIII). Il Governo del Territorio Libero dovrà adottare i provvedimenti legislativi necessari e prendere tutte le necessarie misure per dare esecuzione alle disposizioni di detto Strumento.

Articolo 35. Libertà di transito

Il Territorio Libero e gli Stati, i cui territori siano attraversati da merci trasportate per ferrovie tra il Porto franco e gli Stati che esso serve, assicureranno alle merci stesse libertà di transito, in conformità delle consuete convenzioni internazionali, senza alcuna discriminazione e senza percezione di dazi doganali o gravami, che non siano quelli applicati in relazione a servizi prestati.

Articolo 36. Interpretazione dello Statuto

Fatta eccezione per i casi, rispetto ai quali una diversa procedura sia espressamente prevista da un Articolo del presente Statuto, ogni controversia riguardante l'interpretazione o l'esecuzione dello Statuto non risolta

mediante negoziati diretti, dovrà, a meno che le parti non convengano di ricorrere ad altro mezzo per il regolamento della controversia stessa, essere sottoposta a richiesta di una delle parti, ad una Commissione composta di un rappresentante di ciascuna delle parti e di un terzo membro, scelto di comune accordo dalle due parti stesse, tra i cittadini di un terzo Paese. Qualora le parti non si mettano d'accordo entro un mese sulla nomina del terzo membro, il Segretario Generale delle Nazioni Unite sarà invitato a procedere alla designazione. La decisione della maggioranza dei membri della Commissione costituirà la decisione della Commissione, e dovrà essere accettata dalle parti come definitiva e obbligatoria.

Articolo 37. Emendamento allo Statuto

Il presente Statuto costituirà lo Statuto permanente del Territorio Libero, salvo ogni emendamento che possa esservi successivamente apportato dal Consiglio di Sicurezza. L'assemblea popolare, a seguito di deliberazione presa alla maggioranza di due terzi dei voti espressi, potrà presentare petizione al Consiglio di Sicurezza, diretta ad ottenere l'adozione di emendamenti.

Articolo 38. Entrata in vigore dello Statuto

Il presente Statuto entrerà in vigore alla data che sarà stabilita dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite.

ALLEGATO VII

Strumento per il regime provvisorio del Territorio Libero di Trieste
(vedi Articolo 21)

Le disposizioni seguenti si applicheranno all'amministrazione del Territorio Libero di Trieste, fino all'entrata in vigore dello Statuto permanente.

Articolo 1

Il Governatore assumerà le sue funzioni nel Territorio Libero, al più presto possibile dopo l'entrata in vigore del presente Trattato di Pace. Fino all'assunzione dei poteri da parte del Governatore, il Territorio Libero

continuerà ad essere amministrato dai Comandi militari alleati, entro le rispettive zone di competenza.

Articolo 2

Appena assunte le sue funzioni nel Territorio Libero di Trieste, il Governatore avrà il potere di costituire un Consiglio Provvisorio di Governo, di cui sceglierà i componenti, dopo essersi consultato con i Governi della Jugoslavia e dell'Italia, tra le persone domiciliate nel Territorio Libero. Il Governatore avrà diritto di modificare la composizione del Consiglio Provvisorio di Governo, ogni qualvolta lo ritenga necessario. Il Governatore e il Consiglio Provvisorio di Governo eserciteranno le loro funzioni in base alle norme contenute nelle disposizioni dello Statuto permanente, quando ed in quanto tali disposizioni siano applicabili e non siano sostituite da quelle contenute nel presente Strumento. Tutte le altre disposizioni dello Statuto permanente saranno parimenti applicabili per la durata del regime provvisorio, quando ed in quanto tali disposizioni siano applicabili e non siano sostituite da quelle contenute nel presente Strumento. Il Governatore sarà guidato nella sua linea di condotta soprattutto dalla preoccupazione di far fronte ai bisogni materiali della popolazione e di assicurarne il benessere.

Articolo 3

La sede del Governo sarà stabilita in Trieste. Il Governatore invierà i suoi rapporti direttamente al Presidente del Consiglio di Sicurezza e, attraverso di lui, fornirà al Consiglio di Sicurezza, tutte le informazioni necessarie sull'amministrazione del Territorio Libero.

Articolo 4

Il primo dovere del Governatore sarà quello di assicurare il mantenimento dell'ordine pubblico e della sicurezza. Egli nominerà a titolo provvisorio un Direttore di Pubblica Sicurezza, che riorganizzerà e amministrerà le forze di polizia e i servizi di pubblica sicurezza.

Articolo 5

(a) Dalla data di entrata in vigore del presente Trattato, le truppe stazionanti nel Territorio Libero non dovranno superare gli effettivi seguenti:

Regno Unito, 5000 uomini; Stati Uniti d'America, 5000 uomini; Jugoslavia, 5000 uomini.

(b) Queste truppe dovranno essere poste a disposizione del Governatore per un periodo di 90 giorni dalla data in cui il Governatore stesso avrà assunto i suoi poteri nel Territorio Libero. Alla fine di detto periodo, le truppe cesseranno di essere a disposizione del Governatore e saranno ritirate dal Territorio entro un ulteriore termine di 45 giorni, a meno che il Governatore informi il Consiglio di Sicurezza che, nell'interesse del Territorio, una parte delle truppe o l'intero contingente non dovrebbe, a suo parere, essere ritirato. In tal caso le truppe richieste dal Governatore rimarranno non oltre 45 giorni dalla data in cui il Governatore avrà informato il Consiglio di Sicurezza, che i servizi di pubblica sicurezza possono assicurare il mantenimento dell'ordine interno nel Territorio, senza l'assistenza di truppe straniere.

(c) Le operazioni di ritiro delle truppe, di cui al paragrafo (b) dovranno svolgersi in modo da mantenere, per quanto possibile, il rapporto previsto al paragrafo (a) tra le truppe delle tre Potenze interessate.

Articolo 6

Il Governatore avrà il diritto, in ogni momento, di richiedere assistenza ai Comandanti di detti contingenti, e tale assistenza dovrà essere immediatamente fornita. Il Governatore, ogni volta che sia possibile, si consulterà con i Comandanti militari interessati prima di emanare le sue istruzioni, ma non dovrà intervenire nelle misure di carattere militare prese per dare esecuzione alle sue istruzioni. Ogni Comandante avrà il diritto di riferire al proprio Governo le istruzioni ricevute dal Governatore, informando il Governatore stesso del contenuto di tali suoi rapporti. Il Governo interessato avrà il diritto di rifiutare che le sue truppe partecipino all'operazione in oggetto, informandone debitamente il Consiglio di Sicurezza.

Articolo 7

Le misure necessarie relative alla dislocazione, all'amministrazione e approvvigionamento per i contingenti militari forniti dal Regno Unito, dagli Stati Uniti d'America e dalla Jugoslavia, saranno prese d'accordo tra il Governatore e i Comandanti di detti contingenti.

Articolo 8

Il Governatore sarà incaricato di organizzare, consultandosi con il Consiglio Provvisorio di Governo, l'elezione dei membri dell'Assemblea Costituente, nelle condizioni previste dallo Statuto per le elezioni dell'Assemblea popolare.

Le elezioni dovranno aver luogo non più tardi di quattro mesi, dal giorno in cui il Governatore avrà assunto le proprie funzioni. Nel caso in cui sia tecnicamente impossibile procedere alle elezioni entro il periodo predetto, il Governatore dovrà riferirne al Consiglio di Sicurezza.

Articolo 9

Il Governatore, d'intesa con il Consiglio Provvisorio di Governo, dovrà preparare il bilancio preventivo provvisorio e i programmi provvisori per le importazioni e le esportazioni e dovrà assicurarsi che siano adottate dal Consiglio Provvisorio di Governo misure opportune per la gestione finanziaria del Territorio Libero.

Articolo 10

Le leggi ed i regolamenti esistenti resteranno in vigore, salvo e fino a che non siano abrogati o sospesi dal Governatore. Il Governatore avrà il diritto di emendare le leggi e i regolamenti esistenti e di emanare nuove leggi e nuovi regolamenti, d'accordo con la maggioranza del Consiglio Provvisorio di Governo. Le leggi e i regolamenti emendati e le leggi e i regolamenti di nuova emanazione, così come gli atti del Governatore, comportanti la abrogazione o la sospensione di leggi e regolamenti, rimarranno in vigore, salvo e fino a che non siano emendati, abrogati o sospesi da atti dell'Assemblea popolare o del Consiglio di Governo, agenti entro la rispettiva loro sfera di competenza, dopo l'entrata in vigore della Costituzione.

Articolo 11

Finchè non sia stabilito un regime monetario autonomo per il Territorio Libero, la lira italiana continuerà ad avere corso legale entro il Territorio Libero. Il Governo italiano dovrà fornire al Territorio Libero la valuta estera e i mezzi monetari che siano ad esso necessari, a condizioni non meno favorevoli di quelle vigenti in Italia.

L'Italia e il Territorio Libero concluderanno un accordo per dare esecuzione alle disposizioni di cui sopra, e per provvedere alla sistemazione di quelle questioni, che sia necessario di regolare fra i due Governi.

ALLEGATO VIII

Strumento relativo al Porto Franco di Trieste

Articolo 1

1. Per assicurare che il porto ed i mezzi di transito di Trieste possano essere utilizzati in condizioni di eguaglianza da tutto il commercio internazionale e dalla Jugoslavia, l'Italia e gli Stati dell'Europa Centrale, secondo le consuetudini vigenti negli altri porti franchi del mondo:

(a) sarà creato nel Territorio Libero di Trieste un porto franco doganale, entro i limiti fissati o previsti dall'Articolo 3 del presente Strumento;

(b) le merci in transito per il Porto Franco di Trieste godranno libertà di transito, ai sensi dell'Articolo 16 del presente Strumento.

2. Il regime internazionale del Porto Franco sarà regolato dalle disposizioni del presente Strumento.

Articolo 2

1. Il Porto Franco sarà costituito e amministrato come un Ente pubblico del Territorio Libero, avente tutti gli attributi di una persona giuridica ed operante in conformità delle disposizioni del presente Strumento.

2. Tutti i beni italiani statali e parastatali entro i limiti del Porto Franco, che, ai sensi delle disposizioni del presente Trattato, passeranno in proprietà al Territorio Libero, saranno trasferiti senza pagamento, al Porto Franco.

Articolo 3

1. La zona del Porto Franco comprenderà il territorio e gli impianti delle zone franche del Porto di Trieste, entro i loro confini del 1939.

2. La creazione di zone speciali nel Porto Franco sotto la giurisdizione esclusiva di uno Stato qualunque è incompatibile con la figura del Territorio Libero e del Porto Franco.

3. Allo scopo tuttavia di soddisfare le speciali esigenze della navigazione jugoslava e italiana nel mare Adriatico, il Direttore del Porto Franco, a richiesta del Governo jugoslavo o di quello italiano, e su conforme parere della Commissione Internazionale prevista al successivo Articolo 21, potrà riservare a favore delle navi mercantili battenti bandiera di uno o dell'altro dei due Stati, l'uso esclusivo di punti d'ormeggio in determinate parti della zona del Porto Franco.

4. Nel caso in cui sia necessario di allargare l'area del Porto Franco, ciò potrà farsi su proposta del Direttore del Porto Franco, con decisione del Consiglio di Governo e con l'approvazione dell'Assemblea popolare.

Articolo 4

Salvo che non sia diversamente stabilito dal presente Strumento, le leggi ed i regolamenti in vigore nel Territorio Libero si applicheranno alle persone e ai beni entro i confini del Porto Franco e le autorità incaricate di assicurare la loro osservanza nel Territorio Libero, eserciteranno le proprie funzioni entro i confini del Porto Franco.

Articolo 5

1. Le navi mercantili e le merci di tutti i paesi godranno senza restrizione del diritto di accesso al Porto Franco per il carico e la scarica sia di merci in transito, che di merci destinate al Territorio Libero o da esso provenienti.

2. Le autorità del Territorio Libero non percepiranno sulle merci in importazione, in esportazione od in transito attraverso il Porto Franco nè dazi doganali, nè altri gravami, che non siano in corrispettivo di servizi prestati.

3. Per quanto si riferisce tuttavia alle merci importate attraverso il Porto Franco, per essere consumate entro il Territorio Libero od alle merci esportate dal Territorio Libero attraverso il Porto Franco, saranno applicate le relative leggi e regolamenti in vigore nel Territorio Libero.

Articolo 6

Il deposito, il magazzinaggio, la verifica, la cernita delle merci, l'imballaggio ed il riimballaggio e le operazioni consimili, che era costume

per il passato di svolgere nelle zone franche del Porto di Trieste, saranno autorizzate nel Porto Franco, in conformità dei regolamenti generali emanati dal Direttore del Porto Franco.

Articolo 7

1. Il Direttore del Porto Franco potrà anche autorizzare in Porto Franco la lavorazione delle merci.

2. L'esercizio di attività industriali sarà consentito in Porto Franco soltanto a quelle imprese che esistevano nelle zone franche del porto di Trieste prima dell'entrata in vigore del presente Strumento. Su proposta del Direttore del Porto Franco, il Consiglio di Governo può consentire che vengano stabilite nuove imprese industriali entro i confini del Porto Franco.

Articolo 8

Le autorità del Territorio Libero saranno autorizzate a procedere ad ispezioni in Porto Franco nella misura che sarà necessaria per far rispettare i regolamenti doganali o gli altri regolamenti del Territorio Libero, per la prevenzione del contrabbando.

Articolo 9

1. Le autorità del Territorio Libero saranno autorizzate a determinare ed a percepire i diritti portuali nel Porto Franco.

2. Il Direttore del Porto Franco determinerà la tariffa per l'uso delle installazioni e dei servizi del Porto Franco. Tale tariffa dovrà essere mantenuta ad un livello ragionevole ed essere in funzione del costo di funzionamento, di amministrazione, di manutenzione e di sviluppo del Porto Franco.

Articolo 10

Nel determinare e percepire nel Porto Franco i diritti portuali e le altre tasse di cui al precedente Articolo 9, come nel disporre dei mezzi e dei servizi del Porto Franco, non sarà ammessa alcuna discriminazione, basata sulla bandiera delle navi, oppure sulla proprietà delle merci o su qualsiasi altro motivo.

Articolo 11

L'entrata e l'uscita di tutte le persone in e dal Porto Franco sarà sottoposta a quelle norme che verranno stabilite dalle autorità del Territorio Libero. Tali norme tuttavia saranno formulate in modo da non intralciare eccessivamente l'entrata e l'uscita dal Porto Franco dei cittadini di qualunque Stato, i quali esercitino un'attività legittima nella zona del Porto Franco.

Articolo 12

Le norme e regolamenti in vigore nel Porto Franco e le tariffe dei diritti e delle tasse percepite nel Porto Franco devono essere rese pubbliche.

Articolo 13

Il cabotaggio ed il traffico costiero entro il Territorio Libero saranno esercitati in conformità delle norme emanate dalle autorità del Territorio Libero, le disposizioni del presente Strumento non dovendo considerarsi come implicanti alcuna restrizione al riguardo per le predette autorità.

Articolo 14

Nell'ambito del Porto Franco i provvedimenti sanitari e le disposizioni relative alla lotta contro le malattie degli animali e delle piante, per quanto concerne le navi da passeggeri e da carico, saranno applicate dalle autorità del Territorio Libero.

Articolo 15

Le autorità del Territorio Libero saranno tenute a fornire al Porto Franco l'acqua, il gas, la luce e l'energia elettrica, i mezzi di comunicazione, i mezzi per il drenaggio ed altri servizi pubblici ed a assicurare i servizi di polizia e la protezione contro gli incendi.

Articolo 16

1. Il Territorio Libero e gli Stati, i cui territori sono attraversati da merci trasportate per ferrovia tra il Porto Franco e gli Stati che esso serve, assicureranno alle merci stesse libertà di transito, in conformità delle consuete convenzioni doganali, senza alcuna discriminazione e senza percezione

di dazi doganali o gravami, che non siano quelli applicati in corrispettivo di servizi prestati.

2. Il Territorio Libero e gli Stati che assumono le obbligazioni nascenti dal presente Strumento, sul territorio dei quali detto traffico transiterà in una direzione o nell'altra, faranno tutto quanto sarà in loro potere per provvedere i mezzi più adeguati che sia possibile, sotto ogni rispetto, per assicurare la rapidità ed il buon andamento di detto traffico ad un costo ragionevole. Essi inoltre non applicheranno, per quanto concerne il movimento delle merci a destinazione od in provenienza dal Porto Franco, alcuna misura discriminatoria in materia di tariffe, servizi, dogane, regolamenti sanitari, di polizia o di ogni altra natura.

3. Gli Stati che si assumono le obbligazioni nascenti dal presente Strumento, non adotteranno alcuna misura in materia di regolamenti o di tariffe che possa deviare artificialmente il traffico del Porto Franco a favore di altri porti marittimi. I provvedimenti adottati dal Governo jugoslavo per provvedere al traffico diretto ai porti della Jugoslavia meridionale, non saranno considerati come misure miranti a deviare artificialmente il traffico.

Articolo 17

Il Territorio Libero e gli Stati che assumono le obbligazioni nascenti dal presente Strumento, concederanno, nei loro rispettivi territori ed in modo tale da escludere qualsiasi discriminazione, libertà di comunicazioni postali, telegrafiche e telefoniche, in conformità delle consuete convenzioni internazionali, tra la zona del Porto Franco e qualsiasi altro paese, e ciò per ogni comunicazione che provenga dalla zona del Porto Franco o sia ad essa destinata.

Articolo 18

1. Il Porto Franco sarà amministrato da un Direttore del Porto Franco, che ne avrà la legale rappresentanza, in quanto persona giuridica. Il Consiglio di Governo sottoporrà al Governatore un elenco di candidati idonei per il posto di Direttore del Porto Franco. Il Governatore nominerà il Direttore, scegliendolo tra i candidati a lui segnalati, dopo essersi consultato con il Consiglio di Governo. In caso di disaccordo, la questione

sarà riferita al Consiglio di Sicurezza. Il Governatore può anche licenziare il Direttore, dietro raccomandazione della Commissione Internazionale o del Consiglio di Governo.

2. Il Direttore non sarà nè un cittadino jugoslavo, nè un cittadino italiano.

3. Tutti gli altri impiegati del Porto Franco saranno nominati dal Direttore. Nella nomina degli impiegati, dovrà essere data preferenza ai cittadini del Territorio Libero.

Articolo 19

Il Direttore del Porto Libero, compatibilmente con le disposizioni del presente Strumento, adotterà tutte le misure ragionevoli e necessarie per l'amministrazione, il funzionamento, la manutenzione e lo sviluppo del Porto Franco, come un porto efficiente ed idoneo a far prontamente fronte a tutto il traffico relativo. In particolare, egli sarà responsabile dell'esecuzione dei lavori portuali di ogni tipo nel Porto Franco, dirigerà il funzionamento delle installazioni e degli altri impianti portuali, determinerà, conformemente alle leggi del Territorio Libero, le condizioni di lavoro nel Porto Franco e sorvedrà alla osservanza inoltre nel Porto Franco, delle ordinanze e dei regolamenti emanati dalle autorità del Territorio Libero in materia di navigazione.

Articolo 20

1. Il Direttore del Porto Franco emanerà quelle norme e quei regolamenti che riterrà necessari nell'esercizio delle sue funzioni, quali sono stabilite dall'Articolo che precede.

2. Il bilancio preventivo autonomo del Porto Franco verrà approntato dal Direttore e sarà approvato e amministrato in conformità delle leggi che saranno stabilite dall'Assemblea popolare del Territorio Libero.

3. Il Direttore del Porto Franco sottoporrà un rapporto annuale sul funzionamento del Porto Franco al Governatore e al Consiglio di Governo del Territorio Libero. Una copia del rapporto dovrà essere inviata alla Commissione Internazionale.

Articolo 21

1. Sarà creata una Commissione Internazionale del Porto Franco, in appresso designata "La Commissione Internazionale", composta di un rappresentante del Territorio Libero e di un rappresentante di ognuno dei seguenti Stati: Francia, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, Stati Uniti d'America, Repubblica Federale Popolare di Jugoslavia, Italia, Cecoslovacchia, Polonia, Svizzera, Austria e Ungheria, a condizione che ognuno di detti Stati abbia assunto le obbligazioni di cui al presente Strumento.

2. Il rappresentante del Territorio Libero sarà Presidente permanente della Commissione Internazionale. In caso di parità di voti, prevarrà il voto espresso dal Presidente.

Articolo 22

La Commissione Internazionale avrà la sua sede in Porto Franco. I suoi uffici e le sue attività saranno sottratte alla giurisdizione locale. I membri e i funzionari della Commissione Internazionale godranno nel Territorio Libero di quei privilegi ed immunità che saranno necessarie per il libero esercizio delle loro funzioni. La Commissione Internazionale organizzerà il proprio Segretariato, stabilirà la procedura di funzionamento e determinerà il proprio bilancio. Le spese comuni della Commissione Internazionale saranno ripartite tra gli Stati membri, in una maniera equa, secondo le proporzioni da essi accettate in seno alla Commissione Internazionale stessa.

Articolo 23

La Commissione Internazionale avrà il diritto di procedere ad inchieste ed a studi su tutte le questioni concernenti il funzionamento, l'utilizzazione e l'amministrazione del Porto Franco o gli aspetti tecnici del transito tra il Porto Franco e gli Stati ch'esso serve, compresa l'unificazione dei metodi seguiti per lo smistamento del traffico. La Commissione Internazionale agirà, sia di propria iniziativa, sia quando siffatte questioni siano portate alla sua attenzione da qualunque Stato, o dal Territorio Libero, o dal Direttore del Porto Franco. La Commissione Internazionale comunicherà le sue vedute o raccomandazioni al riguardo allo Stato od agli Stati

interessati, od al Territorio Libero, od al Direttore del Porto Franco. Tali raccomandazioni saranno prese in considerazione e saranno adottati gli opportuni provvedimenti. Nel caso in cui tuttavia il Territorio Libero, o lo Stato, o gli Stati interessati ritengano che detti provvedimenti siano incompatibili con le disposizioni del presente Strumento, la questione potrà essere regolata, a richiesta del Territorio Libero, o di uno qualunque degli Stati interessati, secondo la procedura prevista all'Articolo 24.

Articolo 24

Ogni controversia relativa all'interpretazione o all'esecuzione del presente Strumento, che non sia regolata mediante negoziati diretti, dovrà, a meno che le parti non convengano di adottare un altro sistema per il regolamento della controversia stessa, essere sottoposta a richiesta di una o dell'altra parte, a una Commissione composta di un rappresentante di ciascuna delle parti e di un terzo membro, scelto di comune accordo tra le parti, fra cittadini di un terzo paese. Se nello spazio di un mese le due parti non riescano a mettersi d'accordo sulla designazione del terzo membro, il Segretario Generale delle Nazioni Unite sarà invitato a procedere alla designazione. Le decisione della maggioranza dei membri della Commissione costituirà la decisione della Commissione e dovrà essere accettata dalle parti come definitiva e obbligatoria.

Articolo 25

Potranno presentarsi al Consiglio di Sicurezza da parte del Consiglio di Governo del Territorio Libero, o da tre o più Stati rappresentati nella Commissione Internazionale, proposte di emendamenti al presente Strumento. Ogni emendamento approvato dal Consiglio di Sicurezza entrerà in vigore alla data stabilita dal Consiglio stesso.

Articolo 26

Ai fini del presente Strumento, uno Stato sarà considerato aver assunto le obbligazioni nascenti dallo Strumento stesso, se esso sia parte contraente del Trattato di Pace con l'Italia o se esso abbia notificato al Governo della Repubblica francese l'assunzione da parte sua di dette obbligazioni.

ALLEGATO IX

Disposizioni tecniche relative al Territorio Libero di Trieste

(vedi Articolo 21)

A. *Approvvigionamento idrico dell'Istria nord-occidentale*

La Jugoslavia continuerà ad approvvigionare la regione dell'Istria nord-occidentale, entro il Territorio Libero di Trieste, con acqua proveniente dalla sorgente di San Giovanni de Pinguente, attraverso il sistema di approvvigionamento idrico del Quieto e dalla sorgente di S. Maria del Risano, attraverso il sistema di approvvigionamento idrico del Risano. L'acqua da fornirsi così, sarà in quantità — che non superi sensibilmente quella abitualmente provveduta alla regione — ed al ritmo di flusso, che il Territorio Libero sarà per richiedere, sempre peraltro entro i limiti imposti dalle condizioni naturali. La Jugoslavia assicurerà la manutenzione delle condutture, dei bacini, delle pompe, dei dispositivi di purificazione delle acque e degli altri impianti in territorio jugoslavo, che possano essere necessari per assolvere le suddette obbligazioni. Una temporanea tolleranza rispetto a tali obbligazioni dovrà essere consentita alla Jugoslavia, per le necessarie riparazioni dei danni di guerra sofferti dalle installazioni per l'approvvigionamento idrico. Il Territorio Libero pagherà, per l'acqua così fornita, un prezzo ragionevole, che rappresenti il suo contributo proporzionale, basato sul quantitativo d'acqua consumato entro il Territorio Libero, rispetto al costo totale di funzionamento e di manutenzione dei sistemi di approvvigionamento idrico del Quieto e del Risano. Nel caso in cui il Territorio Libero abbia bisogno in futuro di forniture supplementari d'acqua, la Jugoslavia s'impegna ad esaminare la questione assieme alle autorità del Territorio Libero e ad adottare di comune accordo quelle ragionevoli misure che siano necessarie per soddisfare detti bisogni.

B. *Forniture di energia elettrica*

1. La Jugoslavia e l'Italia manterranno le attuali forniture di energia elettrica a favore del Territorio Libero di Trieste, fornendo ad esso quei quantitativi e quel ritmo di fornitura che il Territorio Libero sarà per richiedere. I quantitativi d'energia forniti non dovranno superare sensibil-

mente, all'inizio, i quantitativi normalmente messi a disposizione della zona compresa nei confini del Territorio Libero, ma l'Italia e la Jugoslavia, a richiesta del Territorio Libero, dovranno fornire crescenti quantitativi in relazione alle crescenti esigenze del Territorio Libero, a condizione peraltro che ogni aumento di più del 20% rispetto al quantitativo normalmente fornito al Territorio Libero dalle diverse fonti, formi l'oggetto di un accordo tra i Governi interessati.

2. Il prezzo che sarà fissato dalla Jugoslavia o dall'Italia e che sarà pagato dal Territorio Libero per l'energia elettrica ad esso fornita, non potrà essere superiore al prezzo fissato in Jugoslavia o in Italia, per la fornitura di uguali quantitativi di energia idroelettrica prodotta dalle stesse fonti in territorio jugoslavo od italiano.

3. La Jugoslavia, l'Italia e il Territorio Libero, si scambieranno continuamente informazioni concernenti il flusso, le riserve di acqua e la produzione di energia delle centrali che alimentano l'antico compartimento italiano della Venezia Giulia, in modo che ognuna delle tre parti possa essere in condizione di determinare il rispettivo fabbisogno.

4. La Jugoslavia, l'Italia e il Territorio Libero manterranno in buono stato di funzionamento tutte le centrali elettriche, le linee di trasmissione, le sottostazioni e le altre installazioni necessarie per assicurare l'approvvigionamento continuato di energia all'antico compartimento italiano della Venezia Giulia.

5. La Jugoslavia provvederà a che gli impianti esistenti o che possano venire in futuro costruiti nella zona dell'Isonzo (Soca) per la produzione di energia elettrica siano utilizzati in modo che i quantitativi d'acqua di cui l'Italia abbia bisogno periodicamente per irrigare la regione compresa tra Gorizia e la costa adriatica a sudovest di detta città, possano essere prelevati dall'Isonzo (Soca). L'Italia non potrà rivendicare il diritto di utilizzare l'acqua dell'Isonzo (Soca) in quantitativi maggiori o in condizioni più favorevoli di quelle abituali per il passato.

6. La Jugoslavia, l'Italia e il Territorio Libero dovranno negoziare fra loro ed adottare una convenzione che sia accettabile da tutte le parti e sia conforme alle disposizioni di cui sopra, per assicurare che il sistema elettrico che serve l'antico compartimento italiano della Venezia Giulia

possa continuare a funzionare. Una Commissione mista, nella quale i tre Governi saranno rappresentati su una base di parità, sarà istituita per presiedere all'esecuzione delle obbligazioni risultanti dai paragrafi da 1 a 5, di cui sopra.

7. Allo scadere di un periodo di dieci anni dall'entrata in vigore del presente Trattato, la Jugoslavia, l'Italia e il Territorio Libero riesamineranno le disposizioni che precedono alla luce delle condizioni in allora esistenti, allo scopo di determinare quali delle obbligazioni di cui sopra siano eventualmente non più necessarie e vi apporteranno quelle modifiche, soppressioni od aggiunte, che le parti interessate fra loro convenissero. Ogni controversia che possa sorgere in sede di detto riesame, dovrà essere regolata secondo la procedura prevista dall'Articolo 87 del presente Trattato.

C. *Disposizioni per facilitare il traffico locale di frontiera*

La Jugoslavia ed il Territorio Libero di Trieste, e l'Italia e il Territorio Libero di Trieste, dovranno entro un mese dall'entrata in vigore del presente Trattato, intraprendere negoziati, in vista di concludere intese allo scopo di facilitare il passaggio attraverso la frontiera tra il Territorio Libero e le zone adiacenti di Jugoslavia e d'Italia, di generi alimentari e di altre categorie di merci che hanno formato abitualmente oggetto di scambi locali tra dette regioni, a condizione che si tratti di derrate o merci prodotte o fabbricate nei territori rispettivi. Detti scambi potranno essere facilitati da opportuni provvedimenti, compresa l'esenzione entro determinati limiti di quantità o valore, da diritti, dazi doganali e tasse di qualsiasi genere sull'importazione e sulla esportazione, quando i prodotti suddetti rimangano nel commercio locale.

ALLEGATO X

Disposizioni economiche e finanziarie relative

al Territorio Libero di Trieste

1. Il Territorio Libero di Trieste acquisterà, senza pagamento, i beni italiani statali e parastatali che si trovano entro i confini del Territorio Libero.

Ai sensi del presente Allegato, saranno considerati come beni statali o parastatali: i beni mobili ed immobili dello Stato italiano, degli Enti locali e degli Enti pubblici e delle società o associazioni di proprietà statale, così come i beni mobili e immobili già appartenenti al Partito Fascista od alle sue organizzazioni ausiliarie.

2. Tutti i trasferimenti di beni italiani statali e parastatali, secondo la definizione datane al paragrafo 1 di cui sopra, effettuati dopo il 3 settembre 1943, saranno considerati come nulli e non avvenuti. Tuttavia tale disposizione non si applicherà agli atti legittimi relativi ad operazioni correnti di Enti statali e parastatali, in quanto detti atti concernano la vendita, in condizioni normali, di merci da essi prodotte o vendute, in esecuzione di normali intese commerciali o nel corso normale di attività amministrative del Governo.

3. I cavi sottomarini appartenenti allo Stato italiano o ad Enti parastatali italiani, cadranno sotto la disciplina delle disposizioni del paragrafo 1, per quanto si riferisce agli impianti terminali ed ai tratti di cavi giacenti nelle acque territoriali del Territorio Libero.

4. L'Italia trasferirà al Territorio Libero tutti gli archivi e i documenti di carattere amministrativo o di valore storico riferentisi al Territorio Libero o a beni trasferiti in esecuzione del paragrafo 1 del presente Allegato. Il Territorio Libero consegnerà alla Jugoslavia tutti i documenti dello stesso carattere riferentisi ai territori ceduti alla Jugoslavia ai sensi del presente Trattato, e all'Italia tutti i documenti dello stesso carattere, che possano trovarsi nel Territorio Libero e che si riferiscano al territorio italiano.

La Jugoslavia si dichiara pronta a trasferire al Territorio Libero tutti gli archivi e documenti di carattere amministrativo riguardanti l'amministrazione del Territorio Libero e necessari soltanto per l'amministrazione del territorio stesso, che siano del tipo di quelli che venivano normalmente conservati, prima del 3 settembre 1943, dalle autorità locali, aventi giurisdizione sulla zona che fa ora parte del Territorio Libero.

5. Il Territorio Libero sarà esente dal pagamento del Debito Pubblico italiano, ma dovrà assumere le obbligazioni dello Stato italiano nei con-

fronti dei detentori di titoli, i quali siano persone fisiche che continuino a risiedere nel Territorio Libero, o persone giuridiche che vi conservino la loro sede sociale od il centro principale dei loro affari, nella misura in cui dette obbligazioni corrispondano alla parte di tale Debito, emessa prima del 10 giugno 1940, che sia attribuibile ad opere pubbliche od a servizi amministrativi civili di cui detto Territorio abbia beneficiato e non attribuibile direttamente od indirettamente a scopi militari.

Potrà richiedersi ai detentori dei titoli di fornire piena prova dell'origine dei titoli stessi.

L'Italia e il Territorio Libero concluderanno un accordo per determinare la parte del Debito Pubblico italiano, a cui si riferisce il presente paragrafo e i metodi da applicare per l'esecuzione delle disposizioni relative.

6. Il regime futuro dei debiti esteri garantiti da privilegi gravanti sui beni o sulle entrate del Territorio Libero, sarà regolato da ulteriori accordi, che saranno conclusi tra le parti interessate.

7. L'Italia e il Territorio Libero regoleranno con speciali accordi le condizioni in cui saranno trasferite ad organizzazioni consimili del Territorio Libero, le obbligazioni verso gli abitanti del Territorio Libero, delle organizzazioni italiane pubbliche, come private, per le assicurazioni sociali, come pure una parte proporzionale delle riserve accumulate dalle dette organizzazioni.

Accordi analoghi saranno anche conclusi tra il Territorio Libero e l'Italia e tra il Territorio Libero e la Jugoslavia, per regolare le obbligazioni di organizzazioni per le assicurazioni sociali, pubbliche e private, la cui sede sociale sia nel Territorio Libero, nei confronti dei detentori di polizze e dei sottoscrittori residenti rispettivamente in Italia o in territorio ceduto alla Jugoslavia in base al presente Trattato.

Il Territorio Libero e la Jugoslavia regoleranno con accordi analoghi, le obbligazioni delle organizzazioni per le assicurazioni sociali, pubbliche e private, la cui sede sociale sia nel territorio ceduto alla Jugoslavia ai sensi del presente Trattato, nei confronti di detentori di polizze o di sottoscrittori che risiedano nel Territorio Libero.

8. L'Italia continuerà ad essere responsabile del pagamento delle

pensioni civili o militari acquisite alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato, al servizio dello Stato italiano o di municipi od altri Enti pubblici locali, da persone che acquistino la cittadinanza del Territorio Libero, in virtù del presente Trattato. Tale obbligazione riguarda anche il diritto a pensioni non ancora maturate. Accordi saranno conclusi tra l'Italia e il Territorio Libero, per determinare le condizioni, in cui detta obbligazione sarà soddisfatta.

9. I beni, diritti e interessi dei cittadini italiani, che hanno stabilito il loro domicilio nel Territorio Libero dopo il 10 giugno 1940 e delle persone che opteranno per la cittadinanza italiana, in virtù delle disposizioni dello Statuto del Territorio Libero di Trieste, saranno rispettati, a condizione ch'essi siano stati legittimamente acquisiti, per un periodo di tre anni dalla data dell'entrata in vigore del presente Trattato, nella stessa misura che i beni, diritti e interessi dei cittadini del Territorio Libero in generale.

I beni, diritti e interessi degli altri cittadini italiani e¹ anche quelli delle persone giuridiche di nazionalità italiana, che siano situati nel Territorio Libero, purchè siano stati legittimamente acquisiti, saranno sottoposti soltanto a quei provvedimenti che potranno essere via via adottati in linea generale rispetto ai beni di cittadini stranieri e di persone giuridiche di nazionalità straniera.

10. Le persone che opteranno per la cittadinanza italiana e che stabiliranno la loro residenza in Italia, saranno autorizzate, dopo ch'esse abbiano pagato ogni debito o imposta dovuta nel Territorio Libero, a portare con sè i loro beni mobili e a trasferire i loro fondi, purchè detti beni e fondi siano stati legittimamente acquisiti. Nessun diritto d'importazione o di esportazione sarà imposto in relazione al trasferimento di tali beni. Dette persone saranno autorizzate inoltre a vendere i loro beni mobili e immobili nelle stesse condizioni dei cittadini del Territorio Libero.

Il trasferimento dei beni in Italia sarà effettuato a condizioni che non dovranno essere in contrasto con la Costituzione del Territorio Libero e nel modo che sarà determinato d'accordo tra l'Italia e il Territorio Libero. Le condizioni e i termini di tempo per il trasferimento dei fondi, compresi i proventi delle vendite, saranno fissati nella medesima maniera.

11. I beni, diritti e interessi esistenti in Italia alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato e che appartengano a ex-cittadini italiani, residenti nel Territorio Libero, che divengono cittadini del Territorio Libero stesso ai sensi del presente Trattato, saranno rispettati dall'Italia, nella stessa misura dei beni, diritti e interessi dei cittadini italiani in genere, per un periodo di tre anni dall'entrata in vigore del presente Trattato.

Dette persone sono autorizzate ad effettuare il trasferimento e la liquidazione dei loro beni, diritti, ed interessi, nelle stesse condizioni previste al paragrafo 10 di cui sopra.

12. Le società costituite a norma delle leggi italiane e aventi la loro sede sociale nel Territorio Libero, che desiderino spostare detta sede sociale in Italia, od in Jugoslavia, dovranno egualmente essere trattate in conformità del paragrafo 10 di cui sopra, a condizione che più del cinquanta per cento del loro capitale appartenga a persone residenti normalmente fuori del Territorio Libero o che trasferiscano il loro domicilio in Italia o in Jugoslavia.

13. I debiti dovuti da persone residenti in Italia o in territorio ceduto alla Jugoslavia, a persone residenti nel Territorio Libero e i debiti dovuti da persone residenti nel Territorio Libero a persone residenti in Italia o in territorio ceduto alla Jugoslavia, non saranno rimessi o lesi per effetto della cessione. L'Italia, la Jugoslavia e il Territorio Libero s'impegnano a facilitare il regolamento di dette obbligazioni. Ai fini del presente paragrafo, il termine "persone" si riferisce anche alle persone giuridiche.

14. I beni situati nel Territorio Libero, appartenenti a qualunque delle Nazioni Unite e ai suoi cittadini, riguardo a cui non fossero state ancora revocate le misure di sequestro o di controllo adottate dall'Italia e che non fossero stati restituiti ai rispettivi proprietari, verranno restituiti nello stato in cui si trovano attualmente.

15. L'Italia restituirà i beni illegalmente asportati dopo il 3 settembre 1943, dal Territorio Libero e portati in Italia. L'esecuzione di tale obbligazione sarà regolata dai paragrafi 2, 3, 4, 5 e 6 dell'Articolo 75, salvo per quanto si riferisce ai beni formanti oggetto di altre disposizioni del presente Allegato.

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2, 5 e 6 dell'Articolo 75 si applicheranno alla restituzione, da parte del Territorio Libero, dei beni che siano stati asportati durante la guerra dai territori delle Nazioni Unite.

16. L'Italia restituirà al Territorio Libero, nel più breve tempo possibile, tutte le navi detenute dallo Stato italiano o da cittadini italiani che, alla data del 3 settembre 1943 appartenevano sia a persone fisiche residenti nel Territorio Libero e che acquistino la cittadinanza del Territorio Libero ai sensi del presente Trattato, sia a persone giuridiche di nazionalità italiana, che abbiano e conservino la loro sede sociale nel Territorio Libero, fatta eccezione delle navi che siano state oggetto di vendita effettuata in buona fede.

17. L'Italia e il Territorio Libero, e la Jugoslavia e il Territorio Libero, concluderanno degli accordi fra loro per procedere alla ripartizione, su basi di giustizia e di equità, dei beni appartenenti agli enti locali, il territorio della cui giurisdizione venga a trovarsi diviso per effetto della nuova delimitazione di confini recata dal presente Trattato e per assicurare la continuazione a favore degli abitanti, di quei servizi comunali, a cui non si riferiscano espressamente altre disposizioni del presente Trattato.

Accordi analoghi saranno conclusi per una ripartizione giusta ed equa del materiale rotabile e dell'altro materiale ferroviario e dei galleggianti ed impianti dei bacini e del porto; accordi saranno egualmente presi per regolare qualsiasi altra questione economica pendente, che non sia regolata dal presente Allegato.

18. I cittadini del Territorio Libero continueranno, nonostante il trasferimento di sovranità e ogni mutamento di cittadinanza che ne risulti, a godere in Italia di tutti i diritti di proprietà industriale, letteraria e artistica, previsti dalla legislazione ivi vigente, al momento del trasferimento.

Il Territorio Libero riconoscerà e darà effetto ai diritti di proprietà industriale, letteraria e artistica, esistenti nel Territorio Libero ai sensi della legislazione italiana vigente al momento del trasferimento ed a quelli che dovessero essere ristabiliti o restituiti ai legittimi titolari, ai sensi dell'Allegato XV capo A del presente Trattato. Detti diritti rimarranno in vigore nel Territorio Libero, per lo stesso periodo di tempo durante il quale sarebbero rimasti in vigore, ai sensi della legislazione italiana.

19. Ogni controversia che possa sorgere in merito alla attuazione delle disposizioni del presente Allegato, sarà regolata nel modo previsto dall'Articolo 83 del presente Trattato.

20. I paragrafi 1, 3 e 5 dell'Articolo 76, l'Articolo 77, il paragrafo 3 dell'Articolo 78, l'Articolo 81, l'Allegato XV capo A, l'Allegato XVI e l'Allegato XVII capo B, si applicheranno al Territorio Libero nello stesso modo in cui si applicheranno all'Italia.

ALLEGATO XI

Dichiarazione comune dei Governi dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia, concernente i possedimenti territoriali italiani in Africa

(vedi Articolo 23)

1. I Governi dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche, del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord, degli Stati Uniti d'America e della Francia, convengono di decidere di comune accordo, entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato con l'Italia, che porta la data del 10 febbraio 1947, della sorte definitiva dei possedimenti territoriali italiani in Africa, sui quali l'Italia, in base all'Articolo 23 del Trattato, rinuncia ad ogni diritto e titolo.

2. Le Quattro Potenze decideranno della sorte definitiva dei territori in questione e procederanno alle opportune modifiche dei confini dei territori stessi, tenendo conto delle aspirazioni e del benessere degli abitanti, oltre che delle esigenze della pace e della sicurezza, prendendo in considerazione i pareri degli altri Governi interessati.

3. Se le Quattro Potenze non possono mettersi d'accordo sulla sorte di uno qualunque dei detti territori, entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato, la questione sarà sottoposta all'assemblea Generale delle Nazioni Unite per una raccomandazione e le Quattro Potenze convengono di accettare la raccomandazione stessa e di prendere le misure del caso, per darvi esecuzione.

4. I sostituti dei Ministri degli Esteri continueranno l'esame della questione della sorte dell'ex-colonie italiane, allo scopo di sottoporre al Consiglio dei Ministri degli Esteri le loro raccomandazioni al riguardo. Essi invieranno inoltre commissioni d'inchiesta in qualsiasi delle ex-colonie italiane, perchè raccolgano e sottopongano ai sostituti stessi le necessarie informazioni sull'argomento ed accertino le vedute delle popolazioni locali.

ALLEGATO XII

(vedi Articolo 56)

I nomi delle navi elencate nel presente allegato sono quelli usati dalla Marina italiana alla data del 1° giugno 1946.

A. Elenco delle navi che l'Italia potrà conservare

PRINCIPALI UNITÀ DA GUERRA

<i>Navi da battaglia.</i> . Andrea Doria	<i>Torpediniere.</i> . Giuseppe Cesare Abba
Caio Duilio	Aretusa
	Calliope
	Giacinto Carini
<i>Incrociatori.</i> Luigi di Savoia Duca	Cassiopea
degli Abruzzi	Clio
Giuseppe Garibaldi	Nicola Fabrizi
Raimondo Montecuccoli	Ernesto Giovannini
Luigi Cadorna	Libra
	Monzambano
	Antonio Mosto
	Orione
<i>Cacciatorpediniere.</i> Carabiniere	Orsa
Granatiere	Rosalino Pilo
Grecale	Sagittario
Nicoloso da Recco	Sirio

Corvette... Ape

Baionetta
 Chimera
 Cormorano
 Danaide
 Driade
 Fenice
 Flora
 Foiaga
 Gabbiano

Corvette... Gru

Ibis
 Minerva
 Pellicano
 Pomona
 Scimitarra
 Sfinge
 Sibilla
 Urania

Si aggiunga una corvetta da recuperare, completare o costruire.

MINORI UNITÀ DA GUERRA

Dragamine R. D. N° 20, 32, 34, 38, 40, 41, 102, 103, 104, 105, 113, 114, 129, 131, 132, 133, 134, 148, 149, assieme a 16 unità del tipo YMS fornite dagli Stati Uniti d'America.

Vedette VAS N° 201, 204, 211, 218, 222, 224, 233, 235.

NAVIGLIO AUSILIARIO

Navi-cisterna

petroliere.... Nettuno
 Lete

Navi-cisterna

da acqua.... Arno
 Frigido
 Mincio
 Ofanto
 Oristano
 Pescara
 Po.
 Sesia
 Simeto
 Stura
 Tronto
 Vipaccio

Rimorchiatori

(grandi).... Abbazia
 Asinara
 Atlante
 Capraia
 Chioggia
 Emilio
 Gagliardo
 Gorgona
 Licosa
 Lilibeo
 Linosa
 Mestre
 Piombino
 Porto Empedocle
 Porto Fossone

<i>Rimorchiatori</i>	Porto Pisano	<i>Rimorchiatori</i>	
(grandi)	Porto Rose	(piccoli)	N 1
	Porto Recanati		N 4
	San Pietro		N 5
	San Vito		N 9
	Ventimiglia		N 22
			N 26
<i>Rimorchiatori</i>			N 27
(piccoli)	Argentario		N 32
	Astico		N 47
	Cordevole		N 52
	Gençrale Pozzi		N 53
	Irene		N 78
	Passero		N 96
	Porto Rosso		N 104
	Porto Vecchio		RLN 1
	San Bartolomeo		RLN 3
	San Benedetto		RLN 9
	Tagliamento		RLN 10

Nave-scuola Amerigo Vespucci

Navi-trasporto Amalia Messina
Montegrappa
Tarantola

Nave-appoggio Giuseppe Miraglia

Nave-officina Antonio Pacinotti (navi-appoggio som-
mergibili, da trasformare in nave-of-
ficina)

Navi-idrografiche Azio (nave posa-mine da trasformare in
nave idrografica)
Cherso

Battello per il servizio dei fari Buffoluto

Nave posa-cavi Rampino

B. Elenco delle Navi che l'Italia dovrà mettere a disposizione dell'Unione Sovietica, del Regno Unito, degli Stati Uniti d'America e della Francia

PRINCIPALI UNITÀ DA GUERRA

<i>Navi da battaglia</i>	Giulio Cesare Italia Vittorio Veneto	<i>Torpediniere</i>	Aliseo Animoso Ardimentoso Ariete
<i>Incrociatori</i>	Emanuele Filiberto Duca d'Aosta Pompeo Magno Attilio Regolo Eugenio di Savoia Scipione Africano		Fortunale Indomito
<i>Esploratore</i>	Eritrea	<i>Sommergibili</i>	Alagi Atropo Dandolo Giada Marea Nichelio Platino Vortice
<i>Cacciatorpediniere</i>	Artigliere Fuciliere Legionario Mitragliere Alfredo Oriani Augusto Riboty Velite		

PICCOLE UNITÀ DA GUERRA

<i>Motosiluranti</i>	M.S. N° 11, 24, 31, 35, 52, 53, 54, 55, 61, 65, 72, 73, 74, 75; MAS N° 433, 434, 510, 514, 516, 519, 520, 521, 523, 538, 540, 543, 545, 547, 562; M.E. N° 38, 40, 41.
<i>Dragamine</i>	RD N° 6, 16, 21, 25, 27, 28, 29;

Cannoniera Illyria;

Vedette VAS N° 237, 240, 241, 245, 246, 248;

Unità da sbarco MZ N° 713, 717, 722, 726, 728, 729, 737, 744, 758, 776,
778, 780, 781, 784, 800, 831.

NAVIGLIO AUSILIARIO

<i>Petroliere</i>	Prometeo	Gaeta
	Stige	Lampedusa
	Tarvisio	Lipari
	Urano	Liscanera
<i>Navi-cisterna</i>	Anapo	Marechiaro
	Aterno	Mesco
	Basento	Molara
	Bisagna	Nereo
	Dalmazia	Porto Adriano
	Idria	Porto Conte
	Isarco	Porto Quieto
	Istria	Porto Torres
	Liri	Porto Tricase
	Metauro	Procida
	Polcevera	Promontore
	Sprungola	Rapallo
	Timavo	Salvore
	Tirso	San Angelo
<i>Rimorchiatori</i>		San Antioco
(<i>grandi</i>)	Arsachena	San Remo
	Basiluzzo	Talamone
	Capo d'Istria	Taormina
	Carbonara	Teulada
	Cefalu	Tifeo
	Ercole	Vado
		Vigoroso

<i>Rimorchiatori</i>		<i>Nave-appoggio</i> . . . Anteo
(<i>piccoli</i>)	Generale Valfre	<i>Nave-scuola</i>Cristoforo Colombo
	Licata	
	Noli	<i>Nave-posamine</i>
	Volosca	<i>ausiliaria</i> Fasana
	N 2	
	N 3	<i>Navi-trasporto</i> . . . Giuseppe Messina
	N 23	Montecucco
	N 24	Panigaglia
	N 28	
	N 35	
	N 36	
	N 37	
	N 80	
	N 94	

ALLEGATO XIII

Definizioni

A. TERMINI NAVALI

(vedi Articolo 59)

Stazza media

La stazza media di un'unità di superficie è la stazza dell'unità con l'equipaggio al completo, le sue macchine e le sue caldaie, pronta a prendere il mare, con tutto il suo armamento e le sue munizioni, le sue installazioni ed attrezzature di bordo, i viveri, l'acqua dolce per l'equipaggio, provviste diverse e utensili di ogni tipo necessari in tempo di guerra, ma senza combustibile o riserve di acqua per l'alimentazione delle macchine e delle caldaie.

La stazza media è espressa in tonnellate di 2.240 libbre (1.016 chilogrammi).

Navi da Guerra

Una nave da guerra, qualunque sia la sua stazza, è:

1. un'unità specialmente costruita o adattata per essere un'unità combattente in operazioni navali, anfibia o aeronavali; oppure
2. un'unità che ha una delle seguenti caratteristiche:
 - (a) è armata con un cannone di calibro superiore a 4,7 pollici (120 millimetri);
 - (b) è armata con più di 4 cannoni di calibro superiore a 3 pollici (76 millimetri);
 - (c) è progettata o allestita per il lancio di siluri o la posa di mine;
 - (d) è progettata o allestita per il lancio di proiettili ad auto-propulsione od auto-guidati;
 - (e) è progettata per essere protetta da piastre di corazza di più di 1 pollice (25 millimetri) di spessore;
 - (f) è progettata o adattata principalmente per mettere in azione aerei in mare;
 - (g) è armata con più di due dispositivi per il lancio di aerei;
 - (h) è progettata per raggiungere una velocità superiore ai venti nodi, se armata con cannone di calibro superiore a 3 pollici (76 millimetri).

Una nave da guerra, rientrando nella sottocategoria 1 non è più considerata tale, dopo venti anni di servizio, se tutte le armi sono state rimosse.

Nave da battaglia

Una nave da battaglia è una nave da guerra, che non sia una nave portaerei, la cui stazza media è superiore alle 10 mila tonnellate o che porta un cannone di calibro superiore a 8 pollici (203 millimetri).

Nave-portaerei

Una nave portaerei è una nave da guerra, di qualunque stazza, concepita o adattata principalmente per trasportare e mettere in azione aerei.

Sommergibile

Un sommergibile è una nave progettata per navigare sotto la superficie del mare.

Tipi speciali di naviglio d'assalto

1. Tutti i tipi di imbarcazioni specialmente progettate od adattate per operazioni anfibiae;
2. tutti i tipi di piccole imbarcazioni specialmente progettate o adattate per portare una carica esplosiva o incendiaria nell'attacco contro navi o porti.

Motosilurante

Unità di stazza inferiore a 200 tonnellate, capace di una velocità superiore a 25 nodi e attrezzata per il lancio dei siluri.

B. ISTRUZIONE MILITARE, AERONAUTICA E NAVALE

(vedi Articoli 60, 63 e 65)

1. L'istruzione militare è definita come segue: lo studio e la pratica dell'impiego di armamenti specialmente destinati o adattati a fini militari e dei mezzi di allenamento relativi; lo studio e l'esecuzione di esercitazioni o di movimenti diretti ad insegnare o praticare le manovre eseguite dalle forze combattenti sul campo di battaglia; e lo studio organico della tattica, della strategia e dei servizi di stato maggiore.

2. L'istruzione militare aeronautica è definita come segue: lo studio e la pratica dell'impiego di armamenti specialmente destinati o adattati ai fini dell'aviazione militare e dei mezzi d'allenamento relativi; lo studio e la pratica di ogni speciale manovra, compreso il volo in formazione, eseguita da aerei nel compimento di una missione militare aerea; e lo studio organico della tattica aerea, della strategia e dei servizi di stato maggiore.

3. L'istruzione navale è definita come segue: lo studio, l'organizzazione o la pratica dell'impiego di unità da guerra o di installazioni navali e lo studio o l'impiego di ogni apparecchio o mezzo di allenamento relativo, usato per la condotta della guerra navale, che non sia anche normalmente usato per fini civili; inoltre l'insegnamento, la pratica o lo studio organico della tattica navale, della strategia e dei servizi di stato maggiore, compresa l'esecuzione di qualunque operazione e manovra non necessaria nell'impiego pacifico delle navi.

C. DEFINIZIONE ED ELENCO DEL MATERIALE BELLICO

(vedi Articolo 67)

Il termine “materiale bellico”, quale è usato nel presente Trattato, comprenderà tutte le armi, le munizioni e i materiali specialmente concepiti o adattati per gli usi bellici, di cui all’elenco che segue. Le Potenze Alleate ed Associate si riservano il diritto di emendare periodicamente l’elenco, modificandolo o completandolo, alla luce degli sviluppi scientifici futuri.

Categoria I.

1. Fucili, carabine, rivoltelle e pistole di tipo militare; canne per tali armi ed altri pezzi di ricambio non immediatamente adattabili per usi civili.

2. Mitragliatrici, fucili da guerra automatici o a ripetizione e pistole mitragliatrici; canne per tali armi e altri pezzi di ricambio non immediatamente adattabili per usi civili; affusti di mitragliatrici.

3. Cannoni, obici, mortai, cannoni speciali per l’aviazione, cannoni senza culatta o senza rinculo e lanciafiamme; canne e altri pezzi di ricambio non immediatamente adattabili per usi civili; affusti mobili e supporti fissi per dette armi.

4. Lancia razzi; apparecchi di lancio e di controllo per proiettili ad auto-propulsione e auto-guidati; supporti per detti apparecchi.

5. Proiettili ad auto-propulsione ed auto-guidati, proiettili, razzi, munizioni e cartucce, cariche o scariche, per le armi elencate agli alinea 1-4 di cui sopra, e inoltre fusi, tubi o apparecchi destinati a farle esplodere o funzionare. Non sono compresi i fusi richiesti per usi civili.

6. Granate, bombe, siluri, mine, cariche subacquee e materiali o cariche incendiarie, cariche o scariche; ogni dispositivo per farle esplodere o funzionare. Non sono compresi i fusi richiesti per usi civili.

7. Baionette.

Categoria II.

1. Veicoli da combattimento blindati; treni blindati, che non possano, per ragioni tecniche, essere trasformati per usi civili.

2. Veicoli meccanici e ad auto-propulsione per tutte le armi elencate nella Categoria I; telai o carrozzerie militari di tipi speciali, diversi da quelli elencati all'alinea 1 di cui sopra.

3. Piastre di corazza, dello spessore di più di 3 pollici, usate per fini di protezione in guerra.

Categoria III.

1. Dispositivi di puntamento e di calcolo per il controllo del tiro, compresi gli apparecchi per la registrazione del tiro; strumenti per la direzione del tiro; alzi per cannoni; dispositivi di mira per il lancio di bombe; regolatori per fusi; apparecchi per la calibrazione dei cannoni e degli strumenti per il controllo del tiro.

2. Materiale per la posa di ponti di assalto, battelli da assalto e da attacco.

3. Dispositivi per stratagemmi di guerra e apparecchi per abbagliare e ingannare il nemico.

4. Equipaggiamento di tipo speciale per il personale delle forze armate, non immediatamente adattabile per usi civili.

Categoria IV.

1. Navi da guerra di ogni tipo, comprese le navi trasformate e le imbarcazioni concepite o asseguate pel loro servizio od appoggio, che non possano per ragioni tecniche essere trasformate per usi civili, così come le armi, le armature blindate, le munizioni, gli aerei ed ogni altro impianto, materiale, macchinario e installazione, che non sia usato in tempo di pace su navi che non siano quelle da guerra.

2. Imbarcazioni da sbarco e veicoli o materiale anfibio di ogni tipo; battelli da assalto o materiale da assalto di ogni tipo; così come catapulte od altri apparecchi per varare o lanciare aerei, razzi, armi a propulsione o ogni altro proiettile, strumento o dispositivo, con equipaggio o senza, guidato o non controllato.

3. Battelli, imbarcazioni, armi, dispositivi od apparecchi sommergibili o semi sommergibili, comprese le palizzate specialmente concepite per

la difesa dei porti, eccettuato il materiale necessario per recuperi, salvataggi od altri usi civili, così come le attrezzature, gli accessori, i pezzi di ricambio, i dispositivi di sperimentazione e di allenamento, gli strumenti o le installazioni specialmente concepite per la costruzione, il controllo, la manutenzione o il ricovero di detti battelli, imbarcazioni, armi, dispositivi od apparecchi.

Categoria V.

1. Aerei, montati o smontati, più pesanti o più leggeri dell'aria, concepiti o adattati per il combattimento aereo attraverso l'impiego di mitragliatrici, di lanciarazzo di pezzi d'artiglieria, o per il trasporto e il lancio di bombe o che siano provvisti di uno qualunque dei dispositivi di cui all'alinea 2 di cui in appresso o che, a ragione del loro disegno o della loro costruzione, siano atti a ricevere uno dei suddetti dispositivi.

2. Supporti o sostegni di cannoni aerei, lanciabombe, portasiluri, torrette e sovrastrutture per cannoni.

3. Equipaggiamento specialmente concepito ed usato solo per le truppe aeroportate.

4. Catapulte o sistemi di lancio per aerei imbarcati, apparecchi terrestri o idrovolanti, apparecchi per il lancio di proiettili volanti.

5. Palloni di sbarramento.

Categoria VI.

Tutti i prodotti asfissianti, mortali, tossici o capaci di mettere fuori combattimento, destinati a fini di guerra o fabbricati in quantitativi, che eccedano i bisogni civili.

Categoria VII.

Propulsori, esplosivi, materiale pirotecnico, gas liquidi destinati alla propulsione, all'esplosione, alla carica del materiale bellico previsto dalle presenti categorie o destinati ad essere usati in relazione al materiale bellico stesso, e che non siano suscettibili di utilizzazione a fini civili o siano fabbricati in quantitativi che eccedano i bisogni civili.

Categoria VIII.

Macchinario e utensili industriali, specialmente concepiti ai fini della produzione e manutenzione del materiale sopra enunciato e, per ragioni tecniche, non trasformabili per usi civili.

D. DEFINIZIONE DEI TERMINI “SMILITARIZZAZIONE” E “SMILITARIZZATO”

(vedi Articoli 11, 14, 49 e Articolo 3 dell'Allegato VI)

Ai fini del presente Trattato, i termini “smilitarizzazione” e “smilitarizzato” debbono intendersi come comportanti la proibizione, nel territorio e nelle acque territoriali di cui trattasi, di tutte le installazioni e fortificazioni navali, militari ed aeronautiche militari, così come degli armamenti relativi; degli sbarramenti artificiali militari, navali ed aerei; dell'utilizzazione di basi da parte di unità militari, navali e aeree od il loro stazionamento temporaneo o permanente; dell'istruzione militare in tutte le forme e della fabbricazione di materiale bellico. Detta proibizione non riguarda il personale per la sicurezza interna, limitato al numero necessario per l'esecuzione di compiti di carattere interno e armato con armi che possano essere trasportate e servite da una sola persona, così come non riguarda l'istruzione militare necessaria per il personale predetto.

ALLEGATO XIV

Disposizioni economiche e finanziarie relative ai territori ceduti

1. Lo Stato successore riceverà, senza pagamento, i beni statali e parastatali situati nel territorio ceduto, in forza del presente Trattato, e tutti gli archivi e documenti di carattere amministrativo o di valore storico, relativi al territorio di cui trattasi o ai beni trasferiti ai sensi del presente paragrafo.

Ai fini del presente allegato saranno considerati come beni statali o parastatali: i beni mobili ed immobili dello Stato italiano, degli Enti pubblici e degli Enti locali e delle società o associazioni di proprietà pubblica, così come i beni mobili e immobili già appartenenti al Partito Fascista o alle sue organizzazioni ausiliarie.

2. Tutti i trasferimenti di beni italiani, statali e parastatali, secondo la definizione datane al paragrafo 1 di cui sopra, effettuati dopo il 3 settembre 1943, saranno considerati nulli e non avvenuti. Tuttavia tale disposizione non si applicherà agli atti legittimi relativi ad operazioni correnti di Enti statali e parastatali, in quanto detti atti concernano la vendita, in condizioni normali, di merci da essi regolarmente prodotte o vendute in esecuzione di normali accordi commerciali o nel corso normale di attività amministrative di carattere pubblico.

3. I cavi sottomarini italiani, colleganti punti del territorio ceduto o un punto del territorio ceduto con un punto in un altro territorio dello Stato successore, dovranno essere considerati beni italiani in territorio ceduto, nonostante che parti di detti cavi possano trovarsi a giacere fuori delle acque territoriali. I cavi sottomarini italiani colleganti un punto del territorio ceduto con un punto al di fuori della giurisdizione dello Stato successore, dovranno essere considerati beni italiani nel territorio ceduto, per quanto si riferisce agli impianti terminali e alla parte dei cavi giacente nelle acque territoriali del territorio ceduto.

4. Il Governo italiano trasferirà allo Stato successore tutti gli oggetti di valore artistico, storico o archeologico, appartenenti al patrimonio culturale del territorio ceduto, che siano stati rimossi, senza pagamento, mentre detto territorio si trovava sotto controllo italiano, e che siano trattenuti dal Governo italiano o da istituzioni pubbliche italiane.

5. Lo Stato successore procederà alla conversione nella propria valuta della valuta italiana detenuta entro il territorio ceduto, da persone fisiche che continuino a risiedere in detto territorio o da persone giuridiche che continuino a esercitare in esso la loro attività. Si potrà esigere che i detentori forniscano piena prova dell'origine dei fondi presentati alla conversione.

6. Il Governo dello Stato successore sarà esente dal pagamento del Debito Pubblico italiano, ma dovrà assumere le obbligazioni dello Stato italiano, nei confronti dei detentori di titoli del Debito Pubblico che siano, o persone fisiche che continuino a risiedere nel territorio ceduto, o persone giuridiche che vi conservino la loro sede sociale o il centro principale dei loro affari, nella misura in cui dette obbligazioni corrispondano alla parte

del Debito, i cui titoli siano stati emessi prima del 10 giugno 1940, è che sia attribuibile ad opere pubbliche ed a servizi amministrativi civili, di cui il territorio ceduto abbia beneficiato, ma non direttamente od indirettamente a scopi militari.

Si potrà esigere che i detentori dei titoli forniscano piena prova sull'origine dei titoli stessi.

Lo Stato successore e l'Italia concluderanno un accordo per determinare la parte del Debito Pubblico italiano a cui si dovrà riferire il presente paragrafo e i metodi per dare esecuzione alle disposizioni relative.

7. Lo Stato successore e l'Italia regoleranno con speciali accordi le condizioni in base alle quali saranno trasferite ad organizzazioni analoghe esistenti nel territorio ceduto le obbligazioni verso gli abitanti del territorio ceduto di organizzazioni italiane per le assicurazioni sociali, sia pubbliche che private, come pure una parte proporzionale delle riserve accumulate da dette organizzazioni.

Accordi analoghi saranno anche conclusi tra lo Stato successore e l'Italia per regolare le obbligazioni di organizzazioni per le assicurazioni sociali, pubbliche e private, la cui sede sociale sia nel territorio ceduto, verso detentori di polizze o sottoscrittori, residenti in Italia.

8. L'Italia continuerà a rispondere del pagamento delle pensioni civili o militari, acquisite, alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato, al servizio dello Stato italiano o di Enti pubblici locali da persone che, in virtù del presente Trattato, acquistino la cittadinanza dello Stato successore. Tale obbligazione riguarda anche il diritto a pensioni non ancora maturate. Accordi saranno conclusi tra lo Stato successore e l'Italia per determinare il modo con cui la suddetta obbligazione sarà soddisfatta.

9. I beni, diritti e interessi dei cittadini italiani, che siano residenti permanenti nei territori ceduti alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato, saranno rispettati, su una base di parità rispetto ai diritti dei cittadini dello Stato successore, purchè siano stati legittimamente acquisiti.

I beni, diritti e interessi entro i territori ceduti degli altri cittadini italiani e quelli delle persone giuridiche di nazionalità italiana, purchè legittimamente acquisiti, saranno sottoposti soltanto a quei provvedimenti che potranno essere via via adottati in linea generale rispetto ai beni di cittadini stranieri e di persone giuridiche di nazionalità straniera.

Detti beni, diritti e interessi non potranno essere trattenuti o liquidati ai sensi dell'articolo 79 del presente Trattato, ma dovranno essere restituiti ai rispettivi proprietari, liberi da vincoli di qualsiasi natura o da ogni altra misura di alienazione, di amministrazione forzata o di sequestro presa nel periodo compreso tra il 3 settembre 1943 e l'entrata in vigore del presente Trattato.

10. Le persone che opereranno per la cittadinanza italiana e si trasferiranno in Italia, saranno autorizzate, dopo ch'esse abbiano pagato ogni debito o imposta dovuta nel territorio ceduto, a portare con sè i loro beni mobili e a trasferire i loro fondi, purchè detti beni e fondi siano stati legittimamente acquisiti. Nessun diritto d'importazione o d'esportazione sarà imposto in relazione al trasferimento dei beni stessi. Dette persone saranno inoltre autorizzate a vendere i loro beni mobili e immobili alle stesse condizioni dei cittadini dello Stato successore.

Il trasferimento dei beni in Italia sarà effettuato a condizioni ed entro i limiti, che verranno concordati tra lo Stato successore e l'Italia. Le condizioni ed i termini di tempo per il trasferimento dei fondi suddetti, compresi i proventi delle vendite, saranno egualmente fissati d'accordo.

11. I beni, diritti e interessi esistenti in Italia alla data dell'entrata in vigore del presente Trattato e che appartengano a cittadini italiani, residenti nei territori ceduti, che siano divenuti cittadini di un altro Stato ai sensi del presente Trattato, saranno rispettati dall'Italia nella stessa misura dei beni, diritti e interessi dei cittadini delle Nazioni Unite in genere.

Dette persone sono autorizzate ad effettuare il trasferimento e la liquidazione dei loro beni, diritti e interessi alle stesse condizioni di quelle previste al paragrafo 10 di cui sopra.

12. Le società costituite ai sensi della legislazione italiana e aventi la loro sede sociale nel territorio ceduto, che desiderino spostare detta sede sociale in Italia, dovranno egualmente essere trattate in conformità del paragrafo 10 di cui sopra, a condizione che più del cinquanta per cento del capitale della società appartenga a persone residenti normalmente fuori del territorio ceduto o a persone che optino per la cittadinanza italiana, ai sensi del presente Trattato e trasferiscano il loro domicilio in Italia e a condizione altresì che la massima parte dell'attività della società si svolga fuori del territorio ceduto.

13. I debiti dovuti da persone residenti in Italia verso persone residenti nel territorio ceduto e i debiti dovuti da persone residenti in territorio ceduto verso persone residenti in Italia non saranno rimessi o lesi per effetto della cessione. L'Italia e lo Stato successore s'impegnano a facilitare il regolamento di dette obbligazioni. Ai sensi del presente paragrafo, il termine "persone" si riferisce anche alle persone giuridiche.

14. I beni situati nel territorio ceduto, appartenenti a una qualunque delle Nazioni Unite e ai suoi cittadini, riguardo a cui non fossero state ancora revocate le misure di sequestro o di controllo adottate dall'Italia, o che non fossero stati restituiti ai rispettivi proprietari, saranno restituiti nello stato in cui attualmente si trovano.

15. Il Governo italiano riconosce che l'Accordo di Brioni del 10 agosto 1942 è nullo e non avvenuto e s'impegna a partecipare, insieme con gli altri firmatari dell'Accordo di Roma del 29 marzo 1923, a qualsiasi negoziato mirante ad apportare a detto accordo le modificazioni necessarie per assicurare un equo regolamento delle annualità in esso previste.

16. L'Italia restituirà i beni illegalmente asportati, dopo il 3 settembre 1943, dai territori ceduti e trasferiti in Italia. I paragrafi 2, 3, 4, 5 e 6 dell'Articolo 75 regoleranno l'adempimento di detta obbligazione, salvo che per quanto si riferisce a beni, che formino oggetto di altre disposizioni del presente Allegato.

17. L'Italia restituirà allo Stato successore, nel più breve tempo possibile, tutte le navi, detenute dallo Stato italiano o da cittadini italiani, che, alla data del 3 settembre 1943, appartenevano sia a persone fisiche residenti nel territorio ceduto e che acquistino la cittadinanza dello Stato successore ai sensi del presente Trattato, sia a persone giuridiche di nazionalità italiana, che abbiano e conservino la loro sede sociale in territorio ceduto, fatta eccezione delle navi che siano state oggetto di vendita effettuata in buona fede.

18. L'Italia e lo Stato successore concluderanno degli accordi per procedere alla ripartizione, su basi di giustizia e di equità, dei beni appartenenti agli enti locali esistenti, il territorio della cui giurisdizione venga a trovarsi diviso dai nuovi confini previsti dal presente Trattato, e per assicurare la continuazione, a favore degli abitanti, di quei necessari servizi

comunali, a cui non si riferiscano espressamente altre disposizioni del presente Trattato.

Accordi analoghi saranno conclusi per una ripartizione giusta ed equa del materiale rotabile e dell'altro materiale ferroviario, e dei galleggianti e dell'attrezzatura dei bacini e dei porti, ed altresì per regolare qualsiasi altra importante questione economica, che non sia presa in considerazione dal presente Allegato.

19. Le disposizioni del presente Allegato non si applicheranno alle ex-colonie italiane. Le disposizioni economiche e finanziarie ad esse applicabili dovranno formare oggetto degli accordi per la sorte definitiva di detti territori, ai sensi dell'Articolo 23 del presente Trattato.

ALLEGATO XV

Disposizioni speciali relative a certi tipi di beni

A. PROPRIETÀ INDUSTRIALE, LETTERARIA ED ARTISTICA

1. (a) Sarà concesso alle Potenze Alleate ed Associate ed ai loro cittadini un termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato per permettere loro di adempiere, senza dover pagare diritti di proroga od altre sanzioni di qualunque genere, tutti quegli atti, necessari per conseguire o conservare in Italia i diritti di proprietà industriale, letteraria ed artistica, che non poterono compiersi a causa dell'esistenza dello stato di guerra.

(b) Le Potenze Alleate ed Associate od i loro cittadini, che abbiano fatto regolare domanda nel territorio di qualunque Potenza Alleata od Associata diretta ad ottenere un brevetto o la registrazione di un modello d'utilità entro i dodici mesi precedenti allo scoppio della guerra, o durante la stessa, ovvero abbiano fatto domanda diretta ad ottenere la registrazione di un disegno o modello industriale o di un marchio di fabbrica entro i sei mesi precedenti allo scoppio della guerra o durante la guerra, avranno diritto, nel termine di dodici mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, di presentare domanda, al fine di ottenere i corrispondenti diritti in Italia, con una priorità basata sulla data della presentazione della domanda nel territorio di quella Potenza Alleata od Associata.

(c) Sarà concesso ad ognuna delle Potenze Alleate od Associate ed ai loro cittadini un termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato, durante il quale potranno istituire giudizio in Italia contro quelle persone fisiche o giuridiche, alle quali si attribuisca di aver illegittimamente violato i loro diritti di proprietà industriale, letteraria od artistica, durante il periodo corrente dallo scoppio della guerra all'entrata in vigore del presente Trattato.

2. Nel determinare il tempo entro il quale un brevetto deve essere attuato od un disegno od un marchio deve essere messo in uso, non si terrà conto di un periodo di tempo estendentesi dallo scoppio della guerra, fino alla fine del diciottesimo mese dall'entrata in vigore del presente Trattato.

3. Nel calcolo dei termini normali di validità dei diritti di proprietà industriale, letteraria ed artistica, che erano in vigore in Italia allo scoppio della guerra o che saranno riconosciuti o stabiliti in forza della Parte A del presente Allegato, appartenenti a qualunque delle Potenze Alleate ed Associate od ai loro cittadini, non si terrà conto del periodo intercorso dallo scoppio della guerra, fino all'entrata in vigore del presente Trattato. Per conseguenza, la durata normale di tali diritti si considererà automaticamente estesa in Italia per un termine ulteriore, corrispondente al periodo di sospensione di cui sopra.

4. Le disposizioni che precedono, concernenti i diritti delle Potenze Alleate ed Associate e dei loro cittadini in Italia, si applicheranno egualmente ai diritti dell'Italia e dei suoi cittadini, nei territori delle Potenze Alleate ed Associate. Nessuna delle disposizioni che precedono darà peraltro diritto all'Italia od ai suoi cittadini di conseguire nel territorio di alcuna delle Potenze Alleate ed Associate un trattamento più favorevole di quello accordato da tale Potenza in casi analoghi ad altre Nazioni Unite ed ai loro cittadini, nè imporrà all'Italia di accordare ad alcuna delle Potenze Alleate ed Associate od ai loro cittadini un trattamento più favorevole di quello che l'Italia od i suoi cittadini riceveranno nel territorio di tale Potenza, rispetto alle materie formanti oggetto delle disposizioni di cui sopra.

5. I terzi che, nel territorio di qualunque delle Potenze Alleate ed Associate od in territorio italiano, prima dell'entrata in vigore del presente Trattato, abbiano in buona fede acquistato diritti di proprietà industriale,

letteraria od artistica, in contrasto con i diritti ristabiliti in forza della parte A del presente Allegato, o con diritti ottenuti grazie alla priorità consentita in forza dell'Allegato medesimo, ovvero che abbiano, in buona fede, fabbricato, pubblicato, riprodotto, usato o venduto quanto forma oggetto di tali diritti, avranno facoltà di continuare ad esercitare i diritti stessi ed a continuare od a riprendere tale fabbricazione, pubblicazione, riproduzione, uso o vendita, da essi in buona fede intrapresa, senza esporsi a conseguenze per la relativa violazione. In Italia tale concessione prenderà la forma di licenza nonesclusiva concessa ai termini ed alle condizioni che le parti di comune accordo concorderanno, ovvero, in difetto di accordo, che verranno determinate dalla Commissione stabilita in base all'Articolo 83 del presente Trattato. Tuttavia nei territori di ognuna delle Potenze Alleate ed Associate, terzi di buona fede, riceveranno quella protezione, che si accorda in circostanze analoghe ai terzi in buona fede, i cui diritti siano in conflitto con quelli di cittadini di altre Potenze Alleate ed Associate.

6. Nessuna disposizione contenuta nella parte A del presente Allegato potrà interpretarsi nel senso di accordare all'Italia od ai suoi cittadini nel territorio di alcuna delle Potenze Alleate ed Associate, diritti a brevetti od a modelli d'utilità relativi ad invenzioni concernenti qualsiasi articolo elencato nominativamente nella definizione di materiale bellico, contenuta nell'Allegato XIII del presente Trattato, le quali invenzioni siano state fatte o per cui domanda di registrazione sia stata presentata dall'Italia, o da un suo cittadino, in Italia o nel territorio di qualunque altra Potenza dell'Asse, ovvero in territorio occupato dalle forze dell'Asse, durante il tempo in cui il territorio stesso si trovava sotto il controllo delle forze o delle autorità delle Potenze dell'Asse.

7. L'Italia estenderà egualmente i vantaggi nascenti dalle disposizioni che precedono a quelle Nazioni Unite, che non siano fra le Potenze Alleate od Associate, le quali abbiano rotto le relazioni diplomatiche con l'Italia durante la guerra, e che si obblighino ad estendere all'Italia gli stessi vantaggi accordatili in forza delle disposizioni suddette.

8. Nessuna delle disposizioni contenute nella parte A del presente Allegato dovrà intendersi in contrasto con gli Articoli 78, 79 ed 81 del presente Trattato.

B. ASSICURAZIONI

1. Salvo le restrizioni che si applicano in genere a tutti gli assicuratori, non verrà frapposto alcun ostacolo alla riassunzione dei loro antichi portafogli da parte degli assicuratori che sono cittadini delle Nazioni Unite.

2. Qualora un assicuratore, cittadino di una delle Nazioni Unite, desideri riprendere la sua attività professionale in Italia, ma si trovi che il valore dei depositi di garanzia o delle riserve prescritte per essere autorizzato a trattare affari in Italia, sia diminuito per effetto di perdite o deprezzamento dei valori che costituivano tali depositi o riserve, il Governo italiano si obbliga ad accettare per un periodo di 18 mesi i valori che rimangono, come se fossero adeguati depositi o riserve, ai sensi di legge.

ALLEGATO XVI

Contratti, prescrizione e titoli all'ordine

A. CONTRATTI

1. Salve le eccezioni di cui agli infrascritti paragrafi 2 e 3, ogni contratto che implicasse, ai fini della sua esecuzione, la necessità di contatti fra le parti contraenti, le quali fossero divenute nemiche, secondo la definizione datane nella parte D del presente Allegato, si avrà per risolto a far tempo dal momento in cui una delle parti contraenti sia divenuta nemica. Tale risoluzione peraltro non influirà su quanto dispone l'Articolo 81 del presente Trattato, nè libererà alcuna delle parti contraenti dall'obbligazione di rimborsare le somme che avessero ricevuto come anticipi, o pagamenti in conto, e rispetto alle quali la parte medesima non abbia fornito la relativa controprestazione.

2. Malgrado quanto dispone il paragrafo 1 che precede, quelle parti di un contratto che potessero rimanere avulse e che non esigessero, per la loro esecuzione, la necessità di contatti fra le parti contraenti, divenute nemiche secondo la definizione datane nella parte D del presente Allegato, saranno escluse dalla risoluzione contrattuale e rimarranno in vigore, senza pregiudizio dei diritti contemplati dall'Articolo 79 del presente Trattato. Nei casi in cui il contenuto del contratto non fosse suscettibile di divisione, il contratto stesso si avrà per interamente risolto. Quanto precede rimane subordinato all'osservanza delle leggi, ordinanze e regolamenti interni ema-

nati da qualsiasi delle Potenze Alleate ed Associate che abbiano giurisdizione e riassicurazione formeranno oggetto di separati accordi fra il Governo nato ai termini del contratto stesso.

3. Nulla di quanto stabilito nella parte A del presente Allegato sarà considerato come comportante l'annullamento delle operazioni e negozi intervenuti in dipendenza di un contratto fra nemici, allorquando siffatte operazioni e negozi abbiano avuto corso con l'autorizzazione del Governo di una delle Potenze Alleate ed Associate.

4. Nonostante le disposizioni che precedono, i contratti di assicurazione e riassicurazione formeranno oggetto di separati accordi fra il Governo della Potenza Alleata od Associata interessata ed il Governo italiano.

B. TERMINI DI PRESCRIZIONE

1. Tutti i termini di prescrizione o di decadenza del diritto di agire o di prendere provvedimenti conservativi rispetto a rapporti di natura personale o patrimoniale in cui si trovino coinvolti cittadini delle Nazioni Unite e cittadini italiani, che, a seguito dello stato di guerra, si siano trovati nella impossibilità di instaurare giudizio o di compiere le formalità necessarie per la salvaguardia dei loro diritti, e sia che detti termini abbiano cominciato a decorrere prima o dopo lo scoppio della guerra, si avranno per sospesi per la durata della guerra da un canto in territorio italiano e d'altro canto, nel territorio di quelle Nazioni Unite che concedono all'Italia, in via di reciprocità, il beneficio delle provvidenze di cui al presente paragrafo. I predetti termini ricominceranno a decorrere con l'entrata in vigore del presente Trattato. Le disposizioni di cui al presente paragrafo, si applicheranno ai termini previsti per la presentazione di cedole di interessi o dividendi o per la presentazione di titoli sorteggiati o per altro motivo redimibili.

2. Quando misure d'esecuzione siano state prese in territorio italiano a carico di un cittadino di una delle Nazioni Unite, a seguito dell'omissione di qualche atto o della mancata osservanza di qualche formalità durante la guerra, il Governo italiano ristabilirà i diritti che siano stati in tal modo lesi. Qualora tale reintegrazione fosse impossibile o risultasse iniqua, il Governo italiano disporrà perchè il cittadino della Nazione Unita riceva quel compenso che potrà essere giusto ed equo, nel caso in oggetto.

C. TITOLI ALL'ORDINE

1. Nei rapporti fra nemici, non si avrà per invalido alcun titolo all'ordine fatto prima della guerra, soltanto per il fatto della mancata sua presentazione nel termine prescritto per l'accettazione o per il pagamento o per il fatto dell'omissione dell'avviso di mancata accettazione o di mancato pagamento ai traenti o ai giranti, ovvero per l'omissione del protesto, ovvero per la mancata osservanza di qualsiasi formalità, durante la guerra.

2. Allorquando il termine entro cui un titolo all'ordine avrebbe dovuto essere presentato per l'accettazione o per il pagamento, ovvero entro cui avrebbe dovuto darsi avviso della mancata accettazione o del mancato pagamento al traente od al girante, ovvero entro cui avrebbe dovuto levarsi protesto, sia scaduto durante la guerra e la parte che avrebbe dovuto presentare o far protestare il titolo o dare avviso della sua mancata accettazione o pagamento, non lo abbia fatto durante la guerra, sarà concesso un termine di non meno di tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, durante il quale potrà farsi luogo alla presentazione, all'avviso di mancata accettazione o di mancato pagamento od al protesto.

3. Se una persona, prima o durante la guerra, sia divenuta obbligata in base ad un titolo all'ordine a seguito di un impegno verso di lei assunto da una persona che sia poi divenuta nemica, quest'ultima persona resterà obbligata a tenere indeune la prima per l'obbligazione da essa assunta, malgrado l'intervenuto scoppio della guerra.

D. DISPOSIZIONI SPECIALI

1. Ai fini del presente allegato, le persone fisiche o giuridiche saranno considerate come nemiche, dalla data in cui i rapporti commerciali fra di esse sono divenuti illeciti, in base alle leggi, ordinanze e regolamenti ai quali erano soggette le predette persone od i contratti.

2. In vista del sistema giuridico degli Stati Uniti d'America, le disposizioni del presente Allegato non si applicheranno nei rapporti fra gli Stati Uniti d'America e l'Italia.

ALLEGATO XVII

Tribunali delle Prede e giudizi

A. TRIBUNALI DELLE PREDE

Ognuna delle Potenze Alleate ed Associate si riserva il diritto di esaminare, in conformità di una procedura da stabilire con propria decisione, tutte le sentenze e ordinanze emesse dai Tribunali italiani delle Prede, concernenti i diritti di proprietà dei propri cittadini e di raccomandare al Governo italiano di procedere alla revisione di quelle sentenze o ordinanze che non siano conformi al diritto internazionale.

Il Governo italiano s'impegna a fornire copie di tutti i documenti facenti parte degli atti dei singoli giudizi, comprese le sentenze e le ordinanze emesse e di accettare tutte le raccomandazioni formulate, a seguito del riesame di detti giudizi, e di dare esecuzione alle raccomandazioni stesse.

B. GIUDIZI

Il Governo italiano prenderà le misure necessarie per permettere ai cittadini di qualunque delle Nazioni Unite, in qualsiasi momento, entro un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato, di sottoporre al riesame delle competenti autorità italiane ogni sentenza emessa da una autorità giudiziaria italiana tra il 10 giugno 1940 e la data dell'entrata in vigore del presente Trattato, in qualsiasi giudizio, in cui il cittadino di una delle Nazioni Unite non abbia potuto fare adeguatamente valere le proprie ragioni, sia come attore, che come convenuto. Il Governo italiano disporrà perchè, nel caso che il cittadino di una delle Nazioni Unite abbia sofferto danno a causa di siffatta sentenza, egli possa essere restituito nella condizione in cui si trovava prima della pronuncia della sentenza stessa, o venga ammesso a godere di quelle provvidenze che appaiano giuste ed eque, nel caso specifico. L'espressione "cittadini delle Nazioni Unite" comprende anche le società o associazioni organizzate o costituite in conformità delle leggi di qualunque delle Nazioni Unite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures et leurs cachets au bas du présent Traité.

Fait à Paris, le dix février mil neuf cent quarante-sept, en langues française, anglaise, russe et italienne.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in the city of Paris in the French, English, Russian and Italian languages, this tenth day of February, One Thousand Nine Hundred Forty-Seven.

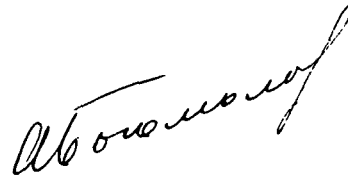
В удостоверение чего нижеподписавшиеся Полномочные Представители подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Совершено в Париже на русском, английском, французском и итальянском языках, февраля десятого дня тысяча девятьсот сорок седьмого года.

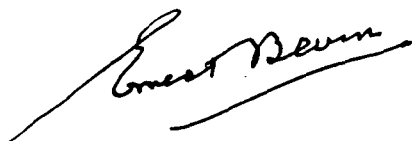
In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari hanno apposto le loro firme e i loro sigilli al presente Trattato.

Fatto a Parigi in lingua francese, inglese, russa e italiana, il dieci febbraio millenovecentoquarantasette.

POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES:
FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
За Союз Советских Социалистических Республик:
PER L'UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOVIETICHE SOCIALISTE:

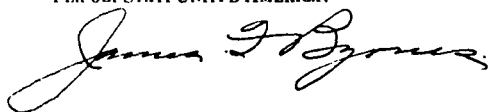



POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
PER IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA ED IRLANDA DEL NORD:



Duff Cooper

POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE:
FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
За Соединенные Штаты Америки:
PER GLI STATI UNITI D'AMERICA:



POUR LA CHINE:

FOR CHINA:

За Китай:

PER LA CINA:

T. T. T.

POUR LA FRANCE:

FOR FRANCE:

За Францию:

PER LA FRANCIA:

Bidauly

Grief

Munis Munda

POUR L'AUSTRALIE:

FOR AUSTRALIA:

За Австралию:

PER L'AUSTRALIA:

John A. Beasly

POUR LA BELGIQUE:

FOR BELGIUM:

За Бельгию:

PER IL BELGIO:

P. H. Spring
Quidam

POUR LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE :

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC :

За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику :

PER LA REPUBBLICA SOVIETICA SOCIALISTA DI BIÉLORUSSIA :

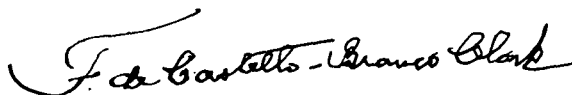


POUR LE BRÉSIL :

FOR BRAZIL :

За Бразилию :

PER IL BRASILE :

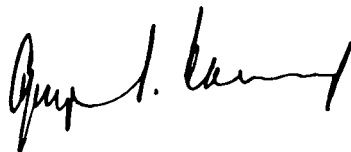


POUR LE CANADA:

FOR CANADA:

За Канаду:

PER IL CANADA:

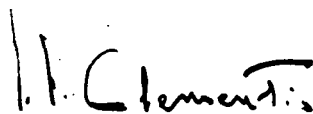
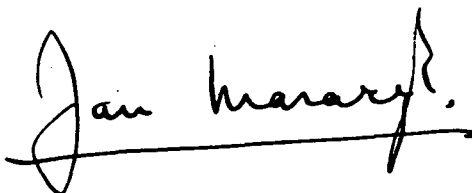


POUR LA TCHECOSLOVAQUIE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:

За Чехословакию:

PER LA CECOSLOVACCHIA:



POUR L'ETHIOPIE:

FOR ETHIOPIA:

За ЭФИОПИЮ:

PER L'ETIOPIA:

Εβρουμ Τ. Μοδου

Lesai Lesuf

Д. Нечуров

POUR LA GRECE:

FOR GREECE:

За Грецию:

PER LA GRECIA:

Λεων Τ. Βιλας

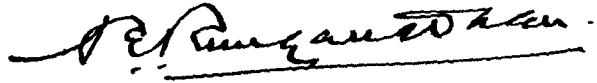
R. Rappaport

POUR L'INDE:

FOR INDIA:

За Индия:

PER L'INDIA:

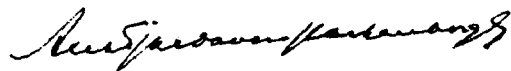
A handwritten signature in black ink, appearing to read "P. Srinivasan", written over a horizontal line.

POUR LES PAYS-BAS:

FOR THE NETHERLANDS:

За Нидерланды:

PER I PAESI BASSI:

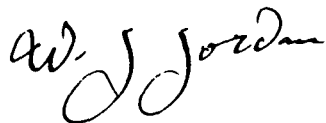
A handwritten signature in black ink, appearing to read "A. J. van der Meer", written over a horizontal line.

POUR LA NOUVELLE-ZELANDE:

FOR NEW ZEALAND:

За Новую Зеландию:

PER LA NUOVA ZELANDA:

A handwritten signature in cursive script, reading "W. J. Jordan".

POUR LA POLOGNE:

FOR POLAND:

За Польшу:

PER LA POLONIA:

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "L. Kubacki".

POUR LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE SOCIALISTE D'UKRAINE:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:

За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

PER LA REPUBBLICA SOVIETICA SOCIALISTA D'UCRAINA:

J. Cerdin

POUR L'UNION SUD-AFRICAINE:

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA:

За Южно-Африканский Союз:

PER L'UNIONE DEL SUD AFRICA:

W.S. Parminter

POUR LA REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE:

FOR THE PEOPLE'S FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA:

За Федеративную Народную Республику Югославии:

PER LA REPUBBLICA FEDERALE POPOLARE DI JUGOSLAVIA:

Stanoje B. Givci

Rodoljub Colakovic

Stanka Ruparic

POUR L'ITALIE:

FOR ITALY:

За Италию:

PER L'ITALIA:

Antonio Medda di Soragna

